



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



Édition spéciale du 27 janvier 2020

PRÉFECTURE DE LA RÉGION GRAND EST

ÉDITION DU 27 JANVIER 2020

PRÉFECTURE DE LA RÉGION GRAND EST

Arrêté préfectoral n°2020/78 du 24 janvier 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Grand Est



PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Secrétariat général
pour les affaires régionales
et européennes

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 78

**portant approbation du schéma régional
d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)
de la région Grand Est**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4251-1 à L. 4251-7 et R. 4251-1 à R. 4251-13 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 13 ;

VU l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° 16CP-3100 en date du 12 décembre 2016 du Conseil régional Grand Est fixant les modalités d'élaboration du SRADDET ;

VU la délibération n° 18SP-2178 en date du 14 décembre 2018 du Conseil régional Grand Est relative à l'arrêt du projet de SRADDET ;

VU les avis recueillis sur le projet de schéma arrêté par le Conseil régional Grand Est conformément à l'article L. 4251-6 du code général des collectivités territoriales ;

VU les conclusions motivées et l'avis de la commission d'enquête du 14 septembre 2019 ;

VU le bilan de la concertation sur la procédure d'élaboration du SRADDET, ainsi que la déclaration de mise à disposition du public conformément au 2° du I. de l'article L. 122-9 du code de l'environnement ;

VU la délibération n° 19SP-2633 en date du 22 novembre 2019 du Conseil régional Grand Est adoptant le projet de SRADDET ;

Vu la composition et le contenu du SRADDET adopté ;

SUR proposition du secrétaire général pour les affaires régionales et européennes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), dans sa version adoptée par le Conseil régional Grand Est le 22 novembre 2019 et tel qu'annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 : Le SRADDET se substitue à l'ensemble des schémas et plans régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 en vigueur sur tout ou partie du territoire de la région Grand Est à la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les arrêtés préfectoraux portant approbation, validation ou adoption, sur tout ou partie du territoire de la région Grand Est, des schémas et plans régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 sont abrogés à la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le SRADDET est consultable, avec la déclaration prévue par l'article L. 122-9 du code de l'environnement, au siège et dans les hôtels de région du Conseil régional du Grand Est, ainsi que sur son site internet.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est notifié au président du Conseil régional Grand Est et il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes et le président du conseil régional Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Strasbourg, le

24 JAN. 2020

Le Préfet,



Jean-Luc MARX

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.



SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES



ANNEXE N°1

RAPPORT ENVIRONNEMENTAL EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

VERSION ADOPTEE LE 22 NOVEMBRE 2019

| | | | |
|---|-----|---|-----|
| 1. Résumé non technique de l'évaluation environnementale | 1 | 7. L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification | 197 |
| 2. Introduction au rapport environnemental du SRADDET | 38 | 8. Les effets probables du SRADDET sur l'environnement et les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs probables..... | 238 |
| 3. Présentation du SRADDET Grand Est | 40 | 8.1. Analyse des incidences du SRADDET et mesures prises pour les éviter ou les réduire | 238 |
| 4. Présentation de la méthode d'évaluation environnementale du SRADDET | 44 | 8.2. Evaluation des incidences Natura 2000..... | 265 |
| 5. L'état initial de l'environnement et les enjeux environnementaux en Grand Est | 46 | 9. Indicateurs pour suivre les effets sur l'environnement du SRADDET | 275 |
| 5.1. Présentation de la région Grand Est..... | 46 | | |
| 5.2. Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie | 47 | | |
| 5.3. Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins | 58 | | |
| 5.4. Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval | 84 | | |
| 5.5. Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire | 104 | | |
| 5.6. Enrayement de l'artificialisation des sols | 118 | | |
| 5.7. Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques | 123 | | |
| 5.8. Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine | 139 | | |
| 5.9. Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition..... | 146 | | |
| 5.10. Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique et préserver les ressources | 161 | | |
| 5.11. Conclusion : les enjeux environnementaux dans le Grand Est et leur perspective d'évolution | 173 | | |
| 6. L'explication des choix effectués par le SRADDET au regard des enjeux environnementaux..... | 180 | | |

1. Résumé non technique de l'évaluation environnementale

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région « en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets. » (Art. L. 4251-1.- du Code général des collectivités territoriales - CGCT).

Le SRADDET est soumis à une obligation législative d'évaluation environnementale préalablement à son adoption. L'évaluation est donc conduite en même temps que l'élaboration du schéma, pour qu'il puisse tenir compte des recommandations de l'évaluation au fur et à mesure de son élaboration. Il s'agit d'une démarche de progrès itérative.

La démarche et ses résultats sont restitués dans ce rapport environnemental.

Présentation du SRADDET Grand Est

Le SRADDET, un nouveau « schéma des schémas »

La Loi renforce la compétence d'aménagement du territoire des régions en leur confiant notamment l'élaboration du SRADDET. Il s'agit d'un nouveau type de schéma d'aménagement qui intègre de nombreux schémas existants au niveau régional (schémas relatifs à la biodiversité, à l'énergie et la qualité de l'air, aux déchets, aux infrastructures de transport, au numérique) afin de renforcer leur cohérence. En Grand Est, la réunion de ces schémas s'ajoutent à la fusion de 3 ex-régions qui avaient chacune leurs documents sectoriels.

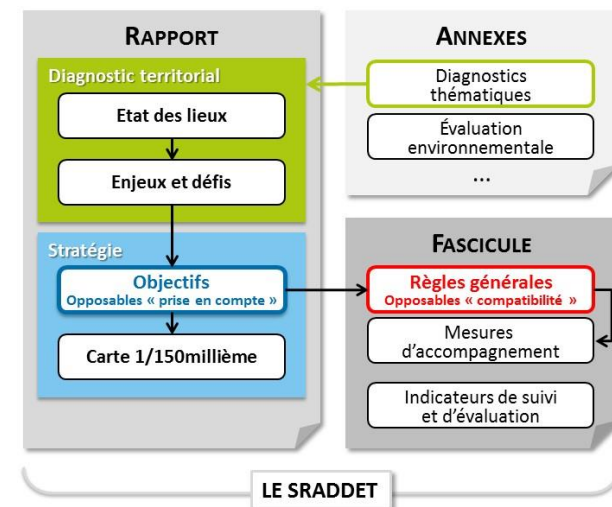
Le SRADDET de la région Grand Est : 30 objectifs et 30 règles

La vision régionale de l'aménagement du territoire aborde l'ensemble des thématiques imposées par le Code général des collectivités territoriales et adosse à la notion d'égalité des territoires les thématiques suivantes :

- L'armature urbaine, les réciprocitys urbain-rural, l'inter-territorialité, les relations avec les territoires limitrophes et le fait transfrontalier ;
- Les équipements, notamment sportifs et culturels, les services à la population, le numérique ;
- La santé dans son double aspect accès à l'offre de soins et la santé environnementale ;
- L'économie territoriale, notamment à travers l'agriculture, la ressource en bois, l'économie circulaire et le tourisme ;
- La consommation foncière et la problématique des friches ;
- Les risques et notamment le risque inondation.
- En outre, la question de la ressource en eau, éminemment stratégique en Grand-Est, est abordée dans le SRADDET en articulation avec la thématique de la biodiversité.

Le SRADDET Grand Est est composé :

- d'un rapport : diagnostic et enjeux, stratégie régionale du Grand Est à l'horizon 2050, s'appuyant sur 30 objectifs (présentés page suivante) ; Il s'accompagne d'une cartographie au 1/150 000^{ème} permettant d'illustrer les principaux éléments stratégiques
- d'un fascicule : 30 règles générales prescriptives et 26 mesures d'accompagnement (présentées page suivante), les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET ;
- et d'annexes (sans caractère opposable) dont le présent rapport environnemental fait partie.





Axe 1 : changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires

Choisir un modèle énergétique durable

- Objectif 1. région à énergie positive et bas carbone
- Objectif 2. rénovations du bâti
- Objectif 3. efficacité énergétique des entreprises
- Objectif 4. énergies renouvelables
- Objectif 5. réseaux d'énergie

Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement

- Objectif 6. patrimoine naturel, milieux et paysages
- Objectif 7. trame verte et bleue
- Objectif 8. agriculture durable
- Objectif 9. ressource en bois
- Objectif 10. gestion de l'eau
- Objectif 11. économie de foncier

Vivre nos territoires autrement

- Objectif 12. urbanisme durable
- Objectif 13. intermodalité
- Objectif 14. friches
- Objectif 15. qualité de l'air
- Objectif 16. économie circulaire
- Objectif 17. déchets



Axe 2 : Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté

Connecter les territoires au-delà des frontières

- Objectif 18. révolution numérique
- Objectif 19. ouverture à 360°
- Objectif 20. logistique multimodale

Solidariser et mobiliser les territoires

- Objectif 21. armature urbaine
- Objectif 22. infrastructures de transport
- Objectif 23. coopérations et expérimentations
- Objectif 24. gouvernances

Construire une région attractive dans sa diversité

- Objectif 25. habitat
- Objectif 26. services, santé, sport, culture
- Objectif 27. économie
- Objectif 28. tourisme



En conclusion, impliquer chacun pour un élan collectif

- Objectif 29. citoyen et connaissance
- Objectif 30. rêver Grand Est

Liens entre objectifs, règles et mesures d'accompagnement



Chapitre I. Climat, air et énergie

- Règle n°1 : changement climatique
- Règle n°2 : climat-air-énergie et aménagement
- Règle n°3 : performance énergétique du bâti
- Règle n°4 : efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : énergies renouvelables
- Règle n°6 : qualité de l'air

- MA 1.1 : connaissances et données territorialisées
- MA 2.1 : performances renforcées
- MA 3.1 : précarité énergétique
- MA 5.1 : réseaux d'énergie
- MA 6.1 : qualité de l'air et équipements
- MA 6.2 : qualité de l'air intérieur



Chapitre II. Biodiversité et gestion de l'eau

- Règle n°7 : Trame verte et bleue locale
- Règle n°8 : restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : zones humides
- Règle n°10 : pollutions diffuses
- Règle n°11 : prélèvements d'eau

- MA 8.1 : milieux agricoles et ouverts
- MA 8.2 : forêts et qualité environnementale
- MA 8.3 : éléments arborés hors forêts
- MA 8.4 : valorisation raisonnée des milieux naturels



Chapitre III. Déchets et économie circulaire

- Règle n°12 : économie circulaire
- Règle n°13 : réduction des déchets
- Règle n°14 : valorisation matière et organique
- Règle n°15 : valorisation énergétique



Chapitre IV. Gestion des espaces et urbanisme

- Règle n°16 : sobriété foncière
- Règle n°17 : potentiel foncier mobilisable
- Règle n°18 : agriculture (péri) urbaine
- Règle n°19 : zones d'expansion des crues
- Règle n°20 : armature urbaine locale
- Règle n°21 : renforcer les polarités
- Règle n°22 : production de logements
- Règle n°23 : zones commerciales
- Règle n°24 : nature en ville
- Règle n°25 : imperméabilisation des sols

- MA 16.1 : plateforme régionale du foncier
- MA 16.2 : stratégies et outils de maîtrise du foncier
- MA 17.1 : densité et mixité fonctionnelle
- MA 17.2 : proximité des transports en commun
- MA 17.3 : aménagement qualitatif
- MA 18.1 : circuits courts et de proximité
- MA 18.2 : franges urbaines
- MA 18.3 : patrimoines et paysages
- MA 19.1 : connaissance du risque inondation
- MA 19.2 : vulnérabilité aux risques
- MA 21.1 : zones d'activités économiques
- MA 21.2 : équipements rayonnants



Chapitre V. Transport et mobilités

- Règle n°26 : articulation transports publics
- Règle n°27 : pôles d'échanges
- Règle n°28 : plateformes logistiques multimodales
- Règle n°29 : réseau routier d'intérêt régional
- Règle n°30 : mobilité durable des salariés

- MA 26.1 : tarification et la billetterie
- MA 26.2 : stratégie de mobilité servicielle
- MA 26.3 : cohérence des PDU limitrophes
- MA 27.1 : stationnement alternatif
- MA 27.2 : déploiement bornes recharge/avitaillement

Les règles générales déclinent les objectifs de la stratégie du SRADDET qui s'y prête en précisant à quelles cibles elles d'adressent, parmi :

- les Schémas de cohérence territoriale (SCoT), à défaut de SCoT : les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux ou non (PLU(i)) ou encore les Cartes communales
- les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ;
- les chartes de Parc Naturel Régional (PNR) ;
- les Plans de déplacement urbain (PDU) ;
- les acteurs déchets par l'intégration du Plan régional de prévention, de gestion des déchets PRPGD (Code des collectivités territoriale R4251-12).

Le SRADDET n'a pas vocation à se substituer aux documents qu'il cible. Au contraire, il s'inscrit dans le **principe de subsidiarité** et il n'engendre **pas de charge d'investissement ou de fonctionnement récurrente** pour les collectivités territoriales et leur structure de coopération.

Présentation de la méthode d'évaluation environnementale du SRADDET

L'évaluation environnementale du SRADDET : une obligation législative

La directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement pose le principe d'une évaluation environnementale préalable à l'adoption (ou évaluation « ex-ante ») de ceux d'entre eux susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et qui fixent le cadre de décisions ultérieures. Les SRADDET répondent à cette définition et doivent en conséquence faire l'objet d'une telle évaluation, comme mentionné à l'article R122-17 du code de l'environnement qui liste les différents plans et programmes concernés.

Pour cela l'évaluation environnementale a été conduite conjointement à l'élaboration du schéma, pour que ses résultats et recommandations puissent être intégrés au SRADDET au fur et à mesure de son élaboration.

L'évaluation environnementale du SRADDET Grand Est : une démarche itérative

La méthode retenue a été itérative afin de s'assurer de la bonne prise en compte de l'environnement dans les différents éléments du contrat (diagnostic, enjeux, objectifs, règles et mesures d'accompagnement, suivi...). L'évaluation environnementale du SRADDET a été lancée en même temps que son élaboration.

Après avoir établi un état initial de l'environnement (comportant un zoom sur les sites Natura 2000), des enjeux environnementaux régionaux en ont été dégagés : ils ont servi de référentiel d'évaluation, c'est-à-dire que l'on a analysé si le SRADDET avait des impacts potentiels, négatifs ou positifs, sur ces enjeux ; dans le cas d'impacts négatifs, l'évaluation environnementale a suggéré des mesures à intégrer dans le SRADDET, pour éviter, réduire, voire compenser ces impacts négatifs.

Plus concrètement, chaque production du SRADDET a été évaluée au regard de ces enjeux environnementaux pour s'assurer de leur bonne prise en compte.

Les enjeux environnementaux en Grand Est et leur perspective d'évolution

On entend par enjeux les questions d'environnement qui engagent fortement l'avenir du territoire, les valeurs qu'il n'est pas acceptable de voir disparaître ou se dégrader, ou que l'on cherche à gagner ou reconquérir, tant du point de vue des ressources naturelles que de la santé publique ou de la qualité de vie. Au-delà, ils peuvent contribuer fortement à l'image, à l'attractivité et donc au développement du territoire.

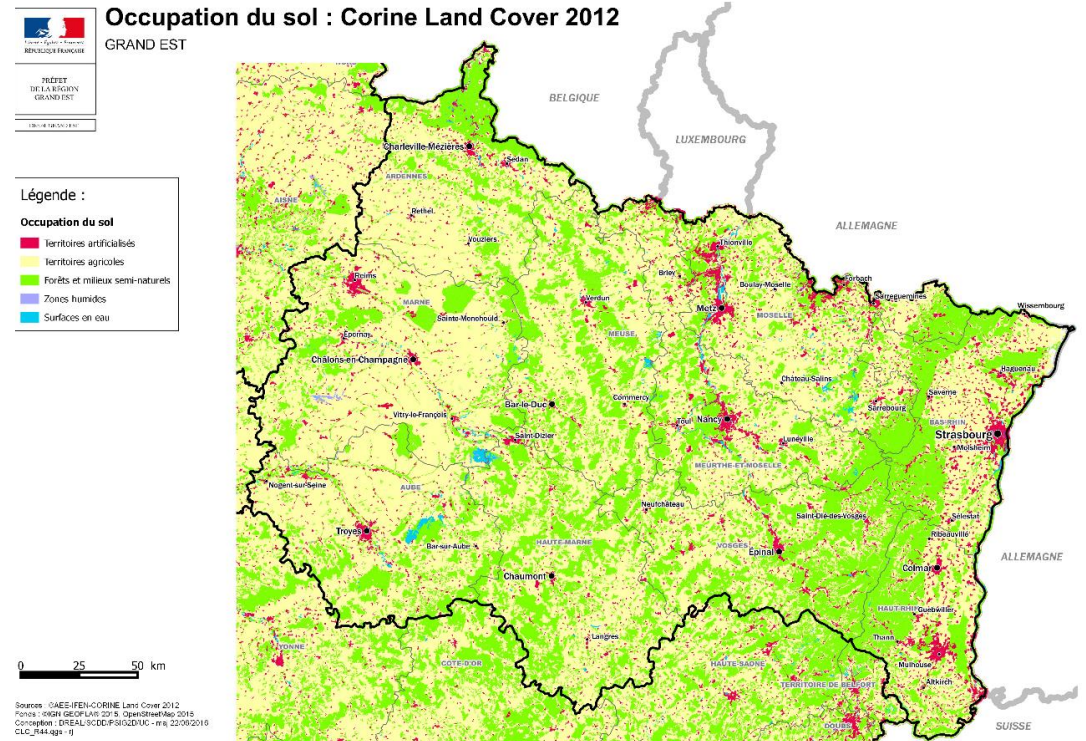
Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie

Des facteurs naturels et humains à l'origine d'une grande diversité paysagère entre montagnes, plateaux, côtes, plaines et vallées alluviales, mais ils s'appauvrissent et se banalisent : les paysages ruraux sous l'influence de l'extension de grandes cultures agricoles, les paysages montagneux via le recul du pâturage, l'enfrichement et la plantation de résineux ; Le massif des Vosges en particulier est fragilisé par des dynamiques industrielles, agricoles, démographiques auxquelles s'ajoutent les effets du changement climatique (pressions urbaines des entrées de vallées côté alsacien, dévitalisation des fonds de vallée, développement urbain menaçant par endroits l'activité agricole et un secteur des crêtes sous pression touristique). Le développement d'énergies renouvelables accélère la mutation de ces paysages agricoles. Les changements climatiques pourraient entraîner des modifications paysagères.

Les espaces urbanisés en particulier en plaine et sur les plateaux s'étalent et artificialisent toujours plus de terres agricoles. Enjeux particulièrement concentrés dans quelques grands couloirs urbains – sillon lorrain, vallée du Rhin... Un riche patrimoine architectural, culturel, historique protégé dans l'ensemble, et un patrimoine plus ordinaire qui risque d'être banalisé. Les paysages urbains lorrains voire alsaciens sont encore marqués par l'industrie et l'après-mine.

Des politiques de préservation & valorisation des paysages remarquables et plus ordinaires en progression : Des atlas pour partager la connaissance, préalable indispensable à leur préservation, des mesures de protections des paysages et du patrimoine les plus emblématiques en progression. Six parcs naturels régionaux et un projet de parc national contribuent à la préservation des paysages. Collectivités

et associations mènent des politiques complémentaires de protection & valorisation.



Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins

Préservation et restauration des milieux naturels et des espèces remarquables, en particulier celles pour lesquelles la région a une responsabilité particulière

Des milieux naturels et espèces associées riches mais souvent dégradées et fortement menacées : Des milieux forestiers divers et structurants encore préservés mais fortement menacés, une matrice importante de milieux ouverts fragiles et en régression, notamment les prairies, des milieux aquatiques et

humides menacés, des milieux thermophiles localisés & de petite taille, encore mal connus mais d'importance pour certaines espèces, une faune patrimoniale, remarquable et menacée et une flore diversifiée qui s'appauvrit, une région frontalière particulièrement sensible aux espèces exotiques envahissantes.

Des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation

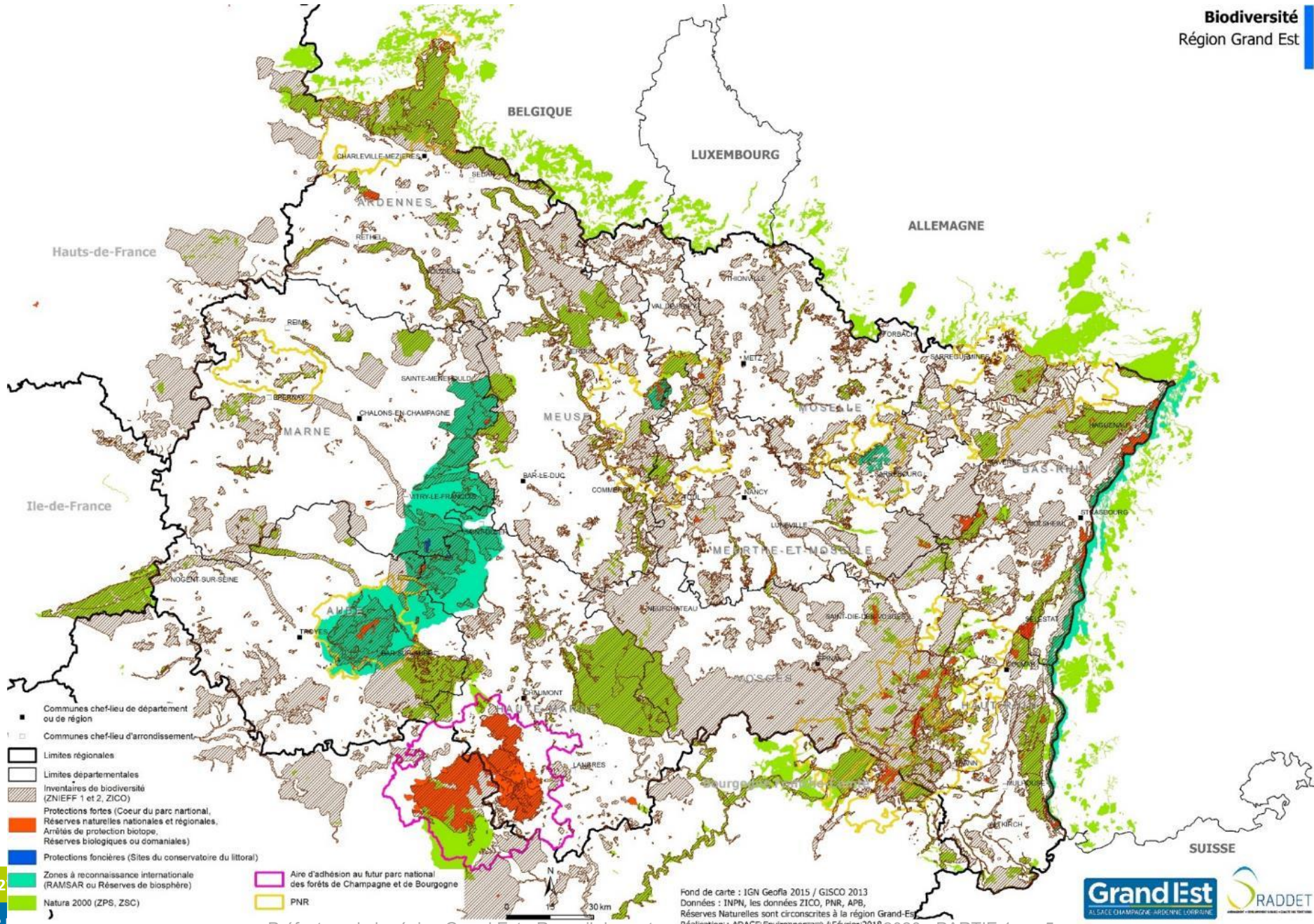
Face aux pressions, des mesures de protection qui progressent mais demeurent insuffisantes : des connaissances à compléter et partager pour favoriser une meilleure protection, des mesures de protection et de gestion des habitats qui progressent mais ne représentent encore qu'une faible proportion du territoire.

Préservation et restauration des continuités écologiques – régionales, nationales voire internationales – en renforçant notamment les fonctions écologiques dans les espaces anthropisés

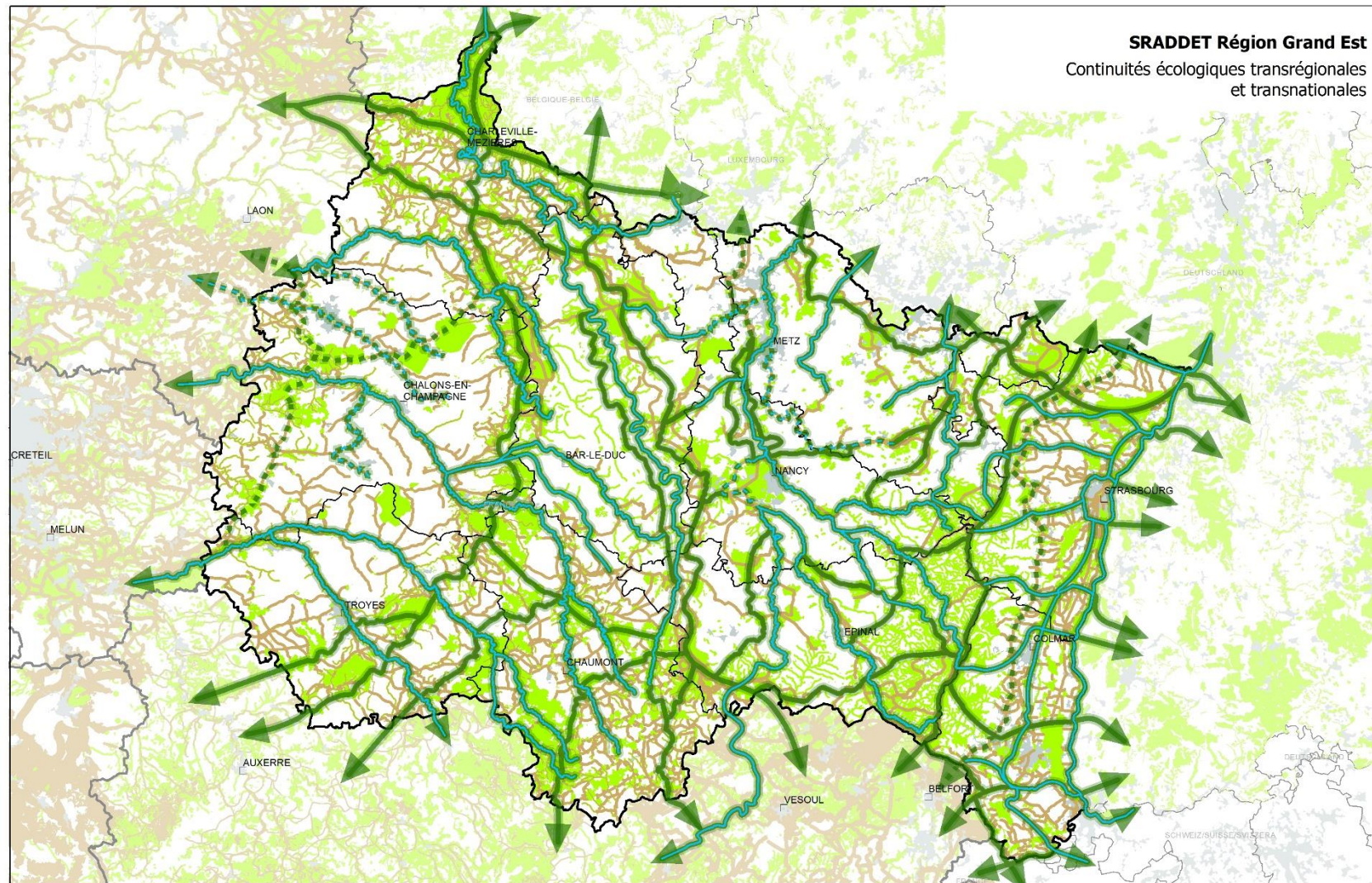
Des trames vertes et bleues insérées dans des continuités régionales, interrégionales et transfrontalières, un ensemble de sous-trames altérées, à restaurer et protéger : Une trame forestière encore fonctionnelle mais en perte de qualité, la trame des milieux ouverts – pelouses, prairies, landes...- à restaurer et préserver, la continuité écologique des milieux aquatiques et humides fortement altérée, un enjeu d'envergure européenne à les restaurer ; une trame thermophile qui reste à identifier

Des obstacles récurrents aux continuités : une prise en compte en amont dans les aménagements à améliorer ; des continuités qui reposent en partie sur la biodiversité ordinaire liée à des espaces agricoles, viticoles, forestiers ... dont les pratiques peuvent altérer leurs fonctionnalités

Des continuités essentielles pour le déplacement des espèces dans le cadre de leur adaptation au changement climatique.



- Communes chef-lieu de département ou de région
- Communes chef-lieu d'arrondissement
- ▭ Limites régionales
- ▭ Limites départementales
- ▨ Inventaires de biodiversité (ZNIEFF 1 et 2, ZICO)
- Protections fortes (Coeur du parc national, Réserves naturelles nationales et régionales, Arrêts de protection biotope, Réserves biologiques ou domaniales)
- Protections foncières (Sites du conservatoire du littoral)
- Aires à reconnaissance internationale (RAMSAR ou Réserves de biosphère)
- Natura 2000 (ZPS, ZSC)
- Aire d'adhésion au futur parc national des forêts de Champagne et de Bourgogne
- PNR



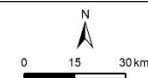
SRADET Région Grand Est
Continuités écologiques transrégionales et transnationales

Trame Verte et Bleue des SRCE
 Corridors écologiques
 Réservoirs de biodiversité identifiés au sein des SRCE et réseau Natura 2000 à l'étranger

Continuités écologiques terrestres transrégionales et transnationales
 A préserver
 A restaurer / à créer

Continuités écologiques cours d'eau transrégionales et transnationales
 A préserver
 A restaurer / à créer

Fond
 Département
 Région française
 Région européenne
 Zone urbaine



Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

SRADET

Fond de carte : IGN Geofla 2015 / GISCO 2013
 Données : ©DREAL - SRCE, Biotopie, European Commission - Natura 2000
 Réalisation : Biotopie / Octobre 2019

Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval

Une région en tête de bassins, château d'eau pour de nombreux autres régions et pays en aval. Des masses d'eau souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable vulnérables et dégradées, des eaux de surface souvent en mauvais état mais de réels progrès, des objectifs d'atteinte du bon état souvent reportés à 2027.



Restauration d'un bon état des eaux souterraines pour une alimentation en eau potable, en particulier dans les 3 nappes stratégiques

Des masses d'eau souterraines globalement en bon état quantitatif mais la situation pourrait légèrement se détériorer, des consommations pour l'alimentation en eau potable en baisse et fluctuantes pour l'irrigation, des conflits d'usage qui pourraient s'accroître dans le futur

Des eaux souterraines vulnérables et dégradées, en particulier dans les 3 nappes les plus importantes pour l'alimentation en eau potable (nappe d'Alsace, nappe du grès du trias inférieur – GTI, nappe de la craie champenoise) qui alimentent la région et les territoires limitrophes, français et étrangers : état chimique médiocre voire mauvais état quantitatif, un mauvais état qui se pérennise ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux souterraines

La protection de la ressource doit gagner en efficacité : La protection des captages pour l'alimentation en eau potable progresse, des actions pour protéger les nappes des pollutions diffuses liées aux activités humaines, notamment agricoles, qui n'ont pas permis de rétablir une bonne qualité de l'eau, une eau distribuée de bonne qualité grâce à des traitements importants.

Le changement climatique pourrait engendrer un abaissement des nappes souterraines et une détérioration de la qualité de l'eau.

Reconquête de la qualité des eaux de surface pour améliorer la fonctionnalité des milieux aquatiques

La majeure partie des eaux superficielles en mauvais état mais de réels progrès : Un réseau de surveillance des cours d'eau en progrès, mais qui reste à compléter et à harmoniser pour couvrir tout le territoire et plus de paramètres chimiques ; Une partie des cours d'eau en mauvais état écologique mais une situation qui s'améliore ; Des pollutions d'origine urbaine en recul, mais une stagnation des pollutions d'origine rurale, des pollutions émergents inquiétantes ; Des altérations hydromorphologiques substantielles ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux superficielles

De nombreux usages des eaux de surface dont il faut assurer l'équilibre avec la fonctionnalité écologique : Des problèmes quantitatifs dans plusieurs cours d'eau ; La production d'énergie occasionne les plus grands prélèvements d'eaux, en

surface et peut poser problème en période d'étiage ; Des prélèvements industriels (tant en eaux souterraines que superficielles) ; L'hydroélectricité, un impact environnemental possible sur la continuité écologique notamment ; Un maillage fluvial et portuaire qui offre de nombreux atouts ; Des eaux de baignade de bonne qualité et d'importantes capacités pour les loisirs sur l'eau

Changement climatique : une pression de plus en plus significative

Amélioration de la couverture du territoire par des démarches de gestion globale et locale de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Une gouvernance de l'eau inégalement organisée sur le territoire, et en profonde mutation

Petit cycle de l'eau : Des compétences eau potable et assainissement très fragmentées, une organisation qui va être modifiée en profondeur.

Grand cycle de l'eau, des enjeux d'amélioration de la gouvernance à différentes échelles : Une coordination par EBTP à l'échelle des grands bassins versants régionaux qui couvre le territoire sauf la Moselle, Une gestion par sous-bassin renforcée par l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI, des SAGE dont la portée et l'animation sont assez inégales.



Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire

Une production de déchets importante, globalement en baisse, des politiques de prévention et de réduction qui progressent (baisse de production attendue), des objectifs réglementaires de valorisation plus ou moins atteignables

La substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage encouragée par le nouveau schéma régional des carrières

Réduction, réutilisation, recyclage des déchets

Les gisements de déchets de mieux en mieux connus mais des tendances parfois difficiles à cerner : 2/3 des déchets proviennent du BTP mais ils sont essentiellement inertes donc réutilisables ou recyclables, leur production est à la baisse ; Un gisement de déchets des activités économiques encore mal cerné, pourtant des objectifs réglementaires de réduction à atteindre ; Une production de DMA en baisse mais un objectif réglementaire de réduction difficile à atteindre ; Des déchets des collectivités et des déchets dangereux difficiles à estimer

Des politiques de prévention et de réduction qui progressent : Des plans de prévention des déchets ménagers et assimilés qui ne couvrent pas encore 100% de la population comme la réglementation l'exige ; Une tarification incitative qui progresse et devrait permettre d'atteindre les objectifs réglementaires ; Peu d'actions de prévention des déchets du BTP

Une gestion et valorisation des déchets (recyclage, valorisation, CET...) qui progresse, des objectifs nationaux de baisse très ambitieux : Des déchets du BTP largement valorisés et des objectifs réglementaires a priori atteignables ; Des déchets des activités économiques majoritairement valorisés, des objectifs réglementaires qui devraient être atteints ; Un objectif de valorisation matière ou organique des DMA très ambitieux ; Des installations et ouvrages de tri et valorisation suffisants ; Vers une réduction des capacités d'élimination par stockage et par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes cohérente avec les objectifs réglementaires ; Des déchets dangereux majoritairement valorisés ; Peu de flux de déchets, hormis ceux nécessitant des filières de traitement & valorisation spécifiques.

Maîtrise de la demande en ressources minérales et minières et développement de leur réutilisation et recyclage

D'importantes ressources en matériaux naturels, disséminées sur le territoire : 500 carrières, une activité minière résiduelle (mines de fer et de sel situées en Meurthe-et-Moselle et Moselle) et un développement de l'exploitation d'hydrocarbures (déjà effectif en Marne et Aube, à venir en Moselle).

Une exploitation qui impacte l'environnement toujours plus encadrée notamment par le nouveau schéma régional des carrières qui encouragera notamment un volet pour la substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage

Matériaux sous-sols : Des projets d'aménagement de grande ampleur vont accroître la demande ou au contraire exporter beaucoup de « matériaux » et requièrent une vision régionale : Grand Paris, décaissement du Rhin, canal de Bray sur Seine, Cigéo.

Enrayement de l'artificialisation des sols

Un ratio « moyen » de sols artificialisés similaire à l'échelle nationale mais des situations contrastées entre départements (plus forts taux dans les Haut et Bas-Rhin), une artificialisation finalement relativement élevée dans un contexte démographique atone, qui se poursuit, toutefois à un rythme moins soutenu que par le passé. Elle se fait principalement au détriment des terres agricoles et peut aller jusqu'à l'imperméabilisation des sols (en particulier dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle). Une artificialisation corrélée à une dé-densification globale, qui entraîne une dépendance accrue à la voiture individuelle.

Des leviers - réhabilitation & réutilisation des friches, renouvellement urbain & densification – et des outils et stratégies à mobiliser : ScoT, PLUI, stratégie foncière, recyclage des friches... ; De nombreux acteurs impliqués

Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques

Des risques naturels importants (inondations, mouvements de terrain...), des communes de plus en plus vulnérables aux inondations, des plans de prévention qui progressent, des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation, des risques technologiques omniprésents encadrés par des outils réglementaires, une culture du risque en progrès.

Réduction des aléas et de l'exposition des populations au risque inondation et mouvement de terrain

Des risques naturels importants :

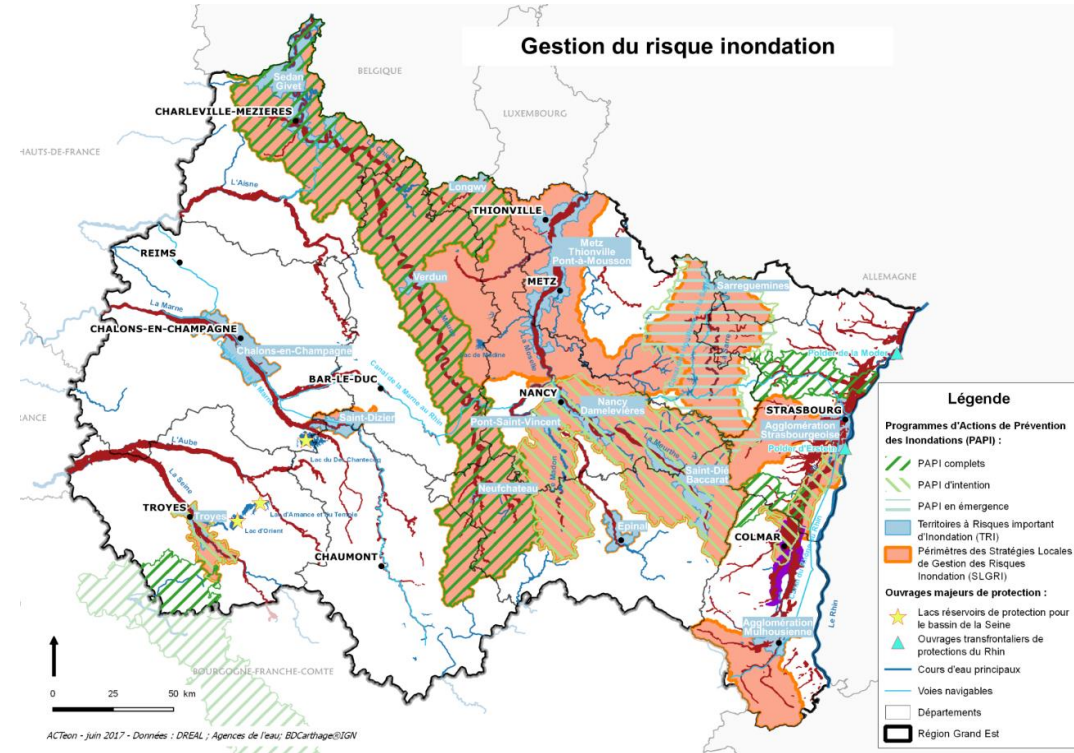
- Le risque inondation, enjeu majeur pour une large partie du territoire : la vulnérabilité des communes s'accroît mais les plans de prévention et de gestion des risques aussi
- Un risque mouvement de terrain fréquent d'origines diverses : des mouvements de terrains liés au retrait-gonflement d'argile, un risque coulées boueuses essentiellement en Alsace et dans la montagne de Reims, un risque d'effondrement de cavités souterraines. Une connaissance de l'aléa mouvement de terrain qui s'améliore

L'adaptation au changement climatique à anticiper.

Meilleure maîtrise des risques technologiques : Des risques technologiques omniprésents liés au caractère industriel de la région : de nombreuses ICPE notamment des sites Seveso, un important parc nucléaire et autres installations nucléaires, d'importants flux de matières dangereuses ; La rupture de digues et barrages, une probabilité faible mais de lourdes conséquences potentielles ; Un risque « engins de guerre » particulier à la région.

Des plans de prévention des risques technologiques – PPRT - pour organiser la cohabitation de sites industriels à risques et des zones riveraines.

Développement d'une culture du risque : Une culture du risque en progrès : Une appropriation sociétale des risques à renforcer, la mise en place d'une information préventive et d'une concertation progresse.



Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine

Un lourd héritage qui peut se transformer en atout (valorisation des friches).

Dépollution, réhabilitation et réutilisation des anciens sites industriels, artisanaux et commerciaux : De nombreux sites pollués, hérités du passé, inégalement répartis sur le territoire, dont la connaissance est encore incomplète : les problèmes engendrés par ces sites sont loin d'être entièrement résolus

Des friches - industrielles, militaires...- dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains

Gestion des risques hérités du passé minier lorrain : Un risque d'affaissement dans les bassins ferrifères et salifères (165 communes concernées)

Un risque de remonté de gaz et de nappe phréatique dans le bassin houiller (le risque disparaîtra avec la fin de l'ennoyage) : risque pour certaines zones urbanisées (20aine de communes) mais atout car réapparition d'anciennes zones humides et reconstitution de la ressource en eau.

Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition

Restauration d'une qualité de l'air saine pour tous et conforme aux exigences réglementaires : Une qualité de l'air dégradée un quart de l'année

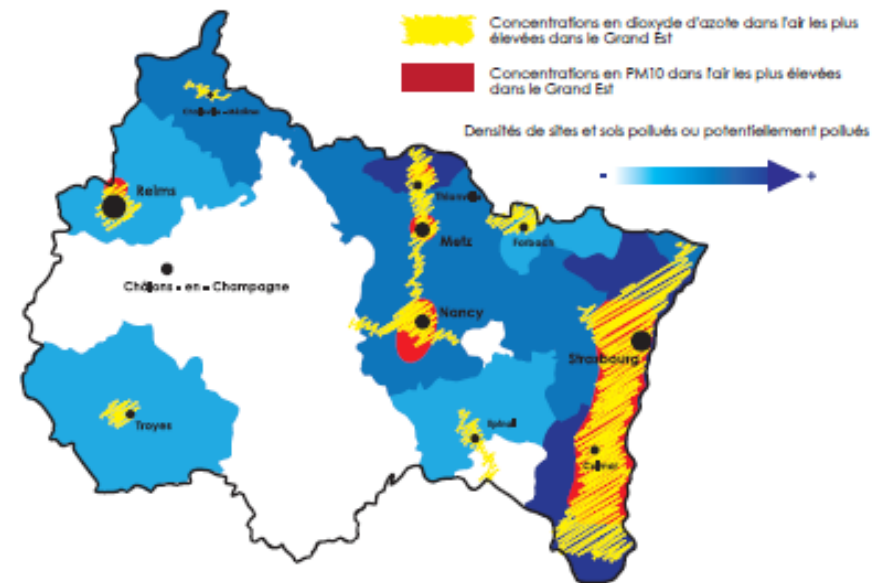
Des émissions supérieures aux moyennes nationales, mais en baisse, des concentrations qui peuvent néanmoins encore dépasser les seuils réglementaires (ozone, NOx, particules fines): Des émissions de monoxyde de carbone (CO) principalement résidentielles, en baisse ; Des oxydes d'azote (NOx) essentiellement d'origine routière, en baisse, mais des pollutions de fond subsistent dans des agglomérations ; Des COVNM émis par plusieurs secteurs, en baisse ; Une pollution à l'ozone omniprésente mais plus forte en Alsace, avec des dépassements de valeurs cibles et des pics de pollution ; Des particules fines essentiellement d'origine agricole en baisse, mais de nombreux pics de pollution ; Les autres polluants également en baisse.

Des risques sanitaires dans les bâtiments et logements liés à la qualité de l'air intérieur. De nombreuses démarches en cours (SRCAE, PCET, PPA, TEPCV...).

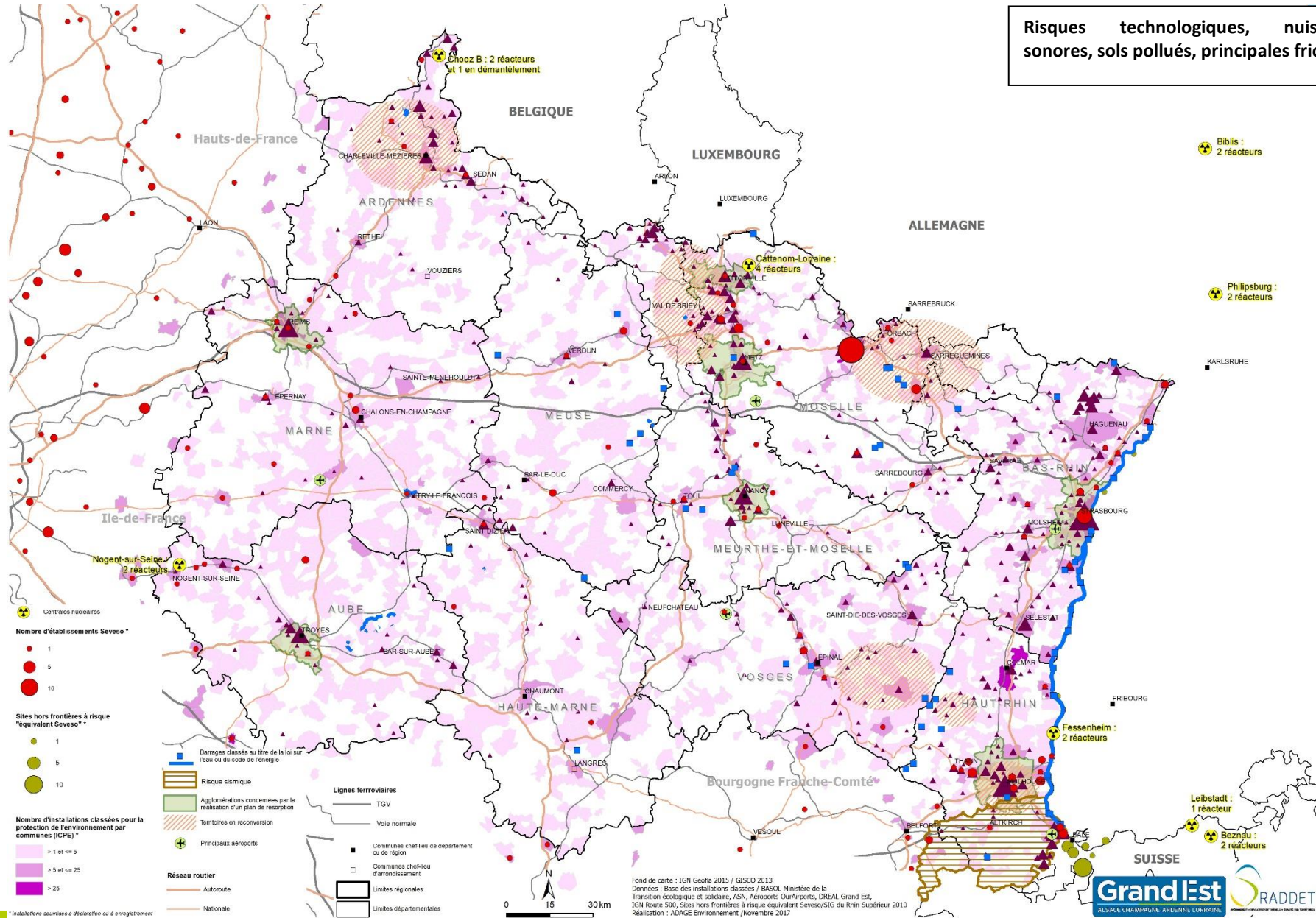
Réduction de l'exposition des populations aux nuisances sonores : Une exposition inégale des populations au bruit entre zones rurales et zones urbaines denses, des outils réglementaires et de planification, pour prévenir les nuisances sonores et les réduire, qui progressent. Un classement des voies de transport terrestre achevé ; Des plans de prévention qui se développent mais ne couvrent pas toutes les collectivités concernées.

Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition : Des logements indignes en diminution, des risques liés aux ondes électromagnétiques peu pris en compte dans un climat d'incertitude scientifique, le réchauffement climatique attendu pourrait permettre l'expansion rapide de certaines espèces invasives, nuisibles à la biodiversité et sources de pathologies parfois invalidantes.

La qualité de l'air et l'état des sols comme témoins de l'activité humaine



Risques technologiques, nuisances sonores, sols pollués, principales friches



Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique

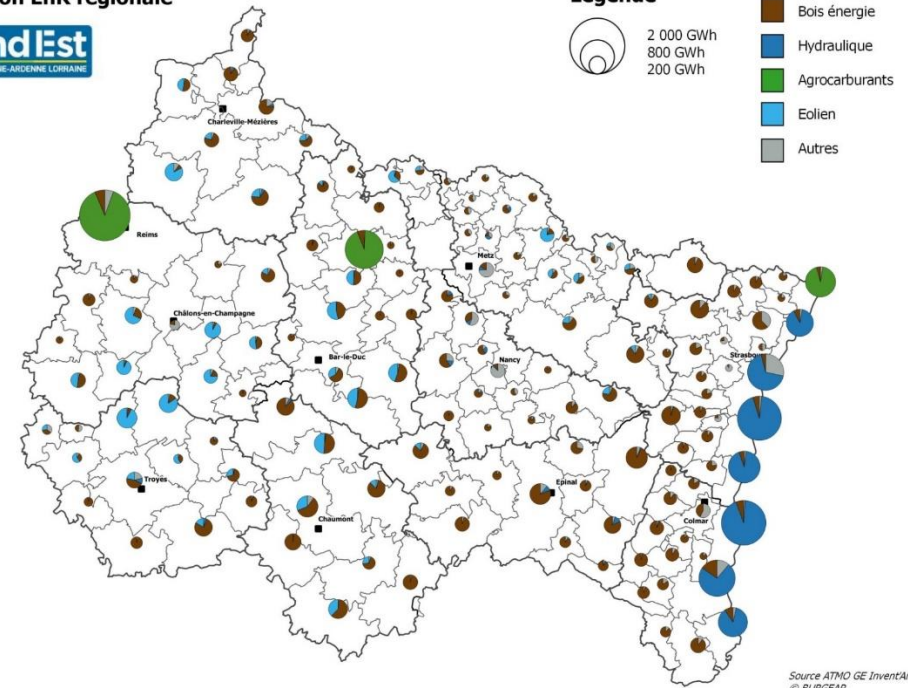
Diminution des consommations d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétique en particulier dans l'industrie, l'habitat et les transports : Une région fortement consommatrice- d'énergie fossile principalement -, résidentiel en tête mais une consommation en baisse dans tous les secteurs : Plus fort consommateur, le secteur résidentiel peine à baisser sa consommation, dans un contexte de forte précarité énergétique : un contexte législatif qui vise à répondre à ces deux problématiques; Un secteur industriel énergivore mais dont les consommations baissent ; Le transport routier fort consommateur dans une région de transit : une consommation qui peine à baisser ; Une baisse du secteur tertiaire, un contexte législatif qui va poursuivre la tendance ; L'agriculture & sylviculture, une inertie des consommations.

Développement des énergies renouvelables et de récupération : Une production régionale dominée par le nucléaire mais des énergies renouvelables diversifiées en fort développement et un important potentiel, dont il faut préparer l'accueil dans les réseaux : Croissance du bois-énergie, première filière renouvelable régionale ; Deuxième filière régionale, l'hydroélectricité croît légèrement ; Une filière agrocarburants dynamique ; Première région éolienne, une filière à fort potentiel ; une filière biogaz dynamique ; Le dynamisme de la filière photovoltaïque s'est essoufflé ; d'autres filières dynamiques ou en développement (géothermie, incinération des déchets) ; Une nécessaire adaptation des réseaux pour l'accueil des énergies renouvelables.

Vers des politiques climat - air - énergie intégrées : Une région fortement contributrice aux émissions de GES du fait d'une importante industrie et d'une position frontalière génératrice de déplacements, une tendance à la baisse mais la poursuite sera difficile (peu de leviers régionaux sur industrie, changements de comportement nécessaires pour agriculture, reste transports et énergie). Un

important potentiel de séquestration carbone, qui atteindra ses limites en 2030. L'intégration des SRCAE dans le SRADDET sera l'occasion d'une approche de plus en plus intégrée.

Production EnR régionale



Source ATMO GE Invent'Air 2017
© BURGEAP

La hiérarchisation des enjeux au regard du rôle potentiel du SRADET

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Potentiel d'action du SRADET |
|--|------------------------------|
| Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins | ●●● |
| Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval | ●●● |
| Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie | ●●● |
| Enrayement de l'artificialisation des sols | ●●● |
| Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition | ●●● |
| Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique | ●●● |
| Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques | ●●● |
| Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine | ●●● |
| Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire | ●●● |

| | |
|-----|-------------------------------------|
| ●●● | Rôle prépondérant, principal levier |
| ●●● | Rôle important ou d'accompagnement |
| ●●● | Rôle faible, ou indirect |

L'explication des choix effectués par le SRADET au regard des enjeux environnementaux

Les objectifs du SRADET répondent à l'ensemble des enjeux environnementaux mis en avant en conclusion de l'état initial de l'environnement.

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|--|--|
| Objectif 1. Devenir une région à énergie positive et bas-carbone Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique Objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie | Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition |
| Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages | Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins |

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|--|--|
| Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue Objectif 8. Développer une agriculture adaptée et des produits de qualité à l'export et en proximité | Participe également à l'économie d'espace et de foncier et à la lutte et à l'adaptation au changement climatique via la séquestration carbone. Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval |
| Objectif 9. Valoriser la ressource en bois et une gestion multifonctionnelle des forêts | Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval |
| Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau | Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval |
| Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier | Enrayement de l'artificialisation des sols |
| Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients | Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition |

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|---|--|
| | Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie Enrayement de l'artificialisation des sols Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien | Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition |
| Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation | Enrayement de l'artificialisation des sols |
| Objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique | Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition |
| Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement | Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire |

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|---|---|
| Objectif 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets | Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous | diminue les déplacements et agit donc en faveur des enjeux « Restauration d'une qualité de l'air saine pour tous et conforme aux exigences réglementaires », « Diminution des consommations énergétiques ... pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale | lutte contre les importants trafic de transit → Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires | Enrayement de l'artificialisation des sols |
| Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires | L'objectif privilégie le réseau existant Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie |

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|---|--|
| Objectif 23. Optimiser les coopérations et encourager toute forme d'expérimentation | Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 24. Organiser les gouvernances et associer les acteurs du territoire | Le renouvellement des modes de gouvernance autour des thématiques phares du SRADET (Transport, biodiversité, climat-air-énergie, déchets notamment) permettra de mieux associer les acteurs du territoire dans la mise en œuvre de la stratégie sur ces thématiques. Cet objectif contribue donc aux enjeux de biodiversité, climat-air-énergie, déchets, mais aussi possiblement de « Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition » (en diminuant les impacts des transports routiers : bruit, qualité de l'air). |
| Objectif 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie | Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services et loisirs | Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement mais répond bien aux objectifs globaux fixés par le code des |

| Objectifs du SRADET | Enjeux environnementaux |
|--|---|
| | collectivités publiques aux SRADET « Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, [...], de désenclavement des territoires ruraux... » Des services de proximité évitent néanmoins des déplacements automobiles et concourent donc aux enjeux climat-énergie, et réduction des nuisances (sonores, qualité de l'air) |
| Objectif 27. Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires | Enrayement de l'artificialisation des sols Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique |
| Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités | Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement |
| Objectif 29. Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional | Cet objectif répond notamment au besoin de connaissance, mis en avant de manière transversale à plusieurs enjeux environnementaux (biodiversité, paysages, qualité de l'eau, gisements de déchets...). |
| Objectif 30. Rêver Grand Est et construire collectivement une image positive du territoire | Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement |

Zoom sur les choix qui ont conduit à la trame verte et bleue

La trame verte et bleue intégrée dans le SRADET est la réunion des trames vertes et bleues des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) des 3 anciennes régions : en effet ces SRCE avaient été largement concertés à l'époque, sont relativement récents et restaient appliqués au moment de l'élaboration du SRADET.

Zoom sur le choix des objectifs chiffrés « air-climat-énergie »

La région a fixé des objectifs « air-climat-énergie » tenant compte de la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV), de la Stratégie Nationale Bas Carbone, du Plan de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA) et du plan Climat National qui fixe un nouveau cap de neutralité carbone.

Ce cadre étant posé, et les enjeux air-climat-énergie ayant été mis en avant dans le diagnostic correspondant, la région Grand Est a exprimé la volonté de passer d'un système énergétique très dépendant des énergies fossiles à un système s'appuyant en grande majorité sur la production locale d'énergies renouvelables. Cette production couplée à une réduction des consommations d'énergie peut amener à un excédent de production qui conduira la région à être une Région à Énergie positive en 2050. 3 objectifs sont donc affichés dans le SRADET, « respectueux » du cadre législatif voire le dépassant :

- Devenir une région à énergie positive et bas carbone à l'horizon 2050
- une diminution des consommations énergétiques de 55% en 2050 (/2012)
- un mix énergétique à 100% en énergie renouvelable et de récupération en 2050

Il a ensuite été mené un travail de scénarisation « air-climat-énergie » pour détailler ces grands objectifs par secteur (bâtiment, industrie, transport...) et type d'énergie. 2 scénarii ont été travaillés (scénario tendanciel proche des dynamiques affichées dans les anciens SRCAE, scénario volontariste plus ambitieux que la législation) et entre les deux, un 3^{ème} scénario « Grand Est » que les élus ont pu

ajuster pour traduire leur ambition. Les hypothèses et les résultats de ces scénarii sont détaillés dans le cahier technique sus-cité.

Zoom sur le choix des objectifs relatifs aux déchets

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) a été élaboré en parallèle du SRADDET et fait l'objet de sa propre évaluation environnementale. Ce PRPGD fait partie à terme des annexes du SRADDET.

Il a notamment été réalisé une comparaison des impacts environnementaux d'un scénario tendanciel à ceux du scénario retenu pour le PRPGD, pour justifier, au regard des enjeux environnementaux, du choix du PRPGD et de ses objectifs. *Pour plus de détail se reporte à l'évaluation environnementale du PRPGD.*

Les principales évolutions du SRADDET dans l'intégration des enjeux environnementaux (apports de l'évaluation environnementale)

L'évaluation environnementale (EE) du diagnostic et des enjeux du SRADDET a pointé l'absence de certains enjeux environnementaux qui ont ensuite été réintroduits : gestions des sols pollués, réhabilitation des friches en particulier industrielles, risques technologiques, risques naturels autres qu'inondation (mouvements de terrains, coulées boueuses), logements indigne.

L'analyse de la cohérence du SRADDET avec d'autres plans et programmes, au titre de l'EE, a alimenté la stratégie du SRADDET, qui dans les parties « articulation avec les politiques nationales ou les plans et programme stratégiques » en a repris les principaux points.

L'EE des diverses versions des objectifs puis règles du SRADDET a permis de pointer d'éventuels impacts négatifs de certains objectifs ou règles, et de possibles incohérences internes entre objectifs et règles. Les rédactions ultérieures des objectifs et règles en ont tenu compte, renforçant ainsi la cohérence interne du document.

- L'évaluation environnementale a mis en avant les impacts potentiels de l'objectif 4 « Développer les énergies renouvelables ... » :

- sur la trame verte et bleue (TVB), la biodiversité, les paysages... → L'objectif et la règle consacrée ont depuis été réécrits pour éviter & réduire ces impacts
- sur l'artificialisation possible des sols via les ferme solaire ou culture agro-carburants la règle 5 « Développer les énergies renouvelables ... » a été modifiée en conséquence pour éviter & réduire ces impacts.

- Impacts possibles de l'objectif 8 « Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité » : impacts positifs des circuits courts mais possiblement négatifs d'une augmentation de fret à l'export. Cet objectif permet de développer l'ensemble des productions agricoles. Concernant l'export, il n'est pas identifié de mode préférentiel.
- Impacts possibles de l'objectif 9 « Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts » : une augmentation du bois-énergie pourrait engendrer une pollution accrue aux microparticules → L'objectif 4 « Développer les énergies renouvelables » prévoit désormais un développement qui « repose majoritairement sur l'installation de poêles et d'inserts dans l'habitat individuel mais aussi sur l'amélioration du rendement des installations ... » aux émissions atmosphériques moins polluantes.
- L'évaluation a renforcé les liens entre les objectifs 11 « Economiser le foncier » et 14 « reconquérir les friches » pour montrer que le 11 concoure au 14
- Impacts possibles de l'objectif 17 « Réduire, valoriser et traiter nos déchets » :
 - impact local en termes de nuisances d'éventuelles nouvelles installations → La règle 2 « intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement... » précise désormais de manière transverse « Favoriser la conception de projets d'aménagement de qualité ... tenant compte de leur intégration paysagère, environnementale et fonctionnelle ... »
 - impacts des flux de déchets avec les régions et pays limitrophes → l'objectif met en avant le principe d'échanges équilibrés, à organiser le plus rationnellement possible, dans une logique d'équilibre des flux.

- Impacts possibles de l'objectif 18 « *Accélérer la révolution numérique pour tous* » : s'il peut engendrer une baisse des déplacements, plus de numérique devrait engendrer plus de consommation d'énergie (serveurs). L'objectif précise désormais « *En parallèle [du développement du numérique], des actions sont à penser à toutes les étapes ... pour diminuer l'impact environnemental et énergétique de ces nouvelles pratiques : valorisation de la chaleur fatale des serveurs, sensibilisation des usagers aux économies d'énergie, recyclage des composants, etc.* »
- Impacts possibles de l'objectif 19 « *Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360* » :
 - l'amélioration de l'accessibilité fluviale et ferroviaire pourrait altérer les continuités → L'objectif précise désormais « *Ces aménagements devront être réalisés dans le respect de la Trame verte et bleue (en lien avec les objectifs 6 et 7).* »
 - En complément et meilleure cohérence interne du SRADDET, l'objectif 6 « Protéger et valoriser le patrimoine naturel ... » mentionne désormais les enjeux transfrontaliers
 - Gommer l'effet frontière pourrait engendrer plus de déplacements → L'objectif précise désormais « *Cela doit avant tout passer par le développement des mobilités et tout particulièrement de modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles* »
- Impacts possibles de l'objectif 20 « *Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale* » : localement les plateformes multimodales peuvent engendrer des nuisances (bruit, air...) → L'objectif précise désormais « *Aussi il est précisé « Le renforcement des plateformes logistiques existantes devra se faire en tenant compte des nuisances générées, notamment sonores, en cherchant à les réduire et limiter leur impact sur l'environnement.* »
- L'évaluation a mis en avant les impacts possibles de l'objectif 22 « *Moderniser les infrastructures de transport* » sur la TVB → l'objectif fait désormais explicitement le lien avec la TVB et l'objectif 7. Préserver et reconquérir la

Trame verte et bleue mentionne sa nécessaire prise en compte dans les projets d'aménagement et d'infrastructures

- Impacts possibles de l'objectif 25 « *Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie* » et 2 « *Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti* » :
 - La construction de logements peut engendrer une artificialisation accrue des sols → l'objectif précise « *Intégrer l'offre de la manière la plus pertinente au tissu urbain, en lien avec les réseaux de transport en commun et les itinéraires de modes doux mais aussi la localisation des emplois et services* »
 - Construction et rénovation engendrent une consommation de matières premières et de déchets → l'objectif 2 « *Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti* » précise désormais que les déchets engendrés par ces rénovations devront être traités dans l'esprit de la stratégie de gestion, traitement et valorisation des déchets des objectifs 16 et 17. Par ailleurs le SRADDET cherche globalement à réduire les impacts des déchets du BTP ; le SRADDET s'est doté d'un objectif 16 « *Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement* » pour économiser les ressources ; la règle 2 « *Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement...* » indique désormais que les plans et programmes doivent inciter à l'utilisation de matériaux biosourcés : la règle incite également à la mise en place d'analyse du « cycle de vie » des travaux, aménagements et constructions.
 - Elle peut engendrer une consommation accrue d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre → l'objectif 25 précise désormais « *la rénovation ou le développement de l'habitat se doit de répondre aux nouvelles exigences de qualité et de respect de l'environnement. L'enjeu est de faire face aux défis de la transition énergétique ... Il s'agit donc de généraliser la rénovation énergétique du bâti et d'inscrire la performance énergétique au cœur de la construction de bâtiments neufs (bâtiments passifs voire à énergie positive, cf. objectif 2).* »

- Les impacts possibles de l'objectif 28 « *Améliorer l'offre touristique* »
 - sur la biodiversité et les paysages → l'objectif précise désormais que ce développement doit être mené dans le respect des ensembles paysagers naturels de la trame verte et bleue, en lien avec objectifs 6 et 7.
 - Impacts possibles de déplacements supplémentaires pour aller vers ces lieux touristiques valorisés → l'objectif précise désormais que l'attractivité touristique repose sur un certain nombre de facteurs dont le niveau de couverture en infrastructures de transports et de mobilités douces, en lien avec le schéma régional de développement touristique qui cible « *Le développement et la réhabilitation des sites d'accueil et de grands projets structurants, ... dans une logique de connexion intermodale des sites en favorisant l'utilisation des dessertes en transports en commun, des mobilités alternatives et des modes doux* ». L'objectif évoque, en lien, le déploiement du Schéma régional des véloroutes et voies vertes.
- Impacts a priori positifs de l'objectif 29 « *Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional* » sous réserve de mentionner explicitement les enjeux environnementaux → l'objectif précise désormais dans le contexte « *Face aux nombreux défis environnementaux majeurs qu'il doit prendre en compte tels la biodiversité, la gestion de l'eau, la réduction des pollutions diverses ou encore l'adaptation aux risques, le Grand Est doit envisager de nouveaux modes de vie plus respectueux de l'environnement et mettre en place des transitions à plusieurs échelles pour répondre à ces enjeux.* »

Enfin l'EE a révélé que des sites Natura 2000 ne sont que partiellement contenus dans la trame verte et bleue : le SRADDET a été modifié pour qu'une attention particulière leur soit portée pour s'assurer du maintien ou de l'atteinte de leur bon état de conservation (ajout de phrases dans les objectifs ou règles concernés pour cibler en particulier ces sites). Par exemple la règle 7, qui vise à décliner localement la trame verte et bleue régionale, précise désormais qu'une attention particulière sera portée aux espaces Natura 2000 non inclus dans la TVB régionale.

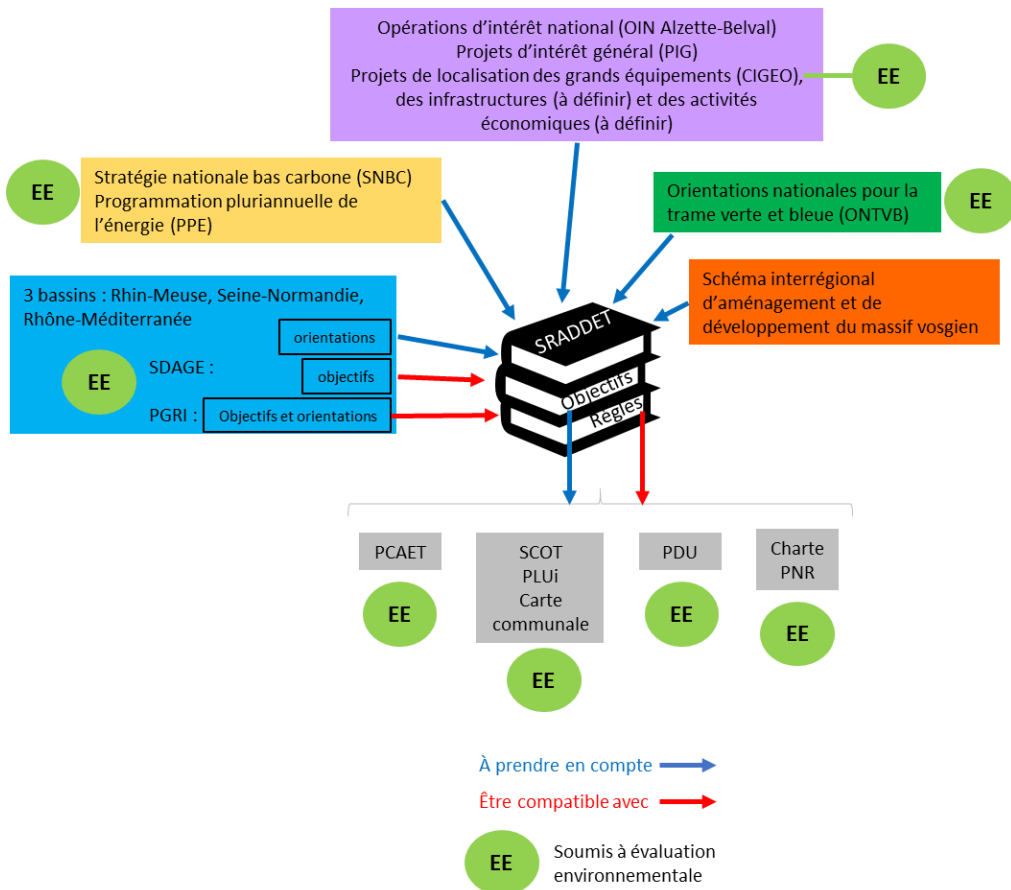
L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

La cohérence avec les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification est régulièrement évoquée dans la stratégie du SRADDET : cela traduit la préoccupation de la Région, in itinere, de bien articuler le SRADDET avec les autres politiques publiques régionales et nationales.

Le rapport environnemental fait ici la démonstration de la cohérence entre le SRADDET et les documents pour lesquels la réglementation a établi des rapports de conformité, de compatibilité ou de prise en compte (cf. schéma ci-contre).

Mais également de la bonne articulation avec les autres plans/schémas/programmes, qu'ils soient ou non soumis à évaluation environnementale :

- Schéma régional de biomasse (SRB) et Plan régional forêt-bois (PRFB)
- Plan régional santé environnement (PRSE)
- Futur Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)
- Objectifs internationaux de développement durable (ODD)



Le SRADDET est compatible avec les objectifs des SDAGE et prend en compte leurs orientations.

Les SDAGE - Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux- permettent de planifier la gestion des ressources en eau à l'échelle des 6 grands districts hydrographiques français. Le territoire du Grand Est est concerné par 3 SDAGE qui visent de grands objectifs : la non-dégradation des masses d'eau, le maintien d'une bonne à très bonne qualité de l'eau, l'atteinte du bon état écologique, chimique et quantitatif à une échéance donnée.

Le SRADDET y contribue en particulier via les objectifs d'amélioration de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau et de préservation & reconquête de la trame verte et bleue.

A travers des objectifs qui visent une agriculture durable, le SRADDET concoure indirectement à la non-dégradation des masses d'eau.

Par ailleurs, les Agences de l'eau ont contribué à l'élaboration du SRADDET et ainsi veillé, in itinere, à la prise en compte par le SRADDET des objectifs et orientations des SDAGE. En retour, la région a participé aux travaux d'élaboration du plan d'adaptation du bassin Rhin-Meuse au changement climatique, qui, par exemple, s'est inspiré de la règle sur la perméabilité des sols. Cette bonne gouvernance contribue à assurer la bonne cohérence des SRADDET et SDAGE.

Le SRADDET est compatible avec les objectifs & orientations des PGRI.

Les plans de gestion du risque inondation (PGRI) sont la déclinaison à l'échelle du bassin versant hydrographique de la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI). Ils définissent les objectifs de la politique de gestion des inondations à l'échelle du bassin et fixe les dispositions permettant d'atteindre ces objectifs. Les 3 PGRI qui couvrent le Grand Est partagent des objectifs communs : l'organisation, la coopération et la mobilisation des acteurs, la maîtrise du coût des dommages liés aux inondations tout en agissant pour la réduction de l'aléa et une meilleure prise en compte du risque, la connaissance et à la culture du risque à améliorer.

Le SRADDET contribue clairement à leur atteinte en particulier via les objectifs d'amélioration de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, d'un urbanisme « pour des territoires résilients » et par le développement d'une agriculture qui cherche notamment à préserver les zones d'expansion de crues.

En complément les objectifs qui visent à maintenir des services écosystémiques concourent indirectement à réduire la vulnérabilité des territoires et les facteurs de risque.

Par ailleurs, les DREAL ont contribué à l'élaboration du SRADDET et ainsi veillé, in itinere, à la prise en compte par le SRADDET des objectifs et orientations des PGRI.

Le SRADDET prend en compte les orientations nationales pour la trame verte et bleue (ONTVB)

Les ONTVB visent à établir une trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques, outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines. Pour y parvenir les orientations nationales définissent notamment 5 objectifs que le SRADDET prend en compte.

- Conserver et améliorer la qualité écologique des milieux et garantir la libre circulation des espèces de faune et de flore sauvages
- Accompagner les évolutions du climat en permettant à une majorité d'espèces et d'habitats de s'adapter aux variations climatiques
- Assurer la fourniture des services écologiques
- Favoriser des activités durables, notamment agricoles et forestières
- Maîtriser l'urbanisation et l'implantation des infrastructures et améliorer la perméabilité des infrastructures existantes

Le SRADDET prend en compte ces orientations au travers des objectifs qui préservent, valorisent ou restaurent patrimoine naturel et trame verte et bleue, les objectifs sectoriels agriculture, forêt et urbanisme dont les mesures permettent d'accroître leurs fonctionnalités écologiques et d'en diminuer les éventuels impacts négatifs, et les mesures d'évitement & réduction qui limitent les impacts

potentiellement négatif de la modernisation des infrastructures de transport ou du développement des énergies renouvelables. (Cf. à ce sujet l'analyse des incidences sur l'enjeu « Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité »).

Le SRADDET prend en compte la stratégie nationale bas carbone (SNBC) et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), il est cohérent avec le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)

La SNBC définit un cadre permettant d'atteindre les objectifs d'une réduction des émissions de GES selon un facteur 4 à l'horizon 2050. Elle cadre la PPE, qui décline les actions sectorielles à mener pour atteindre les buts fixés par la SNBC.

Le PRÉPA fixe les objectifs de réduction d'émissions de polluants atmosphériques à horizon 2020, 2025 et 2030 ; et détermine les actions de réduction des émissions à renforcer et à mettre en œuvre.

Le SRADDET prend directement en compte les objectifs de ces 3 documents au travers de multiples objectifs :

- Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050
- Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie
- Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
- Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique
- Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement
- Réduire, valoriser et traiter nos déchets
- Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° (notamment par le développement des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles) ;
- Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale

- Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires

Les tableaux suivants démontrent la prise en compte par le SRADDET des objectifs chiffrés des SNBC, PPE et PREPA : le SRADDET va dans le sens d'une baisse des émissions de polluants, de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie, et d'une hausse de la production d'énergies renouvelables, dans des proportions similaires voire supérieures à celles affichées dans les SNBC, PPE et PREPA.

| SRADDET Grand Est (objectifs PPE/PREPA) | 2021 | 2026 | 2030 | | 2050 | |
|---|------|------|------|------|------|------|
| GES (/1990 - estimation) | -41% | -48% | -40% | -54% | -75% | -77% |
| Polluants Atmosphériques (/2005 - estimation) | | | | | | |
| SO2 | -78% | -81% | -77% | -84% | | -95% |
| Nox | -49% | -62% | -69% | -72% | | -82% |
| NH3 | -6% | -10% | -13% | -14% | | -23% |
| PM2,5 | -40% | -49% | -57% | -56% | | -81% |
| COVNM | -46% | -51% | -52% | -56% | | -71% |
| Réduction de la CONSOMMATION ENERGETIQUE FINALE (/2012) | | | | | | |
| Réduction de la consommation des ENERGIES FOSSILES (hors agrocarburant) | -17% | -34% | -30% | -48% | - | -96% |
| % EnR dans la production d'ELECTRICITE (part du nucléaire : 0% à | | | | | | |
| % EnR produite dans la consommation d'ELECTRICITE | 41% | 50% | - | 60% | - | 100% |
| % d'EnR produit en surplus dans la consommation d'ELECTRICITE | | | - | | - | 19% |
| % EnR dans la production de CHALEUR | | | | | | |
| % EnR produite dans la consommation de CHALEUR | 20% | 27% | - | 34% | - | 100% |
| % d'ENR produit en surplus dans la consommation de CHALEUR | 0% | 0% | - | 0% | - | 0% |
| % EnR dans la consommation de CARBURANTS du secteur des transports | | | | | | |
| % EnR dans la consommation de GAZ | 3% | 8% | 10% | 13% | - | 84% |
| % EnR dans la CONSOMMATION ENERGETIQUE FINALE | | | | | | |
| | 25% | 33% | 32% | 41% | - | 100% |

Le SRADDET prend en compte le schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif des Vosges, la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des bassins miniers nord-lorrains et l'Opération d'Intérêt National (OIN) Alzette Belval

Le schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif des Vosges identifie les enjeux du territoire vosgien ainsi qu'une « feuille de route » à suivre par tous les acteurs du massif.

- Le renforcement du tourisme aux quatre saisons
- La modernisation de l'offre de services à la population
- La réhabilitation, la rénovation et la reconquête des friches
- La limitation du recours à l'automobile
- Le renforcement du poids de l'économie présentielle
- L'amélioration de la connexion aux principaux nœuds de communication ;
- La promotion du report modal et la limitation de l'usage de la voiture et des véhicules en transit ;
- la conquête de marchés internationaux limitrophes;
- le développement des relations villes / campagnes.

La DTA des bassins miniers nord-lorrains pose les bases de la réflexion pour accompagner côté français le développement du projet de Belval Ouest sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg. Afin de permettre la nécessaire mutation des bassins miniers, elle donne les impulsions pour l'essor des capacités de transport ferroviaire, Moselle canalisée, mais aussi autoroute A32. Elle traite également de la consolidation des pôles de développement économique, de la préservation de l'environnement et des paysages et de la ressource en eau. Elle se dote d'objectifs en matière de localisation des grandes infrastructures de transports et des grands équipements, de préservation des espaces naturels, des sites et des paysage, de recomposition des paysages en intégrant la nature aux stratégies de restauration des territoires dégradés, de redéveloppement économique du territoire dans une perspective durable, de reconquête d'un cadre de vie de qualité, de constructibilité et de gestion de l'eau (Prévenir les inondations, protéger la ressource).

Le SRADDET prend en compte ces divers schémas, directives et OIN via les objectifs suivants :

- Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050
- Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages
- Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue
- Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité
- Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Economiser le foncier naturel, agricole et forestier
- Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
- Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation
- Accélérer la révolution numérique pour tous
- Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360°
- Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale
- Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires
- Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires
- Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie
- Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle
- Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires
- Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités

La cohérence avec le projet de centre industriel de stockage géologique (CIGEO) porté par l'ANDRA à Bure – Saudron (Meuse – Haute-Marne) ...

La loi de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs a retenu le stockage profond comme solution de référence pour la

gestion à long terme des déchets haute activité et moyenne activité – vie longue. Dans ce cadre, l'ANDRA a proposé l'implantation d'un stockage souterrain dans une couche d'argile présente localement en profondeur à proximité du site de Bure.

Il est difficile à ce stade d'anticiper l'arrivée de ce projet, très controversé, qui n'en est pas encore au stade de Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Les impacts de l'arrivée de CIGEO sont essentiellement locaux et les territoires sont en cours de structuration pour accueillir au mieux l'activité, les populations et salariés et gérer les impacts. Finalement, il s'agit d'un projet d'ampleur pour la gestion des déchets radioactifs, mais il concerne qu'un petit territoire et reste donc difficile à appréhender à échelle régionale du SRADDET. Néanmoins aucun objectif du SRADDET ne semble incohérent avec le projet CIGEO.

Le SRADDET est cohérent avec le Plan régional forêt-bois (PRFB)

Le programme national forêt bois (PNFB) précise les orientations de la politique forestière nationale pour une durée de dix ans, et sa déclinaison sous forme de programmes régionaux de la forêt et du bois (PRFB). L'objectif est avant tout d'optimiser la récolte de bois tout en gérant durablement la ressource disponible sur le territoire.

Le SRADDET, au travers son « Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts » est cohérent avec le PRFB. A priori aucun autre objectif du SRADDET ne va à l'encontre du PRFB.

Le schéma régional de biomasse (SRB) étant en cours d'élaboration, aucune version provisoire n'est disponible aussi la cohérence SRB/SRADDET Grand Est n'a pu être appréciée. Pour mémoire le SRB définit des objectifs de développement de l'énergie renouvelable issue de la biomasse.

Le SRADDET est cohérent avec le Plan régional santé environnement (PRSE)

Le PRSE définit deux objectifs majeurs : la réduction des expositions responsables de pathologies à fort impact sur la santé, y compris en milieu de travail ; la réduction des inégalités environnementales, qui contribuent aux inégalités de

santé, en prenant particulièrement en compte les personnes les plus vulnérables. Il y répond via 13 objectifs, avec lesquels le SRADDET est cohérent.

- Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique
- Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité (émet a priori moins de pollutions diffuses)
- Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie (qui évoque notamment une meilleure conception des bâtiments pour assurer la qualité de l'air intérieur et plus généralement la rénovation ou le développement de l'habitat qui doit répondre aux nouvelles exigences de qualité et de respect de l'environnement)

A priori aucun autre objectif du SRADDET ne va à l'encontre du PRSE.

Le SRADDET est cohérent avec le schéma régional de développement touristique (SRDT)

Les axes stratégiques du SRDT pour l'essentiel n'interagissent pas avec l'environnement, hormis « construire l'attractivité touristique régionale autour de 5 destinations (L'Alsace, L'Ardenne, La Champagne, La Lorraine, Les Vosges) ». SRDT et SRADDET ont été conçus en cohérence : le SRADDET renvoie au SRDT en rappelant ces mêmes 5 destinations ; le SRADDET encadre par ailleurs les possibles impacts environnementaux de ce développement touristique en lien avec l'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages, et prévoit d'accompagner le développement de l'offre de transports en commun dédiée afin de compenser la hausse des déplacements dans les destinations touristiques.

Cohérence avec d'autres plans et programmes (PRAD, schéma régional des carrières)

Chaque région avait adopté un plan régional d'agriculture durable (PRAD) : Le SRADDET s'étant doté d'un objectif globalement cohérent avec l'objet des PRAD (« Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité»), nous en avons conclu une approche cohérente de ces documents. La cohérence

avec le Schéma régional des carrières n'a pu être menée puisqu'il est en cours d'élaboration (il doit être mis en application au plus tard le 1er janvier 2020).

Le SRADDET est cohérent avec les objectifs (mondiaux) de développement durable (ODD)

Les 17 objectifs mondiaux de développement durable (ODD) constituent un cap commun universel pour tous les Etats membres de l'ONU qui devraient fonder leurs programmes et politiques dans les 15 années à venir dans ce sens. Adoptés sous l'égide de l'ONU en 2015 ils ont été ratifiés par la France cette même année.

Très couvrant, le SRADDET contribue naturellement à la plupart d'entre eux, dans ses champs de compétence.

L'analyse des possibles effets cumulés du SRADDET avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

La démonstration faite de la cohérence du SRADDET avec plusieurs plans et programmes (SDAGE, PGRI, SNBC, PPE, PREPA, ONTVB, schéma de développement du massif des Vosges, DTA bassin minier nord-lorrains, OIN Alzette-Belval, PRFB, PRSE, SRDT) permet de conclure à l'absence d'effets négatifs cumulés pour ceux-ci.

L'articulation avec les SRADDET dans les territoires limitrophes

Les régions limitrophes (Ile-de-France, Bourgogne-Franche Comté, Hauts-de-France) ont été associées à l'élaboration du SRADDET. Parties prenantes, elles ont donc pu alerter sur les sujets « limitrophes » environnementaux dont le SRADDET a pu tenir compte. Des échanges bilatéraux ont notamment permis d'adresser les sujets relatifs à la trame verte et bleue, l'armature urbaine ou encore les routes d'intérêt régional.

L'articulation avec les documents d'aménagement transfrontaliers

La région Grand Est est bordée par 3 pays de l'Union Européenne – Belgique, Luxembourg, Allemagne – et 1 pays hors Union Européenne – Suisse. Les pays européens doivent être consultés au cas où la mise en œuvre du SRADDET est susceptible de produire des effets notables sur l'environnement de leurs

territoires. L'Autorité environnementale recommande par ailleurs, bien que ce ne soit pas obligatoire, de consulter la Suisse limitrophe, mais également les Pays-Bas, dont les ports maritimes (Rotterdam et Amsterdam) constituent un important débouché de la région pour le transport fluvial, ferroviaire et routier de marchandises.

Les politiques transfrontalières, extrêmement développées depuis les années 1990, ont permis la création de nombreuses structures de coopération sur des domaines variés : environnement, transport, recherche, formation, culture, sport, économie, santé....Ces instances ont été associées à l'élaboration du SRADDET Grand Est.

Les effets potentiels négatifs du SRADDET sur les territoires transfrontaliers pourraient porter sur les continuités écologiques, la ressource en eau et les inondations, les risques technologiques, le trafic routier, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air. Mais le SRADDET a adopté des objectifs cherchant à limiter les impacts négatifs sur ces sujets voire à améliorer la situation. De nombreux objectifs vont concourir, directement ou indirectement, à une diminution des consommations d'énergie fossile, notamment tous les objectifs concourant à diminuer les déplacements routiers. Le SRADDET ne devrait donc pas produire d'effets notables, en particuliers négatifs, sur l'environnement dans les territoires étrangers limitrophes.

Concernant les possibles impacts sur la Hollande, la volonté régionale de développer le fret fluvial et ferroviaire en substitution du fret routier devrait engendrer des impacts globalement positifs (moins d'émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre).

Les effets probables du SRADDET sur l'environnement et les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs probables

Le SRADDET contribue-t-il à préserver et mettre en valeur les paysages, le patrimoine et le cadre de vie ?

Le SRADDET cherche à enrayer le phénomène d'appauvrissement et de banalisation paysagère. La prise en compte des enjeux paysagers est transversale à de nombreux objectifs, règles et mesures d'accompagnement du SRADDET, limitant ainsi considérablement ses impacts négatifs potentiels en la matière, voire accroissant les impacts positifs. Ex. mesure d'accompagnement n°17.3 : Privilégier un aménagement qualitatif

- Des objectifs, règles et mesures d'accompagnement concourent à limiter l'étalement urbain et indirectement ses impacts paysagers
- D'autres visent des espaces urbains et économiques de qualité y compris paysagère, des pratiques agricoles aux impacts paysagers positifs ou encore une gestion des forêts tenant compte de ses paysages
- Les objectifs qui pourraient impacter négativement les paysages sont encadrés (moderniser les infrastructures de transport, développer les énergies renouvelables)

Le SRADDET contribue à préserver les identités paysagères et patrimoniales des territoires à travers un objectif dédié et d'autres qui visent à protéger & restaurer les milieux naturels et donc indirectement à protéger les paysages associés.

La recherche d'un **urbanisme durable** tient compte d'un aménagement architectural et paysager qui là encore sans protéger littéralement contribue à préserver les paysages et patrimoines urbains emblématiques ou ordinaires.

Le SRADDET contribue à la reconquête de la qualité paysagère des zones dégradées, en particulier les friches dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains.

Il contribue à la production et au **partage de la connaissance** sur les paysages et le patrimoine en encourageant les territoires à identifier les patrimoines et paysages emblématiques

Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ?

Le SRADDET cherche à réduire la destruction et la fragmentation des espaces naturels et de leurs continuités :

- Par des objectifs dédiés qui visent à protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et en particulier préserver et reconquérir la Trame verte et bleue
- Plusieurs objectifs, règles ou mesures d'accompagnement relatives à l'urbanisation, aux infrastructures ou au développement des énergies renouvelables en particulier pourraient potentiellement réduire ou fragmenter les espaces naturels et altérer les continuités, mais des mesures d'évitement ou de réduction ont été apportées. Les objectifs font par ailleurs le lien avec ceux relatifs à la préservation de la trame verte et bleue et plus généralement de la biodiversité.

A l'inverse des objectifs peuvent avoir des impacts positifs sur la biodiversité : économie circulaire (économie de ressources), recyclage des friches

Le SRADDET contribue à préserver les habitats pour lesquelles la région a une responsabilité particulière en visant la préservation des 4 sous-trames de la trame verte et bleue : milieux boisés, ouverts, thermophiles (pelouses sèches, etc.), milieux aquatiques et humides, et en particulier les zones humides et prairies permanentes.

Il contribue également à préserver les espèces pour lesquelles la région a une responsabilité particulière, en protégeant leurs habitats, les continuités écologiques qui leur sont nécessaires ; il reprend enfin les objectifs de protection des espèces animales et végétales, identifiées par les trois anciens SRCE.

Il contribue à accroître les mesures de protection en visant d'« atteindre 2% du territoire en espaces protégés d'ici 2030 ».

Le SRADDET contribue à la préservation et restauration des corridors écologiques de niveau régional, international et infra-régional : Il reprend les trames vertes et bleues des trois anciennes régions (application d'un principe de non régression) et se dote d'un objectif dédié aux continuités :

Les objectifs et règles dédiés à l'économie de foncier naturel, agricole et forestier concourent à la préservation des continuités écologiques auxquels ces espaces participent.

En particulier le SRADDET contribue à renforcer les fonctions écologiques dans les milieux agricoles, viticoles, sylvicoles et urbains. Plusieurs objectifs, règles et mesures d'accompagnement visent ces milieux particuliers et peuvent contribuer, directement ou indirectement, à en préserver voire restaurer les fonctionnalités écologiques.

Les pressions supplémentaires induites par le changement climatique sont anticipées : Les objectifs, règles et mesures d'accompagnement contribuant à une trame verte et bleue fonctionnelle en Grand Est et au-delà permettent par définition le déplacement des espèces y compris en cas de changement d'aire de répartition due aux changements climatiques.

Le SRADDET permet le développement et le partage connaissance relative à la biodiversité notamment via un observatoire dédié qui devra s'attacher à sensibiliser et communiquer pour différents publics et une carte au 1/150 000 (intégrée au SRADDET) qui présente entre autres la trame verte et bleue en région ainsi que les sites Natura 2000 et les réserves de biosphère.

Le SRADDET contribue-t-il à reconquérir et préserver la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval ?

Pour mémoire la question de la ressource en eau, éminemment stratégique en Grand-Est, est abordée dans le SRADDET en articulation avec la thématique de la

biodiversité, alors qu'il ne s'agit pas d'une thématique imposée par la loi au SRADDET.

Le SRADDET cherche à améliorer la qualité des ressources en eau à travers un objectif dédié. Il cherche par ailleurs à limiter les pollutions diffuses émises par l'agriculture en prônant une agriculture de qualité.

En particulier le SRADDET contribue à une production d'eau potable sans traitement complexe, en privilégiant la protection des aires d'alimentation de captage à la source.

Le développement prévu par le SRADDET, notamment au travers la consolidation d'une armature urbaine, pourrait engendrer des besoins en eau supplémentaires dans des zones où les nappes d'eau sont déjà en déficit, ou en voie de l'être.

Mais le SRADDET prévoit globalement d'améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau et s'engage à **réduire de 20% les prélèvements d'eau d'ici à 2030 et optimiser son partage.**

Par ailleurs via la règle transversale n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique le SRADDET cherche à anticiper en particulier les incidences du développement prévu sur les besoins en eau, notamment en eau potable en adoptant un **principe de cohérence entre densité de population et/ou d'activités et ressource en eau.**

Le développement prévu par le SRADDET contribue à préserver (voire restaurer) des espaces de mobilité des cours d'eau et des zones humides, des prairies, grâce à des objectifs dédiés à la préservation des espaces naturels, notamment aquatiques et humides et des zones d'expansion des crues.

Le SRADDET contribue à une gestion plus globale des ressources en eau en prévoyant de couvrir 100% des bassins hydrographiques en structure de gestion des rivières et des nappes à horizon 2030.

Le SRADDET contribue-t-il à réduire, réutiliser, recycler les déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire ?

Le SRADDET peut engendrer une production accrue de déchets par augmentation de la population et des activités économiques, également par la construction de bâtiments et équipements et le développement d'infrastructures. Mais le schéma **cherche à diminuer la production de déchets notamment en contribuant au développement d'une économie circulaire.**

Le **SRADDET** intègre le PRPGD – programme régionale de prévention et de gestion des déchets – qui **fixe des objectifs et des moyens de réduction des déchets pour l'ensemble des déchets.** Cet objectif est repris dans le SRADDET (objectif 17 Réduire, valoriser et traiter nos déchets). La Région pose en **premier principe la réduction des déchets, notamment par la prévention.**

Il contribue à prévenir la production, à réutiliser et recycler les déchets et adopte des objectifs chiffrés en la matière.

Le PRPGD intègre un **Plan Régional d'Action en faveur de l'Economie Circulaire**, détaillé dans l'objectif 16 du SRADDET (« . Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement »). Il poursuit un objectif **d'économies des ressources** disponibles, tout en encourageant la **réduction de la production de déchets.**

En termes d'adéquation entre flux de déchets et capacité des équipements (transfert, tri, valorisation, élimination), c'est l'un des objets du PRPGD que d'anticiper les besoins pour planifier l'éventuelle construction, prolongation ou fermeture d'équipement. Ces projets pourront avoir localement des impacts (construction, extension ou déconstruction de bâtiment avec possibles impacts sur la biodiversité, les paysages, la qualité de l'air, les nuisances générées par le trafic de camion...), mais n'étant pas cartographiés précisément dans le SRADDET, il reviendra aux études d'impacts locales d'éviter, réduire voire compenser ces impacts.

Le SRADDET contribue à diminuer le stockage et l'incinération sans valorisation énergétique en limitant les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage

Si le développement prévu par le SRADDET peut engendrer des besoins en matériaux, le PRPGD et son volet économie circulaire d'une part, et le schéma régional des carrières d'autre part (en cours d'élaboration) qui vise également l'intégration des enjeux relatifs à l'économie circulaire, visent une gestion plus rationnelle et économe des matériaux. La règle 12 du SRADDET : Favoriser l'économie circulaire reprend cette volonté.

Le SRADDET contribue-t-il à enrayer l'artificialisation des sols ?

Le SRADDET a fait de l'économie de foncier un de ses axes forts :

- En consolidant l'armature urbaine régionale qui structure les territoires
- en cherchant à « Réduire la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières de 50% d'ici 2030 et tendre vers 75% d'ici 2050 »
- et en adoptant objectifs, règles et mesures d'accompagnement pour recycler au mieux du foncier mobilisable (friches, dents creuses...)

Le SRADDET contribue-t-il à réduire les aléas et l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques, y compris miniers ?

Le SRADDET vise un développement de la région qui peut se traduire par la construction d'habitats, bâtiments tertiaires, équipements, infrastructures, etc. qui peuvent accentuer les risques :

- Un aléa inondation renforcé via une artificialisation accrue
- des implantations qui peuvent exposer les populations à des risques

Mais le schéma cherche à réduire la vulnérabilité et accroître la résilience face aux risques : si aucun objectif du SRADDET n'est dédié à la prévention et gestion des risques, plusieurs y concourent néanmoins

- Il demande aux territoires d'intégrer l'analyse des vulnérabilités aux risques dans les stratégies de planification et d'aménagement et prendre en compte

ces risques dans tout projet, déployer des outils de gestion de ces risques à travers les plans de prévention multirisques, plans de prévention et stratégies locales de gestion des risques naturels, programmes d'actions ou études de danger.

- En termes de gestion des risques technologiques : en l'absence de PPRT, prendre en compte la vulnérabilité de certaines zones dans leur développement et aménagement afin de protéger les populations.

Plusieurs mesures visent à **limiter l'artificialisation des sols naturels et agricoles** qui concoure à accroître le phénomène d'inondation. Les mesures qui visent directement le **maintien des espaces naturels et de leurs services écosystémiques contribuent en particulier à la lutte contre les inondations**. Le SRADDET va même jusqu'à **éviter et réduire l'imperméabilisation des sols et en dernier recours la compenser** (Le SRADDET prévoit de compenser 150% des nouvelles surfaces imperméabilisées en milieu urbain et 100% en milieu rural, ce qui peut contribuer à lutter contre les inondations (écrêtage des pluies).

En particulier les pressions supplémentaires induites par le changement climatique sont anticipées via la règle transversale n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique qui traite à la fois de l'atténuation et de l'adaptation.

Le SRADDET contribue à la préservation (voire la restauration) des zones d'expansion des crues

Il permet le développement et le partage de la connaissance autour des risques en cherchant à intégrer la connaissance du risque inondation et identifier et qualifier la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques (y compris miniers).

Le SRADDET contribue-t-il à restaurer les sols pollués et les friches en particulier industrielles et minières ?

La réhabilitation des friches est un axe majeur du SRADDET, en lien avec la lutte contre l'artificialisation des sols, déjà évoquée.

La résorption des friches est l'occasion d'adresser le problèmes des sols pollués qui y sont présents, comme évoqué dans l'objectif 14. Reconquérir les friches et

accompagner les territoires en mutation : « *Le traitement des friches ...permette la réintégration des friches dans le tissu urbain voire pour certaines...une dépollution* ».

Le SRADDET contribue-t-il à prévenir et réduire l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et à réduire les inégalités d'exposition ?

Le SRADDET se dote d'un objectif dédié à l'amélioration de la qualité de l'air et aborde **la question par une approche intégrée urbanisme-transport-énergie-développement économique**. Plusieurs axes du SRADDET y concourent effectivement dans une approche globale :

Certains objectifs peuvent avoir des impacts globalement positifs (échelle Grand Est) mais localement des impacts potentiellement négatifs, qui sont encadrés (équipements liés aux flux logistiques, à la gestion des déchets) :

Le SRADDET cherche à réduire l'exposition des populations aux nuisances sonores que les plans et programmes cibles pourront, selon leurs domaines de compétences, **intégrer dans les stratégies de planification et d'aménagement et que tout projet devra prendre en compte**.

Les nombreuses mesures qui visent à **diminuer l'usage individuel de la voiture** au profit d'un report vers des modes doux ou collectifs devraient engendrer une **baisse** des déplacements et des **nuisances sonores** associées.

Par ailleurs toutes les mesures visant à préserver les espaces naturels concourent indirectement à préserver des zones de « calme ».

Les objectifs, mesures et règles d'accompagnement s'appliquant à tout le territoire du Grand Est, s'adressent donc notamment aux zones de cumul de nuisances et pollutions. En particulier l'objectif de « Généraliser l'urbanisme durable » qui vise une amélioration du cadre de vie dans ces zones cumulant généralement pollution de l'air et nuisances sonores. L'intégration du réseau routier d'intérêt régional, en cherchant à maîtriser l'urbanisme autour de ces axes, lutte contre leur cortège de nuisances (pollution de l'air, nuisances sonores, impacts paysagers...).

Le SRADDET contribue-t-il à diminuer les consommations énergétiques et développer les énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique ?

Les objectifs de développement du SRADDET pourraient engendrer plus de déplacements voyageurs et fret mais la **recherche d'une meilleure articulation entre transports collectifs et développement urbain, le principe de la courte distance** et la volonté d'un **report modal** (route vers les autres modes) d'autre part devraient contenir ce phénomène.

La Région, qui cherche à devenir un **territoire à énergie positive et bas-carbone** à l'horizon 2050 (objectif global n°1) actionne tous les leviers permis par les champs de compétence du SRADDET en visant une réduction de la consommation énergétique finale de 55% en 2050 ; Les leviers privilégiés sont le **bâti**, les **transports** et l'efficacité énergétique des **entreprises**.

Le **développement de toutes les énergies renouvelables** est un axe fort du SRADDET Grand Est qui vise une couverture de la consommation par les énergies renouvelables et de récupération de 41% en 2030 et 100% en 2050.

Ce développement prend en compte les enjeux environnementaux associés .

Evaluation des incidences Natura 2000

Le SRADDET doit faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000, instaurée par le droit de l'Union européenne (directive « habitats, faune, flore ») pour prévenir les atteintes aux objectifs de conservation de ces sites.

Les sites Natura 2000 en région Grand Est

Le réseau européen Natura 2000 est un réseau de sites écologiques qui vise à la fois la préservation de la diversité biologique et la valorisation du patrimoine naturel des territoires. Deux directives européennes - directive "Oiseaux" et directive "Habitats faune flore" - établissent la base réglementaire de ce réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000. **Sur les sites Natura 2000, les activités socio-économiques ne sont pas interdites, mais les Etats membres doivent veiller à prévenir toute**

détérioration des sites et prendre les mesures de conservation nécessaires pour maintenir ou remettre les espèces et habitats protégés dans un état de conservation favorable.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les ZPS et les ZSC (ZPS et ZSC peuvent se chevaucher).

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS) – 43 en Grand Est - visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) – 184 en Grand Est - visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats". Pour les déterminer, chaque État inventorie les sites potentiels sur son territoire qui après approbation par la Commission européenne, sont inscrits comme site d'intérêt communautaire (SIC) et intégrés au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme ZSC, lorsque son document d'objectif est terminé et approuvé.

La cohérence du SRADDET avec les principaux objectifs de conservation des sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 sont majoritairement inclus dans la trame verte et bleue du SRADDET et les 4 sous-trames de cette trame verte et bleue (milieux boisés, milieux ouverts, milieux aquatiques et humides, milieux thermophiles) correspondent aux principaux types d'habitats Natura 2000 présents en région Grand Est.

Les sites Natura 2000 sont donc concernés par toutes les mesures du SRADDET visant à protéger et restaurer la trame verte et bleue, qui concourent à préserver ou restaurer leur bon état.

La trame verte et bleue du SRADDET a un impact globalement positif sur les sites Natura 2000 : elle permet de relier les sites Natura 2000 entre eux et/ou avec d'autres réservoirs par des corridors écologiques.

Les sites Natura 2000 sont également concernés par les objectifs du SRADDET cherchant à protéger, globalement, les milieux naturels.

Les impacts positifs de certains objectifs & règles ont été renforcés en faveur de la protection des continuités, milieux naturels et leur fonctionnalité et les objectifs aux impacts potentiellement négatifs ont fait l'objet de mesures d'évitement ou réduction, comme déjà évoqué en réponse à la question évaluative « Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ? ». Tout cela concourt notamment à atteindre les objectifs de bon état des sites Natura 2000.

Au final, les objectifs du SRADDET (et les règles et mesures associées) sont cohérents avec ceux des directives :

- La Directive « Habitats-Faune-Flore » vise à assurer le maintien ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire (à travers la désignation de ZSC).
- L'objectif de la Directive « Oiseaux » est d'assurer la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage (à travers la désignation de ZPS).

Toutefois, des ZPS et ZSC ne sont que partiellement contenues dans la trame verte et bleue : une attention particulière leur est portée pour s'assurer du maintien ou de l'atteinte de leur bon état de conservation.

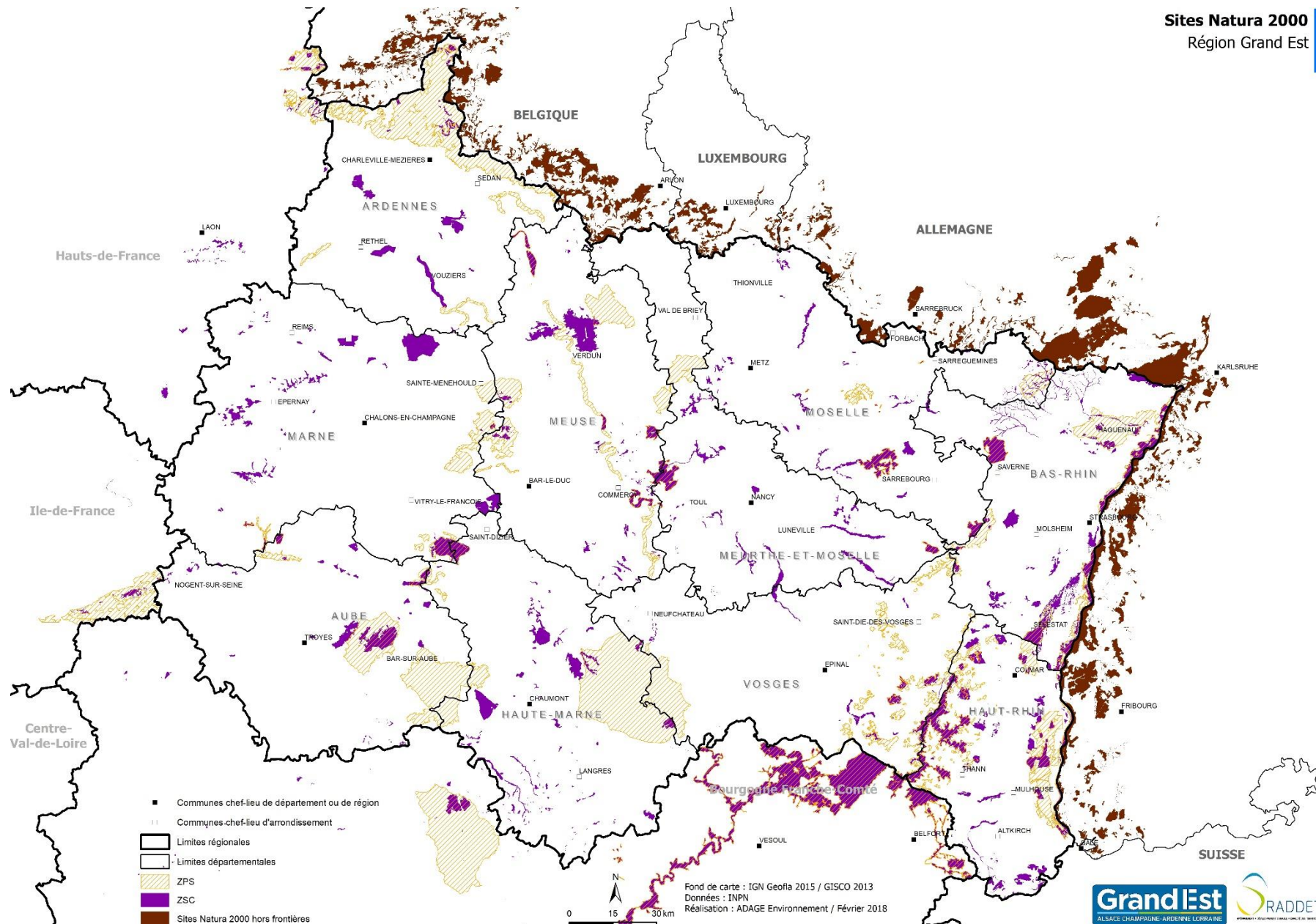
En effet, la trame verte et bleue du Grand Est est la fusion des 3 SRCE des ex-régions. Or Alsace et Champagne-Ardenne n'avaient pas intégré tous les sites Natura 2000 dans leur trame verte et bleue.

Mais ces sites Natura 2000 qui sont, selon les cas, à dominante agricole, forestière, humide & aquatique, prairies (ou un mixte de tous ces types), sont donc concernés par les objectifs et mesures du SRADDET qui visent à maintenir ces milieux et

améliorer leur fonctionnalité écologique. Certains de ces objectifs sont d'ailleurs transverses à plusieurs types de milieux (par ex. prairies et zones humides).

En conclusion, la mise en œuvre du SRADDET dans le respect des objectifs visés et des règles et mesures d'accompagnement énoncées, qui recherchent des impacts positifs sur les sites Natura 2000 ou limitent les possibles impacts négatifs par des mesures d'évitement ou réduction, n'entraînera pas d'incidences notables sur les sites Natura 2000, leurs habitats et espèces, et leur état de conservation.

Sites Natura 2000
Région Grand Est



Indicateurs pour suivre les effets sur l'environnement du SRADET

L'évaluation environnementale conduit à proposer des indicateurs pour :

- Vérifier, après l'adoption du SRADET, l'appréciation des effets défavorables identifiés et le caractère adéquat des mesures d'évitement / réduction / compensation prises
- Identifier, après l'adoption du SRADET, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.

Une partie de ces indicateurs ont depuis été repris dans le SRADET lui-même (ou le PRPGD). Ils sont surlignés en vert et leur référence est rappelée entre parenthèses.

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|--|
| Enrayement de l'artificialisation des sols | Surfaces dédiées aux espaces naturels, agricoles et forestier, à l'habitats, aux activités et aux espaces non bâtis (IT-foncier) Densités d'usage du foncier (IT-Densité d'usage : Surfaces artificialisées par habitant, par emploi) |
| Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie | Nombre et part de territoire protégé ou reconnu par un label ou équivalent (Unesco, Grands sites...) cf. indicateurs de consommation d'espace (enjeu artificialisation des sols) et de fragmentation (enjeu biodiversité) |
| Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en | Part du territoire faisant l'objet d'une protection forte en matière de biodiversité (SCAP) (IT-TVb) |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|--|---|
| cohérence avec les territoires voisins | Part des espaces naturels inventoriés 1/protégés et 2/ bénéficiant de mesures de gestion Degré de fragmentation de la trame verte et bleue (IT-Fragmentation) Nb d'obstacles aux continuités (recensés dans SRADET/SRCE) effacés Surface de prairies permanentes Surface des zones humides identifiées par la base de données d'occupation des sols (BDOCS) (IT-Zones humide) Surfaces réservoirs de biodiversité artificialisées et renaturées Populations d'oiseaux communs des espaces agricoles ; forestier Nb d'espèces menacées d'extinction (cf. listes rouges) |
| Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval | Prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles (IT-Eau) et usages, Consommation eau domestique/habitant Etat des masses d'eau souterraines (quantitatif et chimique) et superficielles (chimique et écologique) Couverture du territoire par des structure de gestion des rivières et des nappes |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|--|
| Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire | Tonnages de déchets collectés par catégorie Taux de valorisation matière et organique Taux de valorisation énergétique Taux d'enfouissement et d'incinération sans récupération d'énergie |
| Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques | Population en zone inondable Nombre de sites Seveso seuils haut et bas et population en zone de danger |
| Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine | Répartition des sites pollués (Basol) selon leur état Taux de sols pollués, dépollués ; réaménagés |
| Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition | Part de la population vivant dans des zones concernées par les dépassements des lignes directrices de l'OMS (IT-Air) et nombre de jours de dépassement Population exposée au bruit (routier, ferroviaire + aérien) dont part supérieure aux valeurs limites réglementaires Identification des points de cumul de nuisances et risques environnementaux (sur 5 critères : bruit, air, sols pollués, sites industriels Seveso, inondation) |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|---|
| Diminution des consommations énergétiques et des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique | Consommation d'énergie primaire par secteur d'activités (IT-Consommation d'énergie) et source Consommation/hab Part modale des déplacements domicile-travail Part modale du fret Fret en transit routier (tonne.Km) |
| | Part du parc résidentiel réhabilitée en BBC (IT-Performance du bâti) |
| | Répartition du parc des logements/classe d'énergie - idem tertiaire |
| | Taux de couverture de la consommation énergétique finale par les énergies renouvelables et de récupération et production d'énergies renouvelables et de récupération par filière (IT-ENR) |
| | Emissions de gaz à effet de serre/secteur (IT-GES) Pouvoir de réchauffement global (PRG)/habitant |

Fin du résumé non technique

2. Introduction au rapport environnemental du SRADDET

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un nouveau type de schéma d'aménagement qui intègre de nombreux schémas existants au niveau régional afin de renforcer leur cohérence.

Le SRADDET est soumis à une obligation législative d'évaluation environnementale au sens de la directive européenne relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement de juin 2001, préalablement à son adoption. Pour cela l'évaluation environnementale doit être conduite conjointement à l'élaboration du schéma, pour que ses résultats et les recommandations puissent être intégrés au SRADDET au fur et à mesure de son élaboration. Il s'agit d'une démarche de progrès itérative.

La démarche et ses résultats sont restitués dans ce rapport environnemental, dont la composition est donnée par le code de l'environnement (article R.122-20).

Si le plan du rapport environnemental du SRADDET ne respecte pas strictement l'ordre des alinéas du décret, tous les éléments listés au sein de ce même décret y sont néanmoins présents, selon la correspondance suivante :

| Contenu du rapport environnemental selon l'article R.122-20 du code de l'environnement | Chapitres correspondants du présent rapport environnemental |
|---|---|
| <i>Un résumé non technique des informations prévues ci-dessus</i> | <i>1/ Résumé non technique de l'évaluation environnementale</i> |
| <i>1/ Une présentation générale indiquant de manière résumée les objectifs du [SRADDET] et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale</i> | <i>3/ Présentation du SRADDET Grand Est 7/ L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification</i> |
| <i>2/ Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le [SRADDET] n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le [SRADDET] et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du [SRADDET]. Lorsque l'échelle du [SRADDET] le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;</i> | <i>5/L'état initial de l'environnement</i> |
| <i>3/ Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du [SRADDET] dans son champ d'application territoriale. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1/ et 2/</i> | <i>6/ Les choix effectués par le SRADDET au regard des enjeux environnementaux</i> |
| <i>4/ L'exposé des motifs pour lesquels le [SRADDET] a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement</i> | |

| | |
|--|--|
| <p>5/ L'exposé des effets notables probables de la mise en œuvre du [SRADDET] sur l'environnement et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages [...]</p> <p>L'exposé de l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4</p> | <p>8/ Les effets probables du SRADDET sur l'environnement et les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs probables</p> <p>8.1/ Analyse des incidences du SRADDET et mesures prises pour les éviter ou les réduire</p> <p>8.2/ Evaluation des incidences Natura 2000</p> |
| <p>6/ La présentation successive des mesures prises pour</p> <p>a) éviter les incidences négatives du [SRADDET] sur l'environnement et la santé humaine ;</p> <p>b) réduire l'impact des incidences mentionnées au a) n'ayant pu être évitées ;</p> <p>c) compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du [SRADDET] sur l'environnement et la santé humaine qui n'ont pu être ni évitées, ni suffisamment réduites. [...]</p> | |
| <p>7/ La présentation des critères, indicateurs et modalités – y compris les échéances – retenus pour :</p> <p>a) vérifier après l'adoption du [SRADDET] la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5/ et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6/</p> <p>b) pour identifier, après l'adoption du [SRADDET], à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.</p> | <p>9/ Indicateurs pour suivre les effets sur l'environnement du SRADDET</p> |
| <p>8/ Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport environnemental [...]</p> | <p>4/ Présentation de la méthode d'évaluation environnementale du SRADDET</p> |
| <p>10/ Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code</p> | <p>Sans objet à ce stade</p> |

| | |
|---|--|
| <p>(Lorsque le SRADDET sera adopté le Conseil Régional en informera le public, l'autorité environnementale et les autorités des autres Etats membres de l'Union européenne consultés.... Le SRADDET et son rapport environnemental seront mis à disposition pour avis et remarques. <u>A l'issue de cette consultation, les avis émis par les Etats membres consultés pourront être joints au rapport environnemental</u></p> | |
|---|--|

3. Présentation du SRADDET Grand Est

La loi NOTRe introduit un nouveau « schéma des schémas »

La Loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République n°2015-991 du 7 août 2015) renforce la compétence d'aménagement du territoire des régions en les désignant chef de file et en leur confiant l'élaboration du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Les objectifs du SRADDET sont de synthétiser, croiser et enrichir des schémas existants pour donner une vision stratégique, unifiée et claire sur l'aménagement, le développement durable et équilibré des territoires.

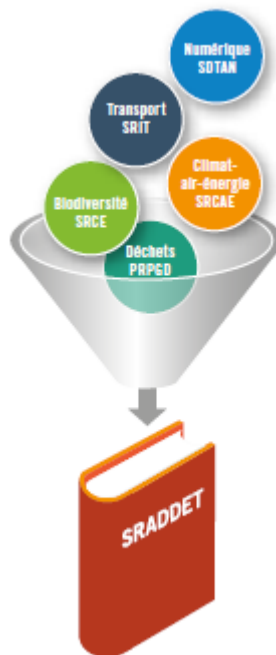
Il s'agit des schémas des trois ex-Régions du Grand Est à savoir :

- 3 schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE)
- 3 schémas régionaux de cohérence écologique
- les schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN)
- les schémas régionaux des infrastructures de transport (SRIT) de Lorraine et de Champagne-Ardenne
- Le futur plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) sera aussi intégré au SRADDET.

Une fois approuvé, le SRADDET se substitue aux schémas existants qu'il intègre.

Le SRADDET est par ailleurs élaboré en articulation avec les stratégies et autres schémas à l'échelle régionale en lien avec les thématiques du SRADDET comme notamment le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Le SRADDET, schéma intégateur, fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région « en matière d'équilibre et d'égalité des territoires,



d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets. » (Art. L. 4251-1.- du Code général des collectivités territoriales - CGCT).

Le SRADDET de la région Grand Est : 30 objectifs et 30 règles

La vision régionale de l'aménagement du territoire aborde l'ensemble des thématiques précitées et adosse à la notion d'égalité des territoires les thématiques suivantes :

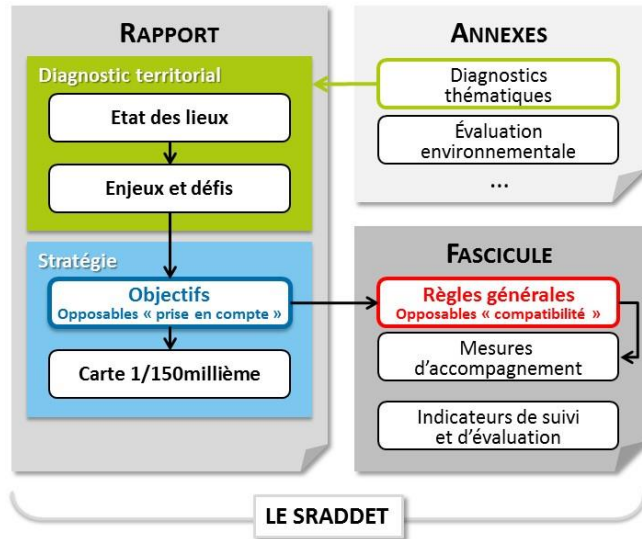
- L'armature urbaine, les réciprocitys urbain-rural, l'inter-territorialité, les relations avec les territoires limitrophes et le fait transfrontalier ;
- Les équipements, notamment sportifs et culturels, les services à la population, le numérique ;
- La santé dans son double aspect accès à l'offre de soins et la santé environnementale ;
- L'économie territoriale, notamment à travers l'agriculture, la ressource en bois, l'économie circulaire et le tourisme ;
- La consommation foncière et la problématique des friches ;
- Les risques et notamment le risque inondation.

En outre, la question de la ressource en eau, éminemment stratégique en Grand-Est, est abordée dans le SRADDET en articulation avec la thématique de la biodiversité.

Le SRADDET Grand Est est composé :

- d'un rapport : diagnostic et enjeux, stratégie régionale du Grand Est à l'horizon 2050, s'appuyant sur 30 objectifs (présentés page suivante) ; Il s'accompagne d'une cartographie au 1/150 000^{ème} permettant d'illustrer les principaux éléments stratégiques
- d'un fascicule : 30 règles générales prescriptives et 26 mesures d'accompagnement (présentées page suivante), les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET ;

- et d'annexes (sans caractère opposable) dont le présent rapport environnemental fait partie.



Pour relever les défis, le SRADDET fixe **30 objectifs organisés autour de deux axes stratégiques** qui répondent aux deux enjeux prioritaires que sont l'urgence climatique et les inégalités territoriales.



Axe 1) Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires

Pour une région engagée dans les transitions énergétique et écologique

Notre ambition « Pour des territoires tournés vers l'avenir qui anticipent les bouleversements de notre planète à travers le choix d'un modèle énergétique durable, la valorisation de nos ressources et patrimoines et en réinventant les territoires vécus. »



Axe 2) Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté

Pour une organisation et des coopérations aux échelles interterritoriales, interrégionales et transfrontalières
Notre ambition « Pour un espace européen connecté, par la fibre, par ses réseaux de transports et de villes dynamiques, qui porte une même ambition pour chaque territoire grâce à des solidarités et des coopérations renouvelées. Un espace organisé et mobilisé pour prendre en main son avenir. »

Pour déployer dans le temps cette stratégie collective, deux grands horizons de temps sont proposés à 2030 et 2050.

Le projet spatial de la stratégie est concrétisé dans la carte au 1/150000, dont l'échelle de représentation est imposée par la loi NOTRe. Cette carte n'est qu'indicative. Cette représentation est une illustration partielle de la stratégie car nombres d'éléments ne sont pas territorialisés, ni cartographiables, comme par exemple les objectifs de rénovation énergétique, de développement des énergies renouvelables, de solidarité ou encore de mobilisation du citoyen, etc.

30
objectifs

Axe 1) Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires

Pour une région engagée dans les transitions énergétique et écologique

Choisir un modèle énergétique durable

- 1 Devenir une région à **énergie positive et bas carbone** à l'horizon 2050
- 2 Accélérer et amplifier les **rénovations** énergétiques du bâti
- 3 Rechercher l'efficacité énergétique des **entreprises** et l'économie verte
- 4 Développer les **énergies renouvelables** pour diversifier le mix énergétique
- 5 Optimiser et adapter les **réseaux** de transport d'énergie

Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement

- 6 Protéger et valoriser la **nature**, la fonctionnalité des milieux et les paysages
- 7 Préserver et reconquérir la **Trame verte et bleue**
- 8 Développer une **agriculture** durable de qualité à l'export comme en proximité
- 9 Valoriser la ressource en **bois** avec une gestion multifonctionnelle des forêts
- 10 Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en **eau**
- 11 Economiser le **foncier** naturel, agricole et forestier

Vivre nos territoires autrement

- 12 Généraliser l'**urbanisme** durable pour des territoires attractifs et résilients
- 13 Développer l'intermodalité et les **mobilités** nouvelles au quotidien
- 14 Reconquérir les **friches** et accompagner les territoires en mutation
- 15 Améliorer la **qualité de l'air**, enjeu de santé publique
- 16 Déployer l'**économie circulaire** et responsable dans notre développement
- 17 Réduire, valoriser et traiter nos **déchets**

Axe 2) Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen

Pour une organisation structurée et des coopérations aux échelles interterritoriales, interrégionales et transfrontalières

Connecter les territoires au-delà des frontières

- 18 Accélérer la révolution **numérique** pour tous
- 19 Gommer les **frontières** et ouvrir le Grand Est à 360°
- 20 Valoriser les flux et devenir une référence en matière de **logistique multimodale**

Solidariser et mobiliser les territoires

- 21 Consolider l'**armature urbaine**, moteur des territoires
- 22 Moderniser les **infrastructures de transport** et désenclaver les territoires
- 23 Optimiser les **coopérations** et encourager toutes formes d'expérimentation
- 24 Organiser les **gouvernances** et associer les acteurs du territoire

Construire une région attractive dans sa diversité

- 25 Adapter l'**habitat** aux nouveaux modes de vie
- 26 Rechercher l'égalité d'accès à l'**offre de services**, de santé, sportive et culturelle
- 27 Développer une **économie locale** ancrée dans les territoires
- 28 Améliorer l'offre **touristique** en s'appuyant sur nos spécificités

En conclusion, impliquer chacun pour un élan collectif

- 29 Placer le **citoyen** et la connaissance au cœur du projet régional
- 30 Rêver Grand Est et construire collectivement une **image positive** du territoire



| | |
|-------|---|
| R1 | Changement climatique |
| MA1.1 | Connaissances et données territorialisées |
| R2 | Energie et aménagement |
| MA2.1 | Critères énergétiques renforcés |
| R3 | Energie et bâti |
| MA3.1 | Précarité énergétique |
| R4 | Efficacité procédés |
| R5 | EnR potentiel et environnement |
| MA5.1 | Energie et réseaux |
| R6 | Qualité de l'air |
| MA6.1 | Qualité de l'air intérieur |
| MA6.2 | Localisation ERP - public sensible |



| | |
|-------|----------------------------------|
| R7 | Trame verte et bleue locale |
| R8 | Préservation et restauration TVB |
| MA8.1 | Valorisation TVB |
| MA8.2 | Qualité des forêts |
| MA8.3 | Patrimoine boisé hors forêt |
| MA8.4 | Milieux agricoles et ouverts |
| R9 | Zones humides |
| R10 | Pollutions diffuses |
| R11 | Prélèvements d'eau |



| | |
|-----|--------------------------------------|
| R12 | Economie circulaire |
| R13 | Prévention déchets |
| R14 | Valorisation matière/organique |
| R15 | Valorisation énergétique/élimination |



| | |
|--------|---------------------------------|
| R16 | Sobriété foncière |
| MA16.1 | Plateforme du foncier |
| MA16.2 | Stratégies et outils fonciers |
| R17 | Potentiel foncier mobilisable |
| MA17.1 | Optimisation foncière et mixité |
| MA17.2 | Proximité transports en commun |
| MA17.3 | Approche qualitative |
| R18 | Agriculture (péri-)urbaine |
| MA18.1 | Agriculture locale |
| MA18.2 | Franges urbaines |
| MA18.3 | Patrimoines et paysages |
| R19 | Expansion de crues |
| MA19.1 | Risque inondation |
| MA19.2 | Tous risques |
| R20 | Armature urbaine locale |
| R21 | Polarités et centralités |
| MA21.1 | Zones d'activités économiques |
| MA21.2 | Equipements rayonnants |
| R22 | Production de logement |
| R23 | Zones commerciales |
| R24 | Nature en ville |
| R25 | Imperméabilisation des sols |



| | |
|--------|--------------------------------------|
| R26 | Transports publics locaux |
| MA26.1 | Tarifification billettique multimode |
| MA26.2 | Stratégie servicielle |
| MA26.3 | PDU limitrophes |
| R27 | Pôles d'échanges |
| MA27.1 | Stationnement alternatif |
| MA27.2 | Déploiement bornes recharges |
| R28 | Plateformes logistiques |
| R29 | Réseau routier d'intérêt régional |
| R30 | Plan de déplacement (PDIe/IA) |

Les règles générales déclinent les objectifs de la stratégie du SRADDET qui s'y prête. En effet, selon les compétences des acteurs ciblés (voir ci-après) tous les objectifs n'ont pas vocation à être transcrit en règles.

Pour mémoire, dans le SRADDET sont opposables uniquement :

- les objectifs, figurant dans le rapport et constituant la stratégie, dans un lien de « prise en compte », c'est-à-dire que la norme inférieure ne doit pas s'écarter des orientations fondamentales de la norme supérieure, sauf pour un motif tiré de l'intérêt général de l'opération envisagée ;
- les règles, regroupées dans ce fascicule, dans un lien de « compatibilité », c'est-à-dire que la norme inférieure ne doit pas contrarier les orientations fondamentales de la norme supérieure.

Les mesures d'accompagnement et les éléments cartographiques ne sont pas opposables, ils complètent ou illustrent les règles ou les objectifs.

La visée réglementaire du SRADDET s'adresse aux cibles suivantes :

- les 4 cibles mentionnées dans la Loi NOTRe :
 - les Schémas de cohérence territoriale (SCoT), à défaut de SCoT : les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux ou non (PLU(ii)) ou encore les Cartes communales
 - les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ;
 - les chartes de Parc Naturel Régional (PNR) ;
 - les Plans de déplacement urbain (PDU) ;
- les acteurs déchets par l'intégration du Plan régional de prévention, de gestion des déchets PRPGD (Code des collectivités territoriale R4251-12).

Le SRADDET n'a pas vocation à se substituer aux documents qu'il cible. Au contraire, il s'inscrit dans le **principe de subsidiarité** et il n'engendre **pas de charge d'investissement ou de fonctionnement récurrente** pour les collectivités territoriales et leur structure de coopération.

4. Présentation de la méthode d'évaluation environnementale du SRADDET

L'évaluation environnementale du SRADDET : une obligation législative

La directive européenne du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement pose le principe d'une évaluation environnementale préalable à l'adoption (ou évaluation « ex-ante ») de ceux d'entre eux susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et qui fixent le cadre de décisions ultérieures. Les SRADDET répondent à cette définition et doivent en conséquence faire l'objet d'une telle évaluation, comme mentionné à l'article R122-17 du code de l'environnement qui liste les différents plans et programmes concernés.

Pour cela l'évaluation environnementale a été conduite conjointement à l'élaboration du schéma, pour que ses résultats et recommandations puissent être intégrés au SRADDET au fur et à mesure de son élaboration. Il s'agit d'une démarche de progrès itérative qui a pour objectifs :

- de s'assurer de la pertinence des choix effectués au regard des enjeux environnementaux en appréciant de façon prévisionnelle les impacts positifs et négatifs, et en proposant le cas échéant les mesures visant à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives.
- contribuer à informer les citoyens sur les enjeux et les résultats attendus des politiques mises en œuvre.
- contribuer à l'information de l'autorité environnementale qui rendra un avis sur le projet de schéma.
- Contribuer à vérifier la bonne prise en compte par le schéma des orientations nationales et autres plans et programmes
- Préparer le suivi de la mise en œuvre du schéma en identifiant les critères et indicateurs nécessaires
- Le schéma doit aussi faire l'objet d'une évaluation d'incidences Natura 2000, en application de l'article R414-19 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale du SRADDET Grand Est : une démarche itérative

La méthode retenue a été itérative afin de s'assurer de la bonne prise en compte de l'environnement dans les différents éléments du contrat (diagnostic, enjeux, objectifs, règles et mesures d'accompagnement, suivi...). L'évaluation environnementale du SRADDET a été lancée en même temps que son élaboration.

Après avoir établi un état initial de l'environnement (comportant un zoom sur les sites Natura 2000), des enjeux environnementaux régionaux en ont été dégagés : ils ont servi de référentiel d'évaluation, c'est-à-dire que l'on a analysé si le SRADDET avait des impacts potentiels, négatifs ou positifs, sur ces enjeux ; dans le cas d'impacts négatifs, l'évaluation environnementale a suggéré des mesures à intégrer dans le SRADDET, pour éviter, réduire, voire compenser ces impacts négatifs.

Plus concrètement, chaque production du SRADDET a été évaluée au regard de ces enjeux environnementaux pour s'assurer de leur bonne prise en compte.

| Les apports de l'évaluation environnementale... | ont impacté l'élaboration du SRADDET |
|---|---|
| Evaluation environnementale (EE) du diagnostic et des enjeux du schéma pour s'assurer de la prise en compte des enjeux environnementaux | Des sujets ont été réintroduits (ex. : sols pollués, friches industrielles, risques technologiques...) |
| EE des objectifs du SRADDET (version du 6/11/2017) pour s'assurer qu'ils répondent à l'ensemble des enjeux environnementaux (dans la limite de compétence du SRADDET); pour apprécier leurs potentiels impacts négatifs ; leur cohérence (est-ce que des objectifs peuvent impacter négativement ou positivement d'autres objectifs du SRADDET ?) | La nouvelle mouture des objectifs (parue en juin 2018) évite ou réduit les impacts potentiels négatifs initialement pointés |

| Les apports de l'évaluation environnementale... | ont impacté l'élaboration du SRADEET |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Dont EE zoomée sur les scénarios climat-air-énergie (version janvier 2018) | |
| Interpellation des acteurs en charge de l'élaboration du SRADEET sur la cohérence externe : les plans et programmes avec lesquels le SRADEET doit s'articuler ont été recensés (février 2018) | |
| Propositions d'indicateurs pour vérifier après l'adoption du SRADEET la correcte appréciation des effets défavorables identifiés et le caractère adéquat des mesures prises pour éviter, réduire, compenser ; pour identifier, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées (mars 2018) | <p>A permis d'alimenter le travail de recherche d'indicateurs de suivi de la mise en œuvre du</p> <p>Une partie de ces indicateurs a été intégrée aux indicateurs de suivi du SRADEET lui-même</p> |
| Proposition de questions évaluatives pour partager avec les acteurs en charge de l'élaboration du SRADEET (mars 2018) les points de vigilance à aborder dans les objectifs, règles et mesures d'accompagnement | La réponse à ces questions structure l'analyse des incidences du SRADEET sur l'environnement |
| EE des règles et mesures d'accompagnement (version mars 2018) au regard des objectifs du SRADEET, pour vérifier qu'ils y répondent bien, en lien avec l'environnement ; qu'ils permettent d'éviter, réduire voire compenser les possibles effets négatifs du SRADEET sur | Nouvelle version qui répond aux vigilances soulevées |

| Les apports de l'évaluation environnementale... | ont impacté l'élaboration du SRADEET |
|---|--|
| l'environnement, en vérifiant notamment qu'ils sont suffisamment « encadrants » pour que cela conduise à ce que les plans / programmes d'échelles infra ou les projets qui devront prendre en compte ou être compatible avec le SRADEET n'aient pas d'incidences notables sur les enjeux environnementaux en général, et les sites Natura 2000 en particulier | |
| Saisine de l'autorité environnementale pour une demande de cadrage préalable (envoi des enjeux environnementaux et de la méthodologie de l'EE) en avril 2018 | |
| Appréciation de la cohérence externe du SRADEET avec les documents pour lesquels la réglementation a établi des rapports de compatibilité ou de prise en compte mais également avec ceux pouvant s'articuler avec le SRADEET (ex. : SDAGE, PPE, ONTVB, SRB ¹ ...) | La stratégie mentionne explicitement ces liens |
| Nouvelle évaluation de l'ensemble objectifs + règles + mesures d'accompagnement en octobre 2018 | Dernières propositions de l'EE reprises dans le SRADEET (en particulier des liens plus explicitement mis en avant entre objectifs ou règles pour renforcer la cohérence interne du document) |

¹ SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ; PPE : programmation pluriannuelle de l'énergie ; ONTVB : orientations nationales pour une trame verte et bleue ; SRB : schéma régional de biomasse

5. L'état initial de l'environnement et les enjeux environnementaux en Grand Est

L'état initial de l'environnement est structuré selon les grands enjeux environnementaux régionaux. C'est à partir de ces enjeux que l'analyse des possibles impacts des du SRADDET sur l'environnement a ensuite été menée.

On entend par enjeux les questions d'environnement qui engagent fortement l'avenir du territoire, les valeurs qu'il n'est pas acceptable de voir disparaître ou se dégrader, ou que l'on cherche à gagner ou reconquérir, tant du point de vue des ressources naturelles que de la santé publique ou de la qualité de vie. Au-delà, ils peuvent contribuer fortement à l'image, à l'attractivité et donc au développement du territoire.

5.1. Présentation de la région Grand Est

Une région européenne, rurale et forestière avec de grandes aires urbaines

De Strasbourg à l'Est à Nogent-sur-Seine à l'Ouest, la Région Grand Est s'étend sur 57 500 km². Elle compte 10 départements - Ardennes, Aube, Bas-Rhin, Haute-Marne, Haut-Rhin, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges – et accueille 5,5 millions d'habitants soit près de 9% de la population française. La Région Grand Est est limitrophe de 4 pays européens : l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse².

1ère région française en nombre de communes, le Grand Est se caractérise par son caractère rural avec 5 151 communes dont 90 % comptent moins de 2 000 habitants. Près de 80% de son territoire est dédié à l'agriculture et à la forêt : la région occupe les premières places du palmarès national pour ses productions agricoles, agroalimentaires (1er employeur régional) et pour le nombre d'emplois dans la filière bois.

² Présentation extraite du site internet de la région Grand Est

La Région Grand Est compte 5 aires urbaines de plus de 250 000 habitants : Metz, Mulhouse, Nancy, Reims et Strasbourg. Elle se situe au 2ème rang des régions industrielles de France.

Une vaste région au relief croissant et au climat océanique à continental

Très étendue géographiquement, la région se caractérise par un relief s'élevant progressivement d'ouest en est, depuis les vastes plaines de la Champagne puis les premiers plissements du plateau lorrain, jusqu'au massif vosgien qui marque une rupture physique franche débouchant sur la plaine d'Alsace et le fossé rhénan (arrêté outre-Rhin par le massif de la Forêt Noire).

Cet étalement du relief et son éloignement de la mer donnent un gradient climatique ouest-est d'océanique à semi-continental, sub-montagnard dans les

Ardennes et la Haute-Marne et montagnard dans le massif vosgien. Les étés sont plutôt chauds et les hivers froids voire rigoureux, souvent enneigés. Avec une température moyenne de 10-11°C (qui peut s'abaisser à 5°C dans les Vosges), l'amplitude thermique oscille d'environ 2°C (moyenne hivernale) à 18-19°C (moyenne estivale).

Le régime de précipitation, plutôt moyen dans l'ensemble (environ 700 mm/an) est plus modéré à l'ouest et à l'est. Le massif



Les zones ombrées correspondent à des aires de transition
Source : Météo France

des Vosges est lui très arrosé (pouvant atteindre 2000 à 2200 mm/an).

Les hivers rigoureux impactent les consommations énergétiques hivernales, la faible ventilation en plaine d'Alsace laisse plus facilement s'installer les polluants atmosphériques.

De la conjonction de ces conditions physiques et climatiques résulte une palette variée de milieux naturels qui caractérise la région.

Ces dernières décennies le climat a évolué³ :

- D'une manière générale la température moyenne a augmenté (par exemple la température de Strasbourg au début du siècle atteint les normales de Lyon en 1950)
- Le nombre de jours de gel diminue d'environ 5 jours par décennie à Nancy (entre 1 et 3 jours en moyenne sur les régions françaises)
- Les dates des principaux stades de développement de la vigne qui n'avaient pas évolué de manière significative ont avancé

5.2. Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie

Des paysages très diversifiés entre montagnes, plateaux, côtes, plaines et vallées alluviales qui s'appauvrissent et se banalisent

Des facteurs naturels et humains à l'origine d'une grande diversité paysagère

Les conditions climatiques, géologiques, pédologiques et topographiques variées ainsi que les pratiques humaines notamment agricoles, viticoles ou sylvicoles conduisent à une mosaïque paysagère dans le Grand Est :

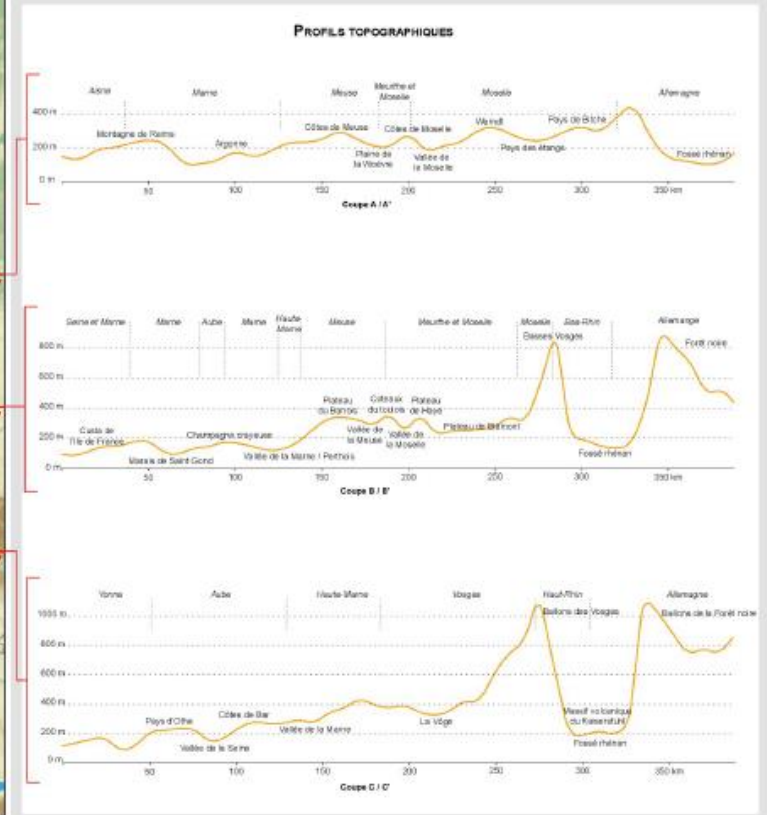
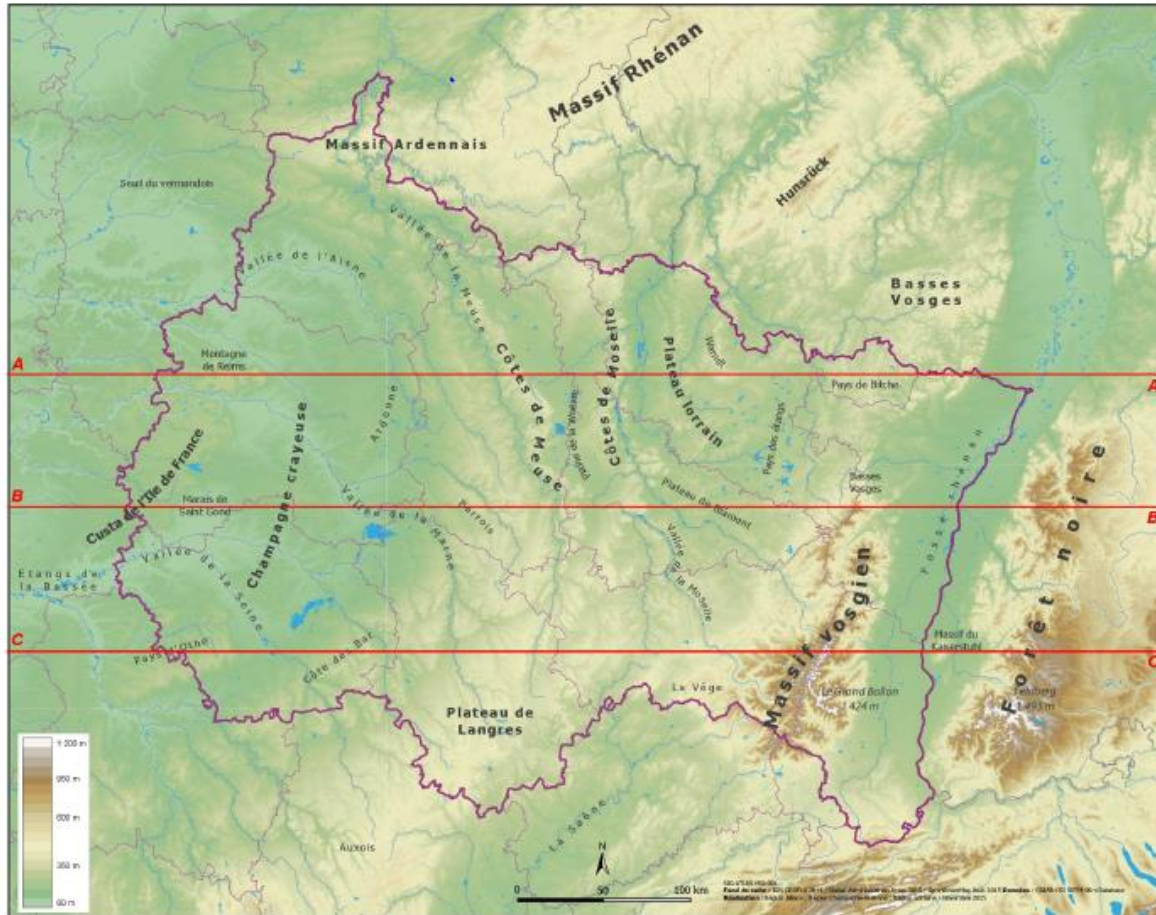
- Les grandes vallées alluviales qui drainent l'ensemble du territoire : l'Aisne, la Marne, l'Aube, la Seine, la Meuse, la Moselle ou encore le Rhin ;
- Les milieux humides connexes comme les zones humides du ried ou de la Champagne humide ;
- Les lacs et étangs très nombreux parmi lesquels le lac de Der, la Madine ou encore l'étang de Lindre ;
- La région des côtes (Moselle, Meuse et du Barrois) ;
- Les paysages ouverts des plaines (crayeuse, rhénane) et plateaux agricoles, les prairies, les pâtures et les grandes cultures ;
- Les coteaux viticoles de Champagne (classés au patrimoine mondial de l'Unesco) et d'Alsace ;
- Les bosquets, les haies, les landes et vergers ;
- Les forêts
- Les collines, vallons et cuestas ;
- Les paysages de montagne réputés tels que le Massif Vosgien et les hautes chaumes des Vosges composées de Landes et tourbières ;
- Les lignes de crêtes et les cols.
- Les milieux habités (métropoles, bourgs ruraux, villages...)

³ Extrait du plan d'adaptation au changement climatique du bassin Rhin-Meuse ; données température : Météo France, évolution des moyennes glissantes 10 ans de Strasbourg à Lyon, 2015 ; données gel : ONERC juillet 2016 ; données vignes : INRA décembre 2014

Relief et paysages

Du bassin parisien au fossé rhénan, une grande diversité paysagère

La région s'étire entre le bassin parisien et la plaine d'Alsace et de Bade. Le relief évolue progressivement des plaines de la Champagne crayeuse vers le plateau lorrain entrecoupé de vallées parfois marquées (vallée de la Meuse et vallée de la Moselle). Le massif vosgien opère une rupture franche avec des sommets dépassant les 1 000 m dans sa partie sud et des vallées marquées. Les Vosges et la Forêt Noire sont deux massifs similaires séparés par le rift rhénan. Cette vaste dépression, large d'une trentaine de kilomètres, est bordée au sud par le Jura et au nord le Taunus.



Relief et paysages (source : Région Grand Est, atlas cartographique)



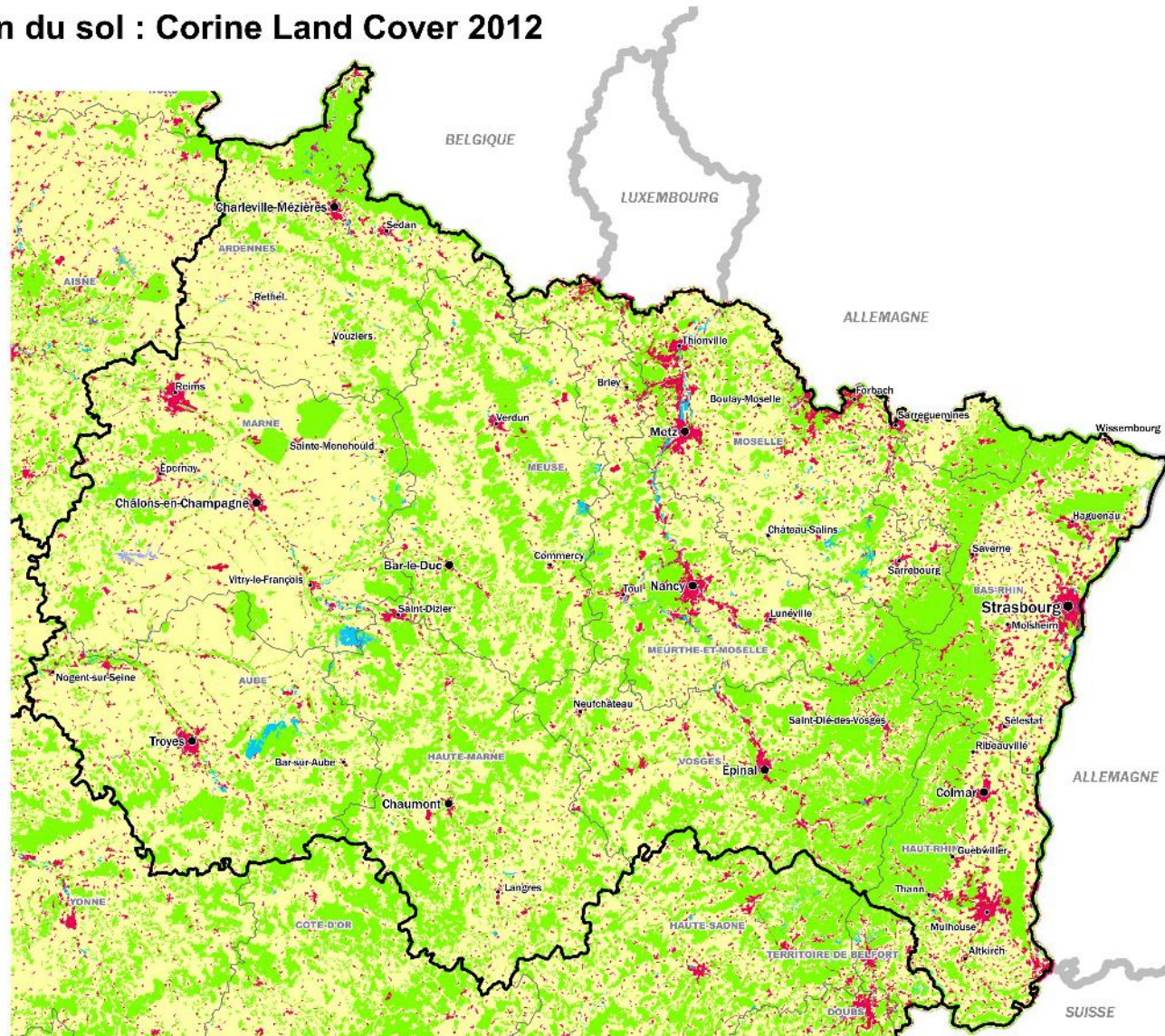
Occupation du sol : Corine Land Cover 2012

GRAND EST

Légende :

Occupation du sol

- Territoires artificialisés
- Territoires agricoles
- Forêts et milieux semi-naturels
- Zones humides
- Surfaces en eau



0 25 50 km

Sources : ©AEE-IFEN-CORINE Land Cover 2012
Fonds : ©IGN GEOPLAN 2015, OpenStreetMap 2015
Conception : DREAL/SCDD/PSIG2D/UC - maj 22/09/2016
CLC_R44.qgs - fj

Des paysages qui s'appauvrissent et se banalisent

L'évolution des paysages ruraux est fortement tributaire des activités agricoles, viticoles ou sylvicoles qui s'y déploient et de leurs modes de production. Le fort développement de grandes cultures – maïs notamment - au détriment des prairies ou du maraichage, la suppression des haies, de vergers, la dégradation des ripisylves, le mitage...appauvrissent et banalisent la richesse paysagère initiale.

En montagne, le recul du pâturage, l'enfrichement et la plantation de résineux engendrent une fermeture des paysages et appauvrit la diversité paysagère.

Dans le massif des Vosges en particulier⁴, massif le plus habité de France, les dynamiques industrielles, agricoles, démographiques auxquelles s'ajoutent les effets du changement climatique et ses conséquences en particulier sur l'activité touristique (stations de ski), la biodiversité, fragilisent le territoire. Les entrées de vallées, singulièrement côté alsacien, font l'objet de pressions urbaines tandis que les fonds de vallée se dévitalisent. Le développement urbain dans les vallées même modeste menace par endroits l'activité agricole en consommant des prairies de fauche, des milieux humides, autant de continuités écologiques d'un versant à l'autre. Le territoire est par endroits (secteur des crêtes notamment) confronté à une fréquentation touristique trop concentrée des sites, ou à des impacts paysagers ou écologiques liés à certains aménagements (retenues collinaires, éoliennes, extension de domaine skiable⁵...).

En plaine et sur les plateaux, l'extension de l'urbanisation pour développer des zones d'habitats ou de commerces contribue également à cette dégradation des paysages.

Enfin, le développement d'énergies renouvelables – éolien, photovoltaïque – accélère la mutation des paysages agricoles.

Si l'aménagement d'infrastructures routières et ferroviaires constitue toujours un bouleversement paysager, on observe désormais une préoccupation très forte des maîtres d'ouvrage pour en améliorer l'insertion, en témoignent les efforts réalisés dans ce sens pour la réalisation de la LGV Est et de l'A34.

L'exploitation des carrières, gravières, sablières, importante en Grand Est, et ses impacts notamment paysagers sont de plus en plus encadrés (voir chapitre 2.2. Préserver et restaurer les continuités écologiques en renforçant notamment les fonctions écologiques dans les espaces agricoles, viticoles, forestiers mais aussi urbains).

Enfin, les espaces urbanisés s'étalent et artificialisent toujours plus de terres agricoles, au détriment des paysages qui leur sont liés.

Des changements climatiques qui pourraient entraîner des modifications paysagères

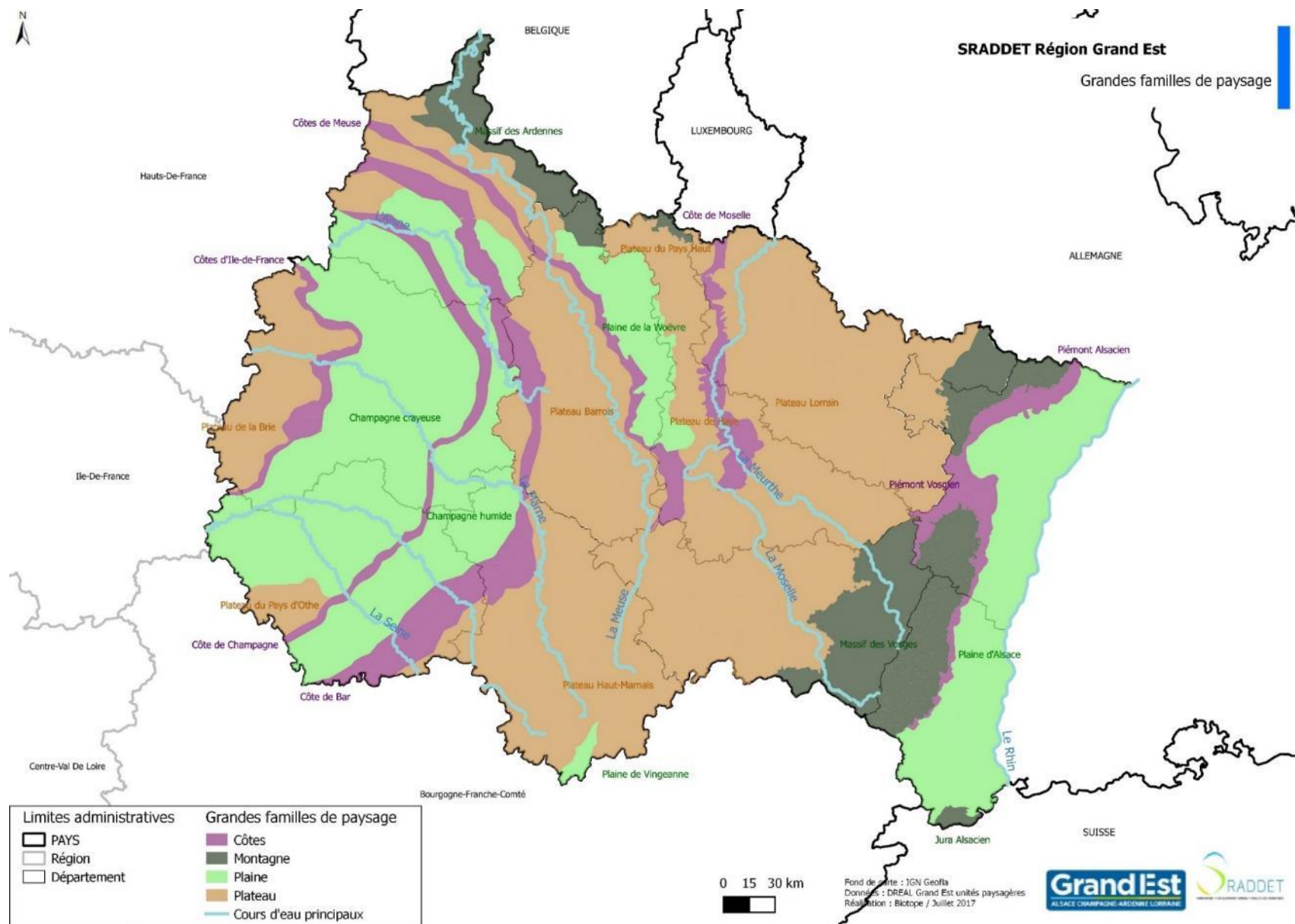
Le projet de recherche pluridisciplinaire Climator (Changement climatique, agriculture et forêt en France : Simulations d'impacts sur les principales espèces), mené entre 2007 et 2010 s'est penché sur les impacts potentiels du changement climatique sur les systèmes de culture et conclue, pour la région Nord-Est⁶ :

- Moins de restitution d'eau par la forêt vers les milieux alors que cette eau d'origine forestière est de bonne qualité ;
- Une extension du maïs, dont la culture sera plus profitable en raison de la hausse des températures en été. Toutefois, elle nécessite une importante irrigation, dans une période où il y aura moins de disponibilité en eau ;
- Une extension du colza en raison de la baisse du gel hivernal ;
- Une extension du tournesol, une plante qui appréciera les fortes températures estivales.

⁴ Source : Note d'enjeux pour le SRADDET-DREAL 9/06/2017

⁵ Source : schéma de massif

⁶ Source : extrait du plan d'adaptation au changement climatique du bassin Rhin-Meuse



Un patrimoine urbain, industriel et culturel très riche

Des agglomérations où la périurbanisation progresse au détriment des terres agricoles

Essentiellement agricole et forestière, la région Grand Est présente néanmoins d'importants espaces urbanisés, particulièrement concentrés dans quelques grands couloirs urbains – sillon lorrain, vallée du Rhin...- qui concentrent population, urbanisation et développement de la périurbanisation, zones d'activités et infrastructures de transport. Ces espaces connaissent des altérations du paysage pour ces mêmes raisons.

Les terres agricoles sont progressivement artificialisées à un rythme plus soutenu que l'accroissement de population (cf. chapitre Enrayer l'artificialisation des sols).

Un riche patrimoine architectural, culturel, historique protégé dans l'ensemble, et un patrimoine plus ordinaire qui risque d'être banalisé

Dans les villages et les villes, les maisons traditionnelles présentent des spécificités souvent liées à la diversité des matériaux de construction et propres à chaque région (pierres meulières, colombages, fermes à travées, flamandes, etc.) :

- Maisons à pan de bois de la Champagne humide, maisons en pierre blanche en Champagne crayeuse et Haute-Marne, en brique de terre cuite et ardoise dans les Ardennes...
- Grandes maisons à pans de bois (les colombages) et aux crépis colorés, qui signalent souvent un corps de ferme entourant une cour, le tout aligné sur rue en Alsace
- ...

Les phénomènes d'extension de villages par des lotissements peuvent conduire à la perte de structures traditionnelles du bâti et de l'aspect de villages rues caractéristiques de nombreuses zones rurales lorraines et alsaciennes.

⁷ Les sites patrimoniaux remarquables sont les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural,

Le Grand Est est doté d'un important patrimoine culturel et bâti, historique, parfois d'une notoriété internationale tels que :

- Des cœurs de ville historiques (place Stanislas à Nancy...), des monuments religieux prestigieux (cathédrales de Reims, Troyes, Strasbourg...)
- Des bâtiments militaires et un patrimoine architectural défensif - notamment châteaux et fortifications qui dominent le Piémont viticole alsacien, les citadelles Vauban de Neuf-Brisach et de Bitche, nombreux châteaux forts en ruine dans les Vosges du nord...- des vestiges des deux guerres mondiales (ligne Maginot)...
- Un patrimoine industriel, hydraulique (canaux, ponts...), vernaculaire...

Ce patrimoine offre un véritable potentiel de valorisation touristique qui est de mieux en mieux préservé.

- On compte ainsi de nombreux monuments historiques :
 - Inscrits : principalement dans le Bas-Rhin (675), la Haute-Marne (351) et la Meurthe et Moselle (346)
 - Classés : principalement dans la Marne (267) et le Bas-Rhin (185)
- Des sites patrimoniaux remarquables⁷, notamment en Haute-Marne (8), Marne (7) et Aube (5)
- Et environ 140 sites labélisés : des villes et pays d'art et d'histoire (14), des jardins remarquables (près de 50), des maisons des illustres (16), et des éléments d'architecture contemporaine remarquable (plus de 60)

Dans les territoires plus urbains, la qualité paysagère est fortement dépendante de la qualité des espaces publics et de l'état des logements, souvent anciens en Champagne-Ardenne notamment et donc potentiellement dégradés. Cette problématique touche plutôt le parc privé, le coût trop élevé pour les ménages pouvant constituer un frein à la rénovation.

archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Ils se substituent aux secteurs sauvegardés, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

Les paysages urbains lorrains voire alsaciens sont encore marqués par l'industrie et l'après-mine

En Alsace, il faut souligner la qualité du patrimoine industriel subsistant (les trois quarts ont été démolis), même s'il nécessite une importante réhabilitation : par exemple le patrimoine du bassin potassique au nord de Mulhouse et notamment les cités minières, les brasseries à Strasbourg, les anciennes usines textiles de la vallée de la Bruche... *Voir chapitre « restaurer les paies du passé »*

Le patrimoine du massif des Vosges est très riche et identitaire

Au-delà de ses paysages naturels grandioses, le massif vosgien présente de fortes spécificités architecturales (liées aux roches locales telles le grès rose et le granite des Vosges) qui doivent néanmoins faire face à la banalisation des constructions au sein des villes, villages et hameaux ; de nombreux savoir-faire et produits locaux et un patrimoine industriel parfois en friche qui demande des actions de revalorisation et de requalification. Son patrimoine naturel confère également au massif des Vosges une image de nature et de sportivité marqueur de son identité.

Des politiques de préservation & valorisation des paysages remarquables et plus ordinaires en progression

Au-delà de la sauvegarde des paysages emblématiques, la préservation des paysages du quotidien, offrant aux habitants un cadre de vie agréable et contribuant à une image attractive du territoire est également essentielle. La qualité architecturale et l'intégration paysagère des constructions et aménagements est un enjeu fort pour lutter contre la banalisation des paysages. L'agriculture joue également un rôle essentiel en assurant l'entretien, la structuration et la caractérisation de certains paysages.

⁸ Source : DREAL

⁹ Immeubles « monument historique » (auxquels s'ajoutent plus de 22 000 meubles monuments historiques) ; Source : DRAC 2017 (données 2015-2016)

¹⁰ Source : DRAC 2017 (donnés à fin 2016)

¹¹ Source : DRAC 2017 (donnés à fin 2016)

¹² Il s'agit d'un outil contractuel de l'Etat mis à disposition d'un territoire d'exception pour mettre en place un projet de territoire qui poursuit 3 objectifs majeurs : la préservation et la valorisation de la

Des atlas pour partager la connaissance, préalable indispensable à leur préservation

6 atlas du paysage, régionaux - Alsace et Champagne-Ardenne – ou départementaux – Aube, Haute-Marne, Meurthe et Moselle, Vosges – constituent des outils de connaissance qui expliquent les fondements géographiques de ces paysages, déterminent les différentes unités paysagères et peuvent proposer des préconisations pour l'évolution des territoires. Ils peuvent être complétés d'autres études et outils (études, observatoire photographique du PNR des Vosges du Nord...).

La connaissance des paysages est un préalable indispensable à leur préservation.

Des mesures de protections des paysages et du patrimoine les plus emblématiques en progression



- **331 sites classés ou inscrits** (près de 130 000 ha)⁸
 - Plus de **4 300 monuments historiques** classés ou inscrits⁹
 - **8 sites** classés au Patrimoine Mondial de **l'UNESCO** (sur une quarantaine en France¹⁰)
 - **45 sites patrimoniaux remarquables**¹¹
- Opération Grand Site**¹² vient d'être lancée sur le Ballon d'Alsace et deux autres sont en projet : La Grande Crête des Vosges et le Mont Saint Odile¹³.

De nombreuses mesures de protection, dont le nombre progresse régulièrement, permettent des niveaux de protection plus ou moins forts de monuments, sites et paysages.

qualité des paysages, l'amélioration de l'accueil des visiteurs dans le respect de l'esprit des lieux et le développement socio-économique du territoire dans le respect des habitants. Cette démarche permet d'aboutir au label « Grand Site de France », renouvelable tous les 6 ans. Il existe aujourd'hui uniquement 14 Grands Sites de France

¹³ Source : DREAL (site internet)

Mais des paysages identitaires, en Alsace notamment, ne sont pas protégés - Piémont viticole, abords paysagers des noyaux urbains historiques...¹⁴. Par ailleurs, les protections ne sont pas toujours assorties de plans de gestion adaptés à ces espaces de qualité.

- La région mérite d'accroître encore ses sites patrimoniaux. Plusieurs classements sont d'ailleurs actuellement en réflexion¹⁵ :
- La Haute Chevauchée (champ de bataille de la Grande Guerre située en Argonne),
- Les jardins de Vergentières à Cohons,
- L'étang de Hanau,
- La Grande Crête
- Sites de la Grande Guerre
- Mont Saint Odile
- Triangle impérial de Metz (projet de classement Unesco)

La préservation des paysages au sein des 6 parcs naturels régionaux et du futur parc national

La région compte 6 parcs naturels régionaux (PNR). Ils disposent chacun d'une charte construite en partenariat avec les acteurs du monde économique, les collectivités, les associations et les citoyens. Ces documents contractuels s'inscrivent dans un objectif partagé de promotion des ressources locales du territoire et dans un projet d'aménagement durable de ce dernier. Elles abordent notamment la protection et la valorisation des paysages et du patrimoine. Les chartes des PNR sont le plus souvent complétées d'une charte paysagère.

Le sud de la Région est concerné par la création du futur Parc Naturel National (PNN) des forêts de Champagne et de Bourgogne consacré à la forêt de feuillus de plaine : la protection des espaces et espèces naturelles, stricte (dans la zone centrale du parc) ou encadrée contribuera bien entendu à préserver les paysages qui y sont associés.

¹⁴ Source : profil environnement Alsace

¹⁵ Source : DREAL (site internet)

Localisation des PNR du Grand Est (Source : Fédération des PNR)



Des politiques complémentaires de protection & valorisation menées par les collectivités et associations

- Le déploiement des SCoT, qui permettent une approche intégrée de la dimension « paysage » dans l'aménagement du territoire et la planification urbaine, progresse significativement : Les territoires urbains (plaine d'Alsace, vallée de la Moselle, agglomérations champenoises) ont été les premiers à s'engager, les nouveaux SCoT concernent des territoires aux caractéristiques rurales plus marquées. Aujourd'hui 70% du territoire est couvert par un périmètre de SCoT dont beaucoup sont déjà approuvés et appliqués¹⁶.
- Les plans paysage, outils opérationnels de mise en œuvre des politiques paysagères, sont inégalement développés en région Grand Est : une douzaine

¹⁶ Avancement de la planification stratégique en région grand est : état des lieux / perspectives au 01.01.2017 (DREAL)

en Lorraine répartis sur les 4 départements, 2 en Champagne-Ardenne ...). A noter que le Département du Haut-Rhin réalise, avec les communautés de communes dans le cadre des plans de gestion de l'espace rural et périurbain (GERPLAN), des diagnostics paysagers, agricoles et hydrauliques et met en œuvre des programmes d'actions en faveur du paysage à une échelle opérationnelle très précise.

- Les conservatoires (régionaux) des espaces naturels (CEN) protègent et gèrent des espaces naturels et leurs paysages associés ; plus généralement toutes les mesures de protection, gestion et valorisation de la biodiversité (voir chapitre dédié) concourent à préserver et restaurer les paysages qui lui sont liés.
- Des schémas régionaux éolien (SRE) annexés aux SRCAE¹⁷ des 3 ex-régions identifient les parties du territoire favorables au développement de l'énergie

éolienne compte tenu du potentiel éolien, des servitudes, des règles de protection des espaces naturels, du patrimoine naturel et culturel, des ensembles paysagers, des contraintes techniques et des orientations régionales.

- La directive territoriale d'aménagement (DTA) des bassins miniers nord-lorrains adoptée en 2005 contient des dispositions prescriptives notamment en matière de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages ; de redéveloppement économique du territoire dans une perspective durable ; de Reconquête d'un cadre de vie de qualité ; de constructibilité dans le bassin minier ; de gestion de l'eau dans les bassins miniers.

¹⁷ Schéma régional climat air énergie



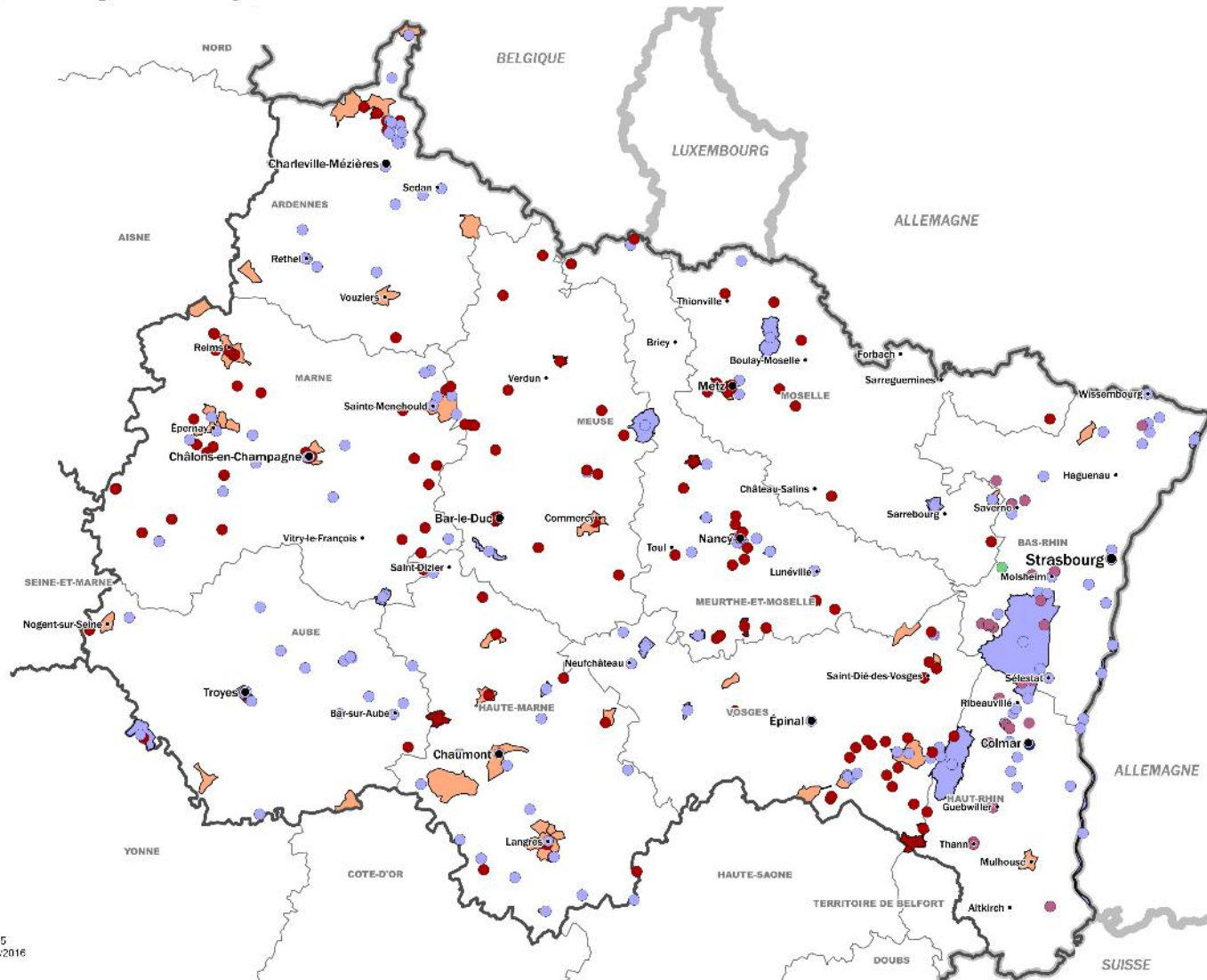
Paysage - Moyens de protection

GRAND EST

Légende :

Moyens de protection

- Site inscrit (represented by a blue square)
- Site classé (represented by a red square)
- Commune avec ZPPAUP actuelle ou AVAP en projet (represented by an orange square)





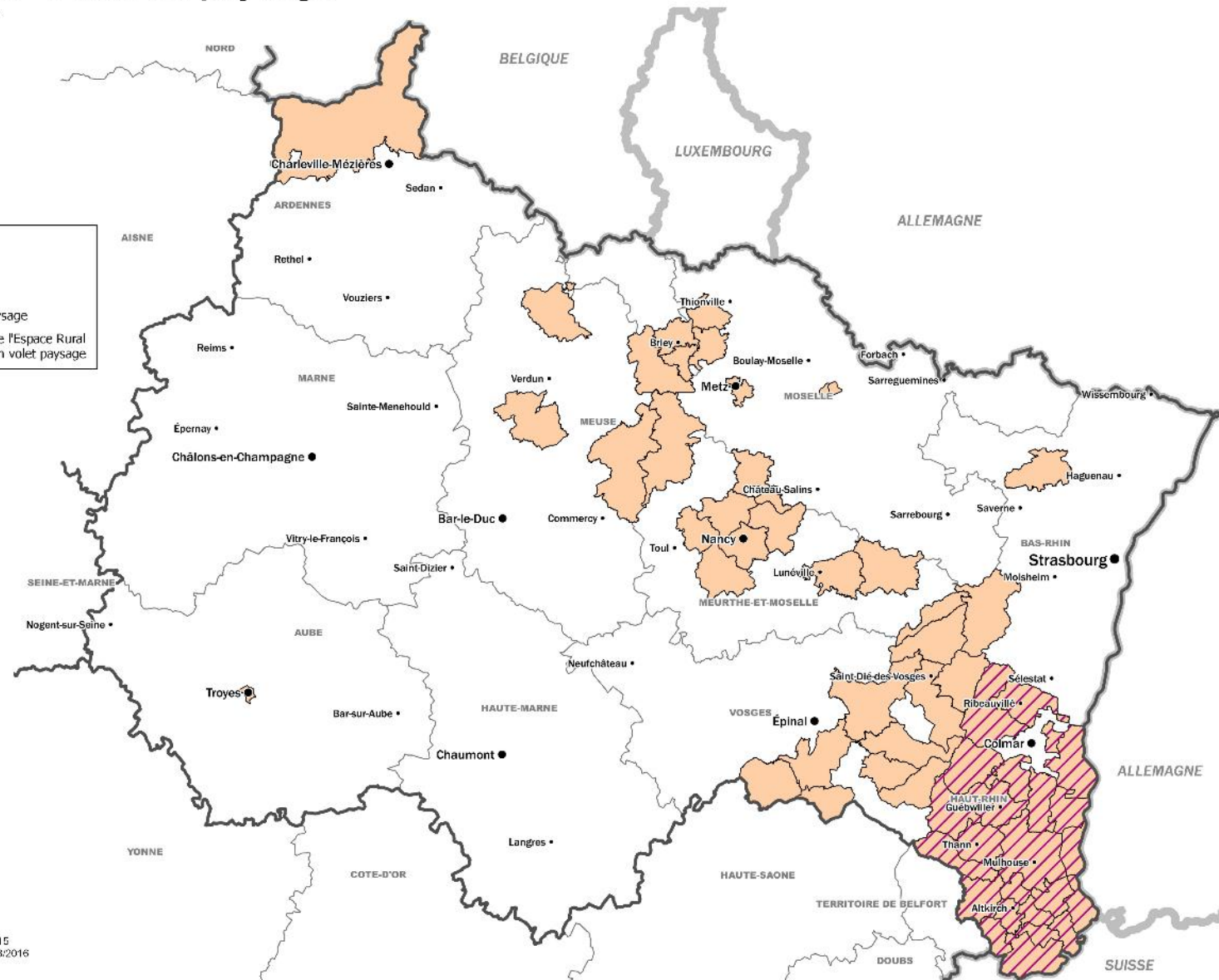
Paysage - Plans de paysage

GRAND EST

Légende :

Plan de paysage

- Territoire concerné par un plan paysage
- GERPLAN du Haut-Rhin (Gestion de l'Espace Rural et péri-urbain PLAN) comportant un volet paysage



0 25 50 km

Sources : DREAL - 02/2015
Fonds : ©IGN GEOFLAC 2015, OpenStreetMap 2015
Conception : DREAL/SCDD/PSIG2D/UC - maj 10/08/2016
plan_paysage_R44.qgs - rj

5.3. Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins

5.3.1. Préservation et restauration des milieux naturels et des espèces remarquables

Un patrimoine naturel riche et varié entre montagnes, plateaux, côtes et vallées alluviales

La diversité climatique, géologique et topographique et la présence structurante de grands cours d'eau et de leurs milieux humides associés a produit une diversité de paysages et d'écosystèmes dans le Grand Est.



1/3 de la surface régionale en **zones naturelles**

1/4 de la région en **ZNIEFF** de type 2

- La proportion d'espaces naturels varie fortement d'un département à l'autre : un peu plus de 50% des Vosges, 20% dans la Marne, quatre départements présentent des valeurs aux alentours de 30% et quatre autres dépassent 40%.
- La forêt constitue l'essentiel de ces zones naturelles, de 51% de l'espace vosgien, à 18% du territoire de la Marne¹⁸.

La Région bénéficie de zonages d'inventaires, qui en raison de leurs richesses faunistiques et floristiques, doivent faire l'objet d'une attention particulière notamment lors de projet d'aménagement sur ou à proximité de celles-ci, ou lors de l'élaboration de documents de planification. Ces dispositifs participent de façon considérable à l'amélioration des connaissances sur le patrimoine naturel, première des étapes d'une protection efficace.

- Plus de 2 100 Zones naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 (environ 10% du territoire) et 2 (26%)¹⁹
- Des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO²⁰) sur environ 13% du territoire (près de 730 000ha)

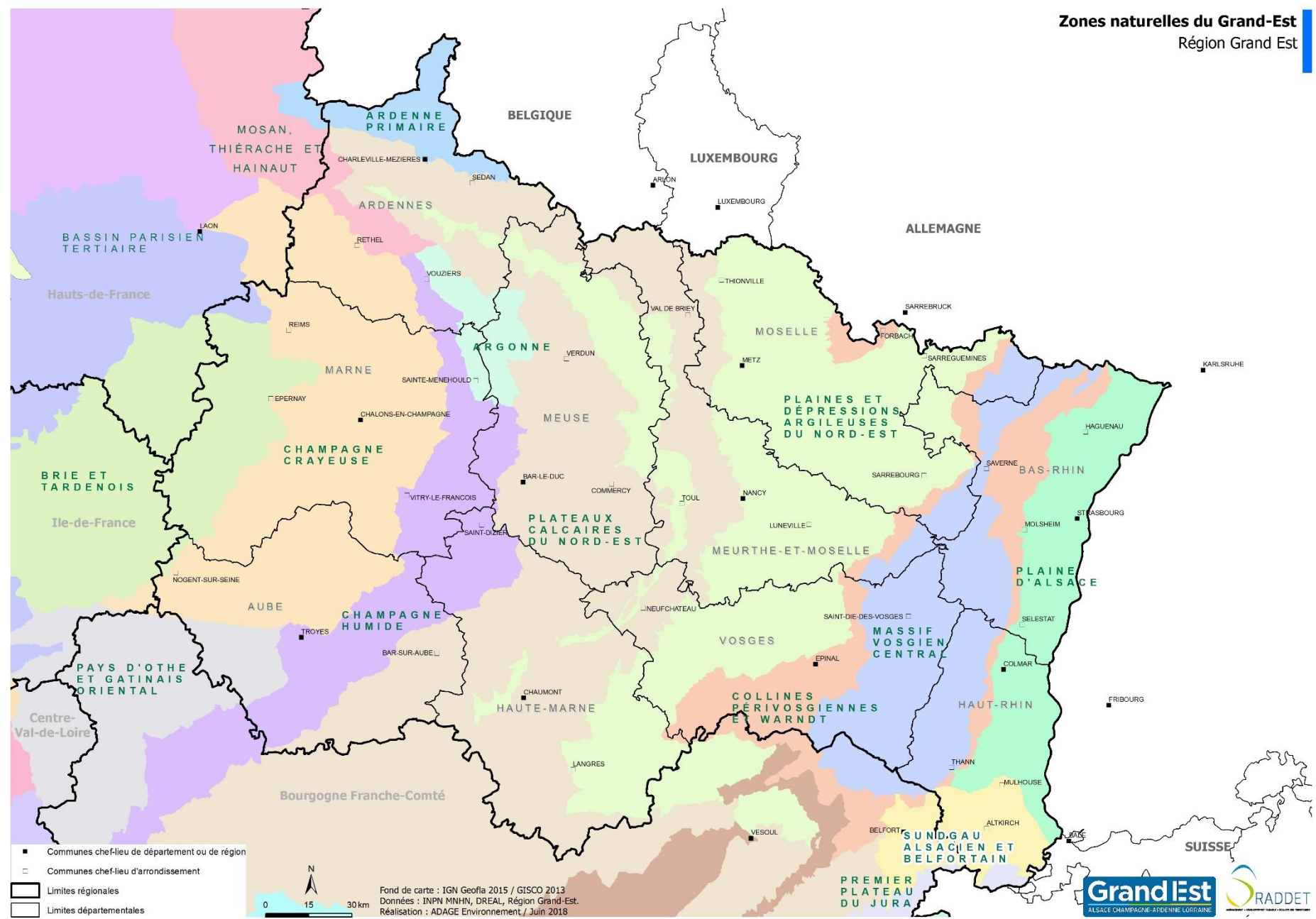
¹⁸ Donnée Corine land cover 2012, extrait de la note « connaissance » n°1 mars 2017 de la DREAL sur L'observation de l'occupation du sol en Grand Est

¹⁹ Source : diagnostic Biodiversité du SRADDET et note d'enjeux SRADDET de la DREAL sur biodiversité ; L'inventaire des ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère chargé de l'écologie. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine naturel ; il identifie, localise et décrit les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs de superficie en général limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Les ZNIEFF de type 2 sont

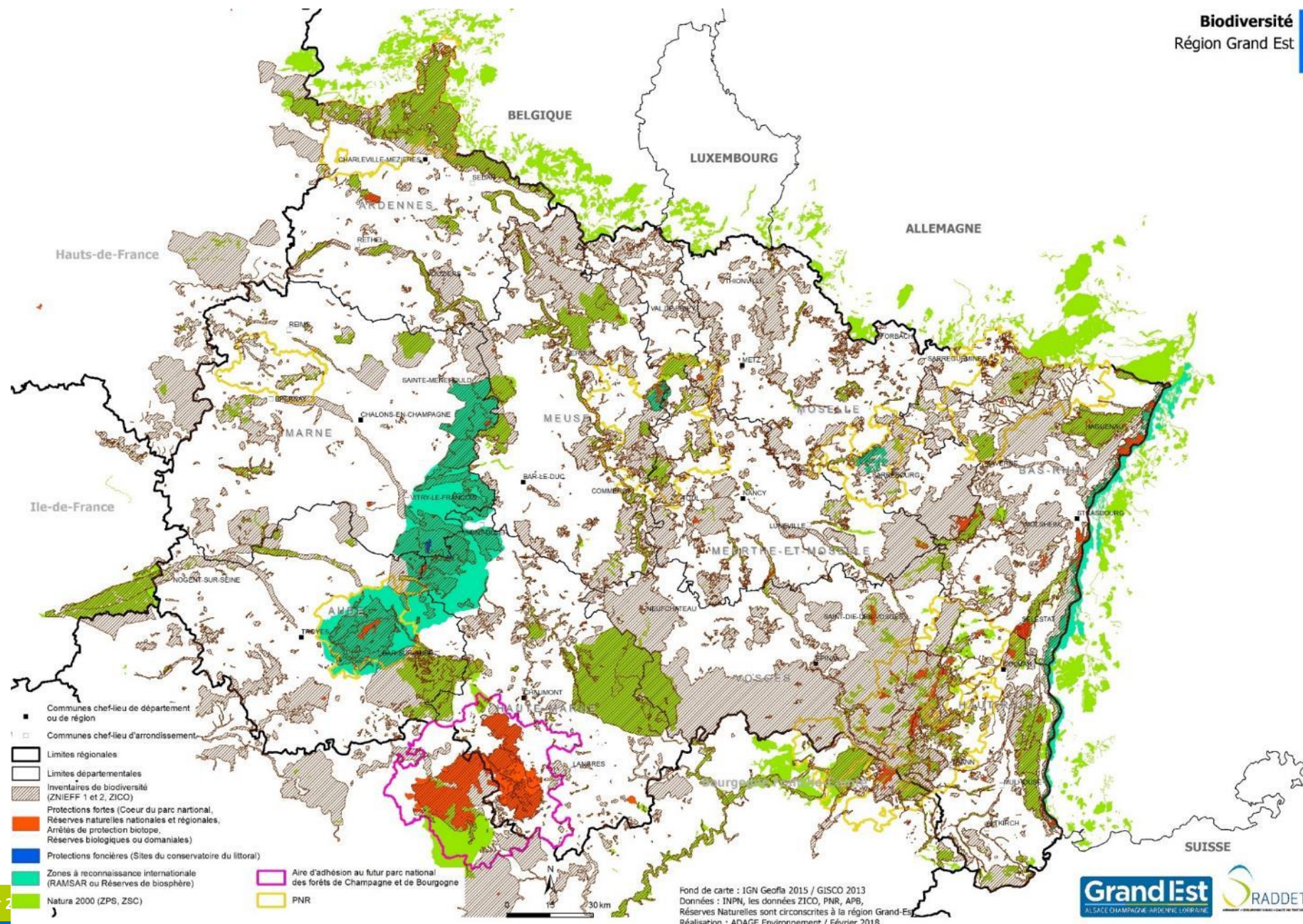
de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional environnant par un contenu patrimonial plus riche et un degré d'artificialisation plus faible.

²⁰ Dans le cadre de la directive européenne du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages, dite "directive Oiseaux" et pour pouvoir identifier plus aisément les territoires stratégiques pour son application, l'Etat français a fait réaliser un inventaire des ZICO. Cet inventaire n'a pas de portée réglementaire. Cependant, pour répondre aux objectifs de la directive, chaque Etat doit désigner des "Zones de protection spéciale" (ZPS) destinées à intégrer le réseau Natura 2000. Ces désignations sont effectuées notamment sur la base de l'inventaire ZICO.

Zones naturelles du Grand-Est
Région Grand Est



Fond de carte : IGN Geofia 2015 / GISCO 2013
Données : INPN MNHN, DREAL, Région Grand-Est.
Réalisation : ADAGE Environnement / Juin 2018



Des milieux forestiers divers et structurants encore préservés mais fortement menacés



33% de la surface régionale en **forêt**

Près de 2 millions ha

Des forêts diverses dont les surfaces progressent mais la naturalité diminue

Couvrant plus du tiers du territoire, les surfaces forestières progressent (+4% depuis les années 2000) essentiellement du fait d'abandon de pâturages qui bénéficient alors d'une dynamique naturelle de reboisement, et du développement de la populiculture²¹ dans les fonds de vallée. Cette croissance quantitative peut ainsi masquer une baisse qualitative des espaces boisés.

La région Grand Est abrite plusieurs habitats forestiers caractéristiques :

- les forêts alluviales et les ripisylves
- les forêts humides des marais, tourbières, sources et de fond de vallon
- les forêts de plaine (forêt de Haguenau, forêt de la Harth):
- les forêts claires et sèches ;
- les forêts de basse altitude
- les forêts montagnardes et subalpines (Vosges du Nord, massif de Taennchel)
- les forêts de résineux
- les plantations de résineux (épicéa, douglas);
- les forêts de pentes et ravins

Elle abrite également plusieurs habitats prioritaires d'intérêt communautaire tels que les tourbières boisées, les forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne élevé ainsi que les forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion.

De nombreuses menaces affectent ces espaces et concourent à leur banalisation ou au dépérissement de certaines essences : urbanisation, fragmentation des

massifs forestiers, intensification de l'exploitation forestière (engendrant notamment la substitution de feuillus par des résineux à la croissance plus rapide, la non conservation des bois morts, le rajeunissement des peuplements), déséquilibre sylvo-cynégétique, pression des activités de loisirs...On observe toutefois certaines évolutions favorables des pratiques sylvicoles (allongement de la durée d'exploitation, régénérations naturelles, choix d'espèces adaptées, abandon de coupes rases...).

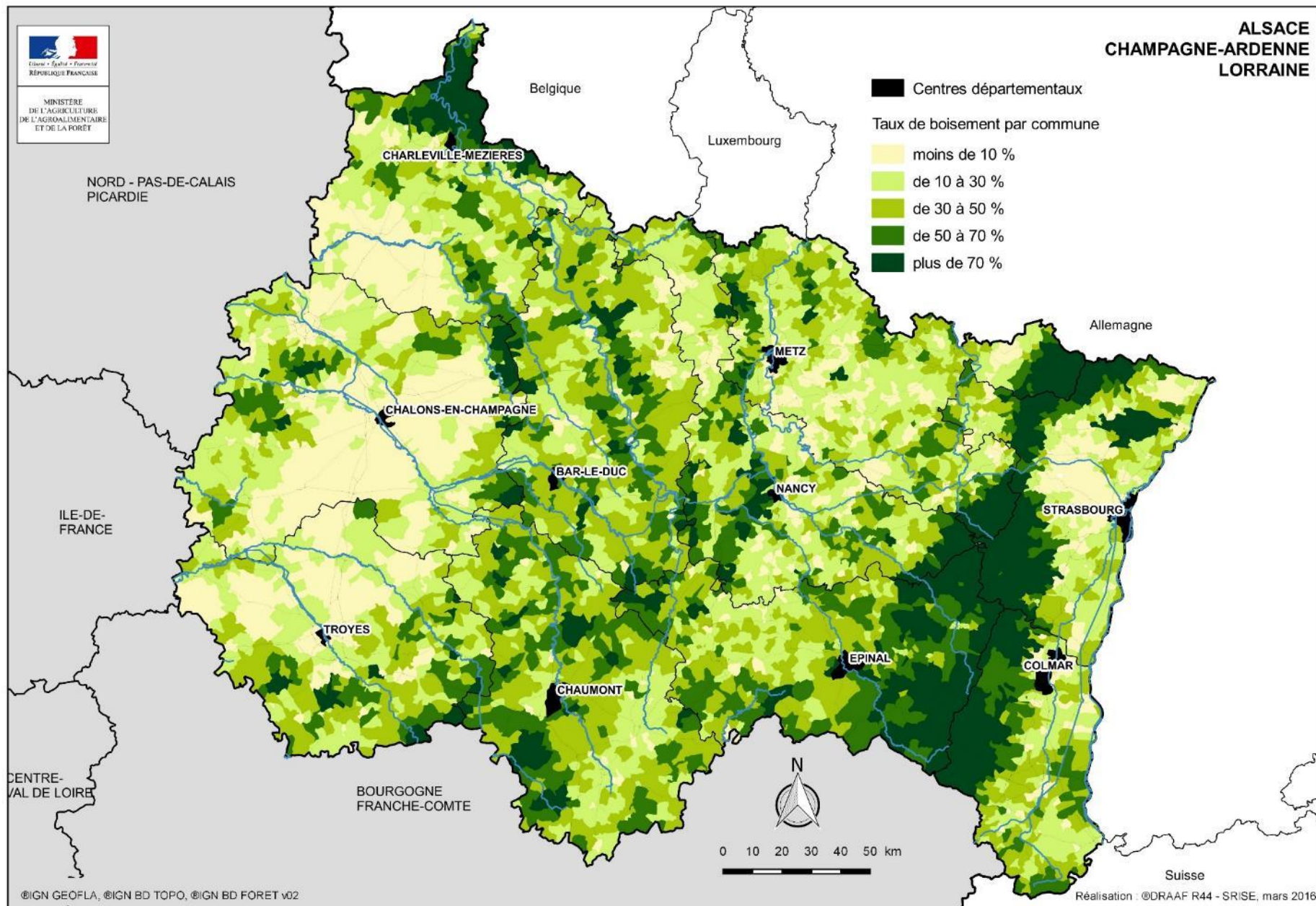
Les forêts du Grand Est sont en effet à la fois des espaces remarquables en termes de richesse écologique, mais également des espaces de production économique, d'aménités et de loisirs. La conciliation des « usages » au travers d'une gestion durable et multifonctionnelle y est d'autant plus nécessaire et doit notamment s'appuyer sur le maintien d'une mosaïque d'habitats intra-forestiers et leurs continuités, le maintien de forêts anciennes, d'arbres de gros diamètres, d'arbres morts...

Des espèces d'intérêt patrimoniales, parfois spécifiques aux forêts

Les forêts abritent une biodiversité remarquable et notamment des espèces spécifiques à ce milieu. Certaines espèces ont leur aire de répartition comprise en totalité ou majoritairement dans le Grand Est, conférant à la région une responsabilité d'autant plus importante dans le maintien de ces espèces aux échelles nationales et internationales :

- Le grand tétras, caractéristique des vieilles forêts de résineux comme dans le massif vosgien : cette espèce a fortement régressé ces dernières décennies - modification de son habitat, chasse illégale, dérangement...Les nombreux programmes d'actions visant sa protection cherchent à favoriser les forêts âgées.
- Le lynx boréal, présent dans le Jura et les Vosges notamment, est une espèce en danger – raréfaction de son habitat, braconnage, collisions avec les véhicules...Sa protection passe notamment par le maintien et la restauration des continuités écologiques, en particulier des corridors forestiers.

²¹ Peuplement artificiel de peupliers



- La cigogne noire, dont la moitié des effectifs français sont établis dans le Grand Est, présente un statut de conservation « vulnérable » : La principale mesure de préservation de l'espèce consiste alors à maintenir des zones qui lui sont favorables et à assurer sa quiétude en interdisant toute intervention, notamment les travaux forestiers, dans un rayon de 500 m autour des nids connus, durant toute la période de reproduction.

Au-delà de ces espèces phares, les forêts du Grand Est abritent une biodiversité majeure au sein de laquelle on peut citer le Chat forestier, symbole des forêts de plaine, le Cerf élaphe ou encore le Gobemouche à collier. Ces espèces sont dites « espèces parapluies » : leur protection assurera celle de l'ensemble des espèces inféodées aux milieux forestiers.

Une matrice importante de milieux ouverts fragiles et en régression²², notamment les prairies

Des milieux de faible emprise et éparpillés indispensables aux continuités écologiques, mais fragiles et en régression

Pelouses, prairies, landes, fourrés résultent d'activités humaines pastorales passées et présentes : ces petites surfaces, souvent morcelées et inégalement réparties dans le Grand Est caractérisent notamment l'Alsace bossue, le Ried, le Sundgau, le plateau de Rocroi, la Thiérache ardennaise, le Bassigny....

Les prairies et pelouses sont les principaux milieux ouverts en région et hébergent souvent une biodiversité exceptionnelle. Ils sont les premiers touchés par une déprise agricole (fermeture des parcelles) et le retournement par intensification des cultures. Seul le maintien voire le développement de pratiques agricoles extensives pourrait enrayer la tendance.

- Pelouses sèches qui se ferment progressivement avec l'arrêt du pâturage extensif,
- Prairies alluviales – vallée de la Meuse notamment – qui souffrent du retournement

²² Source : diagnostic EAU du SRADDET

²³ Donnée Corine land cover 2012

- Prés salés continentaux, très atypiques, essentiellement présents dans les vallées de la Seille et du Nied, endommagés par le drainage, le retournement, la fauche précoce ou encore la fertilisation....
- Les prairies de fauche montagnarde et hautes chaumes, qui disparaissent au même rythme que l'agriculture de montagne, entraînant la perte des corridors écologiques entre fonds de vallée et pâturages des sommets

Globalement, ces milieux ouverts sont caractérisés par un état de conservation défavorable et sont en régression dans le Grand Est. Leur préservation repose essentiellement sur le maintien et le développement de pratiques agricoles extensives.

Des prairies permanentes en forte régression

Les prairies permanentes sont des espaces de production agricole qui jouent de multiples rôles et services écosystémiques : préservation de la biodiversité et des paysages associés, limitation des risques d'érosion (ruissellement des eaux pluviales freiné par le couvert végétal dont les racines favorisent l'infiltration progressive de l'eau), écrêtage des crues et prévention des inondations (rôle dans l'infiltration des eaux pluviales), stockage de carbone, épuration de l'eau (filtre naturel).

Elles couvrent environ 15% de la superficie régionale soit plus de 800 000 ha²³ : ayant presque disparues en Champagne Crayeuse et dans la plaine d'Alsace, elles sont en revanche beaucoup plus présentes dans les Vosges et les Ardennes.



-27% de prairies permanentes de 1988 à 2010²⁴

Les prairies permanentes sont sujettes à pression un peu partout sur le territoire (retournement agricole en particulier).

- Certains secteurs connaissent des évolutions positives, en particulier le pourtour du département de la Meuse, mais un département comme les

²⁴ Source : Agreste

Vosges, qui avait connu une évolution globalement positive entre 2000 et 2010, a été marqué par des retournements importants depuis 2012.

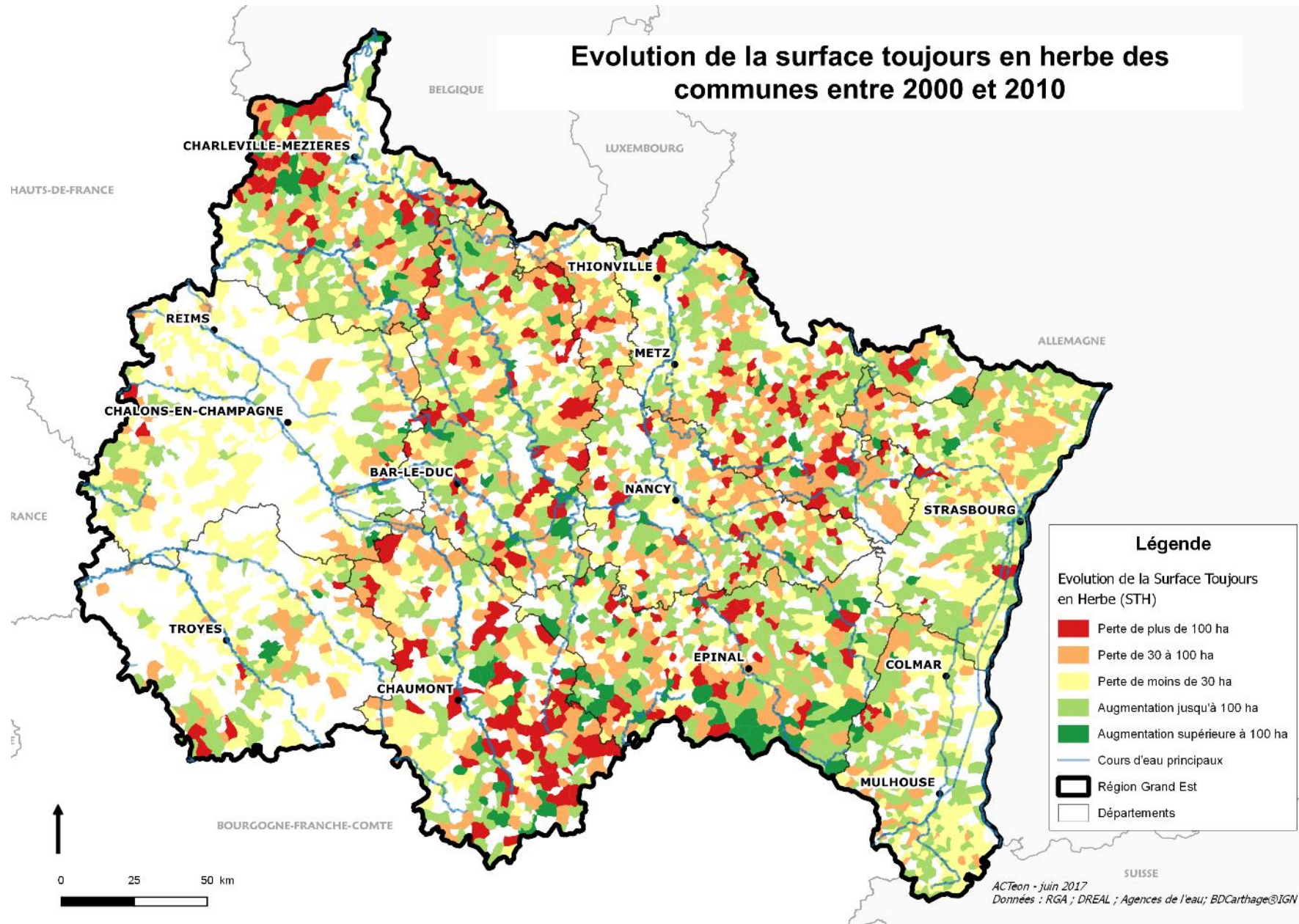
- Le stock en prairies permanentes est aujourd'hui concentré dans le département des Ardennes, sur le pourtour du département de la Meuse, et de part et d'autre d'un axe Langres – Forbach

Les milieux ouverts accueillent une biodiversité spécifique remarquable qui pourrait disparaître avec eux

Les milieux ouverts, de par leurs surfaces souvent restreintes offrent une densité d'espèces très importante. Parmi les espèces caractéristiques : cortège

d'orchidées, pie-grièche grise et pie-grièche à tête-rousse. La région présente peu d'effectifs de ces oiseaux, renforçant d'autant plus l'enjeu de leur conservation. Ces espèces sont en effet menacées par la disparition progressive de leurs habitats, liée à l'urbanisation, aux pratiques agricoles, etc.

Evolution de la surface toujours en herbe des communes entre 2000 et 2010



Des milieux aquatiques et humides menacés

Des cours d'eau dont la qualité écologique se dégrade et des milieux humides qui régressent

La région se distingue par un réseau hydrographique très dense avec ses chevelus de ruisseaux des têtes de bassins versants, ses rivières - l'Ille, la Marne, l'Aube, l'Aisne, la Saône, la Moselle, la Sarre, la Seille...-, ses fleuves - le Rhin, la Meuse et la Seine - ses canaux utilisés pour le transport de marchandises et le tourisme fluvial et les nombreux plans d'eau (lacs, étangs, gravières, mares).

- Les Vosges et le plateau de Langres abritent les sources de fleuves et de cours d'eau importants, et des milieux spécifiques (étangs, mares, marais tufeux).
- Les cours d'eau traversent la région au cœur de vallées et de plaines alluviales riches en milieux remarquables (forêts alluviales, dont la forêt rhénane ; prairies humides de la Bassée et des vallées lorraines...).
- Certains cours d'eau présentent encore des espaces de liberté et une dynamique hydromorphologique intéressante, avec noues, annexes hydrauliques, grèves exondées et bancs de sables favorisant le développement de nombreuses espèces

Le Grand Est constitue ainsi une région source, en connexion avec les régions et les pays limitrophes grâce à ses importants cours d'eau.

- A l'est, le réseau hydrographique en tête des grands bassins versants du Rhin et de la Meuse irrigue le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas notamment.
- A l'ouest, le réseau hydrographique se situe en tête du grand bassin versant de la Seine (Seine, Marne, Aube, Aisne) et irrigue l'ensemble de la région parisienne

Ces milieux aquatiques forment avec les milieux humides des écosystèmes variés : prairies alluviales, prés salés, tourbières, marais, lacs, étangs...

- Des lacs, étangs, plans d'eau, artificiels ou naturels, sites majeurs pour de nombreuses espèces notamment les oiseaux durant les périodes de nidification et de migration
 - Le lac noir, le lac blanc, le lac Kruth-Wildenstein et les étangs de Sundgau en Alsace ;
 - Les « Grands lacs de Seine » : Le lac du Der-Chantecoq, le lac d'Orient, le lac Amance et le lac du Temple en Champagne-Ardenne ;
 - Les lacs-réservoirs du Sud Haut-Marnais (La Liez, la Vingeanne, la Mouche) ;
 - Les lacs de plaine avec le lac de Madine, du Lindre et le lac de Pierre-Percée, les étangs de la Woëvre et de l'Argonne en Lorraine.
 - Les lacs de montagne avec le lac de Gérardmer, le lac de Longemer, le lac de Retournemer et le lac des Corbeaux.
- Des vallées alluviales constituées de prairies inondables, ripisylves, annexes hydrauliques, à l'image de la Bassée dans la vallée de la Seine, de la vallée de la Meuse et de son affluent la Chiers véritable hot spot de biodiversité, ou encore du ried alsacien, jouent un rôle de corridor écologique fondamental pour de nombreuses espèces, et de halte privilégiée pour les oiseaux migrants.



Biodiversité - Zones humides - Milieux potentiellement humides

GRAND EST

Légende :

site "Ramsar"

Milieux potentiellement humides

MPH : probabilité importante

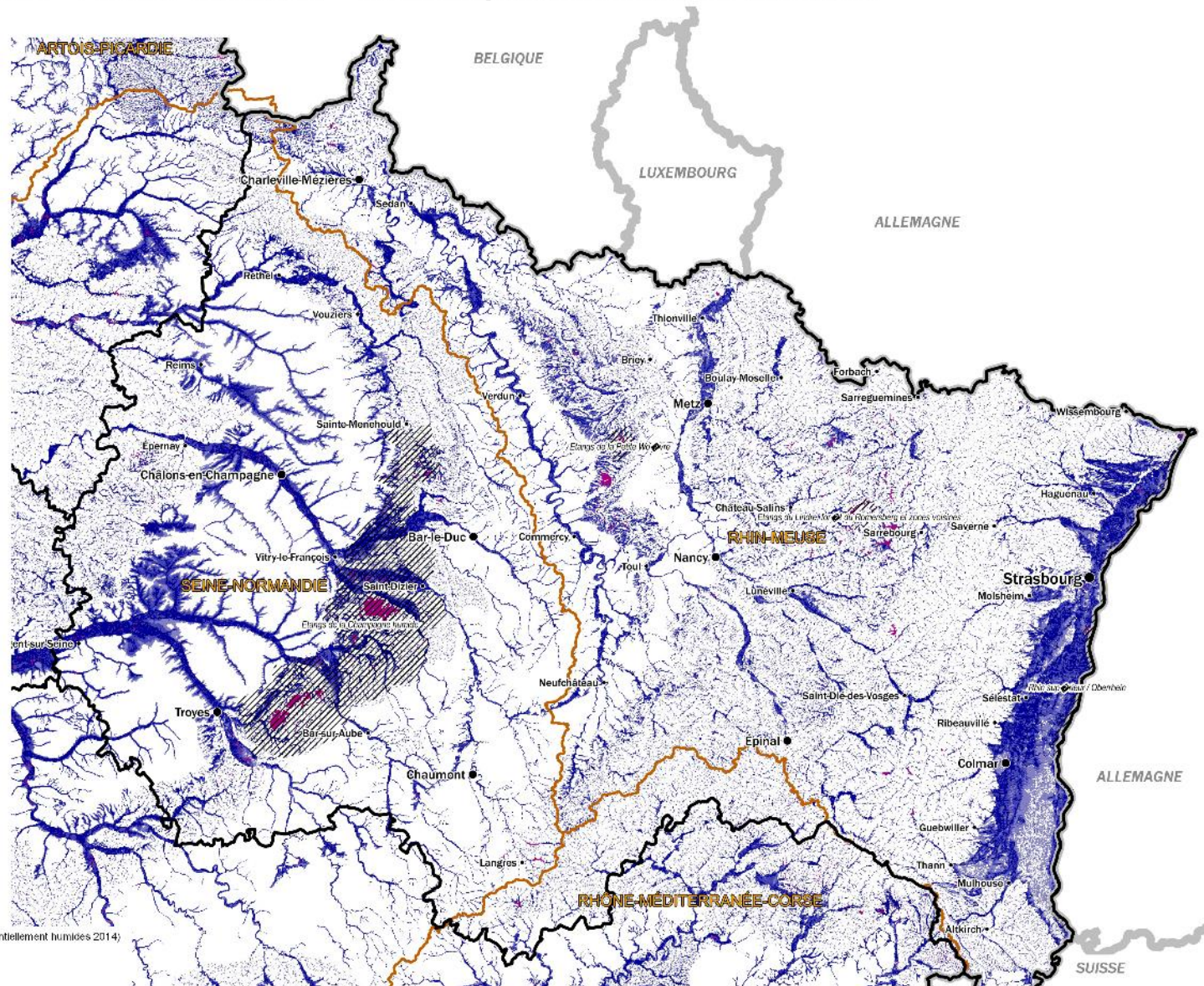
MPH : probabilité forte

MPH : probabilités très forte

plans d'eau

Bassin hydrographique

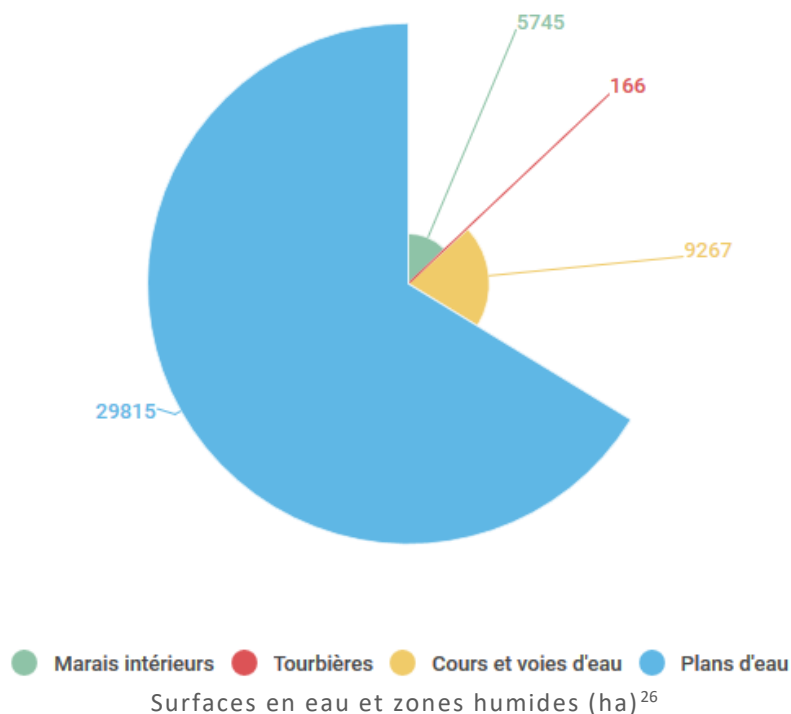
Limite de bassin hydrographique



0 25 50 km

Sources : MNHN-INPN (Ramsar 2013), INRA (Milieux potentiellement humides 2014)
Fonds : IGN, GEOFLA © 2015, OpenStreetMap 2015
Conception : DREAL/SCDD/PSIG2D/UC - maj 22/06/2016
zone_humide_R44.qgs - ij

4 grandes zones humides sont classées en sites RAMSAR (près de 300 000 ha²⁵), reconnaissant leur importance au niveau international : les étangs de la Champagne Humide, les étangs de la Petite Woëvre, les étangs du Lindre et la Vallée du Rhin Supérieur.



Les zones aquatiques et humides constituent de véritables réservoirs de biodiversité et jouent un rôle essentiel de limitation des crues, soutien des étiages,

²⁵ Ces zones humides Ramsar semblent donc présenter une superficie bien supérieure à celle des zones humides cartographiées dans Corine land cover (5 900 ha) parce qu'en fait elles présentent une large enveloppe englobant bien plus que des zones humides strictes

²⁶ Source : Corine land cover 2012

recharge de la nappe phréatique, maintien de la qualité de l'eau par épuration naturelle... Si ces zones humides et aquatiques font l'objet de nombreuses mesures et de projets partenariaux régionaux et transnationaux, leur fonctionnement a été fortement perturbé par les activités humaines : mise en culture, aménagements touristiques, fertilisation intensive, drainage, exploitation des alluvions, modifications du lit mineur, fragmentation des zones humides, empêchant la circulation d'espèces, développement des espèces invasives, etc. Les zones humides continuent de régresser fortement.

- Près de 70% des cours d'eau ne sont pas en bon état écologique²⁷ notamment du fait de modifications de leur hydromorphologie (recalibrage, déconnection, berges...). Leur restauration est indispensable pour la biodiversité qu'ils accueillent (invertébrés, poissons, crustacés, oiseaux, mammifères...) mais également pour tous les services écosystémiques qu'ils rendent (ressource en eau, lutte contre les inondations...).
- Les zones humides, marais et tourbières résultant d'activités humaines extensives – tels que les pâturages – abandonnées progressivement dans la première moitié du 20^{ème} siècle, elles disparaissent avec elles. Au moins 2/3 des surfaces ont disparus à l'échelle nationale, une tendance certainement similaire à l'échelle du Grand Est (pas d'évaluation précise).

De nombreuses menaces naturelles et anthropiques pèsent sur ces milieux et engendrent des impacts considérables :

- L'extension de l'urbanisation ;
- L'intensification de l'agriculture conduisant régulièrement au drainage, au pompage dans la nappe et au remblaiement ;
- Le boisement des zones humides lié à la déprise de ces terres agricoles et à l'intensification de la populiculture ;
- L'aménagement des cours d'eau qui contribue à la disparition des ripisylves, des prairies et des forêts alluviales ;
- Le dérangement durant la période de reproduction des espèces ;

²⁷ Extrait du diagnostic EAU du SRADDET – source : état des lieux des SDAGE 2013 - Le site EauFrance définit l'état écologique d'une masse d'eau de surface comme la résultante de « l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés à cette masse d'eau. Il est déterminé à l'aide d'éléments de qualité biologiques (espèces végétales et animales), hydromorphologiques et physico-chimiques

- La pollution via l'utilisation entre autres de produit phytosanitaire ;
- La colonisation par des espèces exotiques envahissantes qui remplacent la faune et la flore indigène des zones humides ;

Tous types confondus, arrêter leur régression est une priorité. Dans de nombreuses situations, le besoin de restauration voire de récréation est devenu prépondérant non seulement pour la fonction biodiversité mais également pour les services rendus contre les inondations et l'épuration de l'eau.

Les zones humides et aquatiques accueillent une biodiversité spécifique remarquable

En France, alors que les zones humides représentent seulement 3% du territoire, 50 % des espèces d'oiseaux en dépendent et 30% des espèces végétales remarquables et menacées y sont inféodées²⁸. D'autres espèces emblématiques occupent ces espaces (poissons migrateurs, castor, crapaud vert...).

- En Région Grand Est, et plus précisément en Champagne Humide, les effectifs d'oiseaux dépassent annuellement 50 000 individus pour une cinquantaine d'espèces dont le Butor étoilé et le Courlis cendré, classés « Vulnérables » à l'échelle métropolitaine, la Bécassine des marais et le Râle des genêts classés « En Danger » aux échelles métropolitaine et mondiale, et jusqu'à 200 000 Grues cendrées lors des périodes de migration classées « En Danger critique » à l'échelle nationale.
- Des poissons migrateurs emblématiques comme le saumon atlantique, la truite de mer, l'anguille d'Europe, Lamproie marine.
- Le Pélobate brun et le Crapaud vert, amphibiens intégralement protégés mais listés « En Danger » sur la liste rouge nationale de 2015, font l'objet d'un plan national d'action (PNA) et de plans régionaux d'action (PRA) territoriaux. La Région Grand Est porte une responsabilité majeure pour ces espèces puisqu'elles sont essentiellement présentes, à l'échelle de la France, dans les départements des Haut et Bas-Rhin et Moselle (et Ardennes pour le pélobate)²⁹
- Le Castor d'Europe.

²⁸ Données IFEN, extrait du diagnostic BIODIVERSITE du SRADET

²⁹ Source : INPN, cartes de répartition des espèces Pélobate brun et le Crapaud vert

- Le Liparis de Loesel, orchidée menacée de disparition dans toute l'Europe, très rare dans le Grand Est.

Des milieux thermophiles localisés & de petite taille, encore mal connus mais importants pour la biodiversité

Résultant pour la plupart d'anciens parcours extensifs du bétail, sur des sols peu productifs, l'abandon de ces pratiques agro-pastorales a conduit à la disparition progressive des milieux ouverts secs ou thermophiles. Ils sont réduits à des formations de faibles emprises, dépassant rarement plus d'une dizaine d'hectares d'un seul tenant.

Ils sont pourtant particulièrement riches en espèces : ils abritent un quart des plantes protégées au niveau national et la multitude de plantes attire de nombreux insectes.

Outre la disparition de leurs habitats, les espèces inféodées à ces milieux subissent le morcellement de ces espaces, de faibles étendues et distants les uns des autres, ce qui limite leurs possibilités d'échanges entre populations.

- Parmi les espèces caractéristiques, l'Azuré du Serpolet, papillon qui fait l'objet de PNA et PRA.

Une faune et une flore remarquables mais qui s'appauvrissent



Au moins **12 000 espèces** animales et végétales

dont **1/3 d'espèces patrimoniales**³⁰

La richesse des milieux permet au Grand Est d'accueillir de nombreuses espèces, parfois emblématiques : des espèces animales - grand hamster, crapaud vert,

³⁰ Source : note d'enjeux SRADET de la DREAL sur la biodiversité ; Les espèces patrimoniales sont l'ensemble des espèces protégées, des espèces menacées (liste rouge) et des espèces rares, ainsi que (parfois) des espèces ayant un intérêt scientifique ou symbolique

milan royal, cigogne noire, râle des genêts, grand tétaras, azuré de la sanguisorbe, lynx, loup...- et végétales.

Par ailleurs la région est un axe migratoire majeur aux échelles nationales et européennes : la richesse et la diversité des milieux humides sur d'importantes superficies procurent en effet des haltes sur les couloirs migratoires des oiseaux, soulignés par de grandes zones de protection spéciales (ZPS) au sein du réseau Natura 2000³¹. Et comme déjà évoqué les cours d'eau accueillent des poissons migrateurs emblématiques.

Mais un tiers des espèces est sur les listes rouges régionales ou nationales des espèces menacées. En cause, la destruction d'habitats et leur fragmentation par le développement urbain, les infrastructures, les pollutions, les espèces invasives, le changement climatique...

Selon les travaux menés en Allemagne par une équipe internationale d'entomologistes, environ 80% des insectes volants ont disparu depuis 1989. En cause, l'agriculture et l'utilisation des pesticides et engrais de synthèse. En raison de la similitude des modes d'exploitation, les mêmes résultats sont à craindre dans tous les pays européens, en particulier en France³².

Une région frontalière particulièrement sensible aux espèces exotiques envahissantes

Si l'ampleur du phénomène et de ses impacts n'a pas été évalué précisément dans le Grand Est, on peut toutefois supposer que les espèces exotiques envahissantes sont en expansion (phénomène général reconnu en France et en Europe) : elles peuvent entraîner une réduction de la diversité spécifique par prédation, ou compétition interspécifique pour l'espace et les ressources avec les espèces indigènes, l'hybridation, la modification des caractéristiques et du fonctionnement de l'écosystème (exemple : hausse de la fixation de l'azote), la transmission de maladies et de parasites...

- Une étude partielle réalisée en 2011 par l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) faisait état de 18 espèces exotiques envahissantes

³¹ Source : note d'enjeux pour le SRADDET Grand Est – DREAL 9/06/17

³² <http://www.novethic.fr/empreinte-terre/biodiversite/isr-rse/80-des-insectes-volants-ont-disparu-depuis-30-ans-une-catastrophe-ecologique-imminente-est-a-craindre->

dont les plus impactantes : le Cerf sika, le Chien viverin, le Cygne noir, la Grenouille taureau, l'Écureuil à ventre rouge, le Ragondin et la Bernache du Canada. La totalité de ces espèces doivent leur présence dans le quart Nord-Est à des évasions d'élevages ou de parcs animaliers, dans le Grand Est ou les régions transfrontalières.

- On peut aussi citer l'Écrevisse de Louisiane, la Moule zébrée ou encore la Coccinelle asiatique comme espèces exotiques envahissantes animales répandues sur le territoire.
- Les principales espèces végétales connues sont la Renouée du Japon, l'Ambroisie à feuilles d'armoise, l'Élodée du Canada ou encore la Berce du Caucase. Ces espèces proviennent essentiellement d'Amérique du Sud et du Nord, d'Asie et du bassin Ponto-Caspien et ont été introduites de manière volontaire (pour l'ornement) ou non au gré des nombreux échanges de marchandises à l'échelle mondiale.

La plupart des espèces exotiques envahissantes s'installent dans les milieux perturbés et fragilisés ce qui accélère leur dégradation.

Face aux pressions, des mesures de protection qui progressent mais demeurent insuffisantes

Des connaissances à compléter et partager pour favoriser une meilleure protection

La protection se base d'abord sur une bonne connaissance des milieux et des espèces et de leur fonctionnement, or celle-ci est hétérogène sur le territoire, parfois lacunaire concernant par exemple les zones humides, les milieux thermophiles ou certaines espèces.

Cependant, cette connaissance de la biodiversité régionale s'améliore, essentiellement grâce à la structuration des acteurs concernés.

Par ailleurs lorsqu'elle existe, cette connaissance n'est pas toujours suffisamment partagée et valorisée. Cependant là encore cette situation s'améliore par la mise à disposition d'information au public et aux professionnels par de nombreux sites et

144923.html?utm_source=Abonnes+Novethic&utm_campaign=99254498fe-EMAIL_CAMPAIGN_2017_10_19&utm_medium=email&utm_term=0_2876b612e6-99254498fe-171165325

acteurs régionaux et nationaux³³. 19 associations naturalistes réparties sur l'ensemble du territoire de la nouvelle région Grand Est se sont par ailleurs réunies pour créer l'Office des DONnées NATuralistes du Grand Est, équivalent d'un observatoire régional de la biodiversité.

Des mesures de protection et de gestion des habitats qui progressent mais ne représentent encore qu'une faible proportion du territoire



0,5% de surface régionale en **protection forte**

11% en **Natura 2000**³⁴

Près de 30 000 hectares sont sous protection forte telles que les réserves naturelles nationales ou régionales, les arrêtés préfectoraux de biotope, les réserves biologiques intégrales ou dirigées. Ces surfaces sont en progression depuis les années 2000. Au total 0,5% du territoire est protégé, avec de fortes disparités (de 1,6% en Alsace à 0,2% en Champagne-Ardenne) pour une moyenne nationale de 1,5% et un objectif de 2% affiché dans le cadre du Grenelle de l'environnement, auquel chaque région doit contribuer à hauteur de ses enjeux locaux.

La protection des milieux peut s'appuyer sur les sites intégrés au réseau européen Natura 2000, qui vise à la fois la préservation de la diversité biologique et la valorisation du patrimoine naturel des territoires. Sur ces sites, les activités socio-économiques ne sont pas interdites, mais les Etats membres doivent veiller à prévenir toute détérioration des sites et prendre les mesures de conservation nécessaires pour maintenir ou remettre les espèces et habitats protégés dans un état de conservation favorable.

- 43 Zones de Protection Spéciales (ZPS) - environ 9% du territoire - visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- 184 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) - environ 4% du territoire - visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats"³⁵. ZPS et ZSC peuvent se chevaucher.

La région Grand Est présente un ratio de sites Natura 2000 (11%) légèrement inférieur au ratio national (13%). L'enjeu consiste désormais à animer ces sites et mettre en œuvre les DOCOB – documents d'objectifs – via des contractualisations volontaires avec des acteurs locaux : la communication et la sensibilisation sont donc indispensables.

Un quart des habitats régionaux Natura 2000 est dans un état de conservation moyen ou réduit.

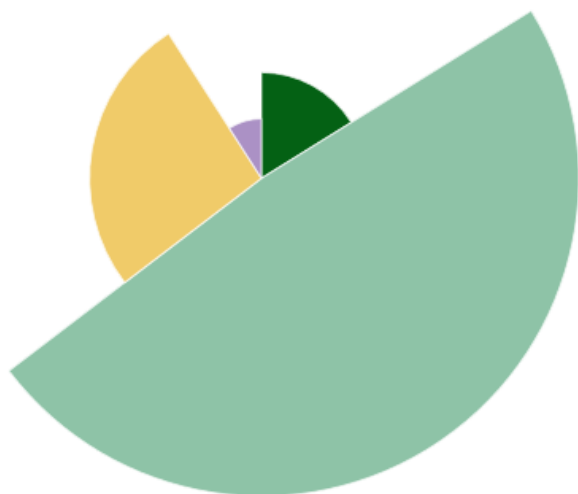
³³ CARMEN, ODONAT (Office des DONnées NATuralistes d'Alsace), LORINAT (LORrairie Information NATuraliste), SINP (Système d'information sur la nature et les paysages), ONB (Observatoire national de la biodiversité)

³⁴ Source : note d'enjeux pour le SRADDET Grand Est – DREAL 9/06/17

Le réseau européen Natura 2000 est un réseau de sites écologiques qui s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels. Deux directives européennes - directive "Oiseaux" et directive "Habitats faune flore" - établissent la base

réglementaire de ce grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000.

³⁵ Source : calculs Adage sous SIG (à partir données INPN)



● excellente ● Bonne ● Moyenne ou partiellement dégradée
● Non évaluée

Etat de conservation des habitats Natura 2000
(Source : base de données Natura 2000 du MNHN, 2017)

Les 3 Conservatoires d'Espaces Naturels (CEN) protègent, par la maîtrise foncière et la maîtrise de gestion, plus de 13 000 ha de sites naturels (près de 900 sites)³⁶.

³⁶ Source : CEN Grand Est

³⁷ Ces ENS, une fois acquis par le Département, sont aménagés, entretenus et gérés. L'objectif est de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel. pas de données consolidées à l'échelle Grand Es

³⁸ Source : MNHN et CLRL

Les départements également avec des politiques d'espaces naturels sensibles qui leur permettent d'acquérir puis de protéger, gérer et ouvrir au public des espaces remarquables³⁷.

Le Conservatoire du Littoral a acquis à ce jour 7 sites dans la région (plus de 1000 ha), localisés en bordure des grands systèmes lacustres du territoire (lac du Der-Chantecoq et lac de Madine notamment)³⁸.

Une réserve de biosphère - réserve transfrontalière des Vosges du Nord & Pfälzerwald – label international décerné par l'Unesco dans le cadre de son programme sur l'Homme et la Biosphère, marque la volonté d'étudier et d'améliorer les relations entre l'homme et son environnement. Une deuxième réserve de biosphère³⁹ est en projet, portée par le territoire du pays de Sarrebourg.

Des sites labélisés Ramsar⁴⁰, déjà mentionnés engagent à leur préservation.

Les SDAGE, en application de la directive cadre sur l'eau, visent la restauration d'un bon état des cours d'eau (cf. chapitre eau).

Des mesures de protection des espèces

En complément des outils de protection visant les habitats naturels, un panel d'outils cible directement les espèces.

Des plans d'actions nationaux (PNA), documents d'orientation non opposables, visent à définir les actions nécessaires à la conservation et à la restauration des espèces les plus menacées afin de s'assurer de leur bon état de conservation. Lorsque les régions possèdent de forts enjeux de conservation pour les espèces dotées d'un PNA, une déclinaison régionale des plans est faite (plan régional d'action ou PRA). S'ajoutent également des PRA volontaires.

³⁹ Elles ont pour mission de conserver le patrimoine naturel et culturel en impliquant la population, de promouvoir un développement économique respectueux de l'environnement et en accord avec la culture locale, et développer les activités de recherche et d'éducation.

⁴⁰ L'inscription d'un site sur la « liste Ramsar » constitue plus un label qu'une protection en elle-même. La convention Ramsar ratifiée par la France l'engage à enrayer la tendance à la disparition des zones humides d'importance internationale, de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle.

- Une quinzaine d'espèces sont couvertes par des plans nationaux d'action (ou parfois des plans d'actions régionaux, volontaires) : la loutre d'Europe, le grand hamster, des oiseaux (milan royal, râle des genêts, Pie-grièche grise et à tête rousse, balbuzard pêcheur, pygargue à queue blanche), tous les chiroptères (chauve-souris), des amphibiens (crapaud vert, pélobate brun, sonneur à ventre jaune), papillons (maculinea) et autres insectes (odonates), ainsi que des plantes (liparis du Loesel, phragmite aquatique).
- La région est impliquée dans un Plan d'Actions Loup gris et dans la stratégie nationale Grand Tétras

Le grand hamster, présent uniquement dans les plaines d'Alsace en France, bénéficie par ailleurs d'un programme européen LIFE pour développer de nouveaux modèles socio-économiques en lien avec le monde agricole, favorables à l'espèce.

Par ailleurs des listes rouges des espèces menacées, informatives et sans portée réglementaire, évaluent leur risque de disparition et constituent un document majeur quant à la responsabilité de la Région dans la conservation de ces espèces/habitats : elles ont été établies dans les ex-régions mais selon des méthodologies différentes et sur des listes d'espèces différentes. Plusieurs taxons ne disposent pas encore de liste rouge. Aussi le nouveau CSRPN - Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel – a lancé la réalisation de telles listes à l'échelle du Grand Est.

5.3.2. Préservation et restauration des continuités écologiques en renforçant notamment les fonctions écologiques dans les espaces agricoles, viticoles, forestiers mais aussi urbains

Des trames vertes et bleues insérées dans des continuités régionales, interrégionales et transfrontalières

Vers une trame verte et bleue régionale pour protéger et restaurer les continuités écologiques

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... Concrètement, il s'agit d'un ensemble de milieux naturels, terrestres ou aquatiques reliés entre eux et constituant des habitats vitaux pour les différentes espèces qui y sont inféodées. On parle également de « continuités écologiques » ou de « réseaux écologiques ».

La préservation et la restauration de ces continuités vise à contrer la fragmentation et la perte d'habitats, qui condamnent une partie des espèces les moins mobiles au cloisonnement et parfois à l'extinction (faute d'échanges et de flux migratoires). Ces continuités sont d'autant plus nécessaires que les changements climatiques notamment modifient la répartition géographique des espèces, en imposant des migrations afin qu'elles conservent des conditions adaptées à leur cycle de vie. Ces phénomènes déjà en cours devraient s'amplifier dans les décennies à venir.

L'enjeu est donc de passer d'une stratégie de protection des sites, qui reste localement nécessaire, à une stratégie de préservation et de mise en réseau de l'ensemble du territoire en vue de maintenir les fonctions écologiques et d'enrayer la perte de biodiversité.

Afin de mettre en œuvre cette trame verte et bleue, chaque ex-région a élaboré avec l'Etat un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) qui a identifié des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

- Les réservoirs de biodiversité sont des zones vitales, riches en biodiversité, où les individus peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie. Ils comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité régionale, nationale voire européenne ;
- Les corridors sont des voies de déplacement empruntées préférentiellement par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité ; ils ne sont pas nécessairement linéaires et peuvent exister sous la forme de réseaux d'habitats discontinus mais suffisamment proches ;
- Les cours d'eau et canaux peuvent être à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

20% du territoire du Grand Est est reconnu comme réservoir de biodiversité dans ces schémas de cohérence écologique. La qualité des milieux forestiers notamment, qui couvrent un tiers des réservoirs de biodiversité, est essentielle pour la fonctionnalité écologique des milieux. Les enjeux essentiels sont ceux du maintien des connexions entre les écosystèmes remarquables et de la préservation et la restauration des corridors écologiques, que ce soit à l'intérieur du territoire régional ou avec les territoires périphériques⁴¹.

- La grande majorité des réservoirs sont situés dans de grandes entités naturelles : Massif des Vosges, Jura alsacien, bords du Rhin et de la plaine

d'Alsace, plateau Lorrain, plateau de Haye et de la plaine de la Wôèvre en Alsace et Lorraine, pays Ardenais, plateaux occidentaux, Champagne Centrale, plateau Barrois et plateau Haut-Marnais du côté Lorraine-Champagne-Ardenne)⁴².

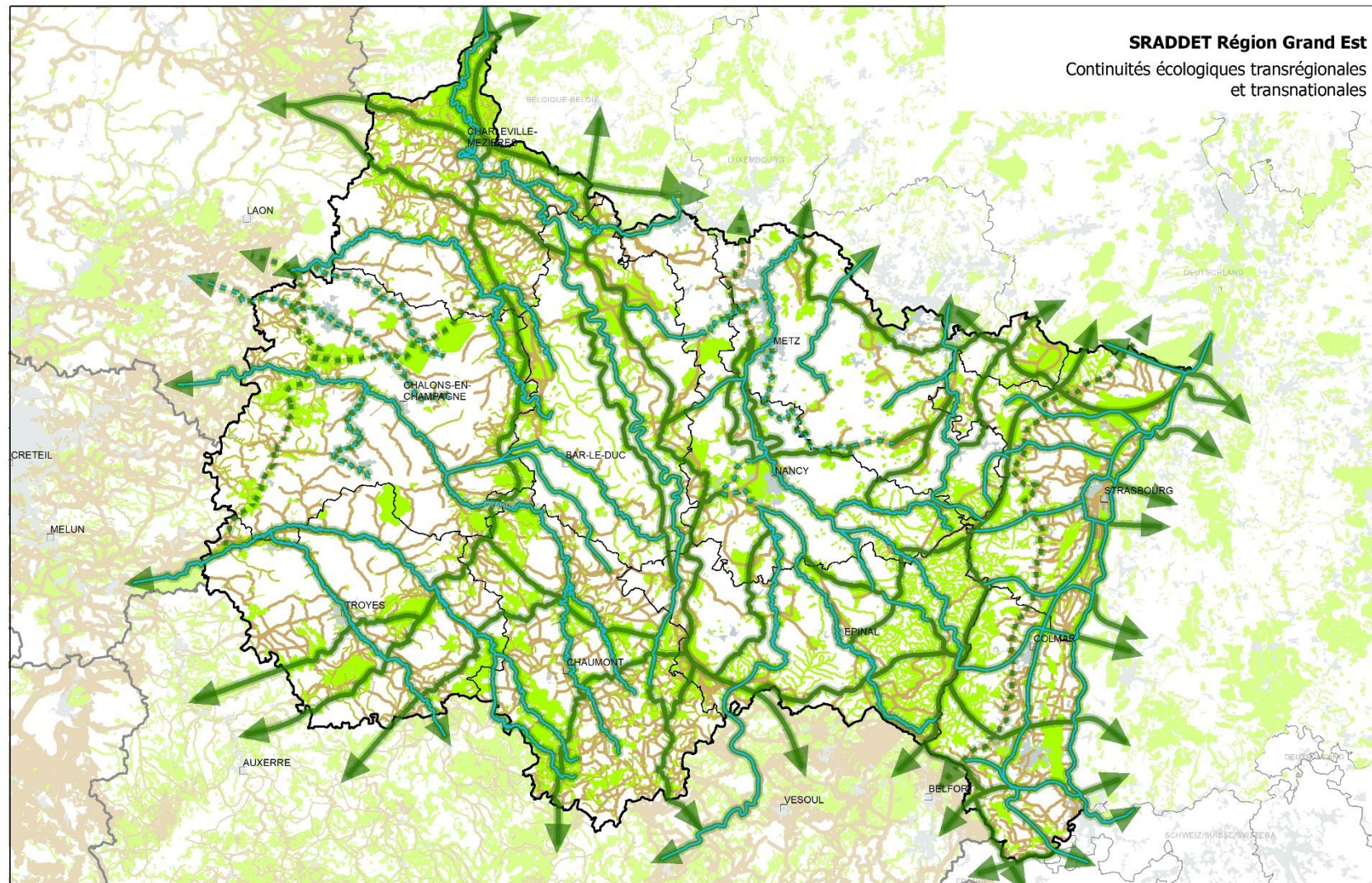
- Bien que vulnérables, les réservoirs sont souvent moins concernés par les phénomènes de simplification des milieux, grâce à leur statut d'espace protégé ou de leur inscription à un inventaire écologique : il importe de les préserver, alors que de nombreux corridors sont à restaurer.

L'élaboration du SRADDET est l'occasion d'élaborer un SRCE à l'échelle du Grand Est, à partir des SRCE des trois ex-régions, et de l'y intégrer, afin de bien articuler le développement et la valorisation de la région à la préservation de son patrimoine naturel.

La rédaction du SRADDET, au-delà des TVB locales, a été l'occasion de mettre en avant des trames d'intérêt régional correspondant à des continuités identifiées comme **majeures et structurantes** à l'échelle du Grand Est. Ces continuités sont issues d'une mutualisation et synthèse des différentes trames identifiées dans les SRCE des trois anciennes régions.

⁴¹ Source : contribution de l'Etat à la stratégie SRADDET Grand est – juillet 2017

⁴² Source : Fiche d'enjeux SRADDET volet thématique biodiversité et eau – DREAL 06/07/2017



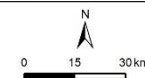
SRADET Région Grand Est
Continuités écologiques transrégionales et transnationales

Trame Verte et Bleue des SRCE
 Corridors écologiques
 Réservoirs de biodiversité identifiés au sein des SRCE et réseau Natura 2000 à l'étranger

Continuités écologiques terrestres transrégionales et transnationales
 A préserver
 A restaurer / à créer

Continuités écologiques cours d'eau transrégionales et transnationales
 A préserver
 A restaurer / à créer

Fond
 Département
 Région française
 Région européenne
 Zone urbaine



Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

SRADET

Fond de carte : IGN Geofla 2015 / GISCO 2013
 Données : ©DREAL - SRCE, Biotopie, European Commission - Natura 2000
 Réalisation : Biotopie / Octobre 2019

La Région Grand-Est est concernée par l'ensemble des continuités écologiques nationales et contribue également à des continuités inter-régionales et transfrontières

La Région Grand-Est est concernée par l'ensemble des continuités écologiques nationales :

- Boisées
- Milieux ouverts frais à froids
- Thermophiles
- Bocagères
- Avifaune migratrice
- Poissons migrateurs

Ainsi certaines continuités dans le Grand Est font partie de continuités plus vastes d'envergure interrégionale voire nationale.

- Parmi les corridors interrégionaux, l'axe Lorraine/Alsace/Franche-Comté au travers du massif des Vosges puis du Jura demeure essentiel, en particulier pour le maintien du Grand Tétrás.
- Les vallées alluviales de la Meuse, la Moselle, la Marne ou encore le Rhin
- L'Arc Alpin Jura et Vosges via les massifs boisés
- L'axe bocager de Dijon jusqu'à la Thiérache

Parfois même ces continuités s'insèrent dans un réseau d'échelle européenne voire internationale.

- La Champagne humide et l'axe rhénan constituent une étape migratoire majeure de l'ouest européen, notamment pour les oiseaux d'eau qui nichent en Scandinavie et qui vont passer l'hiver en Espagne ou en Afrique.
- Le Rhin, l'Ille et la Bruche sont une voie de migration des poissons amphihalins d'importance européenne : Saumon atlantique, Grande alose, Anguille d'Europe, Lamproie marine, truite de mer.

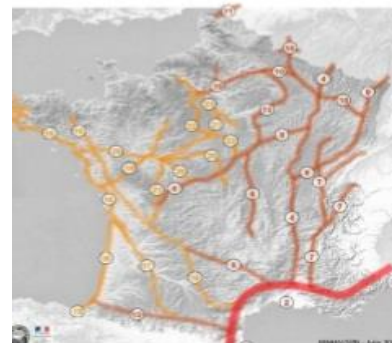
Cette situation confère au Grand Est une responsabilité accrue quant à la préservation de ces continuités.



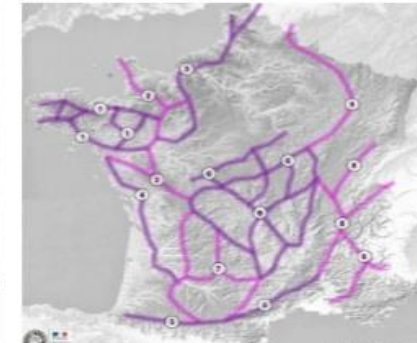
Continuités nationales boisées



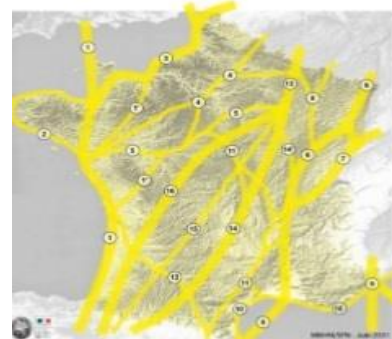
Continuités nationales des milieux ouverts frais à froid



Continuités nationales thermophiles



Continuités nationales bocagères



Migration de l'avifaune



Poissons migrateurs

Un ensemble de sous-trames à restaurer et protéger

Chaque type de milieu naturel (ou sous-trame) abrite des espèces spécialisées qui lui sont propres, aux côtés d'espèces plus généralistes qui vivent dans une gamme plus étendue de milieux. L'association de l'ensemble des sous-trames constitue la trame verte et bleue.

Une trame forestière encore fonctionnelle mais en perte de qualité

Les milieux forestiers composent la majorité des réservoirs de biodiversité dans le Grand Est : le maintien de leur qualité et de leur continuité est essentiel au bon fonctionnement écologique des milieux, forestiers et autres (ils offrent notamment à de nombreuses espèces des zones nécessaires à un moment ou un autre de leur cycle de vie).

Les principaux corridors écologiques d'intérêt régional Grand Est de la sous-trame des milieux boisés sont les grandes vallées (Rhin, Ill, Bruche, Moder, Zorn, Sarre, Meurthe, Moselle, Meuse, Saône, Seine, Marne, Aube, Aisne, etc.), l'arc boisé humide champardennais, les reliefs de côtes (Meuse, Moselle), les plateaux (Langres, Bassin parisien), le massif vosgien, le massif ardennais et la liaison transfrontalière entre ces deux massifs.

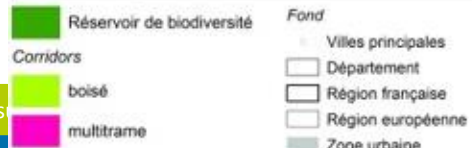
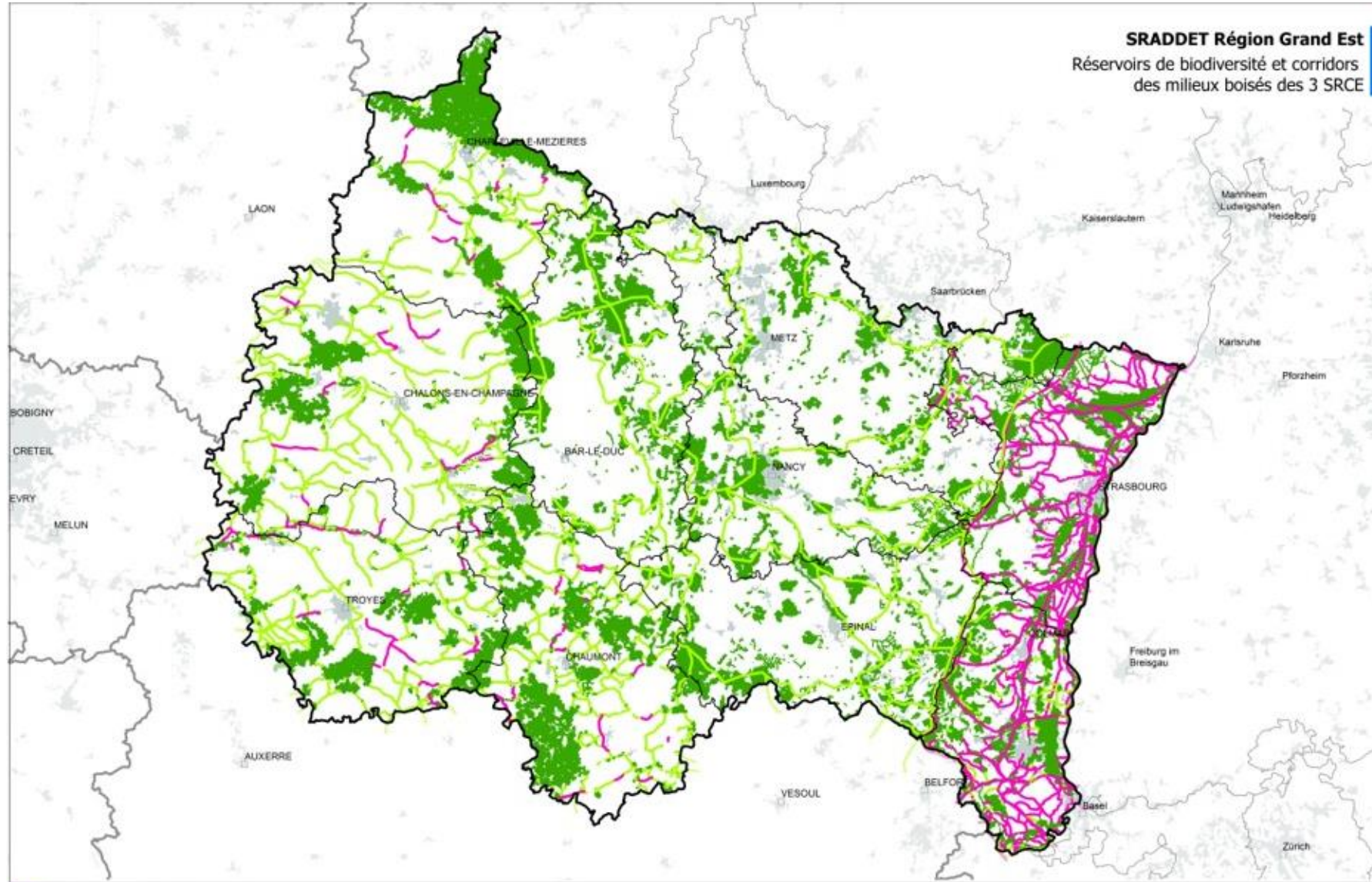
Ils subissent aujourd'hui plusieurs menaces - urbanisation, fragmentation, intensification de l'exploitation forestière, déséquilibre sylvo-cynégétique, pression des activités de loisirs...- qui ont pour conséquences de fragiliser leur qualité fonctionnelle et leur rôle dans les continuités écologiques.

La trame des milieux ouverts – pelouses, prairies, landes...- à restaurer et préserver

Associés aux milieux de nature plus ordinaire tels que les cultures ou les vergers, le réseau des milieux ouverts est un élément majeur dans le maintien de la richesse écologique régionale. Globalement bien représentés et encore fonctionnels, la disparition rapide des milieux ouverts à forts intérêt écologique implique un investissement quant à leur maintien voire restauration. La continuité écologique des milieux prairiaux dépend de l'importance des milieux connexes (complexité structurelle du paysage, micro-habitats) et de l'intensité des pratiques de gestion du monde agricole.

Les principaux corridors écologiques d'intérêt régional Grand Est de la sous-trame des milieux ouverts sont les grandes vallées (Meuse, Ill, Bruche, Moder, Zorn, Sarre, Meurthe, Moselle, Saône, etc.), l'arc humide champardennais, les versants (côtes de Meuse et de Moselle ; Piémont vosgien ; coteaux du Barrois) et les crêtes pré-ardennaises.

Les actions menées engagent de nombreux acteurs et outils comme les agriculteurs avec la mise en place de Mesures Agro-Environnementales (MAE) ou Territorialisées (MAEt), les collectivités territoriales via leur politique de protection, d'acquisition foncière et d'aménagement du territoire ou encore le secteur associatif avec le réseau des conservatoires d'espaces naturels.



Fond de carte : IGN Geofila 2015 / GEBCO 2013
Données : ©DREAL Grand Est
Réalisation : Région Grand Est / Juin 2017

La continuité écologique des milieux aquatiques et humides fortement altérée : un enjeu d'envergure européenne à les restaurer

L'artificialisation des cours d'eau est liée à l'endiguement, la rectification, le recalibrage... pour les besoins du développement urbain, de l'industrie ou de l'agriculture, de drainage ou de prélèvements (agricoles et industriels). Elle entraîne une perte des potentialités biologiques des cours d'eau et de la fonctionnalité alluviale nécessaire à la préservation des zones humides ; elle perturbe les déplacements des poissons migrateurs pour lesquels la Région a une forte responsabilité.

Les aménagements, ouvrages hydrauliques et plans d'eau implantés dans le lit des cours d'eau participent également à l'appauvrissement écologique des rivières (obstacles infranchissables pour les poissons et au transport des sédiments, perturbation des habitats).



Près de **15 000 obstacles à l'écoulement**

Ces obstacles fragmentent les 60 000 km de cours d'eau parcourant le Grand Est. Leur recensement s'améliore au fur et à mesure des inventaires et doit se poursuivre puis se traduire en programme d'action visant à les effacer⁴³.

Pour prioriser les interventions la réglementation a prévu deux dispositifs :

- Le classement des cours d'eau : les cours d'eau classés en liste 1 (5 400 km en Grand Est), sur lesquels tout nouvel aménagement est interdit et le renouvellement de l'existant subordonné à des prescriptions permettant d'assurer la continuité, et les cours d'eau en liste 2 (près de 7 700 km) où les propriétaires des ouvrages doivent mettre en place des mesures correctrices des impacts à la continuité écologique sur les ouvrages existants.
 - Au niveau régional 5 401 km de linéaire de cours d'eau sont classés en liste 1, 7 692 km en liste 2, et 9 909 km en liste 1 et/ou liste 2

- La désignation « d'ouvrages Grenelle », pour lesquels des études et travaux d'aménagements doivent être engagés en priorité pour les effacer.

Objectif majeur des Agences de l'eau et de l'ensemble des acteurs de l'eau, le travail sur ces obstacles est toutefois très difficile au regard des enjeux économiques de la petite hydroélectricité et des droits fonciers.

- Le taux de résorption des obstacles est encore faible par défaut de maîtres d'ouvrage volontaires ou du fait de la non acceptation de la disparition des seuils.

Afin d'encourager de telles initiatives, la Région associées aux 3 Agences de l'eau, a lancé de nombreux appel à manifestation (eaux souterraines, plan de désherbage, inondations...) visant à soutenir techniquement et financièrement les éventuels bénéficiaires.

Pour rappel, les cours d'eau régionaux accueillent des poissons migrateurs : aussi chaque grand bassin a mis en place un plan de gestion des poissons migrateurs (PlaGePoMi) qui définit notamment des axes migrateurs prioritaires sur lesquels des mesures doivent être déclinées à échéance 2021. Ils font progressivement l'objet d'aménagement de dispositifs de franchissement piscicole.

Les continuités dépendent aussi du maintien et de la restauration des annexes hydrauliques et des zones humides qui jouent un rôle clef dans le cycle de l'eau et les cycles de vie de nombreuses espèces. Le réseau important de zones humides de la Région Grand-Est induit des enjeux particuliers pour leur préservation et leur remise en état.

La préservation de la trame bleue est un enjeu majeur de la Région Grand Est, véritable château d'eau européen.

Les principaux corridors écologiques d'intérêt régional Grand Est de la sous-trame des milieux aquatiques sont la Meuse, le Rhin, la Moselle, la Meurthe, la Saône, la Seine, la Marne, l'Aube, l'Aisne, les autres cours d'eau alsaciens et lorrains (Ill, Bruche, Lauter, Moder, Zorn, Largue, Sarre, Madon, Mortagne, Vezouze, Seille, etc.).

⁴³ Enjeu cité dans note d'enjeux pour SRADDET Grand Est – DREAL 9/06/17

Une trame thermophile qui reste à identifier

L'enjeu pour garantir la prise en compte de ces milieux dans les mesures de protection et de gestion reste le besoin important de connaissance et la difficulté à modéliser des sites de petites surfaces. La région est concernée par 5 continuités d'échelle nationale.

- La Lorraine a intégré une trame thermophile aux trames réglementaires au SRCE avec la mise en valeur du bel ensemble des fronts de côte et buttes témoins avec le Xaintois.
- L'Alsace a décliné ce type de milieux en sous-trame de la trame des milieux ouverts et ainsi mis en avant la continuité de l'axe du couloir rhodanien vers le Nord de l'Allemagne en passant par la plaine alsacienne.
- La Champagne-Ardenne a identifié de grands secteurs à enjeu thermophile.

Les réservoirs de biodiversité de milieux thermophiles fonctionnent en petits réseaux limités dans l'espace, il est donc difficile de visualiser des corridors à l'échelle du Grand Est. On peut cependant identifier deux corridors traversant la Lorraine sur un axe nord-sud : les côtes de Meuse et de Moselle. En Champagne-Ardenne, les corridors de la cuesta d'Ile-de-France et des coteaux du Barrois ont été ressortis d'intérêt régional Grand Est ainsi que le corridor des crayeuses. Pour l'Alsace, la région a souhaité inscrire le Piémont vosgien comme corridor d'intérêt régional Grand Est

Des obstacles aux continuités récurrents : une prise en compte en amont dans les aménagements à améliorer

En plus des obstacles sur les cours d'eau déjà évoqués, les principaux obstacles aux continuités écologiques dans le Grand Est sont liés :

- Aux infrastructures linéaires de transport (routes et autoroutes, voies ferrées grillagées, canaux, lignes électriques, canaux etc.) ;
- à l'urbanisation (étalement urbain, nuisances associées) ;
- aux activités humaines pouvant altérer la qualité des milieux (agriculture intensive, exploitation de carrières, etc.) et engendrer du dérangement (fréquentation) ;
- de façon secondaire, des obstacles naturels (altitude, falaise, fleuve pour la petite faune terrestre, etc.).

Les principaux points noirs ou obstacles ont été identifiés au sein des SRCE. Toutefois, la connaissance sur la « franchissabilité » des infrastructures est très incomplète tant sur le rôle exact des passages (territoire d'espèces, axe de dissémination...) que sur la fonctionnalité actuelle des divers ouvrages agricoles ou hydrauliques.

Mais au-delà de l'effacement d'obstacles existants, il est indispensable d'anticiper, dans les aménagements futurs, les continuités à préserver et restaurer, afin de garantir la préservation et la restauration de la trame verte et bleue.

Des continuités qui reposent en partie sur la biodiversité ordinaire liée à des espaces agricoles, viticoles, forestiers ... dont les pratiques peuvent altérer leurs fonctionnalités

En complément de la préservation d'espaces remarquables, le maintien des espaces naturels de biodiversité plus ordinaire – notamment au sein d'espaces agricoles, sylvicoles, de carrières... - est indispensable au fonctionnement écologique global du territoire et à la préservation de l'ensemble des espèces. Ils constituent des zones relais entre ces espaces de plus grande valeur écologique et peuvent servir de corridor mais aussi d'espace refuge pour des espèces y effectuant tout ou partie de leur cycle biologique. Beaucoup d'espèces se sont adaptées à ces milieux plus ou moins fortement anthropisés et y trouvent des conditions favorables à leur développement : nombreux oiseaux (mésange, hirondelle, pouillot, fauvette, rougequeue, effraie des clochers, buse, faucon crécerelle, ...), chauves-souris, petits mammifères (hamster, hérisson,...), reptiles (lézard des murailles, ...), mais également tout un cortège d'insectes et de plantes messicoles. Certains milieux artificialisés (friches, bords de routes, carrières, etc.) peuvent comporter des espèces patrimoniales ou protégées.

Ainsi la préservation de ces espaces ordinaires fait partie intégrante des plans nationaux d'actions (PNA) pour les espèces, déjà cités. Ils sont pourtant particulièrement menacés par l'intensification des activités humaines, d'autant plus qu'ils ne bénéficient pas de mesures de protection. Leur maintien et la préservation de leur fonctionnalité écologique sont essentiels.

Plus de la moitié du territoire est agricole : les 49 000 exploitations se répartissent assez équitablement entre viticulture, production végétale et production animale.

La tendance, nationale comme régionale, d'une augmentation de la taille des parcelles, avec disparition des haies et bosquets, d'un assolement simplifié, de l'utilisation importante d'intrants, impacte fortement la biodiversité et ses fonctionnalités, alors que ces espaces sont nécessaires aux continuités écologiques.

Aussi, l'évolution des pratiques agricoles est un levier important de la restauration d'une trame verte et bleue. L'agriculture bio progresse d'ailleurs en Grand Est : +20% de conversion entre 2015 et 2016 pour atteindre une SAU en bio de 3,2% (pour une moyenne nationale de presque 5%)⁴⁴.

Des prairies en régression

Comme déjà évoqué, les prairies permanentes notamment ont fortement régressé.

Des pratiques viticoles en amélioration qui renforce les possibilités d'accueil de la biodiversité

2/3 des vignobles sont situés en Champagne-Ardenne et 1/3 en Alsace. Les tendances d'amélioration de la durabilité de la viticulture sont bénéfiques pour l'accueil de biodiversité dans ces espaces et la restauration de continuités écologiques. Bien qu'il présente dans l'ensemble une biodiversité relativement faible son implantation sur les coteaux favorise néanmoins la présence d'un cortège d'espèces inféodées aux milieux ouverts thermophiles : Lézard vert, insectes... Par ailleurs, certains micro-habitats (haies, murets en pierre sèche, anciens pierriers (meurgers), talus, fourrières, lisières...) au sein du vignoble peuvent abriter une faune et une flore spécifiques dans la mesure où une gestion moins intensive y est pratiquée.

Des grandes cultures qui font encore souvent obstacles aux continuités

Les grandes cultures, qui peuvent héberger une biodiversité plus ou moins importante et sont nécessaire à la circulation d'espèces provenant d'autres habitats n'ont pas encore trouvé les équilibres d'exploitation qui garantissent la

capacité d'accueil et la mobilité des espèces sauvages, malgré des actions ciblées en concertation avec chasseurs et agriculteurs.

A noter qu'en Alsace, certaines zones de grande culture sont favorables au grand hamster, espèce protégée et en danger, qu'on ne trouve nulle part ailleurs en France : son aire de répartition chute (présente sur 329 communes en 1972 contre 16 aujourd'hui) avec l'intensification des pratiques agricoles mais également la disparition de son habitat et sa fragmentation.

Des vergers en déclin mais des actions de revitalisation en cours

De nombreux vergers sont à l'abandon, avec un risque de non renouvellement, d'arasement ou de mise en culture, alors que ces espaces jouent un rôle de transition entre villages et espaces agricoles, utiles aux continuités écologiques. Les vergers de haute-tige, milieu semi-ouvert, est l'un des plus riches écosystèmes agricoles.

Conscient de l'intérêt patrimonial de ces milieux, des initiatives locales de revitalisation de l'arboriculture voient le jour (Opération Programmée d'Amélioration des Vergers (OPAV), projet « Dar dar »)

Des haies et bosquets à restaurer

Le remembrement, l'agriculture intensive et la diminution des prairies ont favorisé la régression des haies et bosquets accentuant la fragmentation des milieux naturels sur le territoire régional. Ces espaces abritent pourtant un cortège d'espèces ubiquistes des zones boisées, qui servent d'auxiliaires aux cultures. Ils sont également importants pour les oiseaux communs.

L'amélioration et la restauration des haies et bosquets requièrent la contribution des agriculteurs, tout en veillant à préserver la viabilité économique de leurs exploitations.

Une sylviculture encore souvent intensive qui peut amoindrir la biodiversité

Comme déjà évoqué, des pratiques sylvicoles évoluent de façon favorable à la biodiversité – allongement de la durée des régénérations naturelles, choix d'espèces adaptées, abandon de coupes rases.... Toutefois l'intensification de

⁴⁴ Source : Chambre d'agriculture du Grand Est

l'exploitation dans certaines forêts engendre parfois une substitution de feuillus par des résineux, la disparition de bois morts, le rajeunissement des peuplements, un déséquilibre sylvo-cynégétique, ...

La conciliation des « usages » au travers une gestion durable et multifonctionnelle est indispensable et doit notamment s'appuyer sur le maintien d'une mosaïque d'habitats intra-forestiers et leurs continuités, le maintien de forêts anciennes, d'arbres de gros diamètres, d'arbres morts...

D'autres activités humaines impactent les continuités

Des activités d'extraction ont conduit à la production de nouveaux milieux naturels

L'activité d'extraction dans le Grand Est a conduit à la production de milieux naturels dits secondaires qui peuvent présenter un certain intérêt écologique et constituer des refuges pour des espèces « pionnières » ou encore des habitats alluviaux pionniers de substitution.

Les évolutions réglementaires incitent plus clairement à la prise en compte des continuités écologiques dans les nouveaux projets de carrière et motivent fortement à la restauration à vocation écologique des carrières et gravières en fin d'exploitation : Les impacts environnementaux de l'exploitation du sous-sol, notamment sur les milieux naturels, seront bientôt encadrés par un schéma régional des carrières (cf. chapitre « maîtrise de la demande en ressources minérales... »)

Un développement de l'éolien à bien articuler avec les axes migratoires européens d'oiseaux

Le Grand Est est la première région éolienne et présente un dynamisme et un potentiel important. Mais le développement de cette énergie renouvelable peut impacter la biodiversité, directement – destruction d'habitats, collisions mortelles d'oiseaux - ou indirectement avec la rupture d'axes migratoires. La Région est en effet un axe migratoire majeure aux échelles nationale et européenne.

L'articulation entre le développement de l'éolien et la préservation de ces axes migratoires est donc un enjeu majeur dans le Grand est

Des activités de tourisme et de loisirs dont les impacts doivent être maîtrisés

Le Grand Est a su développer et mettre en avant un tourisme vert reposant sur un patrimoine exceptionnel : randonnée, ski, vélo... Mais certains sites sont victimes de leur succès et souffrent parfois d'une fréquentation dense et anarchique (route des crêtes, massif vosgiens, grands lacs...) qui impacte les milieux naturels et les espèces présentes.

Pourtant, le développement du tourisme et des loisirs peut engendrer des impacts positifs : à titre d'exemple, le développement et traitement des trames douces peut accompagner et compléter des corridors écologiques déficitaires ou interrompus. Il peut également être l'occasion de développer une sensibilisation à la biodiversité et sa préservation.

Une nature en ville qui assure de multiples fonctions et joue un rôle de plus en plus important dans l'adaptation au changement climatique

La nature en ville peut contribuer à restaurer des continuités écologiques en milieu urbanisé. En effet, espaces verts, parcs... jouent un rôle important pour l'accueil d'une biodiversité dite ordinaire. Leur rôle est complété par des espaces péri-urbains, artificialisés (friches industrielles, terrains militaires abandonnés, bords de routes, décharges, zones d'activités...).

Par ailleurs, les franges urbaines, le plus souvent agricoles, jouent un rôle de continuité entre les cœurs de villes et la nature environnante. Elles sont pourtant victimes de l'étalement urbain. Le concept d'armature verte et bleue urbaine émerge rapidement dans les grandes agglomérations mais le concept est peu répandu pour les villes de moindre taille.

La nature en ville joue par ailleurs plusieurs autres rôles essentiels en termes d'aménités et de cadre de vie, de cycle de l'eau ou de régulation thermique. Ces rôles vont devenir de plus en plus importants dans le cadre d'un changement climatique qui risque d'occasionner plus d'épisodes caniculaires et augmenter le phénomène d'îlots de chaleur urbaine.

Des continuités essentielles pour le déplacement des espèces dans le cadre de leur adaptation au changement climatique

Les impacts potentiels du changement climatique

En région Grand Est, des études sur les effets des changements climatiques prévoient à l'horizon 2030 : une élévation de la température moyenne comprise entre 2 et 5°C, une augmentation de la fréquence des vagues de chaleur et des canicules, une baisse du nombre de jours de gel (un jour perdu tous les 2 ans) et d'enneigement en moyenne montagne, une pluviométrie modifiée avec des écarts saisonniers plus importants entraînant à la fois des risques d'inondation plus forts et des épisodes de sécheresse plus intenses, des phénomènes de pluies intenses et des étiajes plus sévères en raison d'une forte évaporation⁴⁵.

- L'évolution des précipitations sera modérée à horizon 2030, mais les écarts se creuseront de plus en plus aux horizons 2050 puis 2080, en particulier au sud du territoire ; une baisse de la moyenne annuelle des précipitations comprise entre 5 % et 15 % est à prévoir.
- A l'horizon 2030, une importante part du territoire vivra en état de sécheresse de manière plus importante qu'aujourd'hui (15 à 30 % du temps). Cette tendance s'accroîtra tout au long du XXI^{ème} siècle pour atteindre un état de sécheresse entre 60 et 80 % du temps à l'horizon 2080.

Les changements climatiques et les besoins de déplacement des espèces liés à la remontée des températures (vers le nord mais également en altitude) rendent d'autant plus nécessaire le bon état des continuités entre réservoirs de biodiversité.

Ces modifications⁴⁶ des aires de répartition des espèces (ex. remontée des forêts en altitude dans les Vosges) pourront engendrer des disparitions de certaines espèces du climat boréal et tempéré (lynx, épicéa, sapin) ou au contraire l'apparition ou la prolifération d'autres espèces, parfois invasives (insectes ravageurs, frelon asiatique, ambroisie, jussie...).

Les zones humides, tourbières en particulier, risquent de se dégrader sous l'effet de plus fréquentes, plus intenses et plus longues sécheresses.

Les forêts quant à elles, devraient d'abord bénéficier d'une augmentation de leur biomasse (car plus de soleil et baisse du nombre de jours de gel) pour ensuite voir leur productivité baisser, en raison d'un stress hydrique aggravé et de phénomènes climatiques extrêmes accentués (tempêtes voire incendies). Certaines essences pourraient disparaître (le pin sylvestre notamment, dont la régression est déjà engagée sur le piémont des Vosges), des insectes comme la chenille processionnaire du pin pourraient étendre leur aire vers le nord et en altitude et y occasionner des dégâts.

Par ailleurs, les changements climatiques pourraient engendrer des modifications des stades phénologiques aux impacts environnementaux :

- Évolution des périodes de migration, nidification, reproduction
- Avancée des floraisons, débourrement, dormance
- Allongement des cycles végétatifs
- Risque d'asynchronie entre espèces interdépendantes (entre plantes en floraison et insectes pollinisateurs, entre proies et prédateurs)

⁴⁵ Extrait de la note d'enjeux pour le SRADDET de la DREAL – 9/06/2017

⁴⁶ Source : diagnostic CAE

5.4. Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval

Les données proviennent du diagnostic eau du SRADET, sauf mention contraire.

Une région château d'eau

La fonction de tête de bassins (40 millions d'habitants en aval du Rhin et de la Meuse, participation à l'alimentation en eau potable de l'Île-de-France)⁴⁷ confère au Grand Est un rôle de château d'eau et donc une responsabilité particulière envers les autres territoires dans un principe de solidarité amont-aval.

La région est couverte par 3 grands bassins hydrogéographiques :

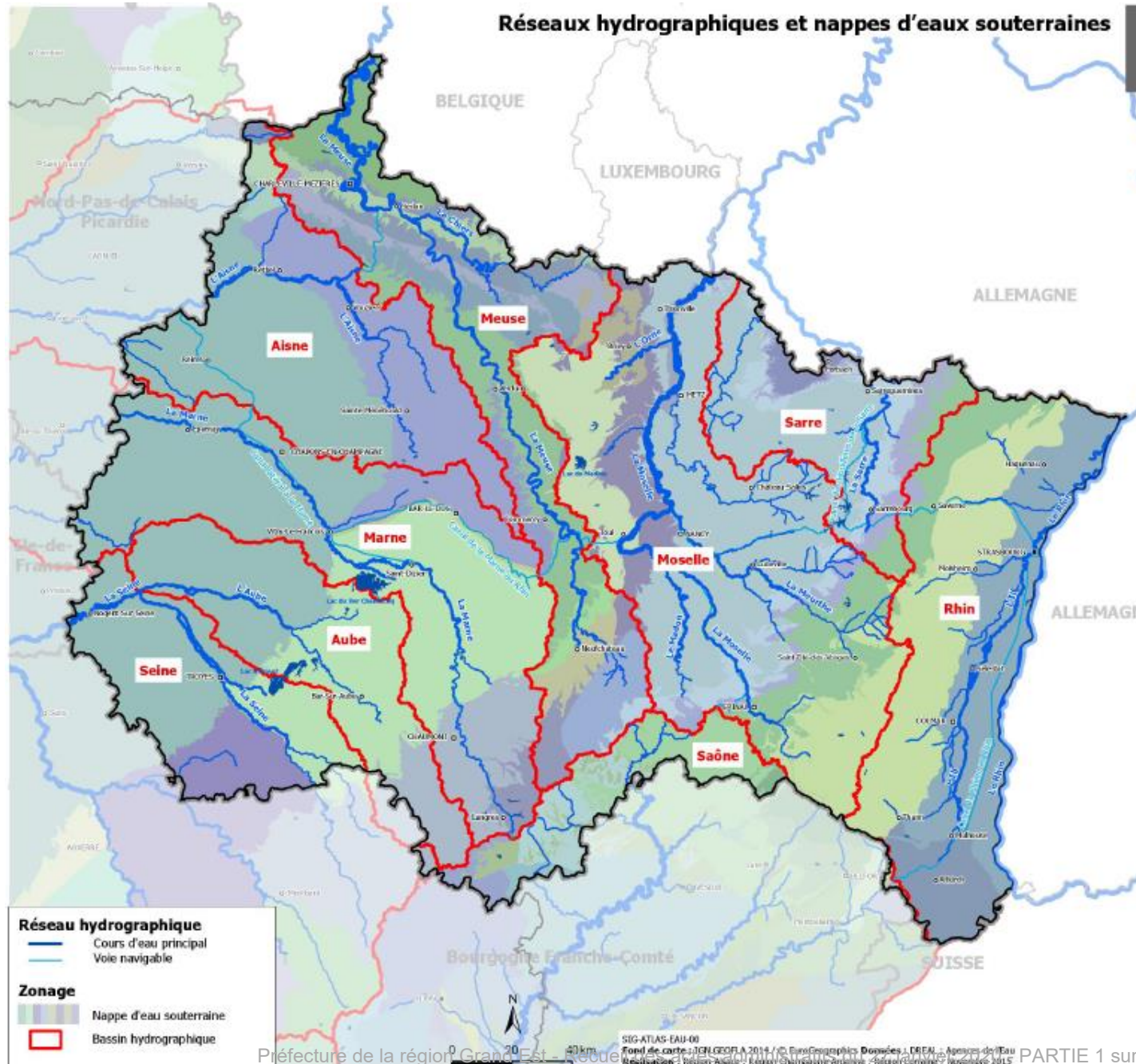
- Rhin-Meuse (Rhin, Meuse, Moselle...) couvre 55 % du territoire
- Seine-Normandie (Seine, Marne, Aube, Aisne...) couvre 41 % du territoire
- Rhône-Méditerranée (Saône...) couvre 4 % du territoire



■ La région Grand Est et ses grands bassins versants (source : atlas cartographique de la région Grand Est)

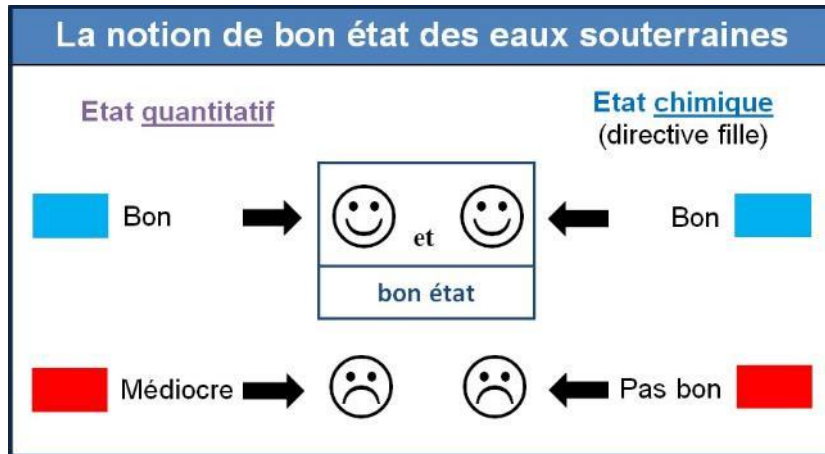
⁴⁷ Source : Contribution de l'Etat à la stratégie du SRADET Grand Est – juillet 2017

Réseaux hydrographiques et nappes d'eaux souterraines



5.4.1. Restauration d'un bon état des eaux souterraines notamment pour une alimentation en eau potable

Pour mémoire, l'état des eaux souterraines est caractérisé par deux indicateurs : l'état quantitatif et l'état chimique.



Des masses d'eau souterraines globalement en bon état quantitatif mais la situation pourrait légèrement se détériorer

 **97%** des masses d'eau souterraines en bon état quantitatif

Des ressources aquifères abondantes et globalement en bon état quantitatif

La région Grand Est est dotée de ressources aquifères abondantes et bien réparties sur le territoire dont quelques nappes particulièrement importantes pour l'alimentation en eau potable.

Toutes les masses d'eau sont en bon état quantitatif sauf deux : la nappe du Sénonais et du pays d'Orthe (forte hausse des prélèvements pour l'irrigation et l'eau potable, risque de non atteinte de l'objectif quantitatif en 2021) et la nappe du Grès vosgien dans sa partie dite « captive non minéralisée ». La nappe de la craie champenoise actuellement en bon état pourrait voir sa situation se dégrader et ne pas atteindre le bon état quantitatif en 2021.

- La nappe alluviale rhénane (dite nappe d'Alsace sur sa partie française –35 milliards m³⁴⁸) plus grande réserve d'eau douce d'Europe, représente 76 % des besoins en eau potable de la région alsacienne. Elle est en bon état quantitatif.
- La nappe des grès du trias inférieur (GTI - communément appelée nappe des grès Vosgiens), plus grand réservoir d'eau souterraine de Lorraine (180 milliards de m³ d'eau douce exploitable pour l'eau potable), présente régulièrement un déficit entre production et consommation, dans sa partie sud (dite « captive non minéralisée »), liée à sa recharge lente et limitée dans un contexte de surexploitation (alimentation en eau potable, industrielle, mise en bouteille) mais la situation se stabilise. Elle est classée en mauvais état quantitatif dans sa partie captive non minéralisée. Elle a été inscrite comme zone de répartition des eaux (ZRE) par le préfet coordonnateur de bassin, marquant l'insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins : cette inscription permet à l'Etat d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.
- La nappe de la craie champenoise, aquifère majeur au niveau européen et le plus important au niveau Champagne-Ardenne (entre 10 et 15 milliards de mètres cubes⁴⁹) est intensément exploitée pour l'alimentation en eau potable, l'industrie et l'irrigation. Elle est en bon état quantitatif mais en risque de non atteinte de l'objectif quantitatif en 2021 (importants prélèvements et faibles recharges, la baisse des consommations pour l'eau potable est « effacée » par la hausse de l'irrigation, la situation risque d'empirer avec le changement climatique).
- Les nappes alluviales de la Moselle et de la Meuse, avec des volumes estimés respectivement à 500 millions et 100 millions de mètres cubes, sont des

⁴⁸ Source : APRONA

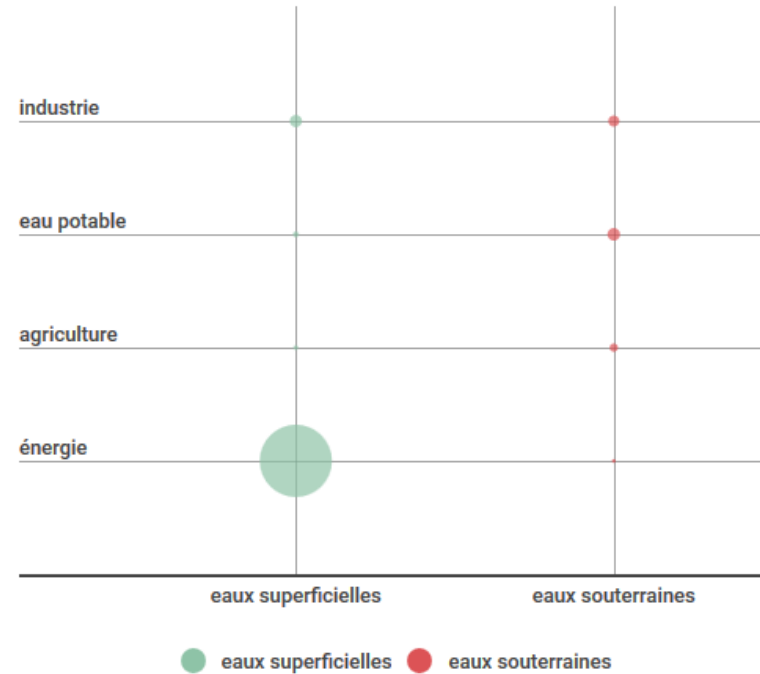
⁴⁹ source : AESN

nappes très exploitées, du fait principalement de leur accessibilité aisée compte tenu de la faible profondeur du niveau d'eau.

- La nappe des calcaires du Dogger, réserve d'eau souterraine de Lorraine (4 milliards m³), qui a subi d'importants bouleversements lors des phases d'exploitation (exhaures minières c'est-à-dire d'évacuation des eaux d'infiltration hors d'une mine ou d'une carrière, par canalisation et pompage) au niveau du bassin ferrifère lorrain. Les territoires concernés par ces déséquilibres sont couverts par le SAGE du bassin ferrifère.
- La nappe souterraine profonde et captive des formations sableuses de l'Albien-Néocomien, qui couvre les deux tiers du Bassin parisien et contient d'importantes réserves d'eau de bonne qualité, mais dont le renouvellement est très faible (temps de séjour moyen de plusieurs milliers d'années) en fait une ressource non renouvelable à l'échelle humaine. Peu exploitable à fort débit de manière permanente, elle présente un intérêt stratégique majeur pour une exploitation temporaire en cas de pollution totale des autres ressources pour l'alimentation en eau potable de l'Île-de-France et des régions limitrophes, et fait donc l'objet d'une gestion spécifique.

Des eaux souterraines indispensables à l'alimentation en eau potable, mais également à l'industrie et l'agriculture

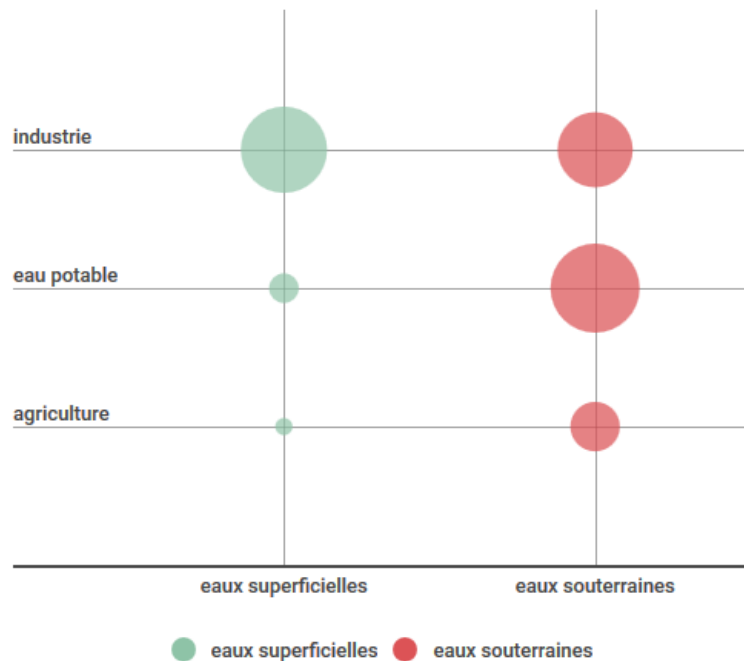
Les consommations d'eau en Grand est sont principalement liées au secteur de l'énergie, qui prélève essentiellement dans les eaux superficielles, mais restitue la majeure partie dans le milieu naturel.



Consommations d'eau par secteur (source : Banque Nationale des Prélèvements quantitatifs en Eau, 2013)

Hors secteur de l'énergie, les principales consommations sont effectuées par l'industrie, en eaux superficielles (environ 370 millions de m³) et souterraines (environ 280 millions de m³) et pour l'alimentation en eau potable dans les eaux souterraines (près de 400 millions de m³). Le bon état des masses d'eau souterraines est donc vital pour l'alimentation en eau potable en Grand Est.

- Les eaux souterraines fournissent 90 % des prélèvements en eau potable et en irrigation. L'alimentation en eau potable en eau superficielle est limitée aux secteurs vosgiens pauvres en eau souterraine et aux agglomérations de Metz (utilisation du réservoir de Madine) et Nancy (à partir de la Moselle) qui sont des exceptions notables.



Consommations d'eau par secteur, hors énergie (Banque Nationale des Prélèvements quantitatifs en Eau, 2013)

⁵⁰ In diagnostic eau du Sradet ; source données : DREAL

Des consommations pour l'alimentation en eau potable en baisse et fluctuantes pour l'irrigation, des conflits d'usage qui pourraient s'accroître dans le futur

Dans la région Grand Est les prélèvements pour l'eau potable sont globalement en baisse depuis les années 90 bien que la population ait augmenté. Cette diminution est due à l'amélioration des réseaux d'adduction et la résorption des fuites, mais également l'utilisation accrue d'appareils électroménagers plus économes en eau et la sensibilisation des usagers aux économies d'eau, amplifiée par une hausse du prix facturé à l'usager. La demande en eau des ménages devrait diminuer sur le district Meuse et Moselle-Sarre du fait de la baisse de la population.

Le niveau des prélèvements agricoles pour l'irrigation est faible (10 % du total des prélèvements de la Région Grand Est, hors énergie) et varie avec les conditions climatiques. La nappe d'Alsace est la plus sollicitée (culture du maïs) : les volumes prélevés pour l'irrigation dans le secteur du Rhin supérieur ont connu une forte augmentation en 2008 et 2009 pour ensuite revenir au niveau de 2006. Bien que minoritaires sur la totalité de l'année, les prélèvements agricoles se concentrent lors de la période critique d'étiage, ce qui accroît leur impact. Le changement climatique pourrait accentuer cette tendance.

Des eaux souterraines vulnérables et dégradées, en particulier dans les 3 nappes les plus importantes pour l'alimentation en eau potable

Un mauvais état des eaux souterraines qui se pérennise



70% des masses d'eau souterraines en état chimique médiocre

40 masses d'eau souterraines (sur 58) sont en état chimique médiocre⁵⁰, dégradées par des nitrates et pesticides essentiellement, une situation pire qu'au niveau national (33 % en France d'après la synthèse EauFrance de 2015). La situation n'évolue pas depuis 10 ans, dans le Grand Est comme ailleurs en France.

- Les principales masses d'eau concernées sont la nappe du plateau lorrain, la nappe d'Alsace, et la nappe de la craie champenoise.
- D'autres masses d'eau sont concernées par des pollutions aux chlorures et aux sulfates : Bassin ferrifère (sulfates), nappe d'Alsace (Chlorures), alluvions de la Moselle (Chlorures).

Les 3 nappes les plus stratégiques en état chimique médiocre voire mauvais état quantitatif, une situation qui stagne

Les 3 nappes les plus importantes pour l'alimentation en eau potable sont en état chimique médiocre et parfois en mauvais état quantitatif.

- La nappe d'Alsace est en médiocre état chimique : la faible profondeur et les composantes de son "toit" la rendent particulièrement sensible et vulnérable aux pollutions diffuses ou ponctuelles, d'origines industrielle, agricole ou domestique. Cette vulnérabilité est accentuée par les fortes relations qui existent entre la nappe et les cours d'eau. Sa localisation dans une zone densément peuplée et fortement exploitée - activités industrielles et agricoles importantes - lui confère une importance stratégique, sa gestion nécessitant de plus une approche transfrontalière. Pour mémoire elle est en bon état quantitatif.
- La nappe des grès Vosgiens (GTI), affleurante, est très vulnérable et classée en état chimique médiocre : largement protégée par un couvert forestier, elle est plus localement altérée, dans certains secteurs du bassin houiller, par des activités industrielles⁵¹, les activités passées d'extraction du charbon, agricoles (nitrates) ou urbaines. Pour mémoire elle est en mauvais état quantitatif dans sa partie sud.
- La nappe de la craie champenoise : 70% de sa superficie⁵² à l'affleurement est occupée par des activités agricoles ; depuis de nombreuses années, dans les eaux brutes, les teneurs moyennes en nitrates sont en augmentation régulière et les produits phytosanitaires contaminent faiblement mais largement les captages⁵³. Elle est donc classée en état chimique médiocre. Pour mémoire elle est en bon état quantitatif mais en risque de non atteinte de l'objectif quantitatif en 2021.

⁵¹ Sulfates des terrils de schistes, chlorures des bassins de décantation utilisant des exhaures minières minéralisées, plate-forme chimique)

L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux souterraines

La carte suivante montre que pour une grande partie des masses d'eau souterraines, l'objectif de bon état a été reporté à 2027.

⁵² Source : PRSE 3

⁵³ <http://sigessn.brgm.fr/spip.php?article286#6>

Objectifs de reconquête de la qualité des eaux superficielles et souterraines



La protection de la ressource doit gagner en efficacité

La protection des captages pour l'alimentation en eau potable progresse

On recense plus de 5300 captages en Grand Est qui disposent en majorité d'un périmètre de protection.

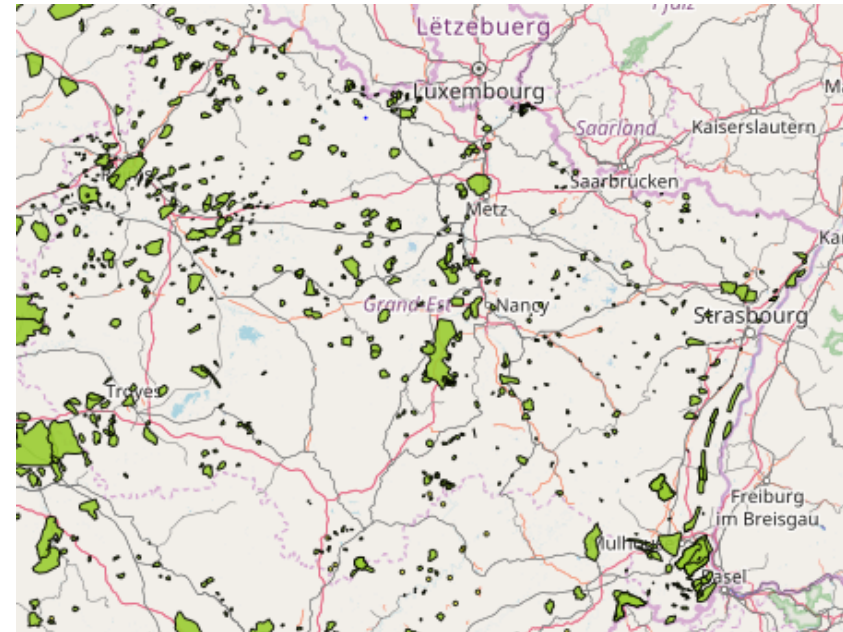


84% des captages en eau potable bénéficient d'un **périmètre de protection**

Depuis 2012⁵⁴, une priorisation des captages à protéger a été mise en place en fonction des critères sanitaires et de vulnérabilité des ressources. Ainsi, en Grand Est, en un peu plus de quatre ans, plus de 300 captages ont été protégés dont 100 prioritaires. A l'inverse quelques captages, difficiles à protéger ou trop pollués, ont dû être abandonnés.

Cependant, certains secteurs à enjeux (cf. carte des enjeux autour des captages d'eau potable) restent soumis à forte pression et/ou ne sont pas encore à un niveau de protection des captages suffisants : les départements de la Meuse et de la Haute Marne, où le niveau de protection des captages est inférieur à 70 %, les zones agricoles de la plaine champenoise et de la plaine d'Alsace.

Pour protéger la ressource, notamment dans ces secteurs de captages prioritaires, l'approche par aire d'alimentation de captages est un complément indispensable aux périmètres de protection.

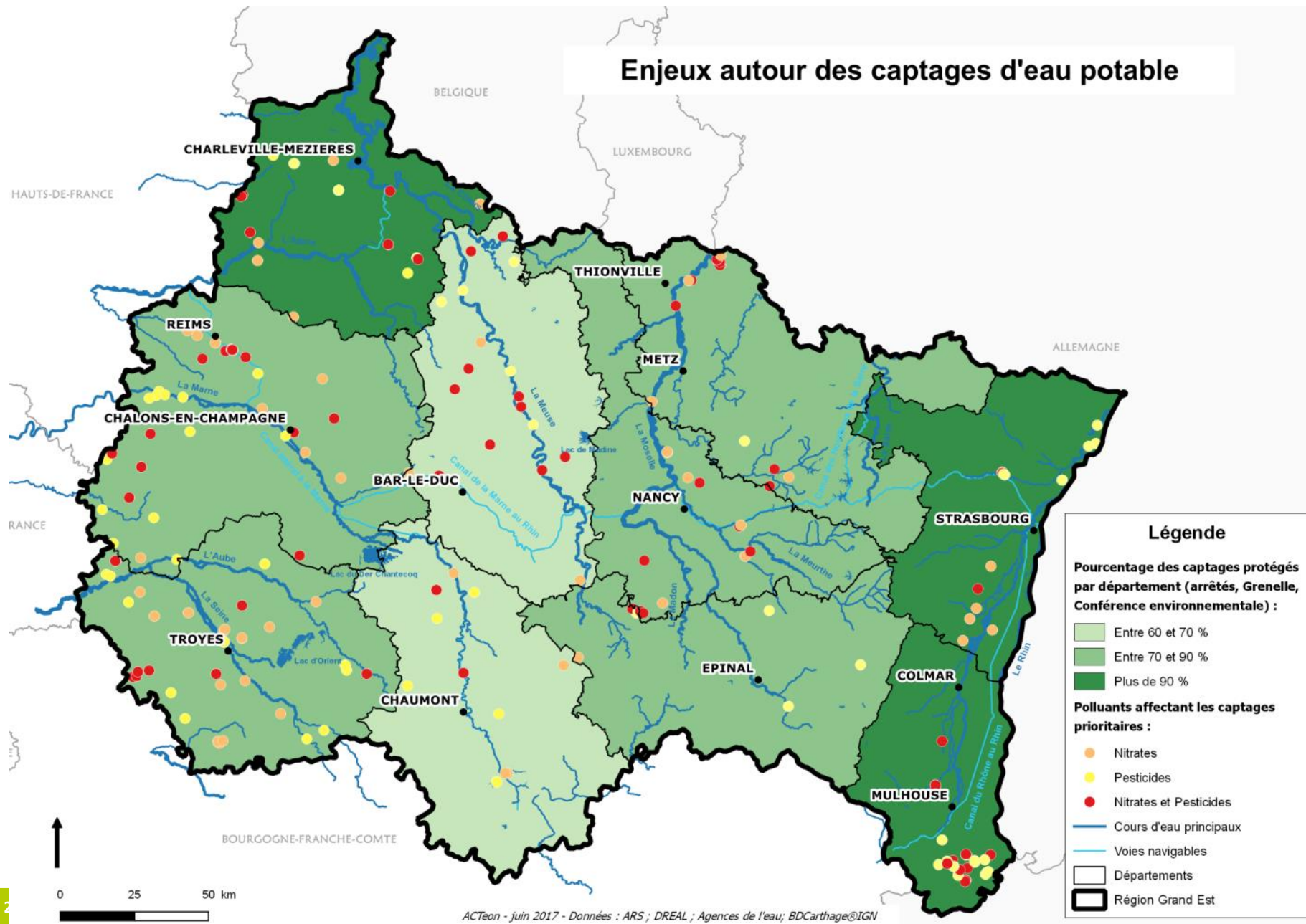


Aires d'alimentation de captage⁵⁵

⁵⁴ Extrait diagnostic eau SRADET

⁵⁵ <https://aires-captages.fr/aires-alimentation-captages/carte-des-aac>

Enjeux autour des captages d'eau potable



Des actions pour protéger les nappes des pollutions diffuses qui n'ont pas permis de rétablir une bonne qualité de l'eau

Les 3 nappes stratégiques font l'objet d'une attention particulière en termes de connaissance, de suivi et de plan d'actions pour restaurer leur qualité

- La préservation de la nappe phréatique rhénane est un des axes majeurs du SAGE III-nappe-Rhin avec comme objectif de permettre partout, au plus tard d'ici 2025, une alimentation en eau potable sans traitement. Par ailleurs, l'association pour la protection de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace (APRONA), créée à l'initiative de l'ex-région Alsace, de l'Agence de l'eau, des Départements et de l'Etat assure un suivi permanent des volumes d'eau prélevés (afin de vérifier qu'ils n'excèdent pas les apports naturels d'eau à la nappe) et un suivi tous les 6 ans environ de la qualité globale de la nappe via un diagnostic réalisé sur un réseau de plus de 700 points de mesures. Elle a également pour mission de proposer des mesures pour la préservation voire la reconquête de la qualité des eaux.
- La partie sud de la nappe des grès vosgiens est couverte par un SAGE. Le CESER préconise de mettre en place un observatoire similaire à l'APRONA pour surveiller son état qualitatif et quantitatif.
- La nappe de la craie champenoise : réflexion en cours dans le cadre du SDAGE Seine-Normandie sur l'amélioration de la connaissance locale sur l'ensemble des bassins versants crayeux.

Plus généralement, toutes les mesures visant à diminuer les pollutions diffuses contribuent à protéger les ressources en eau, notamment souterraines : mesures agroenvironnementales, plan écophyto, programme nitrate...

- En application de la politique agricole commune (PAC), la France a mis en place des mesures agro-environnementales, en particulier dans les zones de captages servant à produire de l'eau potable, pour tenter de protéger les ressources en eau. Ces mesures appellent à modifier les pratiques culturales, encourageant la conversion à l'agriculture biologique, la remise en herbe, les cultures intermédiaires pièges à nitrates, etc. Mais l'efficacité de ces mesures

est limitée par la qualité d'animation du dispositif et des difficultés d'ordres socio-économiques et technico-administratives.

En complément, il est nécessaire de soutenir le développement socio-économique de filières agricoles peu ou pas consommatrices d'intrants et respectueuses des ressources en eau, enjeu qui dépasse le strict cadre de la politique de l'eau.

Une eau distribuée de bonne qualité grâce à des traitements importants

Les eaux brutes de la ressource étant souvent de qualité médiocre, elles nécessitent des traitements importants en vue de leur distribution : l'eau distribuée est in fine de bonne qualité, des non-conformités étant encore repérées dans certaines zones (notamment en Haute-Marne, et en Meuse).

En 2015, 98 % de la population du Grand Est a été desservie par une eau d'excellente ou de bonne qualité bactériologique⁵⁶.

- La qualité bactériologique des eaux, dont la dégradation peut être liée à la vulnérabilité des aquifères, aux activités à proximité des captages d'eau, à l'état des installations de production et de distribution d'eau ou encore aux méthodes de désinfection, reste une priorité en Grand Est.

En 2015, près de 97 % de la population du Grand Est a été desservie par une eau dont la teneur maximale en pesticides a été conforme à la limite de qualité et plus de 99 % de la population par une eau dont la teneur moyenne en nitrates a été conforme à la limite de qualité.

Le changement climatique pourrait engendrer un abaissement des nappes souterraines et une détérioration de la qualité de l'eau

En lien avec les eaux superficielles, les situations d'étiages et températures surélevées de l'eau, qui risquent de s'accroître avec le changement climatique là où elles sont déjà présentes, pourraient impacter les nappes souterraines : abaissement de leur niveau, détérioration de leur qualité, occasionnant des restrictions de la production d'eau potable.

⁵⁶ Source : PRSE 3

5.4.2. Reconquête de la qualité des eaux de surface pour améliorer la fonctionnalité des milieux aquatiques

Le Grand Est, tête de bassin de grands cours d'eaux nationaux et internationaux

La Région est en tête de deux grands bassins hydrographiques majeurs alimentant de grands fleuves nationaux ou européens (la Seine, la Meuse et le Rhin). Les Vosges et le plateau de Langres abritent les sources de fleuves et de cours d'eau importants (Seine, Marne, Meuse, Moselle) qui sillonnent le territoire en aval. Le Rhin, quant à lui, borde la région au cœur d'une vallée alluviale riche en milieux remarquables.

A l'est, les réseaux hydrographiques du Rhin et de la Meuse irriguent le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas notamment. A l'ouest, le réseau hydrographique de la Seine (Seine, Marne, Aube, Aisne) irrigue l'ensemble de la région parisienne avec des enjeux forts de prévention des inondations et de soutien à l'étiage en secteur très peuplé. Ces enjeux ont mené à la création de quatre grands lacs-réservoirs artificiels dont trois en Champagne (lac du Der-Chantecoq ou « lac-réservoir Marne », lac d'Orient ou « lac-réservoir Seine », lacs Amance et du Temple ou « lac-réservoir Aube »)⁵⁷. Ces lacs concourent également à la protection contre les inondations et le soutien à l'étiage pour les territoires du Grand Est immédiatement en aval des ouvrages.

Une majeure partie des eaux superficielles en mauvais état mais de réels progrès

Un réseau de surveillance des cours d'eau en progrès, mais qui reste à compléter et à harmoniser pour couvrir tout le territoire et plus de paramètres chimiques

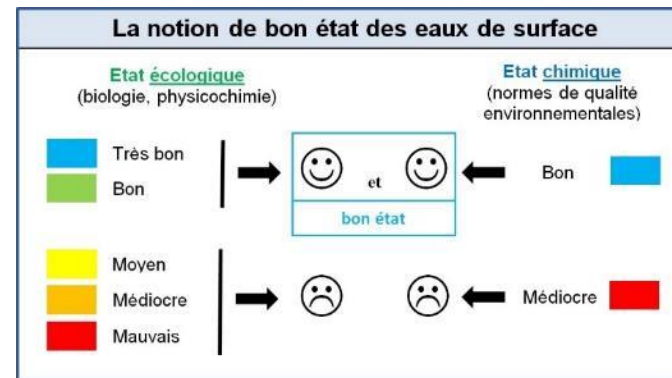
La compilation des données d'états des lieux des SDAGE Rhin Meuse, Seine Normandie et Rhône Méditerranée révèle un enjeu de méthode et de niveau de

⁵⁷ Source : extrait de la note d'enjeux pour le SRADET – DREAL 9/06/2017

⁵⁸ Donnée extraite du diagnostic eau réalisé dans le cadre du SRADET – source : SDAGE ; Le site EauFrance définit l'état écologique d'une masse d'eau de surface comme la résultante de «

surveillance de la qualité chimique des masses d'eau de surface : selon les bassins 50 % à 70 % des masses d'eau de surface ne font pas l'objet d'une surveillance directe de leur état chimique. Mais cette surveillance progresse.

Pour mémoire, l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface résulte du croisement entre l'état chimique (défini sur la base des concentrations d'une quarantaine de substances chimiques dangereuses ou prioritaires) et l'état écologique (évalué à partir de paramètres relatifs à la biologie, l'hydromorphologie, la physico-chimie soutenant les éléments biologiques). Pour les masses d'eau fortement modifiées ou artificielles, on n'évalue pas l'état écologique mais le potentiel écologique.



Une partie des cours d'eau en mauvais état écologique mais une situation qui s'améliore



32% des masses d'eau superficielles en

bon ou très bon état écologique⁵⁸

l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés à cette masse d'eau. Il est déterminé à l'aide d'éléments de qualité biologiques (espèces végétales et animales), hydromorphologiques et physico-chimiques, appréciés par des indicateurs (par exemple les indices invertébrés ou poissons en cours d'eau). »

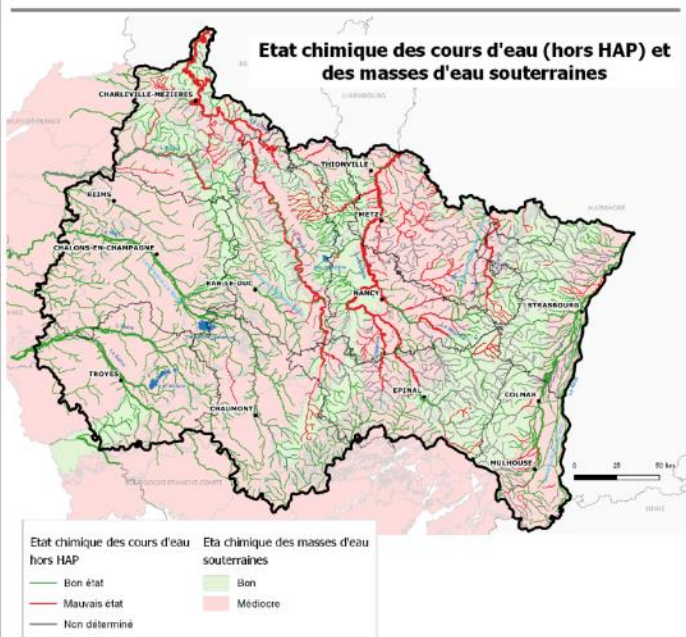
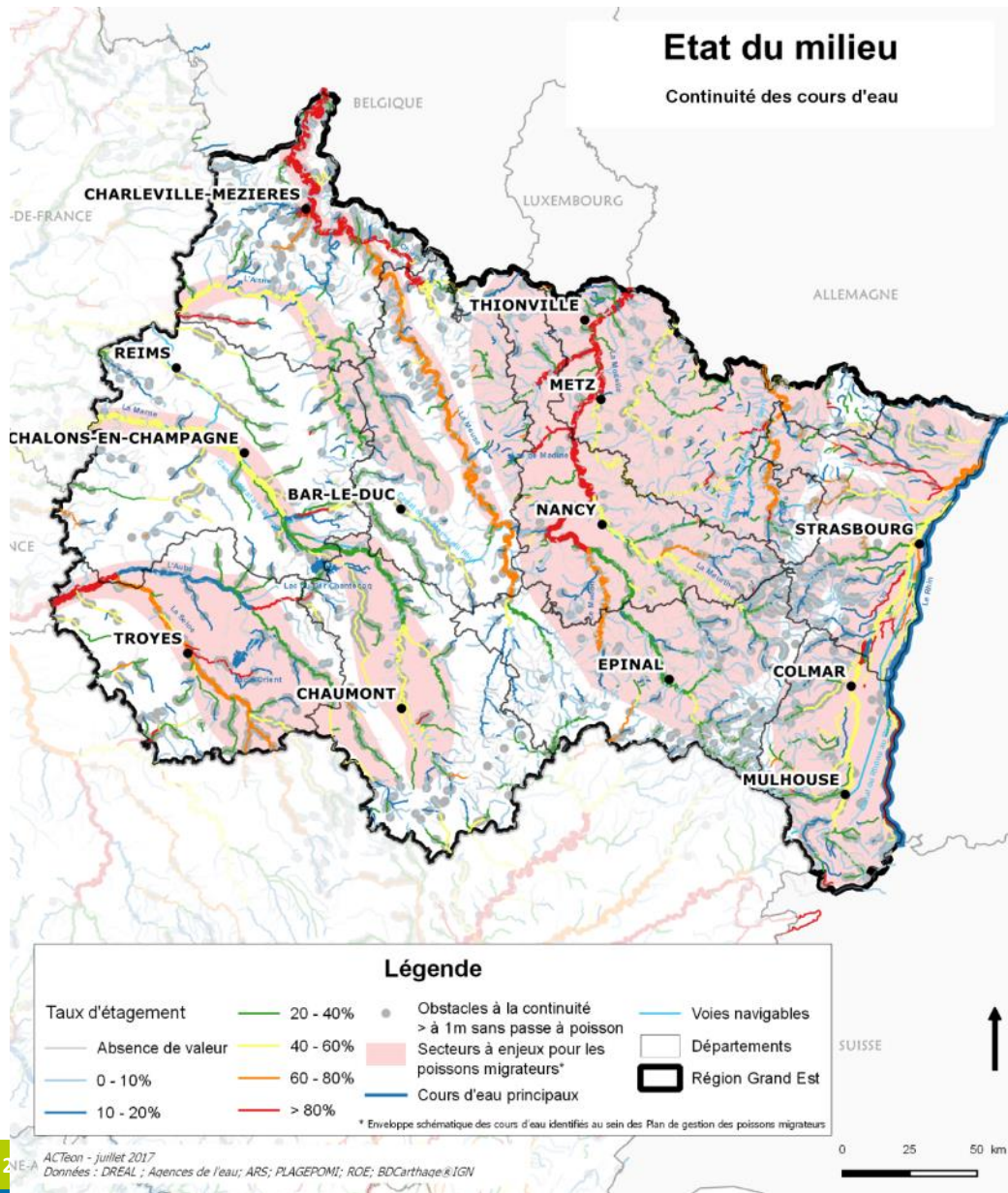
L'état écologique des cours d'eau est contrasté entre les bassins hydrographiques mais fait apparaître de nombreux cours d'eau en mauvais état : plus d'un quart des masses d'eau superficielles sur la partie du bassin Rhin-Meuse est en mauvais état écologique, 14% sur le bassin Seine Normandie (et respectivement 53% et 35% en état moyen). Un manque de connaissance pour les cours d'eau du bassin Rhône-méditerranée⁵⁹.

Pour le bassin Rhin Meuse, les paramètres déclassants sont presque autant les paramètres biologiques (52 % des masses d'eau sont classées en état moyen, mauvais ou médiocre) que les paramètres physico-chimiques généraux (47 % des masses d'eau sont également classées en état moyen, mauvais ou médiocre pour ces paramètres). Même s'ils dépassent globalement peu les seuils réglementaires (souvent encore mal adaptés compte-tenu du manque de connaissances), les pesticides sont très présents dans les cours d'eau du bassin Rhin-Meuse.

- 35% des points de surveillance présentent au moins un pesticide en concentration excessive. Les indicateurs de suivi dans les eaux ne montrent aucune baisse de leur présence.

Sur le bassin Seine Normandie (dans sa totalité), la pollution des cours d'eau est globalement en réduction, comme pour la majorité des cours d'eau français. Le bon état écologique des masses d'eau est passé de 23 % en 2009 à 39 % en 2015. Sur le bassin Rhin-Meuse la situation stagne. Le manque de connaissance pour les cours d'eau situés sur le bassin Rhône Méditerranée Corse ne permet pas donner une tendance.

⁵⁹ 69 % des 39 masses d'eau de surface du bassin Rhône-Méditerranée situées sur la Région Grand Est n'ont pas fait l'objet d'une évaluation.



Des pollutions d'origine urbaine en recul, mais une stagnation des pollutions d'origine rurale et des pollutions émergents inquiétantes

La pollution à l'ammonium, indicateur particulièrement significatif de la pollution urbaine et industrielle, a été réduit de moitié en 20 ans. Le phosphore a été réduit des deux tiers, même s'il reste au-dessus du seuil de bon état.

La diminution de la pollution est plus importante en secteur urbain qu'en secteur rural. En secteur rural la situation stagne depuis les années 2000, notamment pour les nitrates.

Par ailleurs la capacité de dilution des cours d'eau pourrait diminuer avec les effets du changement climatique (pluviométrie moins importante, étiage plus marqué, augmentation des prélèvements).

Des altérations hydromorphologiques substantielles

Plus de la moitié des cours d'eau présentent des pressions hydromorphologiques fortes : modifiant le fonctionnement naturel des cours d'eau elles sont liées aux pressions anthropiques telles que les obstacles à l'écoulement, le recalibrage, la rectification du tracé, etc.

Au regard de ces altérations morphologiques, la protection des espaces de mobilité⁶⁰ résiduels des cours d'eau est devenu un enjeu majeur pour la région. En particulier, l'élaboration en cours du nouveau Schéma Régional des Carrières, dont les travaux devront aboutir en 2020, doit être l'occasion de lancer une nouvelle dynamique de réalisation d'études locales sur les fuseaux de mobilité, sachant que ce schéma régional devra prendre en compte le SRADDET.

La densité importante d'ouvrages altérant les continuités écologiques est prise en compte dans les politiques de maintien et de restauration de la trame verte et bleue et notamment l'élaboration et la mise en œuvre des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (cf. chapitre « Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels... »).

⁶⁰ L'espace de mobilité du cours d'eau (ou zone de mobilité ou fuseaux de mobilité) est défini comme l'espace du lit majeur à l'intérieur duquel le lit mineur peut se déplacer.

Hors HAP des masses d'eau de surface majoritairement en bon état chimique

Les masses d'eau dont l'état chimique a pu être déterminé s'avèrent être majoritairement en mauvais état, mais celui-ci est souvent lié, comme ailleurs en France, à un seul paramètre - les Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Ces substances sont issues de rejets directs, en particulier le ruissellement urbain, ou issues de processus de combustion (transport, industrie...), et donc diffusées aussi par voie atmosphérique. La lutte contre la pollution par les HAP dépasse donc largement le cadre de la politique de l'eau.

Avec HAP, si l'on ne tient pas compte des masses d'eau dont l'état n'a pu être déterminé, 60 % des masses d'eau se trouvaient en mauvais état lors du dernier état des lieux, et 40 % en bon état. Hors HAP le ratio s'améliore.



88% des masses d'eau superficielles en

bon état chimique hors HAP⁶¹

Si l'on sort les HAP des calculs, toujours sans tenir compte des masses d'eau dont l'état n'a pu être déterminé, seulement 12 % sont en mauvais état. L'évolution est nettement positive.

- Sur le bassin Seine Normandie, 95 % des stations suivies atteignaient le bon état en 2011, contre 75 % en 2006-2007. L'état des lieux du SDAGE pointe les bons résultats concernant le diuron, le TBT (tributylétain), et le pentachlorophénol qui a totalement disparu de la liste des molécules déclassantes.
- Sur le bassin Rhin Meuse la situation est également meilleure avec 75% des masses d'eau en bon état. Le quart des cours d'eau en mauvais état chimique comprend les principaux cours d'eau du bassin : la Meuse, la Chiers, la Moselle, la Sarre, la Meurthe, le Madon, hormis l'Ill et le Rhin. Le principal paramètre déclassant étant le mercure.

⁶¹ L'état chimique est caractérisé selon la teneur dans l'eau en pesticides, métaux lourds, polluants industriels et autres polluants chimiques

L'apparition de nouvelles substances aux effets inconnus : On distingue les substances pour lesquelles il existe des normes de qualité environnementales qui sont souvent dépassées (hydrocarbures aromatiques polycycliques, phtalates, métaux lourds, pesticides), de nouvelles substances mal connues et pour lesquelles il n'existe pas aujourd'hui de norme (hormones, médicaments...). La connaissance de ces pollutions et de leur impact reste pour l'essentiel à acquérir et est pointée dans le nouveau plan régional santé-environnement.

L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux superficielles

Sur les 1 105 masses d'eau superficielles en Grand Est, près de 40% ont vu leur objectif de bon état reporté à 2027, étant donné leur mauvais état actuel.

De nombreux usages des eaux de surface dont il faut assurer l'équilibre avec la fonctionnalité écologique

Des problèmes quantitatifs dans plusieurs cours d'eau

On observe des problèmes quantitatifs notamment au niveau de cours d'eau de la plaine de la Champagne crayeuse, les prélèvements et le bas niveau piézométrique de la nappe aggravant des débits d'étiage naturellement faibles (interrelations entre les eaux souterraines et les eaux superficielles). Dans les bassins de la Meuse et du Rhin, les débits moyens et d'étiage des cours d'eau seront susceptibles de diminuer l'été comme on a déjà pu le mesurer en 2003.

La production d'énergie occasionne les plus grands prélèvements d'eaux, en surface et peut poser problème en période d'étiage



89% de prélèvements d'eau pour **l'énergie**,

à 96% dans les eaux de surface

La majeure partie des prélèvements d'eau servent à la production d'énergie (refroidissement des centrales nucléaires) mais sont pour l'essentiel restitués au milieu naturel, avec néanmoins des conséquences sur la température et le régime

des cours d'eau. Les importants volumes prélevés (plus d'un milliard de m³ par an) peuvent poser des difficultés lors des périodes de faible débit des cours d'eau (étiage par exemple).

Des prélèvements industriels importants (tant en eaux souterraines que superficielles)

Loin derrière le secteur de l'énergie, l'industrie prélève 645 millions de m³ (dont 57% en eau superficielle) d'eau liés au refroidissement, à la gestion des déchets, à l'industrie agroalimentaire, la fabrication de matériels électriques,

L'hydroélectricité, un impact environnemental possible sur la continuité écologique notamment

Deuxième filière régionale d'énergie renouvelable (cf. chapitre énergie), son potentiel de développement concerne essentiellement de la petite hydroélectricité mais le rapport entre gain énergétique et charge environnementale est moins bon que pour les grandes installations.

Les centrales constituent des obstacles qui perturbent profondément la migration des poissons, provoquent une forte réduction du charriage dans le fleuve et une importante diminution des habitats des poissons et des organismes dont ils se nourrissent.

Un maillage fluvial et portuaire qui offre de nombreux atouts

Sur 1 800 km de voies navigables la région Grand Est dispose notamment d'un réseau de voies navigables à grand gabarit pour le fret relié aux ports maritimes du Nord : La Moselle, le Rhin et la Seine Amont en sont la colonne vertébrale, des plateformes trimodales déjà implantées représentent un potentiel de développement majeur. Le fret fluvial représente ainsi 7% du transport de marchandises qui ont transité dans le Grand Est (intra-régionale, inter-régionale et internationale) en 2016. Le développement du fret fluvial, et de la navigation de loisir, devra tenir compte du respect du fonctionnement écologique des cours d'eau et s'articuler au mieux avec la production d'hydroélectricité.

Des eaux de baignade de bonne qualité et d'importantes capacités pour les loisirs sur l'eau



93% des zones de **baignade** pour lesquels le classement est disponible sont **d'excellente qualité**

En 2015 82 zones de baignade ont été classées d'excellente qualité (pour les 6 autres, pas de classement disponible).

Ponctuellement des problèmes peuvent survenir. Des pathologies peuvent notamment être engendrées par la contamination des eaux de baignades par des paramètres non systématiquement recherchés lors du contrôle sanitaire des zones (par exemples, leptospiroses liées à la présence de bactéries leptospires dont les rongeurs sont le principal réservoir, ou encore dermatite du nageur ou « puce du canard » liée à des larves infestant mollusques et oiseaux).

La région Grand Est dispose par ailleurs d'importantes capacités pour le développement des loisirs liés à l'eau : la pêche, le canoé-kayak, ...

Ces activités touristiques sont principalement concentrées dans les bassins élémentaires Ill-Nappe-Rhin (agglomérations de Strasbourg, Colmar et Mulhouse), de Métropole Lorraine (agglomérations de Metz et de Nancy) et Moselle Vosgienne et Sarre.

Changement climatique : une pression de plus en plus significative

La position particulière de la région Grand Est, comme tête de bassin de cours d'eaux vitaux pour d'autres territoires, que ce soit en termes d'approvisionnement en eau potable ou d'activités économiques, lui confère en la matière une responsabilité particulière vis-à-vis de l'aval, parfois matérialisée au sein d'accords

ou d'instances internationaux (commission internationale pour la protection du Rhin).

L'Etat souligne en conséquence un enjeu à prévoir le soutien d'étiage et l'écrêtement des crues via de nouvelles retenues collinaires, qui pourraient également bénéficier au Grand Est pour ses usages propres et la protection de ses zones urbanisées.

Le changement climatique devrait entraîner en Grand Est une hausse générale de la température moyenne et impacter les précipitations en creusant les situations extrêmes : précipitations plus fréquentes longues et intenses là où elles sont déjà les plus fortes, pouvant entraîner des crues plus intenses ; à l'inverse une augmentation de l'occurrence et de la durée des sécheresses dans les zones déjà impactées par ce risque.

L'évolution des paramètres climatiques modifiera ainsi la disponibilité de la ressource en eau. Les contrastes saisonniers s'intensifieront et la ressource diminuera à terme, exacerbant les pressions sur la ressource et les conflits entre usages agricoles, industriels, particuliers, de loisirs⁶². Les territoires les plus vulnérables étant ceux qui connaissent déjà des déficits chroniques

⁶² Source : Contribution de l'Etat à la stratégie du SRADDET Grand Est – juillet 2017

Les impacts du changement climatique sur la ressource en eau et ses usages

| | Les impacts d'une hausse des crues et de l'intensité des précipitations | Les impacts des étiages et des températures surélevées de l'eau |
|--|--|---|
| Cours d'eau | | Les débits moyens et d'étiage des cours d'eau seront susceptibles de diminuer l'été comme on a pu le mesurer en 2003 sur les bassins de la Meuse et du Rhin. |
| Eau potable | La qualité de l'eau brute pour l'approvisionnement en eau potable risque éventuellement de se dégrader | Abaissement de la nappe souterraine, détérioration de la qualité de l'eau (par ex. le filtrat de rive), restriction de la production d'eau potable en situation de faibles débits |
| Aménagement du territoire | Le niveau de sécurité face aux inondations dans les zones habitées ainsi que dans les entreprises industrielles, commerciales et de service proches des cours d'eau, la hausse de probabilité d'inondation entraînant une modification du niveau de protection et d'exposition au risque | |
| Hydroélectricité | Restriction de la production d'électricité lorsque les tronçons canalisés servent également à réguler les hautes eaux (manœuvres exceptionnelles des usines du Rhin supérieur) | Restriction de la production d'électricité en situation de faibles débits |
| Usines thermiques et entreprises industrielles | | Restriction de la production par manque d'eau de refroidissement ou d'eaux industrielles ou par hausse de la température de l'eau |
| Navigation | Restriction plus fréquente ou arrêt de la navigation dès lors que les niveaux d'eau sont trop élevés | Restriction du chargement, ou éventuellement du trafic fluvial dans son ensemble, lorsque le niveau d'eau dans le chenal de navigation est trop bas |
| Agriculture et fonction récréative des eaux, zones alluviales et zones humides | Les espaces inondés sont temporairement inutilisables, possible augmentation du lessivage des sols | Pénurie d'eau d'irrigation pour les terres labourées, notamment dans les cultures légumières |
| Pêche fluviale | | Éventuelle mortalité piscicole et modification des communautés piscicoles |

5.4.3. Amélioration de la couverture du territoire par des démarches de gestion globale et locale de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Une gouvernance de l'eau inégalement organisée sur le territoire, et en profonde mutation

L'organisation des compétences dans le domaine de l'eau évoluent en profondeur suite aux dernières modifications législatives :

- La compétence obligatoire « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (dite GEMAPI) est exercée par les Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) à compter du 1er janvier 2018,
- Le transfert obligatoire des compétences eau et assainissement du bloc communal aux EPCI-FP à compter du 1er janvier 2020.

L'un des enjeux des réformes en cours est de conserver, voire de renforcer la logique de bassin versant, à partir d'un bloc intercommunal aux périmètres définis administrativement.

Pour accompagner et faciliter ce processus, l'Etat a prévu pour chaque grand bassin hydrographique l'élaboration d'une Stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE).

Petit cycle de l'eau : Des compétences eau potable et assainissement très fragmentées, une organisation qui va être modifiée en profondeur

Comme à l'échelle nationale, dans l'ensemble de la Région Grand Est, la compétence eau potable est éclatée entre de très nombreuses structures, majoritairement des syndicats (près des 2/3 des structures), la plupart de petite taille : l'organisation de la gestion de l'eau potable dans la région va donc très rapidement devenir une question majeure, car les dispositions législatives vont amener environ 90% des syndicats à être recomposés ou à disparaître⁶³.

Situation similaire pour la compétence assainissement collectif : très éclatée, mais plus équitablement réparties entre syndicats, communes et EPCI-FP, la mise en œuvre du SOCLE va engendrer la disparition ou recombinaison de 90 % à 95 % des syndicats.

L'organisation autour de l'assainissement non collectif porte moins d'enjeu, car déjà portée par des regroupements importants.

Grand cycle de l'eau : des enjeux d'amélioration de la gouvernance à différentes échelles

La gouvernance du grand cycle de l'eau s'appréhende à différentes échelles, des grands bassins hydrographiques internationaux – Rhin, Meuse, Moselle – aux sous-bassins locaux.

Une gestion par sous-bassin renforcée par l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI, des SAGE dont la portée et l'animation sont assez inégales

L'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI doit favoriser l'émergence et assurer la pérennité des maîtres d'ouvrage à une échelle cohérente et pertinente pour réaliser les actions de protection de la ressource en eau et de prévention des inondations, en particulier l'échelle d'un bassin ou sous-bassin hydrographique.

Par ailleurs le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), en tant que document élaboré collectivement, par une commission locale de l'eau (CLE), afin d'établir sur un périmètre hydrographique cohérent une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques, reste un outil privilégié au service de la gouvernance locale de l'eau. On dénombre 15 SAGE dans le Grand Est, dont la portée et l'animation sont assez inégales.

Une coordination par EPTB à l'échelle des grands bassins versants régionaux qui couvre le territoire sauf la Moselle

Pour coordonner la maîtrise d'ouvrage du grand cycle de l'eau à l'échelle des grands bassins versants régionaux, la réglementation a progressivement affirmé le rôle prépondérant des Etablissements Publics Territoriaux de Bassins (EPTB). 5 EBTP dans le Grand Est ont aujourd'hui vocation à améliorer et mettre à disposition la connaissance au niveau du bassin, à appuyer la mise en place de programmes d'actions⁶⁴ et l'émergence et la consolidation de maîtrise d'ouvrage locale, à porter les opérations de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (à défaut de structures locales)...Ils couvrent de grands bassins hydrographiques régionaux - Saône, Meuse, Aisne, Marne, Aube, Seine - à l'exception notable du Rhin et de l'Ille, la Moselle aval et la Sarre, dépourvues aujourd'hui de gouvernance de l'eau à grande échelle.

⁶³ Source : SOCLE (stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau) des bassins Seine Normandie et Rhin-Meuse

⁶⁴ Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI), Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI), Plans de Gestion des Étiages (PGE)

Une Coordination transrégionale, la région étant située à l'amont des bassins de la Seine, de l'Aisne, et de la Saône

Les EPTB Seine Grands Lacs et Oise-Aisne ouvrent leur gouvernance⁶⁵ à des échelles plus larges permettant des approches plus globales de l'eau :

- L'EPTB Seine Grands Lacs, initialement composé des acteurs à l'aval du bassin de la Seine, intègre désormais les amonts : il gère les 4 grands lacs-réservoirs (dont 3 en Grand Est) protégeant Paris contre les crues de la Seine, et assurant également un soutien d'étiage de la Seine, de l'Aube et de la Marne en période estivale. Il est également porteur des SLGRI de Saint Dizier, de Troyes, du PAPI de la Seine troyenne, et de nombreuses autres démarches d'accompagnement des collectivités.
- L'EPTB Oise-Aisne qui s'élargit au bassin versant de l'Oise.

Une coordination à l'échelle des grands bassins hydrographiques internationaux, entre commissions internationales et actions de terrains sur les enjeux transfrontaliers

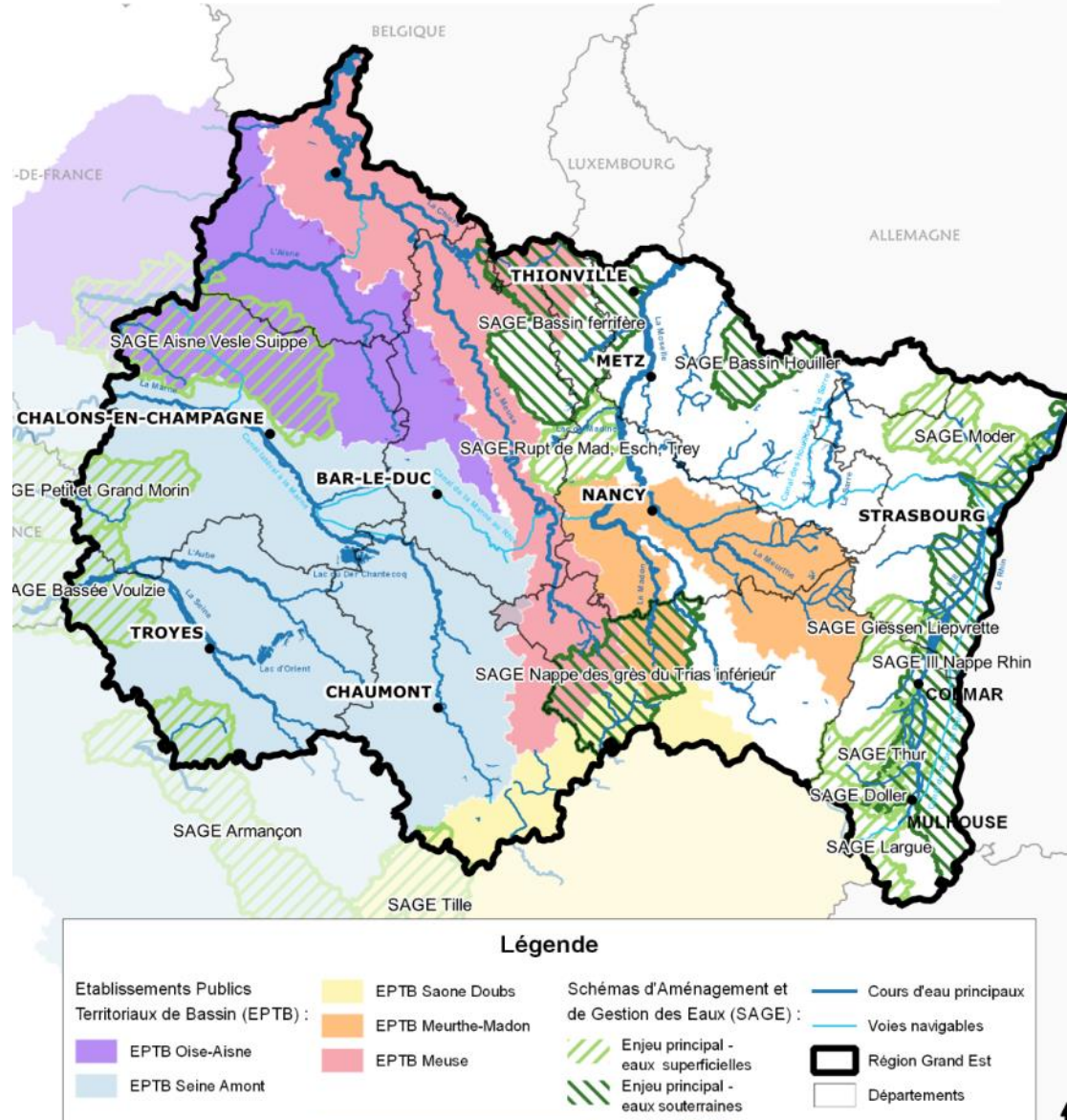
La coopération à l'échelle des grands bassins hydrographiques internationaux se traduit par la présence des instances françaises à plusieurs commissions :

- la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR) ;
- les Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) ;
- la Commission internationale de la Meuse (CIM).
- La Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR)

Cette présence est complétée, sur le terrain, par la participation de collectivités locales et EPTB à de nombreux projets Interreg de coopération transfrontalière en matière de gestion intégrée des rivières, qui devraient adresser de plus en plus les enjeux actuels transfrontaliers : améliorer la gestion des cours d'eau (Meuse, Moselle, Rhin) et des eaux souterraines (nappe rhénane, bassins miniers), réchauffement des eaux et refroidissement industriel, écrêtement transfrontalier des crues, gestion des chlorures de la Moselle, restauration hydromorphologique du Rhin, transport fluvial, géothermie...

⁶⁵ en raison des lois MAPTAM et NOTRe qui l'oblige à passer d'institution interdépartementale à syndicat mixte d'ici le 1er janvier 2018

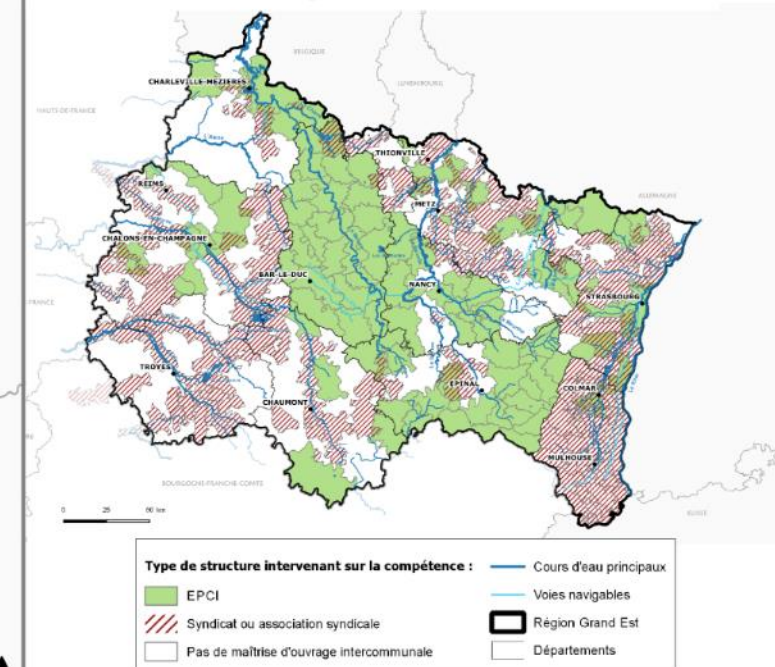
Principales structures de gouvernance de l'eau



Le Grand Est : château d'eau des bassins transfrontaliers et nationaux



EPCI, syndicat ou association exerçant tout ou partie de la compétence GEMAPI



5.5. Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire

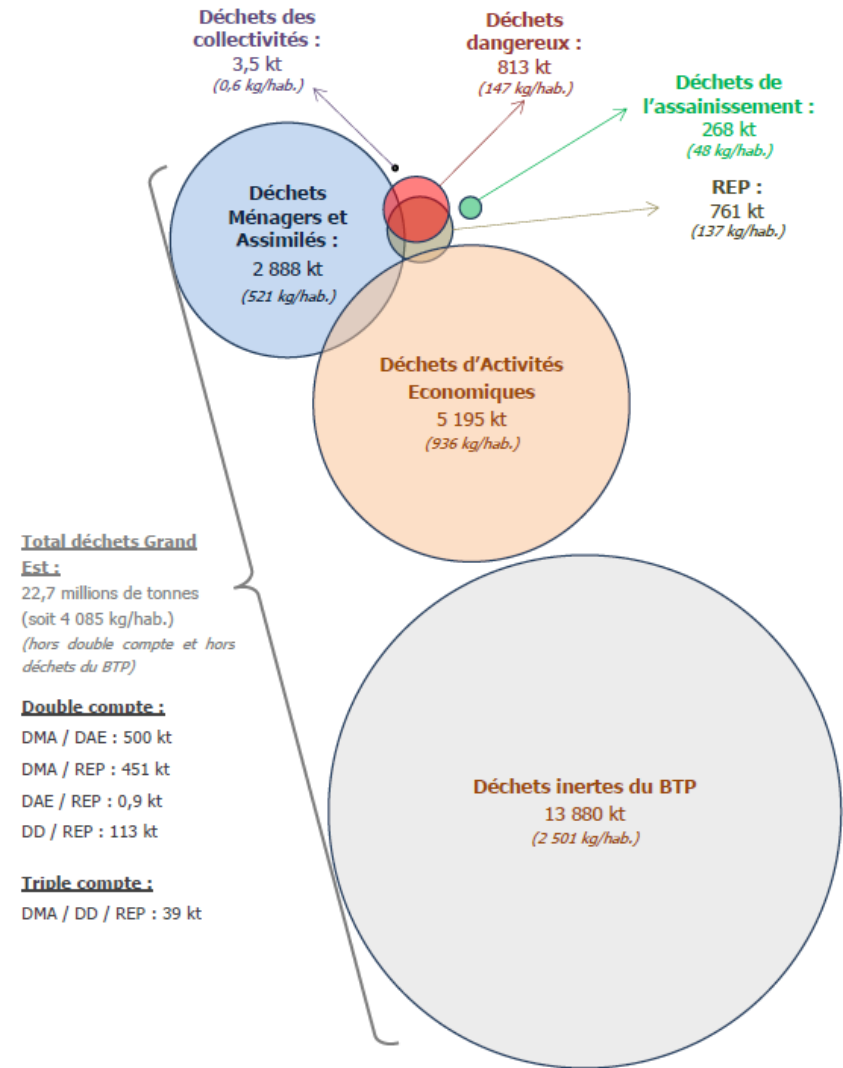
Ce chapitre résume le diagnostic réalisé dans le cadre de l'élaboration du PRPGD.

5.5.1. Réduction, réutilisation, recyclage des déchets

Des gisements de déchets de mieux en mieux connus mais des tendances parfois difficiles à cerner

Classiquement, des gisements de déchets sont plus facilement quantifiables (déchets des collectivités, des ménages...) que d'autres (déchets des activités économiques, déchets dangereux...), aussi autant il est possible d'indiquer des tendances précises par exemple pour les déchets ménagers et assimilés, autant l'évolution des déchets du BTP ou des autres activités économiques est globalement méconnue.

La production de déchets dans le Grand Est⁶⁶



⁶⁶ Extrait du diagnostic du PRPGD

Deux tiers de déchets proviennent du BTP mais ils sont essentiellement inertes donc réutilisables ou recyclables, leur production est à la baisse

Comme dans toutes les régions, les déchets de chantier issus de la construction et la démolition (bâtiments et travaux publics) constituent le plus gros gisement – 16 millions de tonnes en Grand Est (2,95 t/hab) avant réemploi, 14 millions après réemploi sur site.

Mais il s'agit pour l'essentiel de déchets inertes (béton, briques, tuiles, carrelages, cailloux, terres et déblais ...) dont une grande partie est réutilisée ou recyclée (directement sur le chantier – on parle de réemploi- ou ultérieurement -on parle de réutilisation). L'évolution de ces déchets n'est pas connue, faute de données comparables les années précédentes. Elle est néanmoins corrélée à l'activité du secteur BTP, en baisse en Grand Est comme en France depuis 2011.

Si l'on applique le taux de baisse d'activité (-0,8% 2015-2016) aux tonnages de déchets inertes du BTP on peut envisager leur baisse de 7% en 2025 et 11% en 2031.

Le Programme National de Prévention des déchets 2014-2020 fixe notamment comme objectif la stabilisation des déchets du BTP à l'horizon 2020. Il est donc dépassé pour la région Grand Est, en raison de la conjoncture économique et aux profonds changements attendus des activités dans le bâtiment et les travaux publics.

Un gisement de déchets des activités économiques encore mal cerné, pourtant des objectifs réglementaires de réduction à atteindre

Les déchets des activités économiques (DAE) représentent un gisement mal connu en raison de la multiplicité des producteurs et la confidentialité des données concernant leur traitement. Une étude Ademe Grand Est a recensé un gisement de plus de 5 millions de tonnes en 2015 (pas de données pour l'année 2010). Alors qu'une diminution des déchets des activités économiques (DAE) par unité de valeur produite entre 2010 et 2020 est imposée par la réglementation, la tendance et les efforts à mener pour atteindre l'objectif réglementaire sont donc difficiles à cerner. Ces déchets proviennent pour moitié de l'industrie, un quart du BTP et le reste essentiellement du tertiaire. Il peut s'agir de métaux, bois, papier-carton, déchets organiques, boues issues de process industriels... Environ 10% sont traités

directement par les industriels et un autre 10% géré directement par les services publics d'élimination des déchets.

Une production de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en baisse mais un objectif réglementaire de réduction difficile à atteindre

La production de déchets ménagers et assimilés a baissé de 6% entre 2010 et 2015 mais de façon variable suivant les départements. Cette évolution globale cache des disparités selon les matériaux. Ainsi, si les ordures ménagères résiduelles ont diminué de 17%, d'autres déchets ont progressé : Emballages +3%, tout-venant +3%, déchets dangereux +25%... Cette évolution des gisements peut s'expliquer par une augmentation du geste de tri, l'augmentation de la tarification incitative sur la région Grand Est (et son impact sur le comportement des usagers), le développement des nouvelles filières (notamment en déchetteries)...

La région produit aujourd'hui moins de DMA par habitant (521 kg/hab/an) qu'en moyenne en France (573 kg/hab/an).

L'objectif réglementaire (-10% de DMA entre 2010 et 2020) est déjà à moitié atteint mais la seconde moitié sera difficilement réalisable, pour des raisons conjoncturelles : fin des plans locaux de prévention aidés par l'ADEME et diminution des aides ADEME.

Le tri à la source obligatoire des déchets organiques et le déploiement de la redevance incitative sont des leviers importants pour l'atteinte de cet objectif (voir plus loin).

Des déchets des collectivités et des déchets dangereux difficiles à estimer

Les déchets des collectivités réunissent les déchets des espaces verts publics, de voirie et de marchés. Ils ne sont pas considérés comme assimilés aux déchets ménagers cependant ils sont couramment collectés en même temps. Les estimations de tonnages sont donc difficiles à réaliser (environ 3 400 tonnes en Grand Est) et sous-évaluées.

De la même façon, certains gisements de déchets dangereux sont bien connus et maîtrisés, notamment les déchets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), qui pour certaines doivent déclarer annuellement les quantités produites. En revanche, les déchets produits de manière diffuse et en faibles quantités par les activités artisanales ou commerciales, les activités

agricoles, les activités portuaires... sont difficiles à quantifier. Plus de 810 000 tonnes de déchets dangereux sont produits dans le Grand Est, essentiellement par les activités industrielles. Le ratio par habitant est plus élevé que la moyenne française (0,15 t/hab.an contre 0,10) car le Grand Est est une région qui possède un tissu industriel développé. Ils sont de natures très diverses : résidus d'épuration des fumées des incinérateurs, boues, dépôts et résidus chimiques, déchets contenant des hydrocarbures, DEEE⁶⁷...

D'autres gisements de déchets spécifiques

- Les déchets de l'assainissement (boues issues de l'épuration des eaux usées domestiques et des fosses septiques) représentent 110 000 t. Environ la moitié est épandue au sol et presque 40% compostée.
- Des déchets gérés directement par les producteurs, importateurs et distributeurs de certains produits dans le cadre de la REP - responsabilité élargie des producteurs (ex. électroménager repris par les enseignes lors de l'achat d'un nouvel appareil). Environ 760 000 t collectées soit 137 kg/hab/an en Grand Est

Des politiques de prévention et de réduction qui progressent

Des plans de prévention des déchets ménagers et assimilés qui ne couvrent pas encore 100% de la population comme la réglementation l'exige



85% de la **population** couverte par un plan départemental ou un programme local **de prévention des déchets**

Initialement volontaires mais devenus obligatoires depuis, les programmes locaux de prévention des déchets indiquent les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre.

- Près de 70% de la population du Grand Est est ou a été couverte par un plan ou un programme local de prévention (PLP) des déchets suivant le dispositif

⁶⁷ DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques

ADEME et 4 départements sont engagés dans un plan départemental de prévention des déchets : la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Même si les collectivités poursuivent des actions de prévention, il est difficile de savoir si elles les ont structurées au sein d'un programme pluriannuel tel que prévu par l'article L.541-15-1 du Code de l'Environnement.

10 collectivités couvrant 30% de la population environ, ont basculé dans le nouveau dispositif de Territoire Zéro Déchet, Zéro Gaspillage (TZDZG)

L'objectif réglementaire de couverture du territoire à 100 % nécessite de remobiliser sur la poursuite des PLP finalisés ou arrivant à échéance, alors qu'il n'y a pas de sanction prévue pour les collectivités non couvertes.

Dans ce cadre, de nombreuses actions sont menées : développement du compostage individuel, du réemploi et de la réutilisation, lutte contre le gaspillage alimentaire, éco-exemplarité

- actuellement près de 90% de la population vit dans une collectivité ayant annoncé avoir mis en place des actions en vue du **compostage domestique**, via la mise à disposition de composteurs à tarif réduit ou gratuit
- Un vraisemblable développement du **réemploi et de la réutilisation** via des structures dédiées : Le site SINOE de l'ADEME recense en 2017, 365 structures physiques de réemploi et de réutilisation, notamment des DEEE, des textiles et des déchets d'éléments d'ameublement, mais en l'absence de données 2010 il est difficile de juger du développement effectif du réemploi et de la réutilisation. Sans véritable objectif réglementaire affiché, le développement des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire constitue un des leviers importants de la prévention des déchets.
- De nombreuses actions pour lutter contre le **gaspillage alimentaire** notamment au sein des lycées avec un objectif de réduction de la masse des biodéchets à moins de 150g/convive en 2 ans.

Une tarification incitative qui progresse et devrait permettre d'atteindre les objectifs réglementaires



Plus de **16%** de la population sous **tarification incitative**

La tarification incitative est bien développée dans le Grand Est (à titre de comparaison seulement 7% de la population nationale couverte) mais concerne essentiellement les petits EPCI (milieu rural ou mixte rural) ; elle tarde à se mettre en place dans les grandes agglomérations.

La loi sur la transition énergétique et pour la croissance verte (LTECV) prévoit que 23% de la population soit couverte par une tarification incitative en 2020 et 38% en 2025.

La mise en œuvre de cette tarification incitative a déjà permis de baisser la production des ordures ménagères résiduelles de plus de 50% et d'augmenter la collecte sélective de plus de 50% sur les territoires concernés (entre la date de mise en œuvre de la tarification incitative et 2015).

D'autres collectivités ont instauré cette tarification incitative entre 2016 et 2017 ou sont en cours de mise en place, portant théoriquement la part de population couverte à plus de 24%, pour un objectif réglementaire de 23% de la population couverte d'ici 2020 (38% d'ici 2025) : objectif ambitieux mais atteignable sous réserve de convaincre davantage les collectivités en secteur urbain à adopter ce mode de tarification.

Peu d'actions de prévention des déchets du BTP

En 2016, l'ADEME a réalisé une étude portant sur « l'identification des freins et des leviers au réemploi de produits et matériaux de construction » qui a mis en avant plusieurs enseignements pour le secteur du bâtiment : manque de sensibilisation et méconnaissance des performances techniques des matériaux et produits de réemploi, non prise en compte dans les process courants, manque de garanties et quasi absence de textes mentionnent explicitement le réemploi des matériaux et produits de construction.

La prévention des déchets fait partie intégrante de la transition d'un modèle économique linéaire vers une économie circulaire

Une gestion et valorisation des déchets qui progresse : des objectifs nationaux de baisse très ambitieux

Globalement, une situation équilibrée entre production de déchets et filières de stockage, traitement et valorisation mais des tensions locales possibles, surtout en ex-Alsace.

- La fermeture temporaire de l'usine d'incinération de Strasbourg par exemple tend à saturer les usines d'incinération alentours (36 mois à partir de 2016)
- La fermeture du centre de stockage de Hochfelden en Alsace, déjà peu dotée, entraîne des tensions locales

Des déchets du BTP largement valorisés et des objectifs réglementaires a priori atteignables

Les entreprises de travaux publics ont bien développé les procédures de gestion des déchets et le réemploi des matériaux sur chantier est fortement privilégié. Mais elles soulignent les difficultés liées aux coûts des matériaux recyclés parfois plus cher que les matériaux neufs, et les consultations qui n'admettent pas de matériaux recyclés.

Les entreprises du bâtiment rencontrent plus de difficultés pour gérer leurs déchets, en raison de : la difficile adaptation à une évolution rapide de la réglementation, les conditions d'accès aux déchèteries publiques peu adaptées aux artisans, les coûts indirects représentés par le temps et les moyens passés à la gestion des déchets, etc.

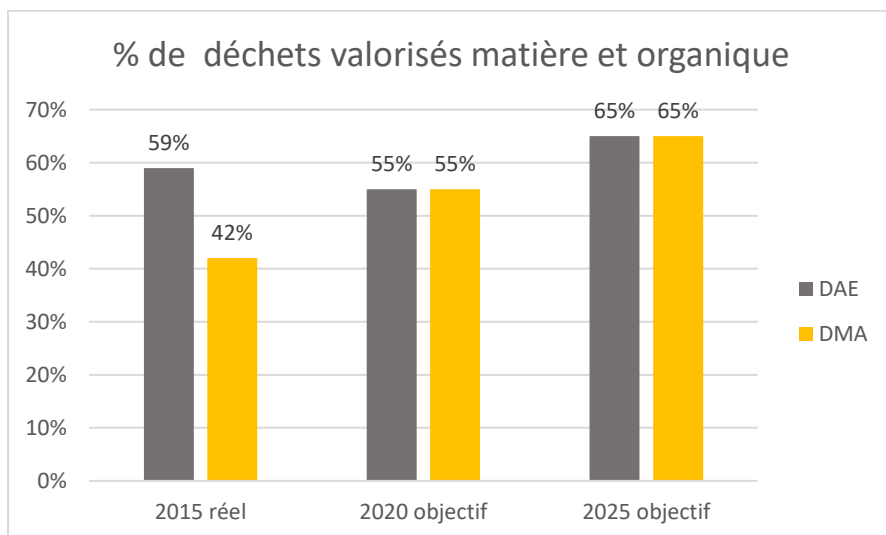
Si les distributeurs de matériaux de construction ont l'obligation depuis la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'assurer la reprise des déchets issus de leur vente, peu ont mis en place des solutions.

En Grand est, 80% des déchets inertes du BTP sont valorisés (en prenant en compte le réaménagement de carrière sous statut carrière), l'objectif réglementaire – 70%

de valorisation matière en 2020⁶⁸ – est donc atteint. Le PRPGD a toutefois retenu des objectifs visant à privilégier leur recyclage par rapport au réaménagement de carrières ou à l'élimination. Le plan retient un objectif de 70 % de valorisation matière des DAE non dangereux de l'activité BTP en 2025 et 71 % en 2031.

Des déchets des activités économiques majoritairement valorisés, des objectifs réglementaires qui devraient être atteints

La valorisation matière de 59 % des DAE en 2015 contre 65 % en 2025 – objectif réglementaire - semble atteignable sachant que le décret relatif au tri des déchets d'entreprises en 5 flux permettra de mieux les valoriser dans les filières aval.



Un objectif de valorisation matière ou organique des DMA très ambitieux

L'objectif réglementaire de valorisation matière ou organique des DMA - 65% en 2025 – est ambitieux comparé aux 42% effectivement valorisés en 2015 : pour y parvenir il est nécessaire de développer le tri à la source des déchets organiques

qui devient obligatoire, et d'étendre les consignes de tri pour valoriser davantage les recyclables ménagers.

- Le tri à la source des déchets organiques progresse effectivement mais atteindra-t-on l'objectif réglementaire de 100 % de tri en 2025 ?
 - actuellement près de 90% de la population vit dans une collectivité ayant annoncé avoir mis en place des actions en vue du compostage domestique, via la mise à disposition de composteurs à tarif réduit ou gratuit
 - 2% des ordures ménagères et assimilées sont des biodéchets collectés séparément
 - L'objectif de 100% en 2025 semble aisé à atteindre, cependant, les collectivités qui déclarent mettre en place ce tri le font suivant des modalités hétérogènes aux efficacités variées : la distribution de composteurs individuels ne s'accompagne pas toujours de mesures pourtant indispensables (guides composteurs, etc.). Aussi l'objectif est peut-être finalement plus ambitieux qu'il n'y paraît.
- L'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques avant 2022 pour 100% de la population – alors que 14% de la population du Grand Est est couverte par cette extension fin 2016 - est réaliste mais nécessite une modernisation du parc des centres de tri (et donc des aides financières par l'ADEME et écoemballages) et une mutualisation des flux et exutoires de tri entre les EPCI.

Des installations et ouvrages de tri et valorisation suffisants

Avec environ 50 déchèteries, la densité régionale varie d'une déchèterie pour 6 300 habitants (Haute-Marne) à 1/19 800 hab (Meurthe-et-Moselle) pour une moyenne régionale de 1/11 800 hab. Si l'ADEME ne préconise pas de ratio moyen, la distance et/ou le temps d'accès à ce type d'équipement en est le critère clé.

11 installations d'incinération des déchets non dangereux dont 7 unités de valorisation énergétique (taux de valorisation énergétique d'au moins 60%) ont

⁶⁸ Loi de transition énergétique pour la croissance verte

traité 920 000 t de déchets pour une capacité totale autorisée de près de 1 260 600 tonnes.

On dénombre par ailleurs :

- environ 70 installations de transit
- une 20aine de centres de tri des recyclables.
- 2 installations de traitement mécano-biologique et 1 installation de tri et stabilisation des OMR
- 95 installations de compostage ou co-compostage
- 102 installations de méthanisation y compris les installation de méthanisation agricole
- 45 centres de tri des DAE (dont 22 dans l'ex région Alsace)

Le territoire est globalement bien équipé et maillé mais comme déjà évoqué, quelques difficultés apparaissent pour valoriser les déchets de la filière bois.

Vers une réduction des capacités d'élimination par stockage et par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes, cohérente avec les objectifs réglementaires

La réglementation cherche à diminuer les modes d'élimination non valorisants : stockage et incinération sans récupération d'énergie.

En Grand est on recense 21 installations de stockage en 2017 (23 en 2010) auxquelles s'ajoutent 5 entreprises disposant d'une autorisation de stockage de déchets non dangereux non inertes, dans le cadre de leur activité.

La région présente une hétérogénéité des capacités de stockage: En Alsace, la capacité de stockage est faible, ce qui correspond à la volonté des Départements alsaciens à encourager des filières alternatives au stockage et à interdire l'enfouissement d'OMr, dès lors que des capacités de valorisation énergétique sont disponibles. A l'inverse, il y a une surcapacité en Lorraine et notamment en Moselle.

En 2015 le Grand Est a enfoui près de 1,6 millions de tonnes de déchets dits « non dangereux et non inertes » soit une baisse de 17% par rapport à 2010.

| Année | Capacité autorisée sans extension (en millions de tonnes) | Déclinaison régionale de l'objectif réglementaire en capacité de stockage |
|-------|--|--|
| 2015 | 1,994 millions de tonnes | / |
| 2020 | 1,174 millions de tonnes 61% du tonnage traité en 2010 | 1,337 millions de tonnes 70% du tonnage traité en 2010 |
| 2025 | 0,524 millions de tonnes 27% du tonnage traité en 2010 | 0,955 millions de tonnes 50% du tonnage traité en 2010 |

Les capacités autorisées prévues en 2020 puis 2025 se situent bien en dessous des objectifs réglementaires (-30% en 2020 puis -50% en 2025 par rapport à la quantité de ces déchets admis en stockage en 2010). Il n'y aura pas de surcapacité de stockage et il sera probablement nécessaire de prolonger la durée de vie de certaines installations de stockage.

L'enjeu consiste à veiller à une répartition géographique des centres de stockage compatible avec un traitement de proximité ou à implanter des centres de transfert des résiduels qui limiteront l'impact des transports sur l'environnement.

En 2015 la région a incinéré sans valorisation énergétique plus de 350 00 tonnes de déchets non dangereux et non inertes soit une baisse de 34% par rapport à 2010.

| | | 2010 | 2015 | 2020 | 2025 |
|---------------------------------------|-------------------------------|---------|---------|-----------|-----------|
| Capacité de traitement | Avec valorisation énergétique | 675 100 | 863 100 | 1 137 100 | 1 214 100 |
| | Sans valorisation énergétique | 592 000 | 404 000 | 130 000 | 35 000 |
| Tonnage incinéré | Avec valorisation énergétique | 624 568 | 566 703 | | |
| | Sans valorisation énergétique | 536 571 | 352 962 | | |
| Objectif : Capacité sans valorisation | | | | 402 428 | 268 286 |

Comparaison des capacités de valorisation avec les objectifs réglementaires en 2020 et 2025

Les capacités autorisées prévues en 2020 puis 2025 sont donc conformes aux objectifs réglementaires, grâce aux travaux prévus dans les années prochaines,

pour transformer les usines d'incinération sans valorisation énergétique en véritables unités de valorisation énergétique.

- objectifs réglementaires : réduction des capacités annuelles d'élimination par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes de 25% en 2020 et de 50% en 2025 par rapport à 2010

Des déchets dangereux majoritairement valorisés

60% des déchets dangereux produits en Grand Est (hors déchets traités in situ) sont valorisés (recyclage, régénération, combustible solide de substitution...).

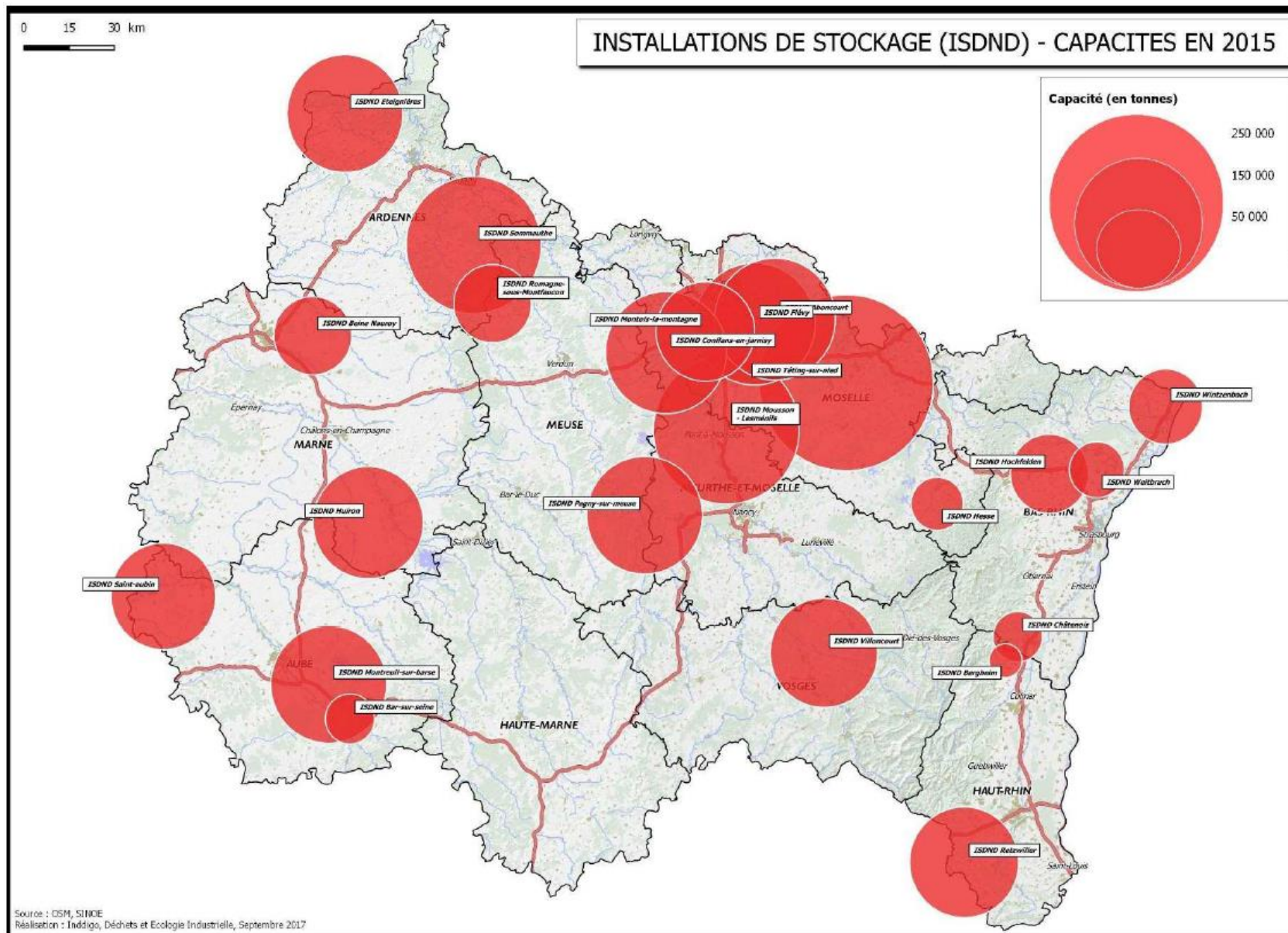
Les sites et sols pollués sur le territoire représentent un stock potentiel de déchets nécessitant un traitement. Plus de 43 000 tonnes de terres polluées ont été produites en 2015, traitées pour moitié en région Grand Est, pour près de 20% dans d'autres régions et pour plus d'1/3 exportées en Allemagne.

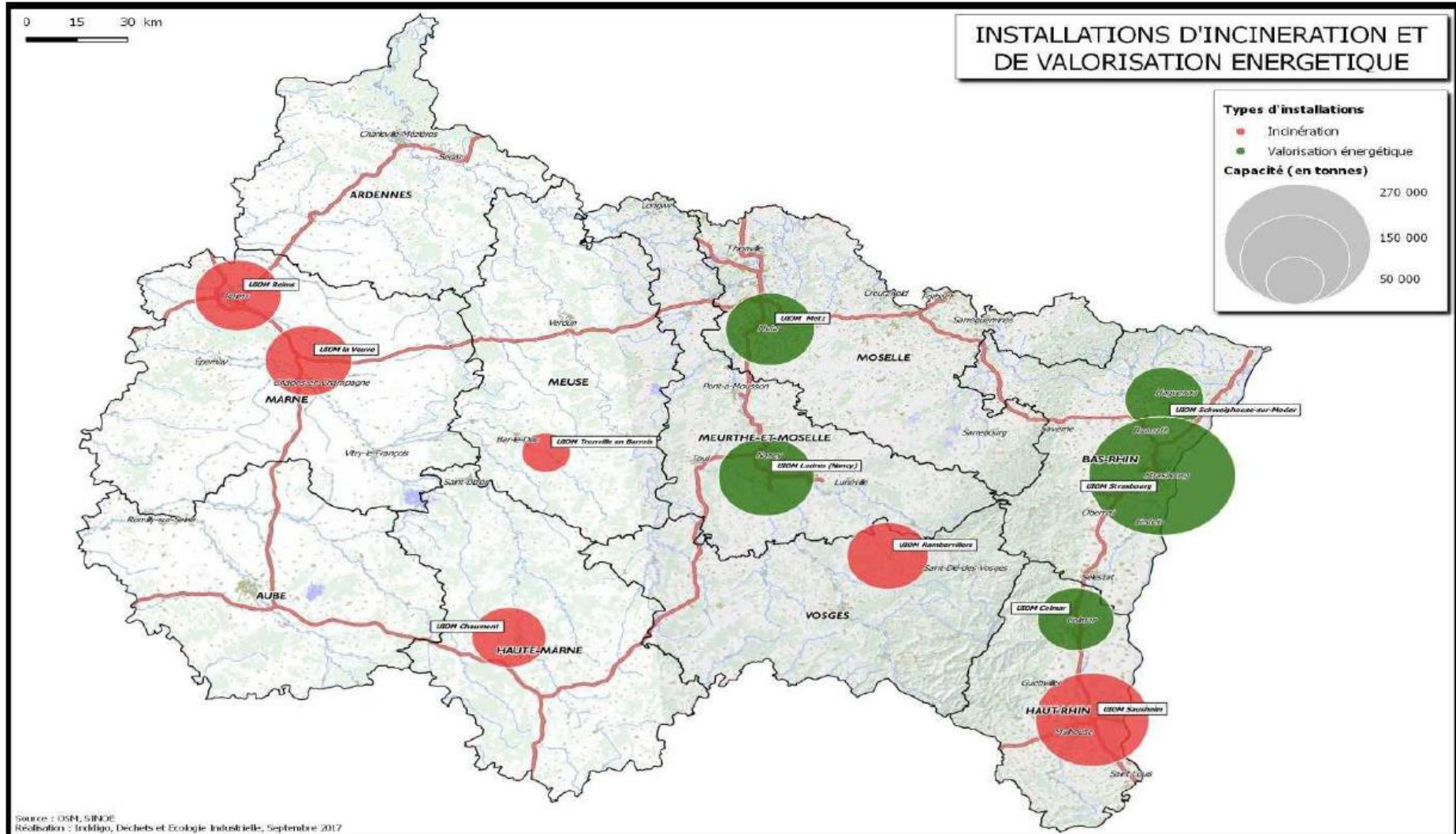
L'ISDND de Laimont (55) projette d'en faire un site hautement spécialisé dans le traitement des terres polluées.

Peu de flux de déchets, hormis ceux nécessitant des filières de traitement et valorisation spécifiques

Une partie des déchets produits en Grand Est ne sont pas traités en région et à l'inverse, une partie des déchets traités en Grand Est sont importés : il s'agit surtout de flux de déchets dangereux.

- 12% (plus de 80 000 tonnes) des déchets dangereux produits en Grand Est sont exportés à l'étranger et 25% dans d'autres régions pour être traités. On estime que près de 90 % des déchets dangereux non traités dans la région pourraient potentiellement intégrer une filière régionale. A l'inverse sur les quelques 700 000 tonnes traitées en région (hors traitement in situ), 27% sont issues d'autres régions et 14% de l'étranger
- Quasiment 100% des boues des stations d'épuration des eaux (STEP) sont traitées en région
- Les DMA sont globalement triés et traités en région : leur valorisation peut néanmoins engendrer des imports-exports car il s'agit souvent de filières nationales
- Moins de 0,1% (quantité négligeable donc) de déchets stockés en Grand Est, idem pour les déchets incinérés, sont importés (ordures ménagères résiduelles, refus de traitement, déchets des entreprises...)
- Une méconnaissance des flux de DAE : on estime que les DAE stockés et incinérés le sont au sein de la région, mais pas de données sur leur valorisation





5.5.2. Maîtrise de la demande en ressources minérales et minières et développement de leur ré-utilisation et recyclage

D'importantes ressources en matériaux naturels, disséminées sur le territoire

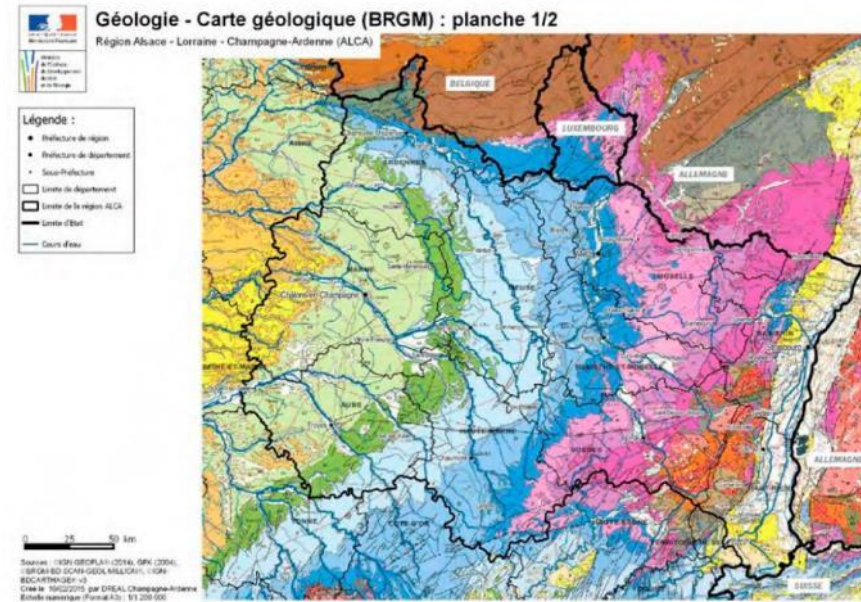


36 millions de tonnes de granulats environ extraites en 2014⁶⁹

De nombreuses carrières

La région Grand Est s'étend sur 5 grandes entités géologiques orientées d'ouest en est en couches concentriques successives :

- Des nappes de craie notamment à l'ouest de la Champagne,
- Des zones argileuses,
- Des bassins de calcaires, marnes et gypses,
- Des gisements de sables dans les vallées alluviales, notamment un gisement très étendu dans toute la plaine du Rhin,
- Des couches de roches métamorphiques dans les massifs montagneux, à savoir les Vosges (schistes, grès et granites) et les Ardennes (schistes).



Carte géologique de la région Grand Est (BRGM, 2014)

Du fait de la diversité géologique de son sous-sol, la région Grand Est dispose de ressources en matériaux variées. D'après la DREAL, on compte à ce jour environ 450 carrières autorisées en activité dans la région et une cinquantaine de dossiers en cours d'instruction.

L'UNICEM estime quant à lui la production de la région à 36,4 millions de tonnes de matériaux en 2015 (soit 11% de la production nationale), répartie en roches meubles (21,4 millions de t), roches massives (11,3 millions de t) et granulats de recyclage (3,7 millions de t).

Des projets d'aménagement de grande ampleur vont accroître la demande et requièrent une vision régionale : Cigéo, Grand Paris, décaissement du Rhin, canal de Bray sur Seine, ...

⁶⁹ Source : UNICEM

Une activité minière résiduelle et un développement de l'exploitation d'hydrocarbures

La région Grand Est est marquée par une activité minière historique liée à la richesse de son sous-sol en diverses ressources dont les gisements sont concentrés en Lorraine (fer, charbon, houille, sel, ...) et en Alsace (potasse). Cette activité autrefois intense a ainsi constitué l'un des piliers du développement économique de la région et a connu son apogée au cours des XIX et XXème siècles, puis a périclité.

Actuellement la région Grand Est ne compte plus qu'un seul bassin de production encore réellement exploité : les concessions de sel du secteur Varangéville-Haraucourt, en Meurthe-et-Moselle.

Au total, 567 concessions de mines ont été recensées par le DREAL en Lorraine à ce jour (dont certaines ont fait l'objet d'une renonciation), l'essentiel des concessions minières étant situées dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle : il s'agit pour la plupart de mines de fer et de sel.

L'exploitation du sous-sol de la région est désormais tournée vers les hydrocarbures, avec l'existence de gisements pétroliers déjà exploités en Champagne-Ardenne (Marne et Aube) et qui représentent près de 20% de la production nationale. Dans un contexte de recherche de nouvelles ressources énergétiques, des perspectives d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux ont également été mises au jour ses dernières années en Moselle dans l'ancien bassin houiller (découverte de gisements de gaz « de couche » liés à la présence de veines profondes de charbon). Cependant, la loi du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures prévoit l'arrêt de la recherche et de l'exploitation des gisements sur tout le territoire français et le non-renouvellement au-delà de 2040 des concessions en cours d'exploitation, à quelques exceptions.

Une exploitation qui impacte l'environnement toujours plus encadrée

Les carrières peuvent impacter les paysages, la biodiversité, la ressource en eau...et sont donc encadrées par des schémas : les schémas départementaux des carrières – outil de décision pour une utilisation rationnelle des gisements minéraux et la préservation de l'environnement – vont être remplacé d'ici 2020 par un schéma régional des carrières : il présente une analyse des besoins, des modes d'approvisionnement et de transport, un examen de l'impact des carrières existantes, des orientations et des objectifs visant à réduire l'impact des extractions sur l'environnement et à privilégier une utilisation rationnelle des matériaux et des orientations et des objectifs pour la remise en état des carrières en fin d'exploitation.

Avec l'évolution des règles d'urbanisme, l'implantation de nouveaux sites est de plus en plus contrainte par :

- les espaces naturels protégés,
- les règles d'éloignement des sites de production des sites de consommation,
- la mauvaise perception de l'activité auprès du public et du voisinage, malgré des progrès constants dans la limitation des nuisances et dans le réaménagement paysager.

Cela implique d'autres nuisances économiques et environnementales importantes liées au transport qui entraînent une augmentation de la consommation d'énergie, du trafic, de l'entretien des routes, du prix des matériaux... Ces aspects demandent donc de toujours rechercher le meilleur équilibre entre toutes ces contraintes.

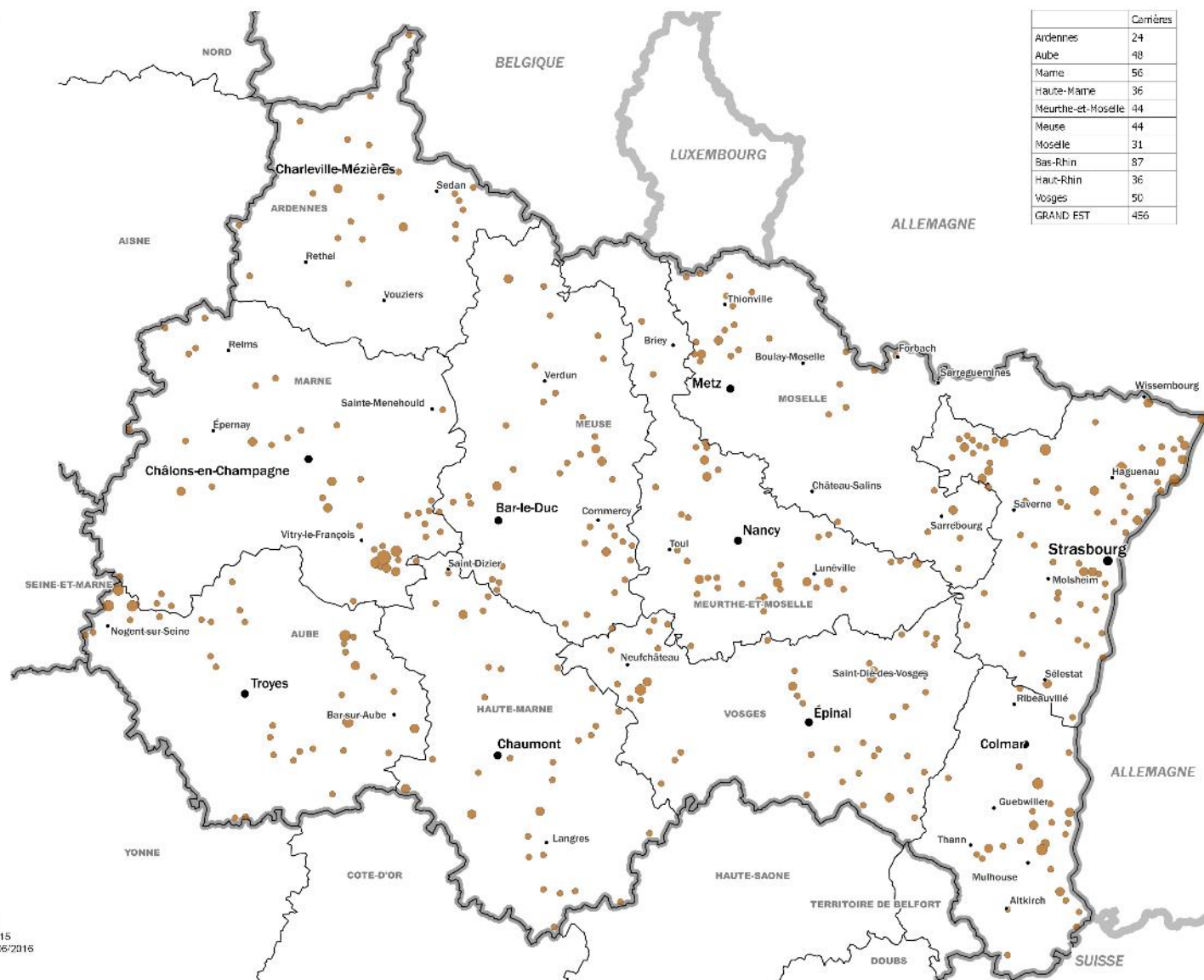


Risque - Carrières

GRAND EST

Légende :

Nombre de carrières en fonctionnement par commune



| | Carrières |
|--------------------|-----------|
| Ardennes | 24 |
| Aube | 48 |
| Marne | 56 |
| Haute-Marne | 36 |
| Meurthe-et-Moselle | 44 |
| Meuse | 44 |
| Moselle | 31 |
| Bas-Rhin | 87 |
| Haut-Rhin | 36 |
| Vosges | 50 |
| GRAND EST | 456 |

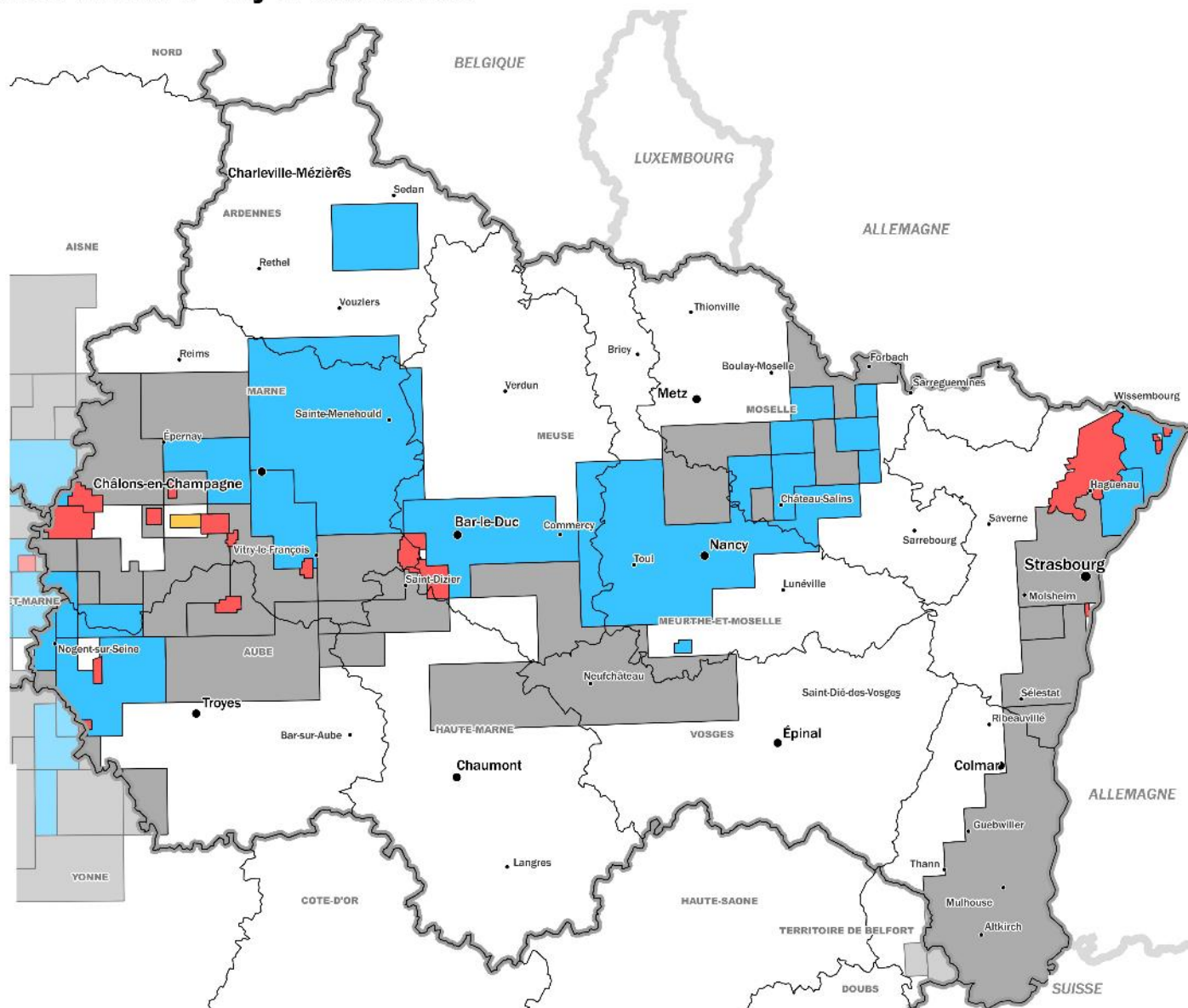
0 25 50 km

Sources : M.E.M. - SIGIC (données au 25/02/2015)
 Fonds : SIGN-GEOLAB 2015, OpenStreetMap 2015
 Conception : DREAL/SCDD/PSIG2DUM - maj 28/05/2016
 carrieres_R44.qgs - EB



Risque - Titres miniers - Hydrocarbures

GRAND EST



Légende :

Titres miniers hydrocarbures

- Demande de titre d'exploitation
- Demande de permis de recherche
- Permis exclusif de recherches
- Titre d'exploitation

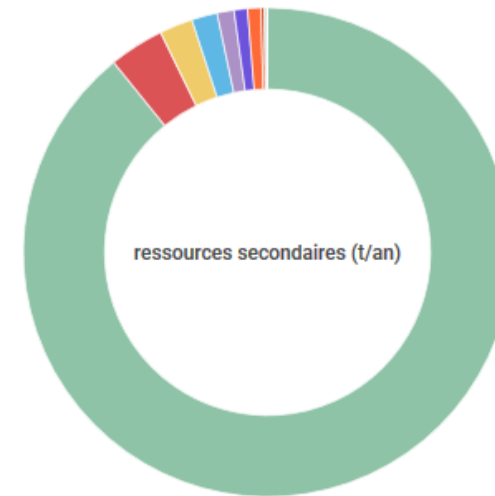
0 25 50 km

Sources : DGE/DE/SD2/2A (2015)
Fonds : ©IGN-GEOFLA® 2015, OpenStreetMap 2015
Conception : DREAL/SCDD/PSIG2D/UM - maj 28/06/2016
titres_miniers_hydrocarbures_R44.qgs - EB

La substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage devrait progresser

L'économie circulaire est intégrée au schéma régional des carrières par le biais de la valorisation des ressources minérales secondaires, notamment issues des déchets du BTP, en compensation d'une partie des volumes de la ressource primaire. Ces ressources secondaires ont été évaluées dans le Grand Est – 10,9 millions de tonnes/an - et sont principalement constituées de déchets du BTP (presque 10 millions t), et loin derrière de laitiers (400 000 t/an), cendre volante, déchets de sable, gravier, mâchefer, déchets de sable, gravier, mâchefer.

Dans le domaine de la réalisation d'ouvrages publics ou privés, il est possible dans certains cas d'avoir recours à des matériaux non traditionnels tels que des sous-produits industriels et des matériaux issus du recyclage. Les carrières offrent la possibilité de valoriser les déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site après exploitation. Une autre voie de valorisation est possible par le concassage criblage : les déchets inertes peuvent être ensuite intégrés comme matériaux lors de nouvelles constructions.



Quantité de ressources secondaires (en tonnes/an)⁷⁰

⁷⁰ Source : DREAL dans le cadre des travaux d'élaboration du schéma régional des carrières

5.6. Enrayement de l'artificialisation des sols

L'essentiel de ce chapitre (texte & données) est extrait de la note « connaissance » n°1 - observation de l'occupation du sol en Grand Est (mars 2017) de la DREAL sauf mention contraire

L'artificialisation des sols impacte fortement l'agriculture, la biodiversité, le cycle de l'eau et des sols

On entend par surface artificialisée toute surface retirée de son état naturel (friche, prairie naturelle, zone humide etc.), forestier ou agricole. Les surfaces artificialisées incluent les espaces artificialisés non bâtis (espaces verts urbains, équipements sportifs et de loisirs etc.) et peuvent se situer hors des zones urbaines, à la périphérie de villes de moindre importance voire de villages, ou encore en pleine campagne (urbanisme diffus).

Les terres artificialisées le sont surtout au détriment des espaces agricoles, dans une moindre mesure naturels.

L'artificialisation des sols représente une menace pour la ressource en eau, les paysages, la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes, non seulement pour la partie détruite mais également les continuités écologiques, qui se retrouvent fractionnées.

L'artificialisation peut aller jusqu'à l'imperméabilisation, qui représente d'une certaine façon le degré le plus fort de l'artificialisation, avec le maximum d'inconvénients. Ainsi, l'imperméabilisation des sols entrave l'absorption naturelle des eaux et leur infiltration, aggravant le risque de crues et la pollution de l'eau, avec une accélération de l'écoulement des eaux pluviales. Elle induit également des conséquences sur la vie du sol (disparition des micro-organismes, appauvrissement des sols).

⁷¹ Source: Corine land cover 2012

⁷² Source: MAJIC

Un ratio « moyen » de sols artificialisés similaire à l'échelle nationale

Un ratio similaire à l'échelle nationale mais des situations contrastées entre départements



5,7⁷¹ à 8,8⁷²% du territoire **artificialisé** en 2012

dont près de **3%** de sols **imperméables**⁷³

L'occupation des sols en Grand Est présente quasiment les mêmes ratios qu'à l'échelle nationale : environ 6% d'espaces artificialisés, 59% de terres agricoles et 35% de zones naturelles (forêts, milieux semi-naturels, zones humides et surfaces en eau)⁷⁴.

- Ces ratios moyens masquent cependant une certaine diversité : l'occupation agricole s'étend ainsi de 44% du territoire dans les Vosges et le Haut-Rhin à 74% dans la Marne. L'espace artificialisé couvre 2,5% du territoire en Haute-Marne et en Meuse, mais 11% dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

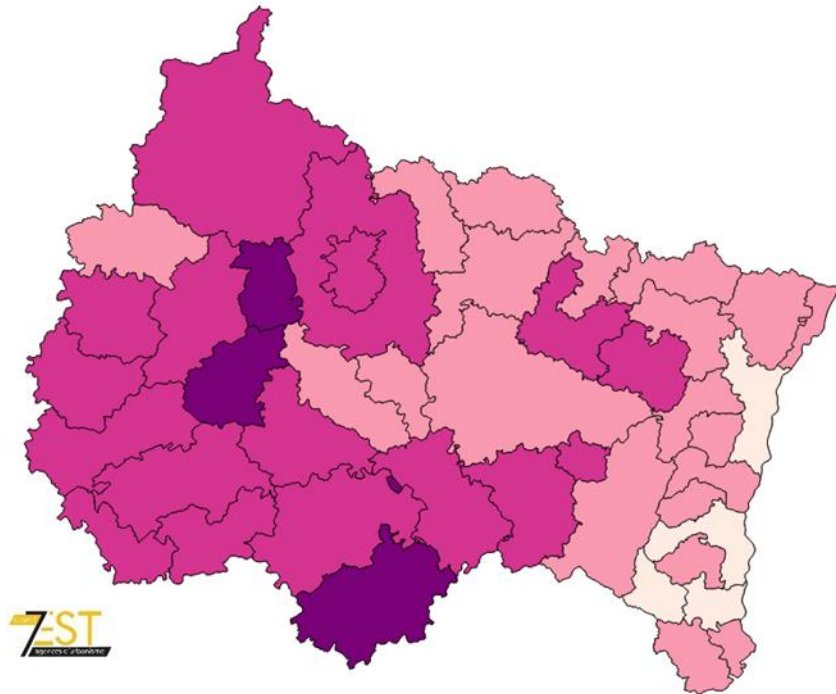
Néanmoins, la source de données – Corine land cover - sous-évalue nettement les zones artificialisées, car toutes les petites zones sont ignorées, y compris certains centres de villages. Les zones très rurales ou d'habitat dispersé, sont considérées comme des écosystèmes naturels ou agricoles, selon l'occupation dominante.

- Selon Corine land cover, la région est un peu plus artificialisée que la moyenne française ; selon les autres sources (Teruti, Majic), la région est moins artificialisée, d'un point environ.
- Sur les dix départements, la part du territoire artificialisé varie de 2,5 à 11% selon Corine land cover, de 4,2 à 13,3% selon Teruti, et de 4,8 à 12,8% selon MAJIC.
- Ainsi, les départements de la Haute-Marne, de la Meuse, des Ardennes, de l'Aube et des Vosges, plus faiblement urbanisés, affichent des proportions de

⁷³

⁷⁴ Source : MAJIC

zones artificielles moindre avec Corine land cover qu'avec les autres sources de données



Pertes d'espace naturel, agricole et forestier par habitant entre 2009 et 2014.

Une artificialisation qui va jusqu'à l'imperméabilisation de certains sols

Avec 2,8 % du sol imperméable, la région Grand Est ne se distingue pas de la moyenne de France Métropolitaine. Le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle apparaissent comme les trois départements les plus imperméables de la région.

⁷⁵ Données Corine land cover 2012 ; in L'observation de l'occupation du sol en Grand Est, Quel outil, CLC-TERUTI-MAJIC-BDOCS... pour quelle observation ? DREAL Grand Est, N° 1 mai 2017

⁷⁶ Source : DREAL – fiche d'enjeu SRADDET volet thématique foncier

Les surfaces imperméabilisées représentent environ la moitié des zones artificialisées⁷⁵.

Une artificialisation qui baisse mais reste élevée : elle est progressivement décorrélée de la croissance démographique et de l'emploi



+2,2% du territoire **artificialisé** entre 2006 et 2012

+1,1% de croissance démographique

-1% du nombre d'**emplois**⁷⁶.

Le rythme d'artificialisation des sols est plus fort que la croissance démographique et celle du nombre d'emplois à tel point qu'on parle de « surconsommation » : ce phénomène vaut tant à l'échelle nationale que régionale. Néanmoins cette décorrélation est plus marquée dans le Grand est :

- Croissance démographique et de la surface dévolue à l'habitat sont de moins en moins corrélées : La « tache urbaine » a progressé de plus de 90% sur la période 1992-2013 alors que la croissance démographique a été de moins de 20%. Cet écart est plus marqué dans les communes de 2 000 à 10 000 habitants.
- L'évolution de la surface consacrée aux activités est totalement décorrélée de celle de l'emploi⁷⁷.

Le rythme de croissance de la surface des terres artificialisées en Grand Est suit la tendance métropolitaine, avec une baisse graduelle du rythme sur la période 2006-2012.

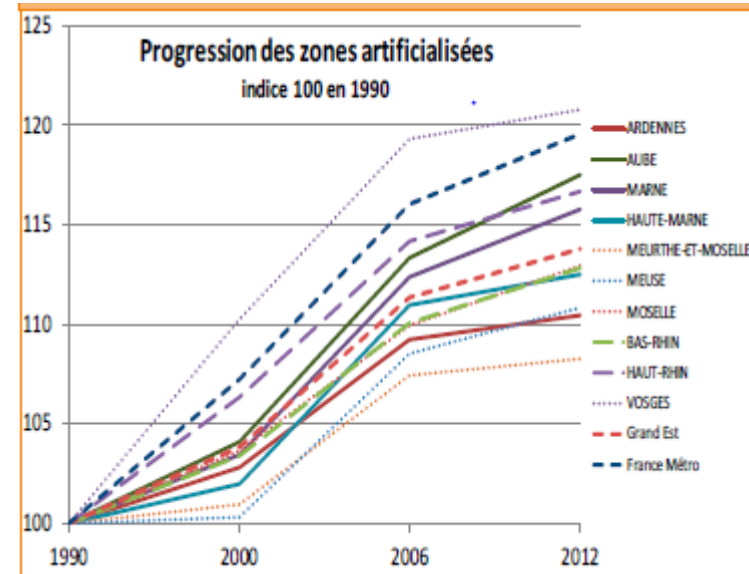
⁷⁷ Source : étude consommation foncière dans le cadre de l'élaboration du SRADDET – réseau des 7 agences d'urbanisme du Grand Est – octobre 2017

- Le rythme de croissance de la surface des terres artificialisées en métropole s'établit depuis 1990 jusqu'en 2000 à + 0,70 % par an, entre 2000 et 2006 à + 1,30 % par an, et entre 2006 et 2012, à + 0,49 % par an.
- Le Grand Est se distingue assez peu, avec un rythme similaire, mais des valeurs plus faibles : + 0,38 % par an jusqu'en 2000, + 1,17 % entre 2000 et 2006, et + 0,36 % entre 2006 et 2012. La tendance est donc à un certain ralentissement de la croissance de l'artificialisation dans la dernière période, après l'accélération du début du siècle.⁷⁸

Sur l'ensemble de la période 1990-2012, les départements des Vosges, de l'Aube, du Haut-Rhin et de la Marne affichent des hausses supérieures à la moyenne régionale.

Depuis 2006, l'Aube, la Marne, le Bas-Rhin et la Moselle connaissent une artificialisation supérieure à la moyenne.

- On peut noter l'importance pour l'Aube et la Marne de l'artificialisation causée par le développement de zones de commerce et d'industrie, de l'extraction de matériaux et des réseaux et infrastructures dans la Marne (LGV).
- La Moselle et le Bas-Rhin se distinguent par le développement d'importantes zones de chantier, par exemple celles liées à la construction de la ligne TGV.



L'artificialisation des sols dans les départements depuis 1990⁷⁹

Au total on compte plus de 1 150 hectares supplémentaires de surfaces artificialisées dans le Grand Est par an : une artificialisation plus généralisée et diffuse dans les départements de l'est, plus concentrée autour de quelques pôles urbains ailleurs.

- La progression de l'artificialisation est de l'ordre de + 1,2 % par an sur la même période 2006-2012, selon l'enquête annuelle Teruti, soit environ 3 fois plus forte que dans CLC. En superficie, cela représente 5 280 hectares artificialisés par an.
- Le classement des départements est également différent : les Vosges et la Moselle affichent les croissances annuelles les plus fortes, de + 1,8 %, tandis que les deux départements alsaciens sont autour de + 1 % par an.

⁷⁸ Données Corine land cover

⁷⁹ Données Corine land cover

Une artificialisation qui se fait principalement au détriment des terres agricoles

Les espaces agricoles, naturels et forestiers sont en recul sur la quasi-totalité du territoire régional. L'artificialisation la plus importante est située en couronne des grands pôles régionaux et sur les espaces les plus dynamiques économiquement et démographiquement – sillons lorrains, rhénan, une partie des zones transfrontalières. En dehors de ces zones, l'artificialisation est plus faible mais se poursuit régulièrement⁸⁰.

Les territoires nouvellement artificialisés dans le Grand Est sont à 86% des terres agricoles (87% à l'échelle nationale)⁸¹.

- -0,2% de surfaces agricoles en 6 ans, une consommation des terres souvent les plus fertiles et un mitage des exploitations

Pourtant, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche de 2010 a fixé comme objectif de diviser par deux la consommation d'espace à l'horizon 2020.

Une artificialisation corrélée à une dé-densification globale, qui entraîne une dépendance accrue à la voiture individuelle

Cette surconsommation d'espace est aussi à relier à l'évolution de la densité résidentielle en Grand Est, qui a baissé depuis les années 60 jusqu'au milieu des années 2000⁸².

- Alors que durant les années 60, la densité moyenne en région Grand Est était supérieure à 22 logts/ha, elle a chuté à la fin des années 70 – début 80 de 2 points. En cause principalement le modèle dominant de la maison individuelle (68 % des constructions en région Grand Est dans les années 80) sur des parcelles immenses (de 1 000 m² à 1 400 m² par maison sur les départements ruraux et de 800 m² à 1000 m² sur ceux plus urbains).

- Cette densité globale a continué de baisser dans une dynamique moindre jusqu'au milieu des années 2000 pour atteindre à peine 20 logts/ha.

La densité résidentielle de la région reste toutefois supérieure de deux points à la moyenne nationale aujourd'hui.

Elle est par contre très hétérogène suivant les territoires, certains départements plus ruraux possèdent des densités résidentielles très faibles (14 logts/ha pour les Vosges en 2014 contre 27 logts/ha en Meurthe-et-Moselle par exemple).

Plusieurs facteurs semblent avoir infléchi la chute de la densité résidentielle dans le Grand Est : les évolutions législatives (depuis la loi SRU de 2000) ; les évolutions dans les attentes et modes de vie des habitants (souhait de diminution de l'empreinte écologique, accès aux services, aux transports en commun, etc.) ; dans certains secteurs la présence d'un foncier plus rare et plus cher. Cette tendance à la densification est notamment observable au sein des grands pôles urbains déjà très denses.

Néanmoins, alors que les communes des couronnes proches des principales polarités ont vu leurs taches urbaines augmenter majoritairement au cours des années 1970, cette augmentation s'observe aujourd'hui plutôt dans les communes plus rurales. Cet éloignement progressif de l'urbanisation de plus en plus loin des pôles d'emploi est aussi à mettre en regard de l'augmentation en temps et en distance des déplacements domicile-travail avec 2/3 des actifs qui travaillent aujourd'hui hors de leur commune de résidence en Grand Est⁸³.

⁸⁰ Source : note d'enjeux pour SRADDET Grand Est – DREAL 9/06/17

⁸¹ Données Corine land cover 2006-2012, Source : DREAL – fiche d'enjeu SRADDET volet thématique foncier

⁸² DREAL – fiche d'enjeu SRADDET volet thématique foncier

⁸³ INSEE 2016

Des leviers : réhabilitation & réutilisation des friches, renouvellement urbain & densification...

Des outils et stratégies à mobiliser : SCoT, PLUI, stratégie foncière, recyclage des friches...

La péri-urbanisation observée dans le Grand Est se développe au détriment notamment des bourgs centres qui maillent le territoire et qui doivent par ailleurs faire face à des phénomènes de dévitalisation. Aussi le confortement des fonctions de centralité des principales agglomérations mais aussi des villes moyennes et des bourgs centres qui structurent le territoire est un levier. Il peut être actionné en :

- Privilégiant l'accueil de nouveaux ménages dans les villes et bourgs centres.
- Conditionnant le développement urbain à la desserte en transports en commun, mode doux, et à l'existence de commerces, services, et équipement de proximité.
- En urbanisant en compacité et au plus près des enveloppes urbaines existantes (utilisation des dents creuses, friches, éviter les urbanisations linéaires le long des infrastructures) en s'appuyant sur des études de stratégie foncière
- En recensant les friches et en facilitant leur réhabilitation (voir chapitre : restauration des plaies du passé)
- Mettant en œuvre une densité renforcée et adaptée au territoire dans les opérations nouvelles tout en gardant des espaces de respiration et garantir le cadre et la qualité de vie.

Les schémas de cohérence territoriale – SCoT - qui couvrent désormais près de 90 % de la population régionale, se sont emparés de ce sujet à la fois pour enrayer les effets de l'étalement urbain sur l'armature urbaine et la structuration des espaces et également en termes de lutte contre la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Ils définissent des objectifs clairs et souvent chiffrés tant en termes de densification que d'extension urbaine. Cependant, leurs objectifs et les concepts associés (enveloppe urbaine, armature urbaine, etc.) sont souvent différents d'un SCoT à l'autre et pas toujours très ambitieux⁸⁴.

⁸⁴ Source : Note d'enjeux pour le SRADDET Grand est- DREAL – 9/06/2017

De nombreux acteurs impliqués

La région Grand Est possède par ailleurs un important réseau d'acteurs du foncier : EPF d'Etat et local, 7 agences d'urbanisme, SAFER, bailleurs, SEM) qu'il est nécessaire de mobiliser dès lors que des réflexions se lancent sur des projets territoriaux.

- Les Établissements Publics Fonciers (EPF de Lorraine et EPF d'Alsace) peuvent intervenir auprès des collectivités couvertes sur des questions de maîtrise foncière, d'opérations d'études, de travaux de pré-aménagement ou de reconversion.
 - L'EPF de Lorraine couvre l'ensemble des quatre départements de l'ex-Lorraine (Vosges, Meuse, Moselle et Meurthe-et-Moselle), l'EPF d'Alsace couvre une partie du territoire du Bas- Rhin et du Haut-Rhin (25 % de la population Alsacienne début 2016).
- Les SAFER œuvrent aussi auprès de l'ensemble des acteurs (collectivités, agriculteurs, porteurs de projets publics ou privés) sur des questions foncières en milieu rural ou péri-urbain, notamment grâce à leur droit de préemption.
- Les bailleurs sociaux, de par leur maîtrise foncière et parfois leur propre outil de portage foncier, peuvent agir sur le foncier.
- Les Sociétés d'Économie Mixte, les Sociétés Publiques Locales d'Aménagement et les Sociétés Publiques Locales sont autant d'acteurs qui peuvent agir localement sur des opérations d'aménagement et de construction⁸⁵.

⁸⁵ Extrait de la fiche d'enjeux SRADDET – volet thématique foncier - DREAL

5.7. Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques

5.7.1. Réduction des aléas et de l'exposition des populations au risque inondation et mouvement de terrain

Le risque inondation, enjeu majeur pour la région : la vulnérabilité des communes s'accroît mais les plans de prévention et de gestion des risques aussi

De nombreuses communes exposées aux différents types de risque inondation



24% des communes et

9% de la population situés en zone inondable⁸⁶

Près d'1/4 des communes dont les principales agglomérations (Strasbourg, Mulhouse, Metz, Nancy, Troyes, Châlons-en-Champagne...) sont situées en zone inondable. Les inondations constituent un risque naturel majeur pour la région Grand Est. Les départements les plus concernés – plus de 10 % de la population en zone inondable - sont les Ardennes, le Bas-Rhin, l'Aube, la Moselle et la Meuse. Les départements les moins concernés - moins de 4% de leur population en zone inondable - sont la Haute-Marne et la Marne⁸⁷.

Plusieurs types d'inondations affectent le Grand Est :

- Principalement des inondations fluviales (inondation de plaine) par le débordement des grands cours d'eau : Aisne, Aube, Marne, Meuse, Moselle, Saône, Seine

- Des crues des rivières torrentielles et des torrents (fréquentes dans les secteurs situés en contrebas des secteurs pentus, par exemple les coteaux viticoles champenois)
- Des inondations pluviales (ruissellement en cas d'épisodes orageux) notamment en Alsace, sous la dénomination générique de « coulées d'eaux boueuses ».
 - Ces coulées d'eaux boueuses s'expriment, en secteur agricole, lors d'épisodes orageux entre mai et juillet lorsque la couverture végétale de sols limoneux est faible (cultures de printemps comme le maïs principalement, le houblon ou la vigne, ...) dans les secteurs à relief collinéen.
- Des inondations par remontée de nappe phréatique (Ces inondations se produisent lorsque le niveau de la nappe est inhabituellement élevé par rapport à la normale et que des éléments pluvieux exceptionnels s'y ajoutent) notamment dans la zone de Strasbourg, bassin versant de la Zorn et du Landgraben, bassin potassique.

Au cours des dernières décennies, la vulnérabilité des communes s'est accrue : les inondations sont en effet favorisées par l'artificialisation des sols, l'évolution des pratiques culturales et viticoles qui accentuent le ruissellement aux dépens de l'infiltration, par des aménagements réalisés sur les cours d'eau (canalisation, busage, aménagement des berges...), l'implantation d'activités humaines dans les zones d'expansion des crues.

En cas de crue centennale, près de 155 000 habitants et 100 000 emplois seraient touchés en région Grand est dans les territoires prioritaires de la directive inondation⁸⁸.

Des plans de prévention et de gestion des risques qui se développent

Chacun des 3 bassins hydrographiques à cheval sur le territoire a mis en place un Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) : ils identifient 15 secteurs les plus vulnérables, les Territoires à Risque Important d'Inondation (TRI). 28 % de la

⁸⁶ Source : diagnostic eau du SRADDET

⁸⁷ Source : diagnostic eau du SRADDET

⁸⁸ Source : atlas cartographique du Grand Est

population habitant en zone inondable est située dans l'un de ces TRI. Dans les TRI de Strasbourg et Troyes, les conséquences pourraient être de portée nationale.

Chaque TRI doit donner lieu à l'élaboration d'une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) sur la période 2016-2021. Ces stratégies, élaborées par l'Etat et les collectivités en lien avec les acteurs locaux de la prévention, sont des projets de territoire pour une démarche intégrée et multi-partenaire de gestion des risques d'inondation. Elles fixent des objectifs réalistes et sont mises en œuvre au travers de plans d'actions (dont la forme préférentielle est le Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations - PAPI).

- La région Grand Est compte 10 SLGRI (certaines portant sur plusieurs TRI), dont 7 sont approuvées, 2 en cours d'approbation (consultation publique terminée) et 1 en cours d'élaboration.
- 7 PAPI en Grand Est

Les plans de prévention du risque inondation (PPRI) complètent ces dispositifs (dans ou en dehors des TRI), en définissant comment prendre en compte le risque dans l'occupation des sols, notamment pour maîtriser l'urbanisation en zone inondable voire restaurer des champs d'expansion des crues dans certaines zones : près d'un quart des communes de la région sont concernées par ces contraintes d'aménagement.⁸⁹ Ces plans de prévention des risques sont annexés aux plans locaux d'urbanisme (PLU).

Quatre projets de Plan Submersions Rapides (PSR) incitent les territoires concernés en Grand Est à bâtir des projets de prévention des risques liés aux inondations par ruissellement ou crues soudaines et aux ruptures de digues fluviales : il peut s'agir de mise en sécurité des ouvrages fluviaux existants (à niveau de protection équivalent) et de l'augmentation des niveaux de protection.

- Les 4 PSR concernent 1/ les digues de Sélestat, 2/ le plan de réhabilitation des digues du Grand Troyes, 3/ la digue du canal de Jouy-aux-arches (qui vise à

conforter la digue de la Polka) et 4/ le système d'endiguement n°1 de protection des Communes d'Erstein à Strasbourg contre les crues de l'III.

En tant que région hydrographique située à l'amont de grands bassins de vie nationaux et transfrontaliers (région parisienne, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, villes riveraines du Rhin), la région a un rôle particulier à jouer dans la régulation des crues vis-à-vis de la population et des activités économiques de ses voisins. Aussi des aménagements sur le territoire contribuent à la protection des populations des régions en aval : lacs d'écrêtement des crues de la Seine, polders du Rhin, ouvrages de ralentissement dynamique sur la Meuse...

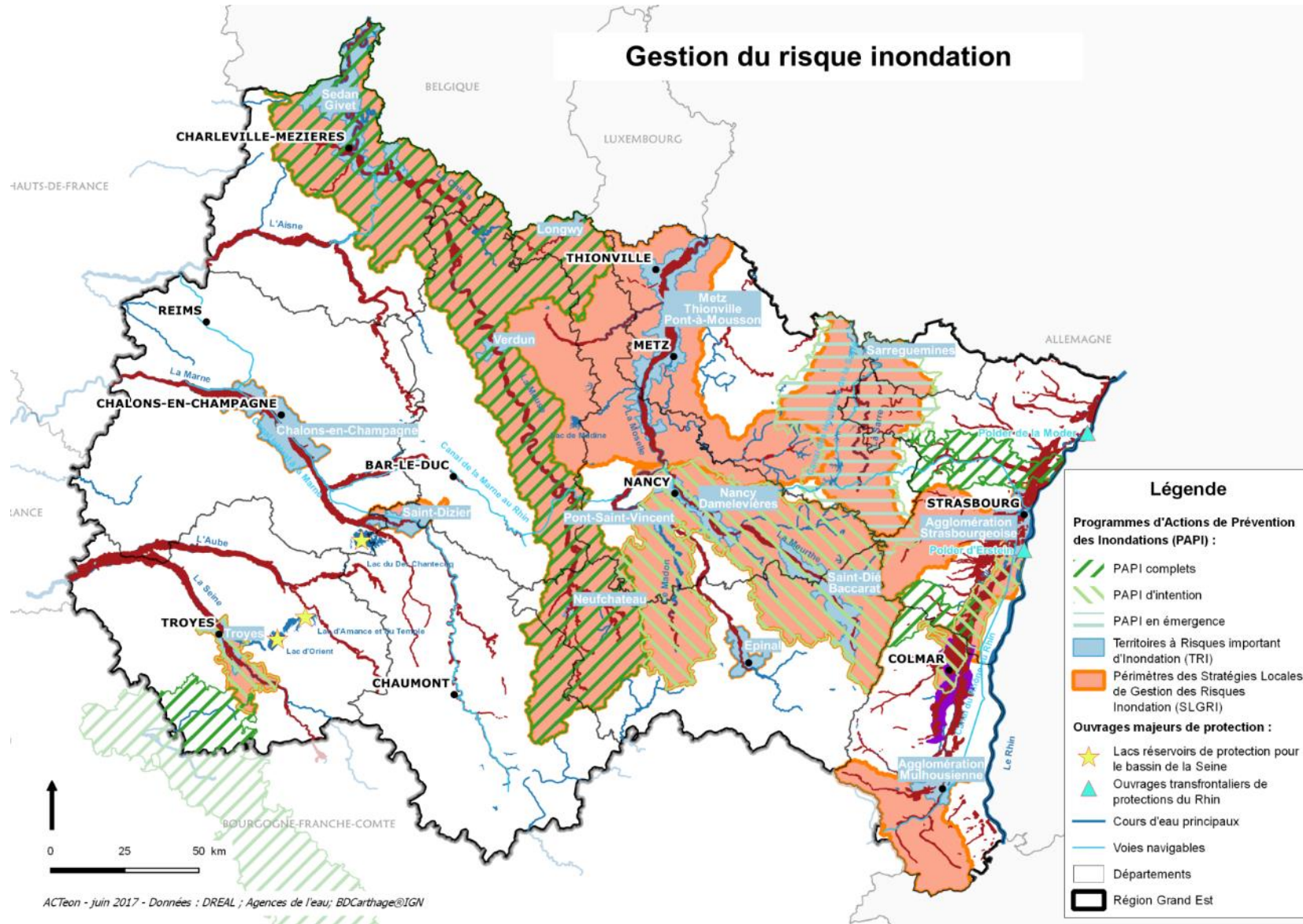
- Ainsi se trouvent sur son territoire 3 des 4 grands lacs réservoirs de protection de Paris contre les crues (lac-réservoir Marne, lac-réservoir Seine, lac-réservoir Aube). D'une capacité de stockage de plus de 800 millions de mètre cubes, les grands lacs de Seine participent à la protection des territoires situés en aval dont quelques grandes agglomérations comme Troyes et Châlons-en-Champagne.

Par ailleurs, cette position transfrontalière de la région a entraîné des coopérations internationales : commission internationale pour la protection du Rhin, commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre, commission internationale de la Meuse : elles ont toutes un plan d'action pour lutter contre les inondations de façon à appréhender le risque à l'échelle des bassins versants.

Enfin, si des incertitudes demeurent encore quant à l'impact du changement climatique sur l'augmentation des précipitations et par conséquent sur l'hydrologie des bassins versants, la politique de prévention des inondations doit désormais prendre en compte cette problématique.

⁸⁹ Source : atlas cartographique Région Grand Est

Gestion du risque inondation



Un risque mouvement de terrain fréquent d'origines diverses



Plus de **35%** des communes concernées par le risque **mouvement de terrain**⁹⁰

Plusieurs types de mouvements de terrains sont rencontrés en Grand Est, occasionnant un risque fréquent, plus localisé et d'incidences assez forte localement :

- retrait-gonflement des argiles
- effondrement de cavités souterraines
- ruissellement, érosion, coulées boueuses
- glissement de terrain
- éboulement ou chute de blocs

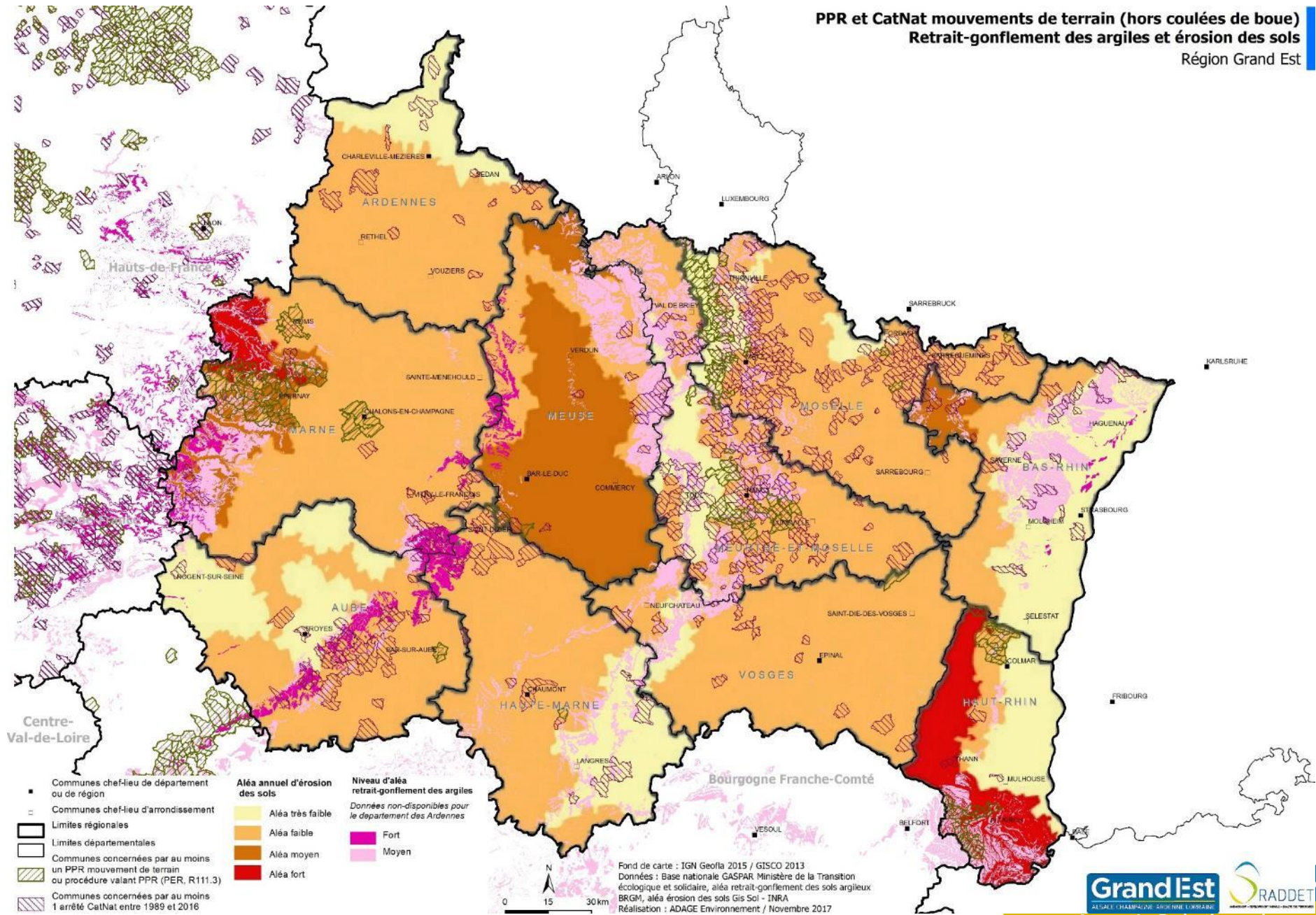
En région, 25 Plans de prévention pour le risque (PPR) mouvement de terrain (ou R111.3) ont été prescrits dont 21 approuvés. Ils concernent 173 communes.⁹¹

La carte suivante, qui cumule toutes les informations liées aux risques mouvement de terrain (communes concernées par un PPR, communes ayant déjà fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle liée aux mouvements de terrains, carte de l'aléa retrait-gonflement d'argile et carte de l'aléa érosion des sols) montre que de larges zones en région sont concernées.

⁹⁰ Sources : profils environnement régionaux et DDRM

⁹¹ Source : base de données Gaspar

PPR et CatNat mouvements de terrain (hors coulées de boue)
Retrait-gonflement des argiles et érosion des sols
Région Grand Est



Des mouvements de terrains liés au retrait-gonflement d'argile

Des mouvements de terrain relativement lents, consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols par retrait et gonflement des argiles peuvent occasionner des dommages plus ou moins importants aux bâtiments, infrastructures et réseaux. Ce risque pourrait être amplifié avec le réchauffement climatique et l'accroissement probable des phénomènes de sécheresse.

Les aléas sont particulièrement forts dans le sud-ouest des plateaux occidentaux de la Marne, dans l'arc de la Champagne humide, et en quelques points sporadiques dans les plateaux occidentaux de la Marne. 1,4% de la surface du territoire est classé en aléa fort⁹².

- Presque 10% du territoire classé en aléa moyen dans le reste des plateaux occidentaux de la Marne, la plaine de la Woëvre entre côtes de la Meuse et de la Moselle, le piémont nord alsacien, Jura et Sundgau : plus de 400 000 personnes potentiellement concernées.

Environ 8% des communes du Grand est ont été concernées par un arrêté de catastrophe naturelle lié au retrait-gonflement d'argile⁹³.

Un seul PPR mouvement de terrain, pour la région de Ribeauvillé – prescrit et approuvé – inclus ce risque en plus des autres types de mouvement de terrain.⁹⁴

Des dispositions constructives simples sur les nouveaux bâtiments peuvent être mises en œuvre afin de prévenir ce risque.

Un risque coulées boueuses essentiellement en Alsace et dans la montagne de Reims

Le risque de coulées d'eau boueuse peut être appréhendé via le risque d'érosion, les sols les plus sensibles à l'érosion étant ceux les plus susceptibles d'engendrer des coulées de boue (cf. carte précédente).

Les coulées d'eaux boueuses sont un risque fréquent mais plus localisé qui concerne près de 40% des communes alsaciennes et plus particulièrement celles

du piémont viticole, du Kochersberg dans le Bas-Rhin et du Sundgau dans le Haut-Rhin. Elles sont un risque important également dans la zone de la montagne de Reims. Un risque moyen dans une large partie de la Meuse, faible à très faible dans le reste de la région.

Les coulées boueuses se sont accrues ces 30 dernières années, favorisées par le changement des pratiques culturales et l'imperméabilisation des sols due à l'urbanisation. 4 PPR couvrent ce risque : PPRi Blotzheim Hélingue, PPRi Moselotte en Alsace, mais également PPRn Inondation Aube Aval et PPRn Inondation Seine Amont.

Un risque d'effondrement de cavités souterraines

La région est concernée par des mouvements de terrain soudains, rapides et d'occurrence discontinue pouvant mettre en jeu la vie des personnes dans les cas les plus extrêmes : effondrements ou affaissements de cavités naturelles (Chancenay...) ou artificielles (anciens sites d'exploitation de craie à Reims, Châlons-en-Champagne, cavités souterraines liées aux caves des brasseries, aux ouvrages militaires ou civiles dans l'agglomération de Strasbourg ou à proximité de Mulhouse notamment).

Moins de 10 communes ont bénéficié d'un arrêté de catastrophe naturelle concernant les effondrements de cavités⁹⁵. Néanmoins une centaine de communes est concernée par un PPR mouvement de terrain pour un risque d'effondrement liée à une cavité en région⁹⁶.

Une connaissance de l'aléa mouvement de terrain qui s'améliore

La connaissance de l'aléa a beaucoup progressé, notamment grâce aux différents travaux et inventaires conduits par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) sur les bases de données et les cartographies relatives aux mouvements de terrain et à l'aléa retrait-gonflement des argiles. La connaissance plus fine du risque reste néanmoins localisée, et fait souvent suite à des événements passés.

⁹² SOES (Eider), BRGM ; données 2006

⁹³ Source : base de données GASPARD des arrêtés de catastrophe naturelle

⁹⁴ Source : base de données Gaspar

⁹⁵ Source : base de données GASPARD des arrêtés de catastrophe naturelle

⁹⁶ Source : base de données Gaspar

L'amélioration de la connaissance permet de mieux intégrer le risque dans les politiques d'aménagement et la réglementation des usages des sols, via notamment l'élaboration de Plans de prévention.

Un risque mouvement de terrain lié à l'après-mine en Lorraine

Voir chapitre « restaurer les plaies du passé »

D'autres risques naturels, plus modérés, rares ou localisés

- Un risque sismique qui suit un gradient ouest-est de très faible à modéré en Alsace voire moyen dans le sud de l'Alsace
- D'autres risques divers, plus rares ou plus localisés - feux de forêts, tempêtes...- qui pourraient cependant croître avec le changement climatique (voir ci-après)



L'adaptation au changement climatique à anticiper

Comme déjà évoqué, le changement climatique devrait entraîner en Grand Est une hausse générale de la température moyenne et impacter les précipitations, ces changements entraînant une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes : précipitations plus fréquentes longues et

⁹⁷ Etude de scénarios sur le régime hydrologique du Rhin, publié en 2011 par la Commission internationale pour la protection du Rhin.

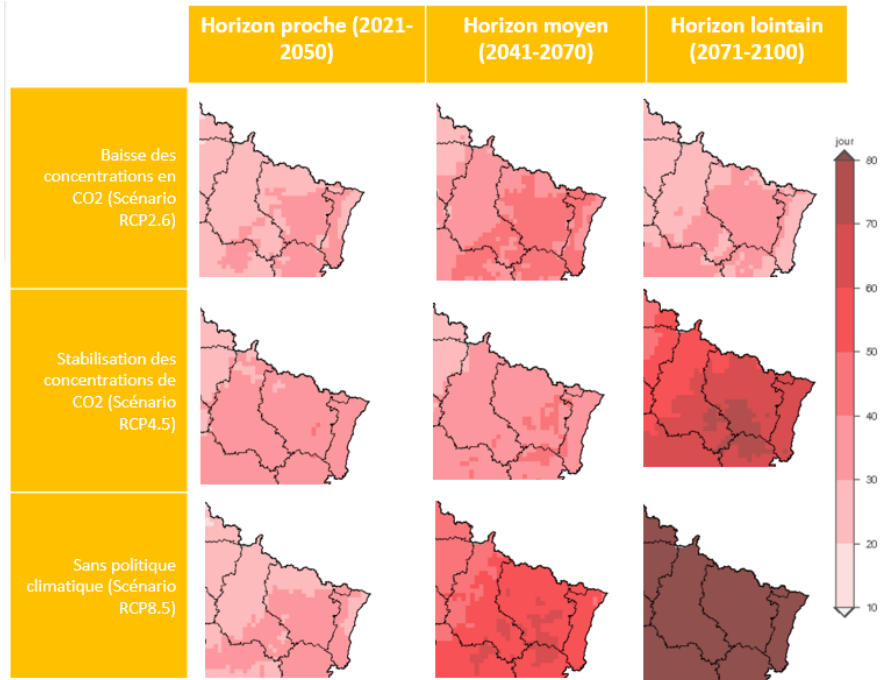
intenses là où elles sont déjà les plus fortes, pouvant entraîner des inondations plus intenses ; à l'inverse une augmentation de l'occurrence et de la durée des sécheresses dans les zones déjà impactées par ce risque.

Une étude menée sur le Rhin⁹⁷ en particulier conclue à une probable hausse des crues de petite et moyenne ampleur, mais demeure très prudente sur la possible augmentation des débits de crues rares.

Les sécheresses pourraient accentuer le phénomène de retrait-gonflement d'argile.

Les feux de forêts, qui épargnent globalement la région aujourd'hui pourraient apparaître, de façon sporadique, plutôt en ex-Champagne-Ardenne : les Ardennes sont déjà exposées, avec 16 communes déclarées sensibles en 2010. De la même manière les tempêtes pourraient être plus fréquentes et plus intenses.

Enfin, les épisodes de canicule pourraient augmenter en fréquence, en intensité et en surface du territoire concernée. Paradoxalement, si les températures moyennes sont à la hausse, des épisodes de froid extrême persisteront et seront d'autant plus dangereux que l'écart avec les températures moyennes sera élevé.



Nombre de jours de vague de chaleur selon plusieurs scénarios de concentrations en C22, à divers horizons (source : DRIAS)

5.7.2. Meilleure maîtrise des risques technologiques

De nombreuses sources de risques technologiques liés au caractère industriel de la région

On recense en région Grand Est environ 150 accidents technologiques annuels dont environ 1/3 ont des conséquences environnementales et/ou des conséquences humaines (blessés ou décès) et/ou des conséquences sociales (ex. : confinement ou évacuation de la population, arrêt de distribution d'eau ou d'électricité...)⁹⁸.

De nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement notamment des sites Seveso



Plus de **3 800 ICPE** installations classées pour la protection de l'environnement, dont plus de 80% soumises à autorisation

Parmi elles plus de 3 000 ICPE industrielles, diversifiées : à dominante agro-alimentaire, métallurgie, mécanique et filière automobile en Champagne-Ardenne ; sidérurgie, chimie, verrerie, travail du bois, mécanique, filière automobile, sel, papier, et traitement de déchets en Lorraine ; mécanique, chimie, verrerie, travail du bois, papier, biotechnologies en Alsace.

L'industrie traditionnelle en déclin depuis plusieurs décennies doit faire place à des nouvelles industries, plus performantes du point de vue environnemental.



135 sites Seveso dont plus de 80 seuils hauts

Pour les établissements situés le long des frontières, les enjeux sont de fait partagés avec les pays limitrophes. Des sites Seveso par exemple situés de l'autre côté peuvent également impacter des communes françaises en cas d'accident.

Un important parc nucléaire et autres installations nucléaires



11 réacteurs nucléaires

- 2 réacteurs nucléaires à Fessenheim-Alsace, 4 à Cattenom-Lorraine, 2 à Nogent sur Seine et 3 à Chooz-Champagne-Ardenne (dont 1 en cours de démantèlement)
 - Fermeture annoncée des 2 réacteurs de Fessenheim : La loi de transition énergétique d'août 2015 plafonnant la capacité du parc nucléaire français à 63,2 GW. Cela signifie que la mise en service de l'EPR de Flamanville s'accompagne de la fermeture de réacteurs de puissance équivalente, ce sont les deux plus anciens, ceux de Fessenheim, qui ont été retenus
- Des centres de stockage des déchets radioactifs :
 - un centre de stockage des déchets nucléaires très faiblement radioactif à Morvilliers (Champagne-Ardenne) entré en service en 2003 pour une durée d'exploitation de 30 ans et une capacité de stockage de 650 000 m³,
 - un centre de stockage des déchets de faible et moyenne activité à Solaize-Dhuys en Champagne-Ardenne entré en service en 1992 pour une durée d'exploitation d'environ 60 ans et une capacité de stockage d'un million de mètres cube. Il est, depuis l'arrêt de l'exploitation du centre de stockage de la Manche en 1994, le seul site français de stockage en surface de déchets radioactifs. Cette installation comporte également une unité industrielle de conditionnement des déchets.

⁹⁸ Source : Soes (Eider), données ARIA 2013 et 2014

- un laboratoire souterrain de recherche de l'Andra à Bure-Saudron en vue de la création d'un stockage géologique de déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue

Les réacteurs de Chooz, Cattenom et Fessenheim sont proches des frontières, aussi les enjeux liés à ces risques industriels sont partagés avec les pays limitrophes. A l'inverse, des réacteurs présents en Suisse, Allemagne et Belgique impacteraient le territoire en cas d'accident majeur.

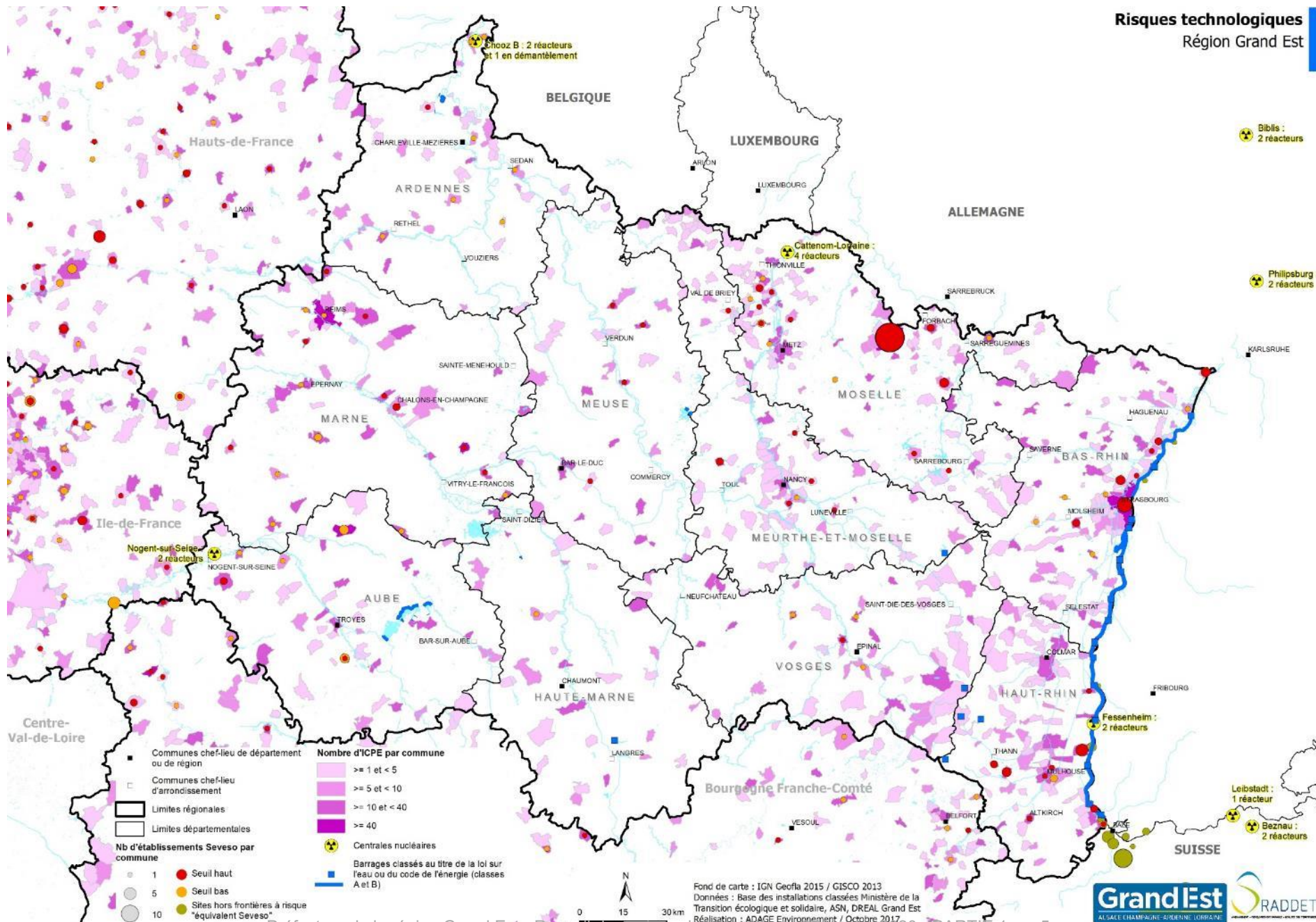
La région accueille également des activités nucléaires de proximité du domaine médical (plus de 110 centres de radiothérapie, médecine nucléaire...et environ

2 200 appareils de scanographie et radiographie) et du domaine industriel et de la recherche (plus de 530 laboratoires, établissements vétérinaires et activités industrielles) et un site de défense participant à la mission de dissuasion nucléaire de la France (Base Aérienne 113 de Saint-Dizier).

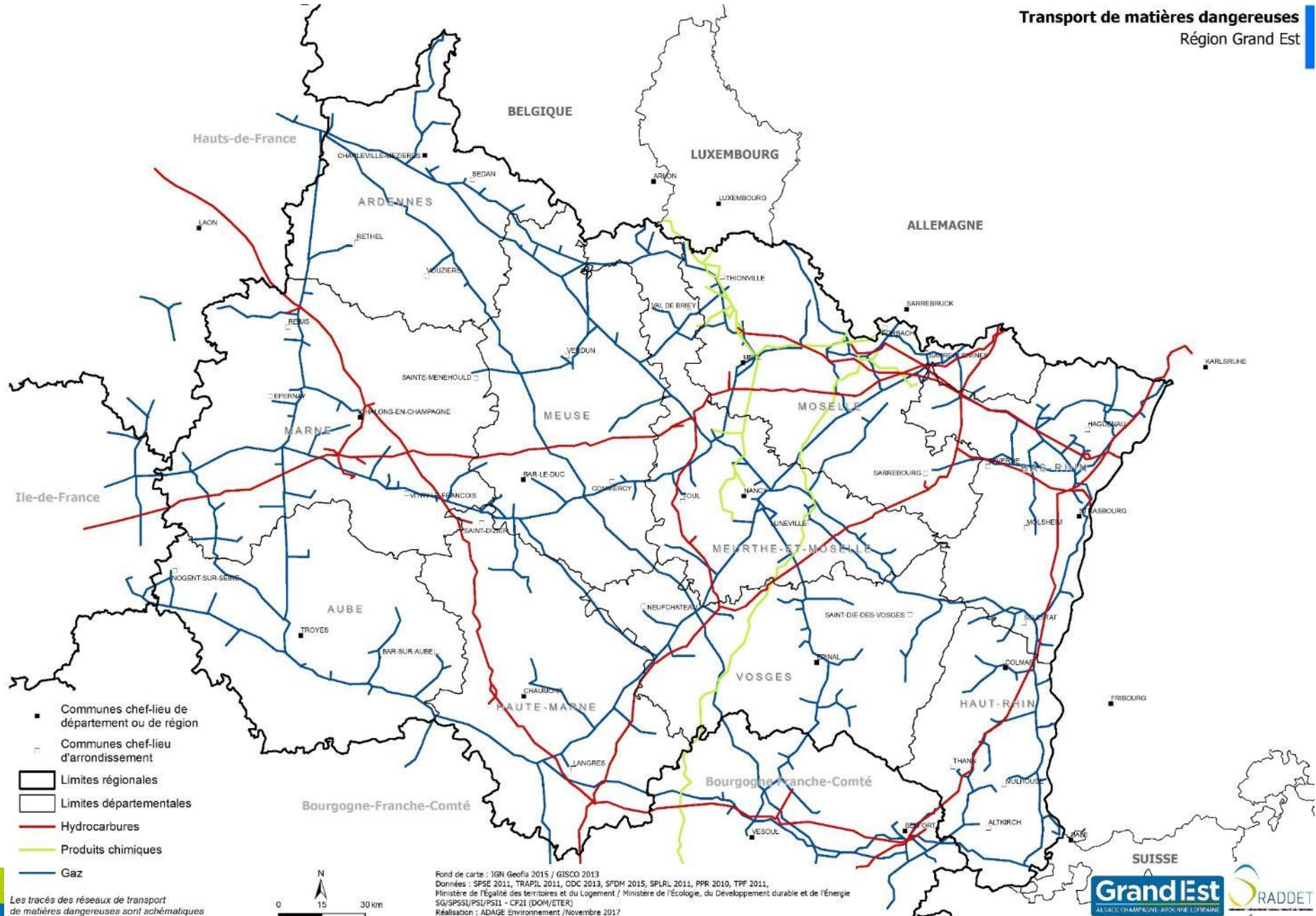
Carte des risques technologiques⁹⁹

⁹⁹ Les données sur des sites Seveso (ou équivalent) au-delà des frontières n'ont pu être récupérées qu'à l'échelle du Rhin supérieur et datent de 2010 (source : conférence du Rhin Supérieur). Pas de données disponibles donc au nord de la région.

Risques technologiques Région Grand Est



Transport de matières dangereuses Région Grand Est



D'importants flux de matières dangereuses

En raison de la présence de nombreuses installations industrielles, de sites militaires et nucléaires, de la densité des infrastructures de transport et de canalisations, et de la position frontalière de la région Grand Est, un important trafic de transit d'échelle nationale et européenne expose la région au risque de transport de matières dangereuses. Le risque peut être diffus (trafic) ou ponctuel au niveau des multiples points d'arrêt (aires de stationnement, plates-formes logistiques, gares de triage...). Les produits les plus fréquemment transportés sont les hydrocarbures, le gaz, les matières radioactives, les produits chimiques...

Etant donné que la majorité du fret régional est routier, on peut supposer que le trafic des matières dangereuses l'est aussi largement - au niveau national, les trois-quarts des tonnages de matières dangereuses transportées le sont par voie routière et représentent 5% de l'ensemble du trafic routier de marchandises.

À noter que l'utilisation du réseau de voie navigable, l'un des modes les plus sûrs est limité en Grand Est -pourtant région la plus « mouillée » de France (grand et petit gabarit) – notamment en raison d'un réseau en « cul de sac » (absence de liaison grand gabarit est-ouest ou vers le sud).

La prévention en matière de transport de matières dangereuses repose sur différentes obligations réglementaires auxquelles sont soumis les acteurs du transport : signalisation et équipement du véhicule, restriction de circulation, formation spéciale des conducteurs... Certaines infrastructures de stationnement, chargement, déchargement de matières dangereuses et les canalisations doivent faire l'objet d'une étude de dangers. Sur cette base, des mesures de maîtrise de l'urbanisation sont fixées à travers des servitudes d'utilité publiques arrêtées par le Préfet.

Le transport des matières dangereuses transite également par canalisations de gaz, hydrocarbures ou produits chimiques.

Hormis le maillage de gazoducs, bien répartis sur le territoire, la plupart des canalisations de transport de matière dangereuses traversent les zones de forte densité de population et d'activités industrielles (sillon lorrain, plaine d'Alsace), renforçant d'autant la sensibilité de ces territoires. Ce mode de transport présente les garanties de sécurité les plus hautes, mais peut néanmoins comporter des risques - l'endommagement par des travaux à proximité des réseaux et le percement par corrosion - qu'il convient de maîtriser. Des préconisations en matière d'urbanisme existent à proximité de ces canalisations et passent notamment par un porté à connaissance en matière de canalisations de transport de matières dangereuses à fournir par les services de l'Etat dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme.

La rupture de digues et barrages, une probabilité faible mais de lourdes conséquences potentielles



204 barrages classés au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques¹⁰⁰

On recense des milliers d'ouvrages hydrauliques (barrages et digues) dans le Grand Est dont quelques grands ouvrages (ex. : barrages de La Mouche, pierre percée) et notamment des lacs réservoirs (barrages-réservoirs Seine, Aube et Marne). Ils sont classés suivant les enjeux qu'ils représentent pour la sécurité publique¹⁰¹.

La région compte 10 ouvrages classés A (les plus importants) ainsi que 600 km de digues.

Environ 400 communes sont concernées par un risque de rupture de barrage dans le Grand Est¹⁰². La rupture de digues et barrages peut être instantanée, dans le cas d'ouvrages maçonnés, ou progressive, dans le cas d'ouvrages en remblai, et à l'origine de conséquences catastrophiques du fait de la formation d'une onde de submersion et d'une élévation brutale et rapide du niveau de l'eau à l'aval.

¹⁰⁰ Source : état initial de l'environnement dans le cadre du PRPGD

¹⁰¹ Les barrages et les digues sont répartis en 4 classes de A (pour les ouvrages les plus importants) à D (pour les plus petits) en fonction de leurs caractéristiques géométriques (pour les barrages leur

hauteur, le volume d'eau stocké) et de la présence éventuelle d'enjeux importants à l'aval (le nombre de personnes dans la zone protégée par les digues).

¹⁰² Source : DDRM des 10 départements

La prévention, et notamment l'inspection et la surveillance des ouvrages, permet de déceler les éventuelles anomalies ou faiblesses, et d'y apporter les remèdes adéquats. L'entretien et la surveillance des ouvrages sont de la responsabilité de l'exploitant, l'Etat en assurant le contrôle. Pour les plus importants d'entre eux, la loi impose la réalisation d'une étude de danger débouchant sur une étude de réduction des risques.

Un risque « engins de guerre » particulier à la région

Etant donné le passé de la Région (siège des deux guerres mondiales), elle est exposée par endroits au risque « Engins de guerre » : risque d'explosion et/ou d'intoxication lié à la manutention d'une ancienne munition de guerre (bombes, obus, mines, grenades, détonateurs, ...) après découverte, ou lié à un choc lors de travaux de terrassement par exemple.

Des plans de prévention des risques technologiques pour organiser la cohabitation de sites industriels à risques et des zones riveraines



41 PPRT¹⁰³ couvrent une centaine de communes¹⁰⁴

Les PPRT – plans de prévention des risques technologiques - sont des plans qui organisent la cohabitation des sites industriels les plus à risques (Seveso seuil haut) et des zones riveraines. Ils sont établis à partir des études de dangers réalisées par les exploitants et instruites par les services de la DREAL. Ils ont vocation, par la mise en place de mesures préventives sur les zones habitées et sur les sites industriels, à protéger les vies humaines en cas d'accident. Les acteurs concernés, industriels et salariés, public et riverains, élus, et services de l'Etat élaborent ces mesures dans le cadre d'une concertation. Un PPRT peut couvrir plusieurs sites Seveso.

¹⁰³ Source : DREAL

¹⁰⁴ Source : MTES (DGPR)/Gaspar

¹⁰⁵ Source : ASN – Autorité de sûreté nucléaire ; Pour les installations nucléaires, les événements accidentels sont classés selon une échelle de gravité appelée échelle INES (Echelle internationale des

La gestion du risque nucléaire

Le risque nucléaire découle d'un événement accidentel, susceptible de provoquer des rejets, entraînant des risques d'irradiation ou de contamination pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement. Les accidents peuvent survenir lors d'accidents de transport, d'utilisations médicales ou industrielles de radioéléments, et en cas de dysfonctionnement grave sur une installation nucléaire industrielle et particulièrement sur une centrale électronucléaire.

- Au cours de l'année 2016, 11 événements significatifs déclarés par les exploitants des installations nucléaires ont été classés au niveau 1 sur l'échelle INES en région Grand Est¹⁰⁵
- Dans le domaine du nucléaire de proximité, 12 événements significatifs ont été classés au niveau 1 sur l'échelle ASN-SFRO.

En termes de prévention et de protection, la réglementation impose dans un rayon de 10 km autour d'une centrale nucléaire : une étude d'impact, une étude de dangers, une enquête publique, des autorisations pour l'implantation et l'ouverture de l'installation, pour les limites des rejets, la maîtrise de l'aménagement autour du site, l'information de la population sur les risques encourus et les mesures de sauvegarde pour s'en protéger notamment via une Commission Locale d'Information (CLI).

Comme pour les établissements Seveso, des plans de secours sont établis : un Plan d'Urgence Interne (PUI) par l'exploitant, un Plan Particulier d'Intervention (PPI) – organisation des secours – par le préfet et un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) réalisé par la commune.

Des exercices et des simulations permettent régulièrement de vérifier l'efficacité de ces plans et la des pastilles d'iode distribuées à la population dans un rayon de 10 km.

événements nucléaires) allant de l'écart sans conséquence (niveau 0) à l'accident le plus grave (niveau 7 : coefficient attribué à l'accident de Tchernobyl).

5.7.3. Développement d'une culture du risque

Une appropriation sociétale des risques à renforcer

On constate, en particulier pour le risque inondation pourtant prégnant, un manque de connaissance et de formation des élus, une perte de mémoire historique des crues : la sensibilisation de la population et des élus (photos, repère de crue...) et des diagnostics de vulnérabilité devraient donc être développés ainsi que la meilleure prise en compte de ces risques dans les documents d'urbanisme.

La mise en place d'une information préventive et d'une concertation progresse

Plusieurs documents d'information préventive doivent être élaborés.

- Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM), réalisé par le Préfet, est disponible dans chaque mairie : il permet de connaître la liste des risques majeurs – naturels et technologiques - auxquels la commune est soumise.
- A partir de ce DDRM, la commune élabore un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) : quasiment toutes les communes concernées par un risque majeur ont établi leur DICRIM dans le Grand Est¹⁰⁶.
- Les exploitants d'établissements Seveso, quant à eux, sont tenus d'organiser au moins tous les 5 ans une campagne de communication à l'intérieure des zones définies dans le plan particulier d'intervention.

Des commissions de suivi de site (CSS) constituent un cadre d'échange et d'information sur les actions menées par les exploitants des installations visées, et promeuvent l'information du public. Elles se substituent aux commissions locales d'information et de surveillance (CLIS) compétentes pour les installations de traitement des déchets ainsi qu'aux comités locaux d'information et de concertation (CLIC) compétents pour les installations Seveso.

- On compte une cinquantaine de CLIS, CLIC ou CSS en Grand Est, essentiellement en Alsace et Lorraine.
- Dans l'agglomération de Strasbourg, étant donné la concentration de près d'une dizaine d'établissements Seveso, un secrétariat permanent pour la prévention des risques industriels trans-rhénan (S3PI Strasbourg-Kehl) a été créé dès 1992. Il constitue une structure de réflexion et d'études sur des thèmes liés à la prévention des pollutions et des risques industriels dans la zone de compétence, y compris sur la question des transports de matières dangereuses. Cet organe permanent de concertation contribue à la prévention en mettant en œuvre un certain nombre d'actions.

Il est pourtant à noter que les risques technologiques, et notamment les impacts de proximité, suscitent de fréquentes inquiétudes de la population, et des oppositions à travers les associations de protection de l'environnement, particulièrement actives en Alsace et en Lorraine¹⁰⁷.

L'organisation des secours

Au niveau des industries sont établis des plans de secours. Les établissements Seveso seuil haut font l'objet de plans de secours interne (plan d'opération interne - POI) et de plans de secours externe (plan particulier d'intervention - PPI), mis en œuvre pour ces derniers par les pouvoirs publics en cas d'accident. Les établissements seuil bas élaborent également des plans de secours interne, mais la procédure en est moins formalisée. Pour les canalisations, c'est le plan de surveillance et d'intervention qui joue ce rôle.

Les communes, lorsqu'elles sont concernées par un PPI, ou un plan de prévention des risques naturels, doivent établir un plan communal de sauvegarde (PCS), qui prévoit l'organisation et les mesures à mettre en place pour protéger la population : sur plus de 1300 communes concernées en Grand Est, plus de 90% ont (ou sont en train de) réalisé leur PCS¹⁰⁸.

¹⁰⁶ Source : base de données Gaspar

¹⁰⁷ Source : Diagnostic territorial de la région – DREAL – juin 2015

¹⁰⁸ Source : base de données Gaspar

Au niveau départemental, c'est le plan ORSEC qui détermine et coordonne l'organisation des secours, et recense l'ensemble des moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre.

5.8. Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine

5.8.1. Dépollution, réhabilitation et réutilisation des anciens sites industriels, artisanaux et commerciaux

De nombreux sites pollués, hérités du passé, inégalement répartis sur le territoire, dont la connaissance est encore incomplète

Les risques sanitaires potentiels liés à une pollution des sols sont majoritairement engendrés par une exposition directe (via ingestion ou inhalation de poussières de sols), mais aussi indirecte (ingestion d'aliments).



1045 sites pollués ou potentiellement pollués recensés dans la base de données BASOL

Cette base inventorie à l'échelle nationale les sites pollués (ou potentiellement pollués) par des activités industrielles ou de traitement des déchets appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Ces sites sont l'héritage du

développement industriel de la région Grand Est, ils représentent plus de 15% des sites et sols pollués de France (pour 10% du territoire métropolitain).

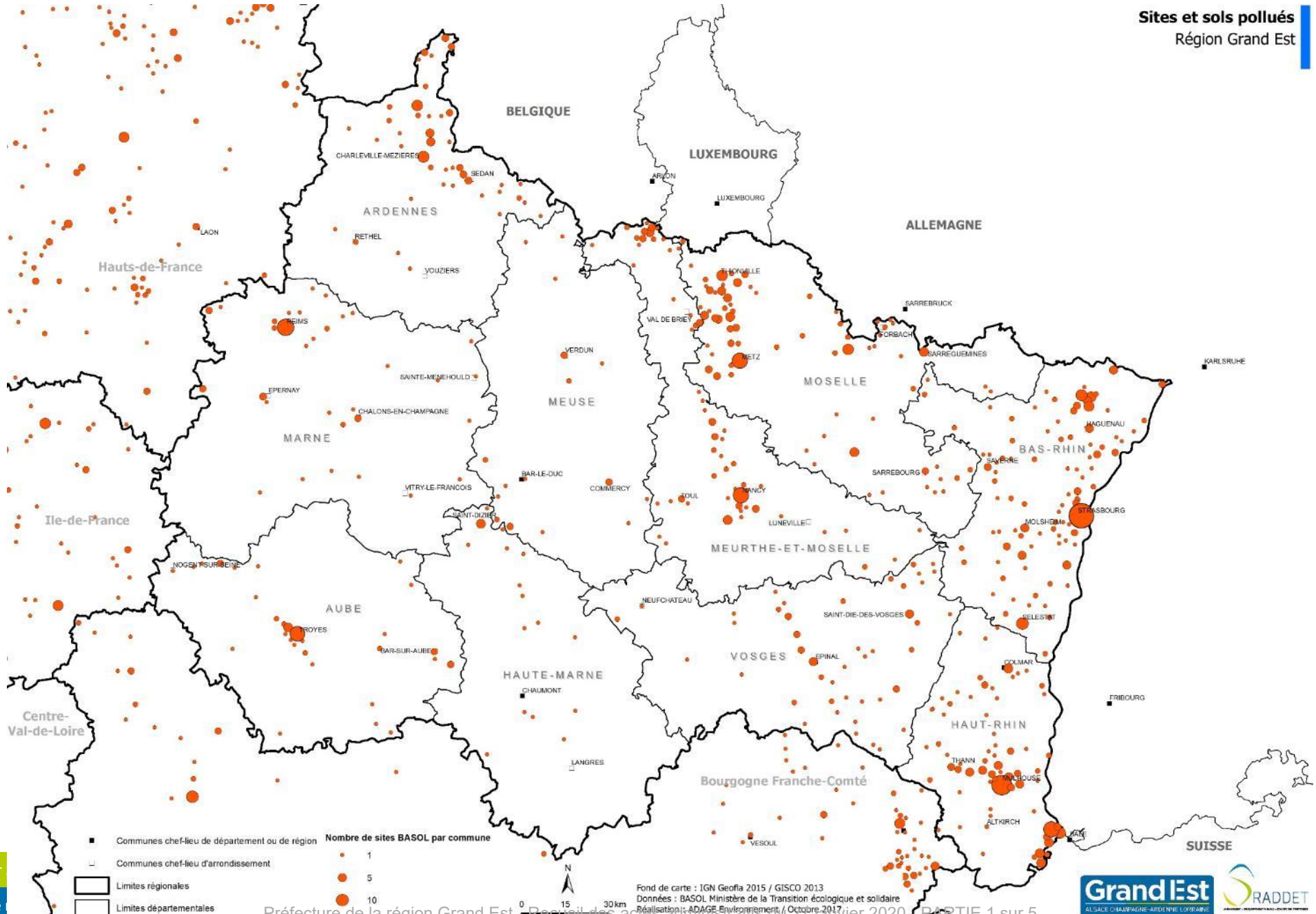
Tous ces sites doivent faire l'objet d'un diagnostic et au besoin de travaux de dépollution. Dans certains cas des restrictions d'usage peuvent y être imposés. Dans le Grand Est, la moitié environ de sites sont en attente de diagnostic, en cours d'évaluation ou de travaux, et de ce fait la connaissance de l'ampleur des pollutions reste encore incomplète.

Plus de 60% des sites font l'objet d'une surveillance des eaux souterraines afin de suivre leurs éventuels impacts sur la ressource et de traiter la pollution sortant de ces sites. Des teneurs anormales dans les eaux souterraines ont été détectées pour 40% des sites et sols pollués et 8 sont à l'origine d'un arrêt de captage des eaux pour l'alimentation en eau potable.

Aujourd'hui, la multiplication des dossiers et les conséquences financières lourdes pour les anciens exploitants conduisent parfois ceux-ci à bloquer désormais toute cession de terrains présumés pollués aux établissements fonciers ou aux collectivités, afin de limiter in fine les pressions pour dépolluer ces sites, voire les conduisent à racheter des sites précédemment aliénés : cette position entraîne un gel de plusieurs sites importants, notamment en Lorraine, et un coup d'arrêt du processus de requalification de certains de ces espaces dégradés¹⁰⁹.

¹⁰⁹ Source : profil environnement régional Lorraine 2010 -DREAL

Sites et sols pollués Région Grand Est



Ces sites pollués sont disséminés dans la région mais concentrés plus particulièrement dans les zones industrielles : sillon lorrain, vallées industrielles de l'ex-Champagne-Ardenne – Meuse et Chiers, Seine et Marne, Marne et Vesle, le long ou à proximité du Rhin en ex-Alsace...

Au-delà de l'inventaire des sites pour lesquels la pollution est avérée, des inventaires régionaux (base de données BASIAS) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, pouvant avoir occasionné une pollution des sols, sont réalisés sur la base de l'examen d'archives. Cet inventaire contient plus de 33 000 sites en région Grand Est (dont la moitié en ex-Lorraine). Ces sites doivent faire l'objet d'une attention particulière en cas de réaménagement. Ils ne présentent qu'une potentialité de pollution, la finalité de cette base de données étant de conserver leur mémoire pour fournir des informations utiles à la planification urbaine et à la protection de l'environnement. C'est un outil très important pour anticiper les difficultés que les pollutions de sol peuvent engendrer dans les projets de réaménagement d'anciennes friches.

Ces anciens sites industriels, artisanaux ou commerciaux constituent en effet une réserve foncière intéressante dans un contexte de lutte contre l'artificialisation des sols.

Les principaux polluants à l'origine des pollutions sont des hydrocarbures, métaux lourds et solvants

Dans les 1 045 sites et sols pollués recensés dans Basol pour le Grand Est, les substances fréquemment mises en évidence sont dans l'ordre décroissant : les hydrocarbures (provenant notamment de dépôts de carburant et de l'industrie chimique), les métaux lourds – plomb, cuivre, chrome, arsenic, nickel...- les hydrocarbures aromatiques polycycliques-HAP (cokeries...), des solvants hallogénés....

Des friches - industrielles, militaires...- dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains

La région hérite, suite au déclin de nombre de ses industries lourdes - charbon, fer, potasse, textile, papeterie - de friches au cœur des agglomérations et dans le réseau de villes et de villages qui s'est constitué autour d'elles. Ces vestiges industriels impactent l'ensemble des territoires de la région Grand Est : ils peuvent avoir un impact très localisé ou concerner des territoires plus vastes. En outre ils sont parfois concentrés créant ainsi des bassins entiers à reconverter :

- les vallées sidérurgiques le long des affluents de la Moselle (les vallées de l'Orne et de la Fensch, l'Alzette plus au nord) et le bassin ferrifère sur le plateau nord lorrain ;
- le bassin houiller entre Sarre et Rosselle ;
- la métallurgie autour de Charleville-Mézières ;
- l'exploitation de la potasse à Mulhouse ;
- le textile dans les vallées du massif vosgien.

Ces bassins en reconversion sont pour plusieurs d'entre eux situés aux frontières de la région et se trouvent impactés par des dynamiques transfrontalières (à titre d'exemple le bassin sidérurgique et ferrifère nord lorrain par le Grand-duché ; le bassin houiller par la Sarre et l'agglomération de Sarrebruck).

Dans le nord lorrain, de nouveaux territoires pourraient être concernés par les transformations de l'industrie notamment, parce qu'exposés au dynamisme industriel de l'Europe de l'Est, en particulier ceux déjà fragilisés ou les plus éloignés des dynamiques métropolitaines principales ou spécialisées : zones d'emploi de Charleville Mézières, de Chaumont Langres, de Mulhouse par exemple¹¹⁰.

Plus récemment, des friches militaires issues de plans successifs de restructuration de l'Armée sont apparues, dans les principales agglomérations (Reims, Châlons-en-Champagne, Metz, etc.) et des centres bourgs structurants des territoires plus ruraux (Commercy, Bitche, etc.).

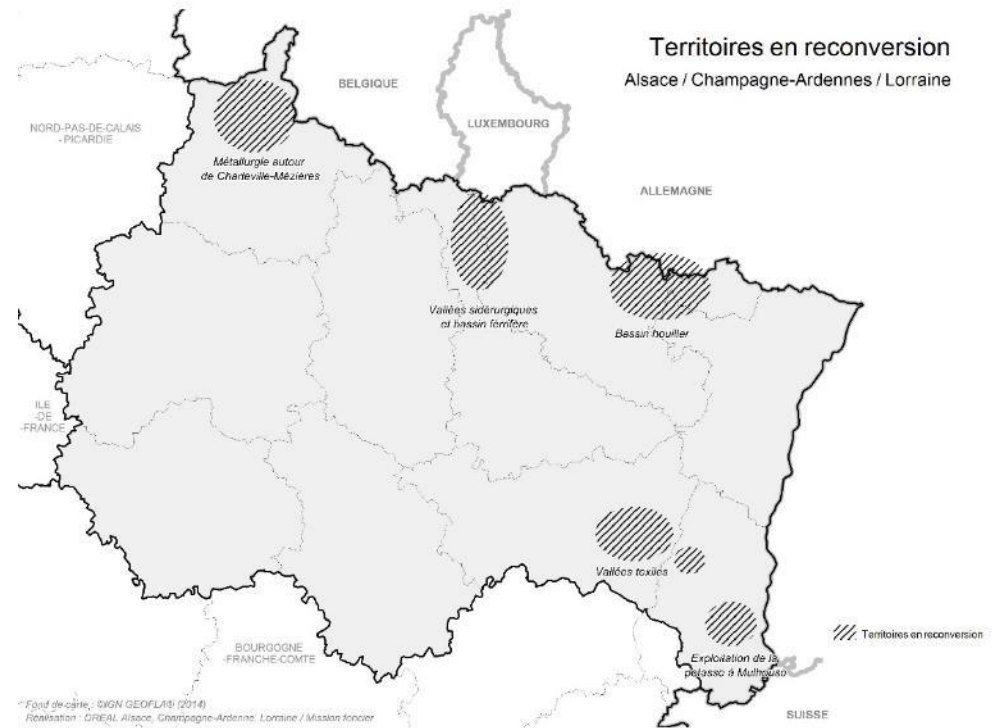
¹¹⁰ Source : note d'enjeux pour le SRADET – DREAL 9/06/2017

Au-delà de ces grands territoires, la crise économique de 2008 a fortement impacté des territoires ruraux, sur des espaces plus diffus et dans les centres-bourg¹¹¹ accentuant des phénomènes de dévitalisation, aux impacts paysagers et patrimoniaux, déjà à l'œuvre.

Enfin, plus localisées, des friches administratives, notamment hospitalières, scolaires, etc. apparaissent progressivement.

De nouvelles friches commerciales pourraient voir le jour à l'avenir du fait notamment de la multiplication de projets commerciaux, qui engendrent une augmentation annuelle du taux de vacance avec le risque à plus ou moins court terme d'apparition de friches commerciales. Une attention particulière devra être accordée à cette problématique.

La réutilisation & rénovation de ces espaces dégradés peut permettre, outre d'améliorer le cadre de vie et les paysages urbains, de lutter contre la nouvelle artificialisation des sols, agricoles en particulier.



La multiplicité des problèmes posés a conduit les pouvoirs publics à mettre en place une directive territoriale d'aménagement – DTA – des bassins miniers nord-lorrains, signée en 2005.

- Cette DTA contient des dispositions prescriptives notamment en matière de reconquête d'un cadre de vie de qualité, de constructibilité dans le bassin ferrifère, ou encore de redéveloppement économique du territoire dans une perspective durable.

¹¹¹ cf. dossier INSEE n°4 de décembre 2016 : Les dynamiques socio-économiques du Grand-Est dans son environnement régional et transfrontalier (carte sur l'évolution de l'emploi 2008-2013)

5.8.2. Gestion des risques hérités du passé minier lorrain

Les difficultés que rencontre la Lorraine pour la gestion de son passé minier sont variées et complexes : risques de mouvements de terrains, restriction d'urbanisation, remontée de nappe d'eau souterraine, problèmes de sécurité liés aux gaz de mines, etc.

Un risque d'affaissement dans les bassins ferrifères et salifères

Le risque d'affaissement minier est le deuxième risque significatif en ex-Lorraine. Il concerne des communes sur une large partie nord de la Lorraine dans l'ensemble des bassins ferrifères et salifères, essentiellement à l'aplomb d'anciennes mines souterraines, dès lors que leur exploitation s'effectue sans reconstitution des couches de minerai enlevé, mais également en bordure des « cuvettes ». Les affaissements miniers profonds et les affaissements progressifs du bassin ferrifère génèrent des mouvements de terrain essentiellement verticaux qui ont des effets moindres sur les constructions de surface que dans les cas de glissements de terrain. Ce risque engendre cependant un climat d'incertitude et d'inquiétude pour les populations et constitue un handicap grave pour le développement économique.¹¹²

Cet aléa minier concerne 165 communes dans le bassin ferrière. 21 plans de prévention des risques miniers (PPRM) ont été prescrits pour 71 d'entre elles (42 en Meurthe-et-Moselle, 26 en Moselle et 3 dans la Meuse) : ils permettent d'intégrer ce risque dans l'occupation des sols des documents d'urbanisme¹¹³. Certains d'entre eux sont en cours de révision, afin de tenir compte des évolutions de la réglementation en la matière, ainsi que de l'évolution, le cas échéant, de la connaissance des aléas considérés.

Le bassin salifère de Nancy est lui également concerné par un document valant PPRM¹¹⁴.

Un risque de remonté de gaz et de nappe phréatique dans le bassin houiller

Si aucun risque d'affaissement significatif n'est attendu dans ce bassin, compte tenu des modalités d'exploitation, l'arrêt des exhaures va par contre engendrer le remplissage progressif du réservoir minier, entraînant des remontées du gaz de mine et de la nappe phréatique.

En effet, le bassin houiller lorrain, avant son peuplement et son développement économique et industriel, était largement recouvert de zones humides ou marécageuses. L'arrêt de l'activité minière et la désindustrialisation importante du bassin houiller ont créé les conditions pour une remontée naturelle des eaux jusqu'à - dans quelques années - un nouvel état d'équilibre proche de la surface dans les principaux fonds de vallée. Ceci a pour inconvénient principal un risque pour certaines zones urbanisées et pour avantage la réapparition d'anciennes zones humides et la reconstitution de la ressource en eau¹¹⁵. Le SAGE du bassin houiller, approuvé en novembre 2017 prend en compte le risque de remontée de la nappe en concertation avec les acteurs locaux et membres de la commission locale de l'eau (CLE).

- L'ennoyage va pousser le gaz vers la surface. Des mesures de prévention (captage et valorisation du gaz, sondages de décompression), ainsi que des mesures de surveillance sont mises en œuvre (contrôle de l'absence de gaz en surface, surveillance de la vitesse de remplissage) pour maîtriser ce risque. Toutefois, la période de risque réel étant très courte (de l'ordre de 4 mois en fin de remplissage) l'élaboration d'un PPRM n'a pas été jugée nécessaire, d'autant que le risque disparaîtra avec la fin de l'ennoyage.
- Les zones à risque résiduel se situent au droit des communes de Forbach, Freyming-Merlebach, Petite-Rosselle, Schoeneck, Stiring-Wendel.
- D'autre part, la fin de l'ennoyage des travaux minier s'accompagnera d'une réduction des quantités d'eau allant de la nappe phréatique sus-jacente (nappe des grès du trias inférieur) vers la mine. Cette réduction des « fuites » va permettre à la nappe phréatique de se reconstituer mais également

¹¹² Source : profil environnement Lorraine

¹¹³ Source : DREAL

¹¹⁴ Arrêté préfectoral pris au titre de l'ancien article R111-3 valant PPRM

¹¹⁵ Source : note d'enjeux pour le SRADDET – DREAL – 9/06/2017

d'approcher des terrains de surface dans les zones constituant des points bas (fond de vallée, anciennes carrières, zones affaissées suite à l'exploitation minière).

- A l'horizon 2035, certaines zones bâties pourraient être sujettes à un aléa de type inondation (humidité ou présence d'eau dans les caves) en l'absence de mesures appropriées. Pour maîtriser le risque éventuel, des mesures de surveillance du niveau de la nappe et de protection des zones déjà bâties sont prévues. Cependant, la majorité des zones recensées étant déjà couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN), l'élaboration d'un PPRM n'a pas été jugé nécessaire. Une révision du PPRN pourrait toutefois être envisagée, ce d'autant que la cause ne s'avère pas strictement minière, une réduction substantielle des prélèvements d'eau ayant été

constatée ces dernières années, liée à une diminution des besoins des industriels et des collectivités.

- Une vingtaine de communes a priori sont concernées par la remontée de la nappe phréatique à moins de 3 mètres de la surface ; Les communes recensées en 2004-2007 comme présentant des zones de risque d'inondation associées à la remontée de la nappe sont : Betting-lès-Saint-Avold, Forbach, Freyming-Merlebach, Hombourg-Haut, Rosbruck, Varsberg et Ham-sous-Varsberg. Une actualisation des prévisions a été lancée en 2011 afin d'évaluer les conséquences des baisses de prélèvement d'eau sur les zones affaissées par l'exploitation minière passée.



Risque - Mines et stockages de gaz souterrains

Carte 01/2016

Légende :

- Préfecture de région 2015
- Préfecture de département
- Sous-Préfecture
- Limite de département
- Limite de région
- Limite de la région ACAL
- Limite des autres régions 2016
- Limites d'Etat

Grands bassins miniers

- Houille
- Hydrocarbures liquides ou gazeux
- Sel
- Sel de potasse, magnésie

Communes concernées par un PPRM

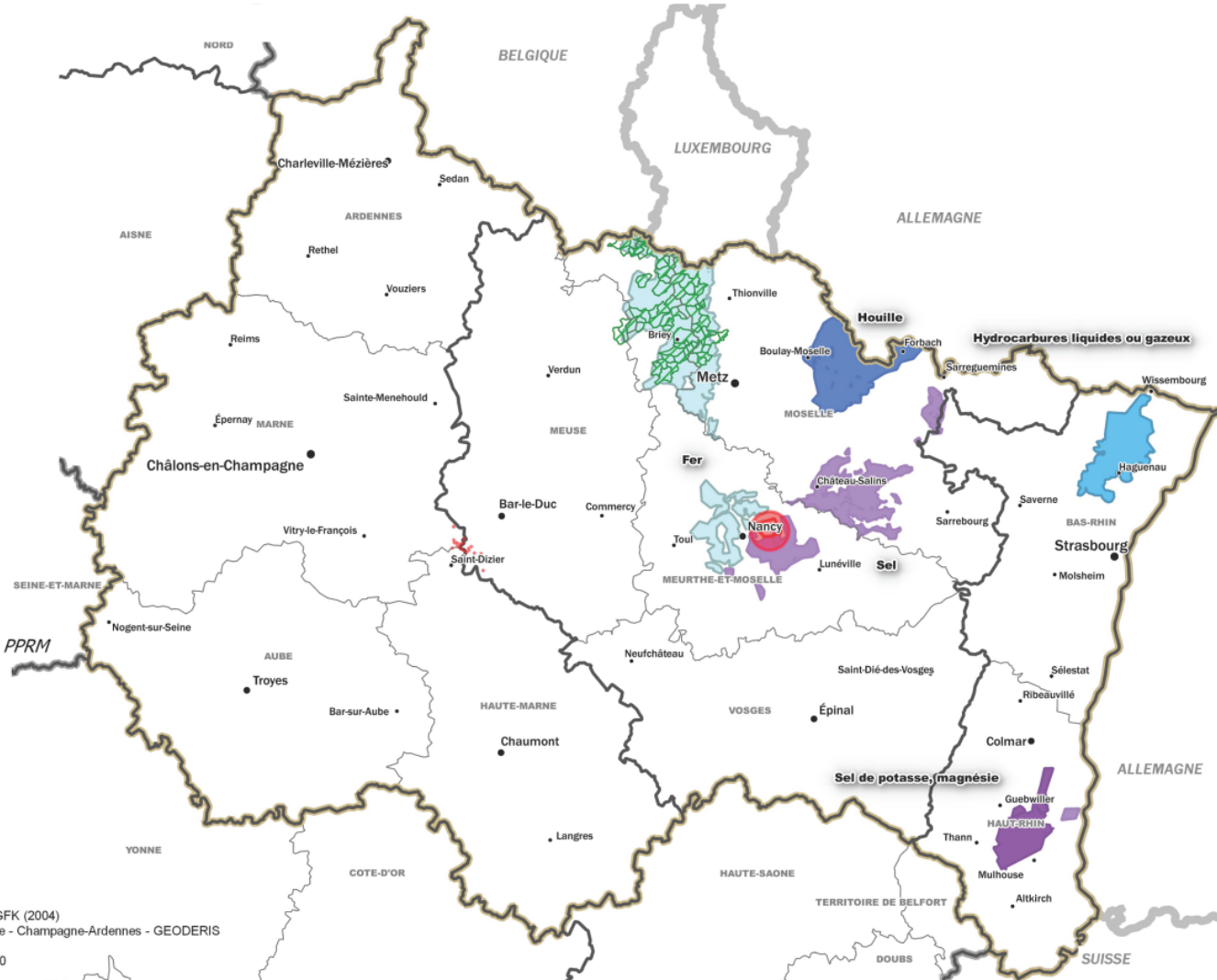
- PPRM approuvé

Stockages de gaz souterrains

- Périmètres de protection autour des stockages de gaz souterrains

0 25 50 km

Fonds de carte : ©IGN GEOFLA® (2014), GFK (2004)
Source : GASPAR - DREAL Lorraine -Alsace - Champagne-Ardennes - GEODERIS
Créé le 06/03/2015 par DREAL Lorraine
Echelle numérique (Format A3) : 1/1 140 000



5.9. Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition

Sont traités ici les risques santé-environnement qui ne sont pas traités dans les autres chapitres.

5.9.1. Restauration d'une qualité de l'air saine pour tous et conforme aux exigences réglementaires

Ce chapitre sur la qualité de l'air est une synthèse du chapitre air du diagnostic climat-air énergie intégré au SRADET. Les données en sont issues sauf mention contraire.

La qualité de l'air extérieur, un enjeu de santé publique

Avec 48 000 décès par an, dont 5 000 en Grand Est, la pollution atmosphérique est le premier sujet de préoccupation environnementale des Français¹¹⁶.

Dans les grandes agglomérations, la dégradation de la qualité de l'air est essentiellement liée aux transports. Dans les vallées vosgiennes, elle est due à la fois à un trafic important au centre des villages/villes traversés, une faible ventilation et recours plus fréquent au chauffage au bois.

Une qualité de l'air partiellement dégradée un quart de l'année



72% des jours de l'année¹¹⁷ la **qualité de l'air** est **bonne à très bonne** dans les agglomérations

Un quart de l'année, la qualité de l'air est donc moyenne à médiocre voire mauvaise à très mauvaise 3-4 jours par an, avec des situations plus préoccupantes dans les agglomérations alsaciennes : on observe un jour sur six une qualité de l'air

¹¹⁶ Source : PRSE 3

médiocre à très mauvaise à Colmar et un jour sur 8 à Strasbourg et Mulhouse ; dans les meilleures situations (Saint-Dizier, Châlons-en-Champagne, Reims) on est à 1 jour toutes les deux semaines.

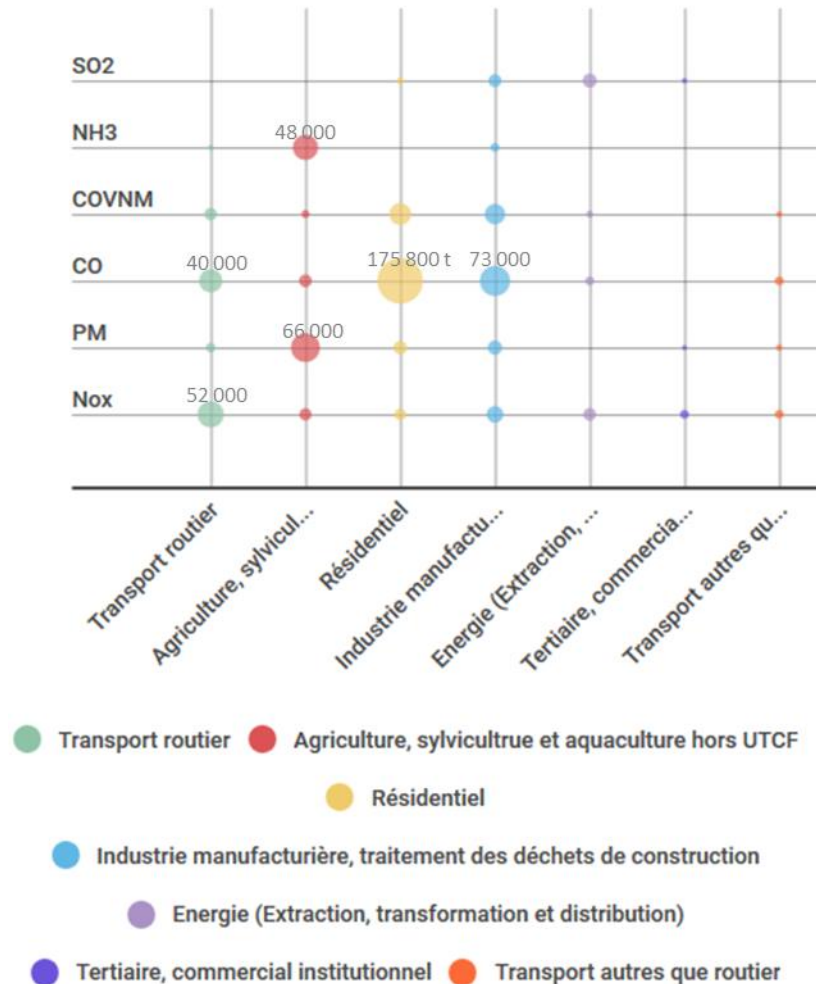
Des émissions supérieures aux moyennes nationales, mais en baisse, des concentrations qui peuvent néanmoins encore dépasser les seuils réglementaires (ozone, NOx, particules fines)

Dans le Grand Est, les principales émissions atmosphériques à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'air – oxydes d'azote, précurseur de l'ozone, particules fines, monoxyde de carbone, ammoniac... - sont essentiellement liées, dans l'ordre décroissant, au résidentiel, à l'industrie, au transport routier et à l'agriculture. Les émissions sont toutes en diminution mais les seuils réglementaires régulièrement dépassés pour les particules, l'ozone et les oxydes d'azote. Les valeurs guides de l'OMS, plus restrictives et plus représentatives de l'impact sanitaire, sont plus souvent dépassées.

Les zones les plus concernées par la pollution de l'air sont les agglomérations, les vallées et quelques zones en proximité d'industries.

¹¹⁷ ATMO Grand Est 2016, les agglomérations concernées : Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Nancy, Metz, Saint-Dizier, Troyes, Charleville, Chalons, Reims, Thionville, Forbach

Emissions atmosphériques par secteur (en tonnes)¹¹⁸



Des oxydes d'azote (NOx) essentiellement d'origine routière, en baisse, mais des pollutions de fond subsistent dans des agglomérations

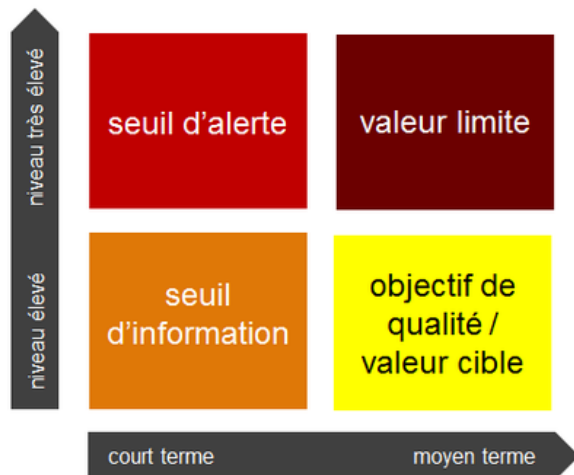
La qualité de l'air que l'on respire est caractérisée par les concentrations de différents polluants, exprimées le plus souvent en microgrammes par mètre cube d'air (µg/m3). Ces concentrations sont mesurées en différents points du territoire, majoritairement dans les villes à proximité de sources d'émissions (trafic routier, industries) et dans des zones éloignées de ces sources (fond urbain voire fond rural).

En baisse (-50% 2005-2016), les **émissions** d'oxyde d'azote sont essentiellement liées au transport routier (plus de la moitié des émissions), suivi du secteur industriel (presque 20%). La baisse la plus significative est celle du secteur énergie, liée à la fermeture de la raffinerie de Reichstett.

Les **concentrations** moyennes annuelles **diminuent** légèrement (en stations de fond et industrielles) et plus fortement pour les stations de mesure en proximité du trafic mais c'est toutefois là qu'elles sont les plus élevées : **axes autoroutiers** A4, A31, A35 et **centres urbains de grandes agglomérations** (Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Thionville, Metz, Nancy, Reims).

¹¹⁸ Source : ATMO Grand Est

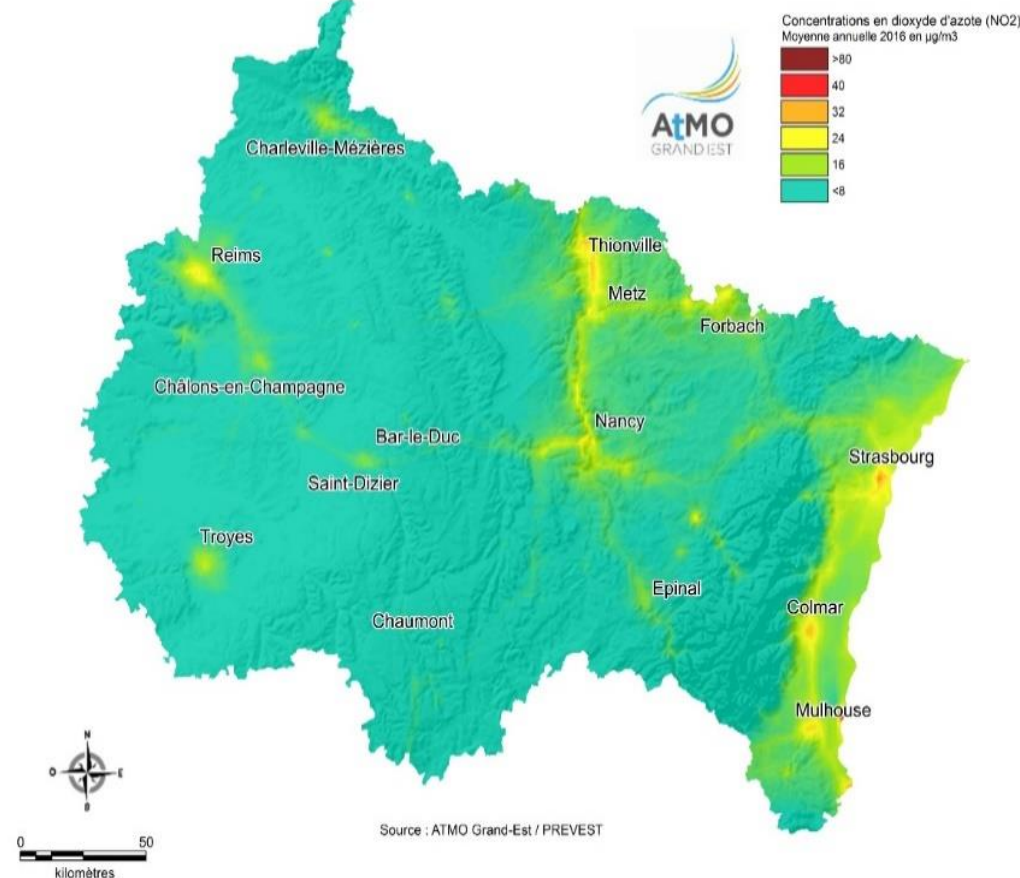
La valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine est respectée partout sauf à Strasbourg, Metz, Nancy, Reims¹¹⁹. Le seuil de recommandation pour le NO₂ a été franchi 12 jours en 2016, sans dépassement du seuil d'alerte¹²⁰.



Les seuils réglementaires

Strasbourg et Reims sont visées par des contentieux européens sur le dioxyde d'azote.

4 220 personnes¹²¹ habitent dans un secteur où la valeur limite est dépassée pour NO₂.



Répartition des concentrations moyennes annuelles en dioxyde d'azote sur le Grand Est en 2016¹²²

¹¹⁹ Sources : rapports d'activité 2015 des associations de surveillance de la qualité de l'air (ASPA, ATMO Champagne-Ardenne et Air Lorraine)

¹²⁰ Source : ATMO Grand Est

¹²¹ Source : bilan annuel 2016 pour la qualité de l'air d'ATMO Grand Est

¹²² Source : Bilan de la qualité de l'air ATMO Grand Est

Des composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) émis par plusieurs secteurs, en baisse

Les émissions de COVNM sont principalement émises par le résidentiel (plus de 50% des émissions), puis l'industrie (un tiers des émissions). Elles ont baissé de 35% (2005-2016) grâce notamment au renouvellement des appareils de combustion dans les logements.

Une pollution à l'ozone (O₃) omniprésente mais plus forte en Alsace, avec des dépassements de valeurs cibles et des pics de pollution

La pollution photochimique à l'ozone (polluant secondaire qui se forme à partir des émissions de précurseurs que sont les oxydes d'azote et les COVNM sous l'action du rayonnement solaire) est récurrente depuis quelques années, notamment dans la plaine d'Alsace où les conditions physiques et climatiques sont particulièrement favorables à la survenue de pics de pollution.



154 000 personnes exposées à des **concentrations d'O₃ dépassant la valeur cible** pour la protection de la **santé**¹²³

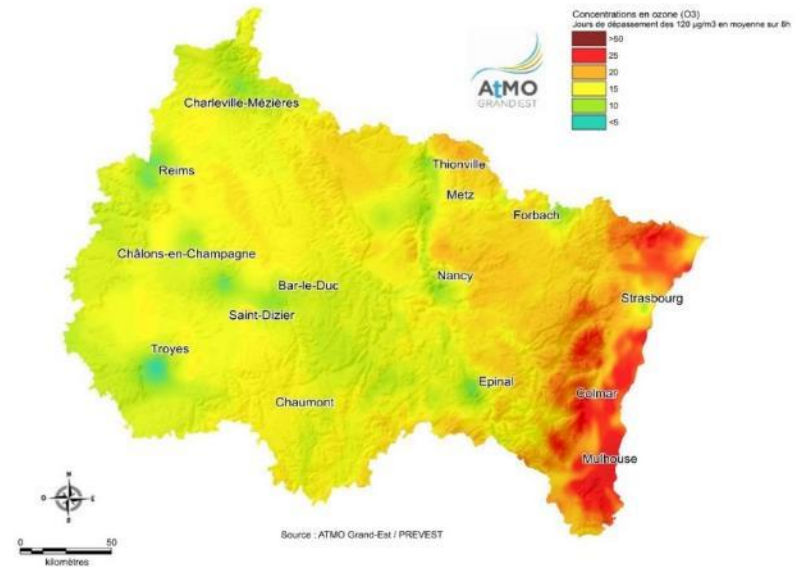
Les concentrations les plus faibles sont en situation de fond urbain, et les plus élevées en situation de fond rural : la valeur cible pour la protection de la santé humaine¹²⁴ a été dépassée pour toutes les stations alsaciennes et Lorraines en 2015 (dépassement principalement sur les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - Vosges du Nord, Hautes-Vosges, agglomérations de Colmar et Mulhouse). Le seuil d'information et de recommandation¹²⁵ a été dépassé quelques jours pour cette même année, marquant des pics de pollution.

- En 2016, le seuil d'information n'a été déclenché que 2 fois dans la région pour ce polluant (en forte baisse par rapport à 2015 avec 11 franchissements de seuil), sans dépassement du seuil d'alerte¹²⁶.

¹²³ Source : bilan annuel 2016 pour la qualité de l'air d'ATMO Grand Est

¹²⁴ 120 µg/m³ sur 8 heures à ne pas dépasser plus de 25 jours dans l'année

¹²⁵ Seuil d'information et de recommandation : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaires l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de



Répartition du nombre de jours de dépassement des 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures pour l'ozone sur le Grand Est en 2016

Dans la perspective d'une élévation des températures moyennes annuelles, l'ozone est un enjeu important pour la qualité de l'air.

Des particules fines essentiellement d'origine agricole en baisse, mais de nombreux pics de pollution

Les émissions de particules fines de diamètre inférieur à 10 µm (PM10, qui incluent les PM2,5) ont globalement baissé (-20% 2005-2016) mais le détail des secteurs est plus contrasté. Elles sont essentiellement émises par le secteur agricole & sylvicole (42%) et le secteur résidentiel (35%, dont les émissions ont augmenté de

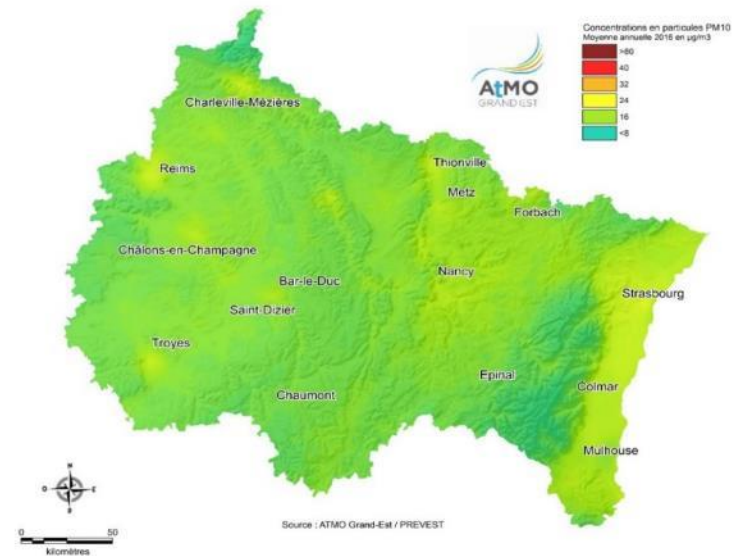
ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions. Pour l'ozone : 180 µg/m³ (moyenne horaire)

¹²⁶ Source : ATMO Grand Est ; Seuil d'alerte : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence. Pour l'ozone 1er seuil : 240 µg/m³ (moyenne horaire)

5% sur cette même période par utilisation accrue de bois de chauffage), puis l'industrie (-54% lié à la crise économique). Très forte baisse du secteur énergie (plus des trois quarts) lié à la fermeture de la raffinerie de Reichstett en 2012

- Moyennes annuelles des concentrations relativement homogènes sur l'ensemble de la région (plus faible sur les Vosges), tendance à la baisse des concentrations de PM10 dans l'air ambiant (influence trafic, fond et industrielle) : Concentrations plus élevées à proximité des zones urbaines et des axes routiers
- 1 086 personnes sont exposées à des dépassements de la valeur limite journalière de PM10, fixée à 50 µg/m³, plus de 35 jours par an. Ces dépassements ont principalement lieu à Strasbourg et Nancy.

Les émissions de PM2,5 émises à 61% par le résidentiel (chauffage bois) mais aussi l'agriculture (18%) et le transport routier (11%) ont baissé de 26% (2005-2016), grâce à l'installation d'appareil de combustion bois plus performant d'une part et l'amélioration des filtres à particule sur les véhicules d'autre part. Les concentrations moyennes sont à la baisse à proximité des stations de mesures de fond et trafic avec des niveaux plus élevés sur l'axe Mulhouse-Strasbourg ; une partie de l'agglomération strasbourgeoise présente des moyennes annuelles supérieures à la valeur cible (20µg/m³).



■ Répartition des concentrations moyennes annuelles en particules PM10 sur le Grand Est en 2016¹²⁷

Les autres polluants également en baisse

Le dioxyde de soufre (SO₂) principalement émis par les secteurs de l'industrie (66%), du résidentiel (17%) et de l'énergie (12%) est en forte baisse (-88% entre 2010 et 2016) notamment liée à la fermeture de la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin). La moyenne annuelle en concentration de dioxyde de soufre est très faible et stable ces dernières années. Zones concernées par des concentrations plus importantes : zones d'émissions industrielles notamment le secteur de Pont-à-Mousson en Meurthe-et-Moselle et de Vieux-Thann dans le Haut-Rhin.

L'ammoniac (NH₃) est d'origine agricole (93%) : culture (engrais) et élevage (lisier). Seules émissions à connaître une hausse entre 2005 et 2016 (+ 3%). Après une baisse entre 2010 et 2014, elles augmentent de 7 % entre 2014 et 2016).

¹²⁷ Source : Bilan de la qualité de l'air ATMO Grand Est

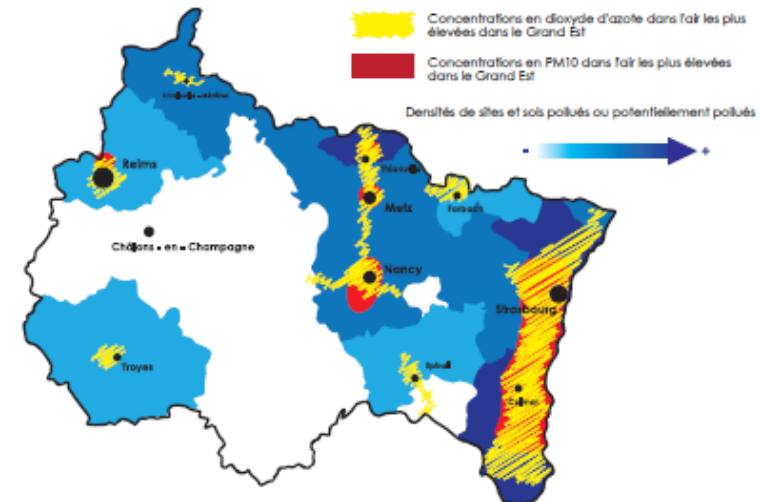
Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sont faiblement émis (2t) dans le Grand Est, principalement par le résidentiel (plus de 60%). Des concentrations globalement stables en situation de fond et trafic mais plus élevées à proximité de sites industriels (vallée de la Fensch à Florange et à Heming en Moselle).

Les émissions de monoxyde de carbone (CO) proviennent essentiellement du résidentiel (67%) via le chauffage bois. Elles baissent (-56% entre 2005 et 2016) grâce au renouvellement des installations de chauffage.

Une pression liée aux produits phytosanitaires variable selon les territoires

L'activité agricole de la région Grand Est est principalement orientée vers les grandes cultures, la viticulture avec les vignobles champenois et alsaciens et dans une moindre mesure vers l'élevage bovin. Une part des produits phytosanitaires appliqués sur les cultures se retrouve dans l'air par dérive ou volatilisation. A ce jour, la connaissance de l'exposition de la population générale notamment par voie aérienne demeure parcellaire et l'évaluation des risques liés aux résidus de pesticides dans l'air reste complexe et lacunaire¹²⁸.

La qualité de l'air et l'état des sols comme témoins de l'activité humaine



Des concentrations en pollen d'ambrosie dans l'air ambiant susceptibles de quadrupler en Europe d'ici 2050

Les pollens d'ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia* L.) font l'objet d'une surveillance particulière, car ils sont très allergisants. Le risque d'allergie lié à une exposition au pollen d'ambrosie est actuellement faible dans le Grand Est, mais il pourrait s'accroître si cette plante invasive s'implantait durablement sur ces territoires.

Des efforts à maintenir pour atteindre les objectifs réglementaires

Le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) fixe des objectifs pour les principaux polluants : si les objectifs 2020 sont déjà atteints pour certains polluants (PM_{2,5}, SO₂, NH₃) en Grand Est, l'effort reste à

¹²⁸ Source : PRSE 3 ; carte également

maintenir pour atteindre les objectifs pour les Nox et composés organiques volatiles d'une part, et les seuils 2030 d'autre part.

| Cadre | Objectifs | Position du Grand Est en 2014 |
|--|---|-------------------------------|
| PREPA : Plan national de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques | - 27% de PM _{2,5} en 2020 et - 57% en 2030 (base 2005) | -30.8% |
| | - 50% de NOx en 2020 et - 69% en 2030 (base 2005) | -44.0% |
| | - 55% de SO ₂ en 2020 et - 77% en 2030 (base 2005) | -71.2% |
| | - 43% de COVNM en 2020 et - 52% en 2030 (base 2005) | -37.5% |
| | - 4% de NH ₃ en 2020 et - 13% en 2030 (base 2005) | -5.2% |

Source ATMO Grand Est - Invent'Air V2016

Des risques sanitaires dans les bâtiments et logements liés à la qualité de l'air intérieur

La qualité de l'air à l'intérieur des locaux constitue un véritable enjeu de santé publique, au regard du temps passé en espace clos (entre 70 et 90 % en moyenne), du spectre des polluants potentiellement inhalés et du nombre d'individus concernés. La pollution de l'air intérieur constitue en effet une problématique complexe, car elle se caractérise par une diversité des contaminants, qu'ils soient physiques (fibres comme l'amiante, champs électromagnétiques, etc.), chimiques (monoxyde de carbone, composés organiques volatils, radon, fumée de tabac dans l'environnement) ou biologiques (moisissures, allergènes, endotoxines, etc.) provenant d'une multitude de sources. L'information du grand public concernant les enjeux liés à la qualité de l'air, au climat et à l'énergie est fondamentale dans une démarche visant à adopter, voire à modifier, les comportements en matière de renouvellement de l'air intérieur et permettre ainsi aux personnes de se protéger au mieux.

¹²⁹ Extrait de la note d'enjeux pour le SRADET – DREAL – 9/06/2017

Des outils pour améliorer la qualité de l'air : SRCAE, PPA...

Chaque ex-région a élaboré avec l'Etat un schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE) : ils définissent des orientations dans chacune des trois thématiques, climat, air et énergie, en prenant en compte les possibles interactions entre elles. L'élaboration du SRADET sera l'occasion de réaliser un SRCAE commun, intégré au document d'aménagement.

Il devra répondre aux trois enjeux forts suivants¹²⁹ :

- Sur tout le territoire accompagner les solutions de report modal et réduire les émissions liées aux modes de chauffage en favorisant isolation & renouvellement des appareils, lutter contre l'étalement urbain pour limiter la demande en transport et les émissions liées au chauffage.
- Dans les agglomérations réduire les émissions liées au transport routier, et mettre en place un développement urbain prenant en compte la qualité de l'air et l'exposition des populations.
- Dans les vallées vosgiennes, réduire les émissions liées au chauffage au bois (renouvellement des appareils) et protection des populations résidant en proximité des axes à fort trafic

Des Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) sont élaborés dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants, mais également dans les zones où les valeurs limites de qualité de l'air sont ou risquent d'être dépassées, ainsi que des Plans de Déplacement Urbain (PDU) qui visent à diminuer les déplacements automobiles au profit de modes moins polluants pour la qualité de l'air (transports collectifs, actifs...). Ainsi, sur le Grand Est, quatre PPA ont été approuvés dans les agglomérations de Strasbourg, Metz, Nancy et Reims¹³⁰. Ils couvrent 149 communes.

La surveillance s'organise également en Grand Est à partir d'un réseau fixe de 80 stations de mesures installées dans différentes zones (rurales à urbaines).

¹³⁰ Source : PRSE 3

Par ailleurs, afin de répondre aux exigences européennes, la France est découpée en zones administratives de surveillance (ZAS)¹³¹. Ces zones sont délimitées en tenant compte des niveaux de polluants, des populations exposées, des sources d'émissions, des conditions météorologiques qui prévalent dans ces zones et de l'impact de leur création sur le coût du dispositif national de surveillance. Depuis le 1er janvier 2017, un nouveau zonage a été mis en place. Les zones administratives de surveillance sont classées en trois catégories :

- « zones à risques - agglomération » (ZAG) qui comportent une agglomération de plus de 250 000 habitants,
- « zones à risques – hors agglomération » (ZAR) qui ne répondent pas aux critères des ZAG et dans lesquelles les normes de qualité de l'air ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être
- « zone régionale » (ZR) qui s'étend sur le reste du territoire de la région

- En Grand est elles sont complétées de zones d'intérêt général (ZADIG) qui sont nées de la volonté locale de distinguer des zones d'enjeux particuliers dans la Zone Régionale établie au sens réglementaire (massif des Vosges, axes à fort trafic, "petites agglos").

Enfin, des territoires dans le Grand Est sont engagés dans des plans climat énergie ou dans une démarche « territoire à énergie positive pour une croissance verte » (TEPCV). Même si ce n'est pas leur objectif premier, ces plans ont aussi un impact sur la qualité de l'air (cf. chapitre énergie).

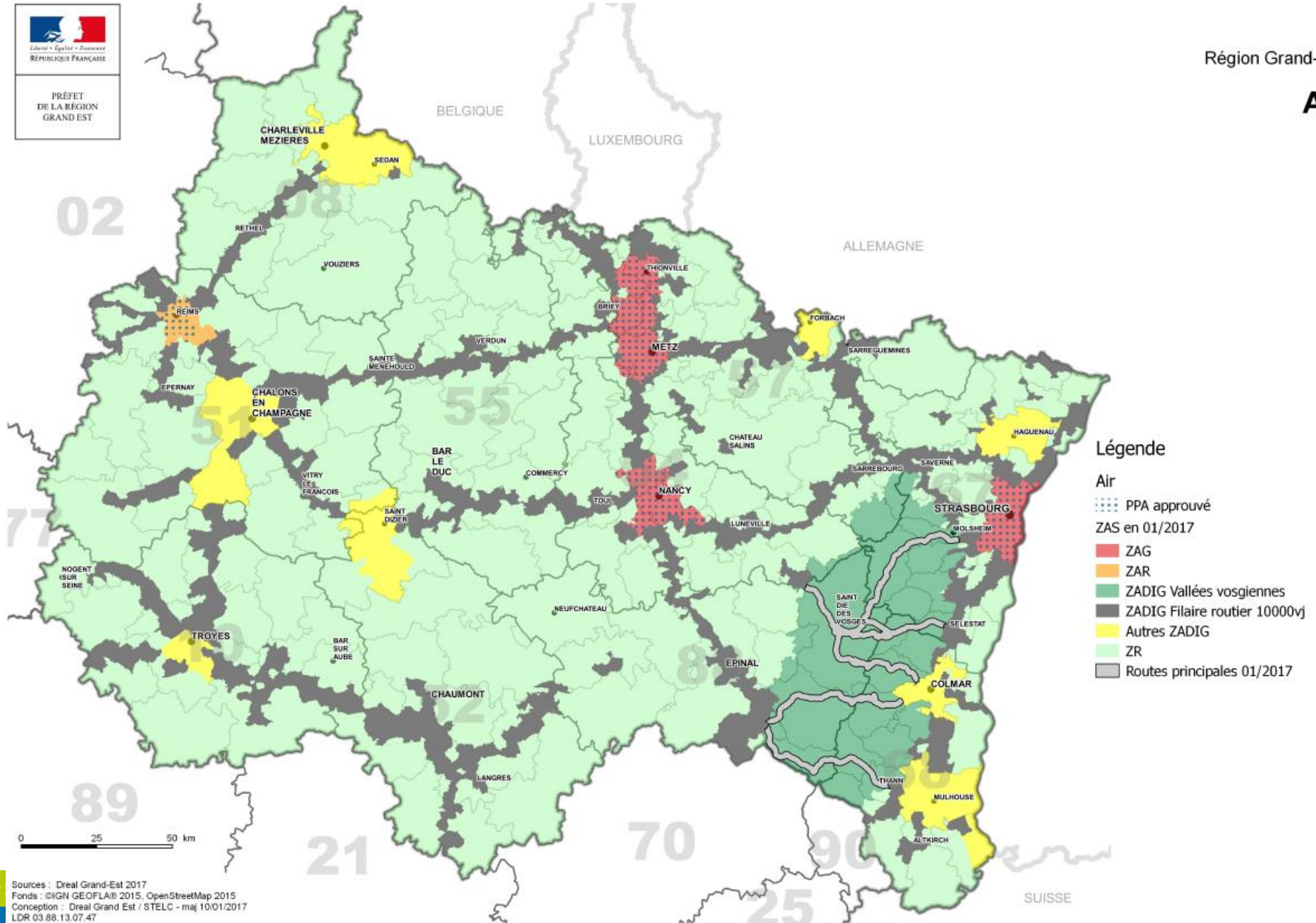
En complément, un des objectifs du troisième plan régional santé-environnement 2017-2021 (PRSE 3), déclinaison régionale du troisième plan national santé-environnement (PNSE 3) est l'amélioration de la qualité de l'air grâce aux efforts conjugués entre les industriels, les transports, les artisans, les agriculteurs, le résidentiel et le tertiaire.

¹³¹ Arrêté du 26 décembre 2016 relatif au découpage des régions en zones administratives de surveillance de la qualité de l'air ambiant. Ce zonage est indispensable pour les besoins de rapportage des données de mesure auprès de la Commission européenne pour les polluants réglementés.



Région Grand-Est

Air



5.9.2. Réduction de l'exposition des populations aux nuisances sonores

Le bruit, une nuisance environnementale majeure pour la population

En dépit des progrès réalisés, le bruit, toutes sources confondues, demeure un problème majeur pour 80% des français selon des enquêtes à l'échelle nationale. En effet, si les solutions de protection contre le bruit ont beaucoup progressé, dans le même temps, les sources se sont multipliées. Si les nuisances sonores ont pour principale origine les infrastructures de transport terrestre et aérien, elles peuvent également être occasionnées par les activités économiques ou bien encore les comportements (bruit de voisinage, comportements "générationnels").

Le bruit est beaucoup plus qu'une nuisance. C'est aussi un véritable problème de santé : outre des effets sur l'audition (fatigue et perte auditive) survenant dans des conditions particulières, le bruit peut notamment porter atteinte à la qualité du sommeil, avoir un impact négatif sur la santé mentale des personnes sensibles et provoquer des problèmes cardio-vasculaires.

Une exposition inégale des populations au bruit entre zones rurales et zones urbaines denses



15% de la population soumise à des

niveaux sonores au moins gênants

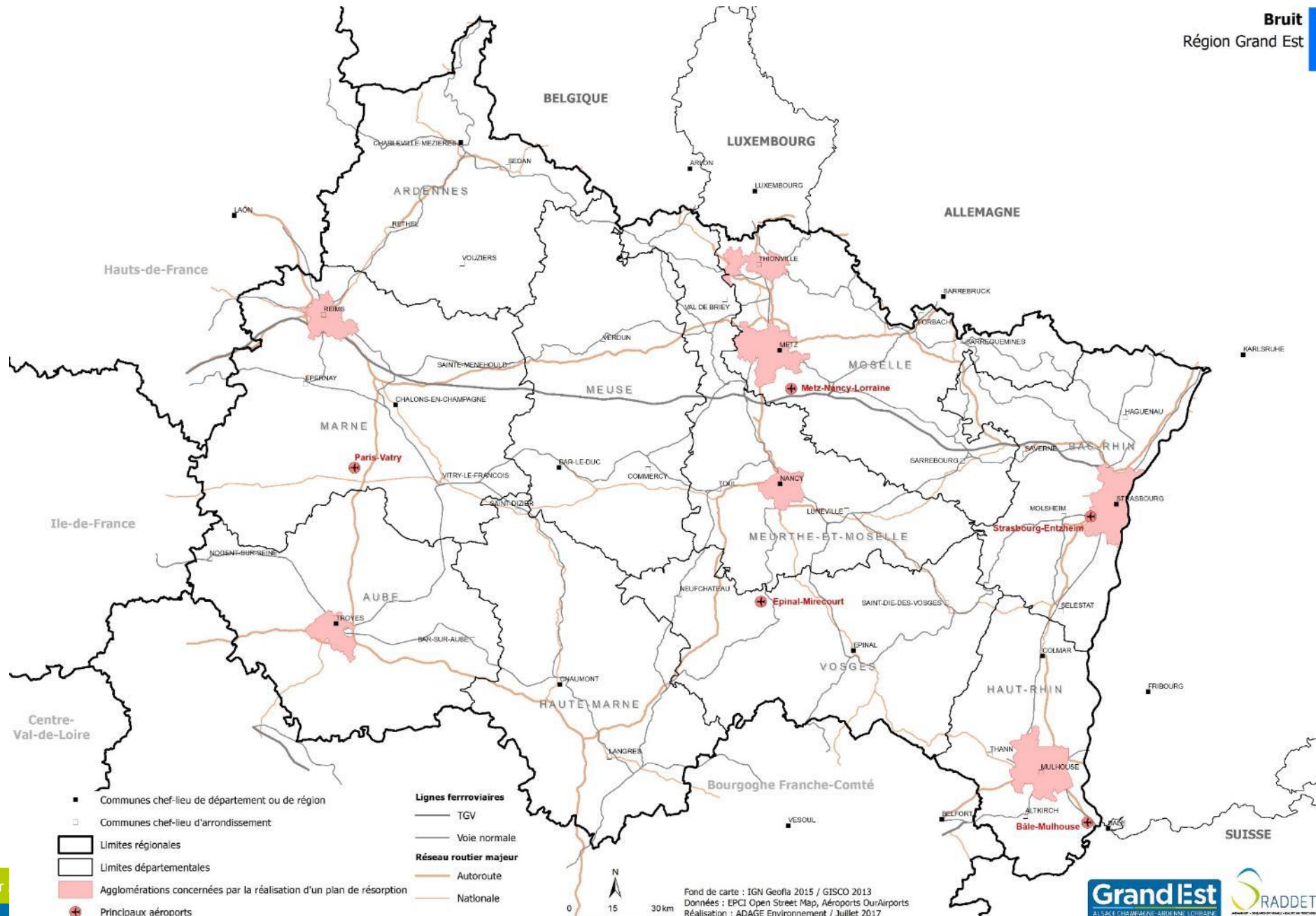
L'exposition des populations au bruit est inégale, entre zones rurales et zones urbaines denses : les nuisances se concentrent le long des infrastructures routières et ferroviaires, localement autour d'aéroports, d'industries, mais peuvent également être liées au voisinage. A noter qu'un développement récent du parc

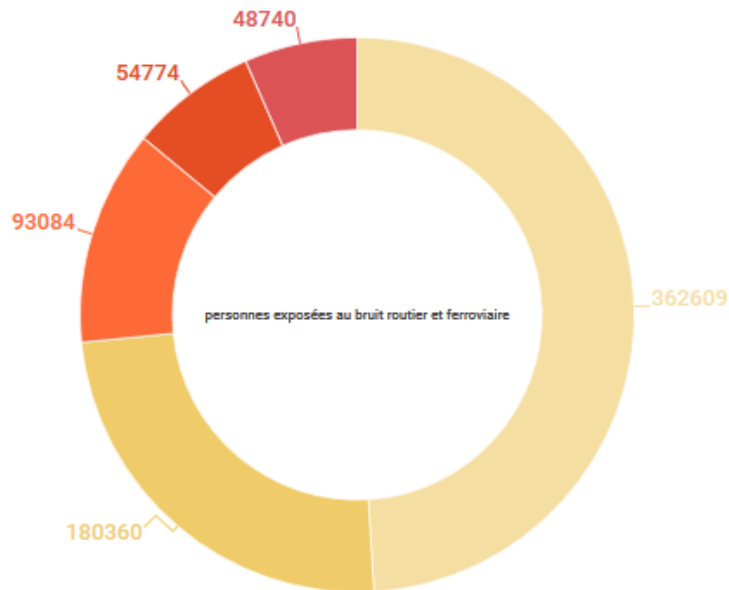
éolien fait émerger une nouvelle vigilance par rapports à ses impacts sonores potentiels pour les riverains

En Grand Est, plus de 800 000 habitants sont soumis à des niveaux sonores au moins gênants¹³² liés aux infrastructures de transport, majoritairement routières (responsables de 80% de cette gêne).

¹³² Données extraites des cartes stratégiques du bruit ; au moins gênant à partir de 55 dB(A) en Lden (Level day, evening, night, ou niveau jour, soirée, nuit : indicateur de gêne relevant le niveau de bruit

moyen sur une journée de 24 heures, en donnant un poids plus fort au niveau du bruit le soir et la nuit).
Doublés comptes possibles





● 55 à 59 ● 60 à 64 ● 65 à 69 ● 70 à 74 ● Plus de 75

Population exposée à des gênes sonores liées aux trafics routiers et ferroviaires (intervalles en dB(A) Lden)

Des cartes stratégiques de bruit améliorent la connaissance

La connaissance sur l'exposition au bruit a été renforcée par une réglementation européenne (directive de 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans

¹³³ La première échéance (2008-2013) concernait les voies routières et autoroutières dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules (16 400 véhicules /jour), les voies ferroviaires dont le trafic annuel est supérieur à 60 000 passages de trains (164 trains/ jour) et les agglomérations de plus

l'environnement), qui impose aux grandes agglomérations et pour les principales infrastructures de transports (axes routiers et ferroviaires, aéroports) la réalisation de cartes de bruit stratégiques, avec des échéances différentes selon la population des agglomérations ou l'importance du trafic¹³³.

Ces cartes permettent notamment de décrire les niveaux sonores d'exposition et les zones où les niveaux réglementaires sont dépassés.

Les cartes relevant de la compétence de l'État sont approuvées et publiées dans l'ensemble des départements de la région. Pour ce qui concerne les collectivités territoriales, les cartes de première échéance sont en quasi-totalité réalisées et publiées (à quelques rares exceptions près). Le niveau d'avancement est plus hétérogène pour les cartes de deuxième échéance.

- les 7 plus grosses agglomérations notamment en sont dotées : Strasbourg, Mulhouse, Thionville, Metz, Nancy, Reims, Troyes
- les principales infrastructures terrestres également : autoroutes, principales routes nationales et quelques routes départementales et communales qui traversent les agglomérations, principales voies ferrées et aéroports.

Des outils réglementaires et de planification, pour prévenir les nuisances sonores et les réduire, qui progressent

Un classement des voies de transport terrestre achevé

Le classement sonore des voies de transport terrestre, institué par la loi « bruit » permet de catégoriser les infrastructures de transport suivant 5 niveaux sonores (le niveau 1 étant le plus bruyant), et de définir en conséquence des secteurs affectés par le bruit, à l'intérieur desquels des critères d'isolation acoustique devront être respectés pour les constructions futures.

de 250 000 habitants. La deuxième échéance (2013-2018) concernait les voies routières et autoroutières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules (8 200 véhicules /jour), les voies ferroviaires dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains (82 trains/ jour) et les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre est réalisé dans chacun des 10 départements, certains classements ayant déjà fait l'objet de révisions plus ou moins récentes (notamment dans le Bas-Rhin en 2015 et 2016).

Des plans de prévention qui se développent mais ne couvrent pas toutes les collectivités concernées

Des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) – imposés par la réglementation européenne – sont à mettre en place suite à la réalisation des cartes stratégiques de bruit : ils visent à prévenir les effets du bruit et à réduire, si nécessaire les niveaux de bruit, ainsi qu'à protéger les zones calmes. A ce sujet les échéances européennes n'ont pas été respectées par la France qui se voit infliger des pénalités par les instances communautaires.

Dans le Grand Est, tous les PPBE n'ont pas été réalisés.

- Réalisés pour les infrastructures routières et ferroviaires nationales et la plupart des routes départementales
- Réalisés pour les agglomérations mais pas toujours pour les communes concernées et leur voirie notamment

De nombreux outils pour les bruits liés aux aéroports

A proximité des principaux aéroports et aérodromes, des plans d'expositions au bruit (PEB) permettent de maîtriser l'urbanisation dans les zones les plus exposées.

Des plans de gêne sonore pour les deux principaux – Strasbourg et Bâle-Mulhouse – déterminent les zones ouvrant droit à une aide pour financer les travaux d'insonorisation des logements (financés via la taxe sur les nuisances sonores).

L'aéroport de Bâle-Mulhouse a par ailleurs établi une carte stratégique du bruit et un PPBE : il est le seul à y être soumis en Grand Est.

Le bruit très réglementé des ICPE

Le bruit des activités industrielles est suivi par les services en charge de la surveillance des ICPE. Des valeurs réglementaires de niveaux sonores et d'émergence de bruit sont à respecter.

La résorption des points noirs du bruit

Les points noirs sont les situations existantes les plus critiques en matière de bruit, qu'il convient de résorber en priorité. Réalisées dans le cadre de la réglementation nationale ou dans celui de la directive européenne, les opérations de résorption des points noirs ont débuté il y a quelques années. Depuis 2009, l'ADEME dispose d'une enveloppe financière pour les opérations de grande envergure de traitement du bruit à la source ou du traitement de façade des bâtiments exposés à des niveaux sonores trop élevés.

5.9.3. Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition

Ce chapitre a été rédigé à partir du PRSE mis en consultation du public à l'été 2017 et de ses données, sauf mention contraire.

La présence de logements indignes (humidité, absence de ventilation...) variables selon les départements du Grand Est est en diminution

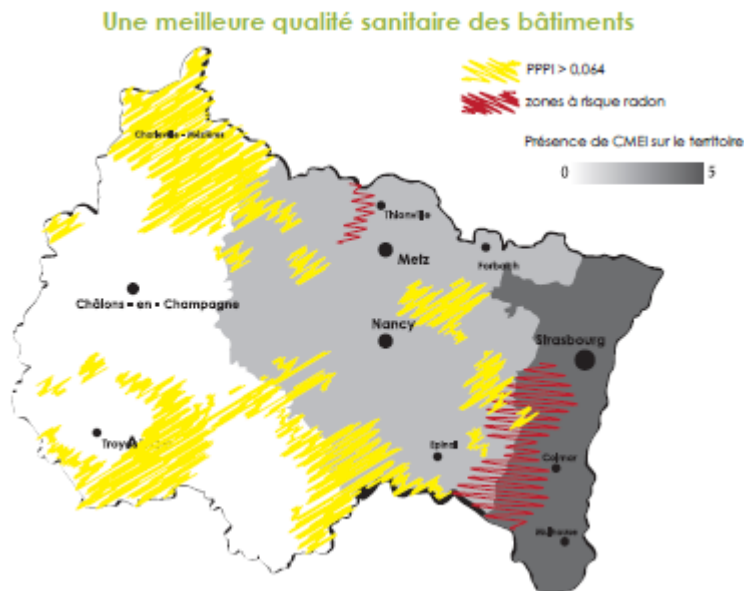
Dans le Grand Est, plus de 75 000 logements privés sont repérés comme potentiellement indignes, car cumulant divers facteurs environnementaux (humidité, absence de ventilation...).

- Les effectifs les plus importants sont situés dans les départements de la Moselle et du Bas-Rhin, mais la part la plus élevée est enregistrée dans les Ardennes (9 % - contre 3,6 % dans l'ensemble de la région).

- Au total, près de 158 000 personnes vivaient en 2013 dans un logement situé dans un PPPI¹³⁴, mais il est important de noter que la part de celui-ci diminue partout.

Le Grand Est présente plusieurs zones à potentiel radon moyen ou élevé, notamment dans le massif vosgien

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle qui peut poser problème dans les espaces clos, bâtiments ou locaux non ventilés, dans lesquels il peut s'infiltrer par les sols non étanches, joints, fissures ou canalisations. Le risque principal pour la santé est celui de cancer du poumon.



¹³⁴ Le Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI) est un outil de pré-repérage des zones à potentiel d'habitat indigne

- Le département des Vosges arrive loin devant les autres avec 56 % de ces habitants résidant en zone à potentiel radon moyen ou élevé, devant le Haut-Rhin (21 %).
- Un tiers des mosellans et meurthe-et-mosellans réside en zones à potentiel faible, mais au niveau desquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent favoriser le transfert du radon vers les bâtiments.

Les risques liés aux ondes électromagnétiques peu pris en compte dans un climat d'incertitude scientifique

Des lignes électriques hautes et très hautes tensions peuvent exposer des populations à des champs magnétiques à risque

Alors que la France compte 100 000 km de lignes électriques à haute et très haute tension (THT), 375 000 personnes seraient exposées à des champs magnétiques supérieurs à 0,4 microtesla (μT), un seuil jugé à risque, selon l'exploitant Réseau de transport d'électricité (RTE). Un constat qui a poussé l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement (AFSSET) à recommander, dans un rapport de mars 2010, "de ne plus augmenter, par précaution, le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes à très haute tension et de limiter les expositions." Dans la pratique, l'AFSSET a préconisé de ne plus installer d'établissements accueillant des femmes enceintes ou des enfants (hôpitaux, écoles, crèches...) à moins de 100 mètres de lignes THT.

Pour RTE, ces valeurs restent encore bien inférieures à la norme internationale, qui fixe à 100 μT l'exposition maximale à un champ magnétique. Alors que la France respecte strictement cette réglementation, beaucoup de pays l'ont de leur côté abaissée, comme les Etats-Unis (20 μT), l'Italie (3 μT), la Suisse (1 μT) ou la Suède (0,25 μT).¹³⁵

Des antennes relais pour téléphones portables aux impacts controversés

La région compte plus de 6000 antennes relais¹³⁶. Alors que l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET) estime, dans un

¹³⁵ http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/03/06/les-effets-sanitaires-des-lignes-tht-en-question_1651240_3244.html

¹³⁶ <https://www.antennesmobiles.fr/>

rapport publié en octobre 2009, qu'un principe de précaution devait s'appliquer quant à l'exposition du public aux ondes des antennes relais, trois académies (médecine, des sciences et technologies) remettent en cause ces conclusions en concluant de leur côté qu'il n'existe aucune preuve scientifique « convaincante d'un effet biologique particulier des radiofréquences n'est apportée pour des niveaux d'exposition non thermiques, dans les conditions expérimentales testées ».

Des zones de multi-exposition dans les agglomérations

Comme ailleurs en France, des zones peuvent concentrer des risques et nuisances pouvant impacter la santé : bruit et pollution de l'air le long d'axes routiers et dans certaines agglomérations par exemple,

Une nécessaire adaptation au changement climatique et ses impacts sanitaires

Le réchauffement climatique attendu pourrait permettre l'expansion rapide dans la région Grand-Est de certaines espèces invasives, nuisibles à la biodiversité et sources de pathologies parfois invalidantes : On pourra citer pour exemple l'ambrosie, plante au potentiel allergisant élevé, le moustique tigre à l'origine du chikungunya, présent sur le territoire alsacien, ou encore la tique vectrice de la borréliose de Lyme.

Le plan régional santé environnement prévoit à ce sujet de prévenir leur développement par la mise en place de réseaux de surveillance, de plans de lutte adaptés et respectueux de l'environnement et par la sensibilisation et la formation des acteurs ainsi que du grand public.

Le plan régional santé environnement dédie un axe à la prise en compte des enjeux santé environnement dans l'aménagement et les projets d'urbanisme

Adopté en novembre 2017 ce troisième plan régional santé environnement (PRSE) consacre un axe à la prise en compte des enjeux santé environnement dans l'aménagement et les projets d'urbanisme. Il rappelle : « *Un cadre de vie respectueux, une mobilité durable et adaptée, la qualité des espaces verts, des*

équipements publics accessibles au plus grand nombre participent à la santé physique et plus largement au bien-être des habitants. Un aménagement tenant compte de la qualité de vie des habitants encourage la mise en œuvre de mesures qui permettent le développement d'un environnement « sain », contribuant à terme à la réduction des inégalités. Par ailleurs, l'intégration des enjeux santé environnement dans les projets se doit d'être améliorée de manière à concevoir et à construire des lieux de vie sains et apaisés au regard des nuisances telles que la pollution atmosphérique, le bruit, ou la circulation.

Le développement des mobilités douces, ou mobilités actives, est également un facteur du « bien vivre ensemble ». Elles contribuent au report modal, engendrant des effets positifs sur la qualité de l'air, sur le bruit, sur la configuration de l'espace public. Elles permettent d'intégrer plus de nature en ville et dans les espaces urbanisés. Une nature plus présente, une mobilité plus active, un environnement moins dédié à la voiture, sont autant de facteurs permettant d'agir favorablement pour la santé. »

5.10. Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique et préserver les ressources

Ce chapitre est une synthèse du diagnostic air-climat-énergie intégré au SRADDET. Les données en sont issues, sauf mention contraire.

5.10.1. Diminution des consommations d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétique en particulier dans l'industrie, l'habitat et les transports

Une région fortement consommatrice, résidentiel en tête



Plus de **190 000 GWh consommées** en 2016
(énergie finale)

La consommation énergétique finale moyenne du Grand Est (34,5 MWh/habitant) est plus élevée que la moyenne nationale (26 MWh/habitant) en 2016.

Le profil énergétique régional, historiquement marqué par sa spécificité industrielle qui était jusque peu le premier secteur consommateur en région, a évolué : désormais le résidentiel est le plus gros secteur consommateur (31% des consommations d'énergie finale régionale) alors qu'il n'est que 2^e au niveau national ; 42% pour le résidentiel tertiaire ; ; il est suivi de l'industrie (29% ; 3^e au niveau national), puis des transports (25%).

Une consommation - d'énergie fossile principalement - en baisse dans tous les secteurs



- 16% d'énergie consommée entre 2005 et 2016

La consommation d'énergie finale a baissé dans tous les secteurs : -36% (2005-2016) dans l'industrie, mais peu dans les transports (-2%) voire quasiment pas dans le résidentiel ou le secteur agricole et sylvicole. Cette baisse est à mettre en perspective de la loi sur la transition énergétique qui fixe un objectif ambitieux de -50% de consommation énergétique d'ici 2050 (par rapport à 2012).

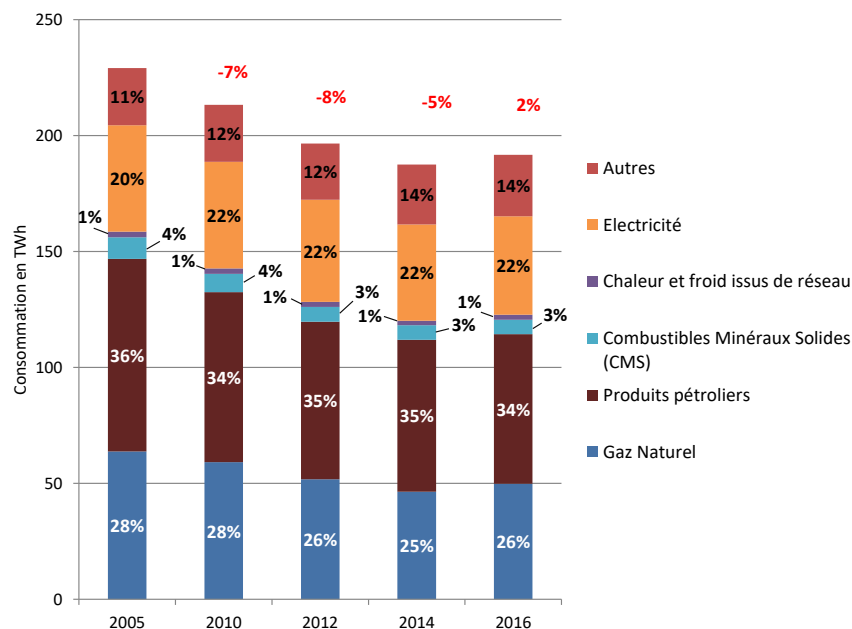


63% de la consommation d'énergie finale est constituée **d'énergie fossile**

Les principales sources d'énergie consommée sont les produits pétroliers, le gaz naturel et l'électricité. Elles sont en baisse respectivement de -22%, -22% et -8% entre 2005 et 2016. Les énergies renouvelables représentent 10% de cette consommation et sont en augmentation.

La répartition entre les différentes filières d'énergie ne s'est pas modifiée pendant les années 2005 à 2016 ce qui témoigne d'une distribution fortement ancrée entre les types d'énergie dans la région.

Pour mémoire, la loi sur la transition énergétique vise -30% de consommation d'énergie fossile entre 2012 et 2030.



Évolution des consommations d'énergie finale par type d'énergie (source Atmo GE - Burgeap)

Plus fort consommateur, le secteur résidentiel peine à baisser sa consommation, dans un contexte de forte précarité énergétique : un contexte législatif qui vise à répondre à ces deux problématiques

Désormais premier secteur consommateur, le résidentiel n'affiche pas de nette tendance entre 2005 et 2016, les consommations étant tributaires du climat ; forte baisse 2005-2014 puis hausse pour atteindre quasiment son niveau de 2005, en raison de températures globalement plus basses en 2016 par rapport à 2014.

Le secteur consomme principalement du gaz naturel et de l'électricité (plus de la moitié des consommations d'énergie finale du secteur), la part du gaz reste stable, celle d'électricité croît un peu ; la part du bois énergie augmente, le résidentiel étant le premier secteur consommateur ; enfin l'utilisation de produits pétroliers baisse (-46%) par le remplacement du chauffage fioul par d'autres systèmes.

58% des consommations (en 2012) sont liées au chauffage résidentiel en raison d'un climat à influence continentale aux hivers rigoureux et d'un parc de logements anciens donc mal isolés et énergivores (environ 60% de logements construits avant 1975, date de la première réglementation thermique).

La région Grand-Est est ainsi une région très touchée par la précarité énergétique avec près de 15% des ménages concernés (pour une moyenne nationale d'environ 10%) : la hausse prévisible du prix des énergies devrait accentuer ce phénomène.

L'amélioration de l'efficacité énergétique des logements a vocation à se poursuivre et à s'amplifier dans les prochaines années, d'autant plus que la loi de transition énergétique impose l'objectif, à l'horizon 2050, de rénover l'ensemble du parc au standard « bâtiment basse consommation (BBC) » ou équivalent. Les bâtiments les plus énergivores (étiquettes énergie F ou G, sachant que 44% des résidences principales dans le Grand Est sont classé E, F ou G) devront être rénovés avant 2025.

Dans le cadre de la réactualisation de son scénario bas carbone 2050, l'ADEME estime, à l'échelle nationale, que le résidentiel présente un fort potentiel de réduction de la consommation d'énergie (-44% en 2050), en s'appuyant sur un vaste projet de rénovation des bâtiments. Celui-ci table sur 500 000 logements rénovés par an d'ici 2030 et 750 000 entre 2030 et 2050, contre 350 000/an aujourd'hui.

Ces objectifs sont déclinés régionalement dans le cadre de Climaxion (programme de l'ADEME et de la Région Grand Est en faveur de la transition énergétique et de l'économie circulaire) et autres programmes dédiés, vecteurs de financements en faveur de la rénovation énergétique des logements (ANAH, éco-pls, FEDER, CITE notamment). D'autres dispositifs régionaux comme le dispositif « Oktave », créé en 2015, qui permet d'accompagner des projets de rénovation dans la durée en cohérence avec les objectifs BBC et le programme Climaxion.

Les politiques d'aménagement et de l'habitat en faveur de la reconquête et la réhabilitation du parc ancien dans les centres-villes et centre-bourgs et du renouvellement urbain dans les quartiers prioritaires de la ville seront également un puissant levier pour produire du logement par la rénovation du bâti existant. Les territoires devront penser systématiquement leur politique de développement

de l'offre d'habitat au regard de la vacance, souvent importante sur de nombreux territoires ruraux du Grand Est et des besoins des ménages qui évoluent sous l'impact notamment du phénomène de vieillissement de la population¹³⁷.

Les collectivités et filières se structurent dans les territoires pour un accompagnement des ménages au travers de :

- Une trentaine de plateformes pour la rénovation énergétique couvrent plus de 2/3 de la population régionale
- Une cinquantaine de Points Rénovation Info Service (PRIS) informent et accompagnent les ménages de la région dans leurs projets
- Près de 6 300 entreprises sont labélisées RGE (« Reconnu Garant de l'Environnement »)¹³⁸

L'amplification de la dynamique de rénovation énergétique du parc résidentiel compte parmi les principaux enjeux régionaux. La dynamique de rénovation doit cibler en premier lieu les logements les plus anciens qui sont aussi les plus énergivores et qui accueillent souvent des populations en situation de précarité énergétique.

Un secteur industriel énergivore mais dont les consommations baissent

Avec une part prépondérante des industries chimiques et agro-alimentaires, l'industrie est le deuxième secteur consommateur mais il affiche le plus fort recul de sa consommation en énergie finale. Cette baisse est imputable à la crise économique de 2008, une augmentation du prix de l'énergie, au profil industriel local dépendant du contexte international et faisant face à des phénomènes de délocalisation/ reconversion, et plus modestement à des démarches d'efficacité énergétique des entreprises.

L'industrie consomme principalement du gaz naturel et de l'électricité dont les consommations sont en baisse. La part de la filière bois-énergie est en hausse alors que les autres énergies renouvelables connaissent un recul important.

Pour poursuivre cette dynamique globalement à la baisse, les pistes relèvent de l'amélioration des procédés industriels et de la prise en compte de l'énergie grise,

qui représente fréquemment les 2/3 de la consommation d'énergie globale. Cette prise en compte passe par des approches d'écoconception ou d'économie de la fonctionnalité. L'obligation pour certains sites de mettre en place une politique de performance énergétique ou de réaliser un audit d'efficacité énergétique, la mise en place de projets d'écologie industrielle et territoriale, ainsi que la récupération de chaleur fatale, constituent autant d'opportunités d'efficacité énergétiques dans le secteur.

Le transport routier fort consommateur dans une région de transit : une consommation qui peine à baisser

Le secteur routier représente 97% de la consommation globale du secteur transport, dont près de la moitié attribuable aux véhicules individuels (le caractère rural de certains territoires et l'étalement urbain favorisent l'usage de ce mode) et 1/3 aux poids lourds (région transfrontalière au carrefour de nombreux axes routiers).

Le secteur routier consomme essentiellement des produits pétroliers (94% de la consommation d'énergie finale), et de façon plus anecdotique des énergies renouvelables (6% - essentiellement des agrocarburants).

La consommation baisse peu (- 2% entre 2005 et 2016) en raison des nombreux axes routiers qui traversent la Région et du faible prix des carburants. Cependant, dans la perspective d'une augmentation des prix des carburants, qui pourrait favoriser un report modal, la région Grand Est dispose d'atouts : un réseau d'infrastructures ferrées et fluviales bien développé - bien que sous-investi - et des projets de plateformes multimodales sur le sillon lorrain.

A l'inverse, le développement d'infrastructures de recharge est plus lent que le déploiement des véhicules électriques ou GNV, ce qui ne favorise pas leur utilisation massive.

Le secteur des transports autres que routiers représente 1% de la consommation d'énergie finale dans la région Grand Est. Il se compose des modes ferroviaire (60%

¹³⁷ Extrait Note d'enjeux SRADET volet climat air énergie - bâti

¹³⁸ Ce label met en évidence un savoir-faire ou une spécialisation de l'entreprise dans les domaines de la performance énergétique et/ou des installations d'énergie renouvelable

de la consommation), aérien (21%), fluvial (17%) et tramway (2%). Ce secteur consomme un mix énergétique de produits pétroliers et électricité.

Dans le cadre de la réactualisation de son scénario bas carbone 2050, l'ADEME estime, à l'échelle nationale, que les transports présentent la plus forte baisse potentielle : 70% d'énergie en moins en 2050 grâce aux effets cumulés d'une baisse de la mobilité individuelle d'environ 25%, d'une hausse des véhicules électriques et hybrides et des transports en commun et une progression de 30% du fret.

Si la dynamique n'est pas accentuée, le secteur pourrait rapidement se retrouver le premier secteur d'activité consommateur dans le Grand Est.

Une baisse du secteur tertiaire, un contexte législatif qui devrait poursuivre la tendance

Depuis 2010, le secteur tertiaire connaît une baisse de sa consommation d'énergie finale du fait d'hivers plus doux et de l'amélioration des performances énergétiques imposées par les nouvelles réglementations thermiques. Il consomme essentiellement de l'électricité et du gaz naturel (80% de la consommation à eux deux). Les principaux usages sont le chauffage (31%) et les usages de l'électricité principalement liés au secteur numérique et aux nouvelles technologies (26%).

La loi de transition énergétique impose des travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments tertiaires ou dans lesquels s'exerce un service public, afin de parvenir à une réduction d'au moins 60% d'ici 2050 (par rapport à 2010).

Dans le cadre de la réactualisation de son scénario bas carbone 2050, l'ADEME pronostique, à l'échelle nationale, des économies importantes dans le tertiaire, où la consommation de chauffage pourrait être divisée par deux en 2050.

Le secteur tertiaire est un secteur susceptible de voir sa consommation en énergie s'accroître dans les prochaines années notamment en lien aux besoins d'électricité (appareils numériques, climatisation, etc.). L'amplification de la rénovation énergétique des bâtiments publics et tertiaires avec pour cible le respect des réglementations thermiques est un enjeu pour le secteur.

L'agriculture & sylviculture, une inertie des consommations

Avec 54 % du territoire régional couvert par l'agriculture et 33% par les forêts, le secteur agricole – sylvicole représente 2% de la consommation d'énergie finale et n'enregistre qu'une très faible baisse entre 2010 et 2016 : concentrée entre les années 2005 et 2010, la consommation d'énergie n'a depuis plus diminué. Il est largement dépendant des produits pétroliers (80% de la consommation). La consommation des énergies renouvelables peine à prendre une place dans le mix agricole. Elle représente en 2016 seulement 5% du mix.

Dans le cadre de la réactualisation de son scénario bas carbone 2050, l'ADEME estime que l'agriculture devrait réduire sa demande énergétique de 33% d'ici 2035 avant de la stabiliser, en se basant sur un scénario de rééquilibrage des protéines végétales et animales, de hausse de l'agriculture bio jusqu'à 30% de la surface agricole utile et de l'agro-écologie à 60% de la SAU ; au total, l'agriculture conventionnelle ne représenterait plus que 10% de la SAU en 2050. Pour cela, l'artificialisation des sols devra être stabilisée d'ici 2035.

L'agriculture est le secteur d'activité le moins consommateur en Grand Est. Il n'affiche cependant aucune baisse de sa consommation ces dernières années ainsi qu'aucune réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. La substitution des produits pétroliers vers des énergies renouvelables paraît nécessaire pour limiter l'impact d'une hausse des prix des énergies fossiles sur le secteur. D'autre part, une évolution des pratiques agricoles pourra permettre d'enclencher une baisse de la consommation d'énergie du secteur.

5.10.2. Développement des énergies renouvelables et de récupération

Une production régionale dominée par le nucléaire

La production d'énergie primaire en Grand Est s'élève en 2016 à 125 TWh soit 12% de la production d'énergie primaire en France.

La région Grand-Est produit deux fois plus d'électricité qu'elle n'en consomme, du fait d'un important parc nucléaire qui produit 67 % de l'énergie primaire régionale en 2016 (29% d'énergies renouvelables et 1% de pétrole)¹³⁹.

Pour mémoire, la loi sur la transition énergétique vise de porter la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025 au lieu de 75% (au niveau national) aujourd'hui.

Mais elle reste globalement déficitaire, dans le sens où elle importe la quasi-totalité du gaz et des carburants consommés.

Des énergies renouvelables diversifiées, en fort développement et un important potentiel, dont il faut préparer l'accueil dans les réseaux



19,5% d'énergie renouvelable

dans la consommation finale brute d'énergie

+77% de hausse de production d'énergie renouvelable de 2005 à 2016

En France ce ratio d'ENR est de presque 16%. La loi sur la transition énergétique vise un objectif de 32% de la consommation d'énergie finale en 2030 en énergies

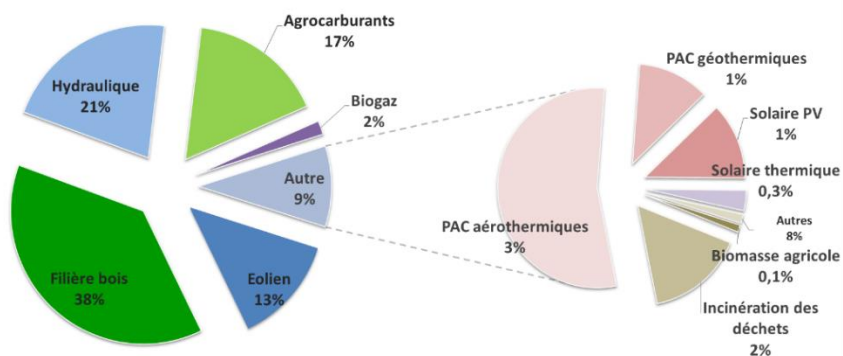
renouvelables (le Grenelle de l'environnement a fixé un objectif préalable de 23% d'ici 2020).

La production d'énergie primaire renouvelable du Grand Est a augmenté de 77% entre 2005 et 2016, principalement grâce aux filières bois-énergie, agrocarburants et éolien. Les dynamiques varient fortement selon les filières : certaines affichent un rythme de progression lent et régulier (bois-énergie, pompes à chaleur aérothermiques), d'autres connaissent une flambée de leur production annuelle avant de se stabiliser (agro-carburants), ou se développent fortement (éolien, solaire photovoltaïque, biogaz) et d'autres enfin se maintiennent sans montrer de réelle augmentation (hydraulique, incinération des déchets).

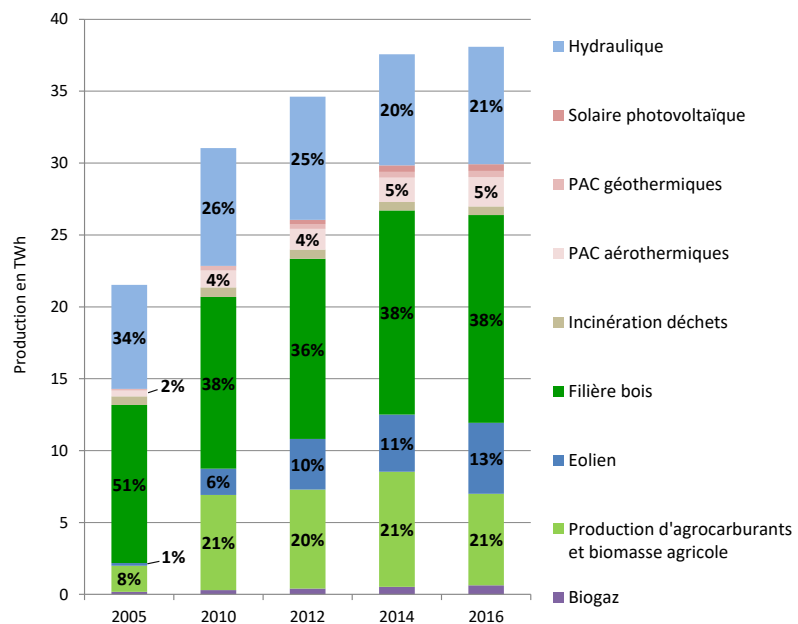
La production est issue de 4 filières principales - la filière bois (39%), la filière hydraulique (21%), la production d'agrocarburants (21%) et la filière éolienne (11%). La forte hausse enregistrée ces dernières années est très variable entre filières.

Plusieurs grandes filières régionales sont fortement localisées (exemple de l'hydraulique quasi exclusivement à l'extrême Est du territoire sur le Rhin et le massif vosgien) et ne permettront pas un équilibre de l'offre d'énergie sur le territoire.

¹³⁹ Source : ATMO Grand Est invent'air V2016 ; le reliquat (2%) se partage entre incinération de déchets et hydraulique non renouvelable (pompage)



Répartition de la production d'énergie primaire renouvelable par filière (source Atmo Grand Est - Burgeap)



Evolution de la production primaire d'énergie renouvelable (Source ATMO Grand Est - BURGEAP©)

En prenant en compte l'évolution des filières en Grand Est, les projets dans la file d'attente, les instructions en cours, la comparaison au national, les objectifs de la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie) et les perspectives, il est envisagé les objectifs suivants en termes de production d'électricité.

Croissance du bois-énergie, première filière renouvelable régionale

Avec plus de 30% du territoire boisé, le bois-énergie est la première filière d'énergie renouvelable régionale (38% de la production d'ENR), en croissance (+31% 2005-2016).

Le contexte législatif et réglementaire pourrait tendre à accroître cette ressource (programme régional forêt-bois, programmation pluriannuelle de l'énergie, stratégie nationale bas carbone...), accentuant de possibles conflits d'usage dans les espaces forestiers par nature multifonctionnels (biodiversité, stockage de carbone...). Par ailleurs l'usage du bois énergie pouvant entraîner une pollution de l'air aux particules (cf. chapitre air), le remplacement des anciens appareils individuels devra intervenir en parallèle.

Deuxième filière régionale, l'hydroélectricité croît légèrement

La filière se compose de la grande hydraulique exploitée sur le Rhin (95% de la production totale et concentration de l'ensemble des installations de grande hydraulique), de la petite hydraulique et de la micro-hydraulique.

Elle affiche une augmentation générale de sa production (+ 7% 2005-2016), non par développement de la filière (la puissance installée reste stable) mais grâce à des conditions climatiques variables (pluviométrie importante en 2016).

Le potentiel de développement réside essentiellement dans du petit, micro et pico hydraulique (le grand hydraulique étant déjà bien exploité). La pérennité des centrales existantes comme le développement de nouvelles doit être étroitement articulé avec le maintien et la restauration des continuités écologiques.

Une filière agrocarburants dynamique

La filière a connu une très importante hausse de production (+250 % 2005-2016) mais une baisse 2014-2016 (-21%). La production est essentiellement issue des

cinq sites de production en région, à partir de l'utilisation de plantes cultivées telles que les tournesols, la betterave et le colza.

Son éventuel développement ne doit pas se faire au détriment de la production alimentaire ni entraîner un surplus d'utilisation d'intrants aux impacts environnementaux négatifs sur la qualité de l'eau, de l'air, des sols....

Première région éolienne, une filière à fort potentiel

4^e filière en région, l'éolien a connu un essor important et linéaire jusqu'en 2012 puis un ralentissement lié aux difficultés rencontrées autour des projets d'installations. L'enjeu dans l'avenir est donc de mobiliser les acteurs afin d'obtenir une participation citoyenne en amont des projets tant en financement que sur la gouvernance.

La Région détient aujourd'hui le premier parc éolien à l'échelle nationale en termes de puissance installée. Les parcs éoliens sont principalement implantés à l'ouest de la région.

La filière prévoit un développement soutenu dans les années à venir grâce au renouvellement du parc ancien et au développement de nouvelles installations, avec pour objectif de doubler la puissance et presque tripler la production aux horizons 2030 (puissance 5750 MW, production 13 225 GWh) et 2050 (puissance 6 000 MW, production 15 600 GWh).

Une filière biogaz dynamique

La filière biogaz est une filière dynamique (production x3 2005-2016) et beaucoup de projets sont actuellement en construction. Le biogaz est produit à partir de déchets (lisiers et fumiers, sous-produits animaux, résidus de culture, déchets de restauration et autres déchets organiques, boues de stations d'épuration).

La Région Grand Est s'est fortement positionnée sur la **filière d'injection de gaz vert** pratiquement inexistante avant 2015.

Le dynamisme de la filière photovoltaïque s'est essoufflé

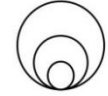
Après une forte croissance entre 2010-2012 (de 8 à 34 ktep), la dynamique ralentit depuis en raison des changements de réglementation tarifaire et du passage à des appels d'offre nationaux (même essoufflement à l'échelle nationale), pour atteindre 467 GWh de production en 2016.

Le développement futur de la filière photovoltaïque pourra compter sur un prix d'installation à la baisse et de multiples possibilités d'applications (raccordement à un réseau, autoconsommation, résidentiel individuel, habitat collectif, etc.). Les appels d'offre trimestriels de la Commission de Régulation de l'Energie pourraient constituer un levier intéressant à exploiter. Enfin, l'essor du marché de l'autoconsommation pourrait aussi aider à la relance de la filière.

Production EnR régionale

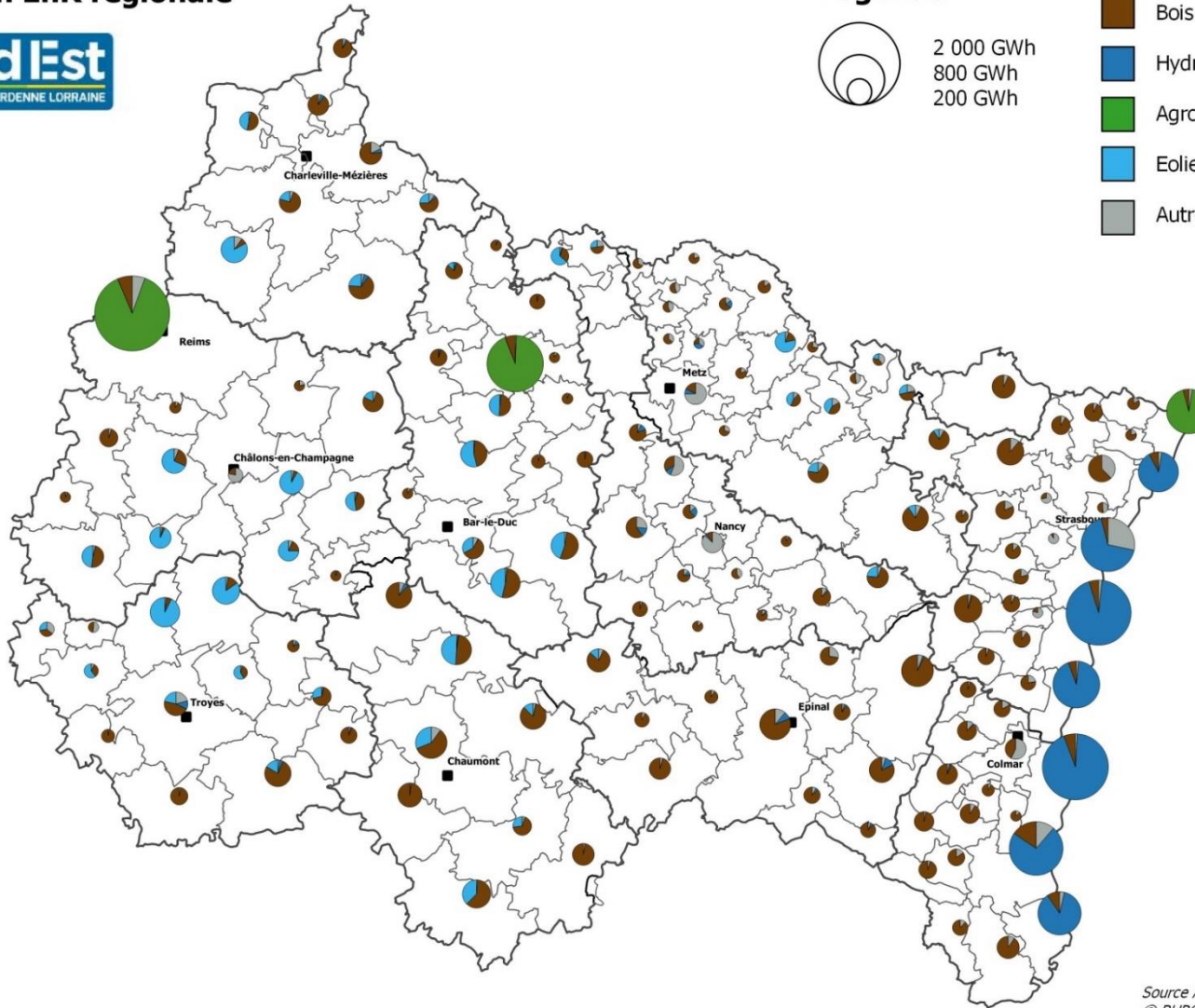


Légende



2 000 GWh
800 GWh
200 GWh

- Bois énergie
- Hydraulique
- Agrocarburants
- Eolien
- Autres



Source ATMO GE Invent'Air 2017
© BURGEAP

Autres filières dynamiques ou en développement

En matière d'incinération des déchets, si l'objectif prioritaire reste la diminution et le recyclage, la production de chaleur et d'électricité qu'elle permet reste relativement stable. Le recours à l'incinération doit s'accompagner d'une valorisation énergétique optimisée au sein des installations existantes, avec le strict respect des exigences réglementaires, notamment en termes de traitement des fumées pour les usines d'incinération.

Bien qu'au début de son développement et encore coûteuse, la filière géothermique présente une disponibilité importante sur tout le territoire ainsi qu'un fort potentiel. Entre 2005 et 2016, la production régionale des filières géothermiques est passée de 130 à presque 500 GWh.

- La filière de géothermie profonde (très haute température) est en pointe et particulièrement dynamique à l'est de la région : près de la moitié des 16 permis exclusif de recherche de France se situent sur le fossé rhénan. À l'ouest, le potentiel est très faible.
- Le potentiel de géothermie peu profonde (basse et très basse température) se situe principalement à l'ouest du territoire qui dispose des bons facteurs hydrogéologiques. Cette filière connaît un fort développement chez les particuliers et constituera à l'avenir un levier important pour l'atteinte des objectifs de production d'énergie renouvelable. Les principaux freins au développement sont le manque d'information des maîtres d'ouvrages potentiels et l'absence de filière régionale structurée.

Le solaire thermique est anecdotique en région, surtout développé en ex-Alsace.

Une nécessaire adaptation des réseaux pour l'accueil des énergies renouvelables

Les réseaux doivent s'adapter pour passer d'un système de production centralisé à des sources d'énergies diffuses sur le territoire et en augmentation très rapide.

Aujourd'hui, la loi prévoit que tout projet de développement des énergies renouvelables puisse se voir proposer une solution de raccordement au réseau. Les Schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) des 3 régions historiques du territoire, en permettant de réserver de la capacité d'accueil pendant une période de 10 ans au bénéfice des énergies renouvelables électriques de plus de 100 kW, dégagent une capacité d'accueil

suffisante (sur la base des 3 anciens SRCAE). Avec la fusion des régions, un nouveau S3REnR est en cours d'élaboration, qui tient compte des nouvelles ambitions régionales en matière de développement des énergies renouvelables, .

Sachant qu'en parallèle la région vise une baisse des consommations, les réseaux devraient être en mesure d'accueillir cette nouvelle production qui va se substituer plus que s'ajouter, sans avoir à développer de nouvelles grandes infrastructures.

Par ailleurs, les pics de production obligent la Région à se poser la question du stockage qui permettrait d'éviter les opérations de renforcement coûteux pour l'ensemble de la collectivité. L'hydrogène est une solution d'avenir, portée d'ailleurs au niveau national par un plan hydrogène en cours de rédaction.

Mais la capacité des réseaux à accueillir ces ENR devra être étudiée plus localement par élément de réseau. Par ex. les capacités d'injection au niveau du réseau de distribution de gaz peuvent être présentées par les GRD par grappe de réseau, ce qui permettrait d'anticiper les futures contraintes réseau pour les projets de méthanisation.

5.10.3. Vers des politiques climat - air - énergie intégrées

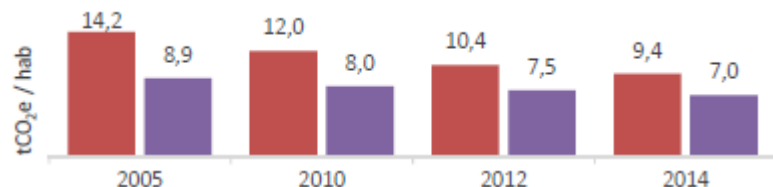
Une région fortement contributrice aux émissions de gaz à effet de serre du fait d'une importante industrie et d'une position frontalière génératrice de déplacements ; mais une tendance à la baisse



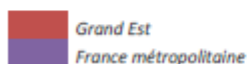
9,4 teq-CO₂/émis **par habitant** en 2014

contre 7 au niveau national

La région émet plus de gaz à effet de serre par habitant que la moyenne nationale mais l'écart s'estompe petit à petit.



Evolution des émissions directes de GES (PRG 2007 - Format SECTEN) par habitant - source CITEPA et ATMO Grand Est Invent'Air V2016

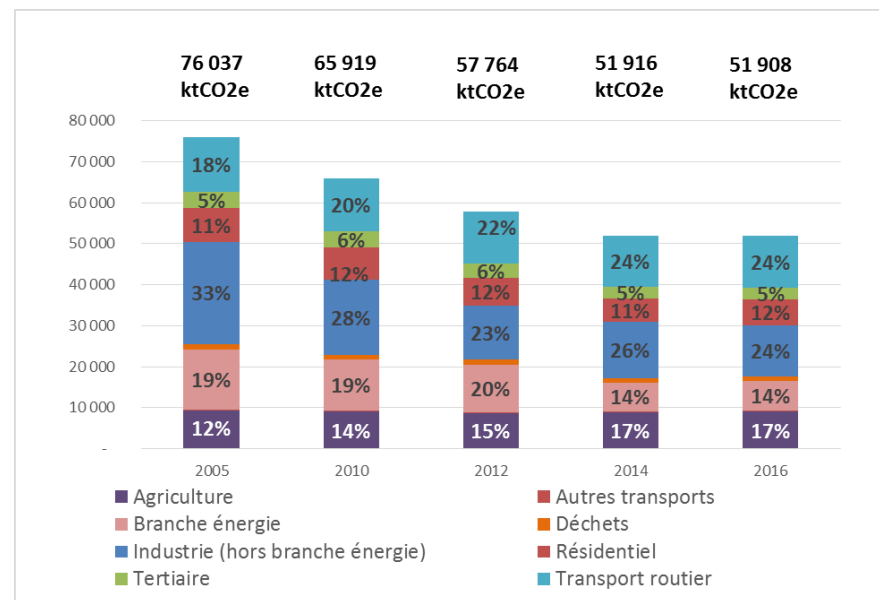


En 2016, la région émet presque 52 000 kteqCO₂ de gaz à effet de serre, à presque 80% du CO₂, émis principalement par l'industrie, le transport routier et la branche énergie.

Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de **32 % entre 2005 et 2016**, principalement du fait de la baisse des émissions de CO₂ (- 35%).

Des marges de manœuvres inégales pour imposer des réductions des émissions, faibles dans l'industrie, plus fortes dans l'énergie ou les transports

En 2016, le secteur des transports routiers représente le principal secteur émetteur de GES en Grand Est (presque 25% des émissions totales), suivi par le secteur industriel (24%), le secteur agricole (17%), le secteur du bâtiment (résidentiel et tertiaire à 17%) puis le secteur de la branche énergie de l'industrie (14%).



Evolution des émissions de GES par secteur (Source ATMO Grand Est - BURGEAP©)

Le secteur du transport routier représente un enjeu de premier plan d'une part parce qu'il constitue un poste émissif important et d'autre part, parce que malgré le renouvellement du parc de véhicules pour des véhicules moins énergivores et moins polluants, il n'enregistre pas de baisse aussi significative que les autres secteurs (-5% dans les transports routiers).

Les émissions du secteur industriel ont fortement baissé (division par deux 2005-2016). Les émissions de GES de l'Industrie sont beaucoup liées aux process : la collectivité aura peu de levier pour accentuer leur diminution.

Même taux de diminution (-50%) dans le secteur de l'extraction transformation et distribution d'énergie, notamment dû à la fermeture d'importantes centrales thermiques en ex-Lorraine

Les émissions agricoles baissent peu (-2%) .

La réduction des consommations d'énergie (notamment produits pétroliers) étant l'un des piliers du SRADEET, les émissions liées de GES devraient diminuer en conséquence.

Un important potentiel de séquestration carbone, qui atteindra ses limites en 2030

Le potentiel de séquestration carbone en région Grand Est représente 20% des émissions de CO₂ en 2016 : il correspond au captage et au stockage de CO₂ dans les écosystèmes et les produits issus du bois, les stocks les plus importants étant généralement localisés sous les zones humides, les forêts et les prairies permanentes, largement présentes en Grand Est.

Cependant, les changements d'affectation du sol influencent les évolutions du stockage de carbone : un changement de sol de type forêt ou prairie vers de la culture entraîne un déstockage de carbone deux fois plus rapide qu'un changement de sol de type culture vers de la forêt ou de la prairie, pendant les vingt premières années suivant le changement d'affectation. C'est seulement au bout de plusieurs décennies voire un siècle qu'un stockage peut compenser un déstockage.

A l'échelle nationale, les données disponibles s'accordent à dire qu'au-delà de 2030, les stocks de carbone atteindraient un plafond. La contribution potentielle des sols à la compensation des émissions de GES n'est pas négligeable mais aura donc un effet limité dans l'espace et dans le temps. Plusieurs conclusions peuvent être dégagées :

- Le maintien des prairies est essentiel
- La reforestation est favorable
- Hormis des changements nets de l'usage du sol (culture-prairie), pas d'éléments clairs sur l'effet des systèmes cultureux.

¹⁴⁰ Source : DREAL

L'intégration des SRCAE dans le SRADEET : vers une approche de plus en plus intégrée

L'intégration du SRCAE dans le SRADEET permettra de mieux corréliser les politiques climatiques et énergétiques notamment avec la stratégie d'aménagement.

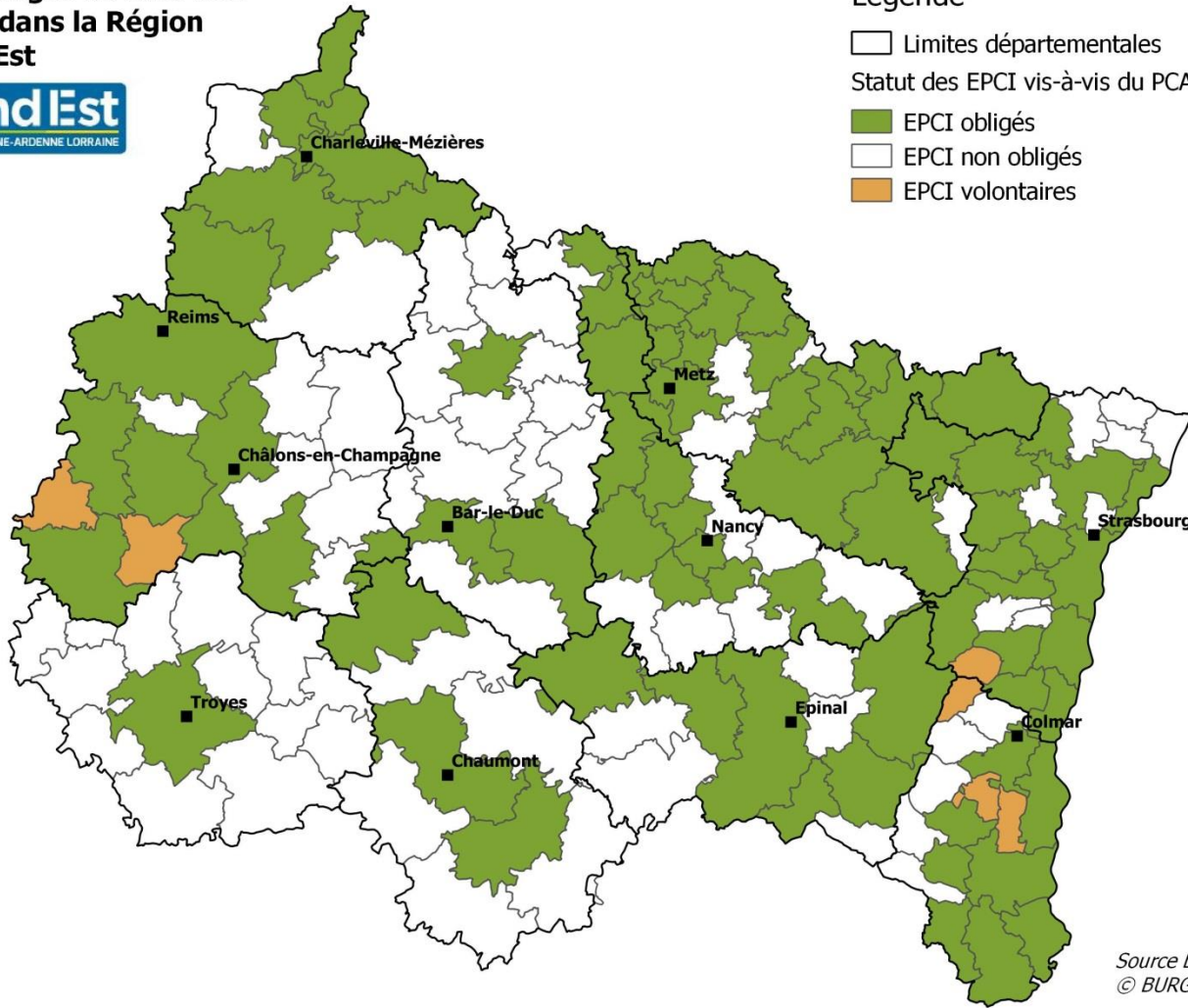
La Région devra, dans tous les domaines du SRADEET, contribuer à la hauteur de ses émissions aux objectifs fixés par la stratégie nationale bas carbone (SNBC), qui fixe des objectifs nationaux d'émission pour les principaux GES à horizon de 2018, 2023 et 2028 à ne pas dépasser pour atteindre l'objectif de division par 4 de ces émissions d'ici à 2050.

77 EPCI de plus de 20 000 habitants en Grand Est sont soumises à l'obligation d'établir un plan climat-air-énergie territorial (PCAET¹⁴⁰), qui devront d'ailleurs être compatibles avec le SRADEET ; auxquels s'ajoutent 5 PCAET volontaires.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015 fixe des objectifs ambitieux au niveau national, qui nécessitent un effort collectif à toutes les échelles. Ainsi, la loi précise le cadre de l'action des collectivités locales et leur confie de nouvelles responsabilités et marges de manœuvre, en cohérence avec les compétences de l'Etat. Si l'Etat reste la force première d'investissement et de contrôle de la politique énergétique ; les collectivités se voient reconnaître un rôle d'opérateur et d'investisseur potentiel dans des projets énergétiques locaux, en plus d'un rôle régulateur passant par les documents de planification (ScoT, PLUi, PLU) ; leur rôle stratégique est également affirmé. De nombreuses collectivités et des acteurs locaux se sont donc constitués en opérateurs pour valoriser la ressource énergétique au niveau local. Leur ancrage territorial leur permet d'accompagner la transition sur ses deux autres piliers, la sobriété et l'efficacité énergétiques et de créer des retombées économiques locales.

Les SCoT et PLU peuvent orienter le développement des énergies renouvelables au regard des enjeux d'approvisionnement énergétique et de solidarité entre les territoires.

EPCI obligés au titre des PCAET dans la Région Grand Est



Légende

- Limites départementales
- Statut des EPCI vis-à-vis du PCAET
- EPCI obligés
- EPCI non obligés
- EPCI volontaires

Source DREAL 2018
© BURGEAP

5.11. Conclusion : les enjeux environnementaux dans le Grand Est et leur perspective d'évolution

Ce chapitre conclue l'état initial de l'environnement en mettant en avant les enjeux environnementaux en Grand Est. On entend par enjeux les questions d'environnement qui engagent fortement l'avenir du territoire, les valeurs qu'il n'est pas acceptable de voir disparaître ou se dégrader, ou que l'on cherche à gagner ou reconquérir, tant du point de vue des ressources naturelles que de la santé publique ou de la qualité de vie. Au-delà, ils peuvent contribuer fortement à l'image, à l'attractivité et donc au développement du territoire.

En dernière colonne, le potentiel d'action du SRADDET sur ces enjeux est apprécié.

| Enjeux environnementaux en Grand Est | Description et tendance d'évolution | potentiel d'action du SRADDET |
|--|---|-------------------------------|
| Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie | <p>Des facteurs naturels et humains à l'origine d'une grande diversité paysagère entre montagnes, plateaux, côtes, plaines et vallées alluviales, mais ils s'appauvrissent et se banalisent : les paysages ruraux sous l'influence de l'extension de grandes cultures agricoles, les paysages montagneux via le recul du pâturage, l'enfrichement et la plantation de résineux ; Le massif des Vosges en particulier est fragilisé par des dynamiques industrielles, agricoles, démographiques auxquelles s'ajoutent les effets du changement climatique (pressions urbaines des entrées de vallées côté alsacien, dévitalisation des fonds de vallée, développement urbain menaçant par endroits l'activité agricole et un secteur des crêtes sous pression touristique). Le développement d'énergies renouvelables accélère la mutation de ces paysages agricoles. Les changements climatiques pourraient entraîner des modifications paysagères.</p> <p>Les espaces urbanisés en particulier en plaine et sur les plateaux s'étalent et artificialisent toujours plus de terres agricoles. Enjeux particulièrement concentrés dans quelques grands couloirs urbains – sillon lorrain, vallée du Rhin... Un riche patrimoine architectural, culturel, historique protégé dans l'ensemble, et un patrimoine plus ordinaire qui risque d'être banalisé. Les paysages urbains lorrains voire alsaciens sont encore marqués par l'industrie et l'après-mine.</p> <p>Des politiques de préservation & valorisation des paysages remarquables et plus ordinaires en progression : Des atlas pour partager la connaissance, préalable indispensable à leur préservation, des mesures de protections des paysages et du patrimoine les plus emblématiques en progression. Six parcs naturels régionaux et un projet de parc national contribuent à la préservation des paysages. Collectivités et associations mènent des politiques complémentaires de protection & valorisation</p> | ● ● ● |
| Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins | Des milieux naturels et espèces associées riches mais souvent dégradés et fortement menacés, des continuités d'importances régionales à internationales à restaurer et protéger, des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation, des mesures de protection qui progressent mais demeurent insuffisantes, une amélioration de la gouvernance nécessaire (et obligatoire) pour des démarches plus globales | ● ● ● |

| | | |
|--|--|--------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Préservation et restauration des milieux naturels et des espèces remarquables, en particulier celles pour lesquelles la région a une responsabilité particulière | <p>Des milieux naturels et espèces associées riches mais souvent dégradées et fortement menacées : Des milieux forestiers divers et structurants encore préservés mais fortement menacés, une matrice importante de milieux ouverts fragiles et en régression, notamment les prairies, des milieux aquatiques et humides menacés, des milieux thermophiles localisés & de petite taille, encore mal connus mais d'importance pour certaines espèces, une faune patrimoniale, remarquable et menacée et une flore diversifiée qui s'appauvrit, une région frontalière particulièrement sensible aux espèces exotiques envahissantes.</p> <p>Des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation</p> <p>Face aux pressions, des mesures de protection qui progressent mais demeurent insuffisantes : des connaissances à compléter et partager pour favoriser une meilleure protection, des mesures de protection et de gestion des habitats qui progressent mais ne représentent encore qu'une faible proportion du territoire</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> Préservation et restauration des continuités écologiques – régionales, nationales voire internationales – en renforçant notamment les fonctions écologiques dans les espaces anthropisés | <p>Des trames vertes et bleues insérées dans des continuités régionales, interrégionales et transfrontalières, un ensemble de sous-trames altérées, à restaurer et protéger : Une trame forestière encore fonctionnelle mais en perte de qualité, la trame des milieux ouverts – pelouses, prairies, landes...- à restaurer et préserver, la continuité écologique des milieux aquatiques et humides fortement altérée, un enjeu d'envergure européenne à les restaurer ; une trame thermophile qui reste à identifier</p> <p>Des obstacles récurrents aux continuités : une prise en compte en amont dans les aménagements à améliorer ; des continuités qui reposent en partie sur la biodiversité ordinaire liée à des espaces agricoles, viticoles, forestiers ... dont les pratiques peuvent altérer leurs fonctionnalités</p> <p>Des continuités essentielles pour le déplacement des espèces dans le cadre de leur adaptation au changement climatique</p> | |
| <p>Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval</p> | <p>Une région en tête de bassins, château d'eau pour de nombreux autres régions et pays en aval. Des masses d'eau souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau potable vulnérables et dégradées, des eaux de surface souvent en mauvais état mais de réels progrès, des objectifs d'atteinte du bon état souvent reportés à 2027</p> | <p>● ● ●</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Restauration d'un bon état des eaux souterraines pour une alimentation en eau potable, en particulier dans les 3 nappes stratégiques | <p>Des masses d'eau souterraines globalement en bon état quantitatif mais la situation pourrait légèrement se détériorer, des consommations pour l'alimentation en eau potable en baisse et fluctuantes pour l'irrigation, des conflits d'usage qui pourraient s'accroître dans le futur</p> <p>Des eaux souterraines vulnérables et dégradées, en particulier dans les 3 nappes les plus importantes pour l'alimentation en eau potable (nappe d'Alsace, nappe du grès du trias inférieur – GTI, nappe de la craie champenoise) qui alimentent la région et les territoires limitrophes, français et étrangers : état chimique médiocre voire mauvais état quantitatif, un mauvais état qui se pérennise ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux souterraines</p> <p>La protection de la ressource doit gagner en efficacité : La protection des captages pour l'alimentation en eau potable progresse, des actions pour protéger les nappes des pollutions diffuses liées aux activités humaines, notamment agricoles, qui n'ont pas permis de rétablir une bonne qualité de l'eau, une eau distribuée de bonne qualité grâce à des traitements importants.</p> | |

| | | |
|---|---|-----|
| | Le changement climatique pourrait engendrer un abaissement des nappes souterraines et une détérioration de la qualité de l'eau. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Reconquête de la qualité des eaux de surface pour améliorer la fonctionnalité des milieux aquatiques | <p>La majeure partie des eaux superficielles en mauvais état mais de réels progrès : Un réseau de surveillance des cours d'eau en progrès, mais qui reste à compléter et à harmoniser pour couvrir tout le territoire et plus de paramètres chimiques ; Une partie des cours d'eau en mauvais état écologique mais une situation qui s'améliore ; Des pollutions d'origine urbaine en recul, mais une stagnation des pollutions d'origine rurale, des pollutions émergents inquiétantes ; Des altérations hydromorphologiques substantielles ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027 pour les eaux superficielles</p> <p>De nombreux usages des eaux de surface dont il faut assurer l'équilibre avec la fonctionnalité écologique : Des problèmes quantitatifs dans plusieurs cours d'eau ; La production d'énergie occasionne les plus grands prélèvements d'eaux, en surface et peut poser problème en période d'étiage ; Des prélèvements industriels (tant en eaux souterraines que superficielles) ; L'hydroélectricité, un impact environnemental possible sur la continuité écologique notamment ; Un maillage fluvial et portuaire qui offre de nombreux atouts ; Des eaux de baignade de bonne qualité et d'importantes capacités pour les loisirs sur l'eau</p> <p>Changement climatique : une pression de plus en plus significative</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la couverture du territoire par des démarches de gestion globale et locale de la ressource en eau et des milieux aquatiques | <p>Une gouvernance de l'eau inégalement organisée sur le territoire, et en profonde mutation</p> <p>Petit cycle de l'eau : Des compétences eau potable et assainissement très fragmentées, une organisation qui va être modifiée en profondeur.</p> <p>Grand cycle de l'eau, des enjeux d'amélioration de la gouvernance à différentes échelles : Une coordination par EBTP à l'échelle des grands bassins versants régionaux qui couvre le territoire sauf la Moselle, Une gestion par sous-bassin renforcée par l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI, des SAGE dont la portée et l'animation sont assez inégales.</p> | |
| <p>Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire</p> | <p>Une production de déchets importante, globalement en baisse, des politiques de prévention et de réduction qui progressent (baisse de production attendue), des objectifs réglementaires de valorisation plus ou moins atteignables La substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage encouragée par le nouveau schéma régional des carrières</p> | ●●● |
| <ul style="list-style-type: none"> Réduction, réutilisation, recyclage des déchets | <p>Les gisements de déchets de mieux en mieux connus mais des tendances parfois difficiles à cerner : 2/3 des déchets proviennent du BTP mais ils sont essentiellement inertes donc réutilisables ou recyclables, leur production est à la baisse ; Un gisement de déchets des activités économiques encore mal cerné, pourtant des objectifs réglementaires de réduction à atteindre ; Une production de DMA en baisse mais un objectif règlementaire de réduction difficile à atteindre ; Des déchets des collectivités et des déchets dangereux difficiles à estimer</p> | |

| | | |
|--|---|------------|
| | <p>Des politiques de prévention et de réduction qui progressent : Des plans de prévention des déchets ménagers et assimilés qui ne couvrent pas encore 100% de la population comme la réglementation l'exige ; Une tarification incitative qui progresse et devrait permettre d'atteindre les objectifs réglementaires ; Peu d'actions de prévention des déchets du BTP</p> <p>Une gestion et valorisation des déchets (recyclage, valorisation, CET...) qui progresse, des objectifs nationaux de baisse très ambitieux : Des déchets du BTP largement valorisés et des objectifs réglementaires a priori atteignables ; Des déchets des activités économiques majoritairement valorisés, des objectifs réglementaires qui devraient être atteints ; Un objectif de valorisation matière ou organique des DMA très ambitieux ; Des installations et ouvrages de tri et valorisation suffisants ; Vers une réduction des capacités d'élimination par stockage et par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes cohérente avec les objectifs réglementaires ; Des déchets dangereux majoritairement valorisés ; Peu de flux de déchets, hormis ceux nécessitant des filières de traitement & valorisation spécifiques.</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de la demande en ressources minérales et minières et développement de leur réutilisation et recyclage | <p>D'importantes ressources en matériaux naturels, disséminées sur le territoire : 500 carrières, une activité minière résiduelle (mines de fer et de sel situées en Meurthe-et-Moselle et Moselle) et un développement de l'exploitation d'hydrocarbures (déjà effectif en Marne et Aube, à venir en Moselle).</p> <p>Une exploitation qui impacte l'environnement toujours plus encadrée notamment par le nouveau schéma régional des carrières qui encouragera notamment un volet pour la substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage</p> <p>Matériaux sous-sols : Des projets d'aménagement de grande ampleur vont accroître la demande ou au contraire exporter beaucoup de « matériaux » et requièrent une vision régionale : Grand Paris, décaissement du Rhin, canal de Bray sur Seine, Cigéo.</p> | |
| <p>Enrayement de l'artificialisation des sols</p> | <p>Un ratio « moyen » de sols artificialisés similaire à l'échelle nationale mais des situations contrastées entre départements (plus forts taux dans les Haut et Bas-Rhin), une artificialisation finalement relativement élevée dans un contexte démographique atone, qui se poursuit, toutefois à un rythme moins soutenu que par le passé. Elle se fait principalement au détriment des terres agricoles et peut aller jusqu'à l'imperméabilisation des sols (en particulier dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle). Une artificialisation corrélée à une dé-densification globale, qui entraîne une dépendance accrue à la voiture individuelle.</p> <p>Quatre types de dynamiques locales : des densités fortes qui le resteront (haut et bas Rhin principalement), des zones où habitat dynamique & maintien de l'emploi en recourant moins au foncier (Marne, sud de l'Aube, Verdun, nord Moselle et Meurthe et Moselle, Haguenau, Saverne, ...), des zones d'habitat dans la moyenne mais avec gaspillage foncier sur les emplois (Reims, Troyes, larges parties de la Meurthe-et-Moselle et Moselle) et des zones de dé-densification massives de l'habitat avec forte consommation foncière (arc rural des Ardennes-Meuse-Vosges)</p> <p>Des leviers - réhabilitation & réutilisation des friches, renouvellement urbain & densification – et des outils et stratégies à mobiliser : ScoT, PLUI, stratégie foncière, recyclage des friches... ; De nombreux acteurs impliqués</p> | <p>●●●</p> |

| | | |
|--|--|--------------|
| <p>Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques</p> | <p>Des risques naturels importants (inondations, mouvements de terrain...), des communes de plus en plus vulnérables aux inondations, des plans de prévention qui progressent, des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation, des risques technologiques omniprésents encadrés par des outils réglementaires, une culture du risque en progrès</p> | <p>● ● ●</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Réduction des aléas et de l'exposition des populations au risque inondation et mouvement de terrain • Meilleure maîtrise des risques technologiques • Développement d'une culture du risque | <p>Des risques naturels importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le risque inondation, enjeu majeur pour une large partie du territoire : la vulnérabilité des communes s'accroît mais les plans de prévention et de gestion des risques aussi • Un risque mouvement de terrain fréquent d'origines diverses : des mouvements de terrains liés au retrait-gonflement d'argile, un risque coulées boueuses essentiellement en Alsace et dans la montagne de Reims, un risque d'effondrement de cavités souterraines. Une connaissance de l'aléa mouvement de terrain qui s'améliore <p>L'adaptation au changement climatique à anticiper.</p> <p>Des risques technologiques omniprésents liés au caractère industriel de la région : de nombreuses ICPE notamment des sites Seveso, un important parc nucléaire et autres installations nucléaires, d'importants flux de matières dangereuses ; La rupture de digues et barrages, une probabilité faible mais de lourdes conséquences potentielles ; Un risque « engins de guerre » particulier à la région.</p> <p>Des plans de prévention des risques technologiques – PPRT - pour organiser la cohabitation de sites industriels à risques et des zones riveraines</p> <p>Une culture du risque en progrès : Une appropriation sociétale des risques à renforcer, la mise en place d'une information préventive et d'une concertation progresse</p> | |
| <p>Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépollution, réhabilitation et réutilisation des anciens sites industriels, artisanaux et commerciaux | <p>Un lourd héritage qui peut se transformer en atout (valorisation des friches)</p> <p>De nombreux sites pollués, hérités du passé, inégalement répartis sur le territoire, dont la connaissance est encore incomplète : les problèmes engendrés par ces sites sont loin d'être entièrement résolus Des friches - industrielles, militaires...- dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains</p> | <p>● ● ●</p> |

| | | |
|--|---|------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Gestion des risques hérités du passé minier lorrain | <p>Un risque d'affaissement dans les bassins ferrifères et salifères (165 communes concernées) Un risque de remonté de gaz et de nappe phréatique dans le bassin houiller (le risque disparaîtra avec la fin de l'ennoyage) : risque pour certaines zones urbanisées (20aine de communes) mais atout car réapparition d'anciennes zones humides et reconstitution de la ressource en eau</p> | |
| <p>Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition</p> | <p>Une qualité de l'air régulièrement dégradée localement, des émissions en baisse Des politiques de lutte contre le bruit qui progressent bien que l'exposition reste importante</p> | <p>●●●</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Restauration d'une qualité de l'air saine pour tous et conforme aux exigences réglementaires | <p>Une qualité de l'air dégradée un quart de l'année Des émissions supérieures aux moyennes nationales, mais en baisse, des concentrations qui peuvent néanmoins encore dépasser les seuils réglementaires (ozone, NOx, particules fines): Des émissions de monoxyde de carbone (CO) principalement résidentielles, en baisse ; Des oxydes d'azote (NOx) essentiellement d'origine routière, en baisse, mais des pollutions de fond subsistent dans des agglomérations ; Des COVNM émis par plusieurs secteurs, en baisse ; Une pollution à l'ozone omniprésente mais plus forte en Alsace, avec des dépassements de valeurs cibles et des pics de pollution ; Des particules fines essentiellement d'origine agricole en baisse, mais de nombreux pics de pollution ; Les autres polluants également en baisse. Des risques sanitaires dans les bâtiments et logements liés à la qualité de l'air intérieur De nombreuses démarches en cours (SRCAE, PCET, PPA, TEPCV...)</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> Réduction de l'exposition des populations aux nuisances sonores | <p>Une exposition inégale des populations au bruit entre zones rurales et zones urbaines denses, des outils réglementaires et de planification, pour prévenir les nuisances sonores et les réduire, qui progressent : Un classement des voies de transport terrestre achevé ; Des plans de prévention qui se développent mais ne couvrent pas toutes les collectivités concernées</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition | <p>Des logements indignes en diminution, des risques liés aux ondes électromagnétiques peu pris en compte dans un climat d'incertitude scientifique, le réchauffement climatique attendu pourrait permettre l'expansion rapide de certaines espèces invasives, nuisibles à la biodiversité et sources de pathologies parfois invalidantes</p> | |

| | | |
|---|---|------------|
| <p>Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique</p> | <p>Région fortement consommatrice d'énergie mais consommations en baisse, objectifs réglementaires devraient accentuer cette baisse ; grosse productrice d'énergies renouvelables, qui progressent, objectifs réglementaires vont engendrer leur développement ; fortes émissions de GES, en baisse mais la poursuite sera difficile (peu de leviers régionaux sur industrie, changements de comportement nécessaire pour agriculture, reste transports et résidentiel)</p> | <p>●●●</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Diminution des consommations d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétique en particulier dans l'industrie, l'habitat et les transports | <p>Une région fortement consommatrice- d'énergie fossile principalement -, résidentiel en tête mais une consommation en baisse dans tous les secteurs : Plus fort consommateur, le secteur résidentiel peine à baisser sa consommation, dans un contexte de forte précarité énergétique : un contexte législatif qui vise à répondre à ces deux problématiques; Un secteur industriel énergivore mais dont les consommations baissent ; Le transport routier fort consommateur dans une région de transit : une consommation qui peine à baisser ; Une baisse du secteur tertiaire, un contexte législatif qui va poursuivre la tendance ; L'agriculture & sylviculture, une inertie des consommations.</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Développement des énergies renouvelables et de récupération | <p>Une production régionale dominée par le nucléaire mais des énergies renouvelables diversifiées en fort développement et un important potentiel, dont il faut préparer l'accueil dans les réseaux : Croissance du bois-énergie, première filière renouvelable régionale ; Deuxième filière régionale, l'hydroélectricité croît légèrement ; Une filière agrocarburants dynamique ; Première région éolienne, une filière à fort potentiel ; une filière biogaz dynamique ; Le dynamisme de la filière photovoltaïque s'est essoufflé ; d'autres filières dynamiques ou en développement (géothermie, incinération des déchets) ; Une nécessaire adaptation des réseaux pour l'accueil des énergies renouvelables.</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Vers des politiques climat - air - énergie intégrées | <p>Une région fortement contributrice aux émissions de GES du fait d'une importante industrie et d'une position frontalière génératrice de déplacements, une tendance à la baisse mais la poursuite sera difficile (peu de leviers régionaux sur industrie, changements de comportement nécessaires pour agriculture, reste transports et énergie). Un important potentiel de séquestration carbone, qui atteindra ses limites en 2030. L'intégration des SRCAE dans le SRADDET sera l'occasion d'une approche de plus en plus intégrée.</p> | |

6. L'explication des choix effectués par le SRADDET au regard des enjeux environnementaux

Ce chapitre est complémentaire du chapitre « 6.4.L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ».

L'explication des choix des objectifs retenus et des règles et mesures d'accompagnement associées

Cette rubrique cherche à éclairer les choix effectués au cours de l'élaboration du SRADDET, au regard de l'environnement : il s'agit donc de montrer, pour chaque objectif, ses liens avec les enjeux environnementaux révélés en conclusion de l'état initial de l'environnement.

Pour renforcer la justification, cette rubrique fait également le lien avec les objectifs assignés aux SRADDET par l'article L. 4251-1. du code général des collectivités publiques : « *Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.* »

Cette rubrique cherche également à démontrer la cohérence interne du SRADDET entre objectifs d'une part et règles et mesures d'accompagnement d'autre part. Il s'agit de montrer que les règles et mesures d'accompagnement répondent bien aux objectifs et sont suffisantes pour les atteindre.



Axe 1 : changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires

Choisir un modèle énergétique durable

- Objectif 1. région à énergie positive et bas carbone
 - Objectif 2. rénovations du bâti
 - Objectif 3. efficacité énergétique des entreprises
 - Objectif 4. énergies renouvelables
 - Objectif 5. réseaux d'énergie
- Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement
- Objectif 6. patrimoine naturel, milieux et paysages
 - Objectif 7. trame verte et bleue
 - Objectif 8. agriculture durable
 - Objectif 9. ressource en bois
 - Objectif 10. gestion de l'eau
 - Objectif 11. économie de foncier
- Vivre nos territoires autrement
- Objectif 12. urbanisme durable
 - Objectif 13. intermodalité
 - Objectif 14. friches
 - Objectif 15. qualité de l'air
 - Objectif 16. économie circulaire
 - Objectif 17. déchets

Axe 2 : Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté

- Connecter les territoires au-delà des frontières
- Objectif 18. révolution numérique
 - Objectif 19. ouverture à 360°
 - Objectif 20. logistique multimodale
- Solidariser et mobiliser les territoires
- Objectif 21. armature urbaine
 - Objectif 22. infrastructures de transport
 - Objectif 23. coopérations et expérimentations
 - Objectif 24. gouvernances
- Construire une région attractive dans sa diversité
- Objectif 25. habitat
 - Objectif 26. services, santé, sport, culture
 - Objectif 27. économie
 - Objectif 28. tourisme

En conclusion, impliquer chacun pour un élan collectif

- Objectif 29. citoyen et connaissance
- Objectif 30. rêver Grand Est

Liens entre objectifs, règles et mesures d'accompagnement



Chapitre I. Climat, air et énergie

- Règle n°1 : changement climatique
- Règle n°2 : climat-air-énergie et aménagement
- Règle n°3 : performance énergétique du bâti
- Règle n°4 : efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : énergies renouvelables
- Règle n°6 : qualité de l'air



Chapitre II. Biodiversité et gestion de l'eau

- Règle n°7 : Trame verte et bleue locale
- Règle n°8 : restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : zones humides
- Règle n°10 : pollutions diffuses
- Règle n°11 : prélèvements d'eau



Chapitre III. Déchets et économie circulaire

- Règle n°12 : économie circulaire
- Règle n°13 : réduction des déchets
- Règle n°14 : valorisation matière et organique
- Règle n°15 : valorisation énergétique



Chapitre IV. Gestion des espaces et urbanisme

- Règle n°16 : sobriété foncière
- Règle n°17 : potentiel foncier mobilisable
- Règle n°18 : agriculture (péri) urbaine
- Règle n°19 : zones d'expansion des crues
- Règle n°20 : armature urbaine locale
- Règle n°21 : renforcer les polarités
- Règle n°22 : production de logements
- Règle n°23 : zones commerciales
- Règle n°24 : nature en ville
- Règle n°25 : imperméabilisation des sols



Chapitre V. Transport et mobilités

- Règle n°26 : articulation transports publics
- Règle n°27 : pôles d'échanges
- Règle n°28 : plateformes logistiques multimodales
- Règle n°29 : réseau routier d'intérêt régional
- Règle n°30 : mobilité durable des salariés

- MA 1.1 : connaissances et données territorialisées
- MA 2.1 : performances renforcées
- MA 3.1 : précarité énergétique
- MA 5.1 : réseaux d'énergie
- MA 6.1 : qualité de l'air et équipements
- MA 6.2 : qualité de l'air intérieur

- MA 8.1 : milieux agricoles et ouverts
- MA 8.2 : forêts et qualité environnementale
- MA 8.3 : éléments arborés hors forêts
- MA 8.4 : valorisation raisonnée des milieux naturels

- MA 16.1 : plateforme régionale du foncier
- MA 16.2 : stratégies et outils de maîtrise du foncier
- MA 17.1 : densité et mixité fonctionnelle
- MA 17.2 : proximité des transports en commun
- MA 17.3 : aménagement qualitatif
- MA 18.1 : circuits courts et de proximité
- MA 18.2 : franges urbaines
- MA 18.3 : patrimoines et paysages
- MA 19.1 : connaissance du risque inondation
- MA 19.2 : vulnérabilité aux risques
- MA 21.1 : zones d'activités économiques
- MA 21.2 : équipements rayonnants

- MA 26.1 : tarification et la billettique
- MA 26.2 : stratégie de mobilité servicielle
- MA 26.3 : cohérence des PDU limitrophes
- MA 27.1 : stationnement alternatif
- MA 27.2 : déploiement bornes recharge/avitaillement



Objectif 1. Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050

Cet objectif contribue à l'enjeu « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique » et répond à l'objectif global assigné aux SRADDET par l'article L. 4251-1. du code général des collectivités publiques « *Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière [...] de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique,* »

Comme vu dans les chapitres « 7. L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification » et « Zoom sur le choix des objectifs chiffrés « air-climat-énergie » au sein du présent chapitre » cet objectif permet de répondre à la PPE, la SNBC et le plan Climat National qui fixe un nouveau cap de neutralité carbone.

En fixant un cap ambitieux de région à énergie positive à l'horizon 2050, le SRADDET place la transition énergétique au cœur de sa stratégie et s'engage avec force dans la lutte contre le changement climatique. L'objectif est fondé sur le double dynamique de réduction des consommations énergétiques d'une part (soutenu par tous les objectifs SRADDET qui visent des réductions de consommation d'énergie dans les différents secteurs) et le développement des énergies renouvelables et de récupération d'autre part (cf. objectif 4. Diversifier le mix énergétique en développant les énergies renouvelables).

Très transverse, cet objectif s'appuie et se décline en objectifs plus thématiques :

- Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Ensemble d'objectifs visant à réduire les déplacements automobiles, en particulier : Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien, Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles (et mesures d'accompagnement) suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique

- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti

Cet objectif contribue à l'enjeu « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique » en s'attaquant au secteur désormais le plus consommateur en Grand Est et répond à l'objectif global assigné aux SRADDET par l'article L. 4251-1. du code général des collectivités publiques « *Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière [...] de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique,* »

Il vise plus précisément de réhabiliter 100% du parc résidentiel en BBC d'ici 2050 (objectif repris de la Loi transition énergétique pour la croissance verte).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles :

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique

- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements

Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte

Cet objectif contribue à l'enjeu « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique » en s'attaquant au secteur très consommateur des entreprises, et en particulier des industries.

Par cet objectif, la région poursuit des ambitions de réduction des émissions de gaz à effet de serre (liées au secteur industriel mais aussi aux transports), de la consommation d'énergie grise, d'économie des ressources disponibles et de la production de déchets. Ceci permettra également une amélioration de la qualité de l'air et, si les entreprises s'engagent dans une démarche écologique globale, de la préservation de la biodiversité. Par ailleurs, cette transformation devrait permettre des gains en termes d'économie d'énergie et un développement des territoires via le développement de filières innovantes de l'économie verte.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique

Cet objectif participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre mais aussi à l'amélioration de la qualité de l'air et à l'égalité des territoires en termes d'autonomie et de répartition de la production énergétique. Il permet à la région et ses partenaires de prendre part aux objectifs nationaux de la Loi transition énergétique pour la croissance verte et même d'aller au-delà :

- Porter la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030
- Ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025.

La trajectoire régionale vise en effet : 40% de la consommation finale d'énergie couverte par les EnR&R en 2030 et 100% en 2050 : la région possède effectivement un gisement d'énergies renouvelables important qui lui permet d'aller au-delà des objectifs législatifs, dans un principe de solidarité interrégionale (certaines régions ne disposant pas d'une tel dispositif ne pourront a contrario atteindre le ration national). La démonstration en est faite dans un Cahier technique de Scénarisation - Air - Climat – Energie¹⁴¹.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

¹⁴¹ BURGEAP pour Région Grand Est – 01/10/2018

Objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie

Cet objectif vise à développer des solutions innovantes laissant une large place à l'autoproduction et l'autoconsommation d'énergie renouvelable produite localement, et de développer les réseaux de chaleur : il répond à l'enjeu « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique ».

Il contribue à répondre aux objectifs nationaux de la TEPCV.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération

Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages

Cet objectif répond en particulier à l'enjeu « Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins » mais participe également à l'économie d'espace et de foncier et à la lutte et à l'adaptation au changement climatique via la séquestration carbone.

Le sous-objectif « Classer 2% du territoire en espaces protégés en 2030 » répond à la stratégie nationale de création des aires protégées (SCAP)

Le sous objectif « Stopper les pertes de surfaces en zones humides, haies et prairies » cible en effet des milieux repérés comme particulièrement importants pour la biodiversité mais aussi d'autres services écosystémiques (lutte contre les inondations, qualité de l'eau...) et en régression.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°7 : Décliner localement la Trame verte et bleue
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : Préserver les zones humides
- Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses

- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols

Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue

Cet objectif répond aux enjeux de protection des espèces animales et végétales, de préservation de la biodiversité remarquable et ordinaire et des continuités écologiques identifiés par le SRADET.

Il permet également de valoriser les services écosystémiques rendus par cette biodiversité : cadre de vie de qualité et rôle socio-culturel, paysages, développement économique (tourisme, sites récréatifs, approvisionnement alimentaire et énergétique...), épuration de l'eau et de l'air, régulation du climat et des risques d'inondation, séquestration carbone, ...

C'est enfin un élément de structure du territoire qui permet de limiter la consommation d'espaces naturel et forestier.

Cet objectif répond aux Orientations Nationales pour la Trame Verte et Bleue que le SRADET doit prendre en compte.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°7 : Décliner localement la Trame verte et bleue
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : Préserver les zones humides
- Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses
- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°16 : Sobriété foncière

- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols

Objectif 8. Développer une agriculture adaptée et des produits de qualité à l'export et en proximité

L'objectif vise notamment à faire évoluer les pratiques agricoles afin de les rendre plus respectueuses de l'environnement, via le développement des filières biologiques, de l'agroécologie ou encore de l'agriculture raisonnée.

Cet objectif contribue donc aux enjeux de biodiversité et eau.

Il vise en particulier le doublement de la surface en agriculture biologique et signes de qualité d'ici 2030.

La volonté par ailleurs de développer les circuits courts répond aux enjeux climat-air-énergie.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine

Objectif 9. Valoriser la ressource en bois et une gestion multifonctionnelle des forêts

Cet objectif est établi pour assurer la pérennité de l'exploitation de la ressource bois sous toutes ses formes et dans une pluralité de débouchés et dans une logique de filières courtes. Il s'agit en effet de la préserver et de l'utiliser de manière raisonnée afin d'en assurer le renouvellement et de maintenir les services rendus en termes de biodiversité, de séquestration carbone et de préservation de la qualité des sols et de l'eau.

Le SRADDET répond ici au double enjeu du développement économique local et de préservation de l'environnement (biodiversité et paysages associés, eau, climat, air, énergie).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°16 : Sobriété foncière

Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau

Répond à l'enjeu « Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval », et aux SDAGE couvrant le territoire au travers notamment les objectifs quantitatifs suivants :

- Atteindre le bon état écologique pour 91% des rivières et 100% des nappes d'eau souterraines en 2027 (objectif du SDAGE)
- Réduire de 20% la consommation d'eau d'ici 2030 et optimiser son partage

Cet objectif répond donc aux enjeux de préservation de la qualité et de la quantité d'eau mais participe également à la préservation de la biodiversité. La gestion de la ressource en eau passe effectivement par des actions de protection et de préservation d'espaces naturels notamment de zones humides et de cours d'eau.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : Préserver les zones humides
- Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses
- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols

Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier

Répond à l'enjeu « Enrayement de l'artificialisation des sols » très prégnant en Grand Est et contribue du coup à l'enjeu de réhabilitation des friches. L'objectif vise plus précisément de réduire de 50 % la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières d'ici 2030 et de tendre vers 75% d'ici 2050 :

- il fait écho à la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche de juillet 2010 qui vise à réduire de moitié le rythme de consommation des terres agricoles d'ici 2020
- et à la loi ALUR de 2014 qui réaffirme le principe d'utilisation économique des espaces et vise particulièrement à limiter à la fois le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers, mais aussi l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation.
- Il concoure au plan national biodiversité¹⁴² qui a notamment pour ambition de stopper l'artificialisation des sols (zéro artificialisation nette).

Répond également à l'objectif global des SRADDET assigné par l'article L. 4251-1. du code général des collectivités publiques : « *Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière [...] de gestion économe de l'espace...* »

Au-delà, les efforts de densification participeront à la limitation des besoins de déplacements et donc à la réduction des consommations énergétiques et émissions de gaz à effet de serre.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : Préserver les zones humides
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols

¹⁴² Dévoilé le 4 juillet 2018, le Plan biodiversité vise à renforcer l'action de la France pour la préservation de la biodiversité et à mobiliser des leviers pour la restaurer lorsqu'elle est dégradée.

Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients

Cet objectif répond à de nombreux enjeux environnementaux à travers l'amélioration de la qualité de l'air et la baisse des consommations d'énergie, développement de la biodiversité en ville, gestion économe de l'espace, développement mobilités durables et actives : enjeux climat-air-énergie, enjeux de santé & environnement, de biodiversité, enrayer l'artificialisation, recycler les friches, etc.

Il cherche plus particulièrement à végétaliser la ville et compenser 100% des nouvelles surfaces imperméabilisées (enjeux de lutte contre l'artificialisation et les inondations) en application des plans d'adaptation des bassins hydrographiques au changement climatique.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°9 : Préserver les zones humides
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges

Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien

Les mobilités durables et solidaires ont un impact sur la qualité de l'air et la consommation énergétique moindre que l'utilisation de la voiture individuelle, ce qui va dans le sens des objectifs régionaux de baisse des émissions de gaz à effet de serre et de baisse de la consommation énergétique finale du secteur du transport.

La Région souhaite aborder par cet objectif deux thématiques majeures que sont le développement des transports en faveur de l'équilibre et l'égalité des territoires et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et consommations énergétiques. En effet, les transports constituent le troisième secteur en termes de potentiel d'économie mais la baisse ne pourra se faire que si le Grand Est est capable d'offrir un réseau de transports efficaces, denses et accessibles économiquement, nécessitant donc une réflexion sur son mode de financement. Par ailleurs, le maintien de ce réseau vise à réduire la part modale des véhicules individuels et donc à améliorer la qualité de l'air.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation

Adresse directement l'enjeu de réhabilitation des friches en Grand Est, en lien par ailleurs avec l'enjeu de lutte contre l'artificialisation des sols.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine

- Règle n°22 : Optimiser la production de logements
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales

Objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique

Répond à l'enjeu « Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition »

Le SRADDET vise plus précisément l'atteinte des seuils de concentration en particules fines et ultrafines fixés par l'OMS en 2030, portant ainsi une ambition forte et réaliste en termes d'amélioration de la qualité de l'air.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°6 : Améliorer la qualité de l'air
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

Mais cet objectif est complété de nombreux autres qui visent plus précisément le report modal pour diminuer les déplacements automobiles (fret et voyageurs) notamment.

Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement

Répond aux enjeux « Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire » et « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique »

L'économie circulaire permet de limiter le gaspillage des ressources, des matières premières et des énergies afin de découpler la consommation des ressources de la croissance du PIB tout en assurant la baisse des impacts environnementaux (énergie, climat et qualité de l'air via la baisse des consommations énergétiques et de matière et des besoins de déplacements du fait du caractère localisé de cette économie, préservation de la biodiversité via la baisse des pollutions notamment liées aux déchets, ...).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage

Objectif 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets

Répond à l'enjeu identifié de réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage

Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous

Le déploiement du très haut débit et des usages numériques – télétravail, dématérialisation des services - permettent de diminuer les déplacements et agissent donc en faveur des enjeux « Restauration d'une qualité de l'air saine pour tous et conforme aux exigences réglementaires », « Diminution des consommations énergétiques ... pour lutter contre le changement climatique »

Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360°

Cet objectif contribue notamment à lutter contre les importants trafic de transit, notamment internationaux, qui traversent la région et véhiculent leurs nuisances en cherchant à développer des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles. Il contribuera donc à réduire les impacts environnementaux liés à la saturation du trafic routier (qualité de l'air, émissions de gaz à effet de serre).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales
- Règle n°29 : Intégrer le Réseau routier d'intérêt régional

Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale

L'objectif vise notamment à développer le report modal de la route sur des modes de transports plus durables comme le rail ou le fluvial ; et à développer des solutions efficaces pour répondre à la problématique du dernier kilomètre, en milieu urbain comme rural.

Il adresse ainsi les enjeux climat-air-énergie ainsi que les enjeux santé-environnement (moindre impacts des transports routiers)

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales

Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires

En consolidant l'armature urbaine, le SRADDET cherche à maîtriser la consommation foncière et répond donc à l'enjeu d'enrayer l'artificialisation des sols.

Le maintien des services et équipements et le développement de l'offre d'emploi dans toutes les strates de polarités permet d'éviter ou de raccourcir les déplacements et de faire vivre les territoires à l'échelle locale. Cette maîtrise des distances de déplacement

permet de diminuer les pollutions atmosphériques et sonores, ainsi que la consommation d'énergie.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°20 : Décliner localement l'armature urbaine
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges

Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires

Valoriser le réseau existant est un choix permettant d'agir positivement sur les qualités environnementales et paysagères du Grand Est, en limitant les nouvelles fragmentations et ruptures écologiques et paysagères que pourraient causer de nouvelles infrastructures ; en limitant également l'artificialisation supplémentaire qu'elles auraient provoqué.

Par ailleurs la modernisation de l'existant donne l'opportunité de requalifier certains espaces urbains comme les entrées de villes ou les interfaces périurbains.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales
- Règle n°29 : Intégrer le Réseau routier d'intérêt régional

Objectif 23. Optimiser les coopérations et encourager toute forme d'expérimentation

L'objectif est de travailler à des échelles de réflexions pertinentes : Selon les thématiques, des coopérations peuvent être mises en place et répondre avec un effet levier plus important à des problématiques notamment d'énergie (coopération entre secteurs producteurs et consommateurs) ou de biodiversité (vision plus large de la trame verte et bleue). Cet objectif contribue donc à adresser les enjeux de continuité

écologique et de « Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique »

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses
- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage
- Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues
- Règle n°20 : Décliner localement l'armature urbaine
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement

Objectif 24. Organiser les gouvernances et associer les acteurs du territoire

Le renouvellement des modes de gouvernance autour des thématiques phares du SRADDET (Transport, biodiversité, climat-air-énergie, déchets notamment) permettra de mieux associer les acteurs du territoire dans la mise en œuvre de la stratégie sur ces thématiques.

Cet objectif contribue donc aux enjeux de biodiversité, climat-air-énergie, déchets, mais aussi possiblement de « Prévention et réduction des autres risques santé-environnement et traitement des zones de multi-exposition » (en diminuant les impacts des transports routiers : bruit, qualité de l'air).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses
- Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets

- Règle n°15 : Limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage
- Règle n°20 : Décliner localement l'armature urbaine
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges

Objectif 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie

Cet objectif vise notamment à :

- réduire la vacance immobilière (→évite construction de nouveaux logements) ;
- diversifier l'offre ...en favorisant l'innovation (logements à énergie positive, usage de ressources locales et renouvelables...) →en lien avec objectifs énergétiques du SRADDET
- Intégrer l'offre de la manière la plus pertinente au tissu urbain, en lien avec les réseaux de transport en commun et les itinéraires de modes doux mais aussi la localisation des emplois et services (→évite déplacements automobiles) ;
- Privilégier la qualité urbaine et architecturale pour préserver patrimoine et paysages urbains (→répond à l'enjeu paysager) ;

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°2 : Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement et la construction/rénovation
- Règle n°3 : Améliorer la performance énergétique du bâti existant
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°17 : Optimiser le potentiel foncier mobilisable
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements
- Règle n°24 : Développer la nature en ville

Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services et loisirs

Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement mais répond bien aux objectifs globaux fixés par le code des collectivités publiques aux SRADDET « *Ce schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, [...], de désenclavement des territoires ruraux... »*

Des services de proximité évitent néanmoins des déplacements automobiles et concourent donc aux enjeux climat-énergie, et réduction des nuisances (sonores, qualité de l'air)

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine

Objectif 27. Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires

La région et ses territoires sont invités à améliorer la connaissance du potentiel d'accueil des entreprises, d'abord au sein des centralités, puis dans les zones d'activités économiques existantes, ou encore dans les friches dont la réhabilitation est possible. En effet, la priorité doit porter sur l'optimisation et le renouvellement du foncier économique existant. Cet objectif répond directement aux ambitions d'équilibre et d'égalité des territoires du SRADDET ainsi qu'aux enjeux de gestion économe de l'espace, d'habitat et de transports tout en favorisant le développement économique.

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°4 : Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine
- Règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes
- Règle n°26 : Articuler les transports publics localement
- Règle n°27 : Optimiser les pôles d'échanges
- Règle n°28 : Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales
- Règle n°30 : Développer la mobilité durable des salariés

Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités

Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement

Objectif 29. Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional

Pour créer les conditions d'une mobilisation commune, le Grand Est conforte ou met en place des observatoires sur les différents sujets du SRADDET, notamment transport, biodiversité, climat, rénovation du bâti, foncier, etc.

L'implication citoyenne dans la connaissance du territoire, les décisions politiques et les projets permet d'aller plus loin dans le processus de mobilisation des forces vives. Plus encore, faire participer et engager les citoyens dans les démarches et projets à l'œuvre sur les territoires permet de les responsabiliser et de les intégrer à la décision publique sur ces questions. Ainsi, l'implication progressive des citoyens au travers de plateformes d'échanges, de concertation, de démarches participatives est à rechercher pour la réussite de la transformation des territoires, par la nécessaire sensibilisation et responsabilisation de tous les publics aux défis actuels à venir.

Cet objectif répond notamment au besoin de connaissance, mis en avant de manière transversale à plusieurs enjeux environnementaux (biodiversité, paysages, qualité de l'eau, gisements de déchets...).

Sa mise en œuvre est encadrée en particulier par les règles suivantes.

- Règle n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique
- Règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la Trame verte et bleue
- Règle n°12 : Favoriser l'économie circulaire
- Règle n°13 : Réduire la production de déchets
- Règle n°14 : Agir en faveur de la valorisation matière et organique des déchets
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
- Règle n°21 : Renforcer les polarités de l'armature urbaine
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements

Objectif 30. Rêver Grand Est et construire collectivement une image positive du territoire

Cet objectif ne se justifie pas au regard de la protection de l'environnement

Zoom sur les choix qui ont conduit à la trame verte et bleue

La trame verte et bleue intégrée dans le SRADDET est la réunion des trames vertes et bleues des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) des 3 anciennes régions. En effet les SRCE sont le fruit d'un important travail de concertation et de co-construction avec l'ensemble des acteurs du territoire ayant abouti à l'élaboration de documents riches faisant consensus. Ainsi, après échanges avec eux (Séminaire Biodiversité-Eau), consultations diverses auprès des acteurs (PNR, Conservatoire, DREAL, ...), commissions auprès du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel - CSRPN, il a été convenu que le volet Biodiversité du SRADDET reposerait sur une capitalisation de l'existant (synthèse des documents des SRCE), en exposant les points communs majeurs et les particularités de chacun. Ce travail de mise en commun de la connaissance est indispensable afin de se forger une identité commune sur la biodiversité du Grand Est.

Zoom sur le choix des objectifs chiffrés « air-climat-énergie »

La région a fixé des objectifs « air-climat-énergie » tenant compte :

- de la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV), qui vise notamment :
 - -20% de consommation énergétique finale d'ici 2030 et - 50% d'ici 2050 (/2012)
 - 23% d'énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie en 2020 et 32% en 2030
- De la Stratégie Nationale Bas Carbone qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et les diviser par quatre entre 1990 et 2050) et du Plan de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA)

- du plan Climat National qui fixe un nouveau cap de neutralité carbone (aucune émission nette de gaz à effet de serre¹⁴³) à l'horizon 2050, condition sine qua non pour rester sous le seuil des 2 °C de réchauffement climatique.

Ce cadre étant posé, et les enjeux air-climat-énergie ayant été mis en avant dans le diagnostic correspondant, la région Grand Est a exprimé la volonté de passer d'un système énergétique très dépendant des énergies fossiles à un système s'appuyant en grande majorité sur la production locale d'énergies renouvelables. Cette production couplée à une réduction des consommations d'énergie peut amener à un excédent de production qui conduira la région à être une Région à Energie positive en 2050. 3 objectifs sont donc affichés dans le SRADDET, « respectueux » du cadre législatif voire le dépassant :

- Devenir une région à énergie positive et bas carbone à l'horizon 2050
- une diminution des consommations énergétiques de 55% en 2050 (/2012)
- un mix énergétique à 100% en énergie renouvelable et de récupération en 2050

Il a ensuite été mené un travail de scénarisation « air-climat-énergie » pour détailler ces grands objectifs par secteur (bâtiment, industrie, transport...) et type d'énergie en estimant :

- des réductions de consommation d'énergie par secteur (sur la base d'hypothèses décrites dans un cahier technique dédié¹⁴⁴)
- du gisement de chacune des filières EnR pour lesquelles : il a été estimé un gisement maximum théorique puis un gisement corrigé, tenant compte de contraintes technico-économiques ou environnementales prévisibles.
- des impacts du scénario retenu en termes de réductions des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre (et conséquences en matière d'emplois).

3 scénarii ont été travaillés et définis comme suit :

- Un scénario tendanciel, proche des dynamiques affichées dans les anciens SRCAE pour le court terme (vision 2020) : Il suit la dynamique observée entre 2010 et

2014/2016, tout en prenant en compte des facteurs d'améliorations des technologies (par ex. gain de puissance des moteurs d'éolienne à 3,3 MW) et d'évolutions réglementaires (par ex. la qualité des constructions des logements neufs à 50 kWEP/m²). Pour le secteur industriel, le scénario prend en considération l'effet de la crise économique ayant fortement influencé la baisse de consommation du secteur sur la dernière décennie.

- Le scénario volontariste : Il est plus ambitieux que la loi de transition énergétique et favorise le développement des EnR de manière optimale dans chaque filière. Fidèle aux prospectives favorables des énergéticiens (gaz et électricité) dans leur filière propre, il se rapproche d'une traduction Négawatt pour la maîtrise de la demande d'énergie.

Entre ces deux scénarii a été proposé un scénario Grand Est que les élus ont pu ajuster pour traduire leur ambition. Il traduit explicitement l'objectif d'une Région à Energie Positive en 2050, qui permet la couverture des consommations énergétiques par la production d'énergies renouvelables sur le territoire de la Région Grand Est et via le mix EnR&R national des vecteurs électricité et gaz. L'objectif est donc un taux de couverture par les EnR&R (local et national) qui permet de couvrir la totalité de la consommation :

- par consommation directe d'EnR locale (la consommation annuelle se rapproche alors de la production d'EnR&R annuelle)
- et par la contribution Grand Est à l'évolution du mix énergétique national (par l'injection dans les réseaux)

Les hypothèses et les résultats de ces scénarii sont détaillés dans le cahier technique sus-cité.

Plus concrètement : pour aboutir au nouveau mix énergétique des consommations d'énergies par secteur en 2050, il a d'abord été observé la consommation en 2014 et son mix énergétique associé secteur par secteur. Ensuite, pour connaître les consommations en 2050, on applique à la quantité totale d'énergie consommée par

¹⁴³ Un "zéro émission nette" implique de très faibles émissions, en partie compensées par des technologies à émissions négatives (capture et stockage du carbone, etc.).

¹⁴⁴ Cahier technique de Scénarisation - Air - Climat - Energie - BURGEAP pour Région Grand Est - 01/10/2018

secteur en 2014, les gains escomptés par la mise en œuvre des différents leviers d'efficacité et de sobriété énergétiques (détaillés dans le cahier technique sus-cité).

Puis sur le résultat total obtenu pour 2050, on vient appliquer la part de chaque type d'énergie (les vecteurs) en 2050. Le nouveau poids des vecteurs découle des travaux prospectifs et de la stratégie régionale. On aboutit ainsi à un nouveau mix énergétique de 2050 par secteur. Enfin, les quantités d'énergies consommées et le mix énergétique pour 2020 et 2030 sont estimées par linéarisation à partir de 2014 et de 2050.

A titre d'illustration, sur le secteur résidentiel.

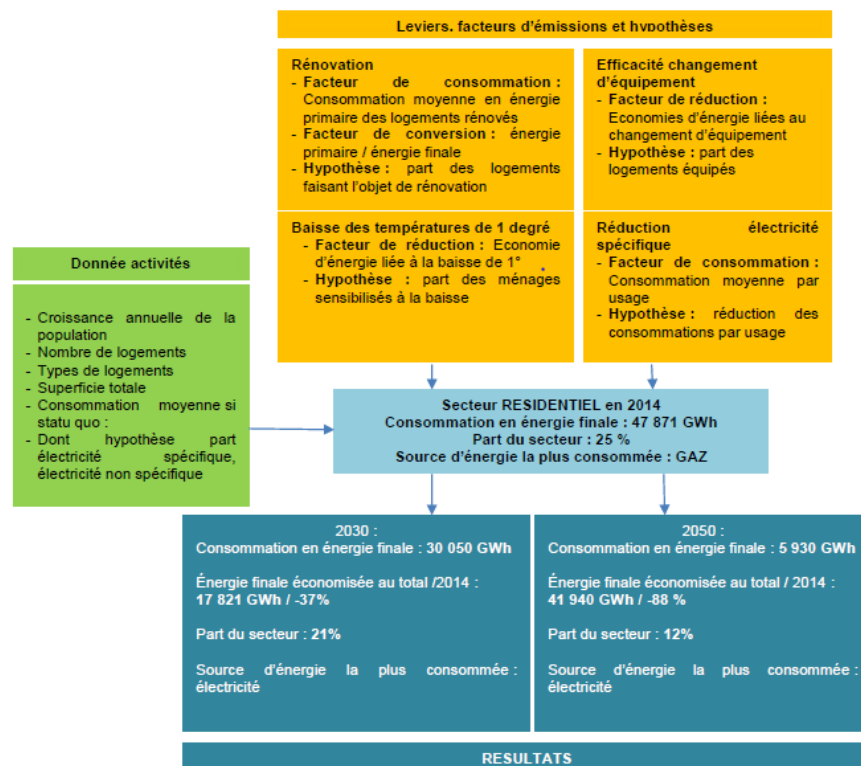


Figure 5 Leviers et gains énergétiques pour le secteur résidentiel

Ce travail de projection a permis à la Région d'affirmer des objectifs complémentaires par secteur :

- Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Une série d'objectifs pour diminuer les consommations des transports :
 - Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
 - Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires (qui cherche notamment un report modal du fret routier vers voies ferrées et fluviales)

Zoom sur le choix des objectifs relatifs aux déchets

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) a été élaboré en parallèle du SRADDET et fait l'objet de sa propre évaluation environnementale. Ce PRPGD fait partie à terme des annexes du SRADDET.

Il a notamment été réalisé une comparaison des impacts environnementaux d'un scénario tendanciel à ceux du scénario retenu pour le PRPGD. Cette analyse concourt donc à justifier le scénario retenu. Les arguments sont résumés ci-après. *Pour plus de détail se reporte à l'évaluation environnementale du PRPGD.*

Le scénario tendanciel correspond à l'hypothèse d'un statu quo des évolutions et des pratiques actuelles, décrites dans le diagnostic du PRPGD. La comparaison avec le scénario retenu a été menée sur 5 dimensions environnementales et conclue à une réduction sensible de l'impact de la gestion des déchets sur l'environnement par rapport à la situation tendancielle. Plus précisément :

- Le scénario retenu permettra de réduire les pressions sur les ressources naturelles non renouvelables. Il fixe en effet des objectifs de valorisation plus importants que la gestion actuelle pour tous les types de déchets, entraînant de fait une diminution de la consommation de ressources (granulats, eau...). Le bilan énergétique est par contre plus favorable dans le scénario tendanciel en raison de la part du recyclage des déchets non dangereux plus importante, du fait d'une moindre prévention. Cependant l'impact de la prévention (c'est-à-dire les

- consommations d'énergie évitées par la « non production » de produits) n'est pas intégré dans ce bilan bien qu'elle ait un impact positif.
- Le scénario retenu devrait réduire les risques de pollution des eaux par rapport au scénario tendanciel. En effet les objectifs de prévention et de réduction de la production des déchets ainsi que ceux de valorisation matière, compris dans le scénario retenu, permettront de diminuer les quantités de déchets à traiter, notamment toxiques (sources potentielles de pollution des eaux).
 - Le scénario retenu devrait permettre d'éviter des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. Par ses objectifs de prévention de la production de déchets, de densification du maillage d'installations et de recherche du principe de proximité et d'autosuffisance, il permet en effet de réduire la consommation de produits pétroliers liée au transport et les émissions polluantes et de gaz à effet de serre associées. Par ailleurs la prévention plus importante mise en œuvre dans le scénario retenu conduit à limiter l'enfouissement en ISDND de manière très significative par rapport au scénario tendanciel, ce qui contribue à réduire les émissions de GES.
 - Le scénario retenu devrait être moins impactant sur la biodiversité et les paysages, à la condition que les projets qu'il engage respectent des critères d'implantations suffisamment forts pour limiter leurs effets sur l'environnement (implantation en zone industrielle ou sur d'anciennes carrières...). En effet le scénario retenu fixe des objectifs de prévention et de valorisation des déchets qui devraient limiter les quantités de déchets transportées et enfouies sur le territoire régional et ainsi limiter la création de nouvelles installations (ISDND) aux impacts potentiellement négatifs sur la biodiversité et les paysages. Ces réductions de transport et d'enfouissement devraient ainsi limiter les nuisances sonores aux abords du réseau routier. A l'inverse, les objectifs de valorisation pourraient impliquer la création de nouveaux sites de recyclage ou de valorisation énergétique. Si les besoins en installations ne sont pas implantés sur des sites historiques (ex : anciens ISDI, anciennes carrières), ces nouveaux sites risquent d'engendrer des consommations d'espaces naturels et des nuisances dans des lieux et sur des réseaux qui n'en émettaient pas ou moins.
 - La réduction du transport induite par les objectifs de réduction des déchets, de densification du maillage d'installations en vertu des principes de proximité et d'autosuffisance du PRPGD permettra de réduire les nuisances sonores du trafic routier
- Enfin les objectifs de réduction des déchets dangereux du scénario retenu devraient permettre de limiter les accidents et l'exposition des employés aux substances toxiques, comparativement au scénario tendanciel.

Les principales évolutions du SRADDET dans l'intégration des enjeux environnementaux (apports de l'évaluation environnementale)

L'évaluation environnementale (EE) du diagnostic et des enjeux du SRADDET a pointé l'absence de certains enjeux environnementaux qui ont ensuite été réintroduits : gestions des sols pollués, réhabilitation des friches en particulier industrielles, risques technologiques, risques naturels autres qu'inondation (mouvements de terrains, coulées boueuses), logements indignes.

L'analyse de la cohérence du SRADDET avec d'autres plans et programmes, au titre de l'EE, a alimenté la stratégie du SRADDET, qui dans les parties « articulation avec les politiques nationales ou les plans et programmes stratégiques » en a repris les principaux points.

L'EE des diverses versions des objectifs puis règles du SRADDET a permis de pointer d'éventuels impacts négatifs de certains objectifs ou règles, et de possibles incohérences internes entre objectifs et règles. Les rédactions ultérieures des objectifs et règles en ont tenu compte, renforçant ainsi la cohérence interne du document.

- L'évaluation environnementale a mis en avant les impacts potentiels de l'objectif 4 « Développer les énergies renouvelables ... » :
 - sur la trame verte et bleue (TVB), la biodiversité, les paysages... → L'objectif précise désormais « Cet objectif doit se faire dans le respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels... » et la règle n°5 « Développer les énergies renouvelables ... » rappelle que ce développement « tient compte des spécificités des territoires en termes de potentiel de ressources, de contraintes, risques ou points de vigilance, notamment en matière de préservation/reconquête de la biodiversité, des ressources naturelles et des milieux forestiers, naturels ... » ; puis énonce des recommandations par filière ; l'objectif 7 « Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue » a été complété pour mentionner sa nécessaire prise en compte dans les projets d'aménagement et d'infrastructures
 - l'impact possible des ferme solaire ou culture agro-carburants, qui peuvent donner un nouvel usage à des friches ou au contraire concourir à l'artificialisation des sols → la règle 5 « Développer les énergies renouvelables ... » y répond explicitement en précisant

désormais pour le solaire photovoltaïque qu'il faut privilégier l'installation sur des surfaces bâties (grandes toitures, bâtiments résidentiels, tertiaires, agricoles, industriels, etc.), et, pour les centrales au sol, les parking (ombrières) et les sites dits « dégradés » ou les terrains à faible valeur d'usage déjà artificialisés (friches, ombrières de parking, etc.) ou les terrains dits « dégradés » pour les centrales au sol, dans le respect des servitudes de protection du patrimoine. Considérant l'importance du potentiel d'installation des panneaux photovoltaïques sur les espaces artificialisés ou sites dits dégradés, l'implantation de centrales au sol sur des espaces agricoles, naturels ou forestiers doit être exceptionnelle ou ne devra pas concurrencer ou se faire au détriment des usages agricoles et des fonctions écosystémiques des espaces forestiers, naturels et agricoles : Trame verte et bleue, prairies permanentes, espaces de respiration, etc..

- Impacts possibles de l'objectif 8 « Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité » : impacts positifs des circuits courts mais possiblement négatifs d'une augmentation de fret à l'export. Cet objectif permet de développer l'ensemble des productions agricoles. Concernant l'export, il n'est pas identifié de mode préférentiel.
- Impacts possibles de l'objectif 9 « Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts » : une augmentation du bois-énergie pourrait engendrer une pollution accrue aux microparticules → L'objectif 4 « Développer les énergies renouvelables » prévoit désormais un développement qui « repose majoritairement sur l'installation de poêles et d'inserts dans l'habitat individuel mais aussi sur l'amélioration du rendement des installations ... » aux émissions atmosphériques moins polluantes.
- L'évaluation a renforcé les liens entre les objectifs 11 « Economiser le foncier » et 14 « reconquérir les friches » pour montrer que le 11 concoure au 14
- Impacts possibles de l'objectif 17 « Réduire, valoriser et traiter nos déchets » :
 - impact local en termes de nuisances d'éventuelles nouvelles installations → La règle 2 « intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement... » précise désormais de manière transverse « Favoriser la conception de projets d'aménagement de qualité ... tenant compte de leur intégration paysagère, environnementale et fonctionnelle ... »

- impacts des flux de déchets avec les régions et pays limitrophes → l'objectif met en avant le principe d'échanges équilibrés, à organiser le plus rationnellement possible, dans une logique d'équilibre des flux.
- Impacts possibles de l'objectif 18 « *Accélérer la révolution numérique pour tous* » : s'il peut engendrer une baisse des déplacements, plus de numérique devrait engendrer plus de consommation d'énergie (serveurs). L'objectif précise désormais « *En parallèle [du développement du numérique], des actions sont à penser à toutes les étapes ... pour diminuer l'impact environnemental et énergétique de ces nouvelles pratiques : valorisation de la chaleur fatale des serveurs, sensibilisation des usagers aux économies d'énergie, recyclage des composants, etc.* »
- Impacts possibles de l'objectif 19 « *Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360* » :
 - l'amélioration de l'accessibilité fluviale et ferroviaire pourrait altérer les continuités → L'objectif précise désormais « *Ces aménagements devront être réalisés dans le respect de la Trame verte et bleue (en lien avec les objectifs 6 et 7).* »
 - En complément et meilleure cohérence interne du SRADDET, l'objectif 6 « *Protéger et valoriser le patrimoine naturel ...* » mentionne désormais les enjeux transfrontaliers
 - Gommer l'effet frontière pourrait engendrer plus de déplacements → L'objectif précise désormais « *Cela doit avant tout passer par le développement des mobilités et tout particulièrement de modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles* »
- Impacts possibles de l'objectif 20 « *Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale* » : localement les plateformes multimodales peuvent engendrer des nuisances (bruit, air...) → L'objectif précise désormais « *Aussi il est précisé « Le renforcement des plateformes logistiques existantes devra se faire en tenant compte des nuisances générées, notamment sonores, en cherchant à les réduire et limiter leur impact sur l'environnement.* »
- L'évaluation a mis en avant les impacts possibles de l'objectif 22 « *Moderniser les infrastructures de transport* » sur la TVB → l'objectif fait désormais explicitement le lien avec la TVB et l'objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue mentionne sa nécessaire prise en compte dans les projets d'aménagement et d'infrastructures
- Impacts possibles de l'objectif 25 « *Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie* » et 2 « *Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti* » :
 - La construction de logements peut engendrer une artificialisation accrue des sols → l'objectif précise « *Intégrer l'offre de la manière la plus pertinente au tissu urbain, en lien avec les réseaux de transport en commun et les itinéraires de modes doux mais aussi la localisation des emplois et services* »
 - Construction et rénovation engendrent une consommation de matières premières et de déchets → l'objectif 2 « *Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti* » précise désormais que les déchets engendrés par ces rénovations devront être traités dans l'esprit de la stratégie de gestion, traitement et valorisation des déchets des objectifs 16 et 17. Par ailleurs le SRADDET cherche globalement à réduire les impacts des déchets du BTP ; le SRADDET s'est doté d'un objectif 16 « *Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement* » pour économiser les ressources ; la règle 2 « *Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement...* » indique désormais que les plans et programmes doivent inciter à l'utilisation de matériaux biosourcés : la règle incite également à la mise en place d'analyse du « *cycle de vie* » des travaux, aménagements et constructions.
 - Elle peut engendrer une consommation accrue d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre → l'objectif 25 précise désormais « *la rénovation ou le développement de l'habitat se doit de répondre aux nouvelles exigences de qualité et de respect de l'environnement. L'enjeu est de faire face aux défis de la transition énergétique ... Il s'agit donc de généraliser la rénovation énergétique du bâti et d'inscrire la performance énergétique au cœur de la construction de bâtiments neufs (bâtiments passifs voire à énergie positive, cf. objectif 2).* »
- Les impacts possibles de l'objectif 28 « *Améliorer l'offre touristique* »
 - sur la biodiversité et les paysages → l'objectif précise désormais que ce développement doit être mené dans le respect des ensembles paysagers naturels de la trame verte et bleue, en lien avec objectifs 6 et 7.

- Impacts possibles de déplacements supplémentaires pour aller vers ces lieux touristiques valorisés → l'objectif précise désormais que l'attractivité touristique repose sur un certain nombre de facteurs dont le niveau de couverture en infrastructures de transports et de mobilités douces, en lien avec le schéma régional de développement touristique qui cible « *Le développement et la réhabilitation des sites d'accueil et de grands projets structurants, ... dans une logique de connexion intermodale des sites en favorisant l'utilisation des dessertes en transports en commun, des mobilités alternatives et des modes doux* ». L'objectif évoque, en lien, le déploiement du Schéma régional des véloroutes et voies vertes.
- Impacts a priori positifs de l'objectif 29 « *Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional* » sous réserve de mentionner explicitement les enjeux environnementaux → l'objectif précise désormais dans le contexte « *Face aux nombreux défis environnementaux majeurs qu'il doit prendre en compte tels la biodiversité, la gestion de l'eau, la réduction des pollutions diverses ou encore l'adaptation aux risques, le Grand Est doit envisager de nouveaux modes de vie plus respectueux de l'environnement et mettre en place des transitions à plusieurs échelles pour répondre à ces enjeux.* »

Enfin l'EE a révélé que des sites Natura 2000 ne sont que partiellement contenus dans la trame verte et bleue : le SRADDET a été modifié pour qu'une attention particulière leur soit portée pour s'assurer du maintien ou de l'atteinte de leur bon état de conservation (ajout de phrases dans les objectifs ou règles concernés pour cibler en particulier ces sites). Par exemple la règle 7, qui vise à décliner localement la trame verte et bleue régionale, précise désormais qu'une attention particulière sera portée aux espaces Natura 2000 non inclus dans la TVB régionale.

7. L'articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

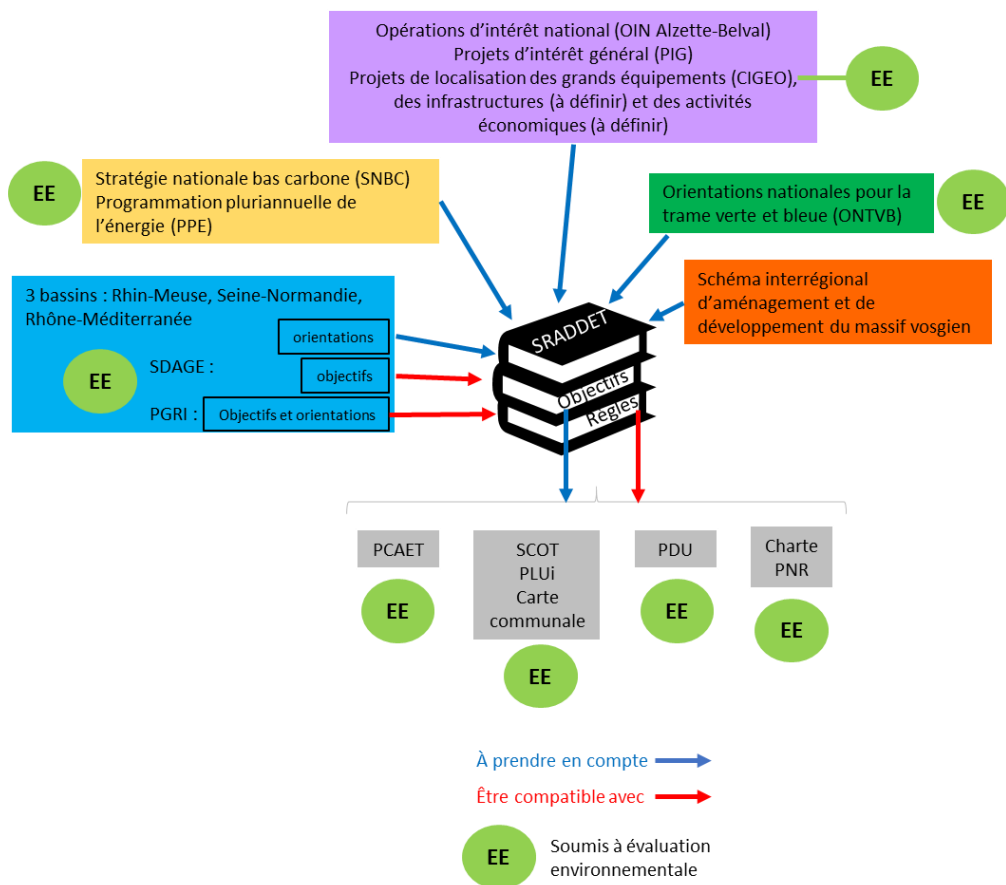
La cohérence avec les autres plans, schémas, programmes ou documents de planification est régulièrement évoquée dans la stratégie du SRADDET, après que l'évaluation environnementale ait alerté sur la cohérence à prendre en compte. Cela traduit la préoccupation de la Région, in itinere, de bien articuler le SRADDET avec les autres politiques publiques régionales et nationales.

- Dans chaque chapitre de la stratégie sont signalés l'articulation avec les politiques nationales et avec d'autres schémas régionaux ou plans et programmes stratégiques

Le rapport environnemental fait ici la démonstration de la cohérence entre le SRADDET et les documents pour lesquels la réglementation a établi des rapports de conformité, de compatibilité ou de prise en compte (cf. schéma ci-contre).

Mais également de la bonne articulation avec les autres plans/schémas/programmes, qu'ils soient ou non soumis à évaluation environnementale :

- Schéma régional de biomasse (SRB) et Plan régional forêt-bois (PRFB)
- Plan régional santé environnement (PRSE)
- Futur Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)
- Objectifs internationaux de développement durable (ODD)



Cohérence avec les objectifs et orientations des SDAGE et PGRI

Le SRADDET doit être compatible avec les objectifs de qualité et quantité des eaux définis par les SDAGE - Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - et prendre en compte leurs orientations fondamentales.

Le SRADDET doit être compatible avec les objectifs & orientations des PGRI - plans de gestion du risque inondation.

Les **SDAGE** permettent de planifier la gestion des ressources en eau à l'échelle des 6 grands districts hydrographiques français et répondent aux objectifs de la directive européenne cadre sur l'eau de 2000. Le territoire du Grand Est est concerné par 3 SDAGE tous approuvés pour la période 2016 – 2021.

- Le SDAGE du bassin Rhin-Meuse qui couvre 55% du Grand Est
- Le SDAGE du bassin Seine-Normandie qui couvre 41% du Grand Est
- Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée qui couvre 4% du Grand Est

Les Agences de l'eau ont contribué à l'élaboration du SRADDET et ainsi veillé, in itinere, à la prise en compte par le SRADDET des objectifs et orientations des SDAGE : les agences faisaient en effet partie du comité restreint de rédaction du diagnostic, des objectifs, règles et mesures d'accompagnement du SRADDET. Au-delà, elles ont participé comme de nombreux autres acteurs au séminaire thématique sur l'eau et la biodiversité (au lancement des travaux du SRADDET) et réagi lors de la consultation en ligne sur l'écriture des règles et mesures d'accompagnement. La rédaction du SRADDET a ainsi tenu compte des objectifs, orientations voire dispositions des SDAGE, y compris de leurs annexes, les plans d'adaptation de bassin au changement climatique (pour Seine Normandie et Rhône-Méditerranée).

En retour, la région a participé aux travaux d'élaboration du plan d'adaptation du bassin Rhin-Meuse au changement climatique, qui, par exemple, s'est inspiré de la règle sur la perméabilité des sols.

Cette bonne gouvernance contribue à assurer la bonne cohérence des SRADDET et SDAGE.

Les **PGRI** sont la déclinaison à l'échelle du bassin versant hydrographique de la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI). Ils définissent les objectifs de la politique de gestion des inondations à l'échelle du bassin, de façon plus

ou moins prescriptive selon les cas et particularités locales, et fixe les dispositions permettant d'atteindre ces objectifs.

Chaque PGRI dispose d'objectifs et d'orientations fondamentales définis en fonction des caractéristiques du bassin hydrographique concerné.

Les DREAL ont contribué à l'élaboration du SRADDET et ainsi veillé, in itinere, à la prise en compte par le SRADDET des objectifs et orientations des PGRI, en participant aux mêmes instances et temps de travail : comité restreint de rédaction du diagnostic, des objectifs, règles et mesures d'accompagnement du SRADDET, séminaire thématique sur l'eau et la biodiversité, consultation en ligne sur l'écriture des règles et mesures d'accompagnement.

Le tableau ci-après met en regard les orientations et objectifs des SDAGE et PGR Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie avec les objectifs et règles du SRADDET Grand Est. Seuls les orientations & objectifs en lien avec un SRADDET ont été repris ici.

Stopper la disparition et la dégradation des zones humides

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|---|---|--|--|
| Eviter les impacts sur les zones humides, en les prenant en compte dès les études préalables et la conception des documents d'urbanisme | | | |
| <p>Préserver les zones humides (SDAGE T3 – O7) :</p> <ul style="list-style-type: none"> en garantissant leur prise en compte dans les documents de planification, les projets d'aménagement du territoire, d'urbanisation, etc. en améliorant la connaissance des zones humides | <p>Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides (SDAGE O6) : Il s'agit de mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides, en s'appuyant sur l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance</p> | <p>Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité (SDAGE O22) : protéger les zones humides par les documents d'urbanisme</p> | <p>Le SRADDET prévoit d'identifier, préserver et restaurer les zones humides et précise que les documents d'urbanisme doivent préserver les zones humides (objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue) La règle n°9 : préserver les zones humides rappelle « Au regard de ces connaissances, au titre du Code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme (SCoT et PLU(i)) ont une obligation générale de protection des milieux naturels et de préservation de la qualité de l'eau, de la biodiversité et des écosystèmes. Par ailleurs, les SDAGE mentionnent, de façon plus ou moins détaillée, la nécessaire compatibilité des documents d'urbanisme avec les objectifs de protection générale des zones humides prévus dans ces SDAGE et dans les SAGE. »</p> |
| Préserver les zones humides | | | |
| <p>Préserver les zones humides (SDAGE T3 – O7) : Stopper la dégradation et la disparition des zones humides, développer la renaturation, la récréation et la gestion des zones humides</p> <p>Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel (SDAGE T5B – O2) : Préserver strictement</p> | <p>Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides (SDAGE O6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets : Après étude des impacts environnementaux et application du principe « éviter-réduire-compenser », lorsque la réalisation d'un projet | <p>Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité (SDAGE O22)</p> <p>Réduire, puis compenser les impacts sur les zones humides :Afin d'atteindre l'objectif précité, pour contrebalancer les dommages causés par la réalisation des projets visés ci-avant et ainsi éviter la</p> | <p>L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau rappelle que « La préservation des zones humides ... constitue également une priorité forte dans le maintien de la qualité de la ressource. »</p> <p>Il est conforté par l'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la</p> |

| | | | |
|---|---|---|--|
| <p>les zones humides remarquables ...Protéger des atteintes les zones humides ordinaires ...</p> | <p>conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leurs fonctions, les mesures compensatoires prévoient la remise en état de zones humides existantes ou la création de nouvelles zones humides. Cette compensation doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides • Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre les plans de gestion stratégique des zones humides sur les territoires pertinents | <p>perte nette de surface et des fonctionnalités des zones humides, les mesures compensatoires doivent permettre de retrouver des fonctionnalités au moins équivalentes à celles perdues, en priorité dans le même bassin versant de masse d'eau et sur une surface au moins égale à la surface impactée.</p> <p>Dans les autres cas, la surface de compensation est a minima de 150 % par rapport à la surface impactée</p> <p>Prévenir la genèse des crues à l'échelle des bassins versants (PGRI O2A) : Protéger les zones humides pour prévenir les inondations fréquentes</p> | <p>fonctionnalité des milieux ...qui rappelle cette même priorité et affiche un objectif chiffré de 0 perte nette de surfaces en zones humides</p> <p>L'objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue précise « identifier, préserver et restaurer les zones humides »</p> <p>Règle n°9 : préserver les zones humides : La règle vise à prendre en compte et protéger systématiquement les zones humides dans les documents d'urbanisme, pour mieux les intégrer ensuite dans l'aménagement du territoire. Elle fait clairement le lien avec le SDAGE dans son énoncé : « Dans le respect des compétences des collectivités territoriales et de la législation en vigueur, préserver les surfaces et les fonctionnalités des zones humides selon les orientations fondamentales et dispositions des SDAGE en vigueur »</p> <p>Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols, pour notamment préserver les fonctions hydrauliques des zones humides</p> |
|---|---|---|--|

Préserver les dynamiques naturelles des cours d'eau, les continuités écologiques et la biodiversité

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|--|--|---|--|
| <p>Restaurer ou sauvegarder les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'auto-épuration. (SDAGE T3 - O3)</p> <p>Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel (zones de mobilité des cours d'eau) (SDAGE T5B – O2)</p> | <p>Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides (SDAGE O6)</p> | <p>Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité (SDAGE O18)</p> <p>Prévenir la genèse des crues à l'échelle des bassins versants (PGRI O2A) : Concilier la restauration des cours d'eau et la prévention des crues</p> | <p>L'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages : Pour enrayer la disparition massive de la biodiversité nécessité de préserver ce patrimoine naturel, les paysages et les fonctionnalités des milieux, pour maintenir et développer la diversité écologique du territoire. ... le SRADDET œuvre pour stopper les pertes de biodiversité remarquable et ordinaire ... Une priorité est notamment accordée à la préservation des zones humides, prairies permanentes et milieux aquatiques.</p> <p>L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau vise entre autre que les territoires s'attachent à la préservation la qualité et la quantité de la ressource en eau des cours d'eau. « La préservation de la qualité de l'eau doit ainsi être une priorité pour l'ensemble des acteurs du Grand Est et notamment sur les secteurs et cours d'eau identifiés comme en mauvais état sur les cartes en page suivante. Il convient pour cela de préserver les milieux aquatiques et réduire les pollutions d'origine domestique, industrielle et agricole en prenant en compte ces impératifs dans</p> |

| | | | |
|---|---|---|--|
| | | | <p>les choix d'aménagement et les modalités de gestion des espaces. »</p> <p>Les documents d'urbanisme doivent préserver les cours d'eau (fuseau de mobilité à préserver, etc.) » (Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue)</p> |
| <p>Restaurer ou sauvegarder les fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'auto-épuration. (SDAGE T3 – O3) : les constructions ou reconstruction d'obstacles susceptibles d'entraver les continuités ... des cours d'eau sont strictement encadrées</p> <p>Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques. (SDAGE T3 – O4)</p> <p>Protéger le milieu marin en agissant à la source sur les eaux continentales (SDAGE T2 - O7) : Favoriser la diversité biologique et la migration des espèces piscicoles amphihalines</p> | <p>Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides (SDAGE O6) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques, • Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs, • Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments | <p>Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité (SDAGE O18)</p> <p>Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau (SDAGE O19)</p> <p>Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces (SDAGE O21) : Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle basée sur les milieux</p> | <p>L'objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue vise de façon générale à restaurer ou sauvegarder les continuités écologiques, notamment celles relatives aux cours d'eau : « résorber les obstacles aux continuités écologiques sur les cours d'eau » et « Les documents d'urbanisme doivent préserver les cours d'eau (fuseau de mobilité à préserver, etc.) »</p> <p>« Il convient d'identifier et d'intégrer les continuités écologiques à toutes les échelles de l'aménagement du territoire et de la gestion des espaces. Il s'agit en effet d'empêcher de futures dégradations de ces trames, mais aussi de restaurer des continuités à travers la résorption des obstacles ... sur les cours d'eau (ouvrages entravant la libre circulation des espèces et des sédiments, etc.) »</p> <p>Sous-tendus par les règles : 7/Décliner localement la Trame verte et bleue, 8/Préserver et restaurer la Trame verte et bleue</p> |

Protéger les ressources pour l'alimentation en eau potable

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|---|--|--|---|
| Prévenir les impacts des activités et viser la non-dégradation des ressources en eau et des milieux aquatiques | | | |
| <p>Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques (SDAGE T3 - O4) : Les dossiers réglementaires de demande d'autorisation comprendront tous les éléments permettant de suivre la doctrine nationale relative à la séquence « éviter, réduire et compenser » les impacts sur le milieu naturel</p> | <p>Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité (SDAGE O1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer les analyses prospectives dans les documents de planification • Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale <p>Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques (SDAGE O2) : Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser »</p> | <p>La séquence « éviter-réduire-compenser » est citée à de nombreuses reprises pour plusieurs orientations du SDAGE</p> <p>Ex. : Éviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux (SDAGE O18, Eviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques (SDAGE O24), Eviter, réduire, compenser les installations en lit majeur des cours d'eau (SDAGE O32)</p> | <p>Respecter, dans tout aménagement, la séquence « éviter-réduire-compenser » (Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages)</p> |
| Protéger les ressources en eau potable et la santé humaine | | | |
| <p>Distribuer une eau potable de qualité à la population de façon continue (SDAGE T1 - O1). Il est donc nécessaire de prendre en amont des captages pour l'eau potable des mesures préventives permettant de limiter les traitements et les substitutions de ressources</p> | <p>Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (SDAGE O5) : Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable</p> | <p>Protéger les captages d'eau de surface destinés à la consommation humaine contre les pollutions (SDAGE O17)</p> | <p>La préservation de la qualité de l'eau ... priorité pour l'ensemble des acteurs du Grand Est et notamment sur les secteurs et cours d'eau identifiés comme en mauvais état ... Il convient pour cela de ... réduire les pollutions d'origine domestique, industrielle et agricole ... (Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau)</p> <p>Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité ...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et valoriser les prairies (pouvoir d'épuration de l'eau et de protection des captage) |

| | | | |
|---|---|--|---|
| | | | <ul style="list-style-type: none"> • Tripler la surface en agriculture biologique et signes de qualité d'ici 2030 <p>De façon plus générique les objectifs 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue concourent à ces orientations</p> |
| <p>Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité (SDAGE T2 - O6)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reconquérir et préserver la qualité de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation en eau potable : Des démarches de protection des aires d'alimentation des captages dégradés et de reconquête des captages prioritaires sont à conduire <p>Dans le cadre de l'orientation « Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité » (SDAGE T1 – O1), le SDAGE précise notamment de prendre, en amont des captages des mesures préventives permettant de limiter et de réduire les traitements ainsi que les substitutions de ressources.</p> <p>Plus précisément: La mise en place d'une politique publique prioritaire de préservation sur les zones de sauvegarde</p> | <p>Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (SDAGE O5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates et les pesticides, et restaurer leur qualité • Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées | <p>Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses (SDAGE O16)</p> <p>Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future (SDAGE O28)</p> | <p>L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau précise : Concernant la production d'eau potable de qualité, la stratégie régionale privilégie la protection des aires d'alimentation de captage à la source plutôt que les traitements complexes</p> <p>Règle n°10 : Réduire les pollutions diffuses : <i>Afin de préserver la qualité des eaux servant notamment à la production d'eau potable, définir localement des dispositions concourant à la réduction des pollutions diffuses et ponctuelles de l'eau – en cohérence avec les SDAGE</i></p> <p>La mise en place d'une politique publique prioritaire de préservation sur les zones de sauvegarde pour l'AEP future n'est pas évoqué e</p> |

| | | | |
|--|--|--|--|
| <p>pour l'AEP future. Des zones sont encore à déterminer, identifiées par une enveloppe maximale, au sein de laquelle pourront être délimitées des zones à préserver en vue de leur utilisation l'alimentation en eau potable dans le futur</p> | | | |
|--|--|--|--|

Assurer les conditions d'une bonne alimentation en eau potable

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|--|--|---|--|
| Anticiper et s'adapter à la rareté de l'eau dans les politiques d'aménagement du territoire | | | |
| <p>L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement (SDAGE T5C-O2)</p> | <p>Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité (SDAGE O1) : Développer les analyses prospectives dans les documents de planification</p> <p>.... Sont concernés : SAGE, SCoT, stratégie locale de gestion du risque d'inondation (SLGRI).</p> <p>Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir (SDAGE O7) : Rendre compatible les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource</p> | | <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable : invite les territoires à mieux organiser la ville autour des infrastructures et des réseaux existants Mais le SRADDET ne précise pas « et en prenant en compte les capacités d'alimentation en eau potable »</p> <p>Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau : Pour les zones de risques de pénurie ..., les territoires du Grand Est doivent poursuivre leurs actions en faveur de la sensibilisation des acteurs et de la population à ces risques et d'un aménagement permettant l'atténuation de leurs effets</p> |
| Atteindre l'équilibre quantitatif, économiser et partager la ressource en eau | | | |
| <p>Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau (SDAGE T4 – O1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour l'alimentation en eau potable, une organisation des prélèvements à repenser pour éviter les manques d'eau • Respecter le principe d'équilibre entre les prélèvements d'eau et la | <p>Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir (SDAGE O7) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Elaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau (PGRE) • Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire | <p>Résorber et prévenir les déséquilibres globaux ou locaux des ressources en eau souterraine (SDAGE O26)</p> <p>Résorber et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface (SDAGE O29)</p> <p>Améliorer la gestion de crise lors des étages sévères (SDAGE O30)</p> | <p>Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau : Les territoires doivent s'organiser collectivement pour optimiser la gestion ... de la quantité d'eau afin qu'elle puisse continuer à être disponible pour ses différents usages. Pour la gestion de la quantité de la ressource, il s'agit notamment de développer les économies d'eau, la réutilisation des eaux pluviales et eaux usées ainsi que les outils de prévision et</p> |

| | | | |
|---|--|---|---|
| <p>capacité de renouvellement de chaque masse d'eau souterraine</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Démultiplier les économies d'eau • Mieux connaître en encadrer les forages à usage domestique : Les inventaires de forages domestiques sont pris en compte par les SCoT et PLU pour l'application de la disposition 7-04, dans le cadre de leur élaboration ou révision ainsi que dans le cadre de leurs démarches prospectives. <p>S'adapter aux effets du changement climatique (SDAGE O0) : Développer la prospective en appui à la mise en œuvre des stratégies d'adaptation</p> | <p>Prévoir une gestion durable de la ressource en eau (Anticiper les effets attendus du changement climatique) (SDAGE O31)</p> | <p>de gestion des sécheresses. En cas de déficit récurrent de la ressource en eau, il est intéressant de favoriser l'émergence des comités d'usagers associant les différents usagers de la ressource en eau à l'échelle d'une ressource.</p> <p>Objectif chiffré associé : Réduire de 20% les prélèvements d'eau d'ici à 2030 et optimiser son partage</p> <p>Règle n°11 : Réduire les prélèvements d'eau</p> <p>L'objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité indigne : Anticiper les situations de stress sur la ressource en eau en privilégiant des cultures nécessitant moins d'eau et en développant les pratiques culturales permettant de réduire les prélèvements d'eau</p> |
|---|--|---|---|

Assurer les conditions d'un assainissement conforme à la réglementation

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|---|--|---|---|
| <p>Une ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur limitée si la collecte et le traitement des eaux usées générées, par l'assainissement collectif et non collectif, ne peuvent être effectués dans des conditions conformes à la réglementation et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation d'actions pour la mise en conformité (SDAGE T5C-O1).</p> <p>Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration (SDAGE T2 – O3)</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et maîtriser la pollution déversée dans ces systèmes <p>Réduire les pollutions ... (SDAGE T2 - O1, 2, 4, 5)</p> | <p>Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité (SDAGE O1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Développer les analyses prospectives dans les documents de planification Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale : Les documents de planification ... doivent intégrer des règles de gestion préventives contribuant à l'atteinte du bon état des eaux. <p>Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (SDAGE O5)</p> | <p>Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante (SDAGE O1) : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur</p> <p>Maitriser les rejets par temps de pluie en milieu urbaine (SDAGE O2)</p> <p>Plusieurs orientations visant la réduction rejets micropolluants et nutriments (SDAGE O8 à 12)</p> | <p>Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau : « convient pour cela de préserver les milieux aquatiques et réduire les pollutions d'origine domestique, industrielle et agricole en prenant en compte ces impératifs dans les choix d'aménagement et les modalités de gestion des espaces. »</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable... invite les territoires à mieux organiser la ville autour des infrastructures et des réseaux existants notamment d'assainissement</p> |

Préserver et valoriser les zones d'expansion des crues, réduire la vulnérabilité

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADET |
|--|--|---|--|
| Constructibilité et modalités d'aménagement en zone inondable | | | |
| <p>Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable (PGRI 3.2).</p> | <p>Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations (PGRI O1)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risques • Valoriser les zones inondables (et les espaces littoraux) naturels • Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement | <p>Éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur l'écoulement des crues (PGRI O1D)</p> <p>Concilier la restauration des cours d'eau et la prévention des crues (PGRI O2A)</p> <p>Planifier et concevoir des projets d'aménagement résilients (PGRI O3E) : Maîtriser l'urbanisation en zone inondable, Estimer l'évolution des enjeux exposés au risque d'inondation par les SCOT, Concilier les enjeux de développement portuaire et la gestion des risques d'inondation</p> | <p>La préservation des zones d'expansion des crues est évoquée dans les objectifs 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau et 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité. Elle est sous-tendue par la règle n°19 : Préserver les zones d'expansions des crues : Les SCOT et PLU(i) identifient ces zones d'expansion de crue et inscrivent des dispositions permettant de préserver ces espaces de toute urbanisation nouvelle, remblaiement ou endiguement. ...</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adaptation au changement climatique et aux risques qu'il peut provoquer/accentuer : limitation de l'imperméabilisation du sol, ...baisse de la consommation d'espaces agricoles et naturels ; • Risques naturels à intégrer dans les modes d'urbanisation qui, eux-mêmes, ne devront pas concourir à l'aggravation des risques |
| <p>Limitier le recours aux aménagements de protection et prendre en compte les ouvrages existants dans les règles d'aménagement (PGRI 3.3) : Principe de</p> | <p>Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des</p> | | |

| | | | |
|---|--|---|--|
| <p>prévalence de la prévention et de l'adaptation par rapport à la protection. En conséquence, les nouveaux aménagements de protection sont limités aux zones déjà urbanisées, et sans possibilité d'ouvrir à l'urbanisation de nouveaux secteurs en arrière de ces aménagements (PGRI 3.3 D24).</p> | <p>milieux aquatiques (SDAGE O8 et PGRI O2)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection La mise en place de nouveaux ouvrages de protection doit être exceptionnelle (exception faite de nouveaux ouvrages contribuant à la préservation ou l'optimisation de champs d'expansion de crues ainsi que des ouvrages nécessaires à la sécurisation des systèmes de protection existant) et réservée à la protection de zones densément urbanisées ou d'infrastructures majeures, au plus près possible de celles-ci, et ne doit entraîner en aucun cas une extension de l'urbanisation ou une augmentation de la vulnérabilité. • Favoriser la rétention dynamique des écoulements | | |
| <p>Réduire la vulnérabilité des enjeux par des opérations sur le bâti existant et par la prise en compte du risque inondation dans les constructions nouvelles (PGRI 3.4)</p> | <p>Améliorer la connaissance de la vulnérabilité d'un territoire (PGRI O1) : Mieux connaître les enjeux d'un territoire pour pouvoir agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité</p> | <p>Réaliser des diagnostics de vulnérabilité des territoires (dans les SCOT, PLU) (PGRI O1A)</p> | <p>Risques naturels ... à intégrer dans les modes d'urbanisation qui, eux-mêmes, ne devront pas concourir à l'aggravation des risques (Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients)</p> |
| <p>Préserver et reconquérir les zones d'expansion de crues</p> | | | |
| <p>Identifier et reconquérir les zones d'expansion de crues (SDAGE T5A-O4, PGRI 4.1)</p> | <p>Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques (SDAGE O8) et agir sur les capacités d'écoulement (PGRI O2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préserver les champs d'expansion des crues, | <p>Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues (SDAGE O32)</p> <p>Protéger les zones d'expansion des crues (PGRI O2C) : Identifier les zones d'expansion des crues et les identifier lors</p> | <p>Préserver et valoriser le rôle de zones d'expansion de crues que peuvent jouer les terres agricoles (Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité) Pour les zones de risque inondation, les territoires du Grand Est doivent</p> |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues | de l'élaboration des documents d'urbanisme | <p>poursuivre leurs actions en faveur ... d'un aménagement permettant l'atténuation de leurs effets (préservation des zones d'expansion des crues...) (Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau)</p> <p>Règle n°19 : Préserver les zones d'expansion des crues</p> |
|--|--|--|--|

Limiter l'imperméabilisation des sols et gérer les eaux pluviales à la source, limiter l'augmentation du ruissellement rural et les coulées de boue

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|---|--|--|---|
| <p>Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et privés, et des boues d'épuration (SDAGE T2 - O3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées à améliorer, en privilégiant si possible, les techniques alternatives et sans emploi de produits phytosanitaires pour prévenir les pollutions (SDAGE T2 - O3.3). <p>Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration (SDAGE T5A-O5 et PGRI 4.2) :</p> <p>Limiter l'accélération et l'augmentation du ruissellement sur les bassins versants ruraux et périurbains, par la préservation des zones humides et le développement d'infrastructures agro-écologiques (SDAGE T5A-O6 / PGRI 4.3)</p> <p>Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse (SDAGE T5A-O7 / PGRI 4.4)</p> | <p>Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (SDAGE O5)</p> <ul style="list-style-type: none"> Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine Eviter réduire compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées <p>Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques (SDAGE O8 et PGRI O2) : Limiter le ruissellement à la source</p> <p>Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé (SDAGE O5) : Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement... maintien des surfaces en herbe, maintenir et/ou créer des zones tampons (bandes enherbées, talus, haies, fossés,...) pour limiter les transferts en direction des milieux aquatiques.</p> | <p>Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain (SDAGE O2)</p> <p>Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées (SDAGE O34 et PGRI O2B)</p> <p>Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement (SDAGE O35 et PGRI O2F) : Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle</p> <p>Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques (SDAGE O4)</p> <p>Limiter les impacts des inondations en privilégiant l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues (SDAGE O33) : Privilégier les techniques de ralentissement dynamique des crues (bandes enherbées, haies, talus, fascines...)</p> | <p>Objectif chiffré « végétaliser la ville et compenser 150% des nouvelles surfaces imperméabilisées en milieu urbain et 100% en milieu rural » de l'objectif 12 Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients. Repris dans la règle 25 Limiter l'imperméabilisation des sols :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans le respect de la séquence éviter-réduire-compenser, définir les conditions permettant de limiter l'imperméabilisation des surfaces et de favoriser l'infiltration des eaux de pluviales in situ,... Les surfaces imperméabilisées dont les eaux pluviales rejoignent directement un réseau de collecte ou un cours d'eau devront être compensées à hauteur de 150% en milieu urbain et 100% en milieu rural. ... Conformément aux SDAGE et aux plans d'adaptation au changement climatique des comités de bassin, il s'agit : D'éviter et de limiter au maximum l'imperméabilisation des sols dans tout projet d'aménagement et d'infrastructure sols en améliorant la gestion des eaux pluviales et traitant les problèmes de ruissellement ; Mais aussi d'encourager à l'amélioration de la perméabilité des espaces existants |

| | | | |
|--|--|--|---|
| | | | <p>en recréant des zones d'infiltration des eaux.</p> <ul style="list-style-type: none">• <p>objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau : ...dans les zones de risque inondation,... les territoires ... doivent poursuivre leurs actions en faveur ... d'un aménagement permettant l'atténuation de leurs effets (préservation des zones d'expansion des crues, diminution de l'artificialisation des sols, ...)</p> <p>Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier</p> <p>Règle n°9 : préserver les zones humides</p> <p>Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité : Il s'agit de faire évoluer, dans toutes les filières, les modalités de gestion et donc des pratiques agricoles afin de les rendre plus respectueuses de l'environnement, notamment en favorisant le maintien des élevages par un soutien aux filières lait et viande et la protection des terres d'élevage, afin de conserver les prairies naturelles et les haies</p> |
|--|--|--|---|

Gouvernance

| SDAGE ET PGRI RHIN-MEUSE | SDAGE ET PGRI RHONE-MEDITERRANEE | SDAGE ET PGRI SEINE-NORMANDIE | ARTICULATION DU SRADDET |
|---|--|---|--|
| Connaissance et évaluation, information et sensibilisation | | | |
| <p>Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités (SDAGE T3 - O1)</p> <p>Mieux connaître, pour mieux gérer (SDAGE T6 - O4)</p> <p>Améliorer la connaissance et développer la culture du risque (PGRI 2)</p> <p>Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctionnalités des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser (SDAGE T3 - O6)</p> | <p>Sujet transverse, l'amélioration de la connaissance est évoquée dans de nombreuses orientations et objectifs du SDAGE</p> <p>Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement... (PGRI O1) : améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire</p> | <p>Acquérir et améliorer les connaissances (SDAGE O36)</p> <p>Renforcer et partager la connaissance sur la réduction de la vulnérabilité des territoires (PGRI O1E)</p> <p>Evaluer l'impact des politiques de l'eau et développer la prospective (SDAGE O38)</p> <p>Sensibiliser, former et informer tous les publics à la gestion de l'eau (SDAGE O41)</p> <p>Améliorer et promouvoir la transparence (SDAGE O42)</p> | <p>Le Grand Est accompagne les territoires en matière d'ingénierie en confortant ou mettant en place des observatoires sur les différents sujets du SRADDET. Ces observatoires seront à la base d'un partage de connaissances généralisé, et devront s'attacher à sensibiliser et communiquer pour différents publics (Objectif 29. Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional)</p> <p>Pour les zones de risques de pénurie aussi bien que dans les zones de risque inondation, les territoires du Grand Est doivent poursuivre leurs actions en faveur de la sensibilisation des acteurs et de la population à ces risques (objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau)</p> |
| Organisation et concertation | | | |
| <p>Organiser la gestion des cours d'eau et des plans d'eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux, et en particulier de leurs fonctionnalités. (SDAGE T3 - O2)</p> <p>Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau et prendre en compte leurs intérêts équitablement. (SDAGE T6 - O3)</p> | <p>Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau (SDAGE O4) : Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants</p> | <p>Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau (SDAGE O39)</p> <p>Renforcer et faciliter la mise en œuvre des SAGE et de la contractualisation (SDAGE O40)</p> <p>Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque (PRI objectif 4)</p> | <p>objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Couvrir 100% des bassins hydrographiques en structure de gestion des rivières et des nappes à horizon 2030 • Les territoires doivent s'organiser collectivement pour optimiser la gestion de la qualité et de la quantité d'eau |

| | | | |
|---|--|--|--|
| <p>Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la Directive cadre sur l'Eau (DCE) et de la Directive inondation (DI) (SDAGE T6 - O5)</p> <p>Favoriser la coopération entre les acteurs (PGRI 1)</p> <p>Anticiper en mettant en place une gestion des eaux gouvernée par une vision à long terme, accordant une importance égale aux différents piliers du développement durable, à savoir les aspects économiques, environnementaux et socio-culturels (SDAGE T6 – O1)</p> <p>Aborder la gestion des eaux à l'échelle de la totalité du district hydrographique, ce qui suppose notamment de développer les collaborations transfrontalières et, de manière générale, de renforcer tous les types de solidarité entre l'amont et l'aval (SDAGE T6 – O2)</p> | | | <ul style="list-style-type: none"> En cas de déficit récurrent de la ressource en eau ... favoriser l'émergence des comités d'usagers associant les différents usagers de la ressource en eau (collectivités, industriels, agriculteurs, Commissions Locales de l'Eau, etc.) à l'échelle d'une ressource (un bassin versant, une rivière, une nappe). <p>Axe 2 : Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté : Pour une organisation et des coopérations aux échelles interterritoriales, interrégionales et transfrontalières</p> <p>Le SRADDET œuvre pour stopper les pertes de biodiversité ... et assumer la responsabilité nationale et européenne du Grand Est en tenant compte des enjeux transfrontaliers et interrégionaux. (obj. 6 Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux)</p> |
|---|--|--|--|

Compatibilité avec les objectifs de qualité et quantité des eaux définis par le SDAGE

Les objectifs de qualité et de quantité des eaux des 3 SDAGE sont propres à chaque rivière, cours d'eau, ou masse d'eau souterraine. Ces objectifs sont recensés de façon individuelle dans chaque document ; cependant il est à noter que les grands objectifs sont similaires pour les 3 bassins hydrographiques étudiés :

- la non-dégradation des masses d'eau (souterraines ou de surface, c'est-à-dire les eaux naturelles, artificielles ou fortement modifiées),
- le maintien d'une bonne à très bonne qualité de l'eau selon les cas de figure,
- l'atteinte du bon état écologique, chimique et quantitatif à une échéance donnée.

En respectant les orientations fondamentales des SDAGE, le SRADDET contribue à l'atteinte des objectifs de qualité et de quantité définis dans ces mêmes SDAGE. Le SRADDET reprend d'ailleurs ces objectifs à son compte : Atteindre le bon état écologique pour 91% des rivières et 100% des masses d'eau souterraines en 2027

Cohérence avec les orientations nationales pour la trame verte et bleue (ONTVB)

Les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, établies en application de l'article L371-2 du code de l'environnement, ont été adoptées par décret du 20 janvier 2014. Elles visent à établir une trame verte et bleue, réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques, outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

Pour y parvenir les orientations nationales définissent notamment 5 objectifs que le SRADDET prend en compte (voir tableau suivant).

Par ailleurs, des objectifs SRADDET auraient pu avoir des impacts potentiels négatifs sur les continuités (ex. : développement des énergies renouvelables) mais il en a été tenu compte lors de l'élaboration pour les éviter et les réduire. Cf. à ce sujet l'analyse des incidences sur l'enjeu « Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité ».

| Les 5 objectifs de la trame verte et bleue | Objectifs du SRADDET concourant directement ou indirectement aux objectifs des ONTVB |
|--|---|
| <p>Conserver et améliorer la qualité écologique des milieux et garantir la libre circulation des espèces de faune et de flore sauvages</p> | <p>Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Atteindre 2% du territoire en espaces protégés d'ici 2030 ▪ 0 perte nette de surfaces en zones humides et en haies |
| <p>Accompagner les évolutions du climat en permettant à une majorité d'espèces et d'habitats de s'adapter aux variations climatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ en garantissant la présence de nouvelles zones d'accueil de qualité permettant d'anticiper le déplacement des aires de répartition de nombreuses espèces et de leurs habitats ainsi que des habitats naturels, du fait du changement climatique, notamment le déplacement vers le Nord ou en altitude ; ▪ en préservant des populations d'une espèce en limite d'aire de répartition et en favorisant notamment les stations récentes où les populations sont en croissance | <p>Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue (le fait de préserver & restaurer une trame permet aux espèces de se déplacer) Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Atteindre 2% du territoire en espaces protégés d'ici 2030 ▪ 0 perte nette de surfaces en zones humides et en haies <p>Par ailleurs, sur la base de la trame verte et bleue des 3 SRCE des 3 anciennes régions, ont été identifiés des axes traversant la région Grand Est, visuellement et sur la base de la connaissance de terrain d'experts (CEREMA). Les cibles du SRADDET (SCOT(PLU), PCAET, PNR...) sont invitées à avoir une attention particulière sur ces continuités écologiques (pour la préservation et la restauration) dans le fascicule du SRADDET.</p> |
| <p>Assurer la fourniture des services écologiques » (ce qui inclue la conservation et l'amélioration de la qualité et de la diversité des paysages et des sols) En garantissant la fourniture, ...des ressources et des services écologiques ... ; En conservant et en améliorant la qualité et la diversité des paysages, ... ; En conservant et en améliorant la qualité et la diversité des sols ;</p> | <p>Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier</p> |
| <p>Favoriser des activités durables, notamment agricoles et forestières En conservant ou en améliorant les activités et les types de gestion qui ont permis à une zone d'être qualifiée de réservoir de biodiversité et en évitant de porter atteinte à la Trame verte et bleue par des modes de gestion défavorables aux milieux considérés ; [...] Favoriser une gestion des forêts garantissant un bon état de conservation aux espèces et habitats qui y sont attachés, impliquant notamment la diversité des essences et des types de peuplements forestiers, le maintien des milieux ouverts existants au sein des massifs forestiers, une gestion des milieux humides</p> | <p>Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts</p> |

| | |
|--|--|
| préservant leur qualité et le maintien ou la création de continuités entre les espaces boisés | |
| Maîtriser l'urbanisation et l'implantation des infrastructures et améliorer la perméabilité des infrastructures existantes | <p>Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires : Valoriser le réseau existant permet d'agir positivement sur la trame verte et bleue, en limitant les nouvelles fragmentations et ruptures écologiques et paysagères que pourraient causer de nouvelles infrastructures.</p> <p>Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue qui prévoit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ réduire les ruptures et les obstacles potentiels aux corridors de biodiversité▪ 100 % des nouveaux aménagements en cohérence avec les continuités écologiques <p>Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients</p> |

Cohérence avec la stratégie nationale bas carbone (SNBC), la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)

Le SRADDET doit prendre en compte la SNBC et la PPE ; Par souci de cohérence des politiques publiques, il a également été recherché la cohérence entre SRADDET et PREPA.

Instaurée par la loi relative à la Transition Énergétique Pour la Croissance Verte (TECV) du 17.08.2015, et prévue par l'article L.222-1-B du code de l'environnement, la stratégie nationale bas carbone (SNBC) définit un cadre permettant d'atteindre les objectifs d'une réduction des émissions de GES selon un facteur 4 à l'horizon 2050. Elle identifie ainsi une série de mesures à appliquer, telles que la réduction de la demande en déplacements, le report modal ou le développement de l'économie circulaire. De même, elle fixe un objectif de rénovation totale du parc bâti aux normes BBC d'ici 2050.

Le SRADDET prend directement en compte ces mesures au travers des objectifs :

- Objectif 1. Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050
- Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie
- Objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique

Et indirectement au travers d'objectifs qui auront des impacts positifs sur économie d'énergie, développement des énergies renouvelables et de récupération, baisse des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques :

- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien

- Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement
- Objectif 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets
- Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale
- Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires

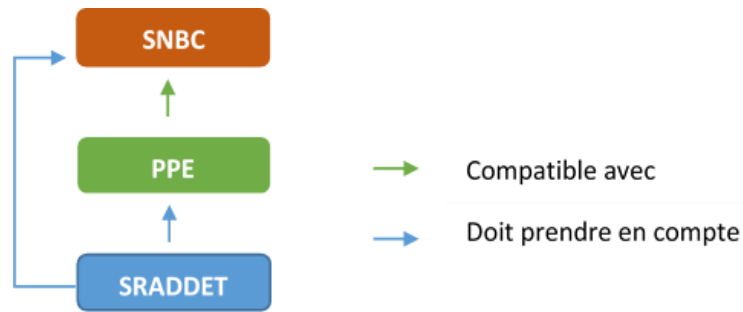
La SNBC développe également des recommandations transversales et notamment dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

| Enjeux et objectifs transversaux de la SNBC | Prise en compte par le SRADDET |
|---|---|
| Stopper l'artificialisation des espaces, tout en assurant la capacité à répondre aux besoins des populations; | Le SRADDET y concourt en se donnant des objectifs et règles pour réduire la consommation du foncier naturel et agricole : Réduire la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières de 50% d'ici 2030 et tendre vers 75% d'ici 2050 Tout en se dotant d'objectifs pour répondre aux besoins la population (sur le logement, les services...) |
| Généraliser l'adaptation du système territorial existant dans une logique post-carbone : <ul style="list-style-type: none"> ▪ adapter des stratégies de développement en fonction des enjeux locaux, en privilégiant une densité élevée et structurée autour des axes de transports, des services et des emplois en zone urbaine ; | Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle (vise maintien & amélioration des services de proximité ; L'amélioration de l'offre de proximité et des réseaux de transports en commun et modes actifs dans les quartiers et espaces périurbains des métropoles et grandes agglomérations) |

| | |
|---|--|
| | Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients |
| <ul style="list-style-type: none"> construire au sein des espaces déjà bâtis pour stopper la consommation des sols ; | <p>Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients (notamment via le renouvellement urbain « à poursuivre et généraliser »)</p> <p>Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> optimiser les formes urbaines en fonction de la configuration locale. Dans les zones urbaines plus denses, reliées et équipées, d'autres formes urbaines peuvent être mobilisées telles que l'habitat intermédiaire ou les processus de surélévation du bâti existant ; | Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients |
| <ul style="list-style-type: none"> Penser le rôle de la nature en ville dans une vision globale incluant tous les services écosystémiques ; | <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients (notamment via le développement de la nature en ville et dans les bourgs, attention portée au cycle de l'eau, aux continuités écologiques et à la biodiversité)</p> <p>Cet objectif prévoit notamment de végétaliser la ville et compenser 150% des nouvelles surfaces imperméabilisées en milieu urbain et 100% en milieu rural</p> |

| | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Rapprocher les secteurs résidentiels des secteurs d'emploi ; | <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients (notamment via la mixité des fonctions)</p> <p>Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Repenser la mobilité, en construisant une offre de transports diversifiée, et en liant urbanisme et déplacements ; | <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients</p> <p>Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> Reconsidérer les espaces de commerce et de grands équipements : de nombreuses installations commerciales, de logistique, aéroportuaires, portuaires, restent reléguées en lisière urbaine et ont donc un impact important sur l'artificialisation des sols et les déplacements. | <p>Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients</p> |

Ainsi la stratégie nationale bas carbone (SNBC) fixe les grands objectifs à long terme et cadre la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Outil de pilotage de la politique énergétique via des plans quinquennaux, la PPE décline les actions sectorielles à mener pour atteindre les buts fixés par la SNBC.



La PPE, approuvée par le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 constitue un élément essentiel de la transition énergétique et trace ainsi, aux horizons 2018 et 2023, les orientations et les actions concrètes pour décarboner et diversifier notre mix énergétique en favorisant la croissance verte.

| Objectifs de la PPE | Prise en compte par la SRADDET |
|---|---|
| réduire fortement la consommation d'énergie (-12% en 2023) et en particulier la consommation d'énergies fossiles (-22% en 2023) | <p>Objectif 1. Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050</p> <p>Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti</p> <p>Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte</p> <p>Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique</p> <p>Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients</p> <p>Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien</p> <p>Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement</p> |

| | |
|--|--|
| | <p>Objectif 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets</p> <p>Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale</p> <p>Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires</p> |
| augmenter de plus de 70% la capacité d'énergies renouvelables électriques et de 50% la production de chaleur renouvelable ; | Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique (voir détail sur les objectifs chiffrés dans la série de tableaux suivants) |
| développer la mobilité propre | Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien |
| réduire la production d'électricité d'origine nucléaire, en réponse à l'évolution de la consommation électrique et au développement des énergies renouvelables ; | Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique |
| rendre le système énergétique de demain plus flexible et résilient aux chocs de toute nature, grâce à des orientations permettant de développer le stockage, de promouvoir l'autoconsommation ou bien encore de déployer les réseaux de chaleur. | Objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie (il s'agit notamment de développer des solutions innovantes laissant une large place à l'autoproduction et l'autoconsommation ; d'engager une réflexion prospective sur le stockage de l'électricité ; étendre les réseaux de chaleur) |

Le PRÉPA, adopté en 2017, est composé d'un décret qui fixe les objectifs de réduction d'émissions de polluants atmosphériques à horizon 2020, 2025 et 2030 ; d'un arrêté qui détermine les actions de réduction des émissions à renforcer et à mettre en œuvre.

L'objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique du SRADDET y répond directement.

Les objectifs suivants, en agissant sur les secteurs sources de pollution, en particulier les transports, y contribuent indirectement :

- Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
- Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° (notamment par le développement des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles) ;
- Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale

Le tableau suivant démontre la prise en compte par le SRADDET des objectifs chiffrés des SNBC, PPE et PREPA. Il montre en effet que le SRADDET va dans le sens d'une baisse des émissions de polluants, de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie, et d'une hausse de la production d'énergies renouvelables, dans des proportions similaires voire supérieures à celles affichées dans les SNBC, PPE et PREPA.

| | | SRADDET GRAND EST : OBJECTIFS QUANTITATIFS ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE Trajectoire "Région à énergie positive et bas carbone à 2050" | | | | |
|--|--|---|------|------|------|-----------|
| | | 2021 | 2026 | 2030 | 2050 | |
| en noir : Objectifs SRADDET Grand est En bleu italique : objectifs PPE/PREPA | | | | | | |
| Atténuation du changement climatique - global | | | | | | |
| Réduction des émissions de Gaz à effet de serre (/1990 - estimation) | | -41% | -48% | -40% | -54% | -75% -77% |
| Améliorer la qualité de l'air Polluants atmosphériques (/2005 - estimations) | | | | | | |
| SO2 | | -78% | -81% | -77% | -84% | -95% |
| Nox | | -49% | -62% | -69% | -72% | -82% |
| NH3 | | -6% | -10% | -13% | -14% | -23% |
| PM2,5 | | -40% | -49% | -57% | -56% | -81% |
| COVNM | | -46% | -51% | -52% | -56% | -71% |
| Atténuation du changement climatique - Maîtrise de la consommation énergétique | | | | | | |
| Réduction de la CONSOMMATION ENERGETIQUE FINALE (/2012) | | -12% | -21% | -20% | -29% | -50% -55% |
| Réduction de la consommation des ENERGIES FOSSILES | | -15% | -32% | -30% | -46% | -90% |
| Atténuation du changement climatique - Développement des Energies renouvelables et de récupération | | | | | | |
| % EnR produite dans la consommation d'ELECTRICITE | | 41% | 50% | 40% | 60% | 100% |
| % EnR produite dans la production de CHALEUR | | | | 38% | | |
| % EnR produite dans la consommation de CHALEUR | | 20% | 27% | | 34% | 100% |
| % EnR dans la consommation de CARBURANTS du secteur des transports | | 10% | 16% | 15% | 20% | 95% |
| % EnR dans la consommation de GAZ | | 3% | 8% | 10% | 13% | 84% |
| Atténuation du changement climatique - Région à énergie positive et bas carbone | | | | | | |
| % EnR dans la CONSOMMATION ENERGETIQUE FINALE *100% atteint en 2050 avec valorisation d'électricité décarbonée par méthanation (power to gas) et par substitution du gaz par l'hydrogène (électrolyse de l'eau) | | 25% | 33% | 32% | 41% | 100% |

Cohérence avec le schéma interrégional d'aménagement et de développement du massif des Vosges

Le SRADDET doit prendre en compte ce schéma. Défini sur une période 2015 – 2020, le schéma de développement du Massif vosgien vise à identifier les enjeux du territoire vosgien ainsi qu'une « feuille de route » à suivre par tous les acteurs du massif.

| | |
|---|---|
| Les principaux objectifs du schéma (...) des Vosges portent sur : | Prise en compte de ces objectifs par le SRADDET |
| Le renforcement du tourisme aux quatre saisons | Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités |
| La modernisation de l'offre de services à la population | Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle |
| La réhabilitation, la rénovation et la reconquête des friches pour limiter l'artificialisation des sols | Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation |
| La limitation du recours à l'automobile : télétravail, coworking, car... | Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien |
| Le renforcement du poids de l'économie présentielle : consommation locale, circuits-courts... | Objectif 27. Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité |

| | |
|---|--|
| L'amélioration de la connexion aux principaux nœuds de communication : aéroports, gares TGV ; | Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale |
| La promotion du report modal et la limitation de l'usage de la voiture et des véhicules en transit ; | Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° (<i>« Cela doit avant tout passer par le développement des mobilités tous modes, de leur complémentarité, dans une logique de report modale vers des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles et alternative à l'autosolisme »</i>) |
| la conquête de marchés internationaux limitrophes pour renforcer la vocation touristique du territoire : Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Belgique, Luxembourg... ; | Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités |
| le développement des relations villes / campagnes dans un massif situé entre les Sillons Lorrain et Alsacien pour faciliter l'accès aux services métropolitains des vosgiens ou inciter les populations urbaines à visiter le Massif. | Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités |

Cohérence avec les OIN, PIG et projets de localisation des grands équipements, des infrastructures et des activités économiques

La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des bassins miniers nord-lorrains

La DTA des bassins miniers nord-lorrains, approuvée par décret en conseil d'Etat en 2005, pose les bases de la réflexion pour accompagner côté français le développement du projet de Belval Ouest sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg. Afin de permettre la nécessaire mutation des bassins miniers, elle donne les impulsions pour l'essor des capacités de transport ferroviaire, Moselle canalisée, mais aussi autoroute A32. Elle traite également de la consolidation des pôles de développement économique, de la préservation de l'environnement et des paysages et de la ressource en eau.

Les dispositions prescriptives sont celles qui apparaissent dans le chapitre ayant valeur normative « Les objectifs et les orientations de l'État » ; si elles ne s'imposent pas au SRADDET, la nécessaire cohérence des politiques publiques nous amène à vérifier la cohérence entre SRADDET et DTA. Parmi elles, on compte six grands objectifs décrits dans le tableau suivant.

| Objectifs DTA | Cohérence avec le SRADET |
|--|--|
| <p>Les objectifs de l'État en matière de localisation des grandes infrastructures de transports et des grands équipements</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Reconstituer un axe autoroutier nord-sud de transit et d'échanges performant ; Poursuivre l'amélioration des liaisons routières entre la Moselle Est et l'Allemagne ; Développer rapidement les capacités ferroviaires ; Mieux exploiter les capacités de la voie d'eau ; Anticiper l'accueil d'une plate-forme logistique multimodale | <p>Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale (la plateforme évoquée dans la DTA a déjà été réalisée ; le fait de valoriser les plates-formes existantes, dont celle-ci, reste donc cohérent)</p> |
| <p>Les objectifs de l'État en matière de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Respecter les dernières continuités rurales et forestières subsistant entre les deux versant du sillon mosellan ▪ Maintenir la qualité des ceintures forestières en périphérie des zones urbanisées ▪ Maintenir la qualité des espaces ruraux en périphérie des zones urbanisées ▪ Permettre la continuité écologique par mise en réseau des espaces naturels ▪ Recomposer le paysage en intégrant la nature aux stratégies de restauration des territoires dégradés | <p>Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue (les continuités fonctionnelles dans ce secteur sont intégrées dans la trame verte et bleue) Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients</p> |
| <p>Le redéveloppement économique du territoire dans une perspective durable</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer et valoriser l'utilisation des infrastructures existantes ▪ Développer les modes de transport alternatifs à la voiture individuelle et aux poids-lourds ▪ Réserver la section de la véloroute européenne nord-sud (projets réalisés) ▪ Définir un réseau de grands pôles stratégiques d'activités ▪ Valoriser l'opportunité du projet luxembourgeois de Belval-ouest. ▪ Faire participer l'ensemble du territoire de la DTA à l'équilibre de son développement | <p>Objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien Par ailleurs dans la carte au 1/150 000 du SRADET figurent les véloroutes et voies vertes</p> |
| <p>Reconquérir un cadre de vie de qualité : L'aménagement urbain et les déplacements (Confronter l'armature urbaine ; La maîtrise de l'urbanisation ; La réinsertion des friches industrielles ; La qualité et la diversité de l'habitat ; Le développement des transports collectifs)</p> | <p>Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti Objectif 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien</p> |

| | |
|--|--|
| La constructibilité dans les bassins ferrifère et houiller | Objectif 2. Consolider l'armature urbaine régionale qui structure les territoires Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier (→vers une densification) Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients |
| La gestion de l'eau dans les bassins miniers <ul style="list-style-type: none">■ Prévenir les inondations■ Protéger la ressource en eau potable et industrielle du bassin sidérurgique et ferrifère . | Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients : il prévoit de limiter l'imperméabilisation du sol, rendre l'urbanisme plus résilient face aux risques (inondations, sécheresse, mouvement de terrain, canicule) |

L'Opération d'Intérêt National (OIN) Alzette Belval

Le SRADDET doit prendre en compte l'OIN.

La DTA des bassins miniers nord-lorrains souligne que « le programme d'aménagement de la région sud du Luxembourg, et particulièrement le projet Belval, est une opportunité pour le bassin de l'Alzette » et, au-delà, pour l'espace qui s'étend de Longwy à Thionville.

Le territoire d'Alzette-Belval, situé à cheval sur la Moselle et la Meurthe-et-Moselle, à la frontière avec le Grand-Duché du Luxembourg, est fortement marqué à la fois par les séquelles de son passé industriel et minier et par l'impact du dynamisme économique et du développement urbain de son voisin luxembourgeois. Situé en continuité immédiate avec un vaste projet urbain de reconversion d'une friche luxembourgeoise, il a vocation ainsi à devenir un territoire privilégié de coopération transfrontalière et d'innovation dans sa redynamisation économique et urbaine.

L'EPA Alzette-Belval s'est doté d'un projet stratégique et opérationnel approuvé le 7 février 2014, qui définit les objectifs, la stratégie et les moyens qu'il mettra en œuvre sur ce territoire sur une période de 20 ans, ainsi qu'un programme prévisionnel d'aménagement à moyen terme.

Les principes d'aménagement arrêtés, qui s'inscrivent dans une stratégie de ville durable et exemplaire et s'appuient sur le dispositif Ecocité, doivent permettre de :

- concevoir l'urbanisation sans fracture sociale, paysagère, naturelle, agricole ou urbaine nouvelle ;
- jouer sur l'interaction permanente entre développement urbain et développement économique ;
- favoriser les mobilités douces ;
- assurer la prise en compte de la transition écologique et énergétique à tous les niveaux.

Les objectifs suivants du SRADDET démontrent que ses intentions sont cohérentes avec celles de l'OIN :

- Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires : la ville de Villerupt (centre de l'OIN) a été intégrée à cette armature urbaine et figure sur la cartographie du SRADDET
- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
- Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation
- Objectif 1. Devenir une région à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050
- Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti
- Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages
- Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue
- Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360°
- Objectif 30. Rêver Grand Est et construire collectivement une image positive du territoire
- Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle
- Objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités

Le Projet de centre industriel de stockage géologique (CIGEO) porté par l'ANDRA à Bure – Saudron (Meuse – Haute-Marne) ...

La loi de programme n°2006-739 du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs a retenu le stockage profond comme solution de référence pour la gestion à long terme des déchets haute activité et moyenne activité – vie longue. Elle a chargé l'ANDRA de poursuivre les études et recherches afin de concevoir et d'implanter un centre de stockage profond, de telle sorte que

sa demande d'autorisation de création (DAC) puisse être déposée et instruite en 2015 et que, sous réserve de son autorisation, le centre puisse être mis en exploitation en 2025.

Dans ce cadre, l'ANDRA a proposé l'implantation d'un stockage souterrain dans une couche d'argile présente localement en profondeur à proximité du site de Bure.

Il est difficile à ce stade d'anticiper l'arrivée de ce projet, très controversé, qui n'en est pas encore au stade de Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Les impacts de l'arrivée de CIGEO sont essentiellement locaux et les territoires sont en cours de structuration pour accueillir au mieux l'activité, les populations et salariés et gérer les impacts. Finalement, il s'agit d'un projet d'ampleur pour la gestion des déchets radioactifs, mais il concerne qu'un petit territoire et reste donc difficile à appréhender à échelle régionale du SRADDET.

Néanmoins aucun objectif du SRADDET ne semble incohérent avec le projet CIGEO.

Cohérence avec le Plan régional forêt-bois (PRFB)

La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt a notamment introduit dans le code forestier la mise en place d'un programme national forêt bois (PNFB), devant préciser les orientations de la politique forestière pour une durée de dix ans, et sa déclinaison sous forme de programmes régionaux de la forêt et du bois (PRFB) selon les caractéristiques et enjeux propres à chaque territoire régional. Parmi les grandes orientations prévues, le PNFB (et ses déclinaisons en PRFB) entend tout d'abord optimiser la récolte de bois tout en gérant durablement la ressource disponible sur le territoire. Les PRFB relèvent de la compétence partagée de l'État et du Conseil régional.

Le PRFB Grand Est est en cours d'élaboration. Sa version provisoire (juillet 2018) prévoit notamment, au sein de l'axe stratégique IV Gérer durablement la forêt et la ressource forestière :

- Objectif n° IV.1 : Valoriser et préserver la forêt dans le souci de la multifonctionnalité

- Objectif n° IV.2 : Relever le défi du changement climatique
- Objectif n° IV.3 : Restaurer l'équilibre sylvo-cynégétique
- Objectif n° IV.4 : Connaître, améliorer et renouveler la ressource
- Objectif n° IV.5 : Accroître et optimiser la mobilisation du bois
- Objectif n° IV.6 : Prévenir et lutter contre les risques

Le SRADDET, au travers son « Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts » avec le souci d'une gestion multifonctionnelle des forêts, cherche à conforter la forêt dans ses multiples fonctions (économiques, environnementales et sociales). Les stratégies d'aménagement et de développement doivent intégrer les mesures favorables à sa gestion durable en lien avec la filière (préservation des espaces, gestion de la fréquentation, maintien des différents usages du bois, mise à disposition des espaces nécessaires à la sylviculture). Cet objectif précise : *« la gestion multifonctionnelle des forêts est le garant du maintien et du développement du potentiel du bois-énergie et du bois-construction mais aussi de la préservation de la sous-trame des milieux forestiers et des bénéfices écologiques afférents. »* Par ailleurs, la région et ses territoires déterminent comme impératif l'adaptation au changement climatique des peuplements sylvicoles. *« En effet, la stratégie régionale vise à promouvoir les synergies entre les différents maillons de la filière forêt-bois, à les pérenniser afin de consolider et développer l'économie forestière et de veiller à la protection du patrimoine naturel, le tout dans une perspective de changement climatique et au bénéfice de la prévention des risques naturels. »*. Enfin, il est rappelé l'enjeu est d'un équilibre forêt gibier - en lien avec le PRFB.

A priori aucun autre objectif du SRADDET ne va à l'encontre du PRFB.

Cohérence avec le Schéma régional de biomasse (SRB)

Le schéma régional biomasse définit des objectifs de développement de l'énergie renouvelable issue de la biomasse. Ce schéma relève de la compétence partagée de l'État et du Conseil régional et doit permettre de définir des actions qui mobiliseront pour des besoins énergétiques, une biomasse disponible mais inutilisée. Ce schéma devra aussi veiller à une bonne articulation des différents usages de la biomasse, qu'ils soient agricoles, issus de l'élevage, forestiers ou qu'ils concernent certains déchets. Pour assurer une cohérence des politiques publiques il doit s'articuler avec les travaux du Plan Régional Forêt Bois et du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

Le schéma régional de biomasse est en cours d'élaboration, aucune version provisoire n'est disponible aussi la cohérence SRB/SRADET Grand Est n'a pu être appréciée.

Cohérence avec le Plan régional santé environnement (PRSE)

Élaboré sur une période de 4 ans, le PRSE définit deux objectifs majeurs :

- la réduction des expositions responsables de pathologies à fort impact sur la santé, y compris en milieu de travail ;
- la réduction des inégalités environnementales, qui contribuent aux inégalités de santé, en prenant particulièrement en compte les personnes les plus vulnérables.

Le PRSE Grand Est 2017-2021 a été adopté en 2017 conjointement par le préfet de région, l'ARS et le conseil régional et présente 13 objectifs.



Plusieurs objectifs du SRADET vont dans le même sens :

- Objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique
- Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité (une agriculture durable émet a priori moins de pollutions diffuses)
- Objectif 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie (qui évoque notamment une meilleure conception des bâtiments pour assurer la qualité de l'air intérieur et plus généralement la rénovation ou le développement de l'habitat qui doit répondre aux nouvelles exigences de qualité et de respect de l'environnement)

A priori aucun autre objectif du SRADET ne va à l'encontre du PRSE.

Cohérence avec le schéma régional de développement touristique (SRDT)

Le SRDT 2018-2023 a été récemment approuvé par la Région. Ses axes stratégiques pour l'essentiel n'interagissent pas avec l'environnement, hormis « construire l'attractivité touristique régionale autour de 5 destinations (L'Alsace, L'Ardenne, La Champagne, La Lorraine, Les Vosges) ».

SRDT et SRADDET ont été conçus en cohérence : le SRADDET renvoie au SRDT en rappelant ces mêmes 5 destinations ; le SRADDET encadre par ailleurs les possibles impacts environnementaux de ce développement touristique en lien avec l'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages, et prévoit d'accompagner le développement de l'offre de transports en commun dédiée afin de compenser la hausse des déplacements dans les destinations touristiques.



Cohérence avec d'autres plans et programmes (PRAD, schéma régional des carrières)

La cohérence avec les Plans régionaux d'agriculture durable (PRAD) n'est pas présentée en détail : créés en 2010 par la LAAAF (Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt), le PRAD a pour objectif de fixer les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'État dans la Région en répondant aux enjeux suivants : inscrire l'agriculture dans les grands défis des prochaines décennies (défi alimentaire, défi environnemental, défi

territorial), disposer d'une vision partagée qui concilie efficacité économique et performance écologique, et placer l'agriculture au cœur des enjeux de développement durable des territoires. Chaque ex-région avait élaboré un PRAD dont l'échéance s'approche (2018-2019). Le SRADDET s'étant doté d'un objectif globalement cohérent avec l'objet des PRAD (« Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité»), nous en avons conclu une approche cohérente de ces documents.

La cohérence avec le Schéma régional des carrières n'a pu être menée puisqu'il est en cours d'élaboration (il doit être mis en application au plus tard le 1er janvier 2020).

Cohérence avec les objectifs de développement durable

Les 17 objectifs mondiaux de développement durable (ODD) constituent un cap commun universel pour tous les Etats membres de l'ONU qui devraient fonder leurs programmes et politiques dans les 15 années à venir dans ce sens. Adoptés sous l'égide de l'ONU en 2015 ils ont été ratifiés par la France cette même année.

De nombreux objectifs du SRADDET concourent à ces ODD ;

| Les ODD | Cohérence du SRADDET avec les ODD |
|---|---|
| Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde | Sans traiter directement de la lutte contre la pauvreté, le SRADDET vise notamment à travers plusieurs objectifs à lutter contre la précarité énergétique (en limitant les consommations d'énergie dans le résidentiel et les transports, en réhabilitant les logements...) |
| Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et Promouvoir l'agriculture durable | Le SRADDET contribue à promouvoir une agriculture durable à travers l'objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité |

| | |
|--|--|
| Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge | Objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle Objectif 15. Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité Objectif 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie: peut concourir à des lieux de vie plus sains ; l'accès au logement contribue au bien-être |
| Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et Promouvoir les possibilités D'apprentissage tout au long de la vie | Hors champs de compétence du SRADDET |
| Parvenir à l'égalité des sexes et Autonomiser toutes les femmes et les filles | Hors champs de compétence du SRADDET |
| Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau | Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau |
| Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable | Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique Objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'Énergie |
| Promouvoir une croissance économique soutenue, | Objectif 27. Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires |

| | |
|---|--|
| partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous | Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement |
| Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation | Objectif 23. Optimiser les coopérations et encourager toute forme d'expérimentation Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte |
| Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre | Hors champs de compétence du SRADDET |
| Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, surs, résilients et durables | Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients |
| Établir des modes de consommation et de production durables | Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts Objectif 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte |
| Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions | Des objectifs SRADDET y font explicitement référence : Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients D'autres y concourent indirectement |

| | |
|--|---|
| | <p>Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien (→ moins d'émissions de gaz à effet de serre)</p> <p>Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue (permet le déplacement des espèces notamment en limite d'aire de répartition)</p> <p>Objectif 27. Développer l'économie locale, ancrée dans les territoires (moins de déplacements et fret donc moins d'émissions de GES)</p> <p>Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts (bois se substitue à des matériaux carbonés en construction & énergie, la forêt est un puits de carbone)</p> <p>Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique (→ baisse de la consommation d'énergies fossiles et donc de GES émis)</p> <p>Objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti</p> <p>Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale (→ moins de fret routier et ses émissions de GES)</p> <p>Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier (→ puits carbone)</p> <p>Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement</p> |
|--|---|

| | |
|--|--|
| | Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte |
| Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable | Hors champs de compétence du SRADET Grand Est |
| Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité | Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts |
| Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes | Hors champs de compétence du SRADET |
| Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser | Hors champs de compétence du SRADET |

L'analyse des possibles effets cumulés du SRADET avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification

La démonstration faite de la cohérence du SRADET avec plusieurs plans et programmes (SDAGE, PGRI, SNBC, PPE, PREPA, ONTVB, schéma de développement du massif des Vosges, DTA bassin minier nord-lorrains, OIN Alzette-Belval, PRFB, PRSE, SRDT) permet de conclure à l'absence d'effets négatifs cumulés pour ceux-ci.

L'articulation avec les SRADET dans les territoires limitrophes

Les régions limitrophes (Ile-de-France, Bourgogne-Franche Comté, Hauts-de-France) ont été associées à l'élaboration du SRADET : invitées et présentes aux séminaires de travail, réunions territoriales, elles ont également eu la possibilité de réagir lors de la consultation en ligne sur l'écriture des règles et mesures d'accompagnement. Parties prenantes, elles ont donc pu alerter sur les sujets « limitrophes » environnementaux dont le SRADET a pu tenir compte. Des échanges bilatéraux ont notamment permis d'adresser les sujets relatifs à la trame verte et bleue, l'armature urbaine ou encore les routes d'intérêt régional.

L'articulation avec les documents d'aménagement transfrontaliers

La région Grand Est est bordée sur 760 km par 4 pays : 3 pays de l'Union Européenne – Belgique, Luxembourg, Allemagne – et 1 pays hors Union Européenne – Suisse.

L'article L 122-8 du code de l'environnement prévoit de consulter les Etats membres de l'Union européenne transfrontaliers - Belgique, Luxembourg, Allemagne – au cas où la mise en œuvre du SRADET est susceptible de produire des effets notables sur l'environnement de leurs territoires.

L'Autorité environnementale recommande par ailleurs, bien que ce ne soit pas obligatoire, de consulter la Suisse limitrophe, mais également les Pays-Bas, dont les ports maritimes (Rotterdam et Amsterdam) constituent un important

débouché de la région pour le transport fluvial, ferroviaire et routier de marchandises.

Les politiques transfrontalières, extrêmement développées depuis les années 1990, ont permis la création de nombreuses structures de coopération (cf. carte suivante) sur des domaines variés : environnement, transport, recherche, formation, culture, sport, économie, santé.....

Ces instances ont été associées à l'élaboration du SRADDET Grand Est :

- lors d'un séminaire dédié à la question transfrontalière
- en étant invité à réagir en ligne sur les objectifs, règles et mesures d'accompagnement du SRADDET
- via une série d'entretiens bilatéraux
- le Conseil Régional a présenté le projet de SRADDET à ces instances à différentes étapes de rédaction.

Les effets potentiels négatifs du SRADDET sur les territoires transfrontaliers pourraient porter sur les continuités écologiques, la ressource en eau et les inondations, les risques technologiques, le trafic routier, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution de l'air.

Mais le SRADDET a adopté des objectifs cherchant à limiter les impacts négatifs sur ces sujets voire à améliorer la situation. Pour mémoire :

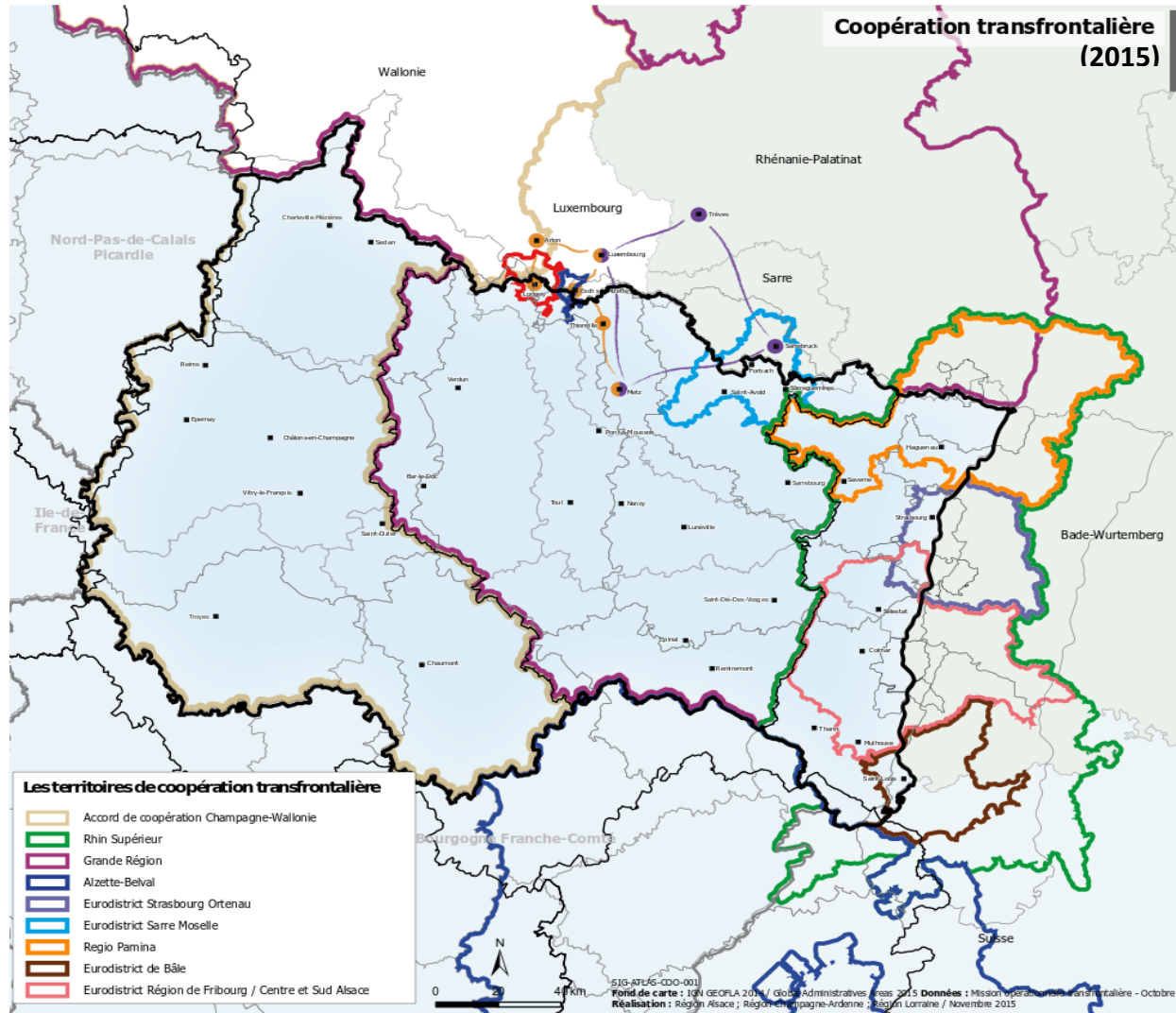
- Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue (qui comporte des continuités d'intérêt international)
- Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique
- Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité (→potentiellement moins de pollution diffuse de l'eau et de l'air)

De nombreux objectifs vont concourir, directement ou indirectement, à une diminution des consommations d'énergie fossile, notamment tous les objectifs concourant à diminuer les déplacements routiers. Sans les citer tous, on peut évoquer :

- Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous (→possiblement des déplacements évités donc moins d'émissions de polluants et GES)
- Objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° (prévoit notamment de développer des transports alternatifs à la route)
- Objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique (→évitée des émissions de GES)
- Objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement
- Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte
- Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien
- Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale

Le SRADDET ne devrait donc pas produire d'effets notables, en particuliers négatifs, sur l'environnement dans les territoires étrangers limitrophes.

Concernant les possibles impacts sur la Hollande, la volonté régionale de développer le fret fluvial et ferroviaire en substitution du fret routier devrait engendrer des impacts globalement positifs (moins d'émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre).



8. Les effets probables du SRADDET sur l'environnement et les mesures prises pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs probables

8.1. Analyse des incidences du SRADDET et mesures prises pour les éviter ou les réduire

Le SRADDET contribue-t-il à préserver et mettre en valeur les paysages, le patrimoine et le cadre de vie ?

Le SRADDET risque-t-il de dégrader ou d'améliorer le phénomène d'appauvrissement et de banalisation paysagère ?

Rappel des enjeux

Des facteurs naturels et humains sont à l'origine d'une grande diversité paysagère en Grand Est, entre montagnes, plateaux, côtes, plaines et vallées alluviales, mais ils s'appauvrissent et se banalisent par artificialisation, mitage, uniformisation des entrées de villes, intensification agricole...

Les réponses apportées par le SRADDET

La prise en compte des enjeux paysagers est transversale à de nombreux objectifs, règles et mesures d'accompagnement du SRADDET, limitant ainsi considérablement ses impacts négatifs potentiels en la matière, voire accroissant les impacts positifs.

La mesure d'accompagnement n°17.3 : Privilégier un **aménagement qualitatif donne un cadre global** en précisant « **Privilégier les approches qualitatives (valeur paysagère, urbanistique, architecturale et patrimoniale etc.) pour tout projet d'aménagement et d'infrastructure, en cohérence, notamment, avec les plans paysage. Cette mesure est complémentaire de la règle sur la nature en ville et de celle sur l'intégration de la biodiversité dans l'aménagement.** ».

Plusieurs objectifs, règles et mesures d'accompagnement concourent à limiter l'étalement urbain et indirectement ses impacts paysagers :

- En économisant le foncier naturel, agricole et forestier (Objectif 11 et règle 16 - Sobriété foncière, règle 17 - Optimiser le potentiel foncier mobilisable)
- En consolidant l'armature urbaine régionale qui structure les territoires (objectif 21 ; permet de contenir l'urbanisation dans des enveloppes)
- La règle n°23 : Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes cherche à « *définir des conditions d'ouverture ou de développement des zones commerciales conciliables avec ... la qualité paysagère...* ».

Des objectifs, règles et mesures d'accompagnement visent des espaces urbains et économiques de qualité y compris paysagères :

- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Règle n°24 : Développer la nature en ville
- Règle n°25 : Limiter l'imperméabilisation des sols : prévoit entre autres de « *Préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment au travers du maintien d'une couverture végétale* »
- Mesure d'accompagnement n°18.2 : Qualifier les franges urbaines, pour favoriser la qualité des entrées de ville
- Mesures d'accompagnement n°21.1 : Qualifier les Zones d'activités économiques

Un objectif dédié à une agriculture durable de qualité (Objectif 8) qui cherche à « *faire évoluer, dans toutes les filières, les pratiques agricoles afin de les rendre plus respectueuses de l'environnement* » et en particulier à développer les filières biologiques, l'agroécologie et l'agriculture raisonnée et labellisées ou à maintenir l'élevage et les prairies naturelles associées à ces pratiques, etc., **autant de pratiques aux impacts paysagers positifs.** Par ailleurs la règle n°18 : Développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine concourra également autour des villes à maintenir ou améliorer les paysages associés.

La mesure d'accompagnement n° 8-1 : Préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts complète en précisant « Favoriser la mise en place ou la préservation d'éléments paysagers ».

La **gestion multifonctionnelle des forêts** promue dans l'objectif 9 (Valoriser la ressource en bois ...) devrait préserver ses fonctions paysagères.

L'objectif 22. **Moderniser les infrastructures de transport** tous modes et désenclaver les territoires, qui vise à pérenniser l'existant et non à développer de nouvelles infrastructures **évitent ainsi les impacts paysagers** qui leur seraient liés.

Des objectifs pourraient potentiellement impacter négativement les paysages mais ils sont assortis de mesures d'évitement ou réduction.

L'objectif 4. Développer les **énergies renouvelables** pour diversifier le mix énergétique : éolien, hydro-électricité, solaire, géothermie, bois-énergie, biogaz et agrocultures en particulier peuvent impacter les paysages.

Il est cependant précisé « *Cet objectif doit se faire dans le respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels et agricoles et des patrimoines. La préservation de la qualité paysagère devra faire l'objet d'une attention particulière* ».

Cet objectif est notamment soutenu par la règle 5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération qui renchérit « *Favoriser le développement des énergies renouvelables et de récupération en tenant compte du potentiel local des filières existantes... dans le respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels et agricoles ainsi que des patrimoines et de la qualité paysagère* ».

- La règle encadre le développement des différentes énergies renouvelables : pour le solaire photovoltaïque elle cherche à le développer avant tout sur les surfaces bâties, les terrains à faible valeur d'usage déjà artificialisés ou « dégradés » pour les centrales au sol, dans le respect des servitudes de protection du patrimoine. Elle limite ainsi l'impact sur des surfaces agricoles ou naturelles.

- Energie éolienne : « *développer la production ... dans le respect de la fonctionnalité des milieux et de la qualité paysagère* »
- Géothermie : seule la géothermie profonde peut éventuellement avoir des impacts paysagers (pipelines, tours de refroidissement, bassins d'entreposage, lignes de transmission ...) mais le SRADDET la localise dans un seul endroit (bassin d'effondrement rhénan) aussi l'impact éventuel sera circonscrit. Par ailleurs ces projets potentiels feront l'objet d'une étude d'impacts, notamment paysagers.
- Pas de nouveaux projets de grande hydraulique (les plus impactants pour les paysages), volonté de valoriser l'existant et tout au plus d'explorer les potentiels des nouveaux gisements en petite hydraulique
- La règle prévoit de favoriser le développement des différentes formes de production de biogaz en cohérence avec le potentiel local de biomasse et les enjeux agricoles et environnementaux (garder la vocation alimentaire de l'agriculture, préserver les fonctionnalités écologiques des milieux ...). Aussi il n'est pas prévu de changer les destinations agricoles des parcelles qui pourraient être le plus intéressantes d'un point de vue paysager. Elle ajoute « *optimiser l'intégration des sites de méthanisation dans le paysage et le cadre de vie (par ex. distance d'implantation par rapport au bâti supérieure à la réglementation)* ».
- De même pour le développement des agrocultures « *si le développement des cultures dédiées était envisagé, il conviendra d'être vigilant à ce qu'il ne se fasse pas au détriment de la production alimentaire et de la qualité des sols concernés* »
- Bois énergie : « *développer la filière dans une logique de gestion durable de la ressource en bois* »

Le fort développement des énergies renouvelables ambitionné en Grand Est a conduit à l'adoption de l'objectif 5. Optimiser et adapter les **réseaux de transport d'énergie** qui peut potentiellement avoir des impacts paysagers par développement de nouvelles infrastructures de transport et distribution de l'énergie (lignes, réseaux...). Cependant il devrait s'agir de « petites » infrastructures, la production d'énergies renouvelables étant, par construction, disséminées en de multiples petites unités ne requérant a priori pas de grosse

infrastructure. Par ailleurs, bien que la Région ne soit pas compétente en matière d'infrastructures de transport d'énergie, elle insiste sur la nécessité d'optimiser et d'adapter les réseaux de transports et de distribution d'énergie existants. Pour cela, il s'agit de développer des **solutions innovantes** laissant une large place à la production décentralisée et à l'autoconsommation, les solutions a priori les moins impactantes pour les paysages.

La mesure d'accompagnement n°5.1 Adaptation et optimisation des réseaux d'énergie renchérit « Prévoir l'adaptation et l'optimisation des réseaux dans le respect ... des patrimoines et paysages emblématiques ».

Le SRADDET contribue-t-il à préserver les identités paysagères et patrimoniales des territoires? par ex. en accroissant les mesures de protection des paysages et patrimoines?

Rappel des enjeux

En Grand Est, les politiques de préservation & valorisation des paysages progressent mais portent plus sur les paysages emblématiques qu'ordinaires. Six parcs naturels régionaux et un projet de parc national contribuent à la préservation des paysages. Collectivités et associations mènent des politiques complémentaires de protection & valorisation.

Les réponses apportées par le SRADDET

La mesure d'accompagnement 18.3 : **Préserver les patrimoines et paysages** cherche à « Identifier et préserver les patrimoines et paysages emblématiques de chaque territoire (caractère naturel du lieu, spécificité artistique, caractère historique, intérêt architectural), notamment à travers des plans paysages et secteurs sauvegardés. »

Toutes les actions qui visent à protéger & restaurer les milieux naturels concourent indirectement à protéger les paysages associés.

- Ainsi l'objectif 6. **Protéger et valoriser le patrimoine naturel** et la fonctionnalité des milieux et les **paysages** prévoit notamment **d'atteindre 2% du territoire en espaces protégés** pour la biodiversité d'ici 2030 et **zéro perte**

nette de surfaces en zones humides et en haies : la protection de ces habitats naturels **protège les paysages associés**.

- L'objectif 7. Préserver et reconquérir la **Trame verte et bleue** (TVB) rappelle qu'elle doit « être préservée et reconstituée pour assurer le maintien de la biodiversité et de ses services inestimables et la sauvegarde des paysages, à l'échelle du Grand Est et au-delà ».
- La règle n°7 : Décliner localement la trame verte et bleue précisé : « Lors de l'élaboration ou de la révision de documents d'urbanisme ou de chartes de parcs naturels régionaux, les collectivités doivent affiner la TVB régionale au niveau local en l'ajustant aux éléments paysagers du territoire ».
- La règle 9 Préserver les zones humides

Les objectifs, déjà cités, dédiés à une **agriculture durable de qualité** (objectif 8) et à une **gestion multifonctionnelle des forêts** (objectif 9) contribuent eux aussi à préserver les paysages associés, sans pour autant les protéger stricto sensu.

La recherche d'un **urbanisme durable** (objectif 12) tient compte d'un aménagement architectural et paysager qui là encore sans protéger littéralement contribue à préserver les paysages et patrimoines urbains emblématiques ou ordinaires.

La mesure d'accompagnement n°17.1 : Promouvoir la densité et mixité fonctionnelle précise « Les documents de planification et d'urbanisme définissent ainsi des densités de construction ... en tenant compte des spécificités locales (paysage, patrimoine...) ».

La règle 3 qui vise à améliorer la performance énergétique dans le bâti existant précise « Intégrer ... des critères de performance énergétique dans le respect ... de la qualité patrimoniale et architecturale du bâti et des qualités paysagères des sites ».

Contribue-t-il à la reconquête de la qualité paysagère des zones dégradées (friches notamment)?

Rappel des enjeux

On recense de nombreuses friches - industrielles, militaires...- en Grand Est dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation permettra entre autres la reconquête paysagère de ces zones dégradées de friches : « *Le traitement des friches et la reconversion des secteurs en mutation constituent une priorité forte de la Région Grand Est. Elle souhaite ainsi que cette reconversion soit envisagée au sein d'une stratégie territoriale globale et permette la réintégration des friches dans le tissu urbain voire pour certaines leur renaturation ou leur retour à l'agriculture, avec si possible une mise en valeur du patrimoine bâti [...] construire des stratégies de reconquête de ces friches en intégrant la dimension patrimoniale des sites.* »

Contribue-t-il à la production et au partage de la connaissance sur les paysages et le patrimoine?

Rappel des enjeux

Pour mieux protéger paysages et patrimoines, le partage de leur connaissance est essentiel. Des atlas paysagers couvrent déjà une partie du territoire.

Les réponses apportées par le SRADDET

La mesure d'accompagnement n°18.3 : Préserver les patrimoines et paysages précise : « Identifier et préserver les patrimoines et paysages emblématiques de chaque territoire (caractère naturel du lieu, spécificité artistique, caractère historique, intérêt architectural), notamment à travers des plans paysages et secteurs sauvegardés. »

Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ?

Le SRADDET présente-t-il un risque de réduction ou de fragmentation des espaces naturels et de leurs continuités?

Rappel des enjeux

Les principales causes de perte de biodiversité sont notamment la réduction des habitats naturels et leur fragmentation par artificialisation des sols, construction d'infrastructures, etc...

Les réponses apportées par le SRADDET

Plusieurs objectifs, règles ou mesures d'accompagnement relatives à l'urbanisation ou aux infrastructures en particulier pourraient potentiellement réduire ou fragmenter les espaces naturels et altérer les continuités, mais des mesures d'évitement ou de réduction ont été apportées.

D'abord l'objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue précise d'entrée de jeu qu'il « *convient d'identifier et d'intégrer les continuités écologiques à toutes les échelles de l'aménagement du territoire et à la gestion des espaces. Il s'agit en effet d'empêcher de futures dégradations de ces trames, mais aussi de restaurer des continuités à travers la résorption des obstacles de toute nature :*

- *Les obstacles liés aux infrastructures linéaires de transport (routes et autoroutes, voies ferrées grillagées, canaux, lignes électriques, etc.) tels que la LGV Est, l'A4 notamment ;*
- *Les obstacles liés à l'urbanisation (étalement urbain, périurbanisation, nuisances associées, etc.) ;*
- *Les obstacles sur les cours d'eau (ouvrages entravant la libre circulation des espèces et des sédiments, etc.) ;*
- *Les obstacles liés aux activités humaines pouvant altérer la qualité des milieux (agriculture intensive, exploitation de carrières, etc.) et engendrer du dérangement (fréquentation, nuisances sonores).*

Le traitement des obstacles repose sur le rétablissement de la perméabilité des ouvrages existants et sur la prise en compte de la transparence écologique dans l'ensemble des projets. »

Il indique notamment « **100 % des nouveaux aménagements en cohérence avec les continuités écologiques.** »

L'objectif 22. Moderniser les **infrastructures** de transport tous modes et désenclaver les territoires **privilégie le renforcement de l'existant** (et non de nouvelles infrastructures : il **évite ainsi de nouvelles fragmentations des écosystèmes**. Cependant le renforcement des infrastructures existantes (ferroviaires, autoroutières fluviales) pourrait accentuer leur effet de coupure (par élargissement par exemple) : l'énoncé de l'objectif rappelle bien que ces renforcements doivent être fait dans le respect de la trame verte et bleue.

Aucune règle n'est énoncée sur les infrastructures de transport ferroviaire, fluvial ou routier car les propriétaires et/ou gestionnaires des infrastructures de transports ne sont pas visés par la portée réglementaire des règles du SRADET.

L'objectif 19. **Gommer les frontières** et ouvrir le Grand Est à 360° vise notamment à optimiser et intensifier les liaisons du Grand Est avec les territoires voisins : le développement de nouvelles infrastructures ou l'aménagement de l'existant (élargissement par ex.) **pourrait impacter négativement les continuités** et plus largement les écosystèmes. Mais l'objectif précise « Cela doit avant tout passer par le développement des mobilités tous modes, de leur complémentarité, dans une **logique de report modale** vers des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles et alternative à l'autosolisme ». Par ailleurs il fait le lien avec les objectifs 6 et 7 (Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue).

¹⁴⁵ Le coefficient de biotope par surface est un coefficient qui décrit la proportion des surfaces favorables à la biodiversité (surface écoaménageable) par rapport à la surface totale d'une parcelle

Le **développement urbain** d'une manière général peut impacter négativement les écosystèmes (consommation de foncier naturel, fragmentation des habitats, etc.) mais les objectifs dédiés dans le **SRADET cherchent à circonscrire cet urbanisme dans des enveloppes déjà urbanisées** : Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires. Le schéma affiche d'ailleurs explicitement des objectifs et règles pour **économiser le foncier, notamment naturel** (Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier, Règle n°16 : Sobriété foncière).

Au sein des territoires urbanisés le SRADET cherche à préserver la biodiversité et ses continuités :

- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Règle n°24 : développer la nature en ville
- Règle n°25 : limiter l'imperméabilisation des sols
- Mesure d'accompagnement n°2.1 : Inciter à l'atteinte de performances environnementales et énergétiques renforcées. Il s'agit d'encourager les projets de renouvellement et d'extension urbaine au niveau desquels les constructions, travaux, aménagements doivent respecter des critères énergétiques et environnementaux renforcés, par exemple un coefficient de biotope¹⁴⁵. L'atteinte de ces performances peut également devenir une condition d'ouverture à l'urbanisation.
- Mesure d'accompagnement n°16.2 : Encourager les stratégies et outils de maîtrise du foncier : « *Le développement des stratégies foncières locales permet par exemple aux territoires d'identifier leurs espaces à enjeux : zones inondables, zones humides, ... éléments de Trame verte et bleue...* »

Le développement d'énergies renouvelables et de récupération pourrait impacter les continuités et les écosystèmes, en particulier l'éolien (rupture de continuité et impact local de l'implantation, impact sur oiseaux et chiroptères), les centrales

photovoltaïques (emprise en sol potentiellement sur des milieux naturels avec possible rupture continuité), les barrages ou aménagements hydroélectriques (rupture continuité et impacts sur espèces liées) ou encore le développement du biogaz et des biocarburants (modalités d'agriculture intensive aux impacts négatifs pour la biodiversité, ces secteurs pouvant devenir des obstacles aux continuités) et du bois énergie (impacts de la pratique sylvicole → altération des habitats et espèces associées...).

Mais les objectifs, règles et mesures d'accompagnement dédiés encadrent bien ces impacts pour les éviter & réduire.

- L'objectif 4. **Développer les énergies renouvelables** pour diversifier le mix énergétique précise « Cet objectif doit se faire dans le **respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels...** »
- La règle n°5 : Développer les énergies renouvelables et de récupération rappelle que ce développement « tient compte des spécificités des territoires en termes de potentiel de ressources, de contraintes, risques ou points de vigilance, **notamment en matière de préservation/reconquête de la biodiversité, des ressources naturelles et des milieux forestiers, naturels ...** » ; puis énonce des recommandations par filière :
 - **Solaire photovoltaïque** : « *veiller à ne pas nuire ou concurrencer les usages agricoles et les fonctions écosystémiques des milieux forestiers, naturels et agricoles : trame verte et bleue, prairies permanentes, espaces de respiration etc.* » ; la règle privilégie par ailleurs le développement sur les espaces au moindre intérêt écologique : surfaces bâties, les terrains déjà artificialisés, terrains dits « dégradés »
 - Développer la production **d'énergie éolienne** sur le territoire dans le respect de la fonctionnalité des milieux
 - **Hydroélectricité** : « *inciter à l'optimisation des installations existantes en fonctionnement dans le respect de la réglementation (notamment l'obligation de restaurer la continuité écologique des cours d'eau)* » : évite donc de nouvelles ruptures

- **Biogaz - biométhane** : « *Favoriser leur développement ... en cohérence avec ...les enjeux agricoles et environnementaux...* »
- développer la filière **bois énergie** dans une logique de gestion durable de la ressource en bois
- **Agrocarburants** : « si le développement des cultures dédiées était envisagé, il conviendra d'être vigilant à ce qu'il ne se fasse pas au détriment de la production alimentaire et de la qualité des sols concernés. »

L'objectif 5. Optimiser et adapter les réseaux de transport d'énergie et la mesure d'accompagnement associée (5.1 Adaptation et optimisation des réseaux d'énergie) pourraient engendrer de nouvelles lignes ou réseaux et leurs annexes (postes et convertisseurs électriques...) altérant continuités et perturbant faune et flore. Il faut rappeler que la Région n'est pas compétente en matière d'infrastructures de transport d'énergie. Mais elle insiste dans le SRADDET sur la **nécessité d'optimiser et d'adapter les réseaux de transports et de distribution d'énergie**, tant électrique que de gaz (et évite ainsi la construction de nouvelles infrastructures). La forte ambition du Grand Est en la matière (100% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique en 2050) pourrait effectivement engendrer des réseaux supplémentaires (câbles, canalisations)

L'objectif 28. Améliorer l'offre touristique en prenant appui sur nos spécificités, qui vise notamment le développement d'un tourisme de nature (écotourisme, sports et loisirs de pleine nature...) pourrait impacter des zones d'intérêt écologique et en perturber faune et flore. Mais l'objectif précise que « *le développement et la réhabilitation des sites d'accueil et de grands projets structurants, ambition de développement à mener dans le respect des ensembles paysagers naturels* » et que l'amélioration de l'offre doit se faire dans le respect de la trame verte et bleue.

A l'inverse des objectifs peuvent avoir des impacts positifs sur la biodiversité :

- Objectifs 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement et 17. Réduire, valoriser et traiter nos déchets : les économies de matière première peuvent permettre de préserver des écosystèmes, en Grand Est ou ailleurs sur la planète.

- Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation : il prévoit lorsque possible la renaturation des friches

Le SRADDET contribue-t-il à préserver les habitats et espèces pour lesquelles la région a une responsabilité particulière?

Rappel des enjeux

Le Grand Est présente des milieux naturels et espèces associées riches mais souvent dégradées et fortement menacées, en particulier des forêts alluviales, prairies, pelouses, milieux thermophiles, aquatiques, humides...Il accueille également quelques populations d'animaux ou plantes pour lesquelles il a une responsabilité particulière (parce que population particulièrement présentes ne Région et peu ailleurs, parce que particulièrement menacées...) : ex. : grand tétras, lynx boréal, cigogne noire, grand hamster, Pélobate brun, Crapaud vert, Liparis de Loesel (orchidée) ...

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysage contribue à préserver l'ensemble des espaces naturels mais marque **une priorité pour « la préservation des zones humides, prairies permanentes et milieux aquatiques »**. Il prévoit explicitement **« zéro perte nette de surfaces en zones humides et en haies »**.

L'objectif 7. Préserver et reconquérir la **Trame verte et bleue** contribue également à préserver l'ensemble des espaces naturels au travers 4 sous-trames qui comprennent des habitats et espèces pour lesquelles la région a une responsabilité particulière :

- La sous-trame des milieux **boisés** (forêt ou massif forestier, etc.) ;
- La sous-trame des **milieux ouverts** (pelouse, prairies, milieux cultivés, zones rocheuses, etc.) ;
- La sous-trame des **milieux aquatiques et humides** (présence d'eau douce, saumâtre ou salée, cours d'eau, terrains habituellement inondés ou gorgés d'eau, etc.) ;
- La sous-trame des **milieux thermophiles** (pelouses sèches, etc.).

L'objectif 8. Développer une **agriculture durable** de qualité à l'export comme en proximité prévoit de « Maintenir des élevages dans les campagnes du Grand Est, par un soutien aux filières lait et viande, afin de conserver les **prairies naturelles et les haies** » et précise en objectif chiffré **« Maintenir et valoriser les prairies »**. La mesure d'accompagnement n° 8-1 : Préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts complète cette volonté en rappelant que *« Les prairies sont des milieux déterminants pour les continuités écologiques liées aux espaces agricoles et ouverts »* et énonçant : *« Améliorer la perméabilité des milieux ouverts, c'est-à-dire faciliter les déplacements de la faune et améliorer les habitats des milieux agricoles, prairies ordinaires, alluviales ou sèches en engageant une reconquête pérenne (soutien aux systèmes d'élevage et de polyculture élevage, circuits courts, démarches contractuelles, maîtrise foncière etc.) »*. Cette mesure précise également qu'il faut porter une attention particulière à la préservation des prairies sèches thermophiles.

L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la **ressource en eau** rappelle que *« La **préservation des zones humides et prairies permanentes** constitue également une priorité forte dans le maintien de la qualité de la ressource. »*

La mesure d'accompagnement n° 8-4 : Valorisation raisonnée des milieux naturels cherche à « Favoriser la valorisation raisonnée (économique et sociale) des milieux naturels (les **prairies, les milieux humides, les vergers, les linéaires de haies, zones d'expansion de crue** etc.) pour contribuer à leur préservation et leur reconquête »

Les règles n°9 : préserver les **zones humides** et n°19 : préserver les **zones d'expansion des crues** concourent à préserver les milieux aquatiques et humides.

Les **espèces pour lesquelles la région a une responsabilité particulière** sont indirectement protégées par toutes ces mesures visant à protéger et restaurer leur habitat et des continuités écologiques fonctionnelles.

Par ailleurs, l'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysage précise notamment « Préserver les espèces remarquables ».

L'objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue précise « A l'échelle régionale, le SRADDET reprend les objectifs de préservation des continuités écologiques identifiées par les trois anciens SRCE et de protection de la biodiversité remarquable et ordinaire (espèces animales et végétales). »

Contribue-t-il à accroître les mesures de protection?

Rappel des enjeux

Face aux pressions, les mesures de protection et de gestion des habitats progressent mais demeurent insuffisantes (faible proportion du territoire couverte).

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages prévoit d'« atteindre 2% du territoire en espaces protégés d'ici 2030 ».

Le SRADDET contribue-t-il à la préservation des corridors écologiques de niveau régional, international et infra-régional? à leur restauration, via notamment l'effacement des obstacles?

Rappel des enjeux

Les trames vertes et bleues du Grand Est sont insérées dans des continuités régionales, interrégionales et transfrontalières, mais l'ensemble des sous-trames est altéré et nécessite d'être restauré et protégé. Des obstacles récurrents aux continuités : une prise en compte en amont dans les aménagements à améliorer.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET reprend les trames vertes et bleues des trois anciennes régions (application d'un principe de non régression) et se dote d'un objectif dédié aux continuités : Objectif 7. Préserver et reconquérir la trame verte et bleue, soutenu par des règles et mesures d'accompagnement dédiées.

- Règle n°7 : Décliner localement la trame verte et bleue
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la trame verte et bleue

- Mesure d'accompagnement n° 8-1 : préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts
- Mesure d'accompagnement n° 8-2 : préserver la trame forestière
- Mesure d'accompagnement n° 8-3 : préserver les éléments arborés hors forêt
- Mesure d'accompagnement n° 8-4 : valorisation raisonnée des milieux naturels
- Règle n°9 : préserver les zones humides

Les objectifs et règles dédiés à l'économie de foncier naturel, agricole et forestier concourent à la préservation des continuités écologiques auxquels ces espaces participent.

Contribue-t-il à renforcer les fonctions écologiques dans les milieux agricoles, viticoles, sylvicoles et urbains?

Rappel des enjeux

Pour mémoire, les continuités reposent en partie sur la biodiversité ordinaire liée à des espaces agricoles, viticoles, forestiers ... dont les pratiques peuvent altérer leurs fonctionnalités.

Les réponses apportées par le SRADDET

Plusieurs objectifs, règles et mesures d'accompagnement visent ces milieux particuliers et peuvent contribuer, directement ou indirectement, à en préserver voire restaurer les fonctionnalités écologiques.

Objectif 8. Développer une **agriculture** durable de qualité à l'export comme en proximité : « il s'agit de faire évoluer, dans toutes les filières, les pratiques agricoles afin de les rendre plus respectueuses de l'environnement... » : Maintenir et valoriser les prairies, tripler la surface en agriculture biologique et signes de qualité d'ici 2030 (type d'agriculture plus propice au bon fonctionnement écologique)

La mesure d'accompagnement n° 8-1 : Préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts rappelle que « Les prairies sont des milieux déterminants pour les continuités écologiques liées aux espaces agricoles et ouverts » et cherche à en faciliter la perméabilité c'est-à-dire faciliter les déplacements de la faune et améliorer les habitats.

L'objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des **forêts** précise que l'exploitation de la ressource doit se faire par dans le cadre d'une gestion multifonctionnelle seule garante, notamment, de la préservation de la sous-trame des milieux forestiers et des bénéfiques écologiques afférents : « promouvoir une gestion qualitative de la forêt, compatible avec la préservation de la trame vert et bleue et des fonctionnalités de la forêt ».

La mesure d'accompagnement n° 8-2 : cherche à « Préserver les forêts et favoriser leur qualité environnementale par des pratiques sylvicoles adaptées ».

L'objectif 12. Généraliser l'**urbanisme durable** pour des territoires attractifs et résilients accompagné de la règle n°24 : développer la nature en ville et des mesures d'accompagnement n°17.3 : Privilégier un aménagement qualitatif et 18.2 : Qualifier les franges urbaines contribuent à renforcer les fonctions écologiques dans et autour des milieux urbains.

Les pressions supplémentaires induites par le changement climatique sont-elles anticipées? Comment?

Rappel des enjeux

Les changements climatiques risquent d'aggraver la situation de la biodiversité, riche mais dégradée et menacée. Par ailleurs les continuités sont essentielles pour le déplacement des espèces dans le cadre de leur adaptation au changement climatique.

Les réponses apportées par le SRADDET

Les objectifs, règles et mesures d'accompagnement contribuant à une trame verte et bleue fonctionnelle en Grand Est et au-delà (continuités inter-régionales, nationales, internationales) permettent par définition le déplacement des espèces y compris en cas de changement d'aire de répartition due aux changements climatiques.

L'objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts précise « Conjuguer atténuation et adaptation des forêts au changement climatique », « la Région et les territoires du Grand Est se fixent comme impératif l'adaptation au changement climatique des peuplements sylvicoles »

La règle n°2 : intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement préconise d'intégrer la Trame Verte et Bleue.

Va-t-il permettre le développement et le partage connaissance?

Rappel des enjeux

Pour mémoire, l'EIE a mis en avant dans les enjeux qu'il était nécessaire de compléter et partager les connaissances liées à la biodiversité pour favoriser une meilleure protection.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif transversal 29. Placer le citoyen et la connaissance au cœur du projet régional abord notamment la connaissance en termes de biodiversité « en **confortant ou mettant en place des observatoires** surbiodiversité, climat... Ces observatoires seront à la base d'un **partage de connaissances généralisé** et devront s'attacher à sensibiliser et communiquer pour différents publics

Le rapport du SRADDET comporte une carte au 1/150 000 qui présente entre autres la trame verte et bleue en région ainsi que les sites Natura 2000 et les réserves de biosphère.

Le SRADDET contribue-t-il à reconquérir et préserver la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval ?

Le SRADDET permet-il d'améliorer la qualité des ressources en eau (eaux souterraines, cours d'eau et plans d'eau)?

Rappel des enjeux

Le Grand Est est une région en tête de bassins, château d'eau pour de nombreuses autres régions et pays en aval.

- Des eaux souterraines vulnérables et dégradées, en particulier dans les 3 nappes les plus importantes pour l'alimentation en eau potable (nappe d'Alsace, nappe du grès du trias inférieur – GTI, nappe de la craie champenoise) qui alimentent la région et les territoires limitrophes, français

et étrangers : état chimique médiocre, un mauvais état qui se pérennise ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027

- La majeure partie des eaux superficielles en mauvais état mais de réels progrès : Une partie des cours d'eau en mauvais état écologique mais une situation qui s'améliore ; Des pollutions d'origine urbaine en recul, mais une stagnation des pollutions d'origine rurale, des pollutions émergentes inquiétantes ; L'objectifs de bon état souvent reporté à 2027

Les réponses apportées par le SRADDET

Pour mémoire la question de la ressource en eau, éminemment stratégique en Grand-Est, est abordée dans le SRADDET en articulation avec la thématique de la biodiversité, alors qu'il ne s'agit pas d'une thématique imposée au sens de l'article L. 4251-1 du Code général des collectivités territoriales qui définit les objectifs des SRADDET.

Un objectif lui est donc dédié : Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, qui prévoit notamment d'atteindre les objectifs d'atteinte de bon état des masses d'eau (91% des rivières et 100% des nappes en bon état) en cohérence avec les SDAGE.

- « Le Grand Est s'inscrit en cohérence avec les objectifs des SDAGE et demande donc que les territoires s'attachent à la préservation la qualité et la quantité de la ressource en eau des rivières et eaux souterraines ».
- « La préservation de la qualité de l'eau doit ainsi être une priorité pour l'ensemble des acteurs du Grand Est et notamment sur les secteurs et cours d'eau identifiés comme en mauvais état. Il convient pour cela de préserver les milieux aquatiques et réduire les pollutions d'origine domestique, industrielle et agricole en prenant en compte ces impératifs dans les choix d'aménagement et les modalités de gestion des espaces. La préservation des zones humides et prairies permanentes constitue également une priorité forte dans le maintien de la qualité de la ressource. »

L'objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité devrait permettre de diminuer une des principales sources de pollution des eaux : : Développer les filières biologiques, l'agroécologie et l'agriculture raisonnée et labellisées ;

Maintenir des élevages ...afin de conserver les prairies naturelles et les haies, sources de nombreux services (...protection des captages d'eau potable... etc.).

En particulier contribue-t-il à une production d'eau potable sans traitement complexe ?

Rappel des enjeux

La protection de la ressource en eaux souterraines doit gagner en efficacité : La protection des captages pour l'alimentation en eau potable progresse, des actions pour protéger les nappes des pollutions diffuses liées aux activités humaines, notamment agricoles, qui n'ont pas permis de rétablir une bonne qualité de l'eau, une eau distribuée de bonne qualité grâce à des traitements importants.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 10 précise « Concernant la production d'eau potable de qualité, la stratégie régionale privilégie la protection des aires d'alimentation de captage à la source plutôt que les traitements complexes. »

La règle n°10 : réduire les pollutions diffuses énonce : « Afin de préserver la qualité des eaux servant notamment à la production d'eau potable, définir localement des dispositions concourant à la réduction des pollutions diffuses et ponctuelles de l'eau – en cohérence avec les SDAGE ».

Le SRADDET permet-il d'améliorer l'équilibre quantitatif?

Rappel des enjeux

En Grand Est, les masses d'eau souterraines sont globalement en bon état quantitatif mais la situation pourrait légèrement se détériorer, les consommations pour l'alimentation en eau potable sont en baisse et fluctuantes pour l'irrigation, des conflits d'usage pourraient s'accroître dans le futur.

Dans les eaux de surface, il faut assurer l'équilibre entre les nombreux usages de l'eau et la fonctionnalité écologique : Des problèmes quantitatifs dans plusieurs cours d'eau ; La production d'énergie occasionne les plus grands prélèvements d'eaux, en surface et peut poser problème en période d'étiage ; Des prélèvements industriels importants (tant en eaux souterraines que superficielles). Les

changements climatiques pourraient engendrer une pression de plus en plus significative.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 10 prévoit d'améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau et s'engage à **réduire de 20% les prélèvements d'eau d'ici à 2030 (/2016) et optimiser son partage.**

- « Pour la gestion de la quantité de la ressource, il s'agit notamment de développer les économies d'eau, la réutilisation des eaux pluviales et eaux usées ainsi que les outils de prévision et de gestion des sécheresses. En cas de déficit récurrent de la ressource en eau, favoriser l'émergence des comités d'usagers associant les différents usagers de la ressource en eau (collectivités, industriels, agriculteurs, Commissions Locales de l'Eau, etc.) à l'échelle d'une ressource (un bassin versant, une rivière, une nappe). »

L'objecti 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité , prévoit : « Anticiper les situations de stress sur la ressource en eau en privilégiant des cultures nécessitant moins d'eau et en développant les pratiques culturales permettant de réduire les consommations d'eau ».

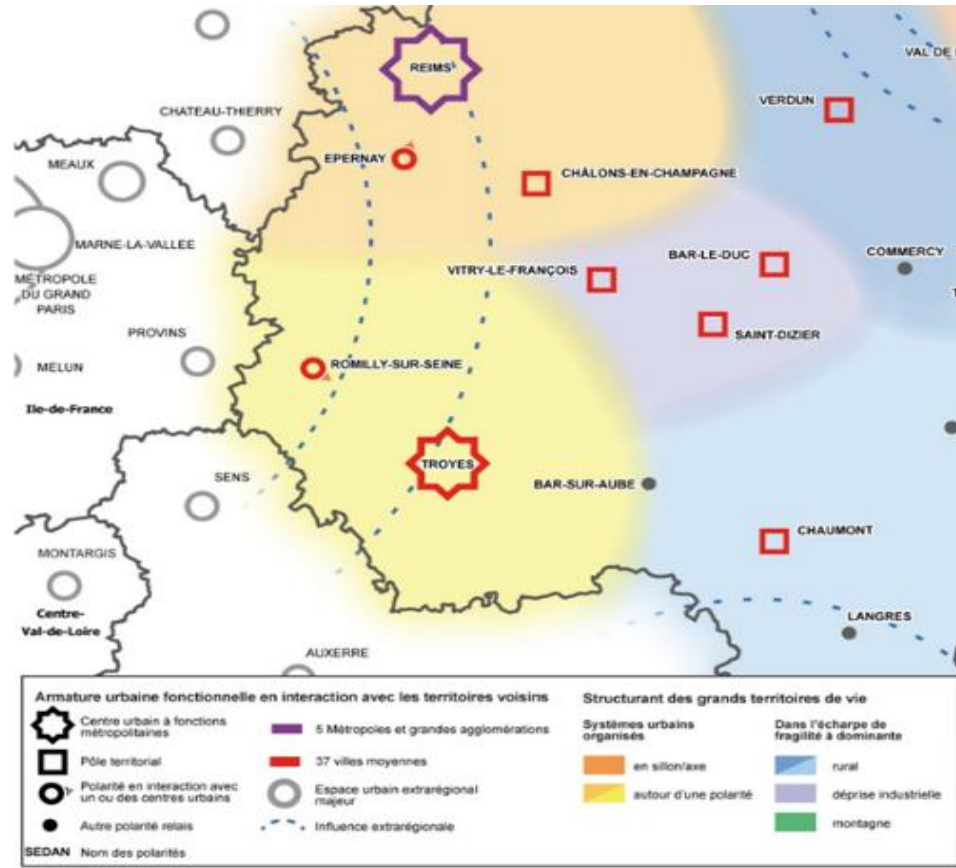
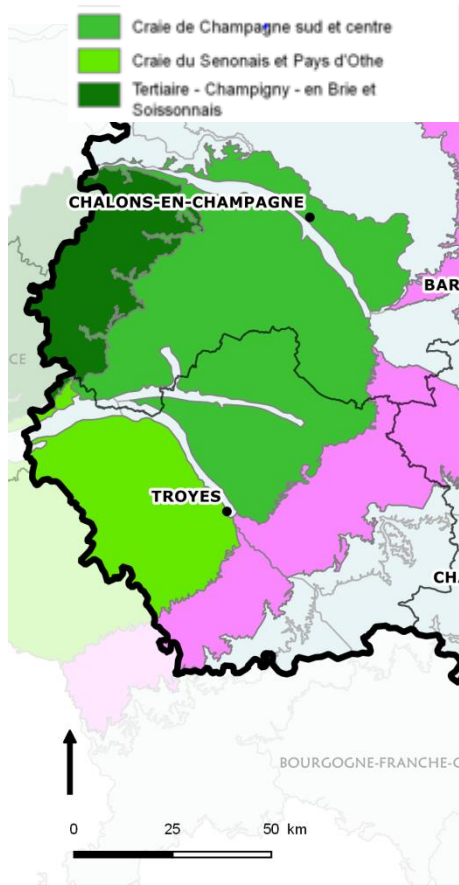
Le règle n°11 : réduire les prélèvements d'eau complète le dispositif en encourageant « les collectivités à fixer un objectif de réduction des prélèvements d'eau (réutilisation d'eaux pluviales et d'eaux usées traitées, entretien des espaces publics, équipement hydro-économiques etc.) et d'amélioration des rendements des réseaux (état des lieux, entretien, renouvellement le cas échéant etc.) ».

En particulier le SRADDET a-t-il anticipé les incidences du développement prévu sur les besoins en eau, notamment en eau potable ?

Le SRADDET s'est doté d'un objectif structurant l'armature urbaine : il s'agit donc de concentrer le développement dans ces espaces. Or certains sont concernés par des nappes d'eau en mauvais état quantitatif ou en voie de l'être (nappes du Sénonais et pays d'Othe, nappe de la craie champenoise – cf. cartes).

Mais le SRADDET, comme évoqué, s'est doté d'un objectif global de réduction des consommations d'eau.

Et la règle transversale n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique propose des dispositions au sein des plans et programmes pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, qui concernent notamment l'eau, précise : « Intégrer dans les politiques d'urbanisme et les documents cadres ou contractuels (PLU, PLUi, SCoT, PLH, PDU, PADD, DOO) le **principe de cohérence entre densité de population et/ou d'activités et ressource en eau**. Il s'agit de concevoir l'évolution des zones urbaines et péri-urbaines en respectant au mieux l'équilibre entre besoins et ressources, actuels comme futurs dans une perspective de prise en compte du changement climatique, en termes de prélèvement et en termes de rejets afin d'éviter des crises liées au manque d'eau ou à une capacité de dilution de la rivière insuffisante ».



Le développement prévu par le SRADET contribue-t-il à préserver (voire restaurer) des espaces de mobilité des cours d'eau et des zones humides ? des prairies ?

Rappel des enjeux

Plus de la moitié des cours d'eau présentent des pressions hydromorphologiques fortes : modifiant le fonctionnement naturel des cours d'eau elles sont liées aux pressions anthropiques telles que les obstacles à l'écoulement, le recalibrage, la rectification du tracé, etc. Au regard de ces altérations morphologiques, la protection des espaces de mobilité résiduels des cours d'eau est devenue un enjeu majeur pour la région.

Les réponses apportées par le SRADET

Les objectifs dédiés à la préservation des espaces naturels, notamment aquatiques et humides concourent à la protection des espaces de mobilité résiduels des cours d'eau : objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages et 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue

De la même façon tout ce qui concoure à la préservation zones d'expansion y contribue également : règle n°19 : préserver les zones d'expansion des crues.

Les pressions supplémentaires induites par le changement climatique sont-elles anticipées ? Comment ?

Rappel des enjeux

Le changement climatique pourrait engendrer un abaissement des nappes souterraines et une détérioration de la qualité de l'eau. Il pourrait engendrer des pressions de plus en plus significatives sur les eaux de surface (accroissement des conflits d'usage).

Les réponses apportées par le SRADET

La règle transversale n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique demande aux acteurs régionaux visés par le SRADET de « Définir et mettre en œuvre des stratégies d'atténuation et de l'adaptation au changement climatique », en développant une approche transversale des politiques publiques pour intégrer ces deux enjeux de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique de manière croisée et complémentaire. Pour cela, le SRADET demande aux plans et

programmes de définir des orientations, mesures et/ou actions en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat, de mobilités et de développement économique visant notamment à la gestion de la ressource en eau. La règle propose par exemple de s'intéresser à la ressource en eau et d'anticiper l'évolution des besoins en eau dans la perspective du changement climatique, ou de développer des scénarios prospectifs d'évolution des territoires en termes d'aménagement et de développement économique intégrant les effets du changement climatique sur l'offre et la demande en eau.

En quoi SRADET contribue-t-il à une gestion plus globale des ressources en eau ?

Rappel des enjeux

Une gouvernance de l'eau inégalement organisée sur le territoire, et en profonde mutation. Les compétences eau potable et assainissement (le petit cycle de l'eau) sont très fragmentées, et leur organisation va être modifiée en profondeur (par changement législatif).

Pour le grand cycle de l'eau, des enjeux d'amélioration de la gouvernance à différentes échelles : Une coordination par EBTP à l'échelle des grands bassins versants régionaux qui couvre le territoire sauf la Moselle, Une gestion par sous-bassin renforcée par l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI, des SAGE dont la portée et l'animation sont assez inégales.

Les réponses apportées par le SRADET

L'objectif 10 rappelle que « Les territoires doivent s'organiser collectivement pour optimiser la **gestion de la qualité et de la quantité d'eau afin qu'elle puisse continuer à être disponible pour ses différents usages** » et prévoit explicitement pour cela de **couvrir 100% des bassins hydrographiques en structure de gestion des rivières et des nappes à horizon 2030.**

Le SRADDET contribue-t-il à réduire, réutiliser, recycler les déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire ?

Le SRADDET risque-t-il d'accroître ou de diminuer la production de déchets ? Comment contribue-t-il au développement d'une économie circulaire ?

Rappel des enjeux

En Grand Est la production de déchets est importante, mais globalement en baisse : 2/3 des déchets proviennent du BTP et leur production est à la baisse ; Un gisement de déchets des activités économiques encore mal cerné ; Une production de DMA en baisse mais un objectif réglementaire de réduction difficile à atteindre ; Des déchets des collectivités et des déchets dangereux difficiles à estimer.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET, schéma régional de développement du Grand Est, peut engendrer une production accrue de déchets par augmentation de la population et des activités économiques, également par la construction de bâtiments et équipements et le développement d'infrastructures.

Mais le **SRADDET** intègre le PRPGD – programme régionale de prévention et de gestion des déchets – qui **fixe des objectifs et des moyens de réduction des déchets** à 6 et 12 ans **pour l'ensemble des déchets** inertes, non dangereux et dangereux qu'ils soient d'origine ménagère ou professionnelle (déchets d'activités économiques y compris du BTP).

L'objectif 17 du SRADDET - Réduire, valoriser et traiter nos déchets – reprend l'objectif global du PRPGD. La Région et les territoires du Grand Est souhaitent poursuivre leurs efforts dans le domaine de la réduction des déchets et dans l'appréhension des déchets en tant que ressource, enjeu majeur d'avenir. C'est pourquoi la Région a décidé que l'ensemble des objectifs nationaux, très ambitieux, sera transposé à l'échelle régionale. Elle pose en **premier principe la réduction des déchets, notamment par la prévention.**

En particulier les objectifs 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti et 25. Adapter l'habitat aux nouveaux modes de vie pourraient engendrer un surplus de déchets du BTP. L'objectif 2 mentionne que « *les déchets engendrés par ces rénovations devront être traités dans l'esprit de la stratégie de gestion, traitement et valorisation des déchets des objectifs 16 et 17* ». Par ailleurs le SRADDET cherche globalement à réduire les impacts des déchets du BTP.

- La règle 13 rappelle pour les déchets du BTP l'objectif de **réduction de 15 % de la production de déchets inertes issus de chantiers en 2031** par rapport à 2016. Pour y parvenir, le taux de réemploi des matériaux et déchets inertes sur les chantiers doit être de plus de 16 % en 2031
- L'objectif 17 prévoit de **valoriser 70% des déchets du BTP en 2020**

Par ailleurs l'objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement poursuit un objectif d'économies des ressources disponibles, tout en encourageant la réduction de la production de déchets.

Comment contribue-t-il à prévenir la production, à réutiliser et recycler les déchets ? Comment contribue-t-il au développement d'une économie circulaire ?

Rappel des enjeux

Des politiques de prévention et de réduction qui progressent : Des plans de prévention des déchets ménagers et assimilés qui ne couvrent pas encore 100% de la population comme la réglementation l'exige ; Une tarification incitative qui progresse et devrait permettre d'atteindre les objectifs réglementaires ; Peu d'actions de prévention des déchets du BTP.

Une gestion et valorisation des déchets (recyclage, valorisation, CET...) qui progresse, des objectifs nationaux de baisse très ambitieux :

- Des déchets du BTP largement valorisés et des objectifs réglementaires a priori atteignables ;
- Des déchets des activités économiques majoritairement valorisés, des objectifs réglementaires qui devraient être atteints ;
- Un objectif de valorisation matière ou organique des DMA très ambitieux ;
- Des installations et ouvrages de tri et valorisation suffisants ;

- Vers une réduction des capacités d'élimination par stockage et par incinération sans valorisation énergétique des déchets non dangereux non inertes cohérente avec les objectifs réglementaires ;
- Des déchets dangereux majoritairement valorisés ;

Les réponses apportées par le SRADDET

Comme évoqué le SRADDET intègre le PRPGD et ses objectifs hiérarchisés, d'abord de prévention, puis de préparation en vue de la réutilisation, ensuite le recyclage, puis les autres valorisations, notamment la valorisation énergétique et en dernier lieu l'élimination (cf. objectif 17 du SRADDET).

Il pose des objectifs chiffrés en la matière :

- **Réduire de 10% les Déchets ménagers et assimilés (DMA) en 2020 par rapport à 2010 (généraliser la collecte sélective des biodéchets d'ici 2024, extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques d'ici 2022, développer la tarification incitative pour atteindre une couverture de 37% du Grand Est en 2025) ;**
- **Valoriser 55 % des déchets non dangereux non inertes en 2020 et 65 % en 2025 ;**
- **Valoriser 70% des déchets du BTP en 2020 ;**

La règle n°13 : réduire la production de déchets cherche à « *Mettre en œuvre les projets permettant la **prévention de la production de l'ensemble des déchets** et notamment ceux visant la réduction de 10% des DMA en 2020 par rapport à 2010, par le développement d'une tarification incitative* ».

La règle n°14 : agir en faveur de la **valorisation matière et organique** des déchets détaille les moyens pour y parvenir parmi lesquels : la généralisation du tri à la source des biodéchets, l'amélioration de la collecte de l'amiante et la généralisation de l'extension des consignes de tri à tous les emballages plastiques...

Le PRPGD oriente les politiques publiques de gestion des déchets et d'économie circulaire, en intégrant un **Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie**

Circulaire, détaillé dans l'objectif 16. Déployer l'économie circulaire et responsable dans notre développement. Il poursuit un objectif **d'économies des ressources** disponibles, tout en encourageant la **réduction de la production de déchets**. Cet objectif se décline via plusieurs leviers :

- L'intégration des enjeux et pratiques de l'économie circulaire **dans le développement économique et les démarches filières**.
- Les actions en faveur des **changements de comportements** en faveur de l'économie circulaire (consommation responsable, allongement de la durée d'usage...).
- La promotion de démarches **d'écologie industrielle** territoriale.
- La réduction, la valorisation et le traitement des déchets (cf. objectif 17)

Il est conforté par la règle n°12 : favoriser l'économie circulaire

En termes d'adéquation entre flux de déchets et capacité des équipements (transfert, tri, valorisation, élimination), c'est l'un des objets du PRPGD que d'anticiper les besoins pour planifier l'éventuelle construction, prolongation ou fermeture d'équipement, mais toujours dans un objectif global d'abord de réduction, réutilisation puis recyclage et en fine évaluation. Ces projets pourront avoir localement des impacts (construction, extension ou déconstruction de bâtiment avec possibles impacts sur la biodiversité, les paysages, la qualité de l'air, les nuisances générées par le trafic de camion...), mais n'étant pas cartographiés précisément dans le SRADDET, il reviendra aux études d'impacts locales d'éviter, réduire voire compenser ces impacts.

Comment contribue-t-il à diminuer le stockage et l'incinération sans valorisation énergétique?

Les réponses apportées par le SRADDET

La règle n°15 du SRADDET - limiter les capacités d'incinération sans valorisation énergétique et de stockage – réaffirme « *Les actions en faveur de l'économie circulaire, relatives à la gestion des déchets, ont pour but d'atteindre les objectifs réglementaires en matière de réduction du traitement des déchets par incinération sans valorisation énergétique suffisante et par stockage en installations de*

stockage de déchets non dangereux, dangereux et inertes. Cela se fait dans le respect de la **hiérarchie des modes de traitement** ».

La règle énonce :

- Traiter les déchets résiduels en respectant la hiérarchie des modes de traitement, selon le principe de proximité, dans les installations disponibles les plus proches de leur lieu de production des déchets avec un rayon maximal pouvant s'étendre jusqu'aux frontières de la région Grand Est, voire aux régions limitrophes ou frontalières sous réserve d'échanges équilibrés et de la compatibilité avec les plans des régions limitrophes, et prévoir les besoins de capacités en cas de situations exceptionnelles.
- Mettre en place des actions permettant de limiter les capacités à l'échelle régionale :
 - d'une part d'incinération sans valorisation énergétique par rapport aux quantités effectivement incinérées en 2010, de 75% en 2020 et 50% en 2025 ;
 - et d'autre part de stockage par rapport aux quantités effectivement enfouies en 2010, de 70% en 2020 et 50% en 2025

Le développement prévu par le SRADDET peut-il engendrer des besoins exacerbés en matériaux ? Avec quels impacts sur les ressources et l'environnement ? contribue-t-il à utiliser des matériaux alternatifs aux ressources non renouvelables ?

Rappel des enjeux

Au-delà du développement propre porté par les objectifs du SRADDET, des projets d'aménagement de grande ampleur vont accroître la demande ou au contraire exporter beaucoup de « matériaux » et requièrent une vision régionale : Grand Paris, décaissement du Rhin, canal de Bray sur Seine, Cigéo...

L'exploitation des ressources minérales et minières impacte l'environnement. Mais elle est toujours plus encadrée notamment par le nouveau schéma régional des carrières qui encouragera notamment un volet pour la substitution des matières premières par des matériaux de réutilisation & recyclage.

Les réponses apportées par le SRADDET

Bien que tout développement puisse occasionner un besoin supplémentaire en matériaux, le PRPGD et son volet économie circulaire d'une part, et le schéma régional des carrières d'autre part (en cours d'élaboration) qui vise également l'intégration des enjeux relatifs à l'économie circulaire, visent une gestion plus rationnelle et économe des matériaux.

La règle 12 du SRADDET : Favoriser l'économie circulaire reprend cette volonté.

Le SRADDET contribue-t-il à enrayer l'artificialisation des sols ?

En quoi le SRADDET va-t-il induire une consommation ou une économie de foncier ?

Rappel des enjeux

Une artificialisation relativement élevée dans le Grand Est étant donné le contexte démographique atone, qui se poursuit, toutefois à un rythme moins soutenu que par le passé.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'ambition démographique portée par le SRADDET s'appuie sur les projections de l'INSEE à 2050 conduisant à une augmentation de population de 2,6%, pouvant engendrer une consommation de foncier par développement de l'urbanisation (habitats, équipements, zones d'activités...), des infrastructures... Le choix du type de développement et de sa densité influencera le niveau de consommation.

Toutefois, le SRADDET vise à optimiser le potentiel foncier mobilisable en priorité :

- Règle 17. optimiser le potentiel foncier mobilisable () et demande donc de « Définir les conditions permettant d'évaluer le potentiel foncier dans les espaces urbanisés (friches, dents creuses, immobilier d'entreprise vacant, logements vacants...). Dans une logique de préservation ou de valorisation de ces espaces qui peuvent avoir une vocation économique, écologique, sociale ou patrimoniale, démontrer la mobilisation prioritaire de ce potentiel foncier* avant toute extension urbaine ».
- Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation

L'objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients énonce que « *Les opérations de **renouvellement urbain** sont à poursuivre et à généraliser* » et « *Les nouveaux aménagements doivent également répondre aux exigences de **l'urbanisme durable et qualitatif*** ». Il s'agit notamment de « *Développer de nouvelles formes urbaines et intensifier, ... tout en respectant les exigences patrimoniales et architecturales, afin de diminuer la consommation foncière dans d'autres espaces* ».

Il se dote par ailleurs de nombreuses mesures pour encadrer la consommation foncière (cf. ci-après).

Le SRADDET intègre-t-il la nécessaire maîtrise de la consommation de terres agricoles et naturelles ?

Rappel des enjeux

L'artificialisation des sols se fait principalement au détriment des terres agricoles et peut aller jusqu'à l'imperméabilisation des sols.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET en fait une mesure phare au sein de l'objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier en se dotant d'un objectif chiffré : **Réduire la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières de 50% d'ici 2030 et tendre vers 75% d'ici 2050**

Des règles et mesures d'accompagnement complètent cet objectif :

- Règle n°16 : sobriété foncière : « *Définir à l'échelle du SCoT - à défaut de SCoT, à l'échelle du PLU(i) - les conditions permettant de réduire la consommation foncière d'au moins 50% à horizon 2030 et tendre vers 75% en 2050. Cette trajectoire, propre à chaque territoire, s'appuiera sur une période de référence de 10 ans à préciser et justifier par le document de planification et sur une analyse de la consommation réelle du foncier* »
- Mesure d'accompagnement n°16.1 : développer une plateforme régionale du foncier, pour accompagner les territoires dans l'identification de méthodes, d'outils d'analyse des dynamiques foncières et pour harmoniser les méthodes de calcul de la consommation foncière.

- Mesure d'accompagnement n°16.2 qui consiste à encourager les territoires à se doter d'une vision prospective et transversale en matière de gestion du foncier, permettant d'identifier les espaces de densification, de préserver et reconquérir des espaces à enjeux. Encourager l'utilisation d'outils de gestion du foncier et s'appuyer sur les stratégies de gestionnaires d'espaces naturels (Conservatoires d'espaces naturels, parcs etc.) ou sur tous travaux contribuant à faciliter la maîtrise du foncier porté par des acteurs comme les EPF, les PNR etc.

Le SRADDET contribue-t-il à réduire les aléas et l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques, y compris miniers ?

Le SRADDET risque-t-il d'aggraver ou d'améliorer l'exposition des populations aux risques ?

Rappel des enjeux

Des risques naturels importants (inondations, mouvements de terrain...), des communes de plus en plus vulnérables aux inondations, des plans de prévention qui progressent, des changements climatiques qui risquent d'aggraver la situation, des risques technologiques omniprésents encadrés par des outils réglementaires, une culture du risque en progrès.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET vise un développement de la région qui peut se traduire par la construction d'habitats, bâtiments tertiaires, équipements, infrastructures, etc. qui peuvent accentuer les risques :

- Un aléa inondation renforcé via une artificialisation accrue
- des implantations qui peuvent exposer les populations à des risques

Comment le SRADDET cherche-t-il à réduire la vulnérabilité et accroître la résilience face aux risques?

Rappel des enjeux

Le risque inondation, enjeu majeur pour une large partie du territoire : la vulnérabilité des communes s'accroît mais les plans de prévention et de gestion des risques aussi

Un risque mouvement de terrain fréquent d'origines diverses : des mouvements de terrains liés au retrait-gonflement d'argile, un risque coulées boueuses essentiellement en Alsace et dans la montagne de Reims, un risque d'effondrement de cavités souterraines.

Des risques technologiques omniprésents liés au caractère industriel de la région : de nombreuses ICPE notamment des sites Seveso, un important parc nucléaire et autres installations nucléaires, d'importants flux de matières dangereuses ; La rupture de digues et barrages, une probabilité faible mais de lourdes conséquences potentielles ; Un risque « engins de guerre » particulier à la région.

Des plans de prévention des risques technologiques – PPRT - pour organiser la cohabitation de sites industriels à risques et des zones riveraines

Les réponses apportées par le SRADDET

Si aucun objectif du SRADDET n'est dédié à la prévention et gestion des risques, plusieurs concourent néanmoins à réduire la vulnérabilité et accroître la résilience face aux risques. Par ailleurs des règles et mesures d'accompagnement visent directement cet enjeu.

L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau énonce « ... dans les zones de risque **inondation**, les territoires du Grand Est doivent poursuivre leurs actions en faveur de la **sensibilisation des acteurs et de la population** à ces risques et d'un **aménagement permettant l'atténuation de leurs effets** (préservation des zones d'expansion des crues, diminution de l'artificialisation des sols, constructions résilientes au retrait-gonflement des sols argileux...) ».

L'objectif 12. Généraliser l'**urbanisme durable** pour des territoires attractifs et résilients vise un urbanisme qualitatif et **résilient** au travers notamment

- « *Adaptation au changement climatique et aux risques qu'il peut provoquer : limitation de l'imperméabilisation du sol, lutte contre les îlots de chaleur et la consommation d'espaces agricoles et naturels.*
- *Risques naturels et technologiques à intégrer dans les modes d'urbanisation qui eux-mêmes ne devront pas concourir à l'aggravation des risques qu'ils soient locaux ou plus lointain y compris quand ceux-ci concernent des territoires extrarégionaux »*

Le SRADDET prévoit de compenser 150% des nouvelles surfaces imperméabilisées en milieu urbain et 100% en milieu rural, ce qui peut contribuer à lutter contre les inondations (écrêtage des pluies).

La mesure d'accompagnement n°19.1 : Intégrer la connaissance du risque inondation vise un **aménagement durable des territoires** (réduire leur vulnérabilité) via notamment la **préservation des zones d'expansion des crues et la limitation de la concentration des enjeux en zone inondable**, via les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement. Elle précise « *Ne pas augmenter la vulnérabilité des zones urbanisées ou à urbaniser en zone inondable : Les documents d'urbanisme sont invités à déterminer les conditions d'un mode d'urbanisation adapté au risque d'inondation. Ils doivent prendre en compte la connaissance du risque et être en cohérence avec le PPR du territoire s'il existe. Cela suppose que les SCOT, et en l'absence de SCOT les PLUI ou PLU, qui prévoient de développer l'urbanisation de secteurs situés en zone inondable ou qui en organisent la densification justifient au regard de la vulnérabilité au risque d'inondation* ».

« *l'adaptation au risque des nouveaux aménagements est à prévoir aux différentes échelles (bâtiment, quartier, ensemble de quartiers, ville, conurbation). Il est recommandé que les porteurs de projets privilégient des projets d'aménagement qui présentent une très faible vulnérabilité aux inondations* ».

La mesure d'accompagnement n°19.2 : Identifier et qualifier la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques cherche in fine à définir des stratégies de

gestion des risques. Pour cela, les plans et programmes cibles pourront, selon leurs domaines de compétences, prévoir des dispositions permettant de :

- favoriser l'intégration des risques naturels et technologiques dans les stratégies de planification et d'aménagement avec un travail à des échelles territoriales larges, invitant à des coopérations.
- Inondations : Intégrer les SLGRI, PAPI, PSR¹⁴⁶ ; mettre en place une stratégie globale de gestion des eaux pluviales
- Autres risques naturels : Intégrer l'analyse des vulnérabilités aux risques dans les stratégies de planification et d'aménagement et prendre en compte ces risques dans tout projet, déployer des outils de gestion de ces risques à travers les plans de prévention multirisques, plans de prévention et stratégies locales de gestion des risques naturels, programmes d'actions ou études de danger.
- En termes de gestion des risques technologiques : en l'absence de PPRT, prendre en compte la vulnérabilité de certaines zones dans leur développement et aménagement afin de protéger les populations.

Plusieurs mesures visent à **limiter l'artificialisation des sols naturels et agricoles** qui concoure à limiter le phénomène d'inondation (pour plus de détail cf. réponse à la question évaluative précédente « Le SRADDET contribue-t-il à enrayer l'artificialisation des sols ? »).

- Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier
- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation et règle
- Règle n°16 : Sobriété foncière
- Mesure d'accompagnement n°16.1 : développer une plateforme régionale du foncier,

¹⁴⁶ stratégies locales de gestion du risque inondation (SLGRI), plans d'actions pour la prévention des inondations (PAPI), Plan de submersion rapide (PSR).

- Mesure d'accompagnement n°16.2 : encourager les stratégies et outils de maîtrise du foncier
- Règle 17. optimiser le potentiel foncier mobilisable

Les mesures qui visent directement le **maintien des espaces naturels et de leurs services écosystémiques contribuent en particulier à la lutte contre les inondations** : ces espaces offrent des capacités d'absorption des eaux (« éponges ») qui permettent d'écarter les ruissellements et débordements liés aux fortes pluies, en particulier les zones humides, les prairies naturelles, les forêts.

- L'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysage marque **une priorité pour « la préservation des zones humides, prairies permanentes et milieux aquatiques »**. Il prévoit explicitement « **zéro perte nette de surfaces en zones humides et en haies** ».
- L'objectif 7. Préserver et reconquérir la **Trame verte et bleue** cherche à préserver en particulier des sous-trames **boisées, de milieux ouverts** (pelouse, prairies, milieux cultivés, zones rocheuses, etc.), **milieux aquatiques et humides**.
- L'objectif 8. Développer une **agriculture durable** et la mesure d'accompagnement n° 8-1 : Préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts cherchent à conserver les **prairies naturelles et les haies** ».
- L'objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la **ressource en eau** rappelle que « **La préservation des zones humides et prairies permanentes constitue également une priorité forte dans le maintien de la qualité de la ressource.** »
- La mesure d'accompagnement n° 8-4 : Valorisation raisonnée des milieux naturels cherche à « Favoriser la valorisation raisonnée (économique et sociale) des milieux naturels (les **prairies, les milieux humides**, les vergers, les linéaires de haies, **zones d'expansion de crue** etc.) pour contribuer à leur préservation et leur reconquête »

- Les règles n°9 : préserver les **zones humides** et n°19 : préserver les **zones d'expansion des crues** concourent à préserver les milieux aquatiques et humides.

En particulier les pressions supplémentaires induites par le changement climatique sont-elles anticipées?

Rappel des enjeux

Le changement climatique devrait entraîner en Grand Est une hausse générale de la température moyenne et impacter les précipitations, entraînant une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes. Inondations plus intenses ; à l'inverse augmentation de l'occurrence et de la durée des sécheresses dans les zones déjà impactées par ce risque. Les sécheresses pourraient accentuer le phénomène de retrait-gonflement d'argile. Les feux de forêts, qui épargnent globalement la région aujourd'hui pourraient apparaître, de façon sporadique. Les épisodes de canicule pourraient augmenter de même que les épisodes de froid extrême. L'adaptation au changement climatique à anticiper.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET s'est doté d'une règle transversale n°1 : Atténuer et s'adapter au changement climatique qui traite à la fois de l'atténuation et de l'adaptation. Sur ce dernier l'objectif est d'agir sur les conséquences: analyse des impacts prévisibles (exposition, sensibilité, vulnérabilités, opportunités...), définition d'une stratégie et des leviers d'actions pour renforcer la résilience sociale et écologique du territoire, engagement dans une démarche continue d'évaluation et d'ajustement aux impacts (gestion adaptative).

La règle suggère en particulier « *Intégrer dans l'aménagement et les formes urbaines, en sus de la prise en compte des risques naturels actuels, leurs évolutions résultant des changements climatiques (inondation, glissement de terrain, retrait gonflement des argiles, incendies, tempêtes...) et identifier les infrastructures, équipements, zones à enjeux les plus soumis aux risques liés au changement climatique ;* »

Par ailleurs l'objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients aborde le sujet : « *Adaptation au changement climatique et aux risques qu'il peut provoquer : limitation de l'imperméabilisation du sol, lutte contre les îlots de chaleur et la consommation d'espaces agricoles et naturels.* »

Le développement prévu par le SRADDET contribue-t-il à la préservation (voire la restauration) des zones d'expansion des crues ?

Rappel des enjeux

Au cours des dernières décennies, la vulnérabilité des communes s'est accrue : les inondations sont en effet favorisées par l'artificialisation des sols, l'évolution des pratiques culturales et viticoles qui accentuent le ruissellement aux dépens de l'infiltration, par des aménagements réalisés sur les cours d'eau (canalisation, busage, aménagement des berges...), l'implantation d'activités humaines dans les zones d'expansion des crues. La préservation de ces dernières est un enjeu important.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le SRADDET est doté d'une règle dédiée : n°19 : préserver les zones d'expansion des crues qui énonce « *Les SCOT et PLU(i) identifient ces zones d'expansion de crue et intègrent des dispositions permettant une utilisation raisonnée et adaptée à leur destination* ».

Plusieurs mesures du SRADDET rappellent explicitement la nécessité de préserver ces zones :

- Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau
- Objectif 8. Développer une agriculture durable
- Mesure d'accompagnement n° 8-4 : Valorisation raisonnée des milieux naturels
- Mesure d'accompagnement n° 8-4 : valorisation raisonnée des milieux naturels

Va-t-il permettre le développement et le partage de la connaissance autour des risques ?

Rappel des enjeux

Une culture du risque en progrès : Une appropriation sociétale des risques à renforcer, la mise en place d'une information préventive et d'une concertation progresse.

La gestion du risque inondation en particulier fait l'objet d'un cadre législatif étoffé (PGRI, Plan de gestion des risques inondation à l'échelle des bassins hydrographiques - PGRI, stratégies locales de gestion du risque inondation - SLGRI, plan de prévention du risque inondation - PPRI...), néanmoins, elle pâtit encore d'un manque d'appropriation sociétale.

Les réponses apportées par le SRADDET

Deux mesures d'accompagnement y concourent :

La mesure d'accompagnement n°19.1 : intégrer la connaissance du risque inondation cherche à « *intégrer la connaissance du risque inondation dans les projets d'aménagement et d'infrastructure, en assurant la réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes, hors PPRI approuvé. Pour cela, il s'agit de s'appuyer sur les documents existants : communes CatNat, PGRI, atlas, plan de prévention... et de rechercher les solidarités amont-aval.* »

La mesure d'accompagnement n°19.2 : identifier et qualifier la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques (y compris miniers) cherche à favoriser l'intégration des risques naturels et technologiques dans les stratégies de planification et d'aménagement avec un travail à des échelles territoriales larges, invitant à des coopérations.

Le SRADDET contribue-t-il à restaurer les sols pollués et les friches en particulier industrielles et minières ?

Le SRADDET contribue-t-il à résorber les friches ?

Rappel des enjeux

Des friches - industrielles, militaires...- dont le « recyclage » peut concourir à lutter contre l'artificialisation des sols et restaurer des paysages urbains :

- La région hérite, suite au déclin de nombre de ses industries lourdes de friches au cœur des agglomérations et dans le réseau de villes et de villages qui s'est constitué autour d'elles. Ces vestiges industriels impactent l'ensemble des territoires de la région Grand Est : ils peuvent avoir un impact très localisé ou concerner des territoires plus vastes. En outre ils sont parfois concentrés créant ainsi des bassins entiers à reconverter.
- Plus récemment, des friches militaires issues de plans successifs de restructuration de l'Armée sont apparues, dans les principales agglomérations et des centres bourgs structurants des territoires plus ruraux.
- La crise économique a accentué des phénomènes de dévitalisation.
- Plus localisées, des friches administratives, notamment hospitalières, scolaires, etc. apparaissent progressivement.
- De nouvelles friches commerciales pourraient voir le jour

Les réponses apportées par le SRADDET

La réhabilitation des friches est un axe majeur du SRADDET, en lien avec la lutte contre l'artificialisation des sols, déjà évoquée.

- Objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation
- Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier : « *L'objectif de densification doit se faire au sein des enveloppes urbaines existantes définies par les SCoT. Il concerne tout particulièrement les friches urbaines...*, »
- Règle n°16 : Sobriété foncière qui encourage l'identification du potentiel de renouvellement urbain, notamment les friches, et leur mobilisation

- Mesure d'accompagnement n°16.1 : développer une plateforme régionale du foncier.
- Mesure d'accompagnement n°16.2 : encourager les stratégies et outils de maîtrise du foncier
- Règle 17. optimiser le potentiel foncier mobilisable qui énonce : « *Définir les conditions permettant d'évaluer le potentiel foncier (friches...) dans les espaces urbanisés . Dans une logique de préservation ou de valorisation de ces espaces qui peuvent avoir une vocation économique, écologique, sociale ou patrimoniale, démontrer la mobilisation prioritaire de ce potentiel foncier* avant toute extension urbaine* »
- Règle n°22 : Optimiser la production de logements : « *développer l'offre dans une logique de renouvellement urbain ... en mobilisant prioritairement des espaces déjà urbanisés (... reconquête de friches...)* ».

Le SRADDET contribue-t-il à résorber les sols pollués?

Rappel des enjeux

De nombreux sites pollués, hérités du passé, inégalement répartis sur le territoire, dont la connaissance est encore incomplète : les problèmes engendrés par ces sites sont loin d'être entièrement résolus.

Les réponses apportées par le SRADDET

La résorption des friches est l'occasion d'adresser les problèmes des sols pollués qui y sont présents, comme évoqué dans l'objectif 14. Reconquérir les friches et accompagner les territoires en mutation : « *Le traitement des friches ...permette la réintégration des friches dans le tissu urbain voire pour certaines...une dépollution* ».

Le SRADDET contribue-t-il à prévenir et réduire l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et à réduire les inégalités d'exposition ?

L'aménagement et le développement prévus par le SRADDET permettent-ils de réduire l'exposition des populations aux pollutions de l'air ?

Rappel des enjeux

Une qualité de l'air régulièrement dégradée localement, des émissions en baisse

La qualité de l'air est dégradée un quart de l'année. Des émissions sont supérieures aux moyennes nationales, mais en baisse, des concentrations qui peuvent néanmoins encore dépasser les seuils réglementaires (ozone, NOx, particules fines) : Des oxydes d'azote (NOx) essentiellement d'origine routière, en baisse, mais des pollutions de fond subsistent dans des agglomérations ; Une pollution à l'ozone omniprésente mais plus forte en Alsace, avec des dépassements de valeurs cibles et des pics de pollution ; Des particules fines essentiellement d'origine agricole en baisse, mais de nombreux pics de pollution.

Des risques sanitaires dans les bâtiments et logements liés à la qualité de l'air intérieur

De nombreuses démarches en cours (SRCAE, PCET, PPA, TEPCV...).

Les objectifs de développement du SRADDET (+2,6% de population d'ici 2050) pourraient engendrer en particulier plus de déplacements et une pollution de l'air accrue associée.

Les réponses apportées par le SRADDET

L'objectif 15. **Améliorer la qualité de l'air**, enjeu de santé publique adresse directement cet enjeu (ainsi que la règle n°6 Améliorer la qualité de l'air). La Région y affirme qu'il est nécessaire que les territoires et les acteurs du monde économique s'engagent dans des actions visant à améliorer la qualité de l'air, **en abordant la question par une approche intégrée urbanisme-transport-énergie-**

développement économique. Plusieurs axes du SRADDET y concourent effectivement dans une approche globale :

- Recherche d'une transition énergétique **abandonnant les énergies fossiles** carbonées en faveur de **sources d'énergies renouvelables moins émettrices** ;
- Engagement des territoires dans une transformation importante des **habitudes de déplacements**, encouragement des **modes de transports non-polluants** ;
- **Rénovation thermique de l'habitat** pour réduire sa consommation d'énergie et remplacement des **systèmes de chauffage** anciens par des équipements **moins polluants** ;
- **Réduction des émissions d'origine industrielle** notamment au travers de démarches globales de type écologie industrielle ;
- **Réduction de l'incinération des déchets**
- Traduction dans les documents de planification des mesures de **Plans de Protection de l'Atmosphère**.

La Région s'engage à ce sujet sur des objectifs chiffrés :

- Respecter les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé d'ici 2030 sur la concentration en particules fines et ultrafines (seuils plus sévères que la réglementation française) ;
- Réduire à la source les émissions de polluant en lien avec les objectifs nationaux du Plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) : Réduction de 84% des SO₂, de 72% des Nox, de 14% des NH₃, de 56% des PM_{2,5} et de 56% des COVNM.

Une règle 6 : Améliorer la qualité de l'air et une mesure d'accompagnement 6.1 Prendre en compte la qualité de l'air dans la localisation des équipements sont dédiées.

L'objectif évoque également la **qualité de l'air intérieur** qui « concerne l'ensemble du territoire et impose une réflexion sur les matériaux et la conception des bâtiments mais aussi des actions de sensibilisation de leurs usagers (produits d'entretiens, aérations, etc.) ».

Une mesure d'accompagnement y est dédiée : n°6.2 : Plan d'action qualité de l'air intérieur.

Certains objectifs peuvent avoir des impacts globalement positifs (échelle Grand Est) mais localement des impacts potentiellement négatifs :

- L'objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale, s'il peut contribuer globalement à diminuer les impacts du fret sur les problématiques climat-air-énergie (mois de fret routier) peut localement être une source de nuisance (sonore et qualité de l'air). Aussi il est précisé « *Le renforcement des plateformes logistiques existantes devra se faire en tenant compte des nuisances générées, notamment sonores, en cherchant à les réduire et limiter leur impact sur l'environnement.* »
- L'objectif 28. Améliorer l'offre touristique, peut là où l'on souhaite concentrer l'offre, accroître les déplacements automobiles et les nuisances & pollutions associées. L'objectif précise toutefois pour éviter et réduire cet impact « *dans une logique de connexion intermodale des sites en favorisant les dessertes en transports en commun, les mobilités alternatives et mode doux* ». De plus, le Schéma régional des véloroutes et voies vertes pour la structuration des réseaux et la mise en tourisme de certaines véloroutes sera une des priorités de la Région Grand Est.

L'aménagement et le développement prévus par le SRADDET permet-il de réduire l'exposition des populations au bruit ?

Rappel des enjeux

Une exposition inégale des populations au bruit entre zones rurales et zones urbaines denses, des outils réglementaires et de planification, pour prévenir les nuisances sonores et les réduire, qui progressent : Un classement des voies de transport terrestre achevé ; Des plans de prévention qui se développent mais ne couvrent pas toutes les collectivités concernées

Les réponses apportées par le SRADDET

La mesure d'accompagnement n°19.2 : Identifier et qualifier la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques évoque également la question des **nuisances**

sonores que les plans et programmes cibles pourront, selon leurs domaines de compétences, **intégrer dans les stratégies de planification et d'aménagement et que tout projet devra prendre en compte.**

Les nombreuses mesures qui visent à **diminuer l'usage individuel de la voiture** au profit d'un report vers des modes doux ou collectifs devraient engendrer une **baisse** des déplacements et des **nuisances sonores** associées.

L'objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable qui vise une amélioration du cadre de vie, en travaillant à la fois sur les formes urbaines, la qualité du bâti, la nature en ville et le report vers les modalités douces et collectives (plutôt que la voiture individuelle) ...pourrait concourir à une baisse des nuisances sonores.

La règle n°29 : Intégrer le réseau routier d'intérêt régional prévoit « d'Intégrer dans les projets d'aménagement les voies et axes routiers qui constituent des itinéraires routiers d'intérêt régional, en termes de maîtrise de l'urbanisme autour de ces axes (préservation du foncier, accessibilité, gestion des nuisances) pour les SCoT, à défaut les PLU... ».

Par ailleurs toutes les mesures visant à préserver les espaces naturels concourent indirectement à préserver des zones de « calme ».

A l'inverse, l'objectif Objectif 20. Valoriser les flux et devenir une référence en matière de logistique multimodale, s'il peut contribuer globalement à diminuer leur impact sur les problématiques climat-air-énergie (mois de fret routier) peut localement être une source de nuisance (sonore et qualité de l'air)

Le SRADDET permet-il de résorber des zones de cumul des pollutions et/ou nuisances?

Les objectifs, mesures et règles d'accompagnement s'appliquant à tout le territoire du Grand Est, s'adressent donc notamment aux zones de cumul de nuisances et pollutions.

En particulier l'objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable qui vise une amélioration du cadre de vie dans ces zones cumulant généralement pollution de l'air et nuisances sonores.

Par ailleurs la règle n°29 : Intégrer le réseau routier d'intérêt régional, en cherchant à maîtriser l'urbanisme autour de ces axes, lutte contre leur cortège de nuisances (pollution de l'air, nuisances sonores, impacts paysagers...).

Le SRADDET contribue-t-il à diminuer les consommations énergétiques et développer les énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique ?

Le SRADDET risque-t-il d'augmenter ou de maîtriser les besoins de déplacements par la route (voyageurs et marchandises)? notamment le trafic fret en transit

Rappel des enjeux

Le transport routier est fortement consommateur d'énergie, dans une région de transit et la consommation peine à baisser.

- Le secteur routier représente 97% de la consommation globale du secteur transport, dont près de la moitié attribuable aux véhicules individuels (le caractère rural de certains territoires et l'étalement urbain favorisent l'usage de ce mode) et 1/3 aux poids lourds (région transfrontalière au carrefour de nombreux axes routiers).
- Il consomme essentiellement des produits pétroliers.
- Sa consommation baisse peu en raison des nombreux axes routiers qui traversent la Région et du faible prix des carburants.

Les réponses apportées par le SRADDET

Les objectifs de développement du SRADDET (+2,6% de population d'ici 2050) pourraient engendrer plus de déplacements voyageurs et fret.

- L'objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité en particulier cherche à développer un export, consommateur d'énergie

Mais la **recherche d'une meilleure articulation entre transports collectifs et développement urbain, le principe de la courte distance** et la **volonté d'un report modal** (route vers les autres modes) devraient contenir ce phénomène.

Le SRADDET cherche à **consolider le développement dans une armature urbaine** (objectif 21) **étroitement liée au réseau d'infrastructures et de services** de transports et de mobilités. Le report vers des alternatives au routier individuel en est donc facilité.

Cette volonté se traduit également à l'échelle des aménagements urbains :

- L'objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients invite les territoires à mieux organiser la ville autour des infrastructures et des réseaux de transport. « *Les projets d'aménagement doivent intégrer les infrastructures de transport existantes et mieux anticiper les nouveaux modes de déplacements* ».
- Mesure d'accompagnement n°17.2 : aménager en proximité des transports en commun
- Mesure d'accompagnement n°2.1 : Inciter à l'atteinte de performances environnementales et énergétiques renforcées
- Mesure d'accompagnement n°17.1 : promouvoir la densité et mixité fonctionnelle

Par ailleurs le SRADDET cherche à rapprocher habitants et services, ce qui peut éviter des déplacements, tout en développant le numérique lui aussi propice à un évitement des déplacements (accès aux services en ligne).

- L'objectif 26. Rechercher l'égalité d'accès à l'offre de services, de santé, sportive et culturelle vise à « *optimiser les services de proximité et garantir leur accès dans tous les types de pôles du territoire, s'appuyant et renforçant ainsi l'armature urbaine* »
- Objectif 18. Accélérer la révolution numérique pour tous

Le SRADDET cherche à développer **l'économie locale**, ancrée dans les territoires (Objectif 27) ce qui peut contribuer à **diminuer le fret et les déplacements des salariés**, notamment par le développement d'un **maillage de tiers-lieux** (espaces de coworking, FabLabs, télécentres, microworking, etc.), prioritairement en milieu rural, y compris en zone transfrontalière conjointement à un développement des usages du numérique (cf. objectif 18 sus-cité)

La qualification des **zones d'activités économiques** (mesure d'accompagnement n°21.1) cherche également à proposer des orientations en faveur de l'amélioration de leur accessibilité ; elle invite à établir des principes de requalification comme « la mise en place de cheminements modes doux ».

Enfin le schéma cherche à privilégier le report modal du routier vers les autres modes :

- L'objectif 20. Valoriser les **flux** et devenir une référence en matière de logistique multimodale rappelle qu'afin « **d'encourager le report modal, de la route vers des modes plus propres et créer une alternative performante au mode routier, la région et ses territoires doivent valoriser les plateformes de transport multimodales existantes (fluviales et aéroportuaires), par exemple en les rendant tri-modales et en développant leurs services** ». L'objectif précise que la valorisation des plates-formes doit s'accompagner « *d'un report modal de la route sur des modes de transports plus durables comme le rail ou le fluvial* » et de « *solutions les plus efficaces pour répondre à la problématique du dernier kilomètre, en milieu urbain comme rural* ».
- Conforté par la règle n°28 : aménager des plateformes logistiques multimodales qui cherche à définir, dans les plans et programmes cibles, les conditions pour renforcer l'accessibilité multimodale, notamment par les mobilités durables, des plateformes aéroportuaires, des ports et des sites à vocation logistique et prévoir la mise en place de plateformes locales visant à organiser les derniers kilomètres de livraisons de marchandises.

Comment contribue-t-il à renforcer le report modal & l'offre de mobilité alternative à la voiture individuelle ?

Rappel des enjeux

Le secteur routier représente l'essentiel de la consommation globale du secteur transport, dont près de la moitié attribuable aux véhicules individuels. Sa consommation baisse peu.

Les réponses apportées par le SRADDET

Le report modal et l'offre de mobilité alternative à la voiture individuelle sont des axes forts du SRADDET Grand Est, qui actionne tous les leviers nécessaires pour y répondre.

- Objectif 13. Développer l'intermodalité et les mobilités nouvelles au quotidien, sur l'ensemble du territoire régional, pour tous et pour tous les usages : courtes et longues distances, trajets ponctuels ou réguliers, déplacements domicile-travail, modes actifs.
- La règle n°26 : articuler les transports publics localement vise à organiser et articuler les réseaux de transports publics locaux en cohérence avec le réseau de transport régional, national et transfrontalier, en favorisant le rabattement et la diffusion (transports en commun, modes actifs, transports alternatifs et solidaires etc.), en mutualisant les aménagements et équipements nécessaires (parking relais, parking vélo etc.) et en permettant l'accès rapide aux centres-villes pour les transports interurbains, à travers des sites propres et des voies réservées.
- Mesure d'accompagnement n°26.1 : harmoniser la tarification et billettique dans un souci de simplification et clarification pour l'utilisateur
- Mesure d'accompagnement n°26.2: s'appuyer sur la stratégie de mobilité servicielle (système commun de données pour optimiser son trajet et son temps de déplacement)
- Mesure d'accompagnement n°26.3 : assurer la cohérence des PDU limitrophes : L'enjeu est ainsi de construire et d'entretenir les services de transport voisins en cohérence les uns avec les autres, afin d'offrir un service fiable et fluide à l'utilisateur. Cela participe à lever les « effets frontière » d'une limite administrative.
- Règle n°27 : optimiser les pôles d'échanges : il s'agit de définir les conditions de densification et de mixité des fonctions (activité économique, télétravail, services, logements, loisirs etc.) autour des pôles d'échanges (gares, arrêts de

transports en site propre, gares routières) et favoriser leur accès en mode alternatif notamment par les aménagements et équipements nécessaires (parking vélo, parking relais etc.).

- Mesure d'accompagnement n°27.1 : encourager le stationnement alternatif
- Mesure d'accompagnement n°27.2 : planifier le déploiement des stations de recharge/avitaillement¹⁴⁷
- Règle n°30 : développer la mobilité durable des salariés
- L'objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires porte l'ambition de moderniser les infrastructures sur les quatre modes, en misant sur leur complémentarité et l'intermodalité.

Le SRADDET contribue-t-il à l'amélioration de la performance énergétique du bâti ?

Rappel des enjeux

Plus fort consommateur et en augmentation, le secteur résidentiel peine à baisser sa consommation énergétique, dans un contexte de forte précarité énergétique. Les rénovations énergétiques des bâtiments résidentiels et tertiaires sont le premier levier de réduction des consommations.

Les réponses apportées par le SRADDET

La Région, qui cherche à devenir un territoire à énergie positive et bas-carbone à l'horizon 2050 (objectif global n°1) actionne tous les leviers permis par les champs de compétence du SRADDET en visant une réduction de la consommation énergétique finale de 55% en 2050 (/2012) ; L'un des premiers leviers est celui du bâti.

L'objectif 2. Accélérer et amplifier les rénovations énergétiques du bâti vise en effet à réhabiliter 100% du parc résidentiel en BBC d'ici 2050. Un développement en deux phases est envisagé :

- Jusqu'en 2030, la priorité porte sur la rénovation des logements les plus énergivores et la mise en marche de la rénovation dans le secteur tertiaire.

¹⁴⁷ station distribuant du gaz naturel pour véhicule (GNV), du bioGNV ou de l'hydrogène.

- A partir de 2030, les efforts s'accroissent sur le résidentiel et le tertiaire pour atteindre 70% des logements efficaces énergétiquement.

La règle n°3 : améliorer la performance énergétique du bâti existant complète cette volonté.

A noter que la mesure d'accompagnement n°3.1 : lutter contre la précarité énergétique complète le dispositif par l'amélioration des performances énergétiques du bâti et l'optimisation des systèmes énergétiques associés. Pour cela, il convient d'encourager la réalisation de diagnostics de précarité énergétique et d'accompagner le passage à l'acte pour les travaux et l'usage du bien rénové.

Contribue-t-il à l'amélioration de l'efficacité énergétique des industries?

Rappel des enjeux

Les entreprises tertiaires et industrielles doivent faire face à de nombreux défis pour contribuer à l'objectif national global de réduction de la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 ; en particulier le secteur industriel, encore bien implanté dans le Grand Est (deuxième région industrielle de France) qui est le 2ème secteur en termes de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre. Ses consommations énergétiques baissent.

Les réponses apportées par le SRADET

Objectif 3. Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises et accompagner l'économie verte : La Région y affirme la nécessité de rechercher **l'efficacité énergétique** des entreprises, notamment industrielles. Cette transformation passe par le développement des démarches d'efficacité énergétique des entreprises, dans l'organisation de leur activité, notamment de leurs procédés de fabrication, leurs systèmes de chauffage, leur chaîne logistique.

Il est complété par la règle n°4 : rechercher l'efficacité énergétique des entreprises.

Le SRADET cherche-t-il à mobiliser tous les types d'ENRR (énergies renouvelables et de récupération) disponibles en région?

Rappel des enjeux

Une production régionale dominée par le nucléaire mais des énergies renouvelables diversifiées en fort développement et un important potentiel, dont il faut préparer l'accueil dans les réseaux : Croissance du bois-énergie, première filière renouvelable régionale ; Deuxième filière régionale, l'hydroélectricité croît légèrement ; Une filière agrocarburants dynamique ; Première région éolienne, une filière à fort potentiel ; une filière biogaz dynamique ; Le dynamisme de la filière photovoltaïque s'est essouffé ; d'autres filières dynamiques ou en développement (géothermie, incinération des déchets) ; Une nécessaire adaptation des réseaux pour l'accueil des énergies renouvelables.

Les réponses apportées par le SRADET

Le développement des ENRR est un axe fort du SRADET Grand Est qui vise une couverture de la consommation par les énergies renouvelables et de récupération de 41% en 2030 et 100% en 2050.

L'objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique et la règle associée n°5 : développer les énergies renouvelables et de récupération favorisent un développement de toutes les filières d'énergies renouvelables et de récupération :

- Le maintien de la **filière bois comme première filière renouvelable** jusqu'en 2030.
- L'essor de la **filière biogaz**.
- La consolidation de la **filière éolienne**
- Un fort développement de **l'exploitation de la chaleur fatale**
- Une augmentation progressive des différentes formes de **géothermie et de l'aérothermie**.
- Une optimisation des installations **hydroélectriques** existantes et l'étude de potentiels de nouveaux gisements.
- Un développement du **solaire** photovoltaïque et thermique

- Un développement potentiel des **agrocarburants**¹⁴⁸

Comment prend-il en compte les enjeux environnementaux associés ?

Rappel des enjeux

Le développement des énergies renouvelables peut avoir des impacts négatifs

- sur les continuités écologiques (éolien, hydro-électricité, solaire et agrocarburants si au détriments d'espaces agricoles servant de continuité) et les espèces liées (oiseaux et chiroptères /éolien, espèces aquatiques).
- Sur les paysages (éolien, solaire, hydro-électrique, géothermie, agro-carburants)
- Sur la qualité de l'air (combustion du bois énergie qui émet notamment des particules fines)

Les réponses apportées par le SRADDET

Comme déjà évoqué en réponses aux questions évaluatives « Le SRADDET contribue-t-il à préserver et mettre en valeur les paysages, le patrimoine et le cadre de vie ? » et « Contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ? », les objectifs, règles et mesures d'accompagnement visant au développement des ENRR sont assortis de nombreuses mesures d'évitement et réduction des impacts négatifs potentiels.

Pour les impacts du bois-énergie sur la qualité de l'air, l'objectif 4. Développer les énergies renouvelables prévoit à ce sujet un développement qui « repose majoritairement sur l'installation de poêles et d'inserts dans l'habitat individuel mais aussi sur l'amélioration du rendement des installations ... » aux émissions atmosphériques moins polluantes.

Pour plus de détails se référer aux paragraphes correspondants.

¹⁴⁸ Le développement de cette filière est porté par la politique nationale d'exonération fiscale et de taux d'incorporation dans les carburants classiques. Les politiques locales n'ont donc que très peu de leviers pour agir.

8.2. Evaluation des incidences Natura 2000

Le cadrage réglementaire

L'évaluation des incidences Natura 2000 est instaurée par le droit de l'Union européenne (directive « habitats, faune, flore » de 1992) pour prévenir les atteintes aux objectifs de conservation (des habitats naturels, habitats d'espèces, espèces végétales et animales) des sites Natura 2000, désignés au titre, soit de la directive « oiseaux », soit de la directive « habitats ». En application de l'article R414-19 du code de l'environnement, les SRADDET doivent faire l'objet d'une telle évaluation.

La démarche d'évaluation des incidences Natura 2000 a été conduite conjointement à l'évaluation environnementale. L'évaluation des incidences Natura 2000 vise en effet à approfondir l'évaluation environnementale, plus globale, au regard des enjeux ayant conduit à la désignation des sites Natura 2000, et à répondre aux spécificités et principes de l'évaluation des incidences Natura 2000. A la différence de l'évaluation environnementale, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne porte pas sur les effets du projet sur les enjeux environnementaux identifiés pour le territoire, mais est ciblée sur l'analyse de ses effets sur les espèces animales et végétales et habitats d'intérêt communautaire qui ont présidé à la désignation des sites Natura 2000. L'évaluation des incidences porte non seulement sur les sites désignés (zones spéciales de conservation – ZSC – au titre de la directive « habitats » et zones de protection spéciales – ZPS – au titre de la directive « oiseaux ») mais aussi sur ceux en cours de désignation (sites d'intérêt communautaire - SIC). Elle est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et espèces en présence. Elle est conclusive : l'évaluation des incidences doit formuler une conclusion sur l'atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 concernés.

Conformément à l'article R122-20 du code de l'environnement, l'évaluation des incidences Natura 2000 du schéma est intégrée dans l'analyse des incidences environnementales au sein du rapport de présentation. Le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est défini par l'article R414-23 du code de l'environnement, qu'il s'agisse de l'évaluation de plans, programmes, projets ou interventions. Au regard du principe de proportionnalité, le contenu du dossier est graduel.

Le dossier comprend dans tous les cas :

1. Une présentation simplifiée du [SRADDET] accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace ... sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;
2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le [SRADDET] est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du [SRADDET], de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également :

3. Une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le SRADDET peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions sur l'état de

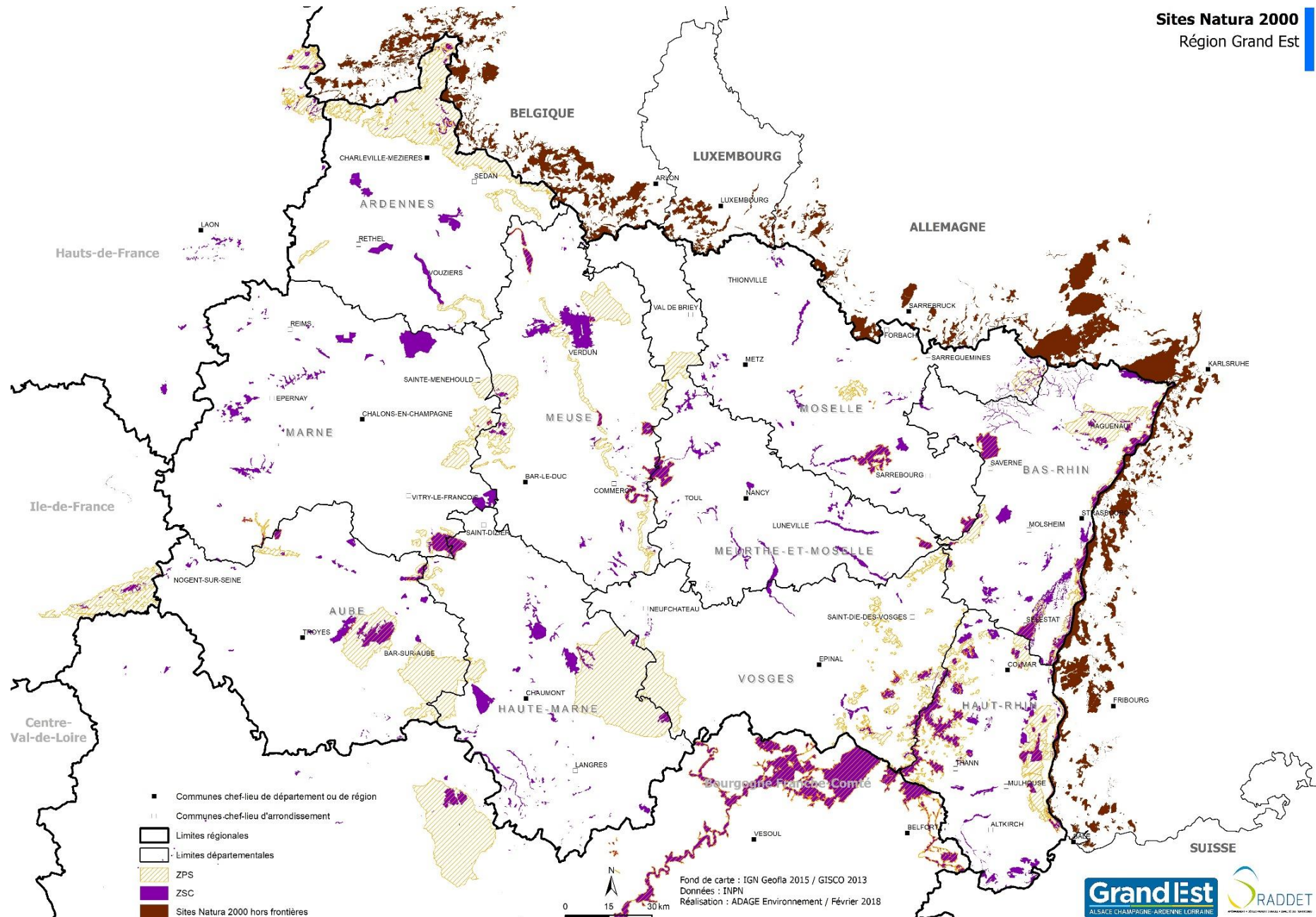
conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.

Au terme de cette analyse, il doit être déterminé si le schéma tel qu'il est envisagé portera une atteinte significative aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000. Dans la négative, l'évaluation des incidences Natura 2000 conclut à l'absence d'impact.

4. Dès lors que des incidences significatives potentielles sont identifiées, des mesures de suppression ou de réduction doivent être prévues et présentées.

Dans l'hypothèse où ces mesures permettent de conclure à l'absence d'effet significatif sur les sites Natura 2000, l'évaluation des incidences Natura 2000 est achevée.

Sites Natura 2000
Région Grand Est



Présentation du SRADDET Grand Est

L'évaluation étant intégrée au rapport de présentation, cette partie ne reprend pas de présentation du SRADDET mais invite à se référer aux chapitres présentant son contenu, en particulier celui relatif à l'explication des choix.

Les sites Natura 2000 en région Grand Est

Le réseau européen Natura 2000 est un réseau de sites écologiques qui vise à la fois la préservation de la diversité biologique et la valorisation du patrimoine naturel des territoires. Le maillage de sites s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels. Deux directives européennes - directive "Oiseaux" et directive "Habitats faune flore" - établissent la base réglementaire de ce grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000. Sur les sites Natura 2000, les activités socio-économiques ne sont pas interdites, mais les Etats membres doivent veiller à prévenir toute détérioration des sites et prendre les mesures de conservation nécessaires pour maintenir ou remettre les espèces et habitats protégés dans un état de conservation favorable

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 : les ZPS et les ZSC (préalablement inscrits comme SIC).

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats". Pour les déterminer, chaque État inventorie les sites potentiels sur son territoire qui après approbation par la Commission européenne, sont inscrits comme site d'intérêt communautaire (SIC) et intégrés au réseau Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme ZSC, lorsque son document d'objectif est terminé et approuvé.

En région Grand Est on recense 227 sites Natura 2000 :

- 43 Zones de Protection Spéciales (ZPS) ;
- 184 Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

ZPS et ZSC peuvent se chevaucher.

La cohérence du SRADDET avec les principaux objectifs de conservation des sites Natura 2000

Pour mémoire l'analyse détaillée des incidences sur la biodiversité et les continuités écologiques (cf. réponses à la question évaluative « Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ? ») peut-être reprise pour les sites Natura 2000. L'analyse dans ce paragraphe ne fait que zoomer plus précisément sur les sites Natura 2000.

Les sites Natura 2000 sont majoritairement inclus dans la trame verte et bleue du SRADDET

Les sites Natura 2000 (ZSC et ZPS) sont majoritairement inclus dans la trame et bleue régionale (cf. carte page suivante).

Les 4 sous-trames de cette trame verte et bleue (milieux boisées, milieux ouverts, milieux aquatiques et humides, milieux thermophiles) correspondent aux principaux types d'habitats Natura 2000 présents en région Grand Est.

| Type d'habitat Natura 2000 | Surfaces (ha) | nb sites |
|--|---------------|----------|
| Forêts | 89 901 | 454 |
| Formations herbeuses naturelles et semi-naturelles | 20 193 | 346 |
| Habitats d'eaux douces | 5 278 | 184 |
| Tourbières hautes, tourbières basses et bas-marais | 1 693 | 132 |
| Landes et fourrés tempérés | 1 541 | 26 |
| Habitats rocheux et grottes | 817 | 82 |
| Habitats côtiers et végétations halophytiques | 663 | 4 |
| Fourrés sclérophylles (matorrals) | 605 | 37 |
| Dunes maritimes et intérieures | 35 | 2 |

Les sites Natura 2000 sont donc concernés par toutes les mesures du SRADDET visant à protéger et restaurer la trame verte et bleue

Aussi tous les objectifs, règles et mesures d'accompagnement visant la maintien et la restauration de la trame verte et bleue s'appliquent notamment aux sites Natura 2000, leurs habitats et espèces, et concourent donc à atteindre ou maintenir leurs objectifs de bon état.

- Objectif 7. Préserver et reconquérir la Trame verte et bleue
- Règle n°7 : Décliner localement la trame verte et bleue
- Règle n°8 : Préserver et restaurer la trame verte et bleue
- Mesure d'accompagnement n° 8-1 : préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts
- Mesure d'accompagnement n° 8-2 : préserver la trame forestière
- Mesure d'accompagnement n° 8-3 : préserver les éléments arborés hors forêt
- Mesure d'accompagnement n° 8-4 : valorisation raisonnée des milieux naturels
- Règle n°9 : préserver les zones humides

La trame verte et bleue du SRADDET a un impact globalement positif sur les sites Natura 2000 : en effet elle permet de relier les sites Natura 2000 entre eux et/ou avec d'autres réservoirs par des corridors écologiques, répondant ainsi à l'article

10 de la Directive Habitats-Faune-Flore qui précise qu'en vue d'améliorer la cohérence écologique du réseau Natura 2000, il est possible « *d'encourager la gestion d'éléments [...] qui, de par leur structure linéaire et continue (tels que les rivières avec leurs berges ou les systèmes traditionnels de délimitation des champs) ou leur rôle de relais (tels que les étangs ou les petits bois), sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.* »

Ils sont également concernés par les objectifs cherchant à protéger, globalement, les milieux naturels

Ces objectifs, règles et mesures d'accompagnement dédiés à la trame verte et bleue sont complétés par d'autres qui visent plus globalement la préservation des espaces naturels.

- Objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux et les paysages

Au final, les objectifs 6 et 7 du SRADDET (et les règles et mesures associées) sont cohérents avec ceux des directives :

- La Directive « Habitats-Faune-Flore » vise à assurer le maintien ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire (à travers la désignation de ZSC).
- L'objectif de la Directive « Oiseaux » est d'assurer la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage (à travers la désignation de ZPS).

Les impacts positifs de certains objectifs & règles ont été renforcés en faveur de la protection des continuités, milieux naturels et leur fonctionnalité

Par ailleurs, d'autres objectifs, règles ou mesures d'accompagnement sont assortis de mesures pour renforcer leur impact positif en faveur des milieux naturels, continuités et de leur fonctionnalité

- Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité
- Mesure d'accompagnement n° 8-1 : préserver et améliorer les milieux agricoles et ouverts
- Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une gestion multifonctionnelle des forêts
- Objectif 12. Généraliser l'urbanisme durable pour des territoires attractifs et résilients
- Règle n°24 : développer la nature en ville
- Règle n°25 : limiter l'imperméabilisation des sols

Les objectifs aux impacts potentiellement négatifs ont fait l'objet de mesures d'évitement ou réduction

Enfin, pour les objectifs aux impacts potentiellement négatifs sur les continuités de la trame verte et bleue et les milieux naturels en général, des mesures d'évitement ou réduction ont été prises (pour plus de détails se reporter aux réponses à la question évaluative « Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ? »). En l'absence d'incidences résiduelles notables, aucune mesure de compensation n'est proposée.

- L'objectif 22. Moderniser les infrastructures de transport tous modes et désenclaver les territoires privilégie le renforcement de l'existant et évite ainsi de nouvelles fragmentations des écosystèmes. Cependant le renforcement des infrastructures existantes pourrait accentuer leur effet de coupure : l'énoncé de l'objectif rappelle bien que ces renforcements doivent être fait en tenant compte de la trame verte et bleue.
- L'objectif 19. Gommer les frontières et ouvrir le Grand Est à 360° vise notamment à optimiser et intensifier les liaisons du Grand Est avec les territoires voisins : le développement de nouvelles infrastructures ou l'aménagement de l'existant (élargissement par ex.) pourrait impacter négativement les continuités et plus largement les écosystèmes. Mais l'objectif précise « Cela doit avant tout passer par le développement des mobilités tous modes, de leur complémentarité, dans une logique de report

modale vers des modes durables de transport comme le fluvial, le ferroviaire et les mobilités nouvelles et alternative à l'autosolisme ». Il est par ailleurs précisé que « Ces aménagements devront être réalisés dans le respect de la Trame verte et bleue, en lien avec les objectifs 6 et 7)

- Le **développement urbain** d'une manière général peut impacter négativement les écosystèmes mais les objectifs dédiés dans le **SRADDET cherchent à circonscrire cet urbanisme dans des enveloppes déjà urbanisées** : Objectif 21. Consolider l'armature urbaine, moteur des territoires. Le schéma affiche d'ailleurs explicitement des objectifs et règles pour **économiser le foncier, notamment naturel** (Objectif 11. Economiser le foncier naturel, agricole et forestier, Règle n°16 : Sobriété foncière).
- L'objectif 4. Développer les énergies renouvelables pour diversifier le mix énergétique précise « Cet objectif doit se faire dans le respect des usages et des fonctionnalités des milieux forestiers, naturels... » et la règle 5 associée complète « ce développement » tient compte **...préservation/reconquête de la biodiversité, des ressources naturelles et des milieux forestiers, naturels** » puis énonce des recommandations par filière (se reporter au détail dans la réponse à la question évaluative « Le SRADDET contribue-t-il à préserver et restaurer un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins ? »).

Toutefois, des ZPS et ZSC ne sont que partiellement contenues dans la trame verte et bleue : une attention particulière leur est portée pour s'assurer du maintien ou de l'atteinte de leur bon état de conservation

Si les sites Natura 2000 sont majoritairement inclus dans la trame et bleue régionale, des ZPS et ZSC ne sont que partiellement contenues (cf. carte et tableau pages suivantes). En effet, la trame verte et bleue du Grand Est est la fusion des 3 SRCE des ex-régions. Or Alsace et Champagne-Ardenne n'avaient pas intégré tous les sites Natura 2000 dans leur trame verte et bleue, pour diverses raisons évoquées ci-après.

En ex-Champagne-Ardenne : toutes les ZSC ont été intégrées mais les ZPS n'ont pas été retenues dans le cadre de la définition des réservoirs de biodiversité, en raison de leur taille souvent importante et de l'hétérogénéité des habitats présents.

Néanmoins, des portions de ZPS sont intégrées dans les réservoirs de biodiversité, via les autres zonages retenus dans la méthodologie (intégration des périmètres réglementaires obligatoires, des périmètres «au cas par cas», notamment les ZNIEFF de type 1, ainsi que par le biais des approches complémentaires retenues).

Ainsi, 74% de ZPS sont inclus dans des réservoirs de biodiversité champardennais. Sur les 26 % des ZPS restants, un peu moins de la moitié correspondent à des milieux de grandes cultures et présentent moins d'intérêt en matière de continuité écologique, « *ce qui ne laisse qu'un peu moins de 15 % de milieux intéressants en ZPS non couverts par des éléments de Trame verte et bleue*¹⁴⁹ ».

En ex-Alsace, les sites Natura 2000 ont été majoritairement intégrés aux réservoirs de biodiversité, par un examen au cas par cas selon les 2 critères suivants : espace estimé important pour le maintien de populations d'espèces sensibles à la fragmentation, entités naturelles homogènes (ensemble fonctionnel sans discontinuité) accueillant une importante biodiversité. Néanmoins, certains sites ou portions de sites sont exclus des réservoirs car ils n'intègrent aucun de ces deux critères. Pour exemple, la ZPS « Zones agricoles de la Hardt » est totalement exclue desdits réservoirs. En effet, elle est majoritairement constituée de cultures (presque 90%). « *Or, généralement, ce type de milieux se révèle assez pauvre en biodiversité et est considéré comme fragmentant*¹⁵⁰ ».

Si ces zones, non incluses dans la trame verte et bleue, peuvent sembler « moins intéressantes » de prime abord en termes de biodiversité, elles sont néanmoins nécessaires à l'accueil des espèces pour lesquelles elles ont été désignées.

- Par exemple, la ZPS Zones agricoles de la Hardt est principalement couverte par des zones céréalières extensives, et réunit les conditions idéales pour

accueillir des oiseaux originaires des steppes d'Europe Centrale et des milieux sub-méditerranéens comme l'Oedicnème criard, Le Pipit rousseline, l'Outarde canepetière ou le Busard cendré.

Le tableau suivant présente les sites Natura 2000 qui ne sont pas intégralement inclus dans la trame verte et bleue régionale.

¹⁴⁹ Extrait du rapport environnemental du SRCE Champagne Ardenne

¹⁵⁰ Extrait du rapport environnemental du SRCE Alsace

| Code du site ZPS | Nom du site | Surface du site en Grand Est* (ha) | Surface du site hors TVB ** (ha) | Part surface du site hors TVB ** (%) |
|------------------|--|------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| FR2112011 | Bassigny | 78 489 | 37 362 | 48 |
| FR2112010 | Barrois et forêt de Clairvaux | 41 135 | 16 659 | 40 |
| FR2110001 | Lacs de la forêt d'Orient | 23 634 | 6 076 | 26 |
| FR2112013 | Plateau ardennais | 75 035 | 3 632 | 5 |
| FR2112009 | Étangs d'Argonne | 14 303 | 2 777 | 19 |
| FR2112012 | Marigny, Superbe, vallée de l'Aube | 4 524 | 1 074 | 24 |
| FR2112002 | Herbages et cultures autour du lac du Der | 2 171 | 818 | 38 |
| FR2112005 | Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien | 1 453 | 736 | 51 |
| FR2112006 | Confluence des vallées de l'Aisne et de l'Aire | 2 150 | 716 | 33 |
| FR4211811 | Vallée du Rhin de Lauterbourg à Strasbourg | 8 796 | 677 | 8 |
| FR2112001 | Herbages et cultures des vallées de la Voire, de l'Héronne et de la Laines | 2 282 | 644 | 28 |
| FR4211790 | Forêt de Haguenau | 19 200 | 461 | 2 |
| FR4211810 | Vallée du Rhin de Strasbourg à Marckolsheim | 8 695 | 319 | 4 |
| FR2110091 | Étang de la Horre | 1 486 | 297 | 20 |
| FR4213813 | Ried de Colmar à Sélestat, Haut-Rhin | 5 226 | 198 | 4 |
| FR2110002 | Lac du Der | 6 530 | 157 | 2 |
| FR4211807 | Hautes-Vosges, Haut-Rhin | 23 602 | 127 | 1 |

| Code du site ZSC | Nom du site | Surface du site en Grand Est* (ha) | Surface du site hors TVB ** (ha) | Part surface du site hors TVB ** (%) |
|------------------|---|------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| FR4201797 | Secteur Alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin | 20 748 | 645 | 3 |
| FR2100345 | Ruisseaux de Pressigny et de la Ferme d'Aillaux | 634 | 342 | 54 |
| FR4201795 | La Moder et ses affluents | 1 993 | 204 | 10 |
| FR2102002 | Site à chiroptères de la Vallée de l'Aujon | 3 733 | 143 | 4 |
| FR4201810 | Vallée de la Doller | 1 154 | 108 | 9 |

*une partie du site peut être hors région

**surface du site non couverte par la trame verte et bleue et n'intersectant aucun corridor

Nous affichons ici tous les sites pour lesquels plus de 100 ha sont hors TVB

Ces sites Natura 2000 sont, selon les cas, à dominante agricole, forestière, humide & aquatique, prairies (ou un mixte de tous ces types) et sont donc concernés par les objectifs et mesures du SRADDET qui visent à maintenir ces milieux et améliorer leur fonctionnalité écologique. Certains de ces objectifs sont d'ailleurs transverses à plusieurs types de milieux (par ex. prairies et zones humides).

Pour mémoire l'objectif 6. Protéger et valoriser le patrimoine naturel et la fonctionnalité des milieux contribue à préserver l'ensemble des espaces naturels mais marque **une priorité pour « la préservation des zones humides, prairies permanentes et milieux aquatiques »**. Il prévoit explicitement « **zéro perte nette de surfaces en zones humides et en haies** ».

Pour les sites Natura 2000 à dominantes agricoles :

- Objectif 8. Développer une agriculture durable de qualité à l'export comme en proximité, afin de rendre les **pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement**, notamment : Développer les filières biologiques, l'agroécologie et l'agriculture raisonnée et labellisées (→ moins d'intrants et de pollutions diffuses), **conserver les prairies naturelles et les haies...**
- Mesure d'accompagnement n° 8-1 : **préservé et améliorer les milieux agricoles et ouverts « pour faciliter les déplacements de la faune et améliorer les habitats des milieux agricoles, prairies ordinaires, alluviales ou sèches en engageant une reconquête pérenne »**
- Règle n°18 : développer l'agriculture urbaine et péri-urbaine
- Mesure d'accompagnement n°18.2 : qualifier les franges urbaines, qui consiste à « **Favoriser la qualité des entrées de ville et un traitement adapté des espaces de transition entre les milieux urbanisés et les milieux agricoles,**

naturels et forestiers (amélioration et préservation des fonctionnalités des franges urbaines, continuités écologiques...) dans les documents d'urbanisme ou de planification »

Pour les sites à dominante forestière :

- Objectif 9. Valoriser la ressource en bois avec une **gestion multifonctionnelle des forêts**
- Mesure d'accompagnement n° 8-2 : **préserver la trame forestière**
- Mesure d'accompagnement n° 8-3 : **préservation des éléments arbores hors forêt**

Pour les sites à dominante aquatique ou humide :

- Objectif 10. Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la **ressource en eau** : « *La **préservation des zones humides et prairies permanentes** constitue également une priorité forte dans le maintien de la qualité de la ressource.* »
- Règle n°9 : préserver les **zones humides**
- Règle n°19 : préserver les **zones d'expansion des crues**

Pour les sites à dominante milieux ouverts, prairies (en plus des objectifs déjà cités) :

- La mesure d'accompagnement n° 8-4 : Valorisation raisonnée des milieux naturels cherche à « Favoriser la valorisation raisonnée (économique et sociale) des milieux naturels (les **prairies, les milieux humides**, les vergers, les linéaires de haies, **zones d'expansion de crue** etc.) pour contribuer à leur préservation et leur reconquête »

Par ailleurs les objectifs et règles du SRADDET déjà largement abordés, de diminution de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, concourent encore une fois au maintien de ces espaces.

Enfin la règle 7, qui vise à décliner localement la trame verte et bleue régionale, précise qu'une attention particulière sera portée aux espaces Natura 2000 non inclus dans la TVB régionale, lors du travail « d'affinement » de la TVB régionale au

niveau local, à l'occasion de l'élaboration ou de la révision de documents d'urbanisme ou de chartes de parcs naturels régionaux. Il est en effet rappelé qu'à cette occasion des corridors écologiques et réservoirs de biodiversité d'intérêt local complémentaires pourront être identifiés.

En conclusion, absence d'incidence notable du SRADDET sur les sites Natura 2000 et leur état de conservation

En conclusion, la mise en œuvre du SRADDET dans le respect des objectifs visés et des règles et mesures d'accompagnement énoncées, qui recherchent des impacts positifs sur les sites Natura 2000 ou limitent les possibles impacts négatifs par des mesures d'évitement ou réduction, n'entraînera pas d'incidences notables sur les sites Natura 2000, leurs habitats et espèces, et leur état de conservation.

9. Indicateurs pour suivre les effets sur l'environnement du SRADDET

L'évaluation environnementale conduit à proposer des indicateurs pour :

- Vérifier, après l'adoption du SRADDET, l'appréciation des effets défavorables identifiés et le caractère adéquat des mesures d'évitement / réduction / compensation prises
- Identifier, après l'adoption du SRADDET, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées.

Une partie de ces indicateurs ont depuis été repris dans le SRADDET lui-même (ou le PRPGD).. Ils sont surlignés en vert et leur référence est rappelée entre parenthèses.

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|--|--|
| Enrayement de l'artificialisation des sols | Surfaces dédiées aux espaces naturels, agricoles et forestier, à l'habitats, aux activités et aux espaces non bâtis (IT-foncier) Densités d'usage du foncier (IT-Densité d'usage : Surfaces artificialisées par habitant, par emploi) |
| Préservation et mise en valeur des paysages, du patrimoine et du cadre de vie | Nombre et part de territoire protégé ou reconnu par un label ou équivalent (Unesco, Grands sites...) cf. indicateurs de consommation d'espace (enjeu artificialisation des sols) et de fragmentation (enjeu biodiversité) |
| Préservation et restauration d'un réseau d'espaces naturels structurants pour la biodiversité, en cohérence avec les territoires voisins | Part du territoire faisant l'objet d'une protection forte en matière de biodiversité (SCAP) (IT-TVb) Part des espaces naturels inventoriés 1/protégés et 2/ bénéficiant de mesures de gestion Degré de fragmentation de la trame verte et bleue (IT-Fragmentation) Nb d'obstacles aux continuités (recensés dans SRADDET/SRCE) effacés Surface de prairies permanentes Surface des zones humides identifiées par la base de données d'occupation des sols (BDOCS) (IT-Zones humide) |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|---|
| | Surfaces réservoirs de biodiversité artificialisées et renaturées Populations d'oiseaux communs des espaces agricoles ; forestier Nb d'espèces menacées d'extinction (cf. listes rouges) |
| Reconquête et préservation de la ressource en eau, pour la région et les territoires en aval | Prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles (IT-Eau) et usages, Consommation eau domestique/habitant Etat des masses d'eau souterraines (quantitatif et chimique) et superficielles (chimique et écologique) Couverture du territoire par des structure de gestion des rivières et des nappes |
| Réduction, réutilisation, recyclage des déchets et matériaux en favorisant le développement d'une économie circulaire | Tonnages de déchets collectés par catégorie Taux de valorisation matière et organique Taux de valorisation énergétique Taux d'enfouissement et d'incinération sans récupération d'énergie |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|---|
| Réduction des aléas et de l'exposition des populations aux risques naturels et technologiques | Population en zone inondable Nombre de sites Seveso seuils haut et bas et population en zone de danger |
| Restauration des plaies du passé : sols pollués, friches industrielles et minières et risques de l'après-mine | Répartition des sites pollués (Basol) selon leur état Taux de sols pollués, dépollués ; réaménagés |
| Prévention et réduction de l'exposition des populations et milieux aux pollutions et nuisances et réduction des inégalités d'exposition | Part de la population vivant dans des zones concernées par les dépassements des lignes directrices de l'OMS (IT-Air) et nombre de jours de dépassement Population exposée au bruit (routier, ferroviaire + aérien) dont part supérieure aux valeurs limites réglementaires Identification des points de cumul de nuisances et risques environnementaux (sur 5 critères : bruit, air, sols pollués, sites industriels Seveso, inondation) |
| Diminution des consommations énergétiques et développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique | Consommation d'énergie primaire par secteur d'activités (IT-Consommation d'énergie) et source Consommation/hab Part modale des déplacements domicile-travail Part modale du fret |

| Enjeux environnementaux dans le Grand Est | Propositions d'indicateurs au titre de l'évaluation environnementale |
|---|--|
| | <p>Fret en transit routier (tonne.Km)</p> <p>Part du parc résidentiel réhabilitée en BBC (IT-Performance du bâti)</p> <p>Répartition du parc des logements/classe d'énergie - idem tertiaire</p> <p>Taux de couverture de la consommation énergétique finale par les énergies renouvelables et de récupération et production d'énergies renouvelables et de récupération par filière (IT-ENR)</p> <p>Emissions de gaz à effet de serre/secteur (IT-GES)</p> <p>Pouvoir de réchauffement global (PRG)/habitant</p> |



**Construisons
notre avenir
en Grand**



SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES



Construisons
notre avenir
en Grand

ANNEXE N°2

DIAGNOSTIC THEMATIQUE - TRANSPORT DE VOYAGEURS

VERSION ADOPTEE LE 22 NOVEMBRE 2019

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Préambule | 3 |
| La Région Grand Est, une région accessible et bien connectée aux échelles nationale et internationale..... | 5 |
| 1. Dans le domaine aéroportuaire | 7 |
| 2. Une offre TGV performante assurant la connexion du Grand Est aux autres territoires..... | 8 |
| 3. Un réseau routier au cœur des grands corridors européens de circulation..... | 12 |
| Une desserte régionale dense et différenciée reflétant la structure du territoire | 17 |
| 1. Un cadre budgétaire contraint | 17 |
| 2. L'offre de transport régional en chiffres | 18 |
| 3. Une offre ferroviaire régionale cohérente avec la densité de peuplement du territoire | 19 |
| 4. Des disparités d'accès aux différents pôles urbains de la région 22 | |
| Une offre de transport plurielle à l'échelle Grand Est..... | 27 |
| 1. Quelles sont les offres « traditionnelles » complémentaires à l'offre régionale ? | 27 |
| Le transport urbain et interurbain | 27 |
| Les AOMD au sein du territoire du Grand Est | 29 |
| Focus sur les autres offres transfrontalières..... | 31 |
| Information multimodale et tarification | 32 |
| 2. Un essor des mobilités nouvelles en complémentarité de l'offre traditionnelle..... | 33 |

| | |
|---|-----------|
| Où les offres nouvelles se sont-elles développées en Grand Est ? | 33 |
| Les cars « Macron », offre complémentaire ou concurrente de l'offre régionale ?..... | 36 |
| Et le covoiturage ?..... | 39 |
| Quels sont les besoins de mobilité des résidents du Grand Est ?..... | 41 |
| 1. Comment se déplacent les résidents de la région Grand Est ?.. | 41 |
| 2. Caractéristiques de la mobilité quotidienne..... | 42 |
| Quels sont les motifs des déplacements des habitants du Grand Est ? | 42 |
| Comment se répartissent ces déplacements dans la journée (selon le motif) ? | 44 |
| Quelle distance est parcourue ? | 45 |
| Quels sont les modes de transports utilisés ?..... | 45 |
| 3. La mobilité quotidienne au travers des déplacements Domicile – Travail 47 | |
| 4. Evolution prospective de la mobilité quotidienne au travers des flux Domicile-Travail..... | 55 |
| Une évolution contrastée du nombre de travailleurs transfrontaliers | 57 |
| 5. Caractéristiques de la mobilité « longue distance » au sein du Grand Est..... | 60 |
| 6. Evolution des flux longue distance et parts modales | 61 |
| 7. Quel sera l'impact des nouveaux modes sur la mobilité longue distance ? | 61 |
| Enjeux et projets pour une accessibilité renforcée | 63 |

| | |
|--|----|
| 1. Synthèse des constats issus du diagnostic de transport de voyageurs | 63 |
| 2. Quels enjeux en faveur de la mobilité ? | 64 |
| 3. Les actions en cours afin de répondre aux premiers enjeux..... | 65 |
| Quels projets majeurs sur le territoire ? | 65 |
| Focus sur le volet transfrontalier | 68 |

Préambule

La situation géographique singulière du Grand Est génère des besoins particuliers en matière de gestion et d'organisation de la mobilité de personnes et des marchandises. En effet, le territoire partage 760 km de frontières avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Ainsi, aux flux internes se superposent d'importants flux d'échanges nationaux et internationaux, entre les pays frontaliers¹ et le bassin parisien notamment.

Ceci explique d'ailleurs pour partie le fait que les réseaux autoroutier, fluvial et ferré historiquement se sont proportionnellement plus développés dans la Région que sur le plan national. La région, qui « regroupe près de 8,7 % de la population métropolitaine et représente 10,4% de la surface nationale »², concentre près de 11,2 % du réseau autoroutier, 13,2% du réseau ferroviaire exploité et près de 19,5% du réseau fluvial (voir tableau suivant).

Tableau 1. Réseaux linéaires au sein du Grand Est et en France. Sources : Panorama des transports, Insee, VNF, SCNF Réseau

| | Réseaux | Linéaire Grand Est (km) | Linéaire France (km) | Rapport Grand Est/France |
|----------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|--------------------------|
| Routier (01/01/2014) | Autoroutes | 1 280 | 11 465 | 11.2% |
| | Routes Nationales | 977 | 9 784 | 10.0% |

¹ A noter que dans le cadre de la construction du SRADDET, le réseau des Agences d'Urbanisme du Grand Est ont été mobilisées par la région sur les questions de mobilité transfrontalière.

² ORTAL. Panorama des transports en ACAL

³ SNCF Réseau.

Données Grand Est - « Présentation 2016 de SNCF Réseau dans le Grand Est » [en ligne] Disponible sur : <https://www.sncf-reseau.fr/fr/ressources/plaquettes/presentation-2016-de-sncf-reseau-dans-le-grand-est>

| | | | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------------|----------------|--------------|
| | Routes Départementales | 36 556 | 377 965 | 9.7% |
| | Total | 38 813 | 399 214 | 9.7% |
| Ferré (2016 ³) | Lignes électrifiées | 2 061 | 15 687 | 13.1% |
| | Autres lignes | 1 901 | 14 313 | 13.3% |
| | Lignes exploitées (total) | 3 962 | 30 000 | 13,2% |
| Fluvial ⁴ (01/01/2013) | Grand Gabarit | 375 | 2 573 | 14.6% |
| | Petit Gabarit | 1 281 | 5 928 | 21.6% |
| | Total | 1 656 | 8 501 | 19.5% |

Par ailleurs, de par sa superficie, le territoire régional est composé de plusieurs territoires infrarégionaux aux caractéristiques contrastées, constitués d'espaces urbains fortement peuplés autour des grandes métropoles et de territoires ruraux de faible densité (notamment l'axe Ardennes/Meuse/Piémont des Vosges/ Haute Marne).

Chacun de ces territoires infrarégionaux est porteur d'enjeux qui leurs sont propres en matière de développement des infrastructures de transport et d'organisation de la mobilité, et requièrent des solutions aussi diverses que leurs caractéristiques.

Données nationales : <https://www.sncf-reseau.fr/fr/a-propos/presentation/reseau-ferroviaire>

⁴ Les classes du réseau fluvial sont définies selon le système de classification retenu par la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT) : Grand Gabarit : les classes de 3 à 6, plus de 650 tonnes et Petit Gabarit : les classes 0 à 2, de 250 à 649 tonnes.

Dans ce cadre, le présent rapport dresse un diagnostic **de l'organisation des mobilités de personnes et de leurs principales évolutions** au sein du territoire de la région Grand Est, au travers des thématiques suivantes :

- La région Grand Est, une région accessible et connectée aux échelles nationale et internationale ;
- Une desserte régionale dense et fine, en cohérence avec la structuration du territoire ;
- Une optimisation des offres complémentaires (notamment réseaux interurbain transférés à la région et AOMD) à organiser ;
- Un essor des mobilités nouvelles en complémentarité avec les offres traditionnelles ;
- Un focus sur les besoins de mobilité des résidents du Grand Est ;
- Quels projets et enjeux pour une accessibilité renforcée ?

La Région Grand Est, une région accessible et bien connectée aux échelles nationale et internationale

En raison de sa position géographique singulière, au carrefour de nombreux flux transeuropéens et transnationaux, la Région Grand Est dispose de réseaux de transport historiquement plus développés que ceux des autres régions françaises, qui lui assurent une bonne accessibilité depuis l'extérieur, ainsi qu'une bonne irrigation interne (voir carte de la page suivante).

La Région bénéficie ainsi :

- **D'un réseau routier dense**, au cœur des flux européens avec des couloirs majeurs : sillon lorrain, vallée du Rhin, et RN4 vers le bassin Parisien ;
- **D'un réseau ferroviaire maillé, structuré autour des zones denses de population, porté par :**
 - La Ligne à Grande Vitesse (LGV) Est pour les liaisons Est-Ouest, incluse dans le projet de la magistrale européenne (liaison Paris – Budapest) qui reliera les principales métropoles européennes (reliant Paris à Strasbourg en moins de deux heures) ;
 - La branche Est⁵ de la LGV Rhin-Rhône, première ligne province-province (qui devrait relier à terme Dijon à Mulhouse), permet une amélioration de l'accessibilité d'une partie du territoire du Grand Est au sud du territoire national (Lyon, Marseille, Montpellier ...)
 - Un réseau régional maillé et relativement dense avec deux sillons structurants (alsacien et lorrain), avec plus de 100 circulations de TER par jour pour chacun.

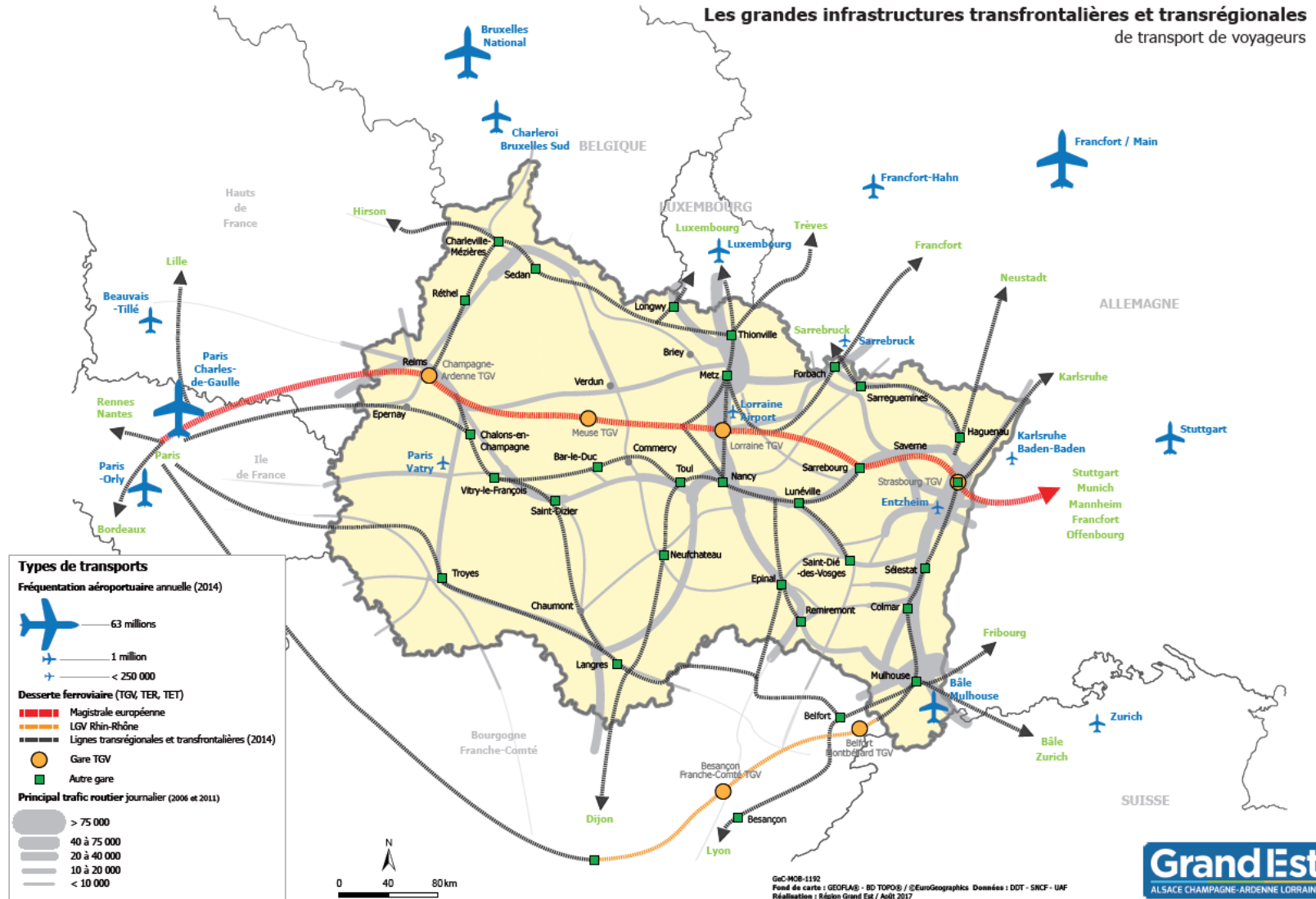
⁵ Première phase de réalisation de 140 km mise en service en décembre 2011.

- **De plusieurs plateformes aéroportuaires avec :**
 - Deux aéroports de rang international (EuroAirport Bâle-Mulhouse-Freiburg et l'aéroport de Strasbourg Entzheim) ;
 - Deux plateformes d'envergure régionale (Lorraine Airport et Paris Vatry) ;
 - Plusieurs plateformes aéroportuaires avec des intérêts plus locaux⁶ (Nancy Essey, Troyes Barberey, Epinal Mirecourt, Colmar Housen, Ardennes-Etienne Riché...).

Les aéroports de la région sont en concurrence avec les grandes plateformes aéroportuaires européennes (Roissy Charles de Gaulle, Charleroi, Stuttgart, Francfort, et Luxembourg), situées à proximité immédiate du territoire.

⁶ Ces plateformes aéroportuaires ne sont pas représentées sur la carte suivante

Les grandes infrastructures transfrontalières et transrégionales de transport de voyageurs



1. Dans le domaine aéroportuaire

La région Grand-Est compte sur son territoire deux aéroports de rang international, avec une fréquentation supérieure à un million de passagers par an.

- **L'EuroAirport** (Bâle-Mulhouse-Freiburg) est l'aéroport le plus important de la région Grand Est (7^{ème} aéroport français et 3^{ème} aéroport suisse en termes de fréquentation) **avec plus de 7,3 millions de passagers en 2016**⁷. Vingt-cinq compagnies aériennes proposent de 100 à 120 vols réguliers par jour à destination de trente pays⁸. La plateforme connaît depuis quelques années une augmentation record de son trafic (+ 37 % entre 2012 et 2016⁹), essentiellement portée par la croissance du trafic low-cost (taux de pénétration de 69 % contre une moyenne de 43 % sur les aéroports régionaux en 2016).
- **L'aéroport de Strasbourg Entzheim** (1,1 millions de passagers en 2016¹⁰) : trente-cinq destinations de vols réguliers en France et à l'étranger¹¹ sont proposées à partir de cet aéroport. La plateforme subit depuis quelques années une réduction tendancielle de son trafic (en outre, de par la concurrence du TGV et des plateformes à proximité (Baden, EuroAirport et Francfort). Afin de lancer une nouvelle dynamique, l'aéroport investit actuellement pour le développement de l'aviation d'affaires : un nouvel hangar et un salon d'accueil ont ainsi été inaugurés en mai 2017.

⁷ Revue Aéroport mars avril 2017 « Aéroports de France métropolitaine et de Corse de plus de 100 000 PAX en 2016 » page 42

⁸ « L'EuroAirport aujourd'hui » [en ligne] – Disponible sur : <https://www.euroairport.com/fr/autoportrait/presentation.html>

⁹ Revue Aéroport mars avril 2017 « Aéroports de France métropolitaine et de Corse de plus de 100 000 PAX en 2016 » page 42

Le territoire du Grand Est abrite par ailleurs deux plateformes de rang régional qui présentent des fréquentations de plus de 100 000 passagers par an. Ces deux plateformes sont davantage tournées vers la France.

- **L'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine** (229 000 passagers en 2016¹²) : une trentaine de destinations de vols réguliers en France et à l'étranger sont proposées à partir de cet aéroport qui connaît également une réduction tendancielle de sa fréquentation (notamment de par la concurrence de LuxAirport) ;
- **L'aéroport de Paris-Vatry** (134 000 passagers en 2016¹³) : deux compagnies aériennes proposent des vols réguliers vers le Maroc, l'Algérie et le Portugal.

Plusieurs plateformes aéroportuaires avec des intérêts plus locaux sont aussi présentes sur le territoire : Nancy Essey (2 185 passagers¹⁴), Epinal Mirecourt (2 010 passagers), Troyes Barberey (1 450 passagers), Colmar Housen (1 210 passagers), mais également Ardennes-Etienne Riché.

De par la montée en puissance des grandes plateformes aéroportuaires à proximité du territoire régional, le développement des aéroports du Grand Est passera par un positionnement sur des créneaux à forte valeur ajoutée (aviation d'affaires notamment) et une mutualisation des moyens dédiés au fonctionnement de ces différentes plateformes.

¹⁰ Ibid.

¹¹ <http://strasbourg.aeroport.fr/FR/Passagers/Vols/Carte-destinations.html>

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Union des aéroports français. Statistiques 2016.

2. Une offre TGV performante assurant la connexion du Grand Est aux autres territoires

Grâce à un réseau TGV performant, le Grand Est est solidement connecté au territoire métropolitain et européen. On comptabilise aujourd'hui **12 millions de voyageurs** pour le TGV Est et **9 millions de voyageurs pour le TGV Rhin-Rhône**¹⁵.

L'offre TGV¹⁶ permet aujourd'hui des liaisons efficaces entre Paris et Strasbourg **avec 17 AR (aller-retour) par jour en semaine** en moins de deux heures (meilleur temps d'1h46). Elle permet également un accès direct des autres grandes villes régionales à la capitale (notamment Reims, Metz et Nancy).

Ces TGV desservent aussi la gare de Colmar (4 AR) et 7 AR sont prolongés jusqu'en Allemagne (opérés par ALLEO) afin de desservir les pôles de Karlsruhe (38 min depuis Strasbourg, 7 AR/jour), Stuttgart (1h17 depuis Strasbourg, 5 AR/jour), Munich (3h50 depuis Strasbourg, 1 AR/jour), ou encore Francfort (1h45, 2 AR/jour via Strasbourg).

L'arrivée de la LGV Est a fortement concurrencé l'axe Paris-Francfort via la Moselle (route nord via Forbach et Sarrebruck, dont le temps de parcours est diminué de 10 min avec la LGV Est). Il n'existe plus de liaisons directes avec l'Allemagne au départ de Metz et Nancy, les trains pour l'Allemagne ne pouvant désormais être pris qu'à partir de la gare de Forbach (suite à la suppression d'une desserte expérimentale depuis la gare Lorraine TGV).

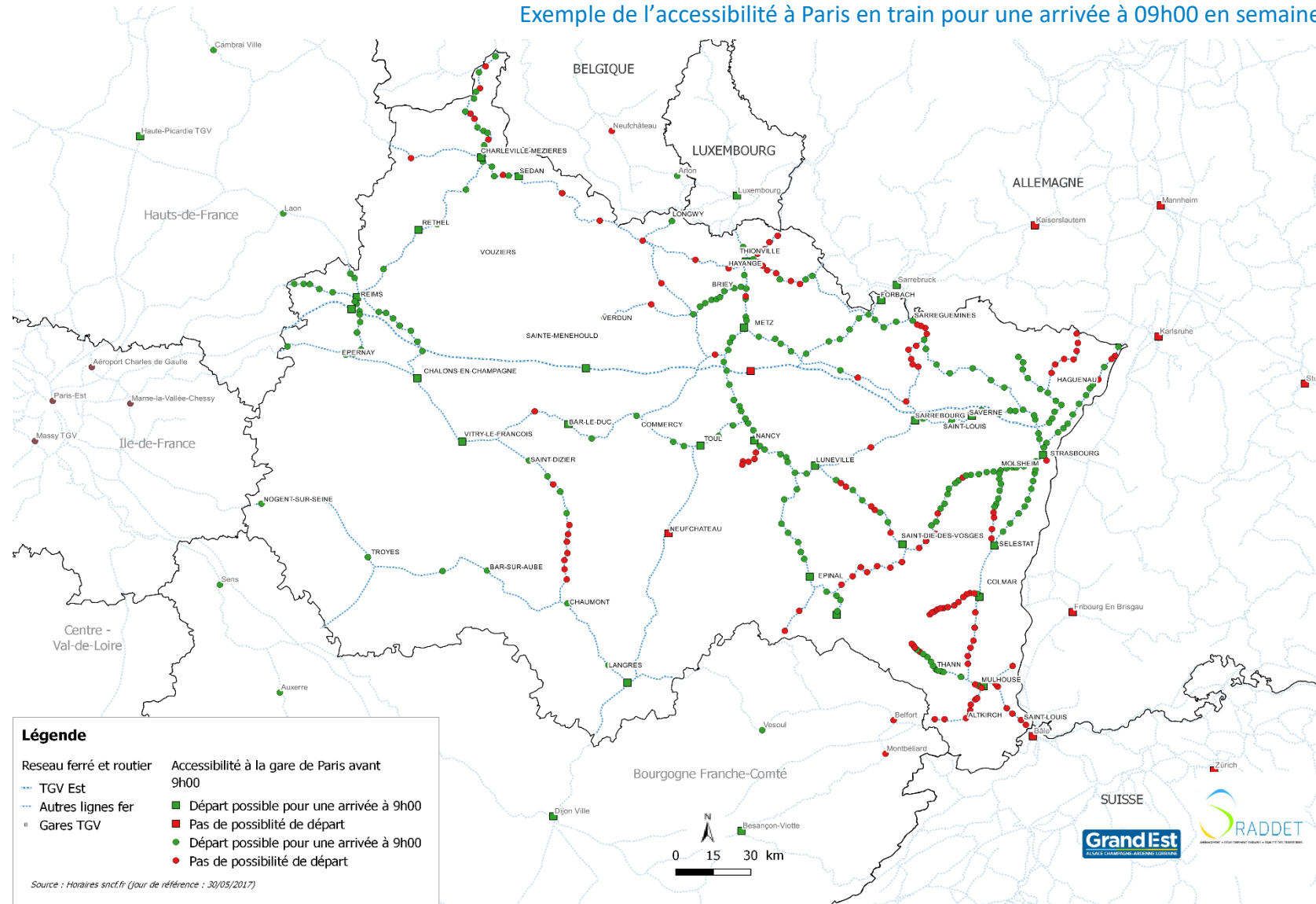
Le réseau TGV est par ailleurs efficacement interfacé au réseau TER, ce qui permet ainsi à une grande part du territoire régional de bénéficier de « l'effet TGV », comme illustré sur la carte suivante.

Grâce à la LGV Est et à des correspondances efficaces dans les principaux nœuds ferroviaires du Grand Est, il est par exemple possible d'accéder à Paris avant 9h un jour de semaine depuis une large proportion des gares régionales.

¹⁵ Région Grand Est. Atlas Grand Est – Volet Mobilité et Transport

¹⁶ SNCF. Grilles horaires 2016 l'Européenne [en ligne] – Disponible sur http://istockfile.prsmmedia.fr/uploads/20150930081653_dfe18708c57bf6604a58618401606324.pdf

Interconnexion des agglomérations de la Région avec Paris Exemple de l'accessibilité à Paris en train pour une arrivée à 09h00 en semaine



De plus, la région est aussi reliée à l'ensemble du territoire national via l'offre TGV¹⁷ avec :

- A l'ouest par liaisons TGV entre Strasbourg et Nantes (2 AR/jour, temps de parcours de 4h47), Strasbourg et Bordeaux (2 AR/jour, temps de parcours de 5h21) et Strasbourg-Rennes (1 AR direct/jour, temps de parcours de 4h15 depuis juillet 2017) ;
- Au nord 4 AR/jour entre Strasbourg et l'aéroport CDG (temps de parcours d'1h49) dont 3 AR prolongés vers Lille (2h44) et 2 vers Bruxelles (3h33) ;

Depuis la mise en service de la première phase de la LGV Rhin-Rhône, les échanges entre les villes le long de l'axe Rhin-Rhône sont facilités par une offre proposant de nombreuses liaisons (Strasbourg-Lyon en 3h40 et Mulhouse-Lyon en 2h52, avec près de 5 allers-retours directs par jour).

Il existe également une liaison entre Luxembourg-Montpellier/Nîmes (1 AR/jour) et Marseille (1 AR/jour). Ces deux liaisons permettent la desserte de Thionville, Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse au sein du Grand Est.

La carte suivante présente le temps de parcours minimal d'accès à Lyon depuis l'ensemble des gares du Grand Est¹⁸.

Il ressort de cette analyse que :

- La majorité des gares du sillon alsacien montre des temps de parcours assez performants (inférieurs à 5h) pour l'accessibilité à Lyon (itinéraire via Mulhouse et la LGV Rhin-Rhône) ;
- L'accessibilité de la majorité des gares de l'ancien territoire champardennais ainsi que du sillon lorrain à Lyon est plus

performante via une correspondance à Paris que par l'itinéraire sud (Neufchâteau, Culmont-Chalindrey, Dijon). Lorsqu'une correspondance est nécessaire (au niveau du sillon lorrain notamment), les temps de parcours vers Lyon deviennent moins compétitifs¹⁹ (avec la voiture notamment) ;

- Au sud du territoire, l'accès à Lyon est réalisé via Dijon.

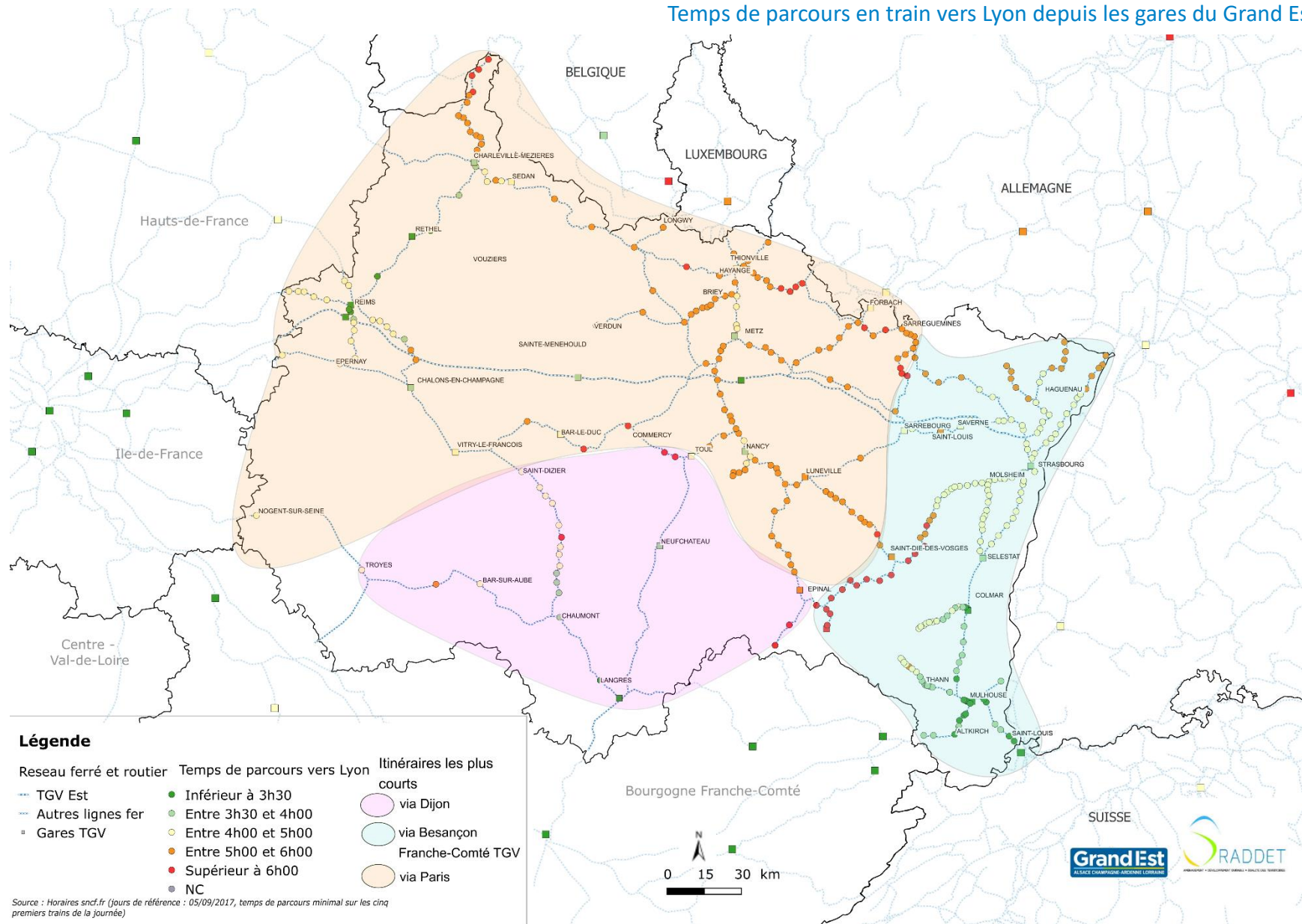
Le territoire du Grand Est présente ainsi une accessibilité assez hétérogène au sud du territoire national avec une bonne performance depuis le sillon rhénan et une efficacité moindre depuis le sillon lorrain et le nord de l'ancien territoire champardennais.

¹⁷ Ces TGV desservent également les gares de Lorraine TGV, Meuse TGV et Champagne-Ardenne TGV au sein du territoire du Grand Est

¹⁸ Temps de parcours calculé sur les cinq premiers trains d'un jour ouvrable

¹⁹ Par exemple, pour un itinéraire Lunéville > Lyon, plus de 5h00 en train contre 4h00 en voiture.

Interconnexion des agglomérations de la Région avec Lyon
Temps de parcours en train vers Lyon depuis les gares du Grand Est



3. Un réseau routier au cœur des grands corridors européens de circulation

Un réseau dense qui comprend des axes structurants à l'échelle européenne

Le réseau routier principal de la région se situe au cœur des grands corridors européens de circulation et complète un maillage autoroutier dense, permettant le passage d'importants flux internationaux et de transit. On dénombre cinq axes majeurs qui desservent une grande partie du territoire.

Le **réseau autoroutier et routier** du Grand Est est structuré autour de :

- **Trois grands corridors Nord-Sud :**
 - L'**A35**, dans la plaine d'Alsace permettant les liaisons entre Strasbourg – Colmar- Mulhouse à la Suisse ;
 - L'**A31**, sillon Lorrain permettant les liaisons entre Nancy – Metz – Thionville – Luxembourg (**dont la section la plus chargée est située au niveau de Luxembourg**) ;
 - Un troisième axe Nord-Sud (**A26-A34**) permet également les liaisons entre les pôles urbains du Champenois (Troyes – Reims - Charleville-Mézières). L'achèvement de la section autoroutière de l'A304 (mise en service en 2018) permettra d'assurer une continuité de l'itinéraire à destination de la frontière belge²⁰.

²⁰ Discontinuité de l'A304 du côté belge reste un enjeu important

²¹ En 2015, entre Metz et l'intersection A30/E25, le trafic moyen journalier annuel atteignait les 101 363 véhicules dont quasiment 12 % de poids lourds (source : Région Grand Est. Fiche d'enjeux SRADDET volet thématique transports et mobilités – Enjeu N°3 : Tirer profit du positionnement régional au cœur des flux européens »)

- **Deux axes Est-Ouest** avec l'A4 (Paris – Metz – Strasbourg) et la RN4 (Paris – Nancy – Strasbourg), permettent également de créer du lien entre les trois anciennes régions.

Un réseau fréquemment saturé du fait de la superposition de flux de différentes natures

Ces axes structurants supportent aujourd'hui des trafics importants et connaissent en divers points des phénomènes de congestion récurrents, en premier lieu aux abords des agglomérations et notamment **autour des principaux pôles urbains des anciennes régions Alsace et Lorraine :**

- L'autoroute A31, où le trafic excède les 100 000 véhicules par jour²¹ sur certaines sections, est aujourd'hui régulièrement saturée autour de Nancy, Metz et Thionville.
- Des phénomènes récurrents de saturation sont aussi présents au niveau de certaines sections de l'autoroute A35²² (agglomération strasbourgeoise).

La présence d'axes aux trafics importants et saturés autour de zones fortement urbanisées du territoire soulève des enjeux forts tels que la réduction de l'exposition des riverains aux nuisances et la qualité de l'air en milieu dense.

A l'origine des difficultés de circulation se trouve la superposition des flux de transit et des usagers pendulaires sur les axes routiers de la Région. Ce phénomène touche en particulier le réseau magistral mais également les réseaux secondaires. En effet, environ 63%²³ du trafic routier

²² Qui enregistrait en 2015 un trafic moyen journalier annuel atteignant les 162 800 véhicules dont 8 % de poids lourds.

²³ Les routes dont les comptages représentent moins de 1 000 véhicules jours (TMJA) n'ont pas été pris en compte. Ils sont peu nombreux et essentiellement situés dans les Ardennes et le Jura alsacien.

transfrontalier de la région Grand Est transite par des axes locaux, urbains ou ruraux. Ces axes, qui remplissent une fonction de desserte locale, sont souvent peu compatibles avec ce trafic du fait de l'importance des flux observés²⁴.

Un enjeu particulier : le trafic routier transfrontalier

La carte de la page suivante représente la répartition géographique des trafics routiers transfrontaliers. Elle met en évidence des différences entre points de passages en matière d'utilisation de la voiture pour les déplacements frontaliers :

- Le Luxembourg accueille 50% des travailleurs frontaliers, mais seulement 34% des flux routiers transfrontaliers – l'importante part modale des transports publics ou privés n'y est pas étrangère : TER, TC urbains et lignes routières interurbaines... La même observation vaut pour la Suisse (22% des frontaliers, 12% des flux routiers) ;
- L'Allemagne est la destination de 28% des travailleurs frontaliers, mais de 45% des flux routiers. Outre la LKW Maut, qui « dope » les trafics transfrontaliers, les solutions en transports en commun sont adaptées à une répartition plus diffuse de l'emploi le long de la frontière, et la part des flux à motifs privés (achats, loisir, famille...) plus importante.
- Pour la Belgique : 5% des frontaliers, mais 10% des flux routiers. C'est sans doute dans la quasi inexistence des TC que les motifs de la segmentation de l'automobile doivent être recherchés.

Sur l'ensemble des frontières luxembourgeoises et helvétiques, le réseau routier est congestionné voire saturé aux heures de pointe. Ailleurs, le trafic routier frontalier reste fluide, à l'exception de sections urbaines entre Forbach et Sarrebruck, ou entre Strasbourg et Kehl (pont de l'Europe).

²⁴ Pour exemple, 21 500 véhicules / jour²⁴ sur la RD16 à Audun-le-Tiche.

²⁵ Source EDGT Nord Lorraine (2015) et EMD Bas-Rhin (2009)

Aussi important qu'il soit, le trafic seul n'explique pas cette situation et plusieurs facteurs aggravants sont à noter :

- Avec une surreprésentation des flux domicile-travail (61% sur le secteur de Longwy ou 47% dans le Bas-Rhin par exemple²⁵), le trafic transfrontalier présente une forte concentration sur les heures de pointe ;
- Le fonctionnement des infrastructures à l'étranger peut limiter la fluidité sur la frontière :
 - **Suisse** : dédouanement de PL, et fonctionnement urbain de type Ring de l'A3 en prolongement de l'A35.
 - **Luxembourg** : croisement de deux axes internationaux à l'échangeur de Bettembourg : A31 et A13, qui relie l'Allemagne à la Belgique.
 - Parfois, les infrastructures, capacitaires en France, ne sont pas relayées **par un gabarit équivalent** en Allemagne (RN353 au sud de Strasbourg, A35 à Lauterbourg...) et au Luxembourg (secteur de Longwy avec des discontinuités entre les RN52 et 18 en France, et l'A13 au Luxembourg).

Le caractère très urbain et multifonctionnel de ces axes les rend particulièrement sensibles aux incidents (parfois externes) qui, nombreux, expliquent souvent le passage d'une situation congestionnée à un phénomène de saturation chronique. Enfin, l'entretien et la maintenance du réseau national non concédé et départemental, qui se dégrade pour un certain nombre d'infrastructures, constitue aussi un enjeu fort pour le maintien de l'accessibilité des territoires.

A noter qu'en 2014, le transport représentait au sein de la région le poste émissif sectoriel de GES (Gaz à Effet de Serre²⁶) le plus important (33% des émissions soit près de 13 millions de tonnes équivalentes en CO₂²⁷).

Ces émissions sont en quasi-totalité la conséquence de la combustion des carburants pour le transport routier (92,8%). De plus, les grands axes de transport sont principalement responsables de la pollution de l'air dans les grandes agglomérations de la région, où les enjeux de préservation de la santé des populations sont primordiaux. Le report modal vers des modes alternatifs à la route constitue alors un « *des leviers à activer au service d'une mobilité durable* »²⁸. En outre, le déploiement des modes actifs (marche à pied et vélo) par des aménagements mais également des actions fortes de communication et de sensibilisation permettront de répondre à l'enjeu de développement durable.

On constate aujourd'hui que les villes ayant développé précocement des aménagements et des politiques en faveur de ces modes alternatifs enregistrent des parts modales plus importantes. Pour exemple, la ville de Strasbourg, qui affiche une politique volontariste sur l'utilisation du vélo²⁹, est aujourd'hui réputée comme la capitale du vélo (16% des actifs se rendent au travail en vélo dans la commune³⁰).

²⁶ Gaz (notamment la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone, le méthane, l'ozone etc.) qui absorbent une partie des rayons solaires en les redistribuant sous la forme de radiations au sein de l'atmosphère terrestre, phénomène appelé effet de serre.

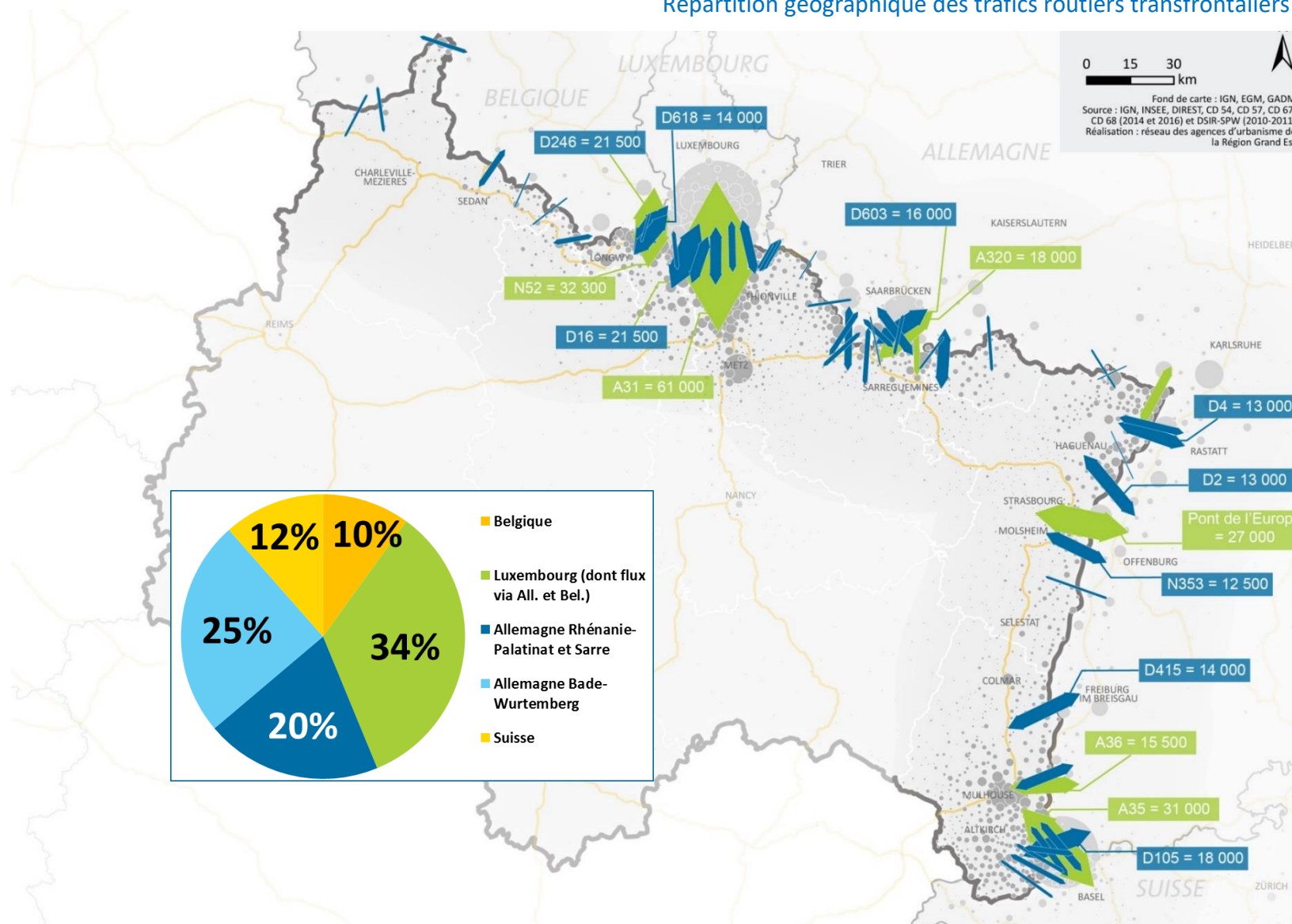
²⁷ Contribution de la DREAL. « Note d'enjeu pour le SRADDET du Grand Est ». Version du 06.07.2017

²⁸ Ibid.

²⁹ Strasbourg.eu – Chiffres clés avec notamment 560 km d'itinéraires cyclables, 4 400 Vélohop disponibles, 19 000 arceaux de stationnement

³⁰ Insee. « Strasbourg, maillot jaune de la petite reine » - 17.01.17 [en ligne]. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2556309>

Flux routiers transfrontaliers par type de routes et frontière Répartition géographique des trafics routiers transfrontaliers



Ce qu'il faut retenir

- **Une bonne accessibilité de la région depuis/vers l'extérieur grâce à des réseaux performants pour tous les modes** (réseau routier et autoroutier dense, desserte TGV performante et la présence de nombreuses plateformes aéroportuaires au sein de la région et sur les territoires environnants).
- Si la desserte ferroviaire du territoire est performante le long d'un axe Est-Ouest (vers Paris notamment), il existe des inégalités d'accessibilité au sud du territoire national, qui s'aggravent.
- **Le réseau routier régional est dense mais connaît des problèmes de congestion récurrents** sur certains grands axes autoroutiers et aux abords des principales agglomérations., du fait de la multiplicité des usages (trafic pendulaire local, trafic de transit national et international) et de l'étalement urbain.
- **En marge du réseau routier structurant**, des discontinuités dans la qualité et le gabarit de certains axes qui impactent en particulier le trafic transfrontalier, **qui emprunte pour une part importante des axes locaux, urbains ou ruraux**. Ces axes, à vocation de desserte locale, sont souvent peu compatibles avec l'importance des flux observés et connaissent des saturations importantes en certains points de passage.

Une desserte régionale dense et différenciée reflétant la structure du territoire

1. Un cadre budgétaire contraint

La contribution publique aux transports et à l'aménagement du territoire (952 M€ en 2017³¹) est le premier poste de dépenses de fonctionnement dans le budget régional (2,8 milliards d'euros en 2017³²).

Entre 2011 et 2015, les dépenses pour le transport ferroviaire de voyageurs ont augmenté **de 20,4% en région Grand Est**. Cette augmentation est en-dessous de la moyenne nationale hors Île-de-France (**augmentation de 27,4 %**). A contrario, une baisse des dépenses pour le transport est à noter entre 2015 et 2016 : cette diminution est plus importante pour la région Grand Est qu'à l'échelle nationale (**-0,9 % contre -0,6 %**). A ce titre, l'ambition de développement des transports régionaux s'inscrit dans un cadre budgétaire extrêmement contraint.

Dans la région, cette baisse de dépense s'accompagne d'une augmentation très significative de l'offre. En effet, grâce à la nouvelle convention TER (signée le 19/12/2016), 200 trains supplémentaires circulent chaque jour pour un coût constant.

Un des grands objectifs stratégiques de la nouvelle convention est d'ailleurs l'assurance de la soutenabilité financière du transport public avec « la mise en place d'une nouvelle politique tarifaire unifiée sur l'ensemble

³¹ Région Grand Est. « Le budget 2017 » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.grandest.fr/le-budget/>

³² Ibid.

du territoire, ainsi que la mise en place d'un dispositif de lutte anti-fraude modernisé et efficient qui jouera un rôle majeur dans la préservation et le développement des recettes »³³.

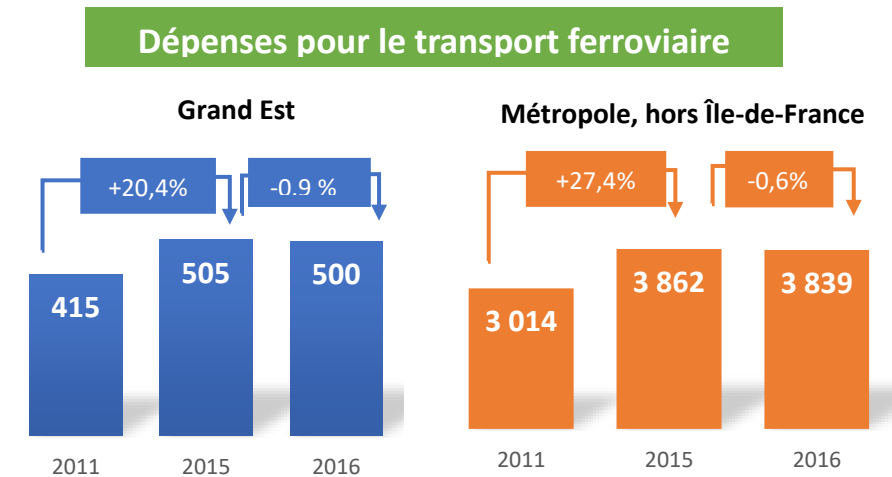


Figure 1. Dépenses pour le transport ferroviaire régional de voyageurs (Source : Budgets primitifs des Régions)

En 2015, la dépense d'exploitation du réseau TER dans le Grand Est s'élevait à **0,29 €/voy-km**³⁴, en cohérence avec la moyenne nationale. Avec l'augmentation de l'offre à coût constant, les coûts sont aujourd'hui optimisés pour la performance actuelle de l'offre. De plus, rapportée à la population régionale, la dépense pour le transport régional de voyageurs

³³ « Convention d'exploitation relative à l'organisation et au financement du service public de transport régional de voyageurs entre la Région Grand Est et SNCF Mobilités » - 2017-2024

³⁴ Charges d'exploitation du TER rapportées à la fréquentation. Source : Grand prix des Régions, Villes Rail & Transports.

représente **100 €/habitant en 2015**. Ainsi, la région affiche une politique volontariste en termes de développement des transports régionaux (la moyenne nationale hors Île-de-France s'élève quant à elle à **77€/habitant**).

Lors de la co-construction du diagnostic du SRADDET avec l'ensemble des partenaires, la **question de la soutenabilité du modèle économique** du transport régional a été évoquée à de nombreuses reprises. Aujourd'hui, le modèle ne permet pas l'équilibre économique, même sur des lignes saturées. L'élaboration d'un nouveau modèle est alors un véritable enjeu dans les prochaines années.

2. L'offre de transport régional en chiffres

La région Grand Est se situe à la seconde place (derrière Auvergne-Rhône-Alpes) du podium des régions françaises en termes d'offre. Les trains et cars conventionnés par la Région ont ainsi parcouru plus de **32 millions de kilomètres** en 2015 (81 % de cette offre concerne la desserte ferroviaire et 19 % l'offre des cars TER).

Avec une fréquentation de plus de 1,9 millions de voy.km par an en 2015, la région se situe à la troisième place en termes de fréquentation de son réseau (derrière Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France). La fréquentation des TER du Grand Est a augmenté **de 5,1 % entre 2011 et 2015** ; ce qui est supérieur à la moyenne nationale (**augmentation de 4,4%**).

³⁵ « Convention d'exploitation relative à l'organisation et au financement du service public de transport régional de voyageurs entre la Région Grand Est et SNCF Mobilités » - 2017-2024

Parmi les facteurs qui peuvent expliquer cette évolution, on peut notamment citer la qualité de l'offre ferroviaire régionale en termes de régularité : « *le service de transport public régional des Trains Express Régionaux (TER) de la région sont les plus fiables de France : en 2015, 96,1% de trains ont circulé à l'heure en Alsace, 95,2 % en Lorraine et 94,8 % en Champagne-Ardenne, respectivement 1^{ère}, 2^e et 3^e région de France* »³⁵.

Fréquentation du réseau TER (millions de voy.km)

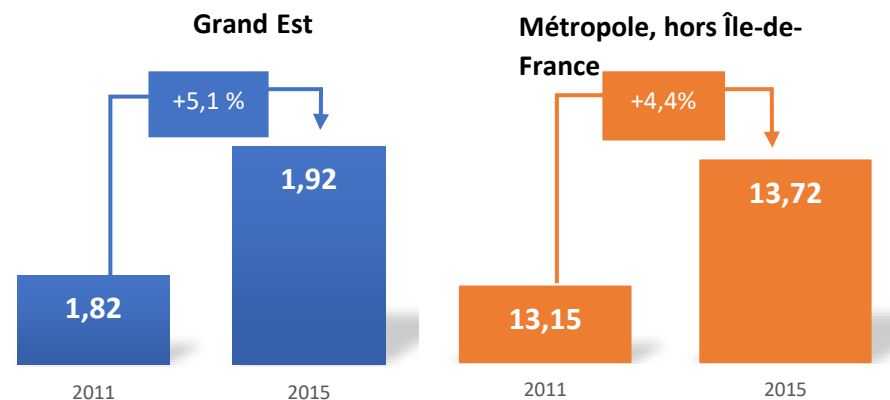


Figure 2. Fréquentation du réseau TER (millions de voy.km). Source : Grand Prix des Régions, Villes Rail & Transports

3. Une offre ferroviaire régionale cohérente avec la densité de peuplement du territoire

La carte suivante présente la desserte ferroviaire régionale³⁶ superposée à la densité des populations sur le territoire du Grand Est. Elle met en évidence que l'offre ferroviaire régionale est bien développée sur les axes à fortes densités de population où le cadencement a permis de mieux répondre aux besoins de mobilité.

En dehors de l'Île-de-France, le Grand Est est la région qui voit circuler en 2016 le plus grand nombre de trains par jour, avec des trafics parmi les plus denses au plan national, notamment sur les sillons alsacien et lorrain. On dénombre **plus de 500 trains TER/jour** en gare de Strasbourg, **plus de 300 trains TER/jour** sur la gare de Nancy et **plus de 280 trains/jour sur la gare de Metz**.

Sur ces grands axes de desserte, la nouvelle Convention TER a pour objectif stratégique d'augmenter significativement l'offre notamment avec³⁷ :

- Le cadencement à la demi-heure toute la journée du sillon lorrain et du TER 200³⁸ (Strasbourg – Bâle) ;
- Le cadencement du « triangle Marnais » (Reims, Epernay et Châlons) ;
- Le renforcement de l'offre entre Strasbourg et Metz.

³⁶ A noter que depuis 2016, le principe du transfert d'autorité de l'Etat aux régions des Trains d'Equilibre du Territoire a été validé sur plusieurs lignes : Paris-Troyes-Belfort, Hirson-Metz et Reims-Dijon. L'accord passé prévoit « un engagement particulier de la part de l'Etat concernant la ligne Paris-Troyes-Belfort ». Cette ligne est d'ailleurs représentée sur la carte page suivante.

- A l'ouest du territoire, l'offre ferroviaire se développe principalement sur le triangle marnais (Reims – Epernay – Châlons-en-Champagne) et l'axe Reims-Charleville.
- En dehors de ces trois grands axes de desserte, il existe aussi quelques liaisons transversales TER sur la partie Est du territoire, avec notamment les couples origine-destination Epinal-Strasbourg et Saint-Dié-des-Vosges – Lunéville.

Un enjeu fort pour l'avenir : offrir plus de capacité dans un contexte financier contraint

Les lignes et nœuds ferroviaires principaux (Metz, Mulhouse, Nancy et Strasbourg) sur les axes des sillons alsacien et lorrain tendent aujourd'hui à atteindre leurs limites de capacité, du fait du fort développement de l'offre réalisé dans les dernières années.

Des projets d'aménagements de ces nœuds ferroviaires sont déjà actés dans le cadre du nouveau Contrat Plan Etat Région (CPER), et pour certains en cours de réalisation d'ici 2022 (notamment Strasbourg et Mulhouse). L'accroissement de la capacité des nœuds ferroviaires structurants est un enjeu fort pour la région Grand Est.

Au-delà des infrastructures ferroviaires structurantes, l'état des infrastructures ferroviaires locales (« capillaires voyageurs ») se dégrade et leur maintien n'est pas toujours assuré. **Un arbitrage entre le renforcement du réseau structurant et le maintien en l'état des**

³⁷ « Convention d'exploitation relative à l'organisation et au financement du service public de transport régional de voyageurs entre la Région Grand Est et SNCF Mobilités » - 2017-2024

³⁸ ORTAL – Panorama des Transports : « nom commercial de certains TER qui ont la particularité d'atteindre 200 km/h. Ces trains circulent de Strasbourg à Bâle. Certains ont été prolongés jusqu'à Nancy

infrastructures existantes au regard de leur dégradation sera nécessaire dans les prochaines années.

Par ailleurs, l'offre TER sur les sillons alsacien et lorrain est largement structurée par une demande transfrontalière massive dont le caractère fortement pendulaire l'apparente à une mobilité suburbaine :

- L'axe Metz-Luxembourg, et tout particulièrement la section Thionville-Luxembourg avec jusqu'à 110 trains/jour,
- L'axe Mulhouse-Bâle avec jusqu'à 95 trains/jour³⁹.

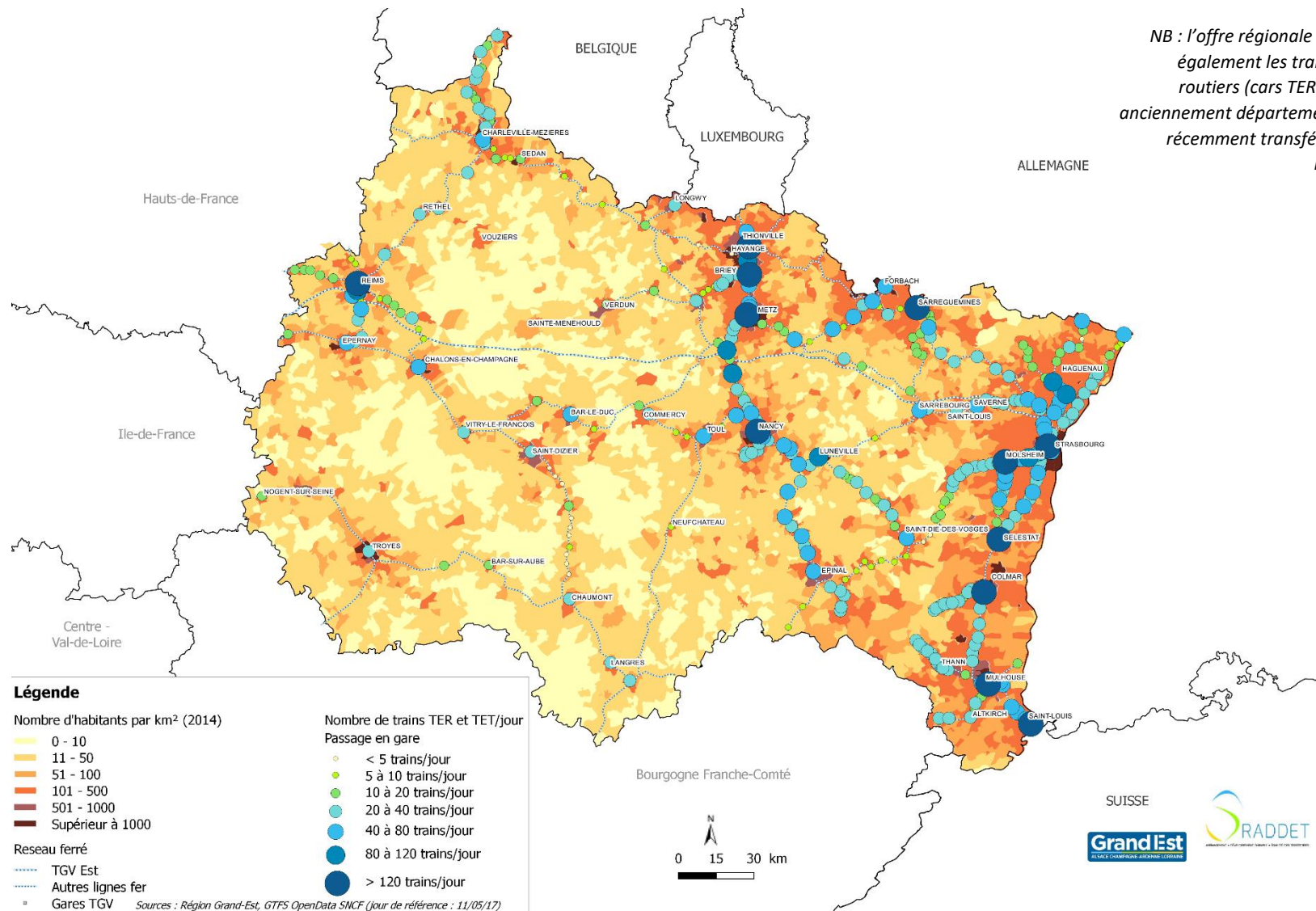
Sur ces sections, où la demande est la plus importante de la région, la fréquence ne constitue pas l'unique réponse et le nombre de places offertes est à considérer. Au regard de ce que permet l'infrastructure (longueur des quais...), les trains (TER2N ou autres) circulent ainsi selon des compositions (nombre de caisses) et assemblages (unités multiples) optimisés.

³⁹ L'offre est toujours donnée deux sens confondus, soit, par exemple, 55 trains par sens pour Thionville. Source Région Grand Est, 2017.

Une bonne adaptation de l'offre et du réseau à la structure du territoire

Densité de population et nombre de passages de trains TER et TET/jour dans les gares du Grand Est

NB : l'offre régionale intègre également les transports routiers (cars TER et cars anciennement départementaux) récemment transférés à la Région.



4. Des disparités d'accès aux différents pôles urbains de la région

Hérité de l'histoire du chemin de fer depuis 1827, le réseau ferroviaire régional garantit une accessibilité variable aux différents pôles urbains régionaux, même à l'échelon des anciennes capitales de Région :

- **Strasbourg** bénéficie d'une accessibilité efficace sur la partie Est du territoire. Au sein du territoire régional, les liaisons Est-Ouest sont moins performantes à l'ouest du sillon lorrain, y compris à partir des gares de la ligne LGV. L'accessibilité depuis les territoires transfrontaliers est aussi assurée avant 09h (Allemagne et Luxembourg notamment).
- Comme pour Strasbourg, l'accessibilité à **Metz** est efficace sur la partie Est du territoire. Il n'est pas possible d'accéder à Metz depuis l'ouest du Grand Est avant 9h sauf sur la liaison Charleville-Mézières, Longuyon, Longwy (deux correspondances nécessaires pour ce trajet). A noter que l'accès depuis Paris n'est pas « au vert » sur cette carte, le premier train arrivant en gare de Metz à 09h04.
- L'accessibilité à **Châlons-en-Champagne** est quant à elle plus efficace sur la partie ouest du territoire, que vers l'Est au-delà du sillon Lorrain. Néanmoins des liaisons sont possibles avec les grands pôles urbains comme Metz, Nancy, Strasbourg. Le cadencement des anciens réseaux alsacien et lorrain permet de rendre un certain nombre de gares accessibles à l'est du territoire. A noter que l'absence d'une liaison ferroviaire sur l'axe nord-sud (Reims – Troyes) est compensé par l'existence de la ligne d'autocar régional Trans Champagne-Ardenne, permettant une liaison entre les pôles urbains de Troyes, Châlons-en-Champagne et Reims.

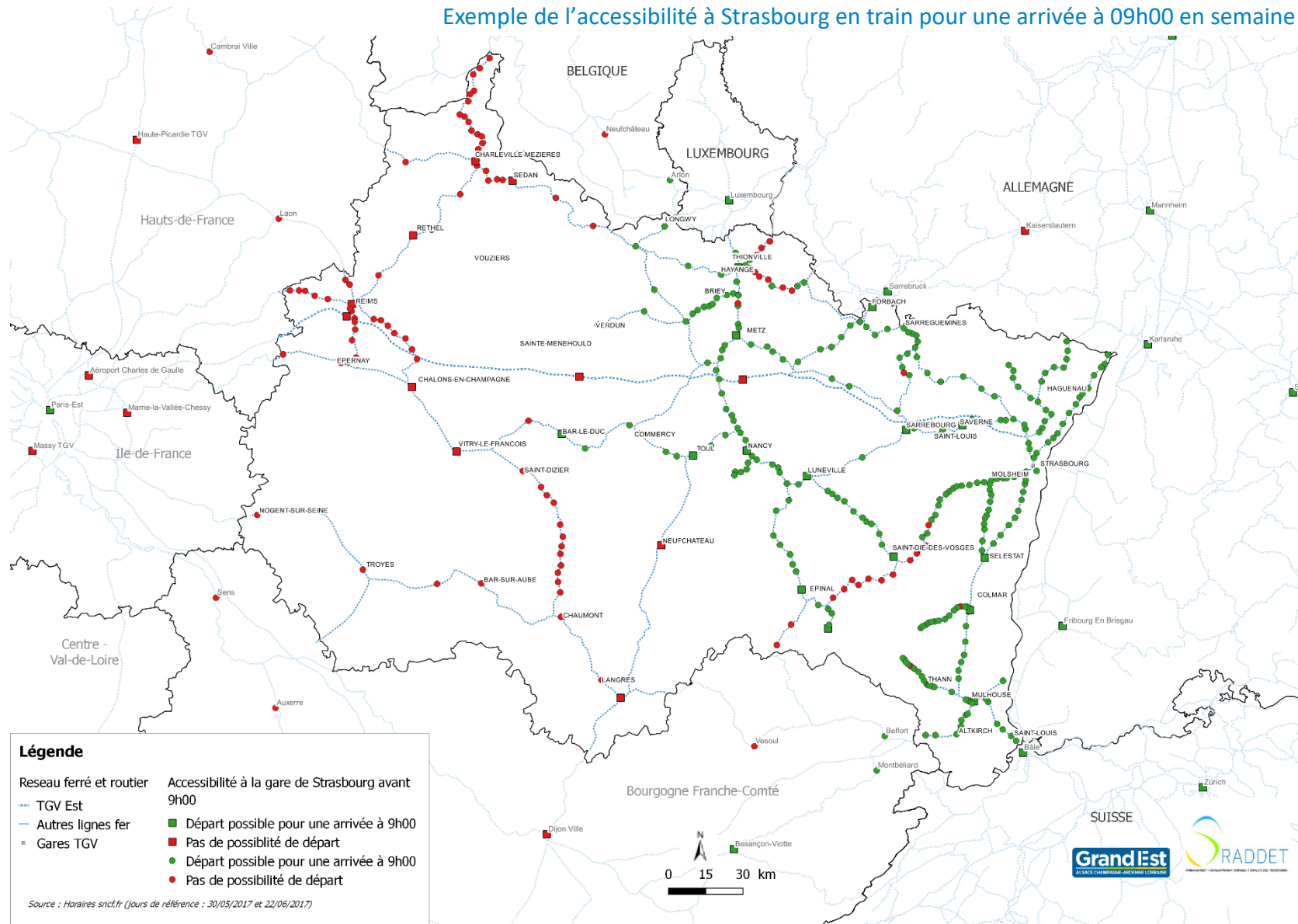
De ces analyses, il ressort que si l'accessibilité ferroviaire du Grand Est depuis et vers l'extérieur est efficace, l'accessibilité interne est quant à elle

plus hétérogène (un territoire anciennement champardennais avec une offre moins efficace que pour les secteurs Est du territoire).

Aujourd'hui, l'offre ferroviaire correspond toujours à une juxtaposition des trois anciennes offres régionales, ce qui a pour conséquence de générer des « effets frontière » au sein même du territoire. Une optimisation et une mise en cohérence de l'offre à l'échelle du territoire constitue un enjeu important pour la Région.

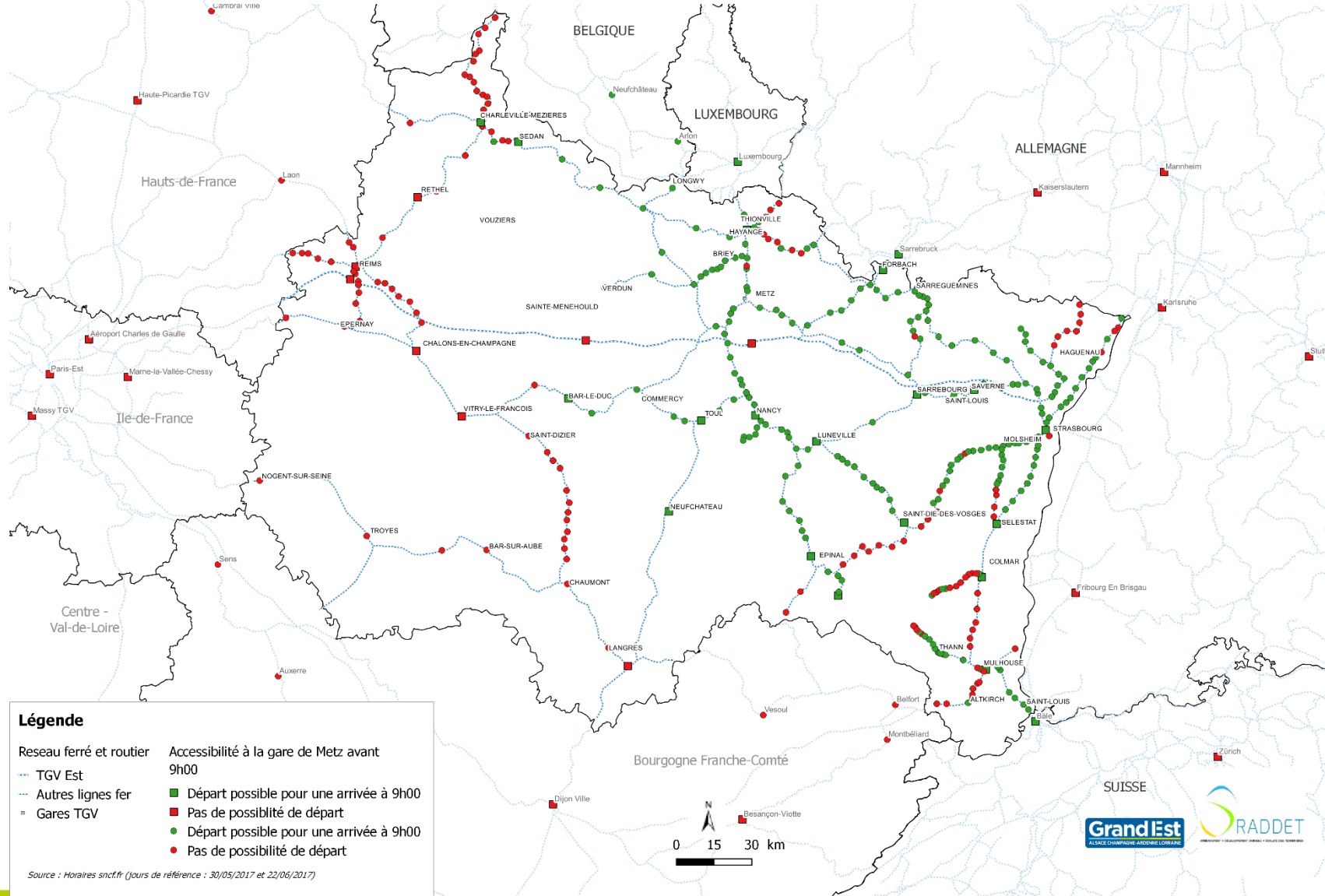
Cet objectif de « maillage régional » est d'ailleurs défini dans la Convention TER, afin d'alimenter les relations inter-villes et ainsi créer un effet réseau à l'échelle du territoire du Grand Est (renforcement des liaisons est-ouest et entre les principales agglomérations du territoire).

Interconnexion entre les agglomérations de la Région Exemple de l'accessibilité à Strasbourg en train pour une arrivée à 09h00 en semaine

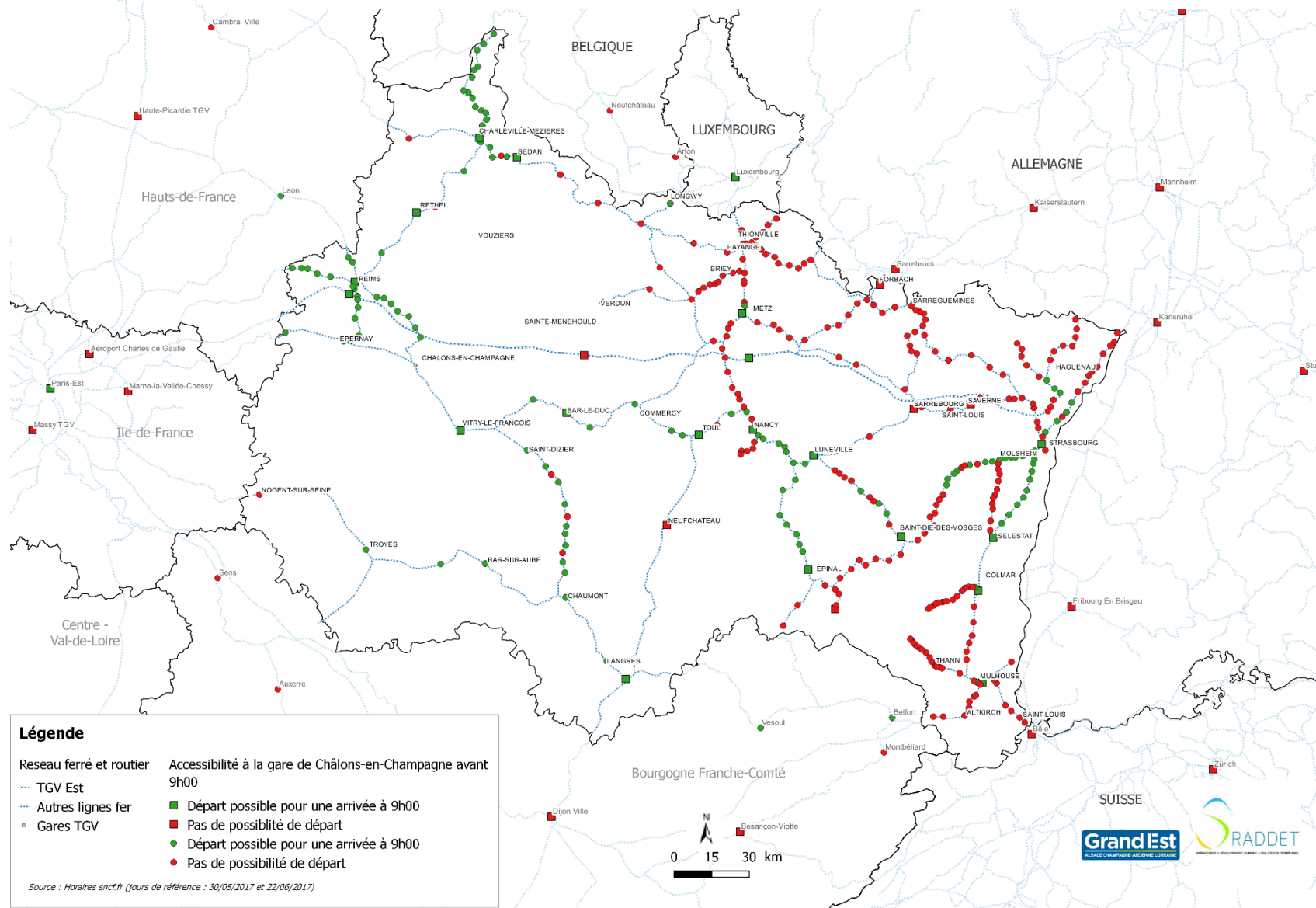


Interconnexion entre les agglomérations de la Région

Exemple de l'accessibilité à Metz en train pour une arrivée à 09h00 en semaine



Interconnexion entre les agglomérations de la Région Exemple de l'accessibilité à Châlons-en-Champagne en train pour une arrivée à 09h00 en semaine



Ce qu'il faut retenir

- **Le système des transports collectifs** qui fonctionne sous contrainte budgétaire, a **atteint les limites de son modèle économique pour le mode ferroviaire** (les coûts sont aujourd'hui optimisés au regard de la performance actuelle de l'offre régionale) ;
- **La desserte régionale est globalement bien adaptée à la structure du territoire ;**
- Il existe cependant **certaines inégalités d'accessibilité aux différents pôles urbains** régionaux. L'offre doit être mise en cohérence avec le nouveau territoire de la région ;
- **Saturation des principaux nœuds ferroviaires** du réseau (Metz, Mulhouse, Nancy, Strasbourg), sur lesquels les capacités, les performances, et la robustesse devront être améliorées ;
- **Dégradation de l'état des « capillaires voyageurs »** et question du maintien de ces infrastructures.

Une offre de transport plurielle à l'échelle Grand Est

1. Quelles sont les offres « traditionnelles » complémentaires à l'offre régionale ?

Le transport urbain et interurbain

Suite à la loi NOTRÉ⁴⁰ du 7 août 2015, la région est devenue la collectivité compétente en matière de transport interurbain et scolaires (transfert depuis les départements). En accord avec les départements concernés, elle exerce ces deux compétences depuis le 1^{er} janvier 2017.

Sur les anciens réseaux départementaux, il existe une offre commerciale plus ou moins développée selon les départements, au-delà de l'offre à destination de la clientèle scolaire. La Moselle présente l'offre commerciale la plus importante ; suivie du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. *A contrario*, certains départements ne possèdent que très peu d'offre commerciale autre que scolaire (deux lignes régulières en Haute-Marne).

Les politiques tarifaires **sont aujourd'hui différentes** selon les départements (zonale, selon la distance, tarif unique) ; ce qui ne facilite pas la lisibilité de l'offre à l'échelle du territoire du Grand Est.

De plus, si pour certains réseaux, les lignes sont organisées autour du réseau TER et de pôles multimodaux (en offrant des correspondances efficaces), certaines offres viennent en doublon de l'offre régionale déjà existante. Dans une perspective de rationalisation de l'offre de services,

⁴⁰ Nouvelle Organisation Territoriale de la République

⁴¹ Tim. Fiche horaire par ligne (Horaires valables du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017 [en ligne]. <http://www.moselle.fr/lestransports/Pages/Sedeplacer/Fichehoraireparligne.aspx>

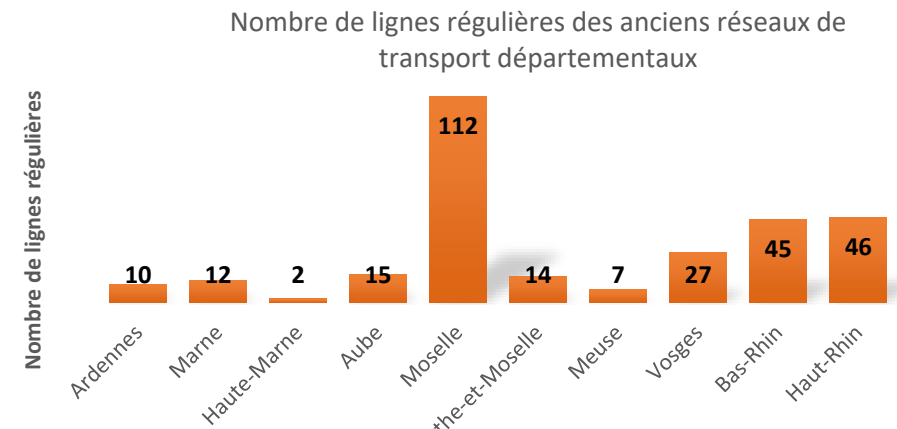


Figure 3. Nombre de lignes régulières - Réseaux interurbains (anciennement départementaux).
Sources : Vialsace, Vitici et SimpliCim et sites départements

certains secteurs/liaisons à enjeux peuvent déjà être pré-identifiés. **Pour exemples :**

- Au nord de la Moselle, la liaison Metz-Thionville (près de 18 AR/jour par la ligne 49 et 2 AR/jour par la ligne Express 202 du réseau TIM⁴¹), alors que la ligne est desservie par plus de 50 AR TER directs/jour ;
- En Meurthe-et-Moselle, la liaison Nancy-Lunéville est desservie par une ligne structurante du réseau Ted' (R650 Nancy-Dombasle-Lunéville avec 10 AR/jour⁴²), alors qu'il existe une desserte ferroviaire dense (plus de 40 trains AR TER directs/jour) ;

⁴² <https://www.simpli-cim-lorraine.eu/fr/part6/lignes-regulieres/1022>

- La liaison Mulhouse – Altkirch est desservie par trois lignes du réseau départemental (près de 19 AR TER directs/jour)

Afin d'identifier de manière plus précise les secteurs à enjeux pour l'optimisation de l'offre interurbaine, il conviendra d'analyser les lignes commerciales structurantes de chacun des réseaux (fréquence de desserte élevée en heure de pointe). En effet, l'existence d'une ligne « en doublon » ne signifie pas forcément un doublon de l'offre (pour exemples, des lignes de marché ou de desserte de pôles d'enseignements peuvent venir en complémentarité horaire de l'offre régionale existante). Cette étude d'optimisation de l'offre est en cours au sein de la région Grand Est.

L'acquisition de cette nouvelle compétence de la région constitue ainsi une opportunité de construire une offre de transport régionale unifiée à l'échelle du territoire.

Les AOMD au sein du territoire du Grand Est

Suite à la loi NOTRÉ⁴³ du 7 août 2015, les compétences des agglomérations sont renforcées en substituant les anciennes AOTU⁴⁴ par des AOMD (Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable), qui disposent « *de compétences élargies au-delà des transports collectifs urbains de personnes : autopartage, covoiturage, modes actifs, etc.* »⁴⁵.

La carte ci-après présente les nouveaux périmètres des AOMD de transports urbains, superposés au nombre de gares TER au sein de chaque périmètre. La majorité des AOMD concentre une ou plusieurs gares au sein de leur périmètre.

Pour les AOMD dont les périmètres concentrent plusieurs gares desservies par le réseau ferroviaire, il sera nécessaire de préciser la nature des missions qui sont attribuées à chaque mode de transport. En effet, les trains régionaux ne peuvent pas assurer une desserte systématique de toutes les gares, au risque de dégrader fortement l'attractivité des dessertes de moyenne et de longue distance, qui constituent le cœur des missions de l'offre régionale.

La carte permet d'illustrer la diversité des territoires dont la desserte est placée sous la responsabilité des AOMD sur le territoire. Il est néanmoins à noter que ces territoires sont répartis de façon relativement homogène sur la région. 683 communes et 2,9 millions de personnes (52% de la population de la région) sont ainsi couverts par 32 réseaux.

La lisibilité des différentes offres, tarifs et systèmes d'informations multimodaux (SIM) présents sur le territoire est un des facteurs clé de leur attractivité. Cet enjeu est déjà intégré dans la politique régionale,

notamment au travers de la refonte des SIM Vialsace (Alsace), SIMPLICIM (Lorraine) et VITICI (Champagne-Ardenne) au sein d'un SIM unique.

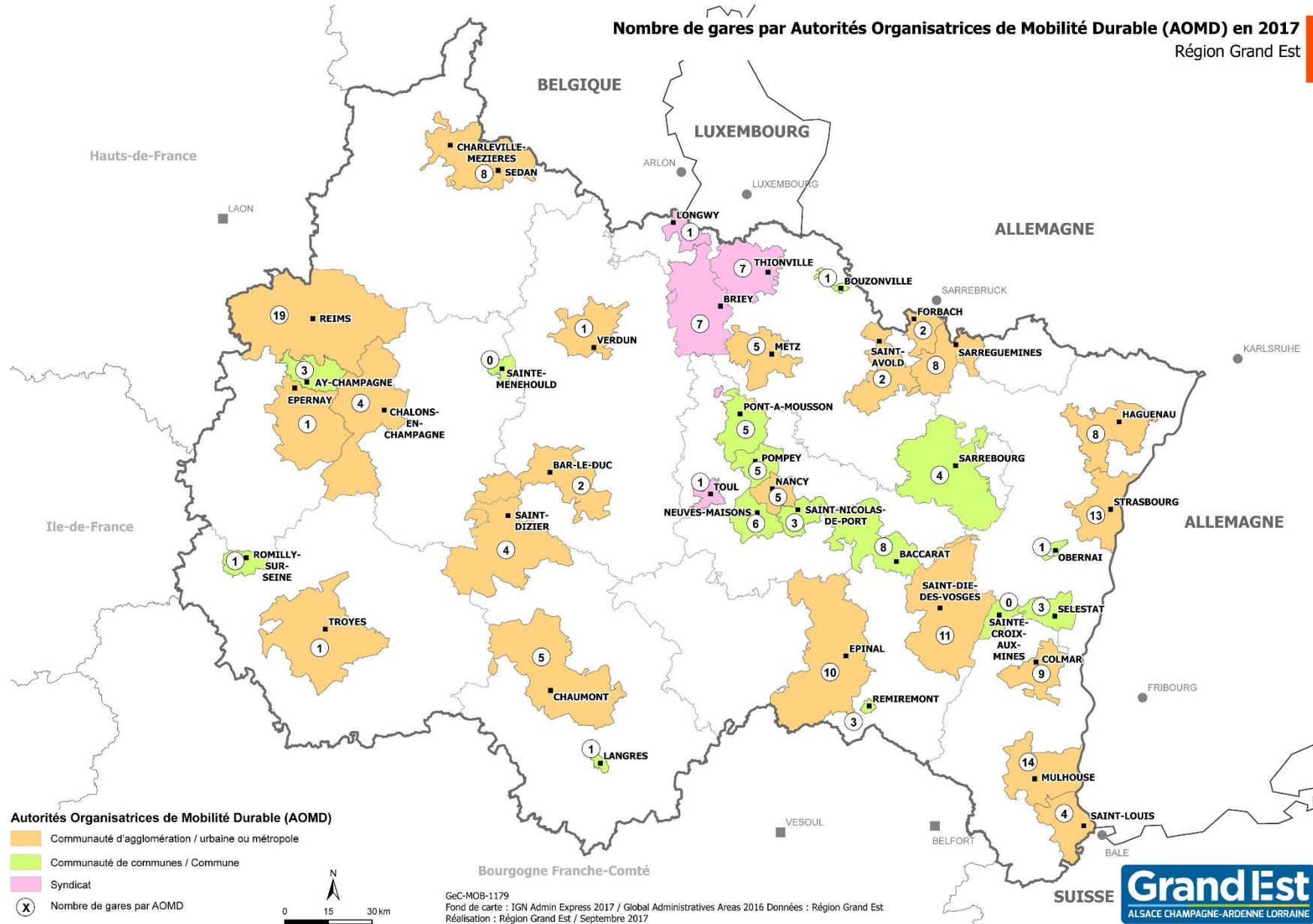
⁴³ Nouvelle Organisation Territoriale de la République

⁴⁴ Autorités Organisatrices des Transports Urbains

⁴⁵ Région Grand Est. Atlas volet Mobilité Transport

Nombre de gares par Autorités Organisatrices de Mobilité Durable (AOMD) en 2017

Région Grand Est



Focus sur les autres offres transfrontalières

Comme évoqué précédemment, l'offre TER est structurée par une demande transfrontalière concentrée sur deux axes : Metz-Luxembourg et Mulhouse-Bâle. Sur les autres axes de déplacements transfrontaliers, il existe aussi d'autres types d'offres en transports en commun. Pour exemples :

- Sur le secteur de Longwy, qui concentre 10% des frontaliers du Grand Est, l'offre TER est limitée à 9 aller-retour directs seulement vers Luxembourg Ville. La gare du secteur qui bénéficie de dessertes complémentaires en provenance de Athus et de Arlon, est **Rodange au Luxembourg** (située à 5 km de Longwy ; 49 trains/jour vers Luxembourg). La part modale des TC, environ 15%, repose beaucoup sur cette gare CFL⁴⁶, ralliée en voiture, ou via les lignes de bus transfrontalières 398 et 399 du réseau RGTR dont l'AOM est l'État Luxembourgeois³.
- A Sarreguemines, la desserte transfrontalière repose⁴ sur la ligne tram-train Saarbahn, sous l'autorité du Land de Sarre (*RegionalstadtBahn*).

Sur toutes les frontières où la demande existe, une offre routière urbaine ou interurbaine complète l'offre TER, ou palie son absence. Cette offre peut être dense (exemple du tram Strasbourg-Kehl) et foisonnante (frontière luxembourgeoise), mais sa gouvernance pose toujours question :

- **Multiplicité des autorités organisatrices et de leurs formats** : état centraux (Luxembourg) ou fédérés (ailleurs), cantons suisses, ressorts territoriaux, syndicat mixte / Verkehrsverbund et assimilés) ;
- **Tarifications et billettiques transfrontalières multiples et complexes** ;
- **Services parfois opérés en France par et pour des acteurs étrangers** ;

⁴⁶ Chemins de Fer Luxembourgeois

■ Offre privée importante et mal connue (Luxembourg).

A l'opposé, l'offre en transports en commun est parfois inexistante sur des secteurs où l'emploi transfrontalier est numériquement faible, mais important relativement à la population active : Lorraine Gaumoise, Ardennes...

Le nombre important d'instances de coordination ne favorise pas les prises de décision concernant le développement d'une offre globale optimisée ; et constitue un enjeu pour le territoire du Grand Est.

Information multimodale et tarification

Aujourd'hui, la pluralité des offres de transport mise en place par les différentes collectivités, chacune dans son champ de compétence et par les acteurs privés, ne permet pas aux usagers **d'avoir une vision lisible et globale de l'offre**.

Du fait de la formation récente de la région Grand Est et du transfert des réseaux de cars anciennement départementaux, la billettique et la tarification des transports sont segmentées, hétérogènes et manquent globalement de cohérence.

Dans le sens de ce constat, une nouvelle gamme tarifaire TER s'applique à l'échelle des territoires de la région depuis le 1^{er} septembre 2017. Les principaux tarifs « *sont construits de telle manière à être plus lisibles et plus accessibles [...] Ils favorisent l'intermodalité et la synergie entre les réseaux* »⁴⁷.

Afin de faciliter l'intermodalité et les déplacements des usagers au quotidien, La région s'appuie sur **trois plateformes multimodales, à l'échelle des trois anciennes régions historiques** (SimpliCim, Vialsace et Vitici). L'information en temps réel facilite la pratique des mobilités pour les usagers. La création d'un Système d'Information Multimodale unique à l'échelle Grand Est est prévue pour avril 2019.

Ce qu'il faut retenir

- Il existe aujourd'hui certains **doublons ou/et de la concurrence** entre l'offre de transport de la Région et les réseaux transférés par les Départements, ou avec les réseaux des AOMD (desserte de gares urbaines ou périurbaines / dessertes structurantes des AOMD et des parkings relais). Une réflexion en cours devrait permettre de rationaliser l'offre à l'échelle du Grand Est ;
- La billettique et la tarification des différents modes de transports sont segmentées et hétérogènes à l'échelle du territoire. Des démarches sont également en cours pour unifier les gammes tarifaires et outils d'information sur l'offre de transport régionale ;
- Pour les déplacements transfrontaliers, il existe des offres complémentaires de l'offre TER mais leur **gouvernance est complexe** et ne favorise ni la lisibilité ni la cohérence des offres existantes.

⁴⁷ Région Grand Est. « La Région Grand Est lance une nouvelle gamme tarifaire TER ! »
Communiqué de presse du 13/07/17

2. Un essor des mobilités nouvelles en complémentarité de l'offre traditionnelle

Où les offres nouvelles se sont-elles développées en Grand Est ?

Depuis quelques années, les pratiques de mobilité évoluent avec l'apparition de **nouveaux services de mobilité**⁴⁸ :

- Des services liés à l'automobile avec :
 - **L'autopartage** : service de location de véhicules pour lequel les véhicules sont détenus par une société, une organisation ou des particuliers, et mis en partage auprès des différents publics ;
 - **Le covoiturage** : service consistant à partager et à amortir le coût d'un trajet par le partage d'un véhicule sur une distance déterminée : le covoiturage peut être spontané (stop-pouce) ou organisé ;
- **Les voitures de tourisme avec chauffeur (VTC).**
- Des services liés au développement des modes alternatifs (modes doux) avec des **vélos en libre-service** (VLS) ou location longue durée ;
- Des nouveaux services de transports en commun avec l'arrivée sur le marché des **cars « Macron »**, ainsi que le développement des services de **transport à la demande**.
- **L'émergence de nouvelles technologies de transport (véhicule autonome, voiture électrique)**, offre des potentialités très intéressantes de développement à l'avenir et de maîtrise de l'énergie, notamment pour les zones péri-urbaines où la mise en place d'une offre de transports en commun « conventionnelle » ne serait pas

⁴⁸ Les définitions suivantes sont issues du rapport du CGDD « PROSPECTIVE – Usages novateurs de la voiture et nouvelles mobilités » - Rapport final janvier 2016 [en ligne] - https://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/etudes-et-statistiques/prospective/automobile/2016-01-Usages-novateurs-voiture-Rapport.pdf

adaptée, en raison des faibles densités de population et de l'importance des distances à parcourir.

Le tableau ci-après recense l'offre actuelle en termes de nouvelles mobilités sur le territoire du Grand-Est à l'échelle des anciennes régions historiques⁴⁹.

Tableau 2. Recensement des infrastructures de nouvelles mobilités. Source : Observatoire Régional Transports & Logistique du Grand Est

| | Alsace | Champagne-Ardenne | Lorraine |
|---|-------------|-------------------|------------|
| Aires et parkings de covoiturage | Près de 140 | 14 | Près de 90 |
| Services d'autopartage | 11 | 1 | 2 |
| VLS ou location longue durée | 4 | 1 | 2 |

La carte suivante présente la localisation de l'offre de covoiturage à l'échelle régionale⁵⁰. Elle illustre que ces offres nouvelles se sont développées en complémentarité de l'offre traditionnelle, c'est-à-dire là où cette dernière était elle-même déjà bien développée. Les aires de covoiturage sont ainsi très présentes dans le sillon alsacien, un peu moins dans le sillon lorrain et de façon marginale dans l'ancienne région Champagne-Ardenne. Ainsi, cette nouvelle offre a eu tendance à accentuer les déséquilibres d'offre en faveur des territoires denses et déjà connectés et au détriment des milieux ruraux à l'écart des réseaux structurants, tout en se superposant à une offre cohérente par rapport à la densité des territoires et donc de ses besoins.

⁴⁹ Les infrastructures en faveur des nouvelles mobilités sont plus développées dans les anciennes régions alsacienne et lorraine. Le territoire champardennais présente quant à lui une offre moins importante.

⁵⁰ Ainsi que les logos des trois systèmes d'information multimodaux

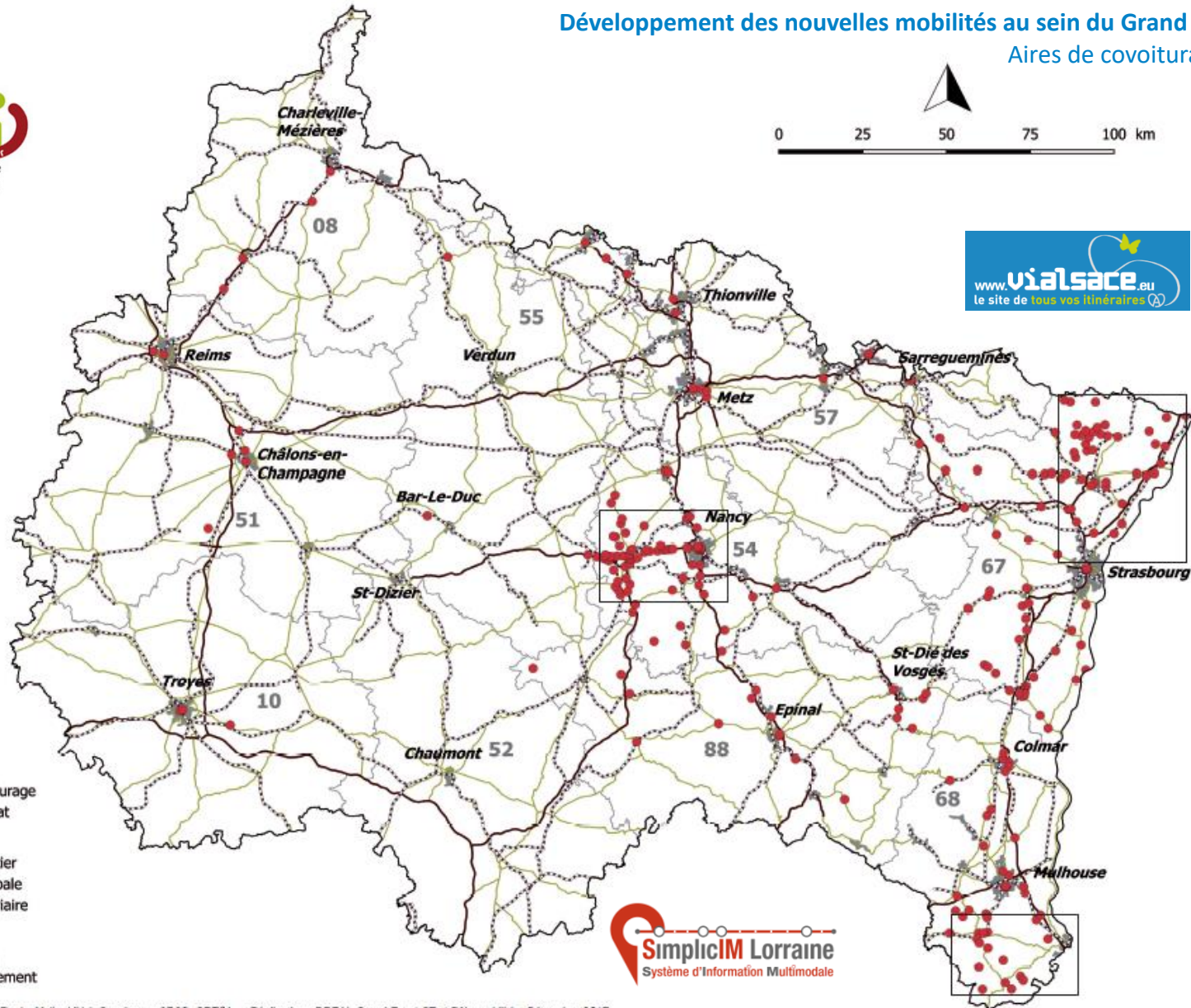


Développement des nouvelles mobilités au sein du Grand Est Aires de covoiturage



Légende

- Aire de covoiturage
- Zones d'habitat
- Réseau routier
 - Type autoroutier
 - Liaison principale
 - Réseau ferroviaire
- Administratif
 - Limite région
 - Limite département



Sources: DREAL Grand Est, IGN, RoulezMalin, Vitici, Covoiturage6768, ORT&L - Réalisation: DREAL Grand Est / ST / Pôle mobilité - Décembre 2017



L'étude menée par le CGDD va dans le sens de ce constat : « **les efforts faits pour innover en matière de rationalisation des usages du parc automobile, notamment l'autopartage, ciblent des publics et des territoires dont les besoins de mobilités sont les moins contraints [...]. Or c'est dans les zones les moins denses, notamment en milieu rural, que les besoins de mobilité sont les plus criants** »⁵¹.

Afin de répondre aux besoins des territoires périurbains et ruraux, la Région Grand Est, en partenariat avec l'ADEME⁵², s'est engagée en faveur de la mobilité durable des territoires, par le lancement d'un appel à projets « **Ambassadeurs de la mobilité** »⁵³ (2017). Celui-ci est destiné à « accompagner les acteurs volontaires, tout particulièrement les AOMD⁵⁴ de taille moyenne (< 100 000 hab.) et leur partenaire ». Cette animation de la démarche mobilité du territoire aura pour objectifs :

- De partager et mettre en œuvre un plan d'actions en matière de mobilité durable ;
- De détecter les freins aux changements de comportements en matière de mobilité, inhérents au territoire ;
- D'accompagner le changement des pratiques de mobilité vers des modes de déplacements plus respectueux de l'environnement à travers un plan d'actions et une liste de projets clairement identifiés (en matière de transports en commun, modes actifs, covoiturage, etc.) ;
- D'évaluer les effets des actions menées, notamment en quantifiant le nombre de personnes ayant adopté de nouveaux modes de déplacements et les retombées positives générées (en termes d'émissions polluantes, de CO2, etc.) ;

⁵¹ cf. note 49.

⁵² Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie

- De capitaliser des retours d'expérience pour faciliter l'accompagnement d'autres territoires dans une démarche similaire.

L'ambition de la région par la mise en place de ce dispositif, associée à des **politiques d'information, de communication et d'éducation au développement durable**, est d'accompagner les changements de pratiques des usagers en matière de déplacements, tout en prenant en compte l'ensemble des territoires.

⁵³ « Transport – Appel à projets 2017 : Ambassadeurs de la Mobilité » - 12 mai 2017 [en ligne] – Disponible sur : <http://www.alsacechampagneardennelorraine.eu/transport-appel-a-projets-2017-ambassadeurs-de-mobilite/>

⁵⁴ Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable

Les cars « Macron », offre complémentaire ou concurrente de l'offre régionale ?

Depuis l'avènement du transport par autocar librement organisé en France (cars Macron) en août 2015, l'offre s'est développée au sein du territoire du Grand Est. Aujourd'hui, cette offre est totalement libéralisée pour les liaisons de plus de 100 km. Pour les liaisons de 100 km ou moins, la loi prévoit la possibilité pour une autorité organisatrice de saisir l'ARAFER, afin « de limiter ou interdire un projet de desserte qui porterait une atteinte substantielle à l'équilibre économique du service public existant »⁵⁵.

Même si cette nouvelle offre ne relève pas de la compétence régionale, sa connaissance est nécessaire afin d'optimiser la cohérence entre transport traditionnel régional et nouvelles mobilités, au service de l'utilisateur.

Le trajet moyen d'un passager par autocar est de 322 km⁵⁶. La ligne la plus fréquentée au sein du territoire est la ligne de car Paris-Strasbourg (qui fait partie du top 10 des liaisons les plus fréquentées), dont le meilleur temps de parcours en car est de 5h55 (contre 1h46 en TGV).

Au premier trimestre 2017⁵⁷, parmi les voyageurs ayant pour origine ou pour destination une ville du Grand Est :

- 62 % ont emprunté une liaison radiale (vers/à destination de Paris);
- 18 % ont emprunté une liaison inter-régionale ;
- 21 % ont emprunté une liaison infrarégionale.

⁵⁵ ARAFER. « La régulation des liaisons par autocar » [en ligne] – Disponible sur : <http://www.arafer.fr/les-autocars/la-regulation-des-liaisons-autocar/>

⁵⁶ ARAFER. « Transport par autocar librement organisé » [en ligne] – Disponible sur : <http://www.arafer.fr/observatoire-des-transport/analyses-sectorielles-autocars/services-interurbains-librement-organises/>

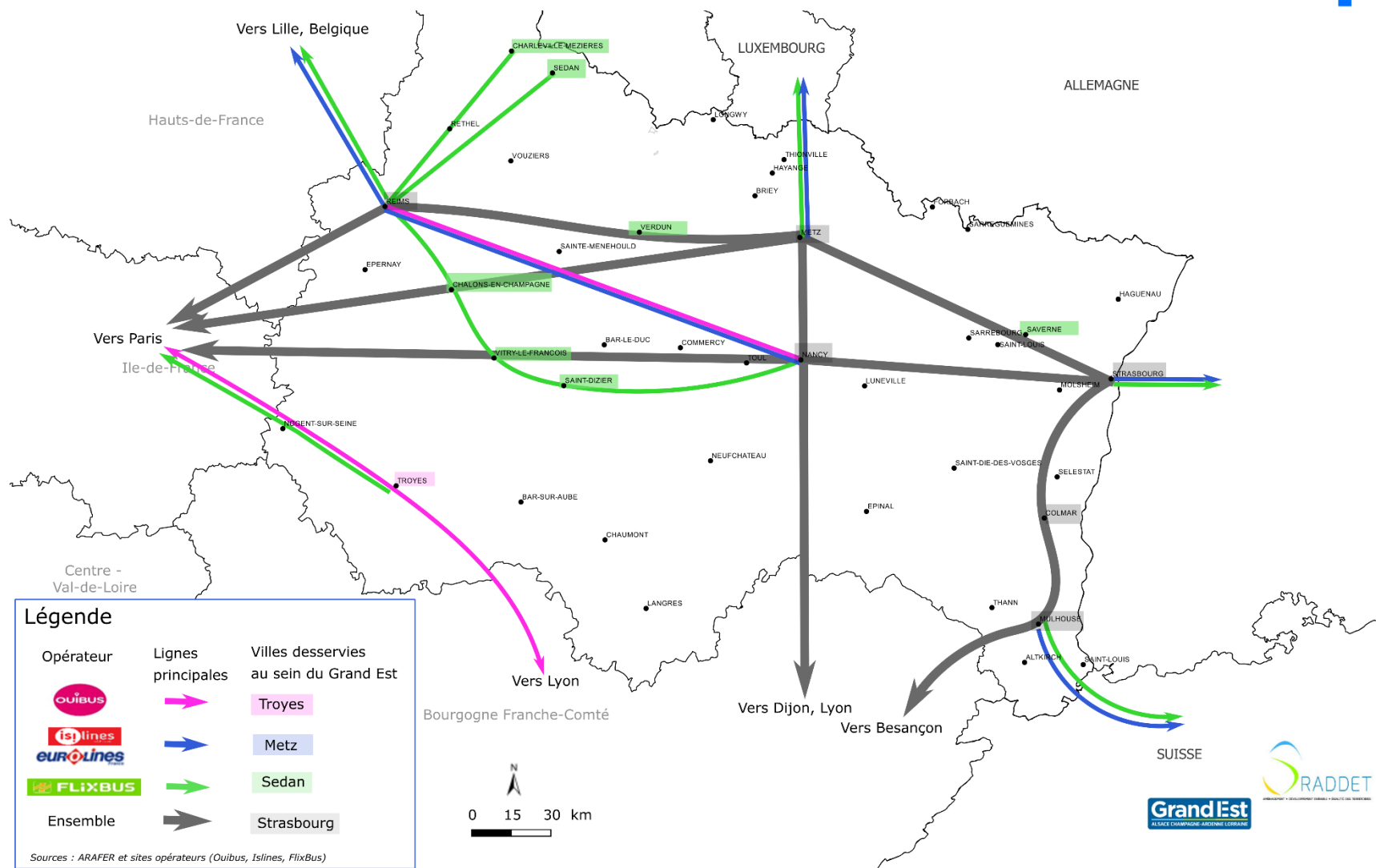
La carte de la page suivante présente les principales lignes desservant le Grand Est en fin d'année 2016.

Les principaux pôles urbains du Grand Est sont desservis par l'ensemble des opérateurs ; tandis que l'offre est peu développée pour des pôles plus secondaires. Seule la compagnie Flixbus exploite plus localement avec la desserte de villes comme Saint-Dizier, Verdun, ou en encore Châlons-en-Champagne. Les pôles urbains desservis par les cars Macron bénéficient dans l'ensemble déjà d'une offre régionale efficace.

A noter qu'au 1^{er} trimestre 2017, quelques liaisons inférieures à 100 km sont commercialisées sur le territoire notamment Strasbourg-Colmar, Metz-Nancy ou encore Reims – Charleville-Mézières. L'ensemble des liaisons possède déjà une offre en transports en commun (ferroviaire ou routière).

⁵⁷ ARAFER « Analyse du marché libéralisé des services interurbains par autocar – Bilan du 1^{er} trimestre 2017 [en ligne] – Disponible sur : <http://www.arafer.fr/wp-content/uploads/2017/06/ARAFER-Bilan-trimestriel-SLO-T1-2017rectif.pdf>

Développement de l'offre de cars Macron au sein du Grand Est Lignes principales par opérateur



Une enquête a été menée par l'ARAFER⁵⁸ sur les pratiques de mobilité de longue-distance des voyageurs des lignes d'autocar librement organisées. Il ressort de cette étude que la clientèle du marché libéralisé par autocar est :

- **Une clientèle aux revenus plutôt modestes** : 30% des voyageurs (hors étudiants) déclarent un revenu net mensuel de leur ménage inférieur à 1 500€ ;
- **Une clientèle relativement jeune** : les personnes de moins de 25 ans présentent 21% de la clientèle, avec une forte proportion d'étudiants (19 % contre 5% au sein de la population nationale)

De plus, le graphique ci-contre montre les modes auxquels se substituent cette nouvelle offre de mobilité.

- **37 % des usagers** auraient utilisé le mode ferroviaire, ce qui représente 1,9 millions de voyages (dont 24% le TGV) ;
- **25 % des usagers** auraient utilisé un service de covoiturage (1,3 millions de voyages) ;
- **19 % des usagers** auraient utilisé un véhicule personnel ou de location (1 million de voyage) ;
- **17 % des usagers** n'auraient pas voyagé (induction de trafic).

Même si les cars « Macron » permettent à la fois la réduction de l'utilisation de l'automobile et une accessibilité à la mobilité pour certains usagers, ils sont aussi des concurrents directs à l'offre ferroviaire longue distance (offre TGV), pour des questions de coûts du transport (le critère du prix ressort comme le principal atout de l'autocar, surtout en comparaison du mode ferroviaire).

⁵⁸ ARAFER « Les pratiques de mobilité de longue-distance des voyageurs sur les lignes régulières d'autocar librement organisées – Enquêtes de terrain réalisées entre octobre et

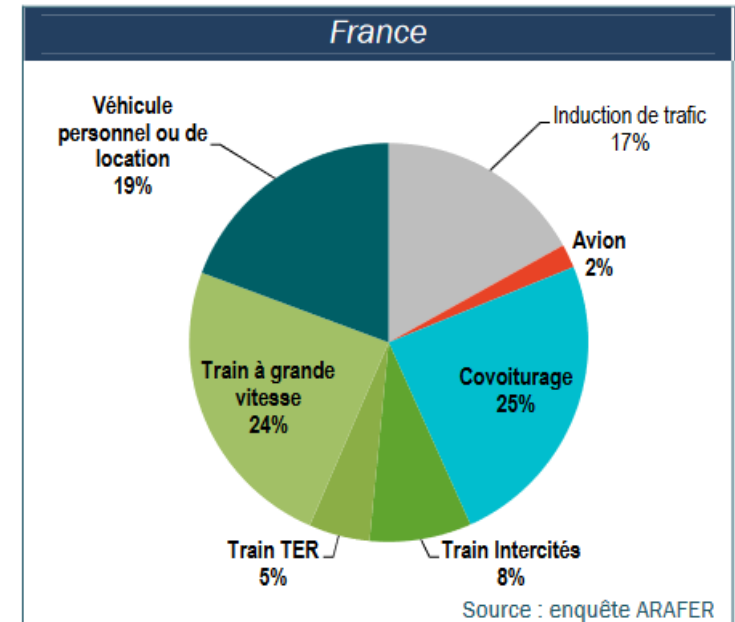


Figure 4. Comportements déclarés des voyageurs d'autocars Macron en l'absence de service autocar

décembre 2016 » [en ligne] – Disponible sur : <http://www.arafer.fr/wp-content/uploads/2017/01/Enquete-2016-mobilite-des-voyageurs-en-autocar-Arafer.pdf>

Et le covoiturage ?

Le covoiturage constitue une alternative efficace aux modes de transport traditionnels, que ce soit **pour des trajets occasionnels et de longues distances** ou bien **des trajets réguliers et locaux**. Depuis 2009, les pratiques de covoiturage évoluent en France. Il ne s'agit plus seulement d'une pratique d'étudiants permettant de se déplacer à moindre coût. La majorité des usagers pour le covoiturage longue distance sont d'ailleurs les personnes actives (âge moyen des covoitureurs de 40 ans à l'échelle nationale)⁵⁹.

Il existe aujourd'hui deux niveaux de pratiques différents pour le covoiturage : le **covoiturage spontané** (accompagnement familial ou « stop », difficilement quantifiable) et le **covoiturage organisé**. Ce dernier peut être un covoiturage sur la longue distance (plus de 80 km) ou un covoiturage de proximité (inférieur à 80 km). Au niveau national, il est estimé que⁶⁰ :

- Pour les déplacements domicile-travail de moyenne distance (20-80 kilomètres), « le covoiturage représente 6 milliards de km.voyageurs, soit environ 10% du total des kilomètres.voyageurs parcourus pour ce motif » ;
- Pour les déplacements personnels de longue distance, le covoiturage représente « 3,5 milliards de km.voyageurs, ce qui correspond à un taux de pénétration de 2 à 3% ».

Même si le covoiturage longue distance est celui qui est le plus médiatisé, il ne représente pas la majorité des déplacements qui sont effectués. Il reste tout de même le plus facile à évaluer : la majorité des destinations

⁵⁹ ADEME. « Enquête auprès des utilisateurs du covoiturage longue distance » - Synthèse - Septembre 2015 [en ligne] – Disponible sur : <http://www.ademe.fr/enquete-aupres-utilisateurs-covoiturage-longue-distance>

pour le covoiturage longue distance sont les aires urbaines de plus de 200 000 habitants. Néanmoins, 11% des trajets de covoiturage longue distance ont pour destination des communes rurales, peu desservies par les transports en commun⁶¹.

Le graphique ci-après montre les modes auxquels se substituent le covoiturage « longue distance ».

- 66% des conducteurs auraient utilisé leur voiture personnelle et 24% le mode ferroviaire ;
- 71% des passagers se seraient déplacés en transports en commun (fer ou car).

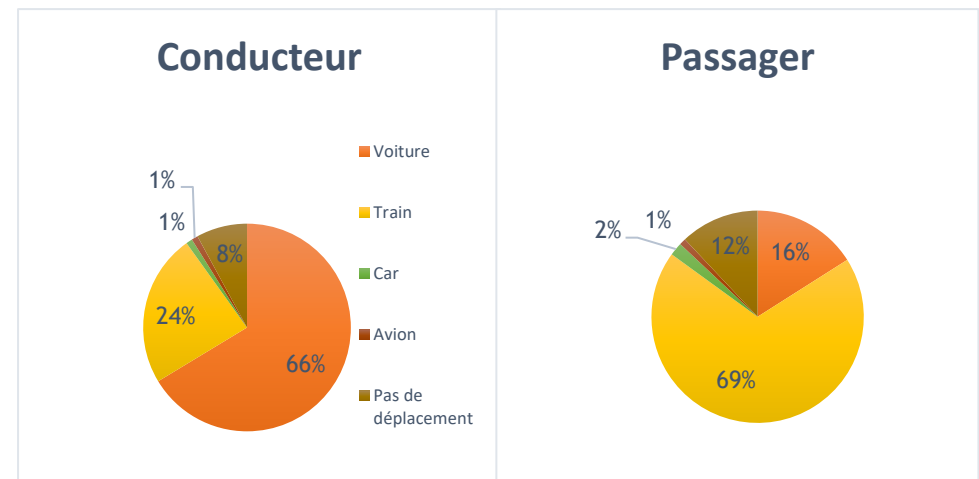


Figure 5. Enquête auprès des utilisateurs du covoiturage longue distance – Source : ADEME 2015

⁶⁰ ADEME. « Développement du covoiturage régulier de courte et de moyenne distance » - Guide méthodologique [en ligne] – Disponible sur : <http://www.ademe.fr/developpement-covoiturage-regulier-courte-moyenne-distance>

⁶¹ Ibid.

Ici, on peut constater que l'essor du covoiturage longue distance fait en partie concurrence à l'offre en transports en commun sur le territoire national. Même s'il permet en partie une desserte des communes rurales, il se substitue en partie à l'offre ferroviaire (pour des raisons de coûts pour les usagers).

Le covoiturage courte et moyenne distance semble se développer là où l'offre en transports en commun est déjà présente. A noter qu'alors que les trajets courte-moyenne distance constituent la majorité des déplacements, la demande n'est pas toujours satisfaite : « *alors qu'elle représente 43% des trajets publiés, la courte et moyenne distance ne fait l'objet que de 18% des recherches sur la plateforme BlaBlaCar* »⁶².

Aujourd'hui, de nouveaux outils se développent en faveur du covoiturage. Concernant le covoiturage quotidien, la plateforme BlaBlaCar développe une nouvelle application BlaBlaLines⁶³. Deux axes ont été sélectionnés sur le plan national pour cette expérimentation, dont la **ligne Reims – Châlons-en-Champagne**⁶⁴, afin de participer à la co-construction de ce nouveau dispositif.

Ce qu'il faut retenir

- Le paysage de la mobilité a évolué, avec l'émergence de nouveaux acteurs de la mobilité et des nouvelles pratiques qui se développent.
- Les offres de **mobilités nouvelles** se développent en Grand Est, presque exclusivement sur les territoires où l'offre en transports en commun est déjà fortement développée.
- Les nouvelles offres de mobilité telles que le covoiturage et le transport par autocar librement organisé viennent aujourd'hui concurrencer le mode ferroviaire sur les trajets longues distances (notamment TGV pour des questions de coûts).
- Plus qu'une menace, ces nouvelles offres constituent une opportunité pour le transport régional dont il serait profitable de tirer parti en accompagnant le changement des pratiques de mobilité, entre autres par la mise en place de **politiques d'information, de communication et d'éducation au développement durable**, en partenariat avec les acteurs locaux.

⁶² Description de l'offre BlaBlaLines

⁶³ Plus d'information sur le dispositif sur <https://www.blablalines.com/>

⁶⁴ 6 000 navetteurs quotidiens entre Reims et Châlons-en-Champagne (95% des trajets effectués en voiture) et un des axes les plus populaires sur BlaBlaCar.

Quels sont les besoins de mobilité des résidents du Grand Est ?

Cette section vise à caractériser les déplacements qui sont effectués sur la région Grand Est, aujourd’hui et à l’horizon 2050. Elle analyse les principaux déterminants de la mobilité pour donner à comprendre les besoins de déplacement auxquels doit répondre l’offre de transport actuelle et à venir. L’étude de la mobilité s’intéresse à l’ensemble des déplacements effectués par les résidents de la région Grand Est.

Pour autant, parce qu’ils obéissent à des logiques différentes (motifs de déplacements, comportements de choix de mode), **les déplacements courts (déplacements locaux) et les déplacements longs (voyages longues distance)** sont généralement étudiés séparément. Pour distinguer ces deux catégories de déplacements, un seuil de 80 km est couramment admis⁶⁵.

Par abus de langage, et parce que ces deux notions se recoupent largement, on confond souvent les déplacements « courte distance » et les déplacements quotidiens. La raison principale est qu’au sein des déplacements courts, on trouve principalement les déplacements des individus entre leur domicile, leur lieu de travail, les lieux où ils font leurs achats, s’adonnent à leurs loisirs, rendent visite à leurs proches...

Par ailleurs, pour des raisons pratiques, il est parfois plus simple d’aborder la question des déplacements longs en parlant de voyages de longue distance. En effet, lorsque l’on se rend loin de son domicile (à plus de 80 km donc...), il nous arrive de réaliser sur place plusieurs déplacements, dont la logique est dictée par le fait que l’on est « en voyage », et en particulier

⁶⁵ C’est le cas notamment dans l’Enquête Nationale Transports et Déplacements (ENTD), l’une des principales enquêtes statistiques sur la mobilité des Français, réalisée en partenariat par le Service de l’Observation et des Statistiques du ministère de l’Écologie, du

la nécessité de retourner à son domicile. Ainsi, en moyenne, un voyage regroupe 2,2 déplacements.

Les caractéristiques des mobilités sont étudiées à partir de l’ENTD 2008 et les données INSEE pour les flux pendulaires Domicile-Travail.

1. Comment se déplacent les résidents de la région Grand Est ?

Le tableau ci-dessous (issu de l’ENTD 2008) présente le nombre de déplacements quotidiens effectués par les résidents du Grand Est, ainsi que la distance associée pour chacune des catégories de déplacements : déplacements courts/locaux et de longue distance (supérieur à 80 km).

| | Nombre de déplacements (Sur un jour moyen) | Distance parcourue (En millions de km) |
|----------------------------|---|---|
| Déplacements courts | 15 265 174 | 173 |
| Déplacements longs | 160 272 | 65 |
| TOTAL | 15 425 446 | 238 |

Tableau 3 : Mobilité des résidents de la région Grand Est sur un jour moyen. Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTD 2008

Développement durable, des Transports et du Logement, l’Institut national des statistiques et des études économiques (Insee), l’Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets), et de nombreux organismes financeurs. La dernière ENTD a été réalisée pour l’année 2008.

Chaque jour, les résidents de la région Grand Est effectuent un **peu plus de 15,2 millions de déplacements courts** et près de **160 300 déplacements longs**.

Les déplacements longue distance ne représentent donc qu'une petite fraction de la mobilité des résidents de la région (**1 %**) en termes de nombre de déplacements effectués. Pour autant, en termes de distance parcourue, le poids de la mobilité à longue distance n'en demeure pas moins non négligeable. Ainsi, sur la totalité de la distance parcourue chaque jour par l'ensemble des résidents de la région Grand Est, **27 %** sont des kilomètres réalisés lors d'un déplacement longue distance. Il est donc important d'étudier en détail les deux composantes de la mobilité, à savoir les déplacements de courte distance et les déplacements de longue distance pour comprendre les besoins de déplacements sur ce périmètre régional.

Tableau 4. Caractéristiques de la mobilité quotidienne des résidents du Grand Est et comparaison avec la moyenne nationale. Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTD 2008

| Mobilité quotidienne en Grand Est et comparaison avec les valeurs nationales | Grand Est | France métropolitaine (hors Ile-de-France) |
|--|-----------|--|
| Déplacements quotidiens par personne | 3,16 | 3,18 |
| Distances quotidiennes parcourues par personne (km) | 25,8 | 25,9 |
| Temps quotidien passé en déplacement par personne (en min) | 53 | 53 |

⁶⁶ La **mobilité quotidienne** a été identifiée comme priorité pour le gouvernement, dans le cadre de « la mobilité pour tous dans tous les territoires », dans un contexte de déficit massif de financement des investissements de transport.

⁶⁷ ENTD 2008, redressement 2016 basé sur l'évolution de la population régionale

2. Caractéristiques de la mobilité quotidienne⁶⁶

La mobilité quotidienne est définie dans la suite des analyses comme l'ensemble des déplacements réalisés par des personnes de 6 ans ou plus, à l'occasion d'activités situées dans un rayon de moins de 80 km autour du domicile, sur une période de 24h (du lundi au vendredi).

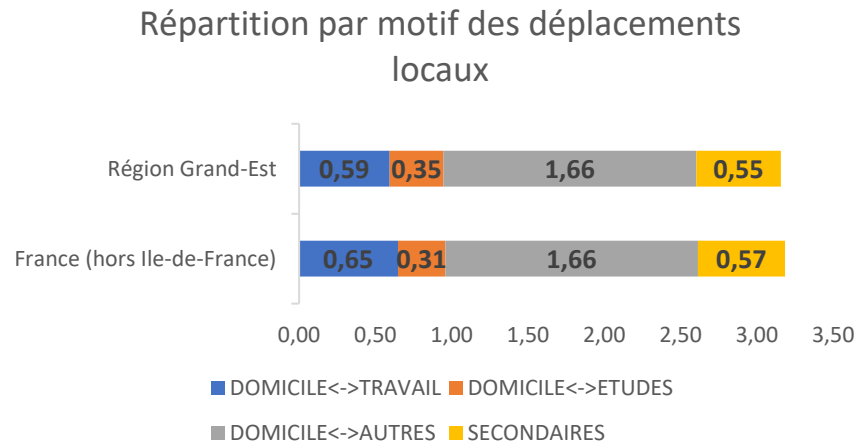
Plus de **15,8 millions de déplacements locaux⁶⁷** sont réalisés quotidiennement du lundi au vendredi **par les résidents du Grand Est** de plus de 6 ans. Chaque résident **réalise en moyenne un peu moins de 3,2 déplacements courts par jour**, ce qui est dans la moyenne nationale (hors Ile-de-France). De même, le temps quotidien passé en déplacement **est de 53 min**, en cohérence avec la moyenne nationale (hors Île-de-France). La distance totale de déplacement parcourue par jour de semaine par un résident de la région est quant à elle de **25,8 km**, ce qui est comparable à la moyenne nationale (hors Ile-de-France).

Quels sont les motifs des déplacements des habitants du Grand Est ?

La répartition des motifs de déplacement des trajets de courte distance évoqués par les résidents de la région Grand Est est sensiblement identique à celle relative à l'échelle nationale hors Franciliens. Chaque résident de la région réalise quotidiennement **3,2 déplacements locaux**. Parmi ceux-ci :

- 52% aux trajets entre le domicile et un autre lieu ;
- 19% sont consacrés aux mouvements entre le domicile et le lieu de travail ;
- 18% aux mouvements n'ayant le domicile ni en point de départ ni en point d'arrivée (mouvements dits « secondaires ») ;
- 11% aux mouvements entre le domicile et le lieu d'études.

Figure 6. Répartition par motif des déplacements quotidiens effectués par un habitant.
Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTD 2008

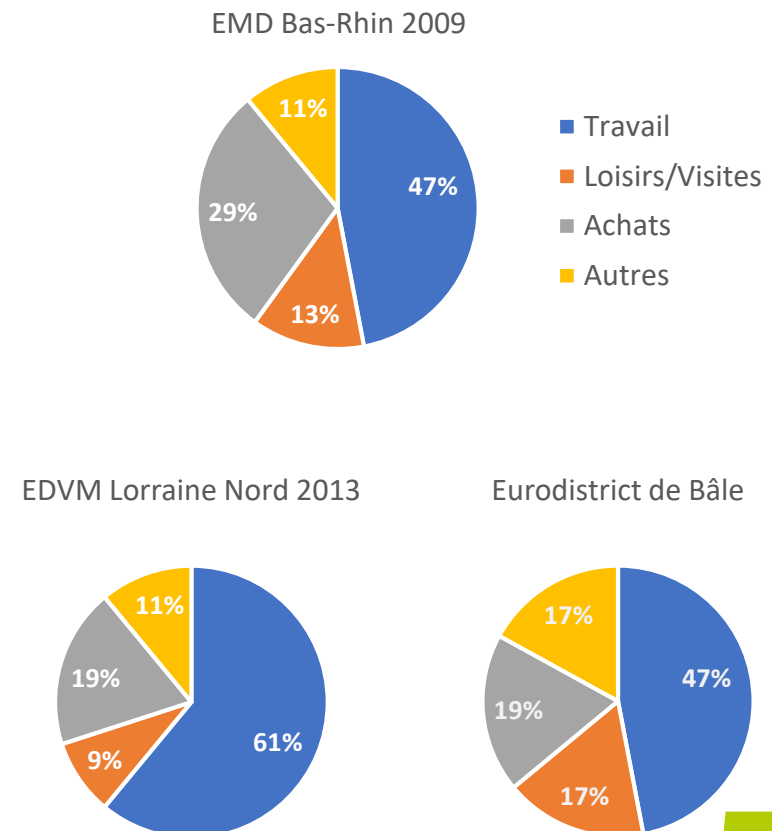


Si l'on s'intéresse plus particulièrement aux flux transfrontaliers, on constate qu'ils ne se limitent pas seulement aux déplacements domicile – travail (même si ce motif reste le plus important).

Il existe en outre de réelles différences entre le Nord de la Lorraine et l'Alsace dans les « pratiques » transfrontalières. En effet, les enquêtes déplacements réalisées sur le territoire attestent de ce phénomène. Dans le nord-lorrain, l'EDVM du SCoT Nord Meurthe-et-Moselle et de la Communauté de Communes de Pays Haut Val d'Alzette révèle que **les flux liés au travail concernent plus de 60% des déplacements transfrontaliers**. Dans l'EMD du Bas-Rhin et dans l'Enquête cordon aux frontières de l'EuroDistrict de Bâle, la part des déplacements transfrontaliers liés au travail est **en revanche inférieure à 50%**. La part des déplacements pour « achats » frôle les 30% sur le Bas-Rhin, ce qui dénote bien des pratiques

transfrontalières différentes en fonction du pays de destination (Allemagne pour le Bas-Rhin et Luxembourg pour le Nord-Lorraine). Les territoires transfrontaliers, plus que des territoires d'emplois, sont des territoires de vie pour la population du Grand Est. A titre d'exemple, **82% de la population du Bas-Rhin** franchit la frontière au moins une fois dans l'année et ce sont généralement les achats qui constituent la première raison de ces déplacements (62%).

Figure 7. Répartition des motifs de déplacements dans les enquêtes déplacements transfrontalières. Source : Contribution des sept agences d'urbanisme



Comment se répartissent ces déplacements dans la journée (selon le motif) ?

Le graphique suivant présente le volume des déplacements locaux selon l'heure de départ au cours de la journée (avec une distinction entre les déplacements pour le motif domicile <> travail et les autres motifs).

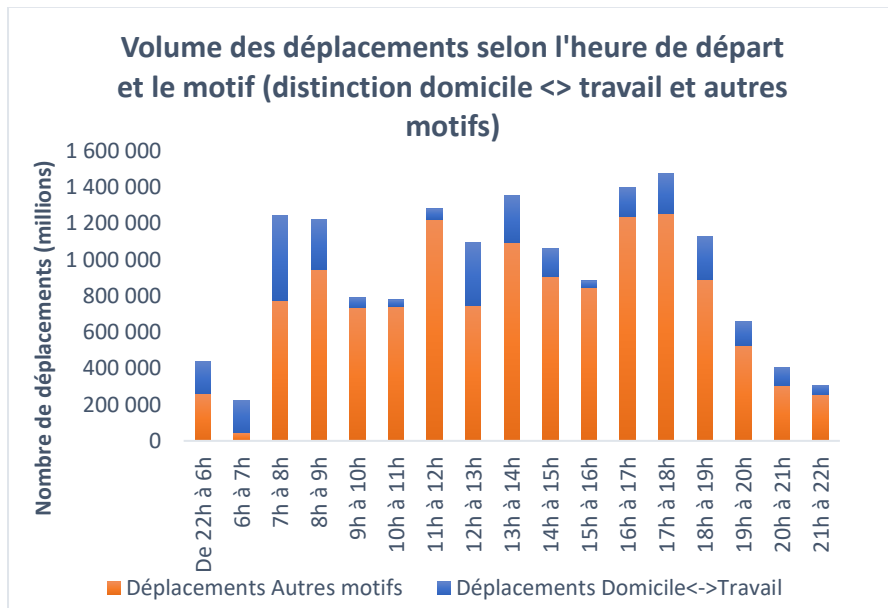


Figure 8. Répartition par tranche horaires des déplacements quotidiens. Source : SOEs, Insee, Inrets, ENTD 2008

Il ressort de ce graphique que les déplacements domicile <> travail sont surtout réalisés pendant les périodes suivantes (près de ¾ des déplacements pour ce motif) :

- **Le matin entre 6h00 et 9h00** : cette période regroupe 17% des déplacements journalier, dont 34% sont des flux domicile <> travail (31% des déplacements domicile <> travail journalier) ;
- **Le midi entre 12h00 et 14h00** : cette période regroupe 20% des déplacements journalier, dont 25% sont des flux domicile <> travail (20% des déplacements domicile <> travail journalier)
- **Le soir entre 16h00 et 19h00** : cette période regroupe 25% des déplacements journalier, dont 16% sont des flux domicile <> travail (21% des déplacements domicile <> travail journalier)

Même si les déplacements domicile-travail ne présentent **que 19 % des déplacements locaux**, ils sont plus concentrés sur certaines périodes de la journée (ainsi que sur des origine-destination périphérie-centre urbain). De ce fait, ils influent fortement la structuration de l'offre en période de pointe.

Néanmoins, la problématique de la mobilité quotidienne doit aujourd'hui tenir compte d'un modèle d'organisation du travail en pleine mutation⁶⁸ :

- Si les trajets domicile <> travail représente près de 20% des déplacements d'une semaine d'activité normal, seulement 35 % des salariés commencent et finissent simultanément leur journée de travail aux heures de pointe ;
- 15 % des salariés travaillent la nuit ;
- 55 % des salariés travaillent occasionnellement ou régulièrement le week-end.

De plus, de nouveaux systèmes de travail (télétravail, visioconférence etc.) permettent une limitation des déplacements.

⁶⁸ Keoscopie. « Une approche pragmatique de la mobilité » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.mobilite-innovation.fr/wp-content/uploads/2014/05/kescopie-validee.pdf>

Quelle distance est parcourue ?

En moyenne sur une journée, les résidents du Grand Est parcourent **25,8 km**. La répartition des kilomètres parcourus par motif est présentée sur le graphique ci-après.

- 45% sont consacrés aux mouvements entre le domicile et un autre lieu ;
- 29% sont consacrés aux mouvements entre le domicile et le lieu de travail ;
- 21% sont consacrés aux mouvements secondaires ;
- 6% sont consacrés aux mouvements entre le domicile et le lieu d'études.

Distance parcourue (en km) par jour selon le motif de déplacement

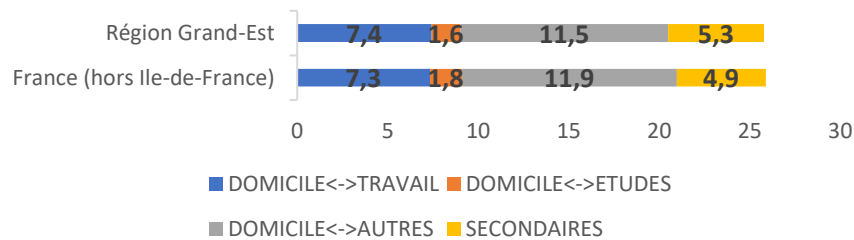
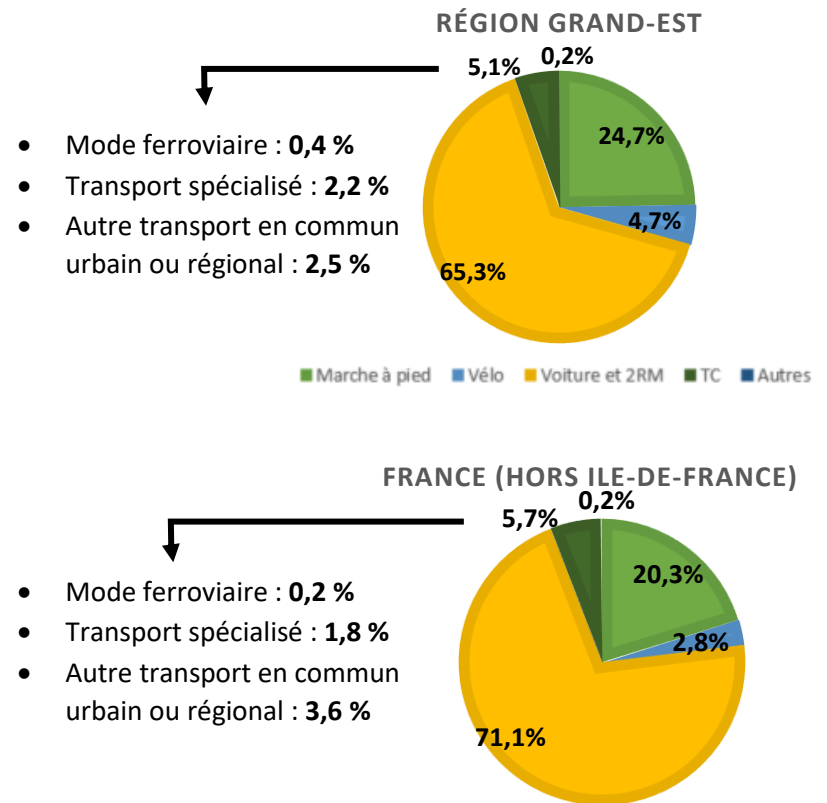


Figure 10. Nombre de kilomètres parcourus lors d'un déplacement quotidien par habitant selon le motif de déplacement. Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTND 2008

Quels sont les modes de transports utilisés ?

Concernant les modes de transports utilisés dans la réalisation des déplacements quotidiens, les modes motorisés personnels (voiture et deux roues motorisés) restent les modes privilégiés au sein du Grand Est, avec une part modale de 65,3 % (ce qui est inférieur à la part modale nationale hors Ile-de-France qui est de 71,1%).

Figure 9. Modes de transport utilisés pour effectuer les déplacements locaux Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTND 2008



Les autres modes utilisés sont respectivement **la marche à pied (24,7%)**, **les transports en commun** (ferroviaire, urbain et interurbain) avec une part modale de 5,1%, et le vélo avec une part modale de 4,7%. En comparaison avec la moyenne nationale hors Ile-de-France, la part des modes doux est plus élevée au sein du Grand Est pour la réalisation des déplacements quotidiens.

Concernant l'utilisation des transports en commun⁶⁹, la part modale du mode ferroviaire est plus élevée que la moyenne nationale. L'utilisation des autres modes de transport en commun urbain ou régional est quant à elle plus faible.

Ce qu'il faut retenir : Mobilité quotidienne

- Les résidents du Grand Est **réalisent en moyenne environ 3,2 déplacements de moins de 80 km et parcourent près de 26 km par jour**, ce qui est dans la moyenne nationale (hors Ile-de-France) ;
- Si les déplacements domicile-travail ne représentent en nombre **que 19 % des déplacements locaux**, ils représentent **29% des distances parcourues** ;
- Au sein du Grand Est, **la part modale des modes motorisés personnels** est moins élevée que la moyenne nationale pour la réalisation des déplacements locaux et la part modale des modes doux plus élevée.
- L'utilisation du fer pour les déplacements locaux est plus importante qu'au niveau national. *A contrario*, pour les autres modes de transports en commun, la part modale est en dessous de la moyenne nationale.
- Les déplacements transfrontaliers ne sont pas de même nature selon les secteurs : les territoires frontaliers ne sont pas uniquement des territoires d'emploi, mais sont parfois attractifs pour réaliser des achats ou loisirs.

⁶⁹ Le mode ferroviaire regroupe l'utilisation du TGV, des trains grande ligne, et du TER. Le mode transport spécialisé regroupe l'utilisation des ramassages organisé par employeur et scolaire, transport spécialisé handicapé et taxi.

3. La mobilité quotidienne au travers des déplacements Domicile – Travail

Distances domicile-travail et parts modales

Les pratiques de mobilité quotidienne au sein du territoire du Grand Est peuvent être analysées plus finement au travers des déplacements Domicile-Travail. On rappelle que même si ces déplacements ne représentent que 19 % des déplacements effectués, ils **représentent 29 % des trajets quotidiens des résidents du Grand Est** et ont largement contribué à structurer les réseaux de transport existants.

En 2013, **60% des actifs occupés du Grand Est travaillent dans leur EPCI** de résidence et **40% travaillent au sein d'un autre EPCI**.

SUR LES 2,3 MILLIONS D'ACTIFS OCCUPÉS DE LA RÉGION GRAND EST

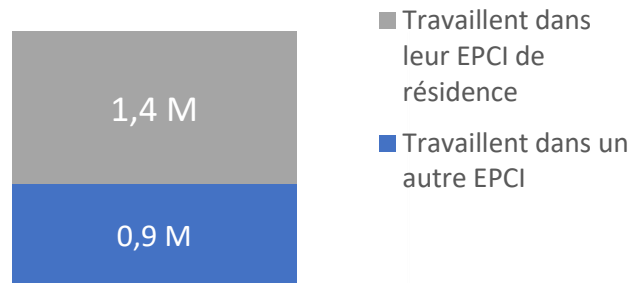


Figure 10. Répartition des flux Domicile-Travail – Source : INSEE, MOBPRO 2013

⁷⁰ INSEE. « Toujours plus de temps pour se rendre au travail », paru le 30/06/2016 [en ligne]. Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2019656>

Parmi les travailleurs quittant leur EPCI de résidence :

- **77,5 % des migrations** sont réalisées au sein de la région Grand Est ;
- **17,5 % des migrations** sont des flux transfrontaliers (**162 000 navetteurs** du Grand Est vont exercer leur emploi au-delà des frontières nationales) ;
- **5 % des migrations** sont réalisées vers les autres régions françaises (dont 4% vers les trois régions limitrophes du Grand Est, soit près de 45 000 actifs concernés) ;

A noter que 38 500 actifs résidant dans les autres régions françaises viennent aussi travailler au sein du Grand Est.

A l'échelle communale, on note une évolution importante du nombre de navetteurs (travailleur quittant sa commune de résidence au sein du Grand Est). Leur part a progressé **de 5,2 points entre 1999 et 2013**⁷⁰. Cette augmentation s'accompagne de l'accroissement des distances parcourues pour aller travailler : « en 2013, les navetteurs à plus de 30 minutes de trajet en voiture de leur lieu de travail représentent 26,3 % de l'ensemble des navetteurs, frontaliers exclus, contre 22,8 % en 1999. Au contraire, les déplacements les plus courts, de moins de 15 minutes, concernent 28,3 % des navetteurs en 2013, soit 4,4 points de moins qu'en 1999 »⁷¹. Ces évolutions sont expliquées notamment par l'augmentation de l'attractivité des principaux pôles urbains du territoire où la périurbanisation augmente de manière significative.

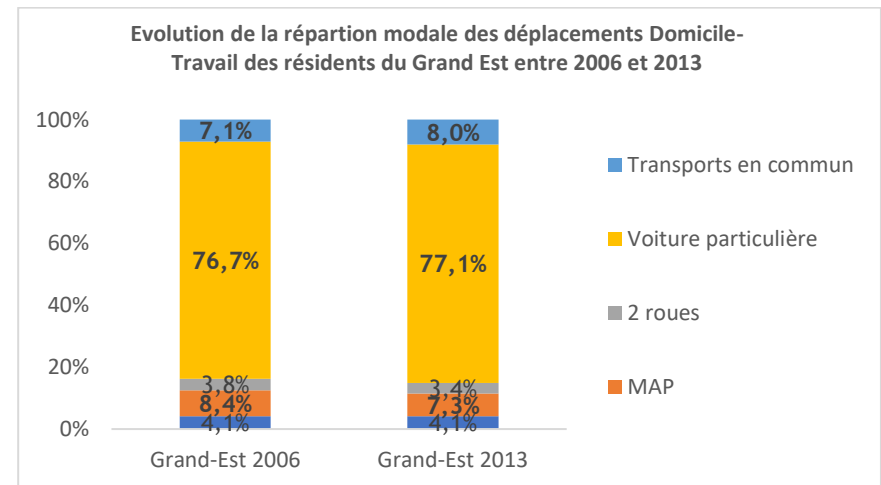
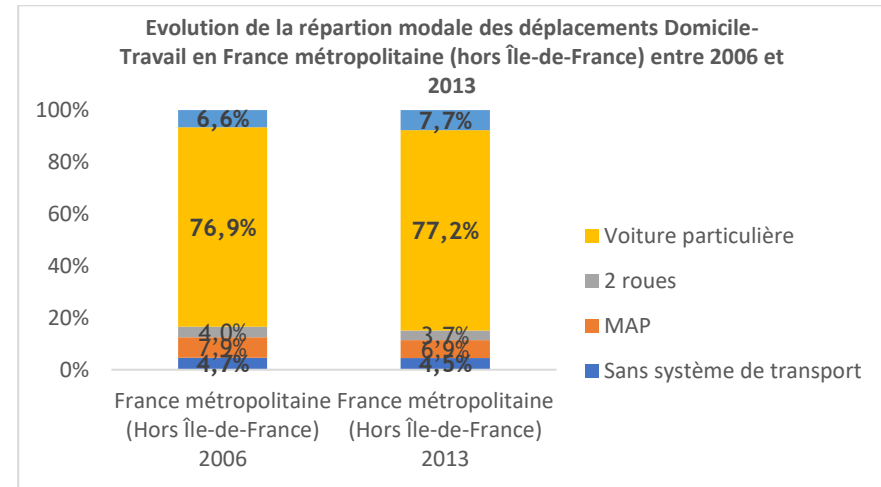
⁷¹ Ibid.

Les graphiques ci-après présentent la répartition modale des déplacements domicile – travail pour les résidents du Grand Est et à l'échelle nationale (hors Île-de-France). Comme pour les autres régions, plus de 3 actifs sur 4 utilisent leur voiture pour aller travailler. La part modale des transports en commun **est quant à elle plus élevée** que pour les autres régions françaises.

Entre 2006 et 2013, les évolutions des parts modales⁷² des flux Domicile-Travail suivent celles de la moyenne nationale avec :

- Une augmentation de la part modale de la voiture de +0.4 points au sein du Grand Est (+0,3 points à l'échelle nationale) ;
- Une augmentation de la part modale des transports en commun de +0.9 points (+1,1 points à l'échelle nationale) ;
- Une diminution de la part modale de la marche à pied de -1.1 points (-1.0 point à l'échelle nationale).

Figure 11. Evolutions des parts modales des flux domicile-travail au sein du Grand Est et France Métropolitaine hors Île-de-France, Sources : INSEE, MOBRO 2006 et 2013



⁷² La modalité de réponse « deux-roues » comptabilise les vélos et les deux roues motorisés (la distinction n'est pas réalisée dans les données MOBPRO 2013, INSEE)

Avec 2,7 % de cyclistes, la région est en première position du classement des régions utilisatrices du vélo pour les déplacements domicile-travail⁷³ (contre 2% en France hors Ile-de-France). L'utilisation massive de ce mode dans la commune de Strasbourg (part modale de 16%) permet d'expliquer à elle seule l'écart au taux national. Les autres communes de la région sont classées loin derrière : Nancy, Mulhouse et Reims se situent dans la moyenne basse (pour les communes de cette taille) et Metz est l'une des dernière⁷⁴.

L'utilisation du vélo pour les déplacements domicile-travail est aussi différenciée selon les territoires de la région. Le tableau suivant présente la part des actifs allant travailler à vélo par département.

| Département | Part des actifs allant travailler à vélo par département |
|--------------------|--|
| Aube | 2,5% |
| Ardennes | 1,0% |
| Haute-Marne | 2,1% |
| Marne | 2,1% |
| Meurthe-et-Moselle | 1,6% |
| Meuse | 1,1% |
| Moselle | 0,9% |
| Bas-Rhin | 6,1% |
| Haut-Rhin | 3,1% |
| Vosges | 1,1% |

Tableau 5. Part des actifs du département allant travailler à vélo (en %). Source : Insee, enquête annuelle de recensement 2015

Le Bas-Rhin (6,1%) et le Haut-Rhin (3,1%) sont respectivement classés 1^{er} et 6^{ème} département français (en termes d'utilisation du vélo chez les actifs). Dans l'Aube, la Marne et la Haute-Marne, son utilisation concerne plus de

2% des actifs. Les autres départements du territoire présentent quant à eux une part des actifs allant travailler à vélo inférieur à 2%.

De plus, les modes actifs tels que la marche et le vélo sont privilégiés en villes et pour des courtes distances (jusqu'à cinq kilomètres). Afin de favoriser l'intermodalité, des aménagements (notamment stationnement vélo) aux pôles d'échange permettent de faciliter les déplacements des cyclistes. Le déploiement d'efforts vers les modes actifs de déplacement est une solution alternative qui devra continuer à se développer, afin de répondre à l'enjeu de la mobilité durable.

Quelles conditions pour une offre régionale attractive ?

Les principaux déplacements pendulaires Domicile-Travail entre EPCI sont présentés sur la carte de la page suivante (**hors flux transfrontaliers**). Les flux sont organisés autour de trois grands ensembles :

- **Le sillon alsacien rhénan** comprenant des flux entre l'Eurométropole Strasbourgeoise et des pôles urbains comme Colmar, Mulhouse et Haguenau ;
- **Le sillon lorrain** comprenant des flux entre les pôles de Metz, Nancy, Epinal et Thionville ;
- A l'ouest du territoire, des flux d'échange au niveau du **Triangle Marnais** (Reims-Châlons-en-Champagne-Epernay), avec quelques déplacements de plus longues distances sur l'axe Reims-Charleville-Mézières.

⁷³ Insee. « Strasbourg, maillot jaune de la petite reine » [en ligne] – Paru le 17/01/17 – Disponible sur : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2556309#consulter>

⁷⁴ Ibid.

Le graphique ci-contre montre le lien entre l'utilisation des transports en commun et la congestion routière sur les principales migrations Domicile-Travail. Les flux où il y a peu de congestion routière présentent des parts modales en transports en commun plus faibles (**7% des flux avec une part modale TC supérieure à 10 %**) que les axes plus congestionnés (**36% des flux avec une part modale TC supérieure à 10 %**).

Il ressort de cette analyse que le développement d'une offre en transports en commun efficace ne suffit pas à capter de la clientèle. Il semble nécessaire qu'en parallèle, le mode routier soit contraint (stationnement, congestion, et restriction), pour développer l'attractivité des TC.

La carte des flux présente également la part des transports en commun qui fait ressortir ce constat puisque les transports en commun trouvent leur place là où il existe des contraintes pour les déplacements par la route : pour exemples, au niveau du périurbain strasbourgeois des liaisons Mulhouse-Colmar et Metz-Nancy, ou encore Reims-Paris.

Lien entre utilisation des transports en commun et congestion routière - analyse sur les principales migrations Domicile-Travail en Grand Est

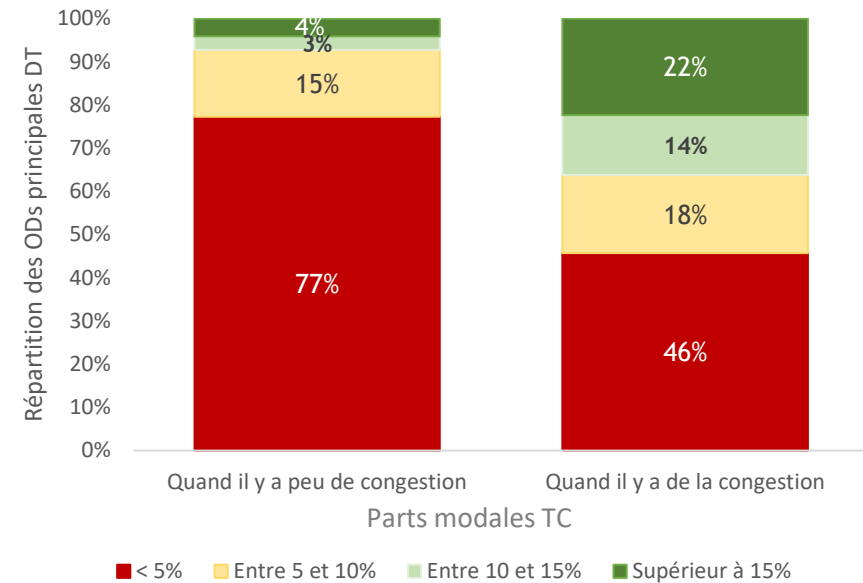
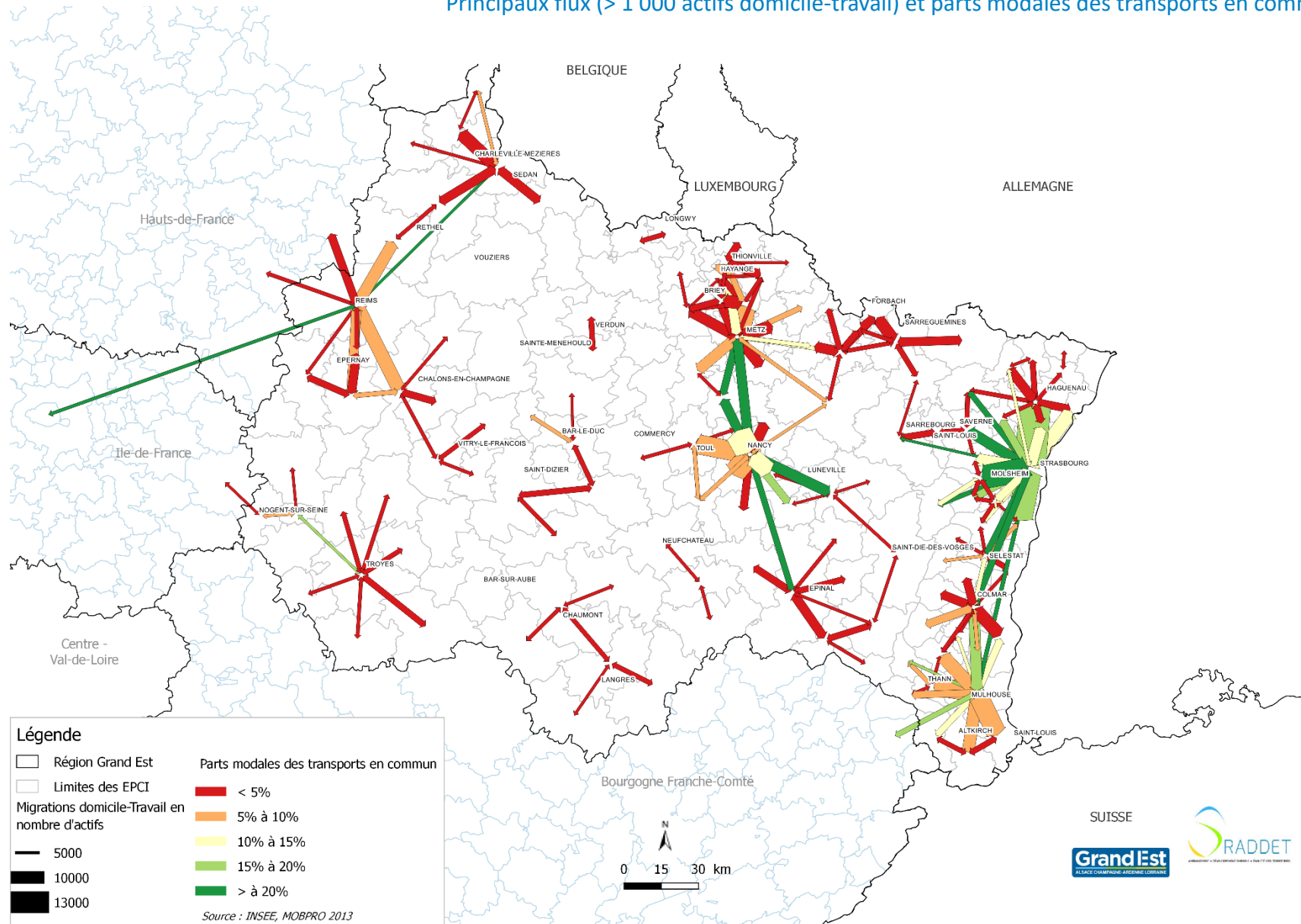


Figure 12. Lien entre utilisation des transports en commun (flux Domicile-Travail) et congestion routière. Sources : INSEE MOBRO 2013, Mappy

Les projets routiers gardent toute leur pertinence et leur complémentarité avec les TC lorsqu'ils permettent le contournement de grandes agglomérations (enjeux de réduction de l'exposition des riverains au nuisances, enjeux de qualité de l'air en milieu dense). Sur ces relations de périphérie à périphérie, les transports collectifs ne trouvent pas de modèle acceptable au regard de la très grande diversité des flux. Ce type de projet doit cependant être pensé tout en limitant les risques de périurbanisation (points d'échanges limités, péage, etc.) et en veillant à ne pas concurrencer les transports en commun.

Mobilité Domicile-Travail d'échange entre EPCI (régions françaises limitrophes)
Principaux flux (> 1 000 actifs domicile-travail) et parts modales des transports en commun



Quels enjeux pour les migrations alternantes transfrontalières ?

Environ 184 000 travailleurs frontaliers résident dans la région, soit 45% des 353 000 travailleurs frontaliers français. Le Luxembourg est la première destination (94 000) devant l'Allemagne (45 000), la Suisse (35 000) et la Belgique (8 000).

La carte de la page suivante présente le poids des frontaliers dans les EPCI du Grand Est (en pourcentage de la population résidente). Il ressort que quatre secteurs sont particulièrement concernés par le phénomène :

- Le Nord lorrain impacté par le dynamisme luxembourgeois.
- Le Sud Alsace qui bénéficie de la proximité de Bâle.
- L'ancien bassin houiller lorrain qui est aux portes de Sarrebruck.
- Le Nord-Est alsacien qui est sous influence de plusieurs pôles tels que Kehl et Karlsruhe.

Le phénomène transfrontalier ne concerne pas que les secteurs à proximité immédiate des frontières. Celui-ci s'étend de plus en plus loin et c'est toute la bande frontalière qui s'élargit. Par conséquent, les impacts transfrontaliers touchent une portion toujours plus grande de la région Grand Est, parfois jusqu'à des secteurs situés à 50km de la frontière.

96% des frontaliers se concentrent dans 4 départements : 70 000 en Moselle, 40 000 dans le Bas-Rhin, 22 000 en Meurthe et Moselle ainsi que dans le Haut-Rhin.

Le Luxembourg et la région bâloise sont particulièrement attractifs pour les travailleurs de la région Grand-Est. Les secteurs de Longwy/Val d'Alzette (18 270), Thionville/Cattenom/Val de Fensch (26 220), St-Louis/Mulhouse/Sundgau (32 700) rassemblent 77 200 frontaliers soit plus de 45% de l'ensemble des frontaliers de la région.

Dans de nombreux EPCI, essentiellement sur le nord lorrain et le sud alsacien, plus du tiers de la population active est frontalière.

Il est également à noter que des secteurs qui n'abritent pas forcément un nombre très important de travailleurs frontaliers sont tout de même très fortement impactés par le phénomène.

En effet, dans des secteurs géographiques comme l'extrême nord alsacien ou à proximité de la Belgique, les frontaliers, s'ils ne sont pas très nombreux en valeur absolue, peuvent représenter une forte part des actifs.

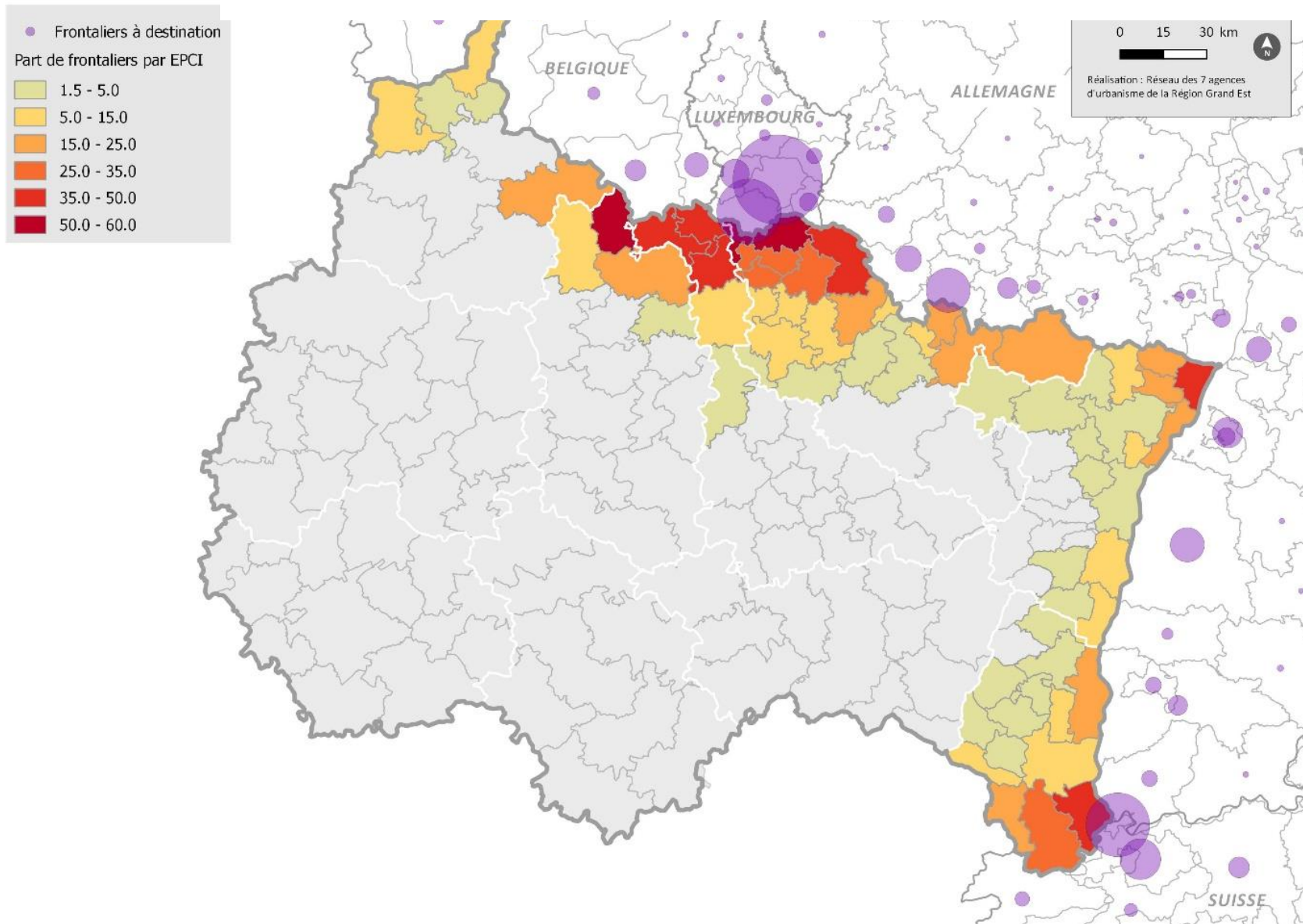
De facto, les facilités de mobilité transfrontalière présentent ainsi un enjeu économique et social majeur.

Concernant la répartition géographique des flux transfrontaliers (voir seconde carte ci-après), ils sont hyper-concentrés vers le Luxembourg et la Suisse : vers le secteur de Bâle, en Suisse, et vers l'agglomération de Luxembourg-ville et dans une moindre mesure celle de Esch/Alzette, au Luxembourg. Cette situation pose des difficultés évidentes en matière de mobilité.

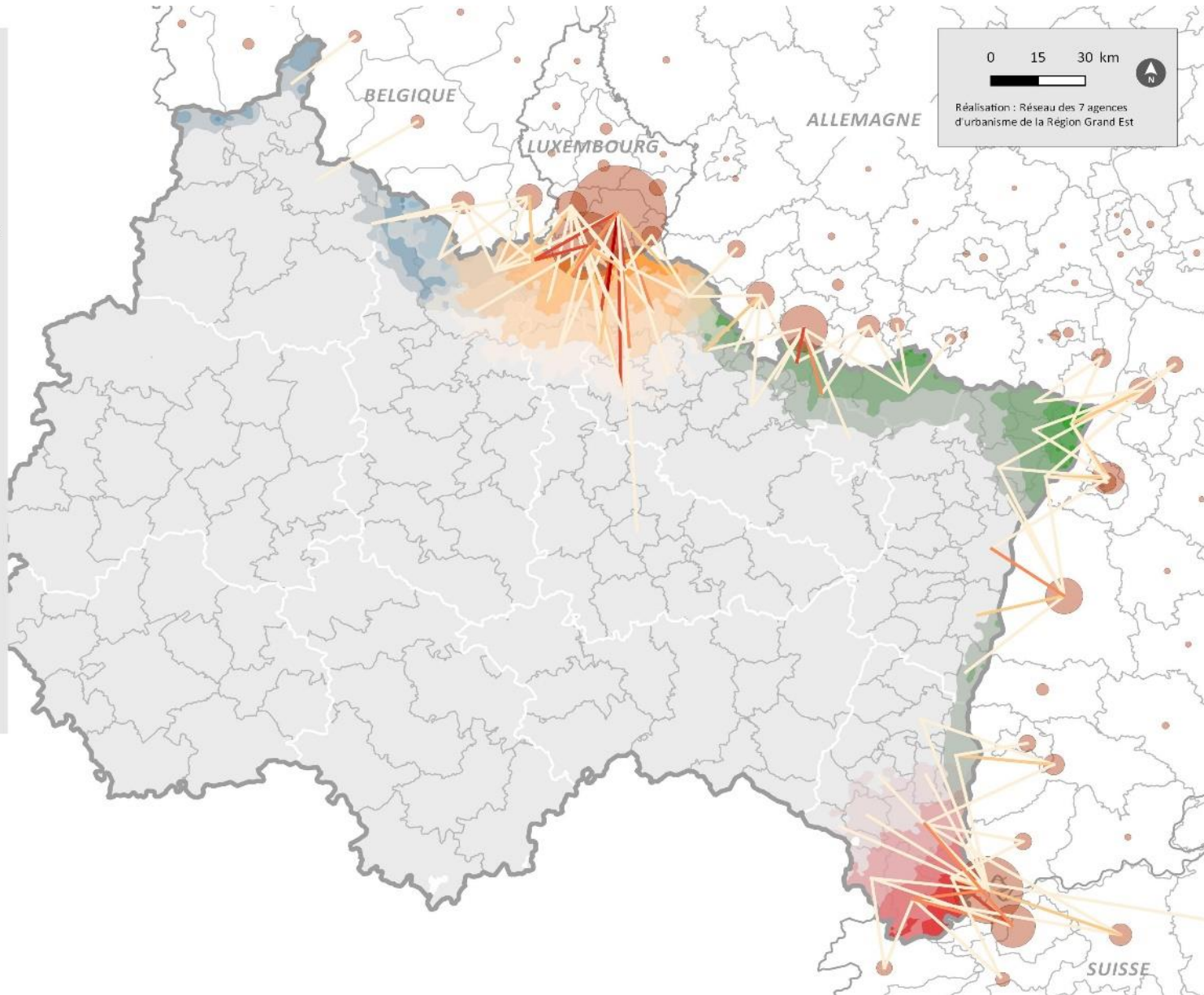
A destination de l'Allemagne, les flux sont beaucoup plus diffus. On note tout de même une certaine concentration des déplacements depuis Forbach et Sarreguemines en direction de Sarrebruck, mais sans commune mesure avec les flux observés vers le Luxembourg et la Suisse.

Il est également marquant de constater que, même si la part des frontaliers est faible dans la population active des agglomérations de Metz, Mulhouse ou Strasbourg, les flux transfrontaliers depuis ces territoires sont très importants. Ainsi, même les grandes agglomérations régionales sont impactées par le phénomène transfrontalier. Les enjeux sont donc majeurs pour la région Grand Est.

Poids des frontaliers dans les EPCI du Grand Est
En % de la population active résidente



Flux transfrontaliers domicile-travail par EPCI

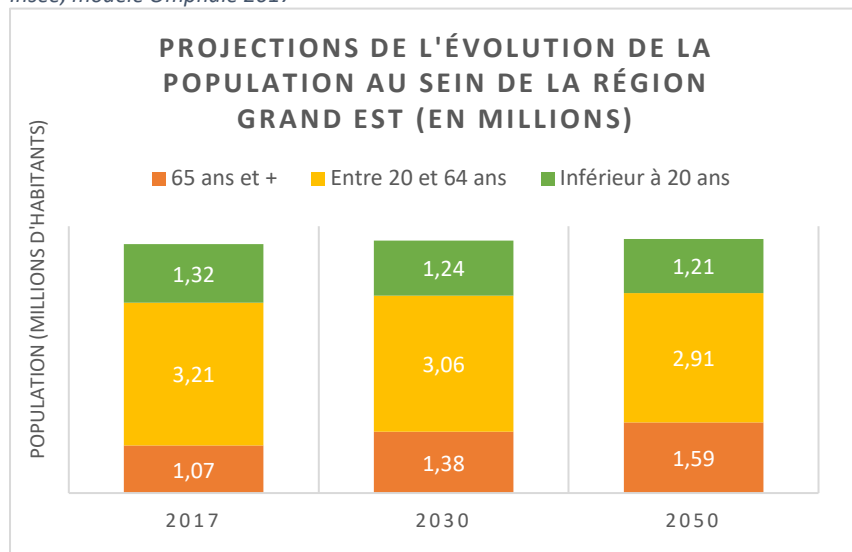


4. Evolution prospective de la mobilité quotidienne au travers des flux Domicile-Travail

Le modèle Omphale développé et exploité par l'INSEE donne des projections démographiques à moyen/long terme sur tout le territoire national. Ces projections portent sur les effectifs et l'âge de la population.

Les projections de l'INSEE (**Omphale 2017 – scénario central**) prévoient une croissance de la population de la région Grand Est modérée aux différents horizons, inférieure au taux de croissance national (hors Île-de-France).

Figure 13. Projections Omphale scénario central de la population du Grand Est. Source : Insee, modèle Omphale 2017



| Projections de population selon INSEE Omphale 2017 – scénario central | Population 2017 | Population 2030 | Population 2050 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Grand Est | 5 593 000 | 5 676 000 | 5 706 000 |
| Taux de croissance annuel moyen Grand Est | | 0,11% | 0,06% |
| Taux de croissance annuel moyen France métropolitaine (hors Ile-de-France) | | 0,40% | 0,33% |

Tableau 6. Projections de population selon INSEE Omphale 2017 - Scénario central

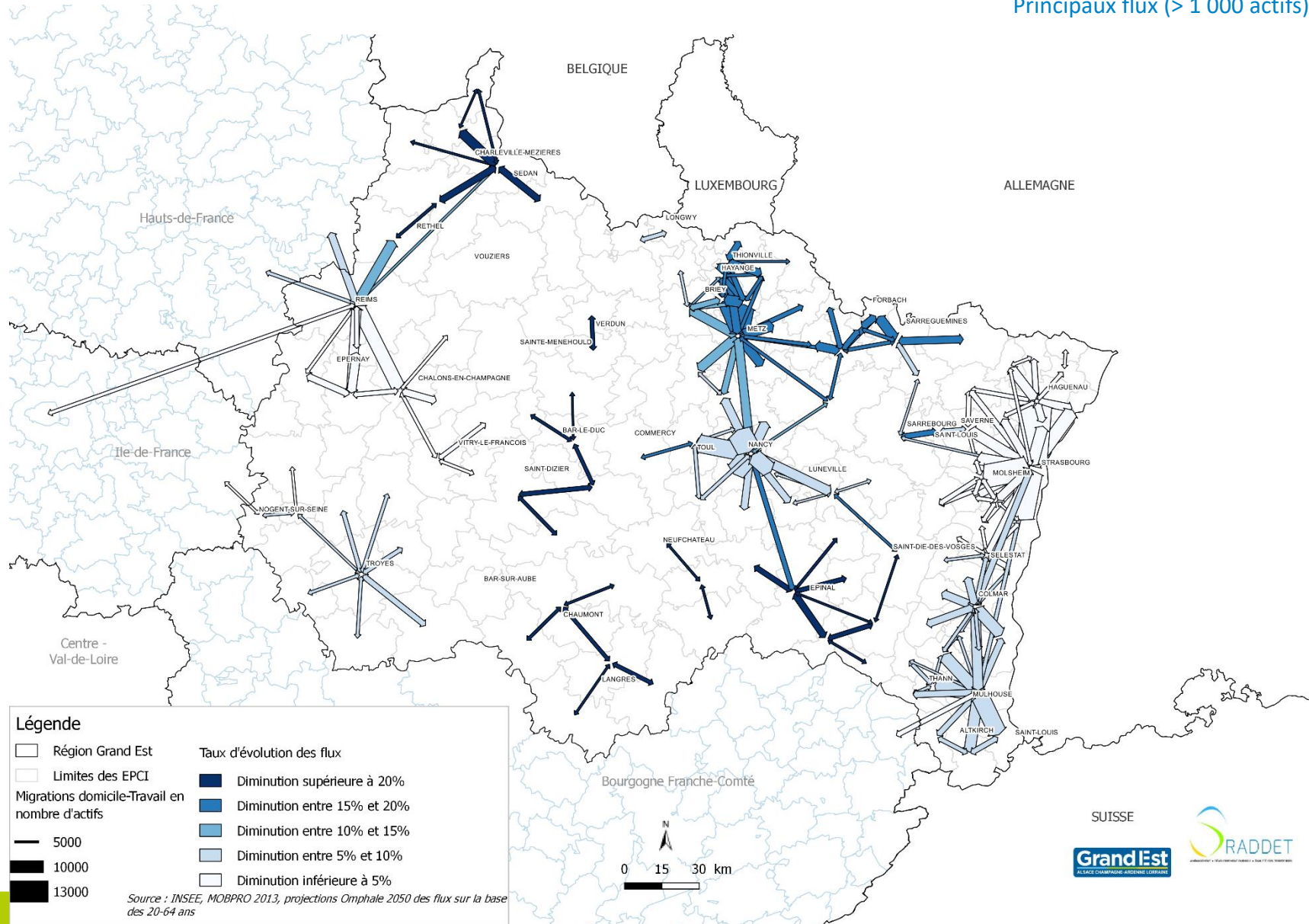
Cette croissance de population est principalement due à la contribution du solde naturel ; le solde migratoire retenu par l'Insee est quant à lui légèrement positif. Ces prévisions suivent la tendance des dernières années où la population du Grand Est est restée quasiment stable (+0,1% par an).

Par ailleurs, l'évolution de la population selon les âges tend à montrer une population de la région vieillissante. L'âge moyen des résidents du Grand Est passerait de **40,4 ans en 2013 à 45,4 ans en 2050**. Tandis que la part des 20-64 ans passerait de **57,4% à 51,0% entre 2017 et 2050** ; la part des plus de 65 ans augmenterait de près de 8 points.

De ces constats, il est possible de tirer la carte ci-après qui présente l'évolution des flux d'échange entre EPCI pour les déplacements Domicile-Travail à l'horizon 2050 (hors flux transfrontaliers) qui fait apparaître une diminution de la mobilité, plus ou moins prononcée selon les départements du Grand Est, en fonction du vieillissement anticipé des populations. L'évolution prospective de la population permet de faire ressortir le maintien des infrastructures de transports existantes comme un enjeu en soi.

Evolution prospective des flux d'échange entre EPCI entre 2013 et l'horizon 2050

Principaux flux (> 1 000 actifs)

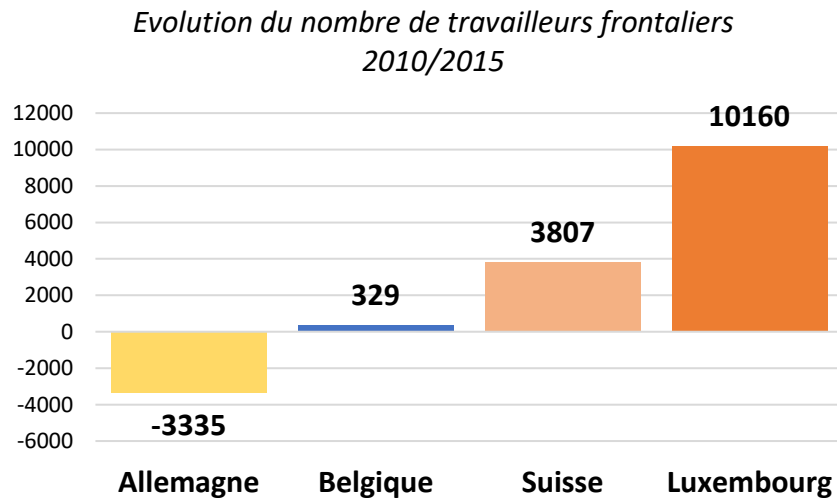


Une évolution contrastée du nombre de travailleurs transfrontaliers

L'évolution du nombre de frontaliers engendre logiquement des transformations dans leur répartition spatiale. Cela se concrétise à la fois par un étalement résidentiel et aussi par une densification de zones proches des frontières.

De forts contrastes géographiques se font jour lorsque l'on observe l'évolution récente (2010-2015) de la part des frontaliers dans la population active. Si le nombre de frontaliers avec l'Allemagne diminue (- 3 300) et qu'il stagne avec la Belgique (+300), il progresse fortement avec la Suisse (+ 3 800) et surtout avec le Luxembourg (+10 100).

Figure 14. Evolution du nombre de travailleurs frontaliers entre 2010-2015. Source : Contribution des 7 agences d'urbanisme



La carte ci-après présente l'évolution des travailleurs frontaliers par EPCI sur la période 2010-2015. On constate que tout le nord lorrain est concerné par l'accroissement du nombre de frontaliers, et ce sur un vaste périmètre

qui s'étend assez loin de la frontière. En 5 ans, certains EPCI ont vu leur nombre de frontaliers progresser de plus de 30%. La dynamique démographique interne au Luxembourg ne suffisant pas à couvrir ses besoins en main-d'œuvre, cette situation est clairement amenée à perdurer, voire à s'intensifier (150 000 frontaliers supplémentaires étant attendus au Luxembourg à 20 ans).

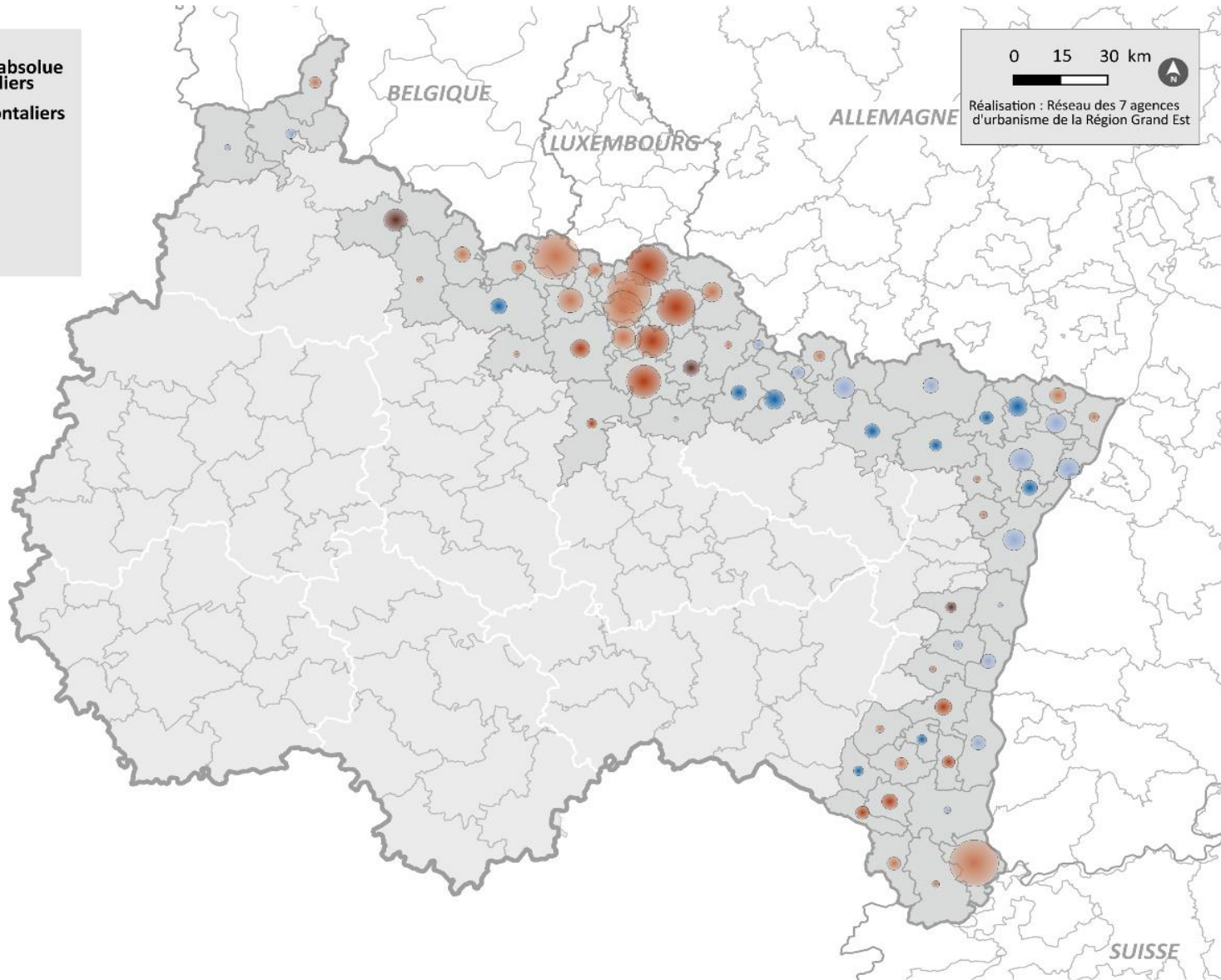
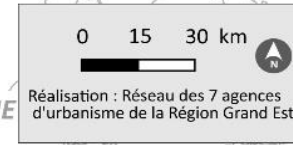
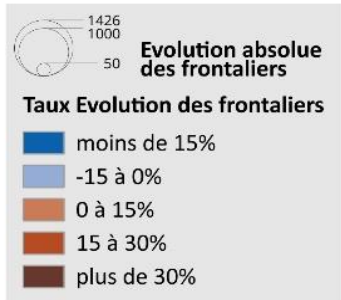
Sur le versant suisse, la zone impactée est certes plus restreinte et la croissance du nombre de frontaliers se fait essentiellement ressentir sur Saint-Louis et ses environs. Mais à très court terme, la Suisse devrait devenir le deuxième Pays de destination des frontaliers du Grand Est.

Concernant l'Allemagne, on peut noter que la diminution des frontaliers se ressent sur toute la bande frontière. Cette baisse s'explique notamment par des raisons linguistiques, des différences de coût de l'emploi et par un changement générationnel.

Cependant, cette situation pourrait n'être qu'un épiphénomène. Car, certes la tendance actuelle est à la baisse, mais l'Allemagne est sur le point de connaître un déclin démographique sans précédent qui changera nécessairement la donne au cours des prochaines années. On pourrait alors assister à un basculement de tendance et à une nouvelle augmentation de la demande de main d'œuvre qui pourrait là aussi faire repartir les flux à la hausse.

Au regard de ces dynamiques et de ces perspectives, on peut donc en conclure que **l'enjeu de la mobilité transfrontalière et de ses impacts sur les réseaux de transport, s'il est localisé, n'est certainement pas un enjeu local mais bien régional.**

Evolution des travailleurs frontaliers par EPCI – Période 2010-2015



Ce qu'il faut retenir : Mobilité quotidienne (Domicile-Travail)

- Une tendance à l'augmentation du nombre de navetteurs (travailleur quittant sa commune de résidence au sein du Grand Est) est observable ces dernières années à l'échelle du Grand Est.
- Le Grand Est se distingue des autres régions françaises par une utilisation moindre de la voiture et plus importante des transports en commun.
- Toutefois, les transports collectifs ne sont réellement attractifs que dès lors que **des contraintes à l'utilisation de la voiture individuelle existent** (saturation routière, politique de stationnement des agglomérations ou communes centres...). Ailleurs, leur utilisation reste marginale, malgré des offres développées. En revanche, ce constat pourrait être évolutif, et s'explique en grande partie par l'absence de prise en compte financière des externalités négatives produites par chaque mode.
- L'évolution projetée de la population régionale permet de faire ressortir le **maintien des infrastructures de transports existantes** comme un enjeu en soi.
- Le Grand Est se distingue par l'importance des migrations alternantes transfrontalières avec près de **170 000 travailleurs** transfrontaliers qui résident dans la région. Ces flux transfrontaliers sont **très concentrés** vers le secteur de Bâle, en Suisse, et vers l'agglomération de Luxembourg-ville. Ces flux augmentent continuellement depuis plusieurs années et représentent un enjeu important pour l'avenir des transports en Grand Est.

5. Caractéristiques de la mobilité « longue distance » au sein du Grand Est

Dans la suite de l'analyse, la notion de voyage se réfère à l'ensemble des déplacements effectués par une personne au départ de son domicile jusqu'à ce qu'elle y revienne. Un voyage est donc toujours constitué d'au moins deux déplacements de longue distance, l'aller et le retour, mais peut en comporter davantage en cas de déplacements intermédiaires de longue distance.

Les résidents du Grand Est de plus de 6 ans ont réalisé près de 27,2 millions de voyages⁷⁵. En moyenne, ils réalisent 5,4 voyages par an, ce qui est inférieur à la moyenne nationale hors Île-de-France (**6,5 voyages/an**). **85% des voyages longue distance sont réalisés pour des motifs personnels**, que ce soit pour rendre visite à des parents ou des amis (35% des déplacements personnels), pour partir en vacances ou en week-end dans une résidence secondaire (28%), ou pour se consacrer à des loisirs (13%), contre **12% pour un motif professionnel**, comme travailler hors du lieu habituel, ou se rendre à une réunion ou un congrès par exemple.

La distance moyenne des voyages de longue distance effectués par les résidents de la région Grand Est est de **403 km**, ce qui est supérieur à la distance moyenne relative aux Français hors résidents de la région Ile-de-France (**à hauteur de 386 km**). En particulier, pour 71 % de ces voyages la distance est inférieure à 400 km et pour 10 % celle-ci est comprise entre 800 et 1 500km (contre respectivement 75% et 6% à l'échelle nationale hors Ile-de-France).

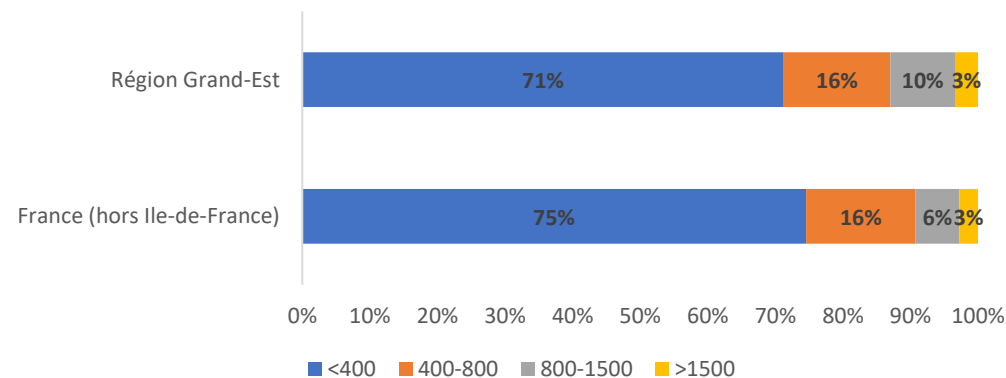


Figure 16 - Répartition des voyages à longue distance selon la distance parcourue. Source : SOeS, Insee, Inrets, ENTND 2008

Comme pour la mobilité de courte distance, la **voiture** est le mode privilégié par les résidents de la région Grand Est pour effectuer leurs voyages de longue distance. Cela concerne **71 %** des voyages, ce qui est inférieur à la valeur nationale hors Ile-de-France (76%). Le train constitue le deuxième mode de transport privilégié (18%). Il représente une part modale plus élevée qu'à l'échelle nationale hors Ile-de-France (15%).

France (hors Ile-de-France)

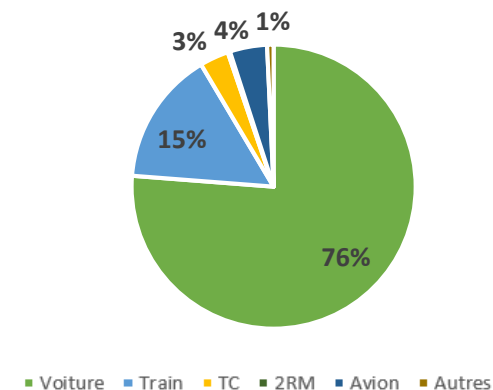


Figure 15 : Modes de transport utilisés pour les voyages à longue distance

⁷⁵ ENTND 2008, redressement 2016 basé sur l'évolution de la population régionale

6. Evolution des flux longue distance et parts modales

Le trafic « voyageurs » sur les réseaux français pourrait croître au rythme de **1,2% par an à l'échelle nationale**, et ainsi passer de **317 à 396 milliards de voyageurs-kilomètres** entre 2012 et 2030⁷⁶. Il ressort qu'entre 2012 et 2030, la part modale de la route baisse de 1,6 point, mais en volume, le trafic croît de 1,1% par an. La part modale du fer augmente de 1,8 point (taux de croissance de 1,7% par an) ; de par la forte croissance de l'offre TGV. Le trafic ferroviaire TER et GL diminuerait quant à lui de -2,5% par an.

| Mode | 2012 | | 2030 | | |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| | Mds voy.km | Part modale | Mds voy.km | Part modale | TCAM 2012-2030 |
| VP | 237,9 | 74,9 % | 290,7 | 73,4 % | 1,1 % |
| Fer TGV | 54,0 | 17,0 % | 81,7 | 20,6 % | 2,3 % |
| Fer GL+TER | 11,5 | 3,6 % | 7,3 | 1,8 % | -2,5 % |
| Fer Total | 65,5 | 20,6 % | 88,9 | 22,4 % | 1,7 % |
| Air | 14,0 | 4,4 % | 16,6 | 4,2 % | 0,9 % |
| Total | 317,4 | 100 % | 396,2 | 100 % | 1,2 % |
| Trafic VP (Mds veh.km) | 107,7 | - | 133,8 | - | 1,2 % |

Champ : Trafic sur les réseaux intérieurs France. Sont pris en compte pour la route et le fer tous les déplacements internes à la France, la partie française des trafics d'échange, la partie française des trafics de transit et pour l'aérien les passagers-kilomètres des vols intérieurs France (déplacements internes à la France métropolitaine y compris la Corse et pré-acheminements vers le reste de l'Europe à bord des vols intérieurs).

Figure 17. Trafic voyageurs longue distance à l'horizon 2030 et parts modales

⁷⁶ CGDD. « Projections de la demande de transport sur le long terme » - Juillet 2016 [en ligne] – Disponible sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%c3%a9ma%20-%20Projections%20de%20la%20demande%20de%20transport%20sur%20le%20long%20terme.pdf>

7. Quel sera l'impact des nouveaux modes sur la mobilité longue distance ?

Comme présenté précédemment, deux nouveaux modes de déplacement se développent en France et pourraient capter une part significative du trafic d'ici 2030 et 2050. Il s'agit du covoiturage longue distance, qui s'étend grâce au développement de services de mise en relation des covoitureurs par Internet, et du transport par autocar, qui a été libéralisé avec la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron.

Selon les projections du CGDD à l'échelle nationale (flux supérieur à 100 km)⁷⁷ :

- L'utilisation actuelle du covoiturage permet d'en estimer le potentiel de développement à 2,8 % des déplacements longue distance internes à la France. Cela correspondrait à 7,8 milliards de voyageurs-kilomètres en 2030 ;
- Les autocars Macron pourraient quant à eux capter à terme 3,4 % de ces mêmes déplacements.

Le tableau ci-après présente les projections réalisées par le CGDD aux horizons 2030 et 2050 à l'échelle nationale.

[%20Projections%20de%20la%20demande%20de%20transport%20sur%20le%20long%20terme.pdf](#)

⁷⁷ Ibid.

Figure 18. Projections de la demande sur le long terme à l'échelle nationale. Source : CGDD

| Mds voy.km par mode | 2012 | Sans nouveaux modes | | Avec nouveaux modes | |
|--------------------------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|
| | | 2030 | 2050 | 2030 | 2050 |
| Route dont covoitureurs passagers | 237,9 0 | 290,7 0 | 343,3 0 | 296,1 5,9 | 350,0 7,4 |
| Autocars « Macron » | 0 | 0 | 0 | 7,0 | 8,9 |
| Fer | 65,5 | 88,9 | 125,8 | 78,0 | 112,0 |
| Air | 14,0 | 16,6 | 20,8 | 16,5 | 20,7 |
| Total | 317,4 | 396,2 | 489,9 | 397,6 | 491,6 |
| Trafic VP (Mds veh.km) | 107,7 | 133,8 | 161,5 | 133,9 | 167,6 |

Source : calculs CGDD

-10,9 Mds
voy.km

-13,8 Mds
voy.km

Enjeux et projets pour une accessibilité renforcée

1. Synthèse des constats issus du diagnostic de transport de voyageurs

Plusieurs grands constats ont émergé à la suite du diagnostic pour le transport de voyageurs au sein du Grand Est :

- **La région Grand Est bénéficie d'une bonne accessibilité depuis et vers les pays voisins** grâce à un réseau structurant dense tous modes : réseau routier et autoroutier, une desserte TGV performante et la présence de nombreuses plateformes aéroportuaires au sein de la région et sur les territoires environnants
- Au sein de la Région, la **desserte est globalement performante** le long d'un axe est-ouest bénéficiant du TGV, **mais il existe certaines inégalités d'accessibilité** aux différents pôles urbains régionaux, ainsi qu'au sud du territoire national. L'offre doit être mise en cohérence avec le nouveau territoire de la région.
- Pour quelques infrastructures, il existe des problèmes de congestion (certains **axes autoroutiers notamment autour des principales agglomérations, saturation des principaux nœuds ferroviaires** du réseau)
- **La desserte régionale est bien adaptée à la structure du territoire** et aux flux majeurs de déplacements (internes ou transfrontaliers) / secteurs ruraux peu denses et donc faiblement desservis par l'offre conventionnelle des transports collectifs
- Les parts modales pour les transports collectifs sont plus importantes là où **des contraintes à l'utilisation de la voiture individuelle existent** (saturation routière, politique de stationnement des agglomérations ou communes centres...)
- Le modèle économique actuel des transports a atteint ses limites. Le financement des infrastructures est complexe et l'exploitation des services de transport collectifs de voyageurs génère beaucoup plus de charges que de recettes
- Il existe aujourd'hui certains **doublons ou/et de la concurrence** entre l'offre de transport de la Région et les réseaux transférés par les Départements, ou avec les réseaux des AOMD
- Le paysage de la mobilité **a fortement évolué** ces dernières années : de nouveaux acteurs se sont ajoutés aux acteurs historiques qu'il convient d'intégrer à la réflexion
- Notamment du fait de la formation récente de la région Grand Est et du transfert des réseaux de cars anciennement départementaux, **l'information voyageur, la billettique et la tarification des transports** sont segmentées, hétérogènes et manquent globalement de cohérence.
- Les offres de **mobilités nouvelles** se développent en Grand Est, presque exclusivement sur les territoires où l'offre en transports en commun est déjà fortement développée.
- **On notera l'importance de la mobilité transfrontalière**, notamment vers le Luxembourg et la Suisse, mais également la complexité de la gouvernance pour la mise en place d'offres performantes.

2. Quels enjeux en faveur de la mobilité ?

Les premiers enjeux qui ressortent de ces constats sont :

- **Optimiser l'utilisation des réseaux et équipements existants** par l'amélioration de leurs performances (capacité, robustesse, etc.). Pour les voyageurs, viser également **une meilleure lisibilité** (hiérarchisation, suppression des doublons, etc.), une meilleure **information / communication** relative à cette offre.
- **Définir les conditions de la complémentarité** entre certains projets routiers et l'offre en transports collectifs, au regard de la pression de la demande dans certains secteurs
- **Arbitrer entre les projets de nouvelles infrastructures** et le maintien en l'état des infrastructures existantes au regard de leur dégradation et des contraintes économiques touchant leurs gestionnaires.
- Dans l'optique d'une **desserte plus « équitable » du territoire**, œuvrer pour une meilleure complémentarité / cohérence des **offres publiques et privées** (train, car, utilisations mutualisées de la voiture et autres mobilités alternatives) et d'une meilleure articulation entre ces offres (pôles d'échange voyageurs / plateformes fret multimodales), en développant la **coopération avec les opérateurs privés** : opérateurs de nouveaux services de mobilité (voyageurs), mais aussi chargeurs et transporteurs (fret).
- Conférer à la région Grand Est un **statut** facilitant les échanges et les partenariats avec les pays voisins (infrastructures ferroviaires, routières, plateformes fret, etc.),
- Inventer un nouveau modèle de gouvernance de la mobilité à l'échelle de la région, qui devient l'acteur de **coordination des politiques de mobilité** aux différentes échelles (dont échelles des EPCI, SMT) et de la **logistique** (vers une gouvernance commune des plateformes fret du territoire). On peut citer la récente fusion des trois ORT (Observatoire Régional des Transports) du Grand Est, dont l'objectif principal est de « *contribuer à la connaissance des domaines de la logistique et des transports* »⁷⁸. Un des rôles de l'ORT est de développer la concertation et les échanges d'information entre les partenaires institutionnels et professionnels.
- **Inventer un nouveau modèle économique** du transport régional : **l'équilibre entre charges et recettes** en ligne de mire (voyageurs) ; des solutions pour le **financement** d'infrastructures (fonds d'investissement spécifique pour le Grand Est ? Ecotaxe ? Partenariats Public Privé ?).

⁷⁸ ORT. Observatoire Régionaux des Transports du Grand Est. Disponible sur : <http://www.ortal.eu/LesORT/Pr%C3%A9sentationmissionsetstatuts.aspx#>

3. Les actions en cours afin de répondre aux premiers enjeux

Quels projets majeurs sur le territoire ?

Sur le territoire régional, près de **1,2 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2020**⁷⁹ sont prévus dans le cadre des Contrats de plan Etat-Région (CPER). A travers ces documents, « *l'Etat et la Région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir* »⁸⁰. Si les investissements demeurent majoritairement sur le volet routier, les projets ferroviaires sont conséquents pour les prochaines années de la programmation. Les deux cartes présentées ci-après montrent les projets inscrits dans ce cadre, ainsi que les autres projets majeurs.

Sur le volet routier, les principaux enjeux identifiés par le CPER sont :

- **La saturation de certains axes structurants** et la réalisation de certains maillons manquants, avec notamment la poursuite des travaux sur l'A304, l'achèvement des travaux de la VR 52 – Rombas et la seconde phase de la rocade sud de Strasbourg ;
- **L'amélioration de l'accessibilité aux grands pôles urbains** du territoire (notamment Metz, Mulhouse, Nancy, Reims et Strasbourg) ;
- Un enjeu **sur les discontinuités d'infrastructures** qui existent au sein du territoire du Grand Est (traversée du massif vosgien notamment) ;
- **Des enjeux sur les flux de transit** avec notamment la saturation des axes principaux, et l'existence de discontinuités des infrastructures dans les pays transfrontaliers.

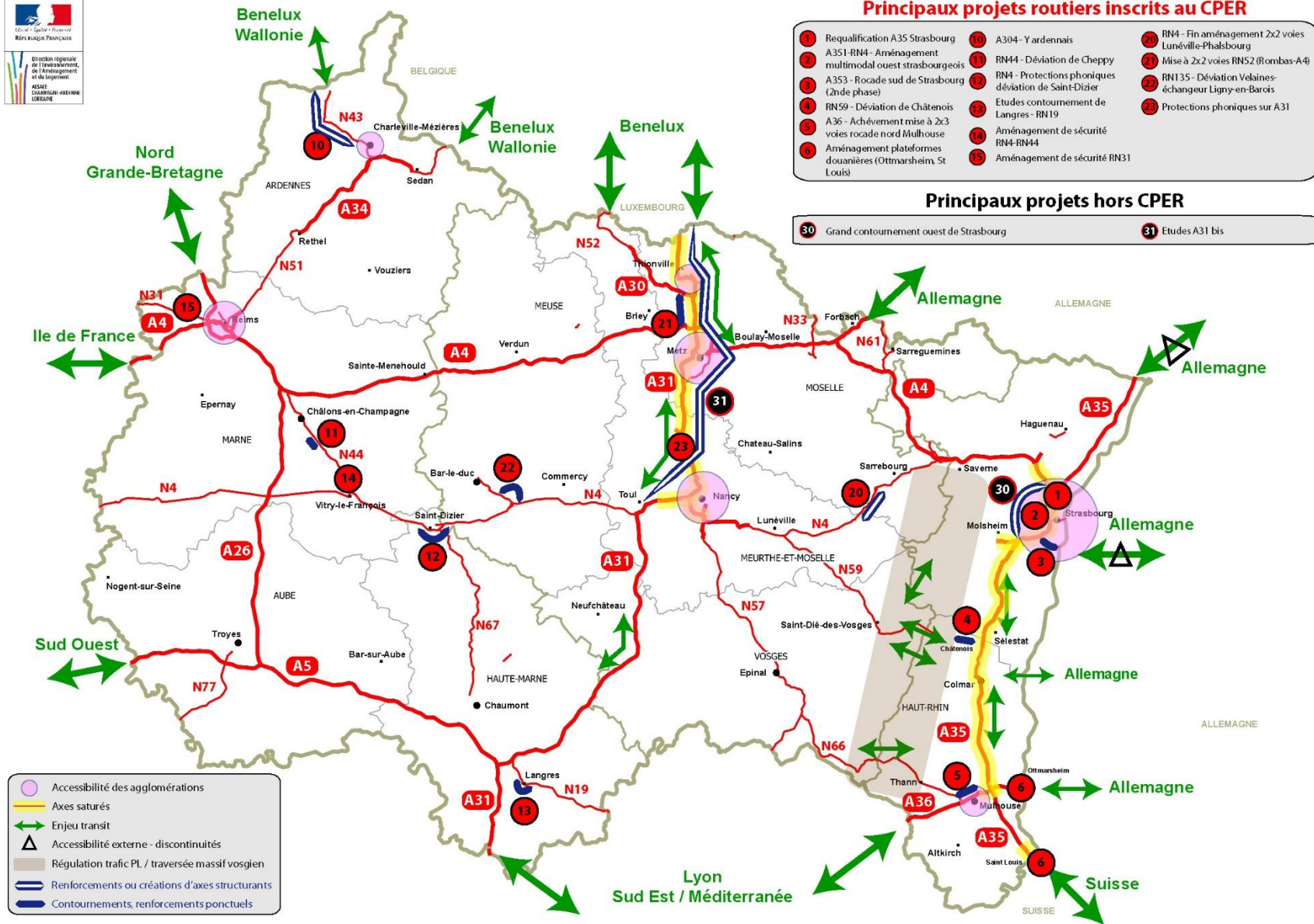
⁷⁹ Région Grand Est. Atlas Volet Mobilité et Transport

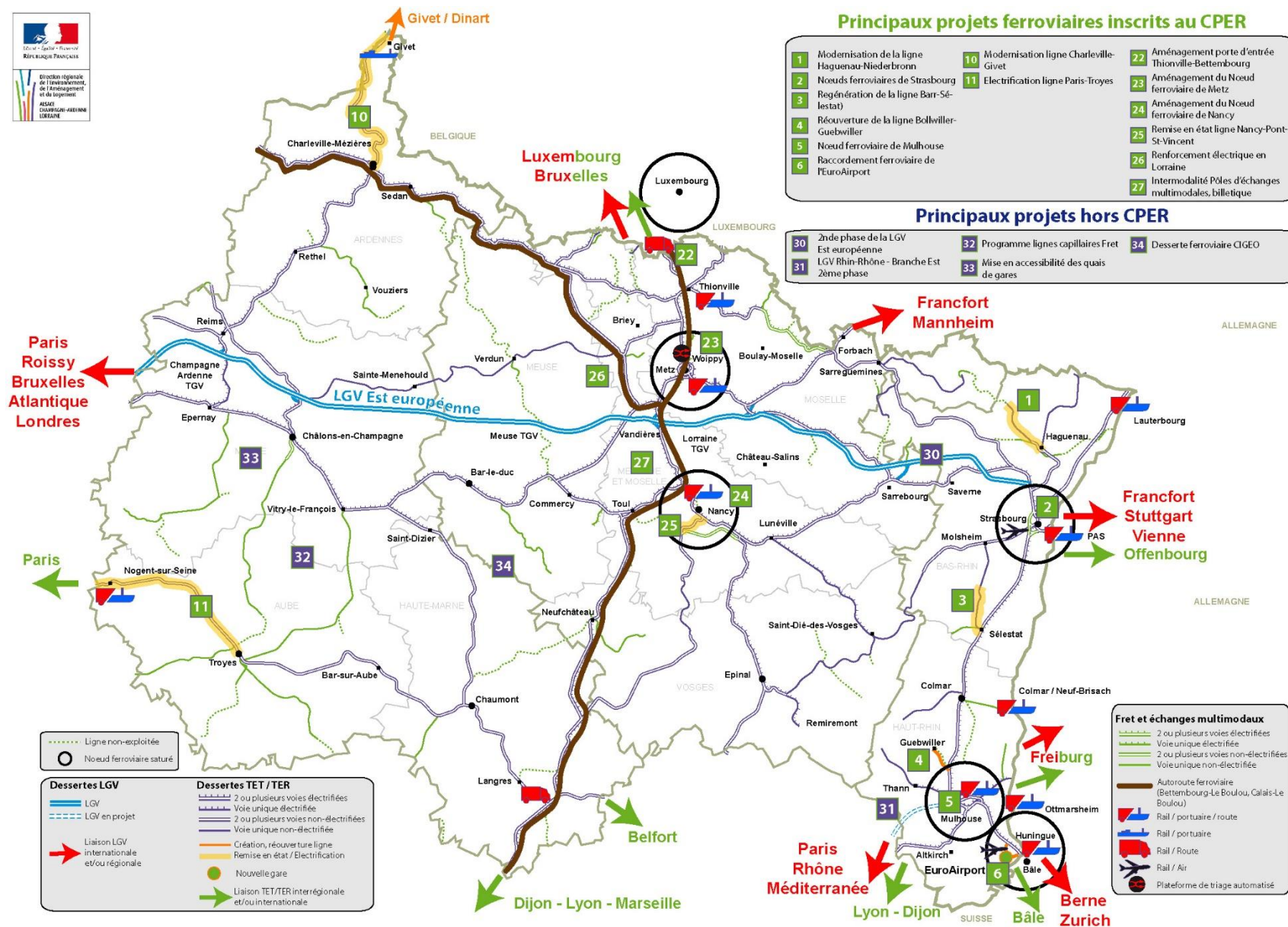
Hors CPER, le projet du grand contournement ouest de Strasbourg permettra de répondre aux enjeux de réduction de l'exposition des riverains aux nuisances et de qualité de l'air en milieu très dense.

Sur le volet ferroviaire, les enjeux principaux identifiés sont :

- **La saturation des nœuds ferroviaires principaux** du territoire du Grand Est sur les sillons alsacien et lorrain (Metz, Mulhouse, Nancy et Strasbourg). Un des risques identifiés est également la saturation du nœud ferroviaire de Luxembourg, qui n'est pas de la compétence régionale ;
- La poursuite de **l'amélioration du réseau avec** :
 - **La remise en état de certaines infrastructures ferroviaires locales** (« capillaires voyageurs ») sur le territoire régional (notamment des lignes Haguenau-Niederbronn, Barr-Sélestat, et Charleville-Mézières-Givet
 - Des projets de modernisation (électrification de la ligne Paris – Troyes) et de réouverture de ligne (Bollwiller – Guebwiller).
- **La seconde phase de la branche Est de la LGV Est Rhin-Rhône** poursuivra l'amélioration de l'accessibilité de la région au sud du territoire.

⁸⁰ ORTAL. « Panorama des transports en ACAL »





- ### Principaux projets ferroviaires inscrits au CPER
- | | | | | | |
|---|--|----|---------------------------------------|----|---|
| 1 | Modernisation de la ligne Haguenau-Niederbronn | 10 | Modernisation ligne Charleville-Givet | 22 | Aménagement porte d'entrée Thionville-Bettembourg |
| 2 | Nœuds ferroviaires de Strasbourg | 11 | Electrification ligne Paris-Troyes | 23 | Aménagement du Nœud ferroviaire de Metz |
| 3 | Regénération de la ligne Barr-Sélestat | | | 24 | Aménagement du Nœud ferroviaire de Nancy |
| 4 | Réouverture de la ligne Bollwiller-Guebwiller | | | 25 | Remise en état ligne Nancy-Pont-St-Vincent |
| 5 | Nœud ferroviaire de Mulhouse | | | 26 | Renforcement électrique en Lorraine |
| 6 | Raccordement ferroviaire de l'EuroAirport | | | 27 | Intermodalité Pôles d'échanges multimodaux, billettique |

- ### Principaux projets hors CPER
- | | | | | | |
|----|---|----|--|----|----------------------------|
| 30 | 2 ^{de} phase de la LGV Est européenne | 32 | Programme lignes capillaires Fret | 34 | Desserte ferroviaire CIGEO |
| 31 | LGV Rhin-Rhône - Branche Est 2 ^{ème} phase | 33 | Mise en accessibilité des quais de gares | | |

Ligne non-exploitée (dotted line)
Nœud ferroviaire saturé (circle with dot)

Dessertes LGV
 - LGV (solid blue line)
 - LGV en projet (dashed blue line)
 - Liaison LGV internationale et/ou régionale (red arrow)

Dessertes TET / TER
 - 2 ou plusieurs voies électrifiées (solid blue line)
 - Voie unique électrifiée (dashed blue line)
 - 2 ou plusieurs voies non-électrifiées (solid purple line)
 - Voie unique non-électrifiée (dashed purple line)
 - Création, réouverture ligne (orange arrow)
 - Remise en état / Electrification (green arrow)
 - Nouvelle gare (green circle)
 - Liaison TET/TER interrégionale et/ou internationale (green arrow)

Fret et échanges multimodaux

- 2 ou plusieurs voies électrifiées (green line)
- Voie unique électrifiée (dashed green line)
- 2 ou plusieurs voies non-électrifiées (green line)
- Voie unique non-électrifiée (dashed green line)
- Autoroute ferroviaire (Bettendorf-Le Boulou, Calais-Le Boulou) (brown line)
- Rail / portuaire / route (blue/red triangle)
- Rail / portuaire (blue/red triangle)
- Rail / Route (red triangle)
- Rail / Air (red triangle)
- Plateforme de triage automatisé (black circle with dot)

Focus sur le volet transfrontalier

La fin du « tout voiture »

Sur l'ensemble des frontières luxembourgeoises et helvétiques, le réseau routier **est congestionné voire saturé en pointe et parfois en flanc de pointe**. Ailleurs, le trafic frontalier reste fluide, à l'exception de sections urbaines entre Forbach et Sarrebruck, ou entre Strasbourg et Kehl (pont de l'Europe).

Au-delà de problématiques d'accroissement de capacité (projet A31bis), l'essentiel des projets routiers portés par la France ou les États voisins visent à mieux relier entre-elles les infrastructures existantes. Les différents projets visent **notamment trois objectifs** :

- Autour de Bâle et Luxembourg, renforcer le maillage international de réseaux conçus à l'origine dans des logiques nationales, voire régionale ;
- Entre le Luxembourg et la France, fluidifier quelques alternatives à l'axe international historique de l'A31,
- À Strasbourg, favoriser les flux transfrontaliers périphériques pour limiter le transit par le cœur de l'agglomération (pont de l'Europe).

Aujourd'hui, la solution privilégiée n'est pas de répondre à l'engorgement par des infrastructures nouvelles. Les pays voisins du Grand Est souhaitent aujourd'hui **limiter la part modale de la voiture individuelle** :

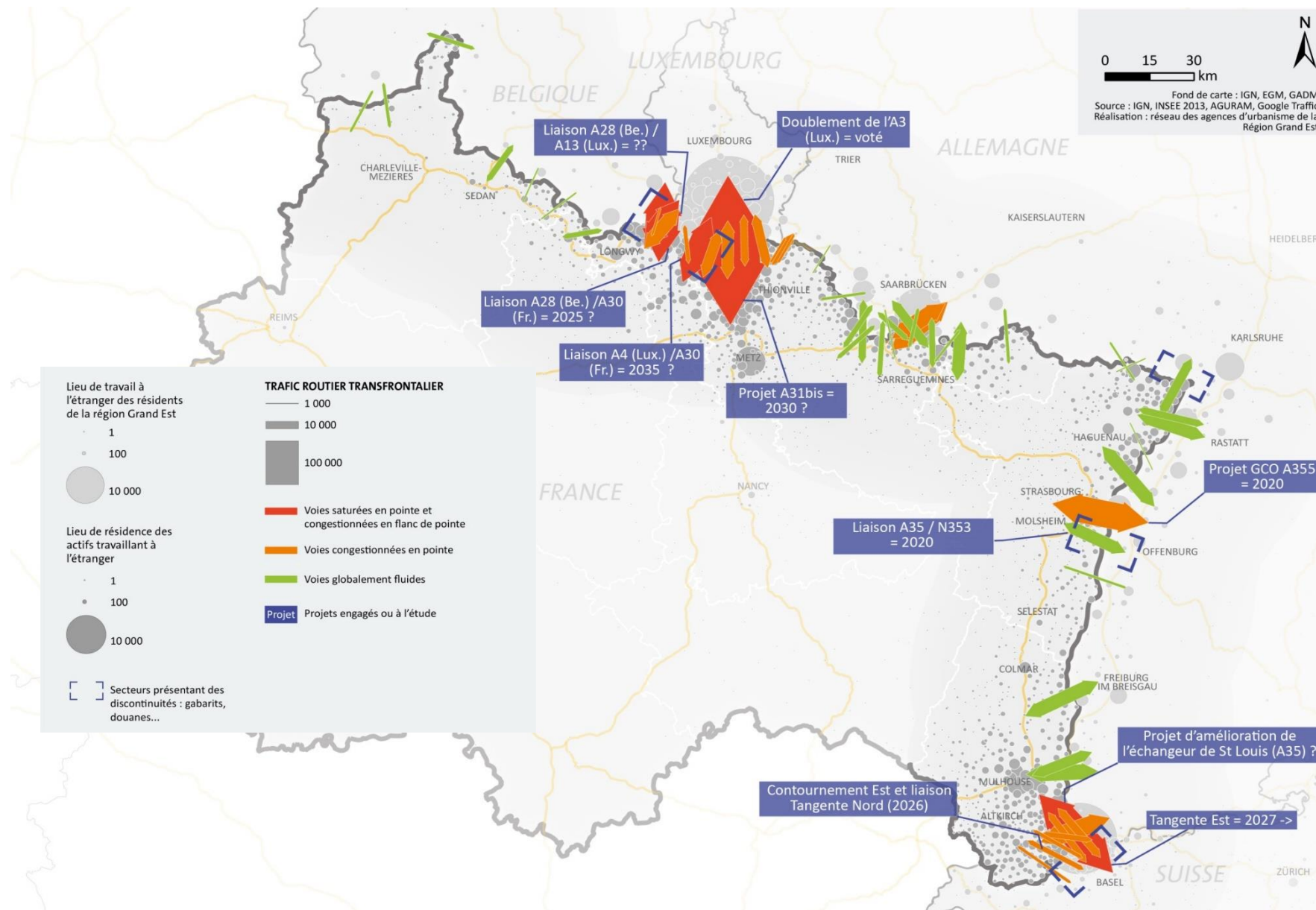
- En Suisse, la stratégie trinationale² d'Agglo Basel³ validée en 2016, vise à réduire la part modale de la voiture de 5 points à l'horizon 2030³.
- Au Luxembourg, la stratégie nationale MoDu⁵ de 2012 vise quant à elle à réduire de 16 points cette même part modale⁶...

Au-delà du développement des transports en commun, l'arrivée de nouveaux services constitue également une alternative : aires de covoiturage et P+R, *hub* télétravail (ex. du projet S-Hub à Thionville Porte de France) ...

Si la Suisse privilégie une certaine forme de co-développement et de concertation, basée notamment sur le co-financement d'investissement « lourds » et la péréquation fiscale, le Luxembourg privilégie pour l'heure les services : financement de P+R et lignes de bus en territoire français.

La carte suivante présente le niveau de fluidité des trafics transfrontaliers et les principaux projets qui pourrait l'impacter dans les prochaines années.

Fluidité du trafic routier transfrontalier et projets



Les axes de projet pour les transports en commun

Entre Nancy et Luxembourg, l'offre transfrontalière de mobilité alternative transporte chaque jour environ 14 500 voyageurs. Entre Mulhouse et Bâle, ils sont environ 6 500⁸¹.

Comme présenté dans le diagnostic, malgré une offre dense, la capacité d'emport en pointe conduit à la saturation des rames sur certaines sections (notamment entre Saint-Louis et Bâle, mais surtout entre Metz et Luxembourg). Au-delà, et sur ces mêmes axes, la charge est importante entre Nancy et Metz, ainsi qu'entre Mulhouse et St-Louis. Dans le cas de Nancy-Metz, le trafic interne à ce tronçon explique très largement la situation.

Plusieurs projets permettront à terme d'accroître l'offre en fréquence ou en siège sur ces axes :

- Sur l'axe Metz-Luxembourg, c'est surtout la capacité d'emport des trains qui pourra être améliorée à l'horizon 2021. Pour ce faire, l'investissement ne sera pas anodin : allongement de quais, nouveau matériel... De nombreux projets permettront également de faciliter l'intermodalité et d'accroître la fluidité au Luxembourg. Pour autant, il faudra attendre 2022, puis 2030 pour voir la fréquence portée à 6 trains/heure en pointe, soit un TER toutes les 10'.
- Sur Mulhouse-Bâle, le projet bâlois d'interconnexion (Herzstück) permettra à l'horizon 2030 de créer un véritable RER bâlois. D'ici là, le prolongement à St-Louis de la ligne de tramway n°3 permettra de

compléter l'offre TER et de démultiplier l'impact des lignes 3 et 4 du réseau urbain Distribus².

Par ailleurs, l'ouverture récente du tramway entre Strasbourg et Kehl permettra peut-être une nouvelle répartition des flux afin de décharger quelque peu la liaison TER.

Sur certains secteurs, où la fréquentation des TER est relativement faible, des projets pourraient la rendre plus attractive :

- Dans le Warnt, et en particulier sur Forbach, une extension transfrontalière du Saarbahn est à l'étude
- En gare de Mulhouse, la création d'un quai dédié permettrait d'accroître la fréquence de la ligne de Mülheim et Fribourg-en-Brisgau aujourd'hui très peu fréquentée (faute d'offre ?)

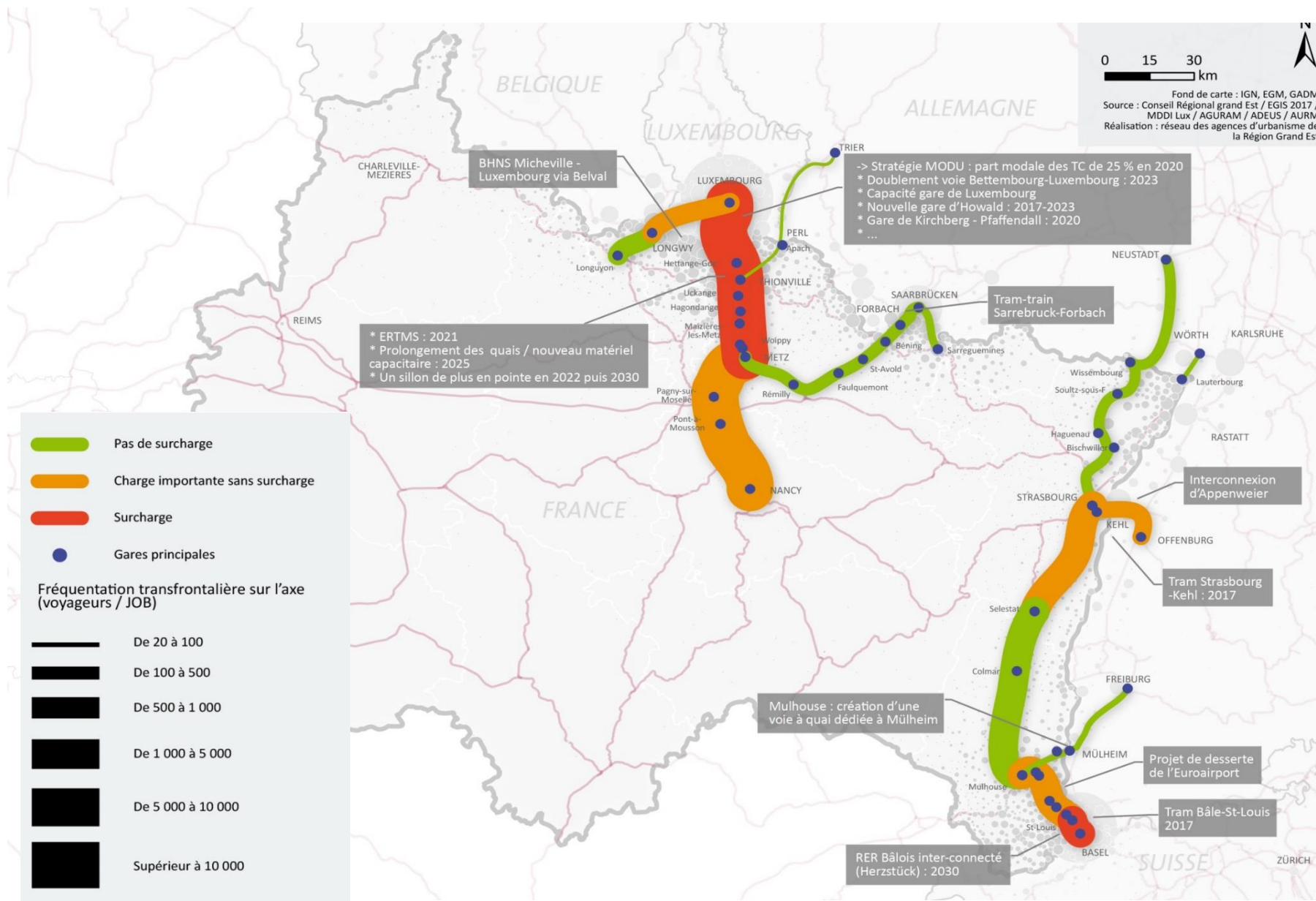
À Appenweier en Allemagne, l'idée est toute autre puisque la création d'une virgule permettrait de relier la ligne Strasbourg-Offenbourg à l'axe rhénan majeur Mannheim-Karlsruhe-Bâle. Cette opération permettrait de démultiplier les relations transfrontalières vers et depuis Strasbourg.

Sur la frontière luxembourgeoise, faute de projets ferroviaires, ce sont les réseaux routiers qui pourraient s'étendre, notamment dans le secteur de l'Opération d'Intérêt National Alzette-Belval, où un BHNS transfrontalier est en réflexion (desserte du site de Micheville) ; mais également entre Thionville et le Luxembourg, avec une voie réservée aux transports collectifs dans le cadre du tronçon nord du projet A31 bis.

La carte suivante présente la charge actuelle des principaux axes de transports en commun pour les flux transfrontaliers, ainsi que les projets à venir.

⁸¹ Nous parlons ici de 14 500 et 6 500 voyages, et non personnes différentes. Un frontalier effectuant l'aller et le retour en TER effectuent théoriquement 2 voyages.

Fluidité du trafic transfrontalier en transports en commun et projets





**Construisons
notre avenir
en Grand**